



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

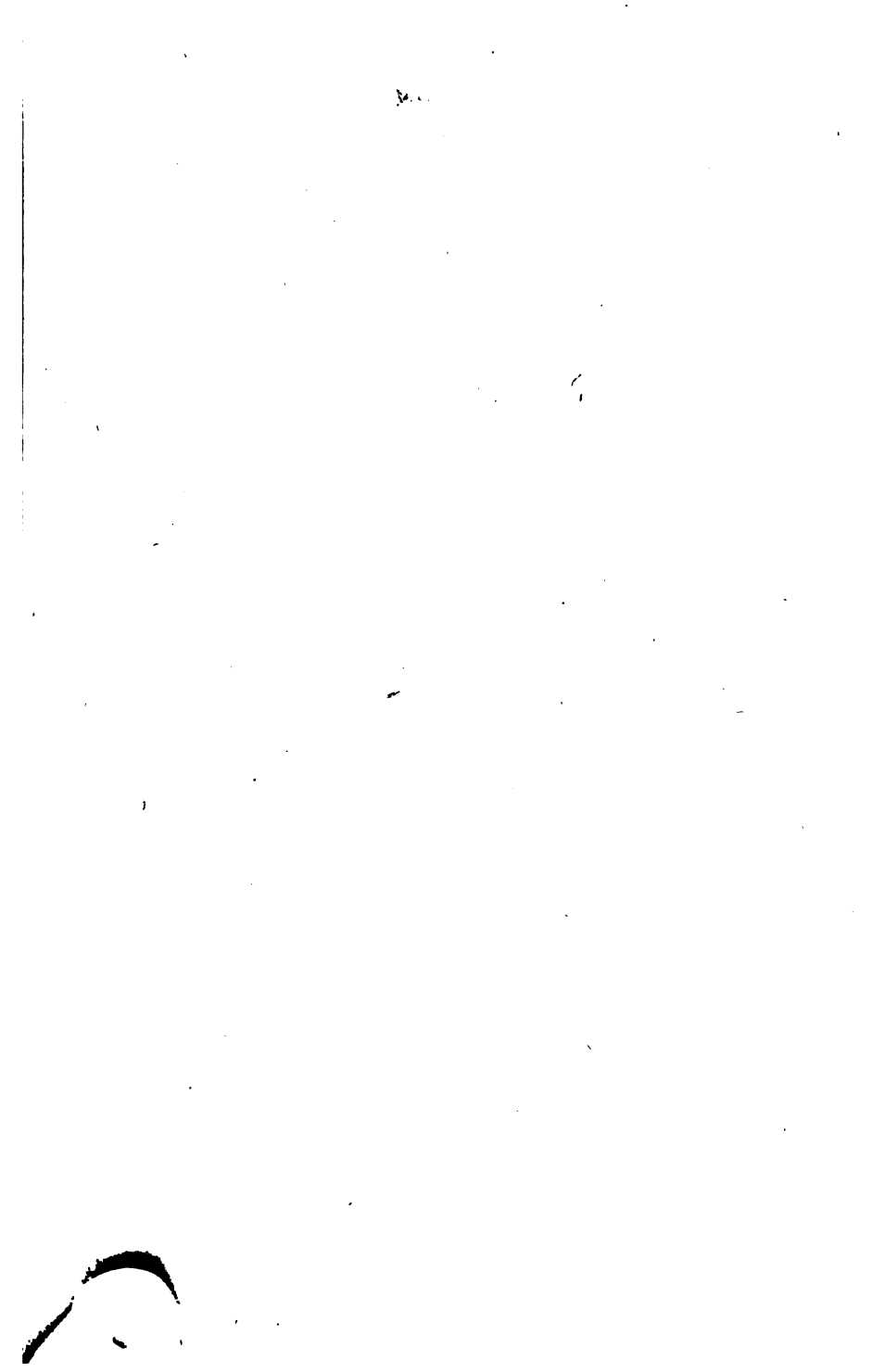


Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. F. FARRER

AS
32
.G7



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

SÉANCES DES CINQ SECTIONS :

1° DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES ; 2° DES SCIENCES
MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ;
3° DE LITTÉRATURE ; 4° DES BEAUX-ARTS ; 5° D'INDUSTRIE
ET D'AGRICULTURE.

N° 1.

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 1853.

GENÈVE,

CHEZ KESSMANN, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS,
RUE DU RHÔNE, 171.

1853

1911

Hand-Messer
Nijhoff
9-19-30
20187

EXTRAIT

du Règlement général de l'Institut National Genevois.

« ART. 33. L'Institut publie un *Bulletin* et des *Mémoires*.

« ART. 34. Le *Bulletin* paraît à des époques indéterminées qui n'excèdent cependant pas trois mois; les *Mémoires* formeront chaque année un volume.

« ART. 35. Ces publications sont signées par le Secrétaire général.

« ART. 36. Le *Bulletin* renferme le sommaire des travaux intérieurs des cinq Sections. La publication en est confiée au Secrétaire général, qui le rédige avec la coopération des Secrétaires de chaque section.

« ART. 37. Les *Mémoires in-extenso*, destinés au Recueil annuel sont fournis par les sections.

« ART. 37. Les *Mémoires* des trois catégories de membres de l'Institut (effectifs, honoraires, correspondants) sont admis dans le Recueil.

« ART. 38. A ce Recueil pourront être jointes les gravures, lithographies, morceaux de musique, etc., dont la publication aura été approuvée par la Section des Beaux-Arts.

« ART. 39. Le Recueil des *Mémoires* sera classé en séries, correspondantes aux cinq Sections de l'Institut, de manière à pouvoir être détachées au besoin et être acquises séparément.

« ART. 40. La publication du Recueil des *Mémoires* est confiée au Comité de gestion. »

Le Secrétaire général de l'Institut National Genevois,

H.-E. GAULLIEUR, professeur.

BUREAUX DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT, M. le professeur CHENEVIÈRE, recteur de l'Académie de Genève.

Secrétaire général, M. E.-H. GAULLIEUR, professeur d'histoire à l'Académie de Genève.

Section des Sciences naturelles et mathématiques, Président, M. MAYOR père, docteur.

Vice-Président, M. VOGT, professeur.

Secrétaire, M. Th. LISSIGNOL.

Secrétaire adjoint, M. MOULINIÉ fils.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire, Président, M. CHENEVIÈRE, professeur.

Vice-Président, M. JAMES FAZY.

Secrétaire, M. GAULLIEUR, professeur.

Vice-Secrétaire, M. GRIVEL, archiviste.

Section de Littérature, Président, M. CHERBULIEZ-BOURRIT, professeur à l'Académie de Genève.

Vice-Président, M. BÉTANT, professeur.

Secrétaire, M. Fréd. AMIEL, idem.

Vice-Secrétaire, M. VUY, avocat.

Section des Beaux-Arts, Président, M. Franç. DIDAY.

Secrétaire, M. Franç. GAST.

Section d'Industrie et d'Agriculture, Président, M. Hector GALLAND.

Secrétaire, M. OLIVET fils, docteur en médecine.

Secrétaire adjoint, M. BOUFFIER aîné.

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Première séance générale. — Installation.

L'Institut National Genevois des Sciences, des Lettres, des Beaux-Arts et de l'Agriculture, créé par une loi émanée du Grand Conseil du canton de Genève, le 7 mai 1852, a été définitivement constitué et installé en séance solennelle, le 2 mai 1853. — Cette séance a eu lieu à l'Hôtel-de-Ville, dans la salle du Grand Conseil, en présence du Conseil d'État et du public.

M. Tourte, président du Conseil d'Etat, a donné lecture des dispositions réglementaires adoptées pour cette première séance.

Aux termes de cet arrêté et en l'absence de M. le Président de la section des sciences physiques et naturelles, la première désignée dans la loi sur l'établissement de l'Institut, M. le professeur Chenevière, président de la section des sciences morales et politiques, désignée la seconde, est appelé à présider provisoirement l'Assemblée.

M. le professeur Gaullieur, secrétaire de la section des sciences morales et politiques, aux termes du même arrêté, tient la

plume, en qualité de secrétaire, en l'absence de M. le secrétaire de la section des sciences physiques et naturelles.

M. le Président provisoire donne la parole à M. Tourte, président du Conseil d'État. M. Tourte prononce un discours, qui a été livré à l'impression, et dans lequel il énumère les causes qui ont concouru à la création de l'Institut Genevois, et les résultats que le pays et la science attendent de cette institution nouvelle.

L'Institut procède ensuite à la nomination de son bureau définitif (art. 9 de la loi). M. Chenevière, professeur et recteur de l'Académie de Genève, est élu président. M. Gaullieur, professeur à l'Académie de Genève, est nommé secrétaire général.

MM. Diday, James Fazy, Longchamp, professeur, Hugues Darier et Vogt, professeur, sont désignés comme membres de la Commission qui doit être chargée (art. 10 de la loi) de la gestion des fonds et de l'administration matérielle de l'Institut. Cette Commission est priée d'élaborer, conjointement avec le bureau, un projet de règlement définitif pour tout l'Institut, chaque section ayant déjà des règlements particuliers, lesquels ont servi pour les réunions particulières et la constitution de sections qui ont précédé cette séance générale d'installation.

Une discussion s'engage sur les points essentiels qui devront être touchés dans ce règlement, ainsi que sur le budget à présenter pour l'année courante. La séance est levée.

Deuxième séance générale (jeudi 24 août 1853).

(Présidence de M. le professeur Chenevière.)

Cette séance a eu lieu, comme la précédente, dans la salle du Grand Conseil. Le Président a exposé qu'elle avait pour objets :
1° la discussion du règlement général dont le projet autographié a été distribué aux membres de l'Institut un mois à l'avance;
2° la discussion du budget pour la présente année 1853.

M. le Secrétaire général présente, au nom du Comité de gestion, le rapport suivant sur ces deux objets :

Messieurs,

« Dans votre séance générale d'installation, vous avez chargé la commission qui fut nommée en vertu de l'art. 10 de la loi sur l'établissement de l'Institut Genevois, de préparer pour votre prochaine réunion un projet de règlement général et un projet de budget pour la présente année.

« Votre Commission s'est occupée de ces deux objets dans une série de séances, et je vais avoir l'honneur de vous exposer brièvement la marche qu'elle a suivie.

1° Règlement général.

« Deux projets ont été élaborés, l'un par M. Fazy, conseiller d'État; le second par M. le professeur Longchamp. C'est en les combinant tous deux que la Commission s'est arrêtée au projet de règlement général qui vous a été adressé le 1^{er} du mois courant avec prière de l'examiner, et de l'étudier pour le moment de la discussion.

« La Commission ne s'est pas départie de ce point de vue, que la simplicité et la concision doivent caractériser un travail de ce genre. Elle s'est surtout attachée à écarter tout ce qui

aurait pu faire double emploi et établir une confusion avec la loi sur la fondation de l'Institut. Le règlement ne détermine absolument que les points sur lesquels se fait cette loi.

« Votre Commission, Messieurs, est aussi partie de l'idée, que si un règlement très-serré, plein de détails, prévoyant un grand nombre de cas et d'incidents, est nécessaire à des corps délibérants, où les discussions peuvent devenir compliquées, difficiles, orageuses même; il n'en est pas tout à fait de même pour un corps scientifique et littéraire, dont les membres, par la nature et le but de leurs travaux, sont tout particulièrement incités à s'entendre amiablement en allant au devant les uns des autres, et en se faisant toutes les concessions que peuvent réclamer la raison, des vues élevées et des tendances libérales.

Les divers points que traite le règlement général s'expliquent d'eux-mêmes. Il passe successivement en revue ce qui concerne : 1^o les Assemblées générales et l'ordre à suivre dans les délibérations; 2^o les attributions du président de l'Institut, et 3^o celles du secrétaire général.

La section quatrième détermine les fonctions du Comité de gestion. La cinquième est consacrée aux travaux de l'Institut, la sixième aux rapports des sections entre elles, et la septième, enfin, aux publications de l'Institut.

Ce dernier point a surtout occupé votre Commission. Elle s'est enfin décidée, après d'assez longues délibérations, à vous proposer de consacrer à l'Institut deux publications, savoir : 1^o un bulletin sommaire qui serait rédigé par les secrétaires particuliers de chaque section, et qui pourrait servir en même temps de procès-verbal pour les séances des diverses sections. Votre Secrétaire général serait chargé de coordonner ces matières, afin de donner de l'unité et des proportions égales à l'ensemble de ces bulletins partiels, et de surveiller leur publication et leur distribution.

« Toutefois, Messieurs, votre Comité ne s'est pas dissimulé les objections que l'on pourra élever contre ce bulletin sous le rapport des frais qu'il occasionnera, de son utilité immédiate et de la publicité qu'il recevra. Si, dans quelques corps savants de premier ordre, ces bulletins, qui paraissent d'ordinaire mensuellement, sont envisagés comme indispensables, surtout pour prendre date des découvertes, il est d'autres sociétés, plus modestes dans leurs allures, qui ont pu s'apercevoir que dans bien des cas ces bulletins qu'on prenait beaucoup de peine à rédiger, n'étaient la plupart du temps ni lus, ni même dépliés, par ceux qui les recevaient.

« 2° La seconde publication que vous propose votre Comité est celle des mémoires de l'Institut, que les diverses sections, chacune dans son ressort, auront jugé dignes de l'impression.

« Vous partagerez sans doute à cet égard, Messieurs, la conviction profonde de votre comité. Il estime que de tels mémoires seront la meilleure garantie de l'utilité actuelle de l'Institut, et sa sauve-garde dans l'avenir. Les sociétés savantes qui ont su dès leur origine, poser la base de leur réputation sur des travaux de ce genre, ont acquis des titres réels et incontestables à la reconnaissance des générations studieuses. Il est telle de ces collections de mémoires dont l'autorité est si bien établie qu'on s'en dispute les exemplaires à des prix infiniment élevés. Au contraire, les sociétés scientifiques qui ont négligé ce moyen de se recommander au souvenir de la postérité savante, n'ont plus dans l'histoire littéraire qu'un vain titre qui rappelle même parfois une idée de nullité et de ridicule.

« Mais pour que les mémoires de l'Institut de Genève aient une valeur réelle, pour qu'ils puissent être cités avec éloge, comme ceux de telle autre société savante genevoise, notre devancière, il faut, Messieurs, que cette publication soit surveillée de près et qu'on n'y insère réellement que des mémoires de nature à faire avancer la science, des choses réellement nouvelles

et importantes dans le monde des idées. Ceci a conduit votre comité à examiner quels seraient les juges qui offriraient à cet égard les meilleures garanties. Après un ample examen il lui a paru, Messieurs, que l'élément le plus compétent pour apprécier l'utilité, l'originalité, la portée et la valeur scientifique d'un mémoire serait la section même de l'Institut à laquelle il aurait d'abord été soit présenté, soit lu par un membre effectif, un honoraire ou un correspondant.

« L'idée d'avoir un comité spécial de publication, composé par exemple d'un ou de deux membres de chaque section, a bien été examinée par votre comité. Mais il lui a semblé, en définitive, qu'il serait peu heureux de faire juger en partie un mémoire de physique ou d'histoire naturelle par des membres de la section de littérature ou de la section des Beaux-Arts et *vice-versa*. Sans doute on saurait bien à la rigueur composer un corps restreint qui pourrait se prononcer sur le mérite d'un travail, à quelque branche de l'universalité des connaissances humaines qu'il appartienne. Mais ce mode de faire offrira dans la pratique des chances d'erreur qu'on pourrait peut-être éviter en procédant autrement. Au reste, une fois l'impression d'un mémoire votée par une section, tout n'est pas fini d'après le projet de règlement général. Ce mémoire est renvoyé au comité de gestion qui s'entoure encore, avant de déterminer l'ordre et le rang de sa publication, des lumières des membres de l'Institut les plus compétents dans la branche de la science dont traite le mémoire en question.

« Une autre considération, Messieurs, qui a porté votre comité à se déterminer pour chaque section en corps comme juge de la valeur d'un mémoire, c'est que cette section aura été en premier lieu appelée à entendre la lecture de ce mémoire en séance ordinaire. Or il serait à craindre que la section, si elle ne se savait pas compétente pour prononcer sur le mérite de ce travail et sur l'opportunité de sa publication, ne vint à apporter à la longue

quelque mollesse ou quelque inattention dans l'audition de ces mémoires qui alimenteront à l'ordinaire ses séances.

« Une autre objection soulevée par la publication des mémoires, et au devant de laquelle votre comité n'a pas manqué d'aller, est celle-ci, Messieurs, que toutes les sections, par la nature diverse de leurs travaux, ne sont pas toutes également aptes et qualifiées pour produire en même proportion des matériaux de nature à être publiés sous la forme de mémoires. Je m'explique, Messieurs : la littérature, par exemple, la poésie entre autres, la peinture, la musique, produiront moins sous cette forme que les sciences physiques et naturelles, que l'industrie ou l'agriculture, que les antiquités ou l'histoire peut-être. Mais, Messieurs, vous verrez que ces branches intéressantes n'ont pas été oubliées dans le règlement général. Une large part leur est faite dans le bulletin et sous la forme qui s'adapte le mieux à leur genre de production.

« D'ailleurs, Messieurs, la fraternité qui règne entre tous les enfants des muses est assez sérieuse, assez désintéressée et assez généreuse pour que l'idée d'empêcher les uns de donner carrière à leur talent, parce que d'autres ne pourraient pas fournir autant de feuilles d'impression ou de cahiers de mémoires que les plus privilégiés ; pour que cette idée, dis-je, n'entre pas même dans leur esprit. Enfin n'oublions pas que si telle section réclame pour frais de mémoires et absorbe une plus forte mise en dehors de fonds que telle autre, il n'est pas rare non plus (d'après les renseignements exacts que nous avons pris auprès de divers éditeurs) de voir tel mémoire scientifique qualifié se vendre à l'étranger à un nombre d'exemplaires suffisant pour couvrir les frais d'impression.

2. Budget.

« Je passe, Messieurs, à ce qui concerne notre budget, et j'aurai fini en deux mots :

« L'année était déjà fort avancée quand l'Institut a été organisé et définitivement constitué. Il a donc paru quelque peu difficile à votre Comité d'établir d'une manière bien détaillée et pouvant faire régler à l'avenir les bases du budget de l'Institut pour l'année courante. D'un autre côté, la nécessité bien reconnue de tous ceux qui connaissent le prix du temps, de ne pas perdre un seul jour quand on a sous la main une découverte à révéler, une goutte d'eau à apporter dans le vase de la science, a décidé votre comité à mettre immédiatement la main à l'œuvre en commençant la publication des mémoires, du moment qu'elle pouvait embrasser quelque travail d'une originalité et d'un mérite incontestables.

« A cet effet, et pour cette année, sauf à continuer plus tard si l'Institut se trouve bien de cet arrangement, votre comité vous proposerait de diviser en deux parts égales ou à peu près, les 6,000 francs qui forment l'actif du budget de l'Institut pour 1853.

« Sur ce capital, 3,000 francs seraient répartis entre les sections, de manière à former pour chacune d'elles une somme de 600 francs environ, qu'elles appliqueraient selon leurs besoins et dans leur sphère respective d'activité, en laissant à cet égard chaque section juge du meilleur emploi à faire de ces 600 francs, soit comme prix à distribuer, encouragements à donner ou acquisitions à faire.

« Les 3,000 francs restant (à l'exception d'une somme qui a été employée par le Conseil d'Etat pour les frais primitifs de la constitution et de l'installation de l'Institut) seraient destinés à couvrir les frais d'impression et de publication des mémoires que leurs auteurs pourraient donner à l'impression dans le courant de cette année et aux frais du bulletin de l'Institut. Une invitation a été faite aux sections en temps opportun par le comité, avec prière d'entrer à cet égard dans ses vues et de préparer des mémoires. Il est en effet de l'intérêt pressant et de la dignité de tout le corps et de chacun de ses membres, de répon-

dre au plus vite et le mieux qu'il nous sera donné de le faire, à l'esprit de dénigrement et de parti qui s'attache chaque jour à représenter cette institution comme parfaitement inutile et frappée d'une incurable stérilité.

« C'est parce qu'il était bien pénétré de sa mission et de ses devoirs comme représentant à cet égard la pensée de tout le corps de l'Institut, que votre comité n'a pas hésité un instant à prendre des mesures pour qu'un mémoire capital de M. le professeur Vogt, sur les *animaux inférieurs de la Méditerranée*, mémoire dont la section des sciences physiques et naturelles avait voté à l'unanimité la publication, fut immédiatement livré à l'impression et publié avec les planches nombreuses et très-soignées qui doivent l'accompagner.

« Votre comité aurait bien voulu, Messieurs, vous convoquer préalablement en séance générale avant de prendre cette décision, mais il a reconnu l'impossibilité de le faire quand beaucoup de membres avaient demandé que cette convocation fut ajournée, parce que leurs occupations ou leur absence durant les deux mois qui viennent de s'écouler les empêchaient absolument d'y assister. Vous voyez déjà aujourd'hui, Messieurs, que le nombre des membres présents est encore passablement restreint. D'autres causes ont aussi contribué à retarder cette séance générale.

« La résolution du comité de gestion n'aura eu d'ailleurs que cet heureux résultat, d'avoir hâté de plusieurs mois l'apparition d'un travail que le monde scientifique accueillera, à ce que disent les hommes experts et compétents, avec d'unanimes applaudissements.

« D'autres sections sont aussi nanties de travaux tout préparés et leurs auteurs n'attendent, pour les publier, que la décision que le comité a l'honneur de réclamer de vous aujourd'hui, Messieurs, sous une forme ou sous une autre. »

La discussion ayant d'abord été ouverte sur le projet de règlement général, il a été définitivement adopté avec divers amendements de rédaction et de coordination. (Ce règlement, ainsi amendé, a été dès lors imprimé et distribué aux membres de l'Institut.)

L'Assemblée a passé ensuite à la discussion du budget. Les propositions de la Commission sur cet objet ont été adoptées avec un amendement portant que si, contre attente, la totalité de la somme consacrée à la publication des mémoires et du bulletin n'était pas absorbée, le solde servirait à des prix généraux sur des questions d'intérêt général, mises aux concours par l'Institut, indépendamment des prix qui pourront être proposés par les sections de l'Institut en particulier.

Dès lors, le premier volume des mémoires de l'Institut National Genevois a été publié. Il comprend un mémoire de M. le professeur Vogt, *Sur les Siphonophores de la mer de Nice*, formant 164 pages grand in-4°, accompagné de vingt et une planches, gravées et coloriées avec le plus grand soin, et un mémoire de M. le professeur Gaullieur, *Sur les Livres Carolins* ou les principaux manuscrits de l'époque Carlovingienne qui existent en Suisse, formant 40 pages in-4°, avec une planche coloriée, représentant la couverture d'or, ornée de pierreries, du manuscrit connu sous le nom d'*Évangélaire de Charlemagne*.

Section des sciences naturelles et mathématiques.

La *Section des Sciences naturelles et mathématiques* compte comme membres effectifs : MM. Mayor père, docteur, président, Vogt, professeur, Vice-Président, Lissignol (Th.), secrétaire, Brun, pharmacien, Oltramare, professeur, Ritter, professeur, Mayor fils, professeur, Thury, professeur, Fontanel et Duchosal, docteurs en médecine, et comme membres honoraires, MM. Fauconnet, docteur en médecine, Mortillet, naturaliste, Théobald, pasteur, Moulinié fils, secrétaire adjoint, Pélissier, docteur en médecine, Marc Viridet, chancelier.

Les travaux ayant pour but l'organisation de cette section une fois achevée, ce n'est que dans le mois de mai, 1853, qu'elle a pu commencer réellement ses travaux scientifiques. Nous allons les énumérer et les analyser en suivant l'ordre des séances.

Séance du 27 mai.

M. Vogt commence la lecture d'une série de mémoires sur les animaux inférieurs de la Méditerranée. Ses recherches, dont il se propose de communiquer successivement les résultats à la section, ont été commencées à Nice en hiver 1846-47, et continuées, pendant un séjour non interrompu au même endroit, de novembre 1850 jusqu'au mois de mai 1852. Tous les dessins ont été faits sur le vivant.

Les *Siphonophores* font le sujet des premiers mémoires. Ces organismes, que l'on rencontre flottants à la surface des mers,

ont été considérés généralement comme des médusaires ; maintenant on y voit des colonies de polypes hydriques composées et rendues propres à la natation. Grâce aux précautions prises à la pêche, M. Vogt a pu se procurer des exemplaires très-complets de ces organismes, pour la plupart si délicats que l'atouchement du filet le plus fin les détruit déjà en partie.

Le premier chapitre traite des *Véelles*. Ces organismes se composent d'un disque horizontal ellipsoïde, sur lequel est fixée une crête verticale posée obliquement. A la face inférieure du disque sont fixés les principaux appendices. La Véelle, ornée du plus beau bleu azur, flotte à la surface des eaux la crête émergée et en prise aux vents. Des milliers d'exemplaires sont poussés ainsi à la côte dans le mois de mai. M. Vogt ne les a jamais rencontrés dans d'autres saisons. M. Vogt décrit successivement les différents organes de ces colonies flottantes. La base de l'organisme entier est formée par un squelette de consistance cartilagineuse, soutenant le disque et la crête. La partie horizontale de ce squelette se compose d'un canal aérifère enroulé en spirale, divisé en chambres communicantes entre elles. D'autres canaux aérifères plus minces partent du centre du disque pour se distribuer aux appendices de la face inférieure. Le disque aérifère est entouré d'un limbe sur le bord duquel on remarque une série de glandes sécrétant de la mucosité. Les appendices de la face inférieure sont de trois sortes : un *polype central* entouré de *polypes prolifères* et de *tentacules*. Le *polype central* est uniquement destiné à la nourriture. C'est la bouche d'un grand sac stomacal duquel partent une quantité de canaux tapissés de cellules brunes, et que l'on peut prendre pour l'analogue du foie. Ces canaux se ramifient dans toutes les parties molles de l'organisme entier et forment un tissu spongieux à la face inférieure du disque. Le suc nourricier élaboré par le polype central circule donc partout. Les *polypes prolifères* sont fixés sur ces canaux et se trouvent toujours en communication directe

avec eux par leurs tiges creuses. Ces polypes sont nourriciers et prolifères en même temps. Leur base est toujours entourée d'une quantité de bourgeons qui, en se développant, prennent la forme d'une véritable Méduse à ombrelle globuleuse, à estomac central suspendu au sommet de l'ombrelle et à quatre canaux rayonnant depuis le sommet vers le bord. M. Vogt montre dans ses dessins le développement successif de ces bourgeons, qui à la fin se détachent et nagent librement dans les eaux. Ces petites Méduses diffèrent donc entièrement des Vélelles dont elles dérivent; elles développent plus tard des organes sexuels.

M. Vogt se résume en disant que les Vélelles sont des colonies flottantes par le contre-poids d'un squelette aérifère, composées de deux sortes d'individus: d'un polype central stérile mais nourricier, et de polypes prolifères et nourriciers à la fois. Les Vélelles se propagent par génération alternante, les colonies composées produisant par bourgeonnement des individus sexuels et isolés qui, sous la forme de Méduses à ombrelles, nagent librement dans la mer et produisent à leur tour des œufs, desquels se forment des colonies nouvelles.

Le second chapitre s'occupe des *Physophores*. Ici le plan de l'organisation est le même, l'exécution seule diffère. Le squelette aérifère des Vélelles est remplacé par une petite bulle d'air placée au sommet de l'organisme; au lieu d'un système de canaux ramifiés remplis du liquide nourricier, se trouve un seul canal ou *tronc commun*, sur lequel sont attachés tous les appendices. Des *cloches natatoires* spéciales servent à la locomotion; elles sont attachées sur deux séries sur la partie verticale du tronc commun. Ce dernier s'enroule en s'élargissant au-dessous de la partie verticale et forme ainsi un disque circulaire horizontal sur lequel sont attachés les appendices. Ceux-ci sont de trois sortes. A la face supérieure du disque se trouvent des *tentacules* creux allongés, vermiformes, d'un rouge brillant. A cha-

que tentacule correspond, à la face inférieure du disque, un *polype nourricier* armé d'un fil pêcheur. Entre chaque polype et chaque tentacule est fixée une double grappe d'*organes reproducteurs*. M. Vogt décrit successivement ces appendices. Il montre que les *polypes* sont composés de trois parties : d'une tige creuse, par laquelle ils communiquent au tronc commun le fluide nourricier élaboré par leur digestion, d'une partie moyenne jaune, formant la cavité digestive et tapissée de cellules hépatiques et d'une partie antérieure servant à la déglutition. Entre la base et la partie digestive du polype se trouve une touffe de bourgeons qui se continuent dans le *fil pêcheur*. Celui-ci se compose d'un fil principal très-contractil et de fils secondaires qui portent des capsules urticantes, dont la structure est décrite en détail. Ces capsules contiennent un cordon enroulé en spirale hérissé de petits corpuscules de forme différente, dont chacun lance un fil très-fin. Le cordon urticant peut être lancé hors de la capsule et retiré au moyen d'un appareil musculaire. M. Vogt décrit ensuite les *organes reproducteurs* placés entre les polypes et les tentacules. Chacun de ces organes est composé de deux grappes soudées ensemble par la base. L'une de ces grappes est mâle, l'autre femelle. Les *grappes mâles* produisent des bourgeons allongés qui, petit à petit, prennent une forme de Méduse et se composent alors d'un sac intérieur rempli de sperme, et entouré d'une cloche natatoire très-allongée. Ces bourgeons, arrivés à la maturité, se détachent probablement pour nager librement dans la mer. La *grappe femelle* produit au contraire des bourgeons ronds dont chacun contient un œuf entouré de canaux.

Chaque Physophore est donc une colonie de polypes hydriques armés de fils pêcheurs. La colonie comme corps est munie d'organes locomoteurs communs ; à chaque polype correspond un tentacule et une double grappe d'organes mâles et femelles. Il n'y a pas de génération alternante ; la grappe femelle produit

des œufs caractérisés, la grappe mâle des bourgeons médusi-formes pourvus uniquement d'un sac rempli de spermatozoaires.

M. Vogt décrit une jeune Physophore. Le tronc commun est réduit à une pièce pyriforme portant une bulle d'air au sommet. Les cloches natales ne sont pas encore développées ; on voit leurs bourgeons. Quatre tentacules énormes entourent la base de la pièce pyriforme. Il n'y a encore qu'un seul polype armé d'un fil pêcheur

Les *Agalmes* sont décrites dans le troisième chapitre. M. Vogt en a rencontré deux espèces dans les environs de Nice, l'*A. rubra* et *punctata*. La première est très-commune dans les mois d'hiver ; elle forme, flottante dans la mer, des guirlandes rouges, longues quelquefois d'un mètre. Le *tronc commun*, au lieu d'être contourné et élargi en disque comme dans les Physophores, se continue en droite ligne, en arrière d'une longue série double de cloches natales, couronnée par une bulle d'air. Derrière cette partie locomotrice sont attachés, comme sur un chapelet, les appendices, qui naissent sous forme de bourgeons près des cloches natales. On distingue d'abord de distance en distance des *polypes nourriciers* composés, comme ceux des Physophores, d'une tige, d'une cavité digestive et d'une partie antérieure. La partie digestive est ornée ici de douze bourrelets teints en rouge. A la base se trouve le fil pêcheur, auquel sont attachés des fils secondaires qui se terminent par des *vrilles urticantes* d'une couleur vermillon éclatante. L'organisation de ces vrilles est décrite en détail. Ces polypes sont attachés à la face inférieure du tronc commun ; sur la face supérieure sont imbriquées des *plaques protectrices* très-transparentes en grand nombre. Entre les polypes se trouvent encore attachés à la face inférieure du tronc commun d'autres appendices, qui tous ont trait à la reproduction. Ce sont d'abord des *polypes reproducteurs* appelés *tentacules* par d'autres observateurs. Chacun de ces polypes se compose d'un corps en forme de boyau,

fermé de toutes parts, communiquant seulement par sa base avec le tronc commun, et d'un fil tentaculaire simple sans vrille urticante. Entre ces polypes reproducteurs se trouvent les *bourgeons mâles*, qui sont allongés et formés par un sac médian rempli de spermatozoaires, lequel est suspendu au sommet d'une ombrelle. Ces bourgeons sont dispersés sur toute la longueur du tronc commun, mais chacun est accompagné d'un polype reproducteur. Arrivé à leur maturité, ces bourgeons mâles se détachent et nagent librement comme des petites méduses dans la mer.

Les organes femelles forment des grappes ayant l'aspect d'un chou-fleur; à leur base se trouve toujours un polype reproducteur. En général, une grappe semblable est suspendue au milieu entre deux polypes nourriciers. M. Vogt décrit le développement des œufs, qui a lieu dans des poches munies de canaux en mailles. Arrivés à leur maturité, les œufs se détachent également pour flotter dans la mer, mais ils ne sont entourés d'aucune enveloppe et surtout pas d'ombrelle natatoire.

Les Agalmes sont donc des colonies flottantes munies d'une bulle d'air, d'organes natatoires en double série et de plaques protectrices, au tronc commun desquelles sont attachées deux sortes de polypes : des polypes stériles nourriciers munis de fils pêcheurs et des polypes prolifères sans bouche. Les organes femelles forment des grappes d'œufs; les organes mâles s'enveloppent d'un appareil natatoire et se détachent de la colonie pour féconder les œufs devenus libres.

M. Vogt décrit plusieurs jeunes Agalmes. Dans l'individu le plus jeune on ne trouve ni bulle d'air ni cloches natatoires. Le tronc commun forme une masse presque ronde sur laquelle est attaché un seul polype et une touffe circulaire de bourgeons, dont les uns s'annoncent comme des cloches natatoires, d'autres comme des vrilles urticantes. Une seule plaque protectrice couvre le tout.

Dans un exemplaire plus âgé se trouve une couronne de plaques protectrices, au milieu de laquelle brille une bulle d'air, enfermée dans une pièce pyriforme dont la base est entourée d'un cercle de bourgeons de cloches natatoires, et de plusieurs bourgeons de polypes développés plus ou moins, au milieu desquels se trouve un polype complet muni d'un fil pêcheur. Les vrilles urticantes de ce dernier sont encore enveloppées dans des capsules. Dans un troisième exemplaire enfin, on voit déjà quatre cloches natatoires surmontées d'une bulle d'air, le tronc commun auquel sont attachés plusieurs polypes parfaitement formés, et même des bourgeons sexuels en voie de formation.

Dans la même séance une conversation s'engage au sujet des tables tournantes, et M. Brun communique les derniers travaux de M. P. Morin sur l'eau de Saxon en Valais.

Séance du 24 juin.

Lecture est faite par M. le Vice-Président d'une communication de MM. les Directeurs du Jardin des Plantes, indiquant l'état de prospérité du dit établissement, et offrant aux amateurs de botanique de la section des échantillons de végétaux vivants et de graines à échanger.

M. Mortillet lit un mémoire géologique, résultat de ses travaux sur la localité du Petit-Cœur en Savoie, et ayant pour titre :

« La flore houillère a-t-elle été dans certains cas contemporaine de la faune liasique ? »

La plupart des géologues admettent que chaque époque géologique est caractérisée par une flore et une faune toute spéciale. L'étude des Alpes prouve l'inexactitude de cette loi. En effet, les

travaux de MM. F.-J. Pictet, Albin Gras, Renevier, montrent qu'on trouve dans cette chaîne de montagnes des passages d'espèces entre divers terrains, tels que le lias moyen et le lias supérieur; l'oolite inférieure, la grande oolite, le callovien et l'oxfordien, l'oxfordien et le corallien, le néocomien et l'urgonien, enfin l'urgonien, l'aptien et le gault. M. M. lui-même a trouvé au Col des Encombres, en Tarentaise, dans le même bloc, des fossiles du lias moyen et du lias supérieur; à Chanaz, Savoie, dans la même couche, des fossiles de la grande oolite, du callovien et de l'oxfordien; enfin, aux Voirons, près Genève, dans des couches alternant ensemble, des fossiles du néocomien et de l'urgonien.

Mais, ce qui est encore plus intéressant, c'est qu'au milieu des Alpes de Savoie, à Petit-Cœur, en Tarentaise, on rencontre dans des couches en stratification parfaitement concordante, en contact immédiat, formant un seul et même tout de peu d'épaisseur, des empreintes de plantes de l'époque houillère intercalées entre des couches contenant des bélemnites. Depuis que M. Elie de Beaumont a signalé ce fait on a vainement cherché à l'expliquer par des plissements, des renversements ou des failles; on s'était alors arrêté à l'idée que le genre bélemnite, qui jusqu'à présent est caractéristique des terrains jurassiques et crétacés, était beaucoup plus ancien et descendait jusqu'aux formations paléozoïques. Cette assertion pouvait d'autant mieux être soutenue que les individus de Petit-Cœur n'avaient pas pu être déterminés. De nombreuses recherches dans cette localité ont procuré à M. Mortillet des échantillons assez bien conservés pour qu'il ait pu y reconnaître le *Belemnites acutus* Miller. M. M. a également trouvé un fragment de l'*Ammonites Bucklandi* Sow. *bisulcatus* Brug. Ces deux fossiles caractéristiques du lias inférieur, sont mêlés à des pentacrinites qui ne descendent pas jusqu'aux terrains paléozoïques. Par suite de ces nouvelles recherches, il devient donc incontestable que dans nos Alpes la flore houillère se trouve mêlée à la faune liasique.

M. Vogt continue la lecture de son mémoire sur les Siphophores de la mer de Nice.

Le quatrième chapitre traite de l'*Apolémie contournée*, qui se distingue des Agalmes par l'enroulement en spirale du tronc commun, par le grand nombre des cloches natatoires disposées en plusieurs séries spiraliques, et par les individus prolifères astomes disposés par paires.

L'*Hippopode jaune*, décrit dans le cinquième chapitre, est encore construit sur le même plan que les genres précédents, dont il se distingue par ses cloches natatoires munies d'un battant mobile, et disposées en chaton, par l'absence d'une bulle d'air constante, de polypes prolifères et de plaques protectrices. Les organes sexuels se trouvent à la base des polypes nourriciers sous forme de bourgeons isolés.

Le sixième chapitre s'occupe du *Praya diphyes*. Ce genre n'a que deux grandes cloches natatoires molles au bout du tronc commun, sur lequel sont fixés de distance en distance des groupes isolés, composés chacun d'un polype nourricier armé d'un fil pêcheur, d'une cloche natatoire spéciale et d'un bourgeon reproducteur, le tout protégé par un organe protecteur en forme de casque. Les colonies formées par la réunion de ces groupes sur le tronc commun sont hermaphrodites.

Il en est autrement chez la *Galéolaire orangée*, décrite dans le septième chapitre. On trouve dans cette espèce des colonies distinctes de sexe différent, les unes mâles, les autres femelles. Les organes mâles sont des sacs à sperme d'une couleur vermillon, entourés d'une ombrelle; — arrivés à leur maturité, ils se détachent pour nager librement dans les eaux. Les appendices femelles forment une grappe simple. Les autres parties sont entièrement semblables dans les colonies des deux sexes, qui sont composées de deux cloches natatoires d'inégale grandeur et d'un tronc commun, sur lequel sont fixés, de distance en distance, des groupes formés par les polypes nourriciers et

les organes reproducteurs, et protégés par une pièce transparente en forme de cornet.

M. Vogt a recueilli beaucoup de jeunes Galéolaires, dont il décrit trois phases différentes de développement. Le trait le plus saillant de ces jeunes individus est la présence d'un globe gélatineux, se transformant plus tard en cornet protecteur et celle d'un bourgeon sexuel muni d'une cloche natatoire énorme.

Le huitième chapitre décrit deux espèces des genres *Diphyes* et *Abyla*, et fournit la preuve que les Diphyides monogastriques, qui n'ont qu'un seul polype nourricier, et que l'on a distingué jusqu'ici comme une famille à part, ne sont que des groupes détachés de l'extrémité du tronc commun des Diphyides composés ou polygastriques.

Dans un dernier chapitre, M. Vogt résume ses vues sur les Siphonophores, en donnant le tableau de leur classification. Ces organismes forment, suivant lui, un ordre distinct dans la classe des Hydroméduses, laquelle comprend les Méduses à ombrelles et les polypes hydriques. M. Vogt établit dans cet ordre des polypes hydriques nageurs deux grandes divisions, suivant la présence ou l'absence des organes natatoires actifs. Il distingue, dans la première division, quatre familles, les Agalmides, les Hippopodides, les Diphyides et les Athorybides, tandis qu'il ne mentionne dans la seconde division à organes natateurs passifs que deux familles, les Velellides et les Physalides.

M. Vogt présente à la Société un exemplaire du *Succinea amphibia* vivant et nourrissant un ver parasite, le *Leucochloridium paradoxum*.

Séance du 29 juillet.

M. Ritter présente un mémoire sur la mesure des hauteurs par le baromètre, dont il lit l'introduction. Dans ce travail,

l'auteur a égard, à la fois à la présence des vapeurs aqueuses dans l'air et à la distribution réelle de la température dans les différentes couches de l'atmosphère. Les résultats auxquels conduit la formule qu'il propose présentent une uniformité plus satisfaisante que les formules habituellement en usage. — Le mémoire est accompagné de tables qui permettent de prendre sans interpolation les logarithmes des facteurs introduits par les différentes corrections.

M. Thury communique une observation faite sur la formation des lamelles dans les Agarics.

M. Vogt rend compte de la dissection qu'il a faite du *Leuconchloridium paradoxum* qu'il a montré dans la dernière séance.

Séance du 26 août.

M. Thury lit un mémoire ayant pour titre :

« Recherches sur le développement de la feuille. Précédé de considérations sur l'histoire de l'organogénie végétale. — Mémoire accompagné de nombreuses figures. »

Un des caractères les plus remarquables de l'histoire naturelle, au temps présent, c'est la tendance à rechercher les origines. La science moderne est caractérisée par l'importance qu'elle accorde à ces trois objets d'étude : la *géologie* ou la recherche des origines telluriques des deux règnes et de la configuration actuelle du sol. L'étude des organismes inférieurs ou *protogénie*, révélation des premiers essais de l'organisation naissante, et enfin la *génésie* proprement dite qui cherche à dévoiler les origines de l'individu et de chacune de ses parties.

Autrefois il fallait qu'une recherche quelconque se justifîât par une application matérielle plus ou moins immédiate. Aujourd'hui, sans négliger les applications qui se multiplient

même plus qu'à aucune autre époque, on reconnaît comme un élément supérieur et légitime de notre nature, le besoin de connaître les choses par elles-mêmes et dans leur principe, indépendamment de toute application matérielle. L'expression la plus élevée de ce besoin est le sentiment qui nous porte en quelque sorte, malgré nous, vers la recherche des origines.

Les savants des siècles qui ont précédé le nôtre furent aussi préoccupés de la question des origines, mais ils ne crurent pas l'expérience suffisante pour l'éclairer, et ils firent du roman au lieu de science. La science moderne, qui d'ailleurs dispose de ressources bien plus étendues et d'instruments bien plus parfaits, la science moderne ne vole plus dans le demi-jour, elle marche d'un pas lent, mais ferme, et le domaine ténébreux des origines se dévoile par fragments, comme ces villes antiques longtemps ensevelies, sur lesquelles nos pères conjecturaient, et que l'on découvre aujourd'hui pierre après pierre, monument après monument.

Le retour des études génésiques dans les temps modernes a été amené, soit par la précision croissante apportée à l'étude de la structure des organes, et au besoin de comprendre en entier cette structure en *voyant venir* chacun des éléments dont elle se compose; soit au progrès des classifications dont l'idéal s'était agrandi, et qui réclamaient les enseignements de l'étude génésique pour coordonner entre elles les familles végétales, dont les rapports mutuels restaient incertains, malgré les travaux des botanistes les plus expérimentés. Enfin, le retour des études génésiques a été aussi amené par le vif désir que l'on a eu de soumettre à l'observation cette théorie d'après laquelle tous les organes de la plante, malgré leurs formes diverses, résulteraient d'un très-petit nombre d'organes primitifs fondamentaux modifiés dans leur développement par des causes intérieures ou extérieures. C'est aux discussions nées au sujet de cette théorie connue sous le nom de théorie de la métamorphose ou de théorie

de Goethe, que sont dus les premiers travaux sur l'origine et le développement des organes de la fleur.

Les études génésiques comprennent aujourd'hui les trois branches suivantes : 1° *Embryologie* ou formation et premiers développements de la jeune plante. 2° *Organogénie* ou formation et développement de chacun de ses organes en particulier. 3° *Anatomie génésique* ou formation et développement de la cellule, élément premier de l'organisme végétal.

Les recherches organogéniques ont eu pour premier objet la formation de la graine, organisme d'où les botanistes tirent les caractères les plus importants dans la classification. Les premières recherches suivies sur le développement de la graine datent de 1818.

Les premières recherches sur le développement de la fleur sont postérieures de bien des années, et datent seulement de 1835. Mais depuis cette époque ces recherches intéressantes ont été poursuivies avec beaucoup d'activité et de succès.

Cependant, la théorie de la métamorphose enseigne que les organes floraux sont des feuilles modifiées. Pour comprendre le développement de la fleur, il faudrait donc auparavant connaître bien celui de la feuille, qui représente le terme simple d'une évolution que les organes floraux réalisent d'une manière plus complexe.

Mais l'organogénie de la feuille, qui ne promettait pas des résultats aussi brillants que celle de la fleur, a été plus négligée des botanistes et il n'existe aujourd'hui qu'un seul travail d'ensemble sur ce sujet. C'est un mémoire allemand du Dr Mærklin, publié à Jena en 1846, accompagné de deux planches.

Les considérations indiquées dans les lignes qui précèdent nous ont déterminé à interrompre pour quelque temps nos recherches d'organogénie florale, afin d'étudier le développement de la feuille, et le mémoire présenté à la section offre les premiers résultats de notre étude.

On sait que la formation des feuilles est successive : elle a lieu constamment de la base au sommet des rameaux, et les feuilles naissantes occupent le sommet de l'axe végétal et le cœur du bourgeon. Le bourgeon est donc le laboratoire où se produit et s'organise la feuille ; puis, lorsque celle-ci est complètement organisée, bien que très-petite encore, les entrenœuds du bourgeon s'allongent, les feuilles séparées les unes des autres se déploient et grandissent dès-lors rapidement jusqu'à leur dimension définitive.

Après avoir enlevé successivement toutes les feuilles de l'extérieur à l'intérieur, on découvre au cœur du bourgeon le sommet de l'axe ou *phyllogène*, mamelon cellulaire qui ne porte pas encore de feuilles, mais d'où celles-ci naîtront sous la forme de protubérances latérales, d'abord à peine sensibles.

Les phases successives du développement de la feuille ne peuvent pas être caractérisées d'une manière précise également applicable à toutes, parce qu'il existe dans les feuilles de végétaux différents une grande variété qui résulte, soit de types de développements distincts, soit du développement plus ou moins avancé de formes appartenant à un même type. En général les feuilles les plus complètes passent par une série d'états successifs bien définis. Les plus simples ont des périodes moins définies, ou ne réalisent que les termes inférieurs du développement des premières, et grandissent avec des formes en quelque sorte embryonnaires. Les feuilles complètes offrent en général les phases suivantes :

1° La feuille est une expansion latérale arrondie, formant une légère protubérance ou un repli du phyllogène.

2° La feuille prend la forme d'une écaille charnue plus ou moins ogivale, aplatie ou creusée du côté intérieur, elle s'incline du côté de l'axe.

3° Commencement de la formation des lobes.

4° Le pétiole et le limbe commencent à se distinguer l'un de

l'autre : le limbe commence à montrer les plicatures diverses qui donnent lieu au mode particulier de vernation caractéristique de l'espèce.

5° La feuille quitte l'état de vernation pour celui d'épanouissement, et reçoit une accélération de croissance.

6° Epoque du développement complet de la feuille, elle atteint sa dimension définitive.

7° La feuille se désarticule et tombe.

Le mémoire présenté à la section a pour objet l'étude des trois premières phases du développement foliaire, et se résume dans les principes suivants :

1° Toutes les feuilles, au moment de leur formation première, ont un diamètre qui varie peu, quelle que soit la dimension définitive à laquelle ces mêmes feuilles parviendront un jour, le diamètre est en général compris entre $\frac{1}{10}$ et $\frac{1}{20}$ de millimètre.

Ainsi, dans le *vebasum thapsus* (Molène) la feuille depuis son apparition s'accroît en surface de 11 millions 260 mille fois ; celle du *brunia elegans* seulement 1,800 fois. Cependant, la feuille naissante du *vabascum* est seulement 4 fois plus grande en surface que celle également naissante du *brunia*, tandis que la feuille développée du *vabascum* est 25 mille 650 fois plus grande que celle du *brunia*.

La grandeur du phyllogène est beaucoup moins uniforme que celle des feuilles naissantes.

2° Le pétiole et le limbe apparaissent en même temps. Dans l'origine, la masse de la feuille est indivise, il n'y a ni pétiole ni limbe ; bientôt la partie supérieure se caractérise comme limbe et l'inférieure comme pétiole.

3° Les feuilles pétiolées se divisent en deux catégories. Les unes ont eu dès l'origine un pétiole bien développé relativement au limbe. Les autres, et c'est le cas le plus fréquent, ont été d'abord sessiles, le pétiole primitif étant très-court, puis elles sont devenues pétiolées par l'allongement de ce pétiole.

4° Il faut distinguer des feuilles sessiles les *feuilles écailleuses* à développement incomplet, dépourvues de vrai limbe et de pétiole.

5° Dans les feuilles stipulées, les stipules apparaissent en même temps que la portion moyenne de la feuille ou très-peu après. Cette formation primitive explique l'importance des stipules comme caractère de classification.

6° Dans les vraies feuilles engainantes, la jeune feuille se montre d'abord sous la forme d'un bourrelet incomplètement périphérique.

7° La feuille découpée est d'abord feuille entière; la feuille découpée représente un développement plus avancé que la feuille entière.

8° La feuille composée est d'abord feuille simple entière, puis feuille simple lobée, et enfin feuille composée, chacun des lobes devenant une feuille distincte. La feuille composée représente donc un développement plus avancé que la feuille simple.

9° Les feuilles lobées et les feuilles composées se divisent en deux catégories, relativement à la formation des lobes.

a) Celles où les lobes se forment de la base au sommet : feuilles *progrades*, ce sont en général les feuilles pennineuves et pennées.

b) Celles où les lobes se forment du sommet à la base : feuilles *rétrogrades*, ce sont en général les feuilles palminerves et palmées.

L'observation directe montre que la distinction des feuilles en *progrades* et *rétrogrades* est plus essentielle, au point de vue de la classification, que la distinction ordinaire en pennées et palmées, et l'on a ici un exemple de l'utilité des recherches organogéniques pour la classification.

10° Dans les feuilles connées, la réunion est originelle.

11° La feuille naissante est toujours glabre; les poils se développent sur la jeune feuille dans la seconde période de son dé-

veloppement. Il existe des feuilles entièrement glabres à toutes les époques de leur vie ; mais elles sont en petit nombre comparativement.

Toutes les modifications essentielles de la feuille s'opèrent dans le premier âge, à une époque où la feuille toute entière échappe aux regards non aidés du secours des verres grossissants.

M. Théobald annonce avoir trouvé près de Châtelaine l'*Helminthia echioides*, plante nouvelle pour la flore de notre Canton. Le même prie d'observer les nouvelles voies ferrées devant aboutir à Genève, afin de voir si les espèces botaniques qui apparaissent généralement sur leurs bords lors de leur construction s'introduiront également chez nous.

M. Mortillet communique des observations géologiques faites à Chambéry, par M. Pillet, et qui tendraient à prouver que le temps écoulé depuis la fin de l'époque glaciaire est de 45 à 50 mille ans.

Séance du 28 octobre.

M. Théobald lit un mémoire sur :

« L'Influence de la végétation sur la formation des terrains dans l'époque actuelle, » dont voici le résumé :

Les végétaux n'influencent pas seulement en formant des couches de terrains, comme des houilles, des lignites, de la tourbe, etc., mais aussi par l'acte de la végétation elle-même.

Il y a des végétaux qui détruisent des roches ou qui les attaquent ; les uns en y introduisant leurs racines, d'autres comme certains lichens, par la dissolution de la surface des roches calcaires.

Cependant la force formatrice des végétaux est bien plus puissante.

Leurs débris forment la terre végétale.

Les tufs calcaires et quelques autres roches se forment en partie par l'influence de la végétation ; ce sont surtout les végétaux inférieurs, les mousses, les chara, etc., sur lesquels se dépose la matière calcaire, l'hydrate de fer, etc., qui se trouvent en dissolution dans l'eau, dans laquelle végètent ces plantes.

Ces matières minérales se trouvent dissoutes par l'acide carbonique, que les eaux contiennent quelquefois en grande quantité ; — les plantes les font précipiter en s'emparant de l'acide carbonique. Elles en retiennent le carbone, et exhalent ensuite l'oxygène.

Cela arrive surtout dans les sources qui sortent des montagnes calcaires, et dans les marais alimentés par ces sources. Les mousses et d'autres plantes y sont incrustées souvent avec une telle vitesse que les parties inférieures des végétaux sont déjà pétrifiées et changées en tuf, pendant que les parties supérieures continuent encore à végéter.

Les Algues, même les plus imparfaites, jouent un rôle très-important dans ce procédé, et les végétaux supérieurs y contribuent aussi.

Exemples cités : Les tufs d'Étrembière et du Salève en général, du midi de la France, de la Wetteravie, les marais de Divonne, les dépôts de limon dans différentes localités, les dépôts de fer Limonite dans les environs de Hanau.

Conclusion. La végétation doit avoir eu cette influence dans toutes les époques ; elle doit avoir contribué également à la formation des anciens terrains.

Dans cette séance M. Thury a communiqué une note sur une nouvelle construction de la pile voltaïque :

Ayant eu dernièrement l'occasion d'assister à quelques expériences voltaïques, j'ai été, dit-il, de nouveau frappé de la

perte de temps et de l'embarras qu'entraîne l'opération parfaitement désagréable du montage et du démontage des piles de Bunsen. L'inconvénient est tel que le nombre des expériences de recherches qui se font au moyen de ces utiles appareils doit être de beaucoup réduit, et leur emploi dans les arts plus difficile et moins étendu.

J'ai donc cherché, par une modification de construction à rendre facile et pratique le maniement de la pile de Bunsen, et je crois y être parvenu en partant des principes suivants :

D'après la loi de Ohm, aussi bien que d'après les expériences, qui ont été faites pour vérifier cette loi, dans toutes les parties d'un circuit fermé (l'appareil lui-même constituant une partie du circuit), l'intensité absolue du courant est la même, et l'intensité relative est inversement proportionnelle à la faculté conductrice de chaque portion de l'appareil.

Il résulte de là que toutes les parties similaires du circuit doivent être dans le même état électrique, et par conséquent toutes ces parties pourraient se toucher sans que le résultat définitif fût changé, si les conditions générales de la conductibilité de l'appareil ne se trouvaient pas notablement altérées par l'introduction de ces nouveaux contacts.

Si le principe énoncé est vrai, on réunirait sans inconvénient dans la pile toutes les auges d'acide nitrique, et toutes celles d'eau acidulée (comme dans la pile de Young), ce qui donnerait lieu à une grande simplification de l'appareil.

Afin de vérifier directement par l'expérience le principe dont il s'agit, j'ai formé un circuit de six éléments de Bunsen enchainés charbon à zinc d'un élément au suivant. Dans le circuit on avait interposé une boussole de tangentes. On pouvait en outre introduire à volonté une colonne liquide de sulfate de cuivre, produisant un accroissement de résistance propre à mesurer les effets de tension. Les zincs amalgamés plongeaient dans de l'eau acidulée contenant $\frac{1}{30}$ en poids d'acide sulfurique ordinaire.

Le circuit ayant été fermé, sans interposition du sulfate de cuivre, l'aiguille du rhéomètre marqua 80°. Avec le sulfate de cuivre interposé (colonne cylindrique de 64 millim. de longueur, sur 9 $\frac{1}{2}$ millim. de diamètre) l'aiguille descendit à 16 degrés.

On fit alors communiquer entre eux tous les augets d'acide nitrique, au moyen de siphons de verre remplis du même acide, le premier auget communiquait au deuxième, celui-ci au troisième, et ainsi de suite jusqu'au dernier. On eût encore comme auparavant : sans le sulfate de cuivre 80° avec le sulfate 16°.

Alors on réunit de plus les compartiments d'eau acidulée par des siphons remplis du même liquide dans lequel ils plongeaient, et les chiffres du rhéomètre furent encore 80° et 16°. — Tous les siphons avaient 38 millim. carrés de section intérieure.

L'appareil étant disposé comme il vient d'être dit, on réunit en outre directement par les siphons l'acide nitrique du premier élément à celui du dernier, et l'eau acidulée du premier élément à celle du dernier. L'intensité du courant ne fut point changée.

Enfin, on enleva tous les siphons, et on retrouva encore les mêmes chiffres au rhéomètre, c'est-à-dire 80° sans le sulfate de cuivre et 16° avec le sulfate, ce qui montre que pendant les deux heures que l'expérience avait duré, l'intensité du courant était demeurée constante, dans les limites relatives à la graduation du rhéomètre, c'est-à-dire à $\frac{1}{4}$ de degré près ; c'est aussi dans cette limite d'erreur que sont compris tous les résultats précédemment indiqués.

Le principe de la possibilité de communication des liquides homonymes de la pile étant établi, il reste à utiliser ce principe au profit d'une disposition plus avantageuse de l'instrument. Nous proposerions la disposition suivante.

Une grande auge rectangulaire de terre vernissée est divisée dans son intérieur en deux compartiments par une cloison po-

reuse, sinueuse, dans les plis successifs de laquelle sont logés alternativement une plaque de zinc et une plaque de charbon, communiquant entre elles, de deux à deux, d'une manière permanente.

Les deux compartiments de l'auge sont munis chacun d'un robinet de verre, au moyen duquel ils peuvent se vider entièrement, l'un d'acide nitrique, l'autre d'eau acidulée.

Le compartiment qui renferme l'acide nitrique peut se clore exactement au moyen d'un couvercle, et porte un tube qui conduit au dehors, ou dans un condenseur, les vapeurs nitriques, et les vapeurs nitreuses qui se dégagent quelquefois. Par ce moyen la pile peut fonctionner dans un atelier et dans un local quelconque. Elle occupe aussi moins de place que les piles ordinaires.

La manipulation de l'instrument est très-simple.

Pour mettre la pile en action, il suffit de verser l'acide nitrique dans un des compartiments et l'eau acidulée dans l'autre : cela peut se faire en ouvrant deux robinets.

Pour suspendre le jeu de la pile, on vide les deux compartiments au moyen des robinets qu'ils portent, et l'on remplit d'eau le compartiment des zincs, afin de laver ceux-ci et les diaphragmes poreux.

On amalgame en remplissant de mercure et d'eau acidulée le compartiment des zincs, ou bien si l'on ne peut pas disposer d'une quantité suffisante de mercure, on démonte les zincs et on les amalgame séparément comme dans les piles ordinaires.

Nous avons surmonté les difficultés que semblait offrir la construction des diaphragmes. L'un de nos appareils se compose d'un vase cylindrique vernissé, dans lequel se place un vase poreux de forme rayonnante, qui reçoit l'acide nitrique et les charbons.

Séance du vendredi 25 novembre.

M. Gabriel Mortillet, sous le titre de : *Descriptions de quelques coquilles d'Arménie et considérations malacostatiques*, lit un mémoire sur les coquilles rapportées de ce pays par M. Huet du Pavillon. Sur vingt-deux espèces terrestres il y en a sept de nouvelles. Ce sont :

HELIX TRANSLUCIDA Mort. de la série des luisantes. Gr. diamètre 8 mm. petit 7. Assez applati ; strié dessus et dessous ; ombilic moyen ; Dernier tour de spire très-large inférieurement, beaucoup moins dessus ; bouche semi-lunaire oblique. A quelque analogie avec l'*H. nitens* ; comme dans cette espèce le dernier tour s'incline en forme de toit, mais il est beaucoup moins large supérieurement, l'ombilic est aussi bien moins grand.

H. DUMONT. Mort. Voisin de l'*H. pratensis* Pfeif. figuré dans Chemnitz 2^e éd., pl. 17, f. 17 à 19, mais ombilic beaucoup plus étroit, ne laissant pas voir tous les tours de spire. Bord columellaire fortement réfléchi et cachant une portion de l'ombilic ; bouche plus ovale et plus oblique ; péristome moins réfléchi ; extrémité du dernier tour se rapprochant, pour ainsi dire, de l'ombilic au lieu de s'en écarter comme dans l'*H. pratensis*. V. *major* Gr. diamètre 25 mm. V. *minor* Gr. diam. 16 mm.

BULIMUS TETRODON Mort. hauteur 14 mm. ; dextre ; ovale allongé ; quatre dents à la bouche qui est semi-ovale : deux au bord columellaire, une en haut du bord extérieur, une très-forte et allongée au milieu de la portion à découvert de l'avant-dernier tour.

B. CESPITUM Mort. hauteur 9 mm. indifféremment dextre ou senestre ; ovale, très-atténué au sommet ; cinq dents à la bouche qui est triangulaire : une en avant en haut du bord columellaire, une seconde sur ce bord à l'intérieur derrière la première, une grosse allongée oblique au milieu du bord extérieur, une en

avant sur l'avant-dernier tour au point d'insertion du bord extérieur, et une derrière la précédente à l'intérieur.

CLAUSILIA HUET Mort. se rapprochant des espèces de la Chine et du Japon. Longueur 28 mm.; assez mince, fusiforme, très-atténué au sommet; garni de stries régulières assez fines pour que la coquille ait presque l'air lisse, sauf sur le dernier tour où les stries sont plus fortes; péristome continu, libre; lunule très-marquée, appuyant largement sur la suture; bouche ovulaire, canaliculée à la base; lamelle supérieure fine, tranchante; lamelle inférieure petite, immergée, se rapprochant de la précédente; bord columellaire calleux par suite des plis extérieurs, reste de la bouche lisse; couleur de corne foncée.

C. RUPICOLA Mort. longueur 18 mm., très-mince et effilé; strié d'une manière régulière et finement à l'œil nu; péristome continu, presque libre, fixé seulement par son sommet; sans lunule; bouche ovulaire, arrondie à la base; lamelle supérieure très-en avant, lamelle inférieure proéminente, enfoncée; sans dents; couleur cornée, translucide, avec de petites houppes de poils blancs le long de la suture.

C. DISJUNCTA Mort. longueur 13 $\frac{1}{2}$ mm.; conique; lisse; péristome continu, libre; extrémité du dernier tour ne s'appuyant pas sur le précédent et se jetant en dehors de l'axe; lunule se montrant presque en entier par l'ouverture de la bouche; celle-ci arrondie; lamelle supérieure mince, inférieure très-immersée et comme barrée sur le devant par un pli qui se relève vers le bord columellaire; base extérieure du dernier tour, très-resserrée et formant comme une carène de navire très-proéminente.

En résumé, les récoltes faites par M. Huet montrent que la faune malacologique de l'Arménie est pour les coquilles aquatiques analogue et presque semblable à celle de Genève. Pour les coquilles terrestres elle prend un caractère plus particulier. Cependant elle est encore en partie européenne, et les espèces spéciales ont une physionomie plus voisine des espèces d'Europe

que de celles qui caractérisent la faune vraiment asiatique. En Arménie, les clausilies et les bulimes pupoides sont surtout abondants, c'est ce qui s'observe aussi dans la faune du sud-est de l'Europe.



Section des Sciences morales et politiques d'archéologie et d'histoire.



Cette section compte comme membres effectifs : MM. Chenevière, recteur de l'Académie de Genève, James Fazy, Massé, colonel d'artillerie, Gaullieur, professeur d'histoire à l'Académie de Genève, Camperió, professeur et conseiller d'État, Castoldi, conseiller d'État, Chaulmontet, président du Tribunal civil, Gide, professeur de droit, et Piguet, inspecteur des écoles du canton de Genève. Elle a reçu comme membres honoraires MM. Carteret, Antoine, ancien conseiller d'État, Hornung, professeur de droit romain à l'Académie de Lausanne, Marc Viridet, chancelier, Tourte, président du Grand Conseil, Laya, avocat, Richard, membre du Grand Conseil, Burillon, graveur, et Grivel, archiviste.

Dans sa *première séance* régulière, qui a eu lieu le vendredi 18 mars 1853, la section a élu pour son Président M. le professeur Chenevière, et pour son Secrétaire M. Gaullieur, professeur. Elle a décidé d'ajourner, pour le moment, l'élection du membre effectif qui restait encore à nommer.

Dans une *seconde séance*, du vendredi 25 mars, MM. James Fazy et Gaullieur ont été chargés d'élaborer un projet de règle-

ment particulier pour la section. Les bases de ce règlement ont été préalablement discutées.

Dans une *troisième séance*, du 8 avril 1853, sur la proposition de M. le colonel Massé, la discussion définitive de ce règlement particulier a été renvoyée jusqu'après l'adoption du règlement général de l'Institut.

La *quatrième séance* a eu lieu le 9 septembre. Ce jour là, la section a nommé membres correspondants, MM. Cibrario, sénateur et ministre d'État du royaume de Sardaigne, le marquis Costa de Beauregard, à Chambéry, de Gingins La Sarraz, professeur honoraire à l'Académie de Lausanne, Verdeil, docteur en médecine, inspecteur des maisons pénitenciaires du canton de Vaud. Ces quatre écrivains sont connus par des travaux remarquables sur diverses parties de notre histoire nationale.

Dans la *cinquième séance*, du 30 septembre, la section a nommé pour membres correspondants, MM. X. Stockmar et T. de Gonzenbach, tous deux membres du Grand Conseil de Berne, et qui ont publié des travaux importants sur la législation, le commerce, l'économie politique et la statistique de la Suisse.

Le projet de règlement particulier, élaboré par MM. Fazy et Gaullieur, a été adopté avec quelques amendements de détail.

La section a entendu ensuite la lecture d'un mémoire de M. Gaullieur sur les principaux manuscrits de l'époque carlovingienne qui existent dans diverses bibliothèques de la Suisse. Ce travail passe essentiellement en revue les manuscrits Carolins, contenant la totalité ou des parties des Saintes Écritures et les *Évangélistes* ou Livres d'Évangiles. Les conclusions de ce mémoire sont, qu'il faut être très-circonspect quand il s'agit d'attribuer à Charlemagne en personne l'origine ou le don de ces antiques manuscrits, recouverts quelquefois de reliures ornées d'un travail d'orfèvrerie très-précieux au point de vue de l'art, de l'archéologie sacrée et même de l'histoire. L'auteur ter-

mine par une description , accompagnée d'un dessin colorié et de *fac-simile*, de l'un des manuscrits à couvertures d'orfèvrerie les plus remarquables de l'époque carlovingienne. Il provient du trésor de l'antique église de Valère, près de Sion en Vallais, et il est aujourd'hui la propriété de M. Kühn, antiquaire à Genève. — L'impression de ce travail dans le premier volume des mémoires de l'Institut est votée, ainsi que la publication du dessin qui l'accompagne.

Dans sa *sixième séance*, du 28 octobre, la section a pris connaissance des lettres par lesquelles MM. Cibrario, de Gingins, Costa et Verdeil remercient la section pour les diplômes de correspondants qui leur ont été adressés. Ces Messieurs assurent, dans les termes les plus honorables et les plus obligeants, qu'ils sont prêts à concourir par une collaboration sérieuse et active aux travaux de l'Institut.

« Je suis très-flatté, écrit M. *Cibrario*, de l'honneur que l'Institut National de Genève a bien voulu me faire, et je désire vivement de pouvoir me rendre digne de cette marque d'estime et de bienveillance en lui adressant quelques recherches historiques, destinées au recueil de ses actes. Mais ce vœu ne pourra être accompli que le jour où il me sera permis de céder mon portefeuille à quelque autre membre du parlement, après avoir rempli jusqu'au bout tous les devoirs d'un ministre constitutionnel. »

M. *Costa de Beauregard*, en remerciant le Secrétaire général de l'Institut Genevois, s'exprime ainsi : « L'institution que vous avez fondée jettera un nouveau lustre sur votre ville, qui a su prendre une position si brillante dans le monde savant, et je serai fort heureux si elle daigne accorder dans ses publications une petite place à mes faibles essais. Je compte dans quelques mois abandonner la France pour me fixer définitivement en Savoie. Libre alors de bien des préoccupations, et rapproché de ma bibliothèque et des matériaux d'études que j'ai réunis, j'es-

père pouvoir reprendre avec quelque suite des travaux qui me sont chers et que depuis trois ans j'ai abandonnés à regret. »

« J'apprécie d'autant mieux, écrit *M. de Gingins*, la distinction flatteuse dont l'Institut m'a honoré, que vous voulez bien ajouter qu'elle a pour principal motif de donner à mes études historiques un nouvel encouragement, en même temps qu'un témoignage approbateur. Je me ferai un devoir et un plaisir de concourir de mon mieux aux succès d'une institution destinée à ouvrir un accès libre et plus général aux travaux scientifiques et littéraires. »

« Je vous prie, mande *M. Verdeil* aux membres de la Section, de vouloir bien agréer l'expression de la vive reconnaissance que j'ai éprouvée en apprenant l'honneur que vous avez bien voulu me faire, et de croire que je serai heureux de pouvoir prendre part à vos travaux. »

MM. Melegari, ancien professeur à l'Académie de Lausanne, aujourd'hui professeur de droit constitutionnel et ministre à Turin, *Bacci*, professeur de philosophie au Collège de La Mirandole (Modène), et *Raoux*, professeur de philosophie à Lausanne, ont aussi été agrégés en qualité de correspondants.

Dans cette même séance, *M. le professeur Gaullieur*, secrétaire, a fait un rapport sur les nombreux manuscrits, en partie inédits, relatifs à l'histoire de Genève, et faisant partie de l'ancienne bibliothèque Jallabert, dont il a fait l'acquisition. On peut classer dans cinq catégories principales les manuscrits (au nombre de cent cinquante environ) que renfermait ce dépôt précieux, formé dans le dernier siècle par le professeur Jallabert, le syndic Jallabert et son fils, qui ont formé, dans cette famille, trois générations de savants :

1° Sous le rapport historique et politique, cette collection unique renferme des documents sur toutes les époques de l'histoire de Genève. On y trouve des travaux de l'illustre *Abauzit* sur Genève à l'époque romaine et aux temps des rois bourgui-

gnons ; des actes originaux des quatorzième, quinzième et seizième siècles, inédits et importants pour l'histoire de Genève ; des collationnements, faits par Jallabert le fils, d'autres actes encore plus capitaux ; des manuscrits complets et anciens des chroniques de Bonivard, Savyon, Roset, Ami Favre, et autres historiens originaux de Genève ; des volumes de pièces historiques réunies en quantité et avec grand soin, et annotées par Jallabert ; le manuscrit, connu sous le nom de Manuscrit Minutoli, renfermant 790 pages de pièces intéressantes sur Genève et la Savoie ; la *Relatione di Geneva*, de Cardoïno, manuscrit dont on ne connaît que de rares copies ; un Armorial Genevois et des rôles des Conseils depuis l'institution des Syndics ; des Mémoires pour l'Église de Genève, des pièces sur les réfugiés français, italiens et allemands pour cause de religion, et des rapports originaux sur les tentatives faites de diverses parts contre la réforme à diverses époques ; des dossiers sur les fortifications, les temples, le commerce, l'industrie, les arts, les monnaies ; des *factums* et des procédures célèbres, comme celles de Furbiti, de Servet et d'autres personnages qui ont marqué à divers titres dans les annales genevoises ; de nombreuses lettres originales de Micheli Ducrest, qui donnent beaucoup de détails sur lui et sur toutes les affaires politiques auxquels son nom s'est trouvé rattaché dans la première partie du dix-huitième siècle ; d'autres lettres de Charles Bonnet, Trembley, Jallabert, et autres magistrats genevois ; enfin une foule de données statistiques, d'éphémérides, de pièces historiques de toute espèce, des Registres des Conseils, de la Chambre des Fortifications et de l'Artillerie ; des pamphlets et des pièces satyriques.

2° Une autre série de manuscrits concerne spécialement la Suisse et les rapports politiques et commerciaux de Genève avec la Suisse et l'étranger. On y trouve des données intéressantes sur les tentatives de colonisation et sur les colonies de la Suisse en Amérique, et principalement dans la Caroline, au commencement du dix-huitième siècle.

3^e La série des manuscrits juridiques, concernant l'ancien droit genevois, est très-complète. Ce sont des commentaires historiques et juridiques de tous les anciens édits, statuts et règlements de la République, des Ordonnances ecclésiastiques, civiles et politiques. La plupart de ces manuscrits sont de la main du Syndic Jallabert ou de son fils. Parfois le commentaire manuscrit interfolié est placé en face du texte imprimé.

4^e Les documents littéraires forment une autre série, qui consiste en lettres et correspondances de divers personnages connus dans la littérature ou les arts, et qui ont été en rapport avec Jallabert ou avec ses amis; des correspondances intimes et de famille. On y remarque surtout des lettres du président de Brösses, qui jettent un jour intéressant sur ses démêlés avec Voltaire, des lettres de Mylord Maréchal, l'ami de J.-J. Rousseau, etc., etc.

5^e Enfin la dernière série est consacrée aux documents scientifiques. Elle comprend des manuscrits des deux Fatio de Duiller, mathématiciens célèbres, du professeur Chouet, des Bernouilli, de Jallabert et des divers savants avec lesquels ses découvertes sur l'électricité l'avaient mis en rapport.

En un mot, on peut faire avec ces documents divers une histoire complète de Genève, aux points de vue religieux, politique, scientifique, juridique et économique.

M. le Chancelier Viridet a écrit à la Section que le Conseil d'État avait fait transporter dans le local de ses séances deux portraits historiques et un tableau qui ont été trouvés dans les combles de l'Hôtel-de-Ville. Le Conseil d'État désirerait que la Section voulut lui donner son opinion sur l'âge et le mérite de ces peintures. Après examen, il a paru que les deux portraits, richement encadrés, de grandeur naturelle et d'une bonne facture, pouvaient représenter Guillaume d'Orange, Stadthouder de Hollande, puis roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III, et sa femme Marie, fille de Jacques II Stuart. Quant au tableau,

il représente un sujet biblique, et n'a pas de mérite intrinsèque.

M. le Chancelier Viridet a fait aussi part d'une notice sur les portraits en pied de la Chambre dite de *la Reine*, à l'Hôtel-de-Ville de Genève. Cette notice a été remise par M. l'archiviste Sordet au Conseil d'État, le 13 septembre 1850.

PREMIER PORTRAIT. — Le premier portrait, en partant de la porte sur l'escalier, est celui de *Louis XVI*. Il fut demandé à M. de *Vergennes*, en août 1785, par MM. *Marcet* et *Des Arts*, envoyés à Paris pour remercier le roi de sa médiation. Le 10 septembre 1785, le Résident *Hennin* annonça que, s'il n'était pas encore envoyé, c'est que le Roi voulait qu'il fût en pied et du meilleur peintre. (Pièces historiques des Archives, n° 5178.) Il arriva à Genève à la fin d'octobre 1785. (Reg. du Conseil.)

DEUXIÈME PORTRAIT. — Le second portrait est celui de la Reine *Anne* d'Angleterre. Le chevalier de *Lavale* annonça au Conseil, le 14 octobre 1710, le don que lui en faisait cette reine. « Il « plaira, dit-il, à vos Seigneuries faire recevoir ce portrait du « Chevalier Godefroy *Kneller*, premier peintre de Sa Majesté, « laquelle a ordonné qu'il le tint prêt et qu'il y mit un cadre « conforme à l'ouvrage. » (Pièces historiques, n° 4170.) Ce portrait arriva en août 1711, par les soins de M. Frédéric *Bonnet*, genevois, établi à Londres, où il remplissait les fonctions de Résident de Prusse. Le Conseil écrivit une lettre de remerciements le 19 du même mois. (Pièces historiques, n° 4178, et correspondance du Conseil.) Il est à remarquer que l'auteur Godefroy *Kneller*, de Lubeck, était un artiste de grande réputation. Il fut premier peintre de la cour d'Angleterre depuis *Charles II*. La Reine *Anne* s'intéressa beaucoup à Genève depuis son avènement au trône en 1702. Mais, en 1709, le Conseil de la République craignit d'avoir perdu ses bonnes grâces, en refusant, pour ne pas se brouiller avec la France, de recevoir comme Résident d'Angleterre, le marquis d'*Arzilliers*. *Anne* en fut, en effet, d'abord mécontente, et le Conseil lui écrivit, à

cette occasion , pour expliquer les raisons de prudence qui avaient dicté son refus. M. Frédéric *Bonnet* travailla aussi, de son côté , à la convaincre des bonnes dispositions de la République, et il paraît que ce fut pour montrer qu'elle ne gardait aucun ressentiment, que la Reine d'Angleterre décida, en 1710, d'envoyer son portrait au Conseil.

TROISIÈME PORTRAIT. — Le troisième portrait est celui de *Louis XV*. Il fut demandé par M. *Mussard*, envoyé à Paris en 1729, au sujet des difficultés relatives au pays de Gex, et chargé ensuite de complimenter le Roi sur la naissance d'un Dauphin. Le 3 mars 1730, le Résident, M. *de la Closure*, le remit au Conseil, qui, le 13 du même mois, adressa au Roi une lettre de remerciements. (Registres et correspondance du Conseil.)

QUATRIÈME PORTRAIT. — Le quatrième portrait est celui de *Marie Leczinscka*, fille de *Stanislas Leczinski*, Roi de Pologne, et épouse de *Louis XV* depuis 1725. Ce portrait fut aussi demandé par M. *Mussard* à la Reine, dans une de ses audiences; mais il paraît n'avoir été envoyé que beaucoup plus tard, en 1747, par M. *de la Closure*, qui, quoique n'étant plus Résident, montrait à Genève beaucoup d'affection. (Registres du Conseil.)

CINQUIÈME PORTRAIT. — Le cinquième portrait est celui de *Gustave-Adolphe*, Roi de Suède. Nous n'avons pas, il est vrai, de pièces qui disent positivement que ce Roi envoya son portrait à la République de Genève. Mais il existe une tradition non interrompue à cet égard. D'ailleurs, *Gustave-Adolphe* entretint, depuis 1629, les relations les plus bienveillantes avec notre État. Il y eut un Résident et y envoya de plus, en 1632, un Ambassadeur extraordinaire, pour s'entendre avec le Conseil sur les moyens de soutenir les protestants. Il reçut aussi parmi ses officiers plusieurs citoyens genevois; *Louis Sarasin*, l'un d'eux, devint colonel dans son armée. (Registres du Conseil et pièces historiques, n° 2905.) Il paraît que le dit portrait fut envoyé en 1632, une année environ avant la mort du Prince qu'il représente, laquelle

eut lieu, en novembre 1633, à la bataille de Lutzen. Ce fut, je pense, un témoignage de reconnaissance pour deux avis que lui avait envoyés le Conseil de Genève au sujet de complots tramés contre sa vie. (Reg. du Conseil de décembre 1631 et de mars 1632). On reconnaît, au reste, dans le portrait, les insignes et particulièrement la couronne de Suède.

SIXIÈME PORTRAIT. — Enfin, le sixième portrait est celui de *Victor-Amédée III*, roi de Sardaigne. Il fut demandé en septembre 1785 à M. le comte de Perron, ministre des affaires étrangères à Turin, dans les mêmes circonstances qui avaient fait demander celui de Louis XVI. Il arriva à Genève à la fin de la même année. (Reg. du Conseil et pièces historiques, n° 5185.)

Dans sa septième séance du 25 novembre, la Section a entendu la lecture des lettres par lesquelles MM. Stockmar, de Gonzenbach et Raoux, témoignent de leur gratitude pour leur nomination de correspondants.

M. Stockmar a répondu à l'Institut en ces termes : « Encourager la culture des sciences, des lettres et des arts est une mission noble et utile, que dans tous les temps Genève a su remplir avec distinction ; l'Institut National saura conserver à cette Ville la belle place qu'elle a toujours occupée parmi les cités savantes, et que des préoccupations trop positives et qui d'ailleurs tendent à envahir le monde pourraient lui enlever ; je suis heureux de pouvoir contribuer à cette œuvre de dévouement ; mais à une autre des extrémités de la Suisse, il est un coin un peu déshérité des avantages communs et marqué en noir sur sa carte intellectuelle ; c'est un devoir pour ses enfants de lui consacrer leurs veilles et de réunir leurs efforts pour le rendre capable un jour d'honorer aussi la patrie. Ces soins m'empêcheront de prendre aux travaux de la Société une part aussi active que mes goûts m'y engageraient ; j'espère cependant pouvoir profiter quelquefois de la faculté qui vient de m'être si gracieusement accordée. »

« Je vous prie, écrit à son tour M. de Gonzenbach, de vouloir être l'interprète de mes sentiments de reconnaissance auprès des membres de la Section des Sciences morales et politiques qui viennent de me conférer cette marque de distinction. Pensant que l'Institut n'admet dans ses recueils que des mémoires en français, j'aurais des scrupules très-légitimes en vous adressant des communications. Afin de ne pas passer pour être un membre entièrement improductif, je vous envoie quelques publications sur des questions internationales de commerce, en vous priant de les accepter pour la bibliothèque de l'Institut. »

Il a été procédé ensuite, pour la plus grande facilité de la marche des travaux de la Section, à l'élection d'un Vice-Président (M. James Fazy), et d'un Vice-Secrétaire (M. Grivel). M. le Secrétaire a fait un rapport sur des fouilles romaines, exécutées durant l'automne dans la Gruyère, par M. Gremaud, curé à Échallens, près de Bulle. Jusqu'ici les historiens de cette contrée avaient mis en doute que les Romains eussent formé des établissements dans la Gruyère. On croyait que dans la partie haute, ou le pays de Gessenay, qui s'étend des sources de la Sarine au château du Vanel, les premiers habitants avaient été des colons allemands ou *Allamanni*, tandis que dans la partie inférieure, du Vanel à Bulle, les premiers habitants avaient été des colons de l'Helvétie romane, dont l'origine ne remontait pas plus haut que la date des établissements bourguignons ou burgondes dans cette partie de l'Helvétie. Il résulterait des fouilles récemment opérées, que les Romains ont habité la Gruyère. Elles ont amené la découverte des fondements d'un édifice d'environ cinquante pieds carrés, autour duquel étaient épars des débris évidemment romains, ainsi : des médailles impériales de Vespasien à Constant I, au nombre de trente environ, des fragments de colonnes de deux grandeurs différentes, des fragments d'au moins six inscriptions, dont deux en l'honneur du Dieu Mars; une assez belle agraffe pour ceinturon, de nombreux débris de

poterie rouge; d'énormes tuiles; des fragments d'une statue en bronze, dont le pouce, l'oreille, la corne indiquent un Dieu Faune. M. l'abbé Gremaud continue ses fouilles dans d'autres localités, et il est à peu près sûr de découvrir des ruines romaines dans quatre endroits différents.

M. Gaullieur a présenté son travail manuscrit, littéraire et historique, sur les anciennes Chroniques savoisiennes, connues sous le nom de *Grands Chroniques de Savoie*, et considérées essentiellement comme sources ou comme indications pour l'histoire de Genève et de la Suisse occidentale depuis le neuvième siècle jusqu'au seizième. En comparant ces légendes et ces récits parfois fabuleux, et presque toujours romanesques et exagérés, avec les documents authentiques et les monuments, on arrive souvent à éclaircir des faits qui d'abord avaient paru absolument impossibles. L'auteur de ce travail suit les Grands Chroniques depuis leur première apparition et les premières copies manuscrites que l'on en connaît, jusqu'à la transformation partielle que leur fit éprouver Symphorien Champier, qui les fit imprimer en 1516, et les dédia à Louise de Savoie, mère de François I^{er}.

Ce mémoire paraîtra dans les *Archives de la Société d'Histoire Suisse*, qui sont publiées à Zurich. Il sera aussi publié à part.

La Section des Sciences morales et politiques a pris connaissance, par l'entremise de quelques-uns de ses membres, de divers ouvrages qui rentrent dans sa sphère d'activité, et qui ont paru récemment à Genève ou en Suisse. Nous allons sommairement analyser les principales de ces publications, en suivant, autant que possible, l'ordre chronologique.

LA CHAÎNE SYMBOLIQUE, *origine, développement et tendance de l'idée maçonnique*, tel est le titre succinct de l'ouvrage publié par M. J.-B.-G. Galliffe, docteur en droit ¹. Il est assez difficile d'apprécier les ouvrages de ce genre au point de vue philosophique,

¹ Un vol. gr. in-8°. Genève 1832. Imprimerie d'E. Carey.

sans entrer dans la partie technique ou spéciale qui n'est, à proprement parler, qu'à la portée des adeptes. A ce mot de maçonnerie, que d'idées mystérieuses, que de contes avec lesquels on a bercé notre enfance et notre jeunesse, viennent s'offrir à notre imagination ! Appuyé constamment sur l'histoire, M. Gaffie a su faire un livre très-intéressant sur un sujet qu'à tort ou à raison on regardait comme placé en dehors du domaine historique. Après un aperçu sur les initiations de l'antiquité, il part des premières associations d'ouvriers constructeurs, de francs-tailleurs, de libres maçons et d'architectes dans les premiers siècles chrétiens. Il fait voir comment ces corporations se modifièrent dans le moyen-âge sous l'influence du christianisme et de la chevalerie, et comment la maçonnerie moderne sortit de là, après de nouvelles transformations. Nous assistons avec lui à l'origine des haut-grades, aux démêlés si ardents entre les maçons des différents rites, et aux tentatives de fusion qui eurent lieu à diverses époques. Un chapitre qui a pour nous un intérêt particulier, c'est celui qui retrace l'histoire de l'ordre en Suisse et à Genève. Il reste encore à bien constater quelle fut l'influence réelle de la maçonnerie sur les événements politiques dans notre patrie. Que cette influence ait existé surtout depuis 1780, ou environ, c'est ce qu'il est impossible de nier. Mais elle ne fut pas toujours la même, aux diverses époques ; tantôt les loges poussaient au mouvement ; tantôt, quand elles le trouvait trop violent, elles voulaient le comprimer et l'arrêter. Par une contradiction apparente, nous voyons parfois l'influence maçonnique revêtir une couleur conservatrice, tandis que les foudres du Vatican frappent d'anathèmes les francs-maçons, et les rendent responsables de tous les excès révolutionnaires. On sait que dans la lutte des petits cantons contre la république helvétique, toute la haine des Confédérés qui luttaient avec désespoir contre l'influence de la révolution française, s'obstinait à confondre le Jacobin et le franc-maçon. Sans doute tout

ce qui concerne cette partie de notre histoire n'est pas encore éclairci, mais le livre substantiel de M. Galiffe pourra contribuer à y porter la lumière.

L'HISTOIRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE CANTON DE VAUD, par M. André Gindroz, professeur honoraire à l'Académie de Lausanne ¹, est un livre recommandable et remarquable à tous égards. L'auteur, qui fut pendant de longues années placé à la tête du Département de l'éducation dans sa patrie, nous fait voir ce qu'était l'instruction vaudoise dans les temps antérieurs à la Réforme. Il nous fait assister à la refonte totale du système scolaire opéré sous l'influence bernoise. L'Académie de Lausanne, dont Ruchat et Bridel avaient entrepris l'histoire, sans mener cette entreprise à fin, occupe naturellement la place la plus large dans ce livre. Nous y trouvons la biographie de ses plus illustres professeurs, le narré des luttes qu'ils soutinrent à diverses époques, surtout au sujet de la confession de foi et du *Consensus* contre le gouvernement de Berne. Toute cette partie est traitée d'une manière aussi élevée qu'impartiale et complète.

L'histoire des écoles vaudoises durant la république helvétique présente aussi un tableau piquant et instructif. Il serait à désirer que l'Académie de Genève possédât bientôt un livre qui lui retracerait ses annales au moyen des nombreux documents qui ont été retrouvés et réunis depuis la publication de l'estimable histoire littéraire de Genève de Senebier.

Le livre le plus important qui ait paru chez nous dans ces derniers mois est sans contredit L'HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE SACRÉE DU CINQUIÈME AU DIXIÈME SIÈCLE, dans les trois évêchés de Lausanne, Genève et Sion, par M. Blavignac ². Ce volume, accom-

¹ Un fort volume in-8°. Lausanne, 1854. Georges Bridel, éditeur.

² Un volume in-8°, avec des planches et un atlas de format gr. in-4° oblong. Prix : 60 fr., chez Steiner, éditeur à Genève.

pagné, indépendamment de nombreux dessins interfoliés dans le texte, d'un atlas renfermant un grand nombre de planches, atteste des études profondes de notre archéologie sacrée. Depuis bien des années l'auteur en réunissait les matériaux. On trouve dans son livre des choses que l'on chercherait vainement ailleurs sur les origines du christianisme dans nos contrées, la construction des premiers sanctuaires, le travail latent du nouveau culte qui cherchait à glisser ses symboles dans les effigies et dans les créations païennes. La fondation de nos premières églises et de nos principaux monastères a fourni à M. Blavignac des chapitres intéressants. Avec lui nous voyons la civilisation chrétienne remplacer dans l'Helvétie occidentale l'influence romaine. Nous voyons cette civilisation revêtir un nouveau caractère, et le sacerdoce modifier sa mission depuis l'invasion burgonde. Le mérite essentiel de cet ouvrage est d'être à la fois historique et technique. S'il ne nous apprend rien de nouveau en fait d'histoire, il nous fait toucher au doigt et à l'œil, par la représentation fidèle de nos monuments religieux, une foule de détails dont il était impossible de se rendre compte par lecture des chroniques et des histoires. Sans doute on pourra reprocher à ce livre d'être trop exclusivement descriptif, et de n'avoir pas assez de critique. L'auteur, dans bien des cas, paraît s'être interdit le droit de contrôler les récits, les légendes et les hypothèses sur lesquels sont construits les monuments de tous genres qu'il fait passer sous nos yeux. Mais n'oublions pas que M. Blavignac est artiste avant d'être historien, et que l'art comporte nécessairement une certaine foi implicite.

La Section des Sciences morales et politiques a reçu le premier volume de la seconde édition de *l'Histoire du Canton de Vaud* par son correspondant, M. le docteur Verdeil. De notables augmentations et des améliorations nombreuses recommandent ce livre, dont la première édition avait déjà obtenu un succès populaire et mérité. M. Verdeil a fait tirer à part des exem-

plaires de la partie qui renferme l'histoire des *guerres de Bourgogne*, ce sujet qui attire à un si haut degré l'intérêt des historiens et du public.

La Section a été aussi informée des recherches nouvelles et intéressantes auxquelles se livre M. Rodolphe Blanchet, vice-président du Conseil de l'Instruction publique dans le canton de Vaud, sur les monnaies qui ont eu cours à diverses époques dans les contrées qui font partie du bassin du Léman. Dans ce travail, plus complet que les recherches spéciales qui ont déjà été consacrées à ce sujet, M. Blanchet passe en revue tous les enfouissements monétaires connus et les pièces de monnaie trouvées dans nos parages depuis les monnaies phéniciennes qui rappellent probablement le passage d'Annibal, celles d'Orgitorix, les mérovingiennes, carlovingiennes, bourguignonnes, épiscopales, baroniales, et jusqu'aux monnaies suisses contemporaines.

L'auteur a cherché à recueillir tous les souvenirs qui se rattachent à l'histoire de cette contrée.

En jetant un coup d'œil sur la carte de l'Europe, on s'aperçoit immédiatement que ce pays a dû servir de passage aux émigrations de toutes les époques. Les grandes armées de l'Europe ont emprunté ce territoire pour aller du Nord au Midi et de l'Orient à l'Occident. Chaque période y a laissé des souvenirs ; M. Blanchet a recueilli ces documents de l'histoire, et il a caractérisé chacune de ces périodes par la description et la figure d'une ou de plusieurs monnaies. Les Celtes, les Romains, les Burgundes, les Francs, les Grecs, les Celtibériens, appartiennent aux premiers temps.

Plus tard, Charlemagne autorisa la frappe de monnaies locales. Ce fut alors que les évêques de Lausanne, de Genève, de Sion, les princes de Savoie, les princes d'Achaïe, les barons de Vaud, les comtes de Gruyères et de Neuchâtel, se mirent successivement à battre monnaie.

Jusqu'à présent on n'a pu recueillir que fort peu de documents sur la Bourgogne transjurane.

On a rencontré quelques pièces qui rappellent le passage des Sarrasins ; on connaît quelques pièces confisques. Dès 1536 le régime bernois prévalut sur toute la rive septentrionale du Léman ; l'auteur a caractérisé, au moyen des monnaies, la période impériale jusqu'à la paix de Westphalie, au milieu du dix-septième siècle ; il a signalé la période transitoire qui a conduit à l'oligarchie pure où les armes de la république sont surmontées d'une magnifique couronne de prince.

En 1798 apparaît la République Lémanique avec les symboles de l'époque.

En 1799 la République Helvétique est proclamée avec son système unitaire de monnaies.

Enfin, en 1804, le canton de Vaud frappa les premières monnaies vaudoises. Le type en a été modifié en 1830, à la suite du concordat avec les cantons occidentaux de la Suisse ; la croix fédérale commence à unir une partie des cantons, tout se prépare insensiblement pour le système qui nous réunit aujourd'hui.

M. Blanchet a figuré les pièces caractéristiques de chaque époque, il a joint autant que possible les documents qui s'y rattachent, en particulier ce qui concerne la valeur et le titre des monnaies, lorsqu'il a pu l'obtenir.

Les *Monuments de l'histoire de l'Ancien Évêché de Bâle*, recueillis et publiés par M. Trouillat, maire de Porrentruy, forment une publication qui fait honneur à la contrée d'où elle sort et au gouvernement bernois qui l'a encouragée. Les temps sont loin où les Archives de l'Évêché étaient dépouillées et transférées à Berne, afin que le pays perdît les traces de sa nationalité. Aujourd'hui ces Archives ont été reconstituées et augmentées. Elles forment, dans une vaste tour du château de Porrentruy, un dépôt très-remarquable. Le volume des *Monuments* qui

vient d'être publié commence avec les textes latins de César et des historiens qui ont fait mention de la Rauracie et des Rauriques qui s'unirent aux Helvétiens dans leur grand projet d'émigration. Toute cette partie des commentaires du grand Capitaine a été examinée, expliquée par M. Trouillat dans son introduction. Il donne le plan de la bataille livrée par Jules César à Arioviste, l'an 58 avant Jésus-Christ.

Viennent ensuite les légendes et les extraits de chroniques, les actes de Saint-Pantale, de Saint-Imier, de Saint-Ursanne, de Saint-Germain et autres pieux personnages dont l'histoire se lie à celle de l'établissement du christianisme dans les vallées du Jura actuellement Bernois. La fondation de l'important monastère de Moutier-Grandval, auquel les rois Carlovingiens conférèrent de grands privilèges, occupe une ample place dans ce recueil. La formation de l'Évêché de Bâle est exposée et déroulée dans une longue suite d'actes authentiques jusqu'au treizième siècle. Le savant éditeur a reproduit, suivant l'ordre chronologique, tous les actes des Archives de l'Ancien Évêché de Bâle, soit en originaux, soit en copies. Il a utilisé de même des volumes de documents, comme le *Codex diplomaticus Ecclesie Basiliensis* qui contient des chartes de 993 à 1302; les *Statuta synodalia* de la même église, qui renferment une statistique des églises, des monastères et des chapelles du diocèse; le *livre des fiefs nobles de l'Évêché de Bâle*; les cartulaires de Bellelay, de Lucelle et d'autres maisons religieuses de l'Évêché de Bâle. Ce volume précieux fait voir qu'à toutes les époques de son histoire le Jura Bernois a été lié aux destinées de l'Helvétie, et que l'indigénat suisse de cette intéressante contrée est un fait irrévocablement acquis.

La Section des Sciences morales et politiques a applaudi à la publication de la troisième édition de l'*Histoire de la Nation Suisse*, par M. le professeur Daguét, de Fribourg. C'est là un livre véritablement original, écrit avec science et conscience.

On connaît les difficultés d'une pareille histoire, dans laquelle il s'agit de présenter un ensemble, sans cependant négliger les détails qui intéressent particulièrement la jeunesse à laquelle ce livre est destiné.

M. Gaullieur a présenté quelques manuscrits français intéressants pour l'étude de la langue et de l'ancienne littérature, qui proviennent, selon toutes les probabilités, de quelque couvent de la Suisse. L'un, qui forme un petit in-quarto sur papier, du commencement du quinzième siècle est intitulé : *Ly Romans de vraye amour*. Il commence ainsi :

Qui d'amors vueult ouyr
Cy sapprochoit avant
Je len diray tel chose
Par le myeu esciant
Sil le vueult retenir
Ja nen yra gabant ¹
Ne jamais de mal fayre
Ne luy prendra talant.
Damours ne doit lon pas
Ne Rire ne Gaber
Vivre de bon amour
De com doyt Dieu amer
Et de quoy nous ama
Tant qu'il sen vould pener
De luy doit lon tousjours
Et dyre et escouter.

A la fin du volume on lit : *Cy finist ly Romans de vraye amour. Et la fait escrire Petreman Cudriffin par la main de religious monssire Pierre de Paris et ce a ce mois de juing l'an mil IIII XXVI et dedit sibi pro pena 10 S. S.*

¹ *Gaber*, railler, semoquer, d'où *gaberie* dérision. En italien *Gabbar*.

Un autre manuscrit de la même époque, petit in-folio, contient le roman si connu de *Jean de Paris*, imprimé plusieurs fois dans le seizième siècle, mais dont les manuscrits sont excessivement rares.

Un troisième petit in-4°, qui a été écrit par Jacques Boyvin de Diesse (*Jacobus Vinipotor*) au milieu du seizième siècle (1569), renferme des formulaires d'actes de tous genres. Il est curieux en ce que ces modèles d'actes paraissent empruntés à des originaux des Archives de Neuchâtel et de l'Évêché de Bâle, ce qui jette du jour sur certains noms de lieux et de familles.

Tout ce qui se rattache à Jean-Jacques Rousseau acquiert un grand intérêt, surtout aux yeux des Genevois. A ce titre la Section des Sciences morales et politiques a applaudi à la publication que vient de faire M. Félix Bovet, bibliothécaire à Neuchâtel, du discours inédit de notre illustre concitoyen, *Sur les Richesses*. Ce morceau fait partie des manuscrits nombreux de Jean-Jacques Rousseau que possède la bibliothèque de Neuchâtel. Ces matériaux ont été mis à profit, ces derniers temps, par M. Victor Cousin et d'autres littérateurs français. M. Cousin, dans le *Journal des Savants*, a publié les variantes que des manuscrits existant dans diverses bibliothèques, offrent avec toutes les éditions de Rousseau. L'Institut ne peut qu'applaudir aux efforts de M. Bovet pour utiliser les richesses inconnues dont il est le dépositaire. Personne mieux que lui ne sait ce qu'on peut encore ajouter d'intéressant aux œuvres de Jean-Jacques. Quand il s'agit d'hommes de cette portée, rien n'est indifférent. D'ailleurs, le *Discours sur les Richesses*, bien que n'étant pas de la force des chefs-d'œuvre de cet auteur, offre un mérite intrinsèque très-réel. M. Félix Bovet, par d'ingénieuses inductions, a reconstitué ce morceau composé de fragments très-inégaux, les uns complets et les autres très-informes. Il a fait connaître aussi dans quel moment de la vie littéraire de Rousseau il fut composé et dans quelles dispositions.

La Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire, décernera, en 1854, un prix au meilleure mémoire qui lui sera présenté sur cette question : « *Comparer la Constitution fédérale actuelle de la Suisse avec le Pacte fédéral de 1815 que cette Constitution a remplacé.* » Ce parallèle embrassera, autant que possible, les divers points de comparaison historique, politique, juridique et économique. Les travaux destinés au concours seront transmis au Secrétaire de la Section des Sciences morales et politiques, au plus tard le 15 avril 1854. Ils porteront une épigraphe qui devra être répétée dans un pli cacheté renfermant le nom de l'auteur. Les ouvrages inédits seront seul admis au concours. Les travaux non couronnés seront restitués à leurs auteurs. Le travail qui aura obtenu le prix sera publié, s'il y a lieu, dans les Mémoires de l'Institut. Le jury sera libre d'adjuger ou de ne pas adjuger de prix, selon le mérite des travaux envoyés au concours. Outre le prix, le jury pourra accorder des mentions honorables. Le Président de la Section des Sciences morales et politiques rendra compte du résultat du concours, dans une séance publique, où le prix sera délivré. Le prix sera de la valeur de deux cent cinquante francs, dont une partie sera consacrée à une médaille décernée au nom de l'Institut. Les membres effectifs de la Section des Sciences morales et politiques sont seuls exclus du concours. Les mémoires seront adressés à M. le Secrétaire de la Section des Sciences morales et politiques, à Genève.



Section de Littérature.

I.

La Section de Littérature fut réunie pour la première fois le 3 février 1853, par son Président provisoire, M. le professeur Bétant. — Elle comptait dix *Membres effectifs*, nommés d'après les prescriptions de la loi sur l'Institut (art. 5), et en conséquence se déclara constituée. Ces dix membres, destinés à former le centre et, pour ainsi dire, le noyau de la Section, étaient :

- MM. 1. CHERBULIEZ-BOURRIT, professeur,
 2. BÉTANT, professeur,
 3. J.-F. CHAPONNIÈRE,
 4. PETIT-SENN, homme de lettres,
 5. ALBERT RICHARD, professeur,
 6. LONGCHAMP, professeur,
 7. ANTOINE CARTERET, conseiller d'État,
 8. MARC VIRIDET, chancelier,
 9. JULES VUY, docteur en philosophie,
 10. H.-F. AMIEL, professeur.

Du 3 février au 8 décembre se sont écoulés onze mois. A quoi ont-ils été employés?

La Section a eu treize séances, c'est-à-dire plus d'une par mois, malgré les vacances d'été. A la première, elle forma son bureau; M. Cherbuliez fut élu Président, et M. Amiel Secrétaire. Plus tard furent adjoints, comme suppléants, M. Bétant, Vice-Président, et M. Vuy, Vice-Secrétaire. Dès la seconde

séance, elle avait son *Règlement intérieur*, chose toujours difficile. Dès la troisième elle marchait. C'était le 31 mars.

Une fois constituée et organisée intérieurement comme *Section*, elle songea à devenir *section de littérature*, et pour cela à s'assurer des lectures et des travaux. Des mémoires pouvaient lui être adressés du dehors; mais il fallait pouvoir se passer de cette ressource et vivre de sa propre vie. Dans ce but, la section recourut à la libre cotisation intellectuelle de ses membres, laquelle jusqu'ici ne lui a point fait défaut. Toutes les séances ont eu dès lors leur contingent littéraire. Tous les membres, sauf un seul, y ont contribué, inégalement quant au nombre, mais avec une égale bonne volonté. Notons ici brièvement la statistique de leurs travaux. Trente-trois poésies ont été lues par six des membres de la Section, dont sept, de genres variés, par M. Petit-Senn, huit fables par M. Carteret, trois poésies fugitives par M. Vuy, douze chansons ou autres pièces par M. Amiel, une fable et un sonnet par M. Richard, enfin une ode latine en vers saphiques, pièce inaugurale et patriotique, de M. Longchamp. Six travaux en prose ont été communiqués, savoir : deux de M. Bétant, une notice sur le *Treizième congrès des Philologues, Pédagogue et Orientalistes allemands, tenu à Göttingen en septembre 1852*, et un compte rendu des *Fouilles récemment exécutées aux Propylées de l'Acropole d'Athènes*, par M. Boulé, élève de l'école française d'Athènes; — un mémoire de M. Cherbuliez sur *l'Organisation des universités anglaises*. — Enfin, trois morceaux littéraires, l'un de M. Petit-Senn (le *Portrait béni*), le second de M. Vuy (*Impressions d'un prisonnier*), le troisième de M. Amiel (*Pensées et critiques*). — Total : 43 travaux.

Une fois sûre de pouvoir se suffire à elle-même, la Section songea à compléter son personnel. Elle rappela par les feuilles publiques aux personnes désireuses de s'associer à son œuvre les conditions posées par la loi à la qualité de membres honoraires des sections. Dès la troisième séance, des honoraires, ins-

crits déjà depuis longtemps, furent présentés et admis. Leur nombre actuel se monte à huit, tous, à une exception près, voués à l'étude du langage et à la pratique de l'éducation, tous occupant des places honorables dans l'enseignement public, à Genève ou ailleurs. Nous en donnerons la liste plus bas.

Déjà formée de deux cercles de membres, la section avisa ensuite à s'entourer d'un troisième cercle concentrique. Par delà les honoraires, elle alla chercher les correspondants. Elle est occupée maintenant à dresser cette liste essentielle, d'après un double principe, dominé par le point de vue national : « rendre hommage au mérite, rassembler en faisceau ce qui était épars. » La section a été d'abord aux compatriotes dans l'étranger, puis elle est revenue aux cantons de la Suisse et pays circonvoisins, sans s'interdire pourtant des régions plus éloignées. Déjà maintenant, après une toute première battue, et quoiqu'elle débute seulement, cette liste peut montrer douze correspondants, soit trois à Paris, un à Turin, deux en Allemagne, deux en Savoie et quatre en Suisse. Et elle n'entend point, des noms qui lui manquent, faire des lacunes, mais, au contraire, de ceux qu'elle contient, des pierres d'attente. Nous joindrons les noms des honoraires à ceux des correspondants.

Jusqu'ici, en s'organisant, en travaillant, en se fortifiant d'honoraires au dedans et de correspondants au dehors, la Section n'avait pensé encore qu'à elle. Il est vrai que pour être utile, il faut d'abord être. Mais, dès qu'elle fut consolidée, la Section se donna une autre tâche, celle de stimuler et de provoquer autour d'elle l'activité littéraire sérieuse. Elle prit l'initiative d'un concours, et résolut, le 13 octobre, de décerner deux prix de littérature, dans l'année 1854, l'un pour un travail *en prose* sur un sujet tiré de l'histoire de Genève et traité d'une manière dramatique ou oratoire; l'autre pour une pièce *en vers*, sur un sujet relatif à la Suisse. Insertion dans le Recueil des Mémoires de l'Institut promise aux travaux couronnés, mé-

daille d'honneur, rapport public, liberté entière du choix dans la sphère des sujets nationaux, rien ne fut négligé de ce qui pouvait encourager le zèle et le talent, et le guider sans le contraindre. A l'exception des membres effectifs de la Section, juges naturels du concours, nul n'en fut exclus; et un programme, tiré à 500 exemplaires, ainsi que les annonces dans les journaux, furent chargés de répandre dans le public la connaissance des conditions du concours.

Tel est, dans un résumé rapide, l'histoire de ces onze mois pour la Section, considérée dans sa vie à part, indépendamment de ses rapports avec l'Institut. Un mot sur son état présent et sur ses espérances.

Son état est prospère. Sortie de bonne heure des encombrements qui gênent toute institution naissante, elle a pu travailler et agir. Ses séances sont rapprochées et pourtant nourries et fréquentées. Dix à douze membres y assistent déjà en moyenne. Des communications orales s'y entremêlent aux travaux écrits. Des discussions intéressantes, des critiques franches et libres suivent chaque lecture, et la rendent plus fructueuse à l'auteur et aussi à l'auditeur. Les honoraires, dont l'empressement mérite d'être remarqué, prennent part à toutes les discussions. L'aisance, la cordialité et l'entrain président à ces réunions, modestes, mais déjà attrayantes. Des encouragements flatteurs lui sont venus de l'étranger. Des sollicitations, autre forme d'encouragement et de flatterie, ne lui ont point manqué. Tout cela est de bon augure.

Et comme la Section n'a encore mis en ligne qu'une petite partie de ses moyens; comme tous ses membres n'ont pas encore contribué; comme ses honoraires, après s'être acclimatés chez elle par la parole, saisiront sans doute à leur tour la plume; comme, une fois connue, elle aura quelque chance de recevoir des mémoires ou des travaux sur lesquels les auteurs voudraient attirer l'attention ou obtenir un jugement; comme ses corres-

pondants, répandus dans diverses contrées, ont pris l'engagement de se rappeler leur titre et que leurs communications ont déjà commencé; comme les deux concours ouverts par elle ne resteront sans doute pas stériles, pour toutes ces raisons son activité, déjà suffisante en 1853, a la probabilité, et la Section peut le prévoir avec satisfaction, d'être doublée en 1854.

La Section espère donc avoir justifié, en quelque mesure, son existence dans le passé; elle espère réaliser encore mieux son mandat dans l'avenir. Institution neuve et sans antécédents dans le pays, elle croit et sait pouvoir être utile. Un asile ouvert à la pensée désintéressée, où les productions nouvelles trouvent accueil, critique, éloge, en un mot, un auditoire pour les entendre et des auditeurs compétents pour les juger; un salon où l'on puisse librement et sérieusement discuter les théories d'éducation, d'enseignement, de philologie et de littérature, un endroit à l'abri des querelles qui enflamment et des passions qui divisent, refuge paisible où l'étude rapproche ce que la vie avait séparé, où l'opinion particulière se tait pour faire place à l'homme entier, et sur la porte duquel est écrit : *Nul n'entre ici qu'au nom de la littérature*, une maison spacieuse où l'hospitalité est offerte à tous les genres, depuis l'épigramme jusqu'à la tragédie, depuis l'analyse d'une inscription jusqu'à un système de linguistique, et depuis la biographie d'un écrivain jusqu'à une histoire littéraire complète, un lieu élevé d'où le regard et la voix puissent porter un peu plus loin que de la fenêtre de chacun; voilà ce que peut être et veut être la Section de littérature, et il est bon, pour ceux qui sont formés comme pour ceux qui se forment, pour les novices comme pour les maîtres, de trouver près d'eux une institution ainsi faite; il est bon de réunir toutes ces voix proches et lointaines qui restent éparses, pour que de leur réunion sorte peu à peu un concert; cette institution peut être avantageuse au pays en raison des dangers littéraires (pour ne parler que de ceux-là) qui le menacent de

près et de loin, et avantageuse pour les amis étrangers devant lesquels elle représente notre pays.

Ce ne sont point là des espérances démesurées. Elles sont dans la limite du raisonnable, et, sans présomption ni fausse modestie, la Section de littérature aspire à convertir ces vœux en réalité. Qu'on ne lui rende pas sa tâche trop difficile par une réserve malveillante ou une défiance systématique. De la justice et un peu de sympathie, c'est tout ce qu'elle demande. Sans cet auxiliaire, elle peut vivre, car elle en a la force, mais elle ne pourrait rendre autant de services, et, sans être sa faute, ce serait pour elle un regret.

II.

ART. 6. Les membres correspondants sont nommés par les membres effectifs de chaque section.

ART. 7. Pour être membre honoraire il suffit de s'inscrire et d'être présenté par deux membres de cette section.

(Loi sur l'Institut Genevois.)

I. Au 8 décembre 1853, la Section comptait douze correspondants, savoir :

- a) *A Paris*, 1. M. J.-J. PORCHAT, l'auteur des *Glanures d'Ésope*, de *Jeanne d'Arc*, *Trois mois sous la neige*, etc.
2. M. Marc FOURNIER, qu'une longue série de succès à la scène ont amené à la direction d'un des plus importants théâtres de Paris, le théâtre de la *Porte Saint-Martin*.
3. M. Marc MONNIER, l'auteur des *Lucioles*, de *Sic vos non vobis*, du *Roi Babolein*.
- b) *A Francfort s/M.*, 4. M. Henri BLANVALET, l'auteur de *Une lyre à la mer*.
- c) *A Heidelberg*, 5. M. Christian BÆHR, professeur à l'université et bibliothécaire, l'auteur de la grande *Histoire*

de la Littérature romaine, ouvrage classique en Allemagne et capital partout.

- d) A Turin, 6. M. F. ARNULFI, membre de l'Athénée, l'éditeur et le traducteur de *Justin*.
- e) A Zurich, 7. M. J.-G. BAITER, professeur à l'université, le successeur d'Orelli, auteur de la meilleure édition de *Philostrate*.
- f) A Fribourg, 8. M. Alexandre DAGUET, recteur de l'école cantonale de Fribourg, auteur de l'*Histoire de la Nation Suisse*.
- 9. M. Doct. BERCHTOLD, ancien chancelier, l'auteur de l'*Histoire du canton de Fribourg*.
- g) A Porrentruy, 10. M. Xav. KÖHLER, professeur au collège de cette ville, secrétaire de la Société jurassienne d'émulation, auteur de diverses publications poétiques, bibliographiques et historiques.
- h) En Savoie, 11. M. Jacq. REPLAT, avocat à Annecy, connu, entre autres, par le brillant mémoire, aussi pittoresque qu'érudit, modestement intitulé : *Note sur le passage d'Annibal*.
- 12. M. le président DE JUGE, à Chambéry, l'auteur du *Fabuliste des Alpes*.

La Section comptait huit membres honoraires, savoir :

MM. André OLTRAMARE, régent au Collège de Genève.

JOUVET, *id.*

BARRY, *id.*

BARBEZAT, *id.*

CHATETAIN, régent au Collège de Carouge.

Philippe CORSAT.

Jules MULHAUSER, tradr du *Guillaume Tell* de Schiller.

GAILLET, régent au Collège de Nyon.

II. Parmi les lettres d'adhésion que la Section a reçues de ses

correspondants, les trois suivantes pourront, à plusieurs égards, intéresser les lecteurs du Bulletin.

... « Genève est mon berceau, et fut le témoin et la patronne de mes premières études. Il m'est bien doux, en approchant du terme de ma carrière, d'obtenir dans cette ville, qui m'est doublement chère, une telle récompense de mes faibles travaux. Dans ceux qu'il me sera donné peut-être d'accomplir encore, je ne perdrai jamais de vue ce que devrait exiger de moi le titre dont je viens d'être honoré. Veuillez croire, Monsieur le Président, que si je ne réussis pas à répandre, pour ma part, quelque lustre sur votre Société, ce ne sera ni le zèle, ni le dévouement, ni la reconnaissance qui m'auront manqué. »

Paris, le 7 novembre 1853.

J.-J. PORCHAT.

A Messieurs les Membres de l'Institut de Genève.

Messieurs,

« Si je suis heureux de ce bon souvenir qui m'arrive ainsi de la patrie, je suis particulièrement fier d'avoir été jugé digne de concourir avec l'élite des citoyens de Genève à la prospérité d'une entreprise qui me paraît féconde; et c'est avec la conscience de mon zèle, sinon de mes forces, que j'accepte une part dans vos travaux.

« J'ai toujours regretté que certaines circonstances, peut-être bien même de certains préjugés, eussent tenu jusqu'ici mes compatriotes dans un doute timide, touchant leur propension naturelle aux œuvres de l'esprit et du style.

« On ne fait son chemin dans le monde qu'à la condition de s'y prêter de bonne grâce, et les nations qui veulent parvenir doivent, comme les individus, aider à la bienveillance du sort en travaillant quelque peu elles-mêmes à leur propre renommée.

« Si notre république s'y fût appliquée plus tôt, et avec cette hardiesse qu'enfante la conviction, elle eût facilement, je crois, popularisé chez elle et au dehors le fait d'une littérature nationale. En définitive cette littérature existe; elle a sa forme, son coloris, ses mœurs; elle a un sentiment propre, un bouquet indigène; elle a des qualités, elle a même des défauts qu'elle doit au sol et à l'histoire, qualités glorieuses car elles ne sont pas empruntées, défauts précieux puisqu'il faut y re-

connaître la pureté de son lignage; — enfin, elle a eu ses fondateurs et ses disciples; et s'il est pour une nation une manière efficace d'honorer ses grands hommes, c'est de faire tourner au profit de la communauté jusqu'aux plus petites parcelles de leur gloire, — c'est de les grandir pour les faire voir au monde, et pour que leur rayonnement, tombant de plus haut, éclaire plus au loin le sol enorgueilli qui a vu naître leur génie.

« C'est donc à ce point de vue, Messieurs, que je me réjouis de votre union et que j'applaudis à vos desseins. La littérature de notre république n'a jamais été racontée, elle attend un inventaire, un recensement, une histoire. Vous-mêmes, en y travaillant, et à mesure que vous avancerez dans ces fouilles toutes remplies d'un intérêt pieux, vous serez étonnés des proportions que va prendre cette résurrection du passé, comme de l'importance qu'elle ne manquera pas, d'acquérir aux yeux des hommes éclairés de tous les pays.

« Je vous le dis encore, Messieurs, je placerai mon orgueil à me compter, pour si peu de chose que ce soit, dans cette vaillante et noble tâche.

Votre très-dévoué serviteur,
Marc FOURNIER.

Paris, le 7 novembre 1853.

M. E.-H. Gaullieur, Secrétaire de l'Institut National, à Genève.

Paris, le 9 novembre 1853.

Monsieur,

« Je remercie l'Institut National de l'honneur qu'il a bien voulu me faire, et je l'accepte de grand cœur; je l'attribue cependant à mon amour pour les lettres et pour Genève, bien plus qu'à mon mérite personnel, et je le regarde comme un encouragement, bien plutôt que comme une récompense. Plusieurs des membres de l'Institut ont été mes professeurs et sont restés mes maîtres; dites-leur bien, Monsieur, je vous prie, qu'en devenant leur collègue, je ne cesserai pas d'être soumis à leurs leçons.

« Quant à la correspondance que vous me demandez, Monsieur, je ne vous la promets pas bien active en ce moment, car je suis en train de faire queue à la porte de trois théâtres, occupation fatigante qui absorbe tout mon temps; — mais si l'Institut a quelque travail spécial ou

quelque démarche pressante à me commander, je trouverai toujours un moment pour me mettre à ses ordres. »

Marc MONNIER.

III. M. Berchtold, de Fribourg, est le premier des correspondants de la Section qui, en lui envoyant un travail, ait donné l'exemple de ces communications que la Section provoque et désire multiplier. Ce travail est le compte rendu critique d'une brochure de 140 pages, en allemand, publiée à Lucerne en 1853, et intitulée *Clément XIV et les Jésuites*. Dans cette brochure, M. Burkard-Leu, prévôt et professeur de théologie à Lucerne, résume l'ouvrage capital que M. Theiner, prêtre oratoire et consultant du saint-office à Rome, a publié d'après les archives secrètes du Vatican sur l'*Histoire du Pontificat de Clément XIV*.

IV. Analyse du mémoire de M. Cherbuliez sur les universités anglaises et sur celle de Cambridge en particulier.

L'importance et le caractère spécial des intérêts scientifiques et littéraires ne devraient-ils pas fournir l'objet d'une science à part? Tout liés qu'ils sont aux intérêts politiques, religieux et industriels d'un peuple, ils n'en sont pas moins distincts par leur nature; ils ont leurs lois de développement et de progrès; les connaissances répandues chez une nation, sa puissance de production représentée par ses savants et ses littérateurs, constituent ses richesses intellectuelles, qui, tout aussi bien que ses richesses matérielles, doivent avoir leur *économie*, c'est-à-dire leur mode propre d'accumulation et de propagation.

En détachant du tronc commun cette branche de la théorie sociale, on pourrait l'appeler l'*économie des sciences et des lettres*. Entre autres points importants qui recevraient quelque lumière de leur rapprochement systématique, il faut compter les institutions consacrées aux sciences et aux lettres, naturellement classées en deux grandes catégories : l'une comprend l'*instruction*

publique à tous ses degrés, depuis l'école primaire jusqu'à l'université ; à l'autre appartiennent les *académies* destinées non à l'enseignement, mais à l'avancement direct de la science et de la littérature.

Ce sont là deux attrayants objets d'étude, unis par des rapports qui seraient dignes de considération ; ils réclament l'un et l'autre un examen approfondi des faits considérés dans toute leur étendue ; l'intérêt palpable du premier en fait de nos jours un objet de vive préoccupation, et pour ce qui concerne particulièrement l'école supérieure ou université, à combien de discussions animées par l'esprit de parti politique et religieux, à combien de rapports savants n'a-t-elle pas donné lieu ! Cependant, pour l'examen et la comparaison méthodique des faits, pour la constitution d'une théorie régulière, il s'en faut bien que le sujet soit épuisé.

Fournir à ces recherches quelques matériaux utiles, peut-être quelques vues théoriques puisées à la source de l'observation, telle est la destination de ce travail. Les universités anglaises ont été différemment jugées, vivement attaquées et défendues par les publicistes de la Grande-Bretagne ; leur réforme est en projet et probablement en voie prochaine d'exécution ; mais, avant qu'elles subissent une refonte plus ou moins totale, il est intéressant de constater leur état actuel avec impartialité, d'en bien saisir le système, et de reconnaître, à côté de leurs éléments défectueux, les avantages réels qu'elles présentent, et qu'une hostilité aveugle a pu seule méconnaître.

Une question fondamentale dans l'étude théorique de l'école universitaire et dans l'appréciation des divers systèmes existants, c'est celle des principes qui ont plus ou moins présidé à leur organisation et à leur enseignement. Or, ces principes, il y en a deux qui présentent une opposition tranchée, celui de la *liberté* et celui de l'*autorité* ou de la *discipline*. On peut chercher à les concilier jusqu'à un certain point ; mais l'un ou l'autre domine et imprime à ces grands corps leur caractère essentiel.

Quant à l'enseignement, le principe de la liberté autorise les professeurs à présenter la science telle qu'ils la conçoivent, se contentant des garanties attachées à l'élection; ce régime est celui des universités allemandes, où il a brillé de tout son éclat. Cette nation lui doit le rang supérieur qu'elle occupe encore dans la science; il y constitue une véritable puissance avec laquelle il faut compter; elle s'est manifestée tout récemment encore dans les protestations élevées contre les résultats et les tendances du *kirchentag* de Berlin. Au point de vue du régime disciplinaire, ce principe demande la force et la conservation du système à l'ascendant de la science et des notabilités qui la représentent. Il laisse à l'étudiant la responsabilité de l'emploi de son temps, se contentant des précautions de police nécessaires au maintien de l'ordre général.

Le régime opposé restreint la liberté de l'enseignement par ses lois et plus encore par son esprit, se renferme timidement dans les bornes que lui imposent l'État et l'Église; la science y subit le joug de l'orthodoxie religieuse et politique. Et, par une analogie de tendance très-naturelle, les étudiants y sont soumis à une règle beaucoup plus étroite; l'université divisée en collèges les loge, les nourrit, les surveille, les classe avec exactitude, d'après leur force éprouvée par de fréquents examens, et ne cesse d'exciter leur émulation et leur diligence au travail par un système compliqué de grades divers, de distinctions honorifiques et de récompenses. Ce type est celui des vieilles universités de Cambridge et d'Oxford.

L'auteur compare ensuite les deux principes et les systèmes contraires dont ils sont l'âme. Il fait ressortir la valeur du stimulant intérieur, des hautes influences scientifiques et de l'enthousiasme qu'elles excitent dans certaines circonstances ou époques favorables. Puis il passe aux inconvénients de ce système dans un état de choses où dominent l'indifférence, la dissipation, les préoccupations de la vie positive, où les mobiles intérieurs font défaut.

Dans un tel milieu, le système disciplinaire des universités anglaises, qui rappelle l'éducation claustrale du moyen-âge, a ses côtés avantageux; et, à ce point de vue, elles sont imparfaitement connues sur le continent, peut être mal appréciées, même en Angleterre. On leur reproche l'étroitesse obstinée qui les ferme aux idées nouvelles, l'intolérance qui exclut, sinon de leurs salles académiques, au moins de leurs titres et de leurs privilèges, tous les *dissenters*; on les dépeint comme des citadelles consacrées aux doctrines surannées, interdites aux grandes questions et au mouvement contemporain. Ces reproches, trop vrais à beaucoup d'égards, renferment pourtant mainte exagération, et ceux qui les répètent ne tiennent pas compte des avantages qui les compensent. D'ailleurs, ces vieilles institutions, qui ont tenté plus d'un effort peu connu pour se compléter et se rajeunir, sont presque toujours jugées du dehors et non d'après leur mouvement intellectuel, d'après les détails de leur vie intérieure. Un auteur américain, M. Bristed, qui a étudié quelques années à Cambridge, et dont l'ouvrage est plein de curieux détails, donne de cette *haute école* une idée plus favorable que ne l'ont fait la plupart des publicistes nationaux.

Après ces considérations générales, M. Cherbuliez entre dans l'exposition du système universitaire de Cambridge, dont il emprunte en partie les détails au livre qui vient d'être indiqué. Les officiers de l'université, la division en collèges, l'importance des *tutors*, ou répétiteurs particuliers dans cet enseignement; les *Fellows*; des notions générales sur les examens. Tel est le contenu de ce premier mémoire; d'autres points d'une égale importance feront la matière d'un second.

V. Voici le programme détaillé du concours ouvert pour l'année prochaine par la Section. C'est sans doute ici le lieu de le reproduire officiellement.

« La Section de littérature décernera, en 1854, deux prix : l'un

pour un travail en prose, sur un sujet tiré de l'histoire de Genève et traité d'une manière dramatique ou oratoire ; l'autre pour une pièce de vers, sur un sujet relatif à la Suisse.

« Les travaux destinés au concours seront transmis, en deux exemplaires, au Secrétaire de la Section de littérature, au plus tard le 15 avril 1854.

« Ils porteront une épigraphe qui devra être répétée dans un pli cacheté renfermant le nom de l'auteur. Les ouvrages inédits seront seuls admis au concours. Les travaux non couronnés seront restitués à leurs auteurs. Les travaux qui auront obtenus les prix seront publiés dans les Mémoires de l'Institut. Le jury sera libre d'adjuger ou de ne pas adjuger de prix, selon le mérite des travaux envoyés au concours. Outre les deux prix, le jury pourra accorder des mentions honorables. Le Président de la Section de littérature rendra compte du résultat des concours, dans une séance publique, où les prix seront délivrés. Chaque prix sera de la valeur de deux cent cinquante francs, dont une partie sera consacrée à une médaille décernée au nom de l'Institut. Les membres effectifs de la Section de littérature seront seuls exclus du concours. »

III.

Pour sauver un peu l'inévitable aridité du Bulletin, et terminer plus littérairement cette notice, qui n'est et ne pouvait être qu'une statistique, nous ajouterons, sans prétention du reste, et comme délassement pour le lecteur, trois ou quatre petits morceaux de poésie.

Quam fuit suspensa, Geneva, quondam
Sors tua, Europæ dare quum gementi
Volverent tandem leviora Marte
Fata remisso !

Haud opes juvere tuæ locutam,
 Artium sed quod memores tuarum
 Lumen e mundo caderet negarunt
 Nobile reges.

Adfuit sacræ tacitus coronæ
 Mentium rector Deus, ut libentes
 Liberam te urbem retulere clarâ
 Voce futuram.

Lege sed certâ tribuit petitum
 Munus hæc : « et si coleret tuorum
 Mente cum castâ eximium fidelis
 Gratia donum :

Litteris et si foret ara sanctis
 Structa, semper quæ vigili caleret
 Igni, mansuras reparante Musæ
 Flamine vires. »

Quum dies urbi melior reluxit,
 Artibus nullis sua defuere
 Tempa, per quas exit Apella clarus
 Praxitelesque.

Dædalo fani patuere valvæ,
 Et Cato prudens cecinit colendi
 Jura ; sed tristi jacuit Camœna
 Spreta repulsâ,

Nec locum sermo tenuit decorus
 Socratis. Rursus tamen integrare
 Sancta post annos subiit nôveni
 Fœdera cœtûs,

Rite : quid dicas ibi non caducum,
 Ut fugit pulchri populos bonique
 Norma ? quam Musas dare nunc et olim
 Fæd erit orbi.

Sis memor, dilecta mihi salute
 Plus meâ, quæ lex tibi dicta fati,
 Patria, et quâ sis pede gressa dextro
 Fortiter insta.

Louis LONGCHAMP.

A ELLE DANS SES VIEUX JOURS.

(D'après Justin Kerner.)

Si, du milieu de cette terre,
 La mort t'arrachait avant moi,
 Comment vivrais-je, solitaire
 Et le cœur brisé — loin de toi ?
 — Je serais pareil au vieux chêne
 Qu'ont déchiré les vents des cieux,
 Qui semble se tenir à peine
 Sur l'abîme silencieux ;
 Dans le gouffre bientôt il tombe
 Meurtri, desséché, sans soutien ;
 — Moi, je te suivrais dans la tombe
 Et ton trépas serait le mien !

Jules Vuy.

LES POETES IMPIES.

Serait-il vrai ; Grand Dieu ! la sainte poésie
 Inspirerait des cœurs par le doute infectés,
 Elle surnagerait cette pure ambroisie,
 Sur des vases d'impiétés ?
 Quoi ! la fille du ciel méconnaîtrait son père !
 Et vers l'astre du jour ne tendrait pas les mains ;
 Pour trouver l'être immense en qui notre âme espère
 Elle ignorerait les chemins !

Quoi des accents d'amour, des sons pleins d'harmonie
 Ont coloré la prose, ont embelli les chants
 D'un aveugle athéisme ! et l'on vit le génie
 Servir de coupables penchants !

Honte à ces grands trompeurs, aux poètes sublimes
 Qui par Dieu même armés d'un ascendant vainqueur,
 Sous l'or de la pensée et la pompe des rimes
 Ont mis les poisons de leur cœur.

Sur d'ignobles plaisirs leurs muses accroupies
 Dans un ciel pur, jamais, ne dirigeaient leur vol,
 Elles aimaient la fange et dans des eaux croupies
 Se plongeaient en rasant le sol.

Du fidèle chrétien elles barraient la route.
 Lui montrant tout espoir éteint dans le tombeau.
 Elles obscurcissaient par les vapeurs du doute
 De sa foi, l'éclatant flambeau.

Attisant des désirs la dévorante flamme
 Jonchant de fleurs l'abîme entr'ouvert sous ses pas,
 Elles flattaient les sens et disaient à son âme
 « Ton destin s'achève ici-bas. »

Arrière, courtisans des passions humaines
 Caressant tout instinct criminel ou pervers,
 Du vice garotté voulant rompre les chaînes
 Et les limant avec vos vers.

O Dieu ne permets plus que le souffle céleste
 Qu'on nomme *Poésie* et qui nous vient de toi,
 Serve encore ici-bas à chasser ce qui reste
 De pieux respect pour ta loi.

Que sur des fronts bénis parmi nous il descende
Pour confondre l'impie et ses doutes railleurs,
Pour unir les mortels dans une foi plus grande
Et leur faire des jours meilleurs.

J. PETIT-SENN.

UNE NUIT SUR LA GRÈVE.

SONNET.

Sur le sombre Océan tombait la nuit tranquille ;
Les étoiles perlaient au ciel silencieux,
Le flot montait sans bruit sur le sable de l'île ;
O nuit, quel souffle alors vint me mouiller les yeux ?

Le froid saisit mon cœur, quand, muet, immobile,
Étendu sur la grève et le front vers les cieux,
Je sentis, comme on sent un navire qui file,
La terre fuir, sous moi, dans les espaces bleus !

Du pont de ce vaisseau qui m'emportait, sublime,
Je contemplai, nageant sur l'éternel abîme,
Les flottes des soleils au voyage béni ;

Et d'extase éperdu, sous les voûtes profondes,
J'entendis, ô Seigneur, dans l'éther infini,
La musique du temps et le roulis des mondes.

H.-Fréd. AMIEL.

Section des Beaux-Arts.

Aux termes de la loi du 28 avril 1852, les cinq premiers membres effectifs de la section des Beaux-Arts, nommés par le Conseil d'Etat, savoir : MM. Diday, Grast, Lugardon, Gignoux et Dorcière, ayant été officiellement réunis le 20 décembre 1852, par M. le Président du Département de l'Instruction publique, la section s'est trouvée instituée et apte à nommer, à son tour, les cinq autres membres destinés à la compléter.

L'avis unanime de la section a été de faire immédiatement un appel officiel aux diverses sommités artistiques de notre pays, et, après délibération, la votation a désigné plusieurs artistes auxquels une lettre circulaire, rédigée séance tenante, a été adressée.

Parmi les artistes qui ont répondu à cette invitation, la section a choisi et nommé membres effectifs : MM. *Menn, Antoine Bovy, Bovy-Lysberg* et *Spiess*.

Dans la séance du 1^{er} juin 1853, M. Diday a donné communication d'une lettre adressée à la section par le Conseil d'Etat, accompagnée de l'envoi et du don de plusieurs morceaux de musique, que, sur la demande de MM. Grast et Alb. Richard, le Conseil d'Etat a pris soin de se procurer en Italie. Ces pièces sont : 1^o douze cantates de Porpora, avec accompagnement de clavecin ; 2^o un air du même auteur, avec accompagnement de quatuor ; 3^o deux cantates du même auteur, avec une basse chiffrée ; 4^o une fugue à deux voix, d'Alexandre Stradella, tirée de son *Oratorio de St-Jean-Baptiste*. — A ces pièces, est jointe la correspondance relative à cet objet, qui prouve, d'une part, toute

l'obligeance que le Conseil d'Etat a bien voulu mettre dans ses recherches, et de l'autre, l'aimable empressement du Consul suisse à Livourne, à se procurer les pièces indiquées, et pour lesquelles il a fallu écrire à plusieurs villes d'Italie. — Dans la séance suivante, M. Grast a lu un rapport qu'il avait été chargé de rédiger au sujet de cette musique.

« Les morceaux ci-dessus désignés, dit ce rapport, sont d'une très-belle facture et du plus beau style. Ainsi que la plupart des ouvrages des grands musiciens du dix-septième siècle, ils offrent un intérêt particulier en ce qu'ils appartiennent à une époque de transformation de l'art, où la musique, dégagée des anciennes formes du plain-chant, prend un essor nouveau, une allure plus vive, plus passionnée, plus dramatique, résultats inévitables des découvertes et des innovations harmoniques introduites dans l'art dès le commencement du siècle; innovations qui ont créé et fixé la tonalité moderne, en la dotant de l'accent expressif et du rythme qui manquaient absolument dans l'ancienne.

« Mais les compositions de Stradella et de Porpora tirent un double intérêt de la biographie même de leurs auteurs. — Les aventures romanesques de celle de Stradella ont donné lieu au bel opéra de notre compatriote L. Niedermeyer, et l'admirable talent de M^{me} Sand a fait revivre, dans son roman de *Consuelo*, la poétique figure du vieux Porpora, de cet artiste consciencieux qui fut le maître de Hasse, de Haydn, et qui, ainsi que la plupart des artistes de ce temps, ne se contentait pas d'être un excellent maître de chant, mais encore un habile compositeur, deux choses plus étroitement unies qu'on ne le pense communément, et dont la réunion ajoute beaucoup de charme et de pureté aux œuvres des anciens maîtres de l'école italienne.

« Nous pouvons compléter ce rapport par quelques notes historiques que nous avons recueillies sur les deux musiciens célèbres qui nous occupent.

« Nicolas Porpora, compositeur et célèbre professeur de chant, né à Naples en 1687, fut élève d'Alex. Scarlatti, et devint un des plus savants musiciens de l'école napolitaine. Après avoir rempli quelque temps les fonctions de maître de chant au Conservatoire de San-Onofrio pendant la vieillesse de Scarlatti, il passa en la même qualité à celui des *Poveri di Gesù-Cristo*. Ce fut aussi vers le même temps qu'il établit la célèbre école de chant d'où sont sortis Farinelli (ou Carlo Broschi), Caffarelli, Hubert, surnommé *le Porporino*, la Gabriela, et la plupart des grands chanteurs de cette époque. La méthode employée alors pour former des chanteurs ne ressemblait guère à celle pratiquée de nos jours. Si l'on veut connaître quelle était cette méthode, en voici un exemple : L'illustre Porpora prend en amitié un jeune homme de ses élèves (qui montre les plus grandes dispositions); il lui demande s'il se sent le courage de suivre constamment la route qu'il va lui tracer, quelque ennuyeuse qu'elle puisse lui paraître. Sur sa réponse affirmative, il note sur une page de papier réglé les gammes diatoniques et chromatiques, ascendantes et descendantes, les sauts de tierce, de quarte, de quinte, etc., pour apprendre à franchir les intervalles et à poser le son; des trilles, des groupes, des appoggiatures et des traits de vocalisation de différentes sortes. Cette feuille occupe presque exclusivement, pendant un an, l'élève et le maître; l'année suivante y est encore consacrée. A la troisième, on ne parle pas de changer; l'élève commence à murmurer, mais le maître lui rappelle sa promesse. La quatrième année s'écoule, et toujours l'éternelle feuille d'exercices. A la cinquième, on ne la quitta point encore, mais on y joignit des leçons d'articulation, de prononciation, et enfin de déclamation et de style; à la fin de cette année, l'élève, qui ne croyait encore en être qu'aux éléments, fut bien surpris quand Porpora lui dit : Va, mon fils, tu n'as plus rien à apprendre; tu es le premier chanteur de l'Italie et du monde! Il disait vrai, car ce chanteur était Caffarelli.

« Il n'y a plus maintenant, dans toute l'Europe, une seule école où l'on emploie cinq ou six ans à enseigner le mécanisme du chant ; il est vrai que, pour y consacrer un temps si considérable, il faut prendre les élèves dans une extrême jeunesse, et les y verser tout-à-fait, et encore les chances désavantageuses de la mue peuvent-elles rendre tout d'un coup inutile le travail de plusieurs années ; mais si, après cette crise, la voix ressort pure et brillante, l'élève n'a plus à s'inquiéter des difficultés du mécanisme, et peut se livrer à ses inspirations.

« Lorsque le compositeur Hasse arriva à Naples, Porpora, alors âgé de 37 ans, y jouissait d'une grande renommée comme compositeur et comme professeur de chant et de composition, il ne crut pouvoir mieux s'instruire dans l'art d'écrire qu'en prenant des leçons de ce maître. — Vers 1724, Porpora fit un premier voyage à Vienne avec son élève Farinelli¹, et fut admis à faire exécuter quelques morceaux de sa composition devant l'empereur Charles VI ; mais ce prince, qui n'aimait pas les ornements du chant italien et qui avait en aversion les trilles et les mordants que Porpora prodiguait dans ses œuvres, ne goûta pas sa musique. L'année suivante, Porpora fut appelé à Venise pour y prendre la direction du Conservatoire, et ce fut à cette époque qu'il écrivit ses belles cantates et quelques-uns de ses meilleurs ouvrages d'Eglise. En 1728, il fut invité à se rendre à Dresde pour enseigner le chant à la princesse électorale de Saxe, Marie-Antoinette. Passant à Vienne dans ce but, il s'y arrêta quelque temps dans l'espoir de faire revenir l'empereur de ses préventions contre lui, et obtint la faveur d'écrire cet Oratorio pour lequel on lui avait fait dire d'être plus sobre de ses trilles et de ses mordants. L'empereur, assistant à la répétition de l'ouvrage, fut charmé d'y trouver un style simple où ne paraissait pas un

¹ Farinelli devint le plus étonnant chanteur du dix-huitième siècle, c'est le même sur qui Scribe a fait un roman intitulé *Carlo Broschi*, et l'opéra de la *Part du Diable*.

seul de ces ornements qu'il n'aimait pas. Cependant le compositeur avait préparé pour la fin une plaisanterie à laquelle le monarque ne s'attendait pas, et qui eut le succès qu'il s'était promis. Le thème de la fugue finale commençait par quatre notes ascendantes, sur lesquelles il avait mis un trille; cette série de trilles répétée à toutes les entrées des différentes voix, devint une bouffonnerie des plus plaisantes au *stretto*, quand toutes les parties firent entendre une longue suite de trilles qu'elles reprenaient tour à tour. Quoique d'un caractère fort sérieux, l'empereur fut pris d'un rire convulsif à l'audition de ce morceau grotesque, pardonna à l'auteur sa plaisanterie, et lui fit remettre une récompense pour son travail, qui l'avait beaucoup diverti.

« Vers 1731, le maître napolitain obtint la résiliation de son engagement avec la cour de Saxe, et alla à Londres diriger l'Opéra italien, établi en opposition au théâtre dirigé par le célèbre Hændel. Les succès de son entreprise le retinrent en Angleterre pendant plusieurs années. Il revint ensuite à Venise, où il écrivit quelques opéras, puis il retourna pour la troisième fois à Vienne, où il passa plusieurs années, et ce fut pendant le séjour qu'il y fit qu'Haydn le connut et en reçut des leçons. Enfin, vers 1760, il quitta Vienne pour retourner à Naples faire représenter son dernier opéra.

« Dans sa jeunesse, Porpora avait beaucoup de gaieté et d'esprit, et la répartie vive; mais, devenu vieux, il éprouvait souvent des impatiences et des accès de mauvaise humeur que son talent et son âge faisaient excuser. Sa misère fût extrême dans ses dernières années; sa seule ressource consistait dans ses leçons, que son grand âge et ses infirmités l'empêchaient souvent de donner. C'est un grand reproche à la mémoire de Farinelli et de Caffarelli, gorgés d'honneurs et de richesses, d'avoir laissé languir la vieillesse de leur maître dans les horreurs du besoin. Porpora mourut à Naples en 1767, à l'âge de 80 ans.

« Porpora a écrit beaucoup d'oratorios, d'opéras, et un grand nombre de cantates à voix seule, avec accompagnement de clavier, du plus beau style. Celles qui ont été données à la section des Beaux-Arts sont de ce nombre.

Voici maintenant quelques notes historiques sur Alex. Stradella. — Ce célèbre compositeur et chanteur, qui fut appelé *l'Apollon de la musique*, naquit à Naples vers 1645. L'on a peu de renseignements sur la première partie de sa vie, sur la direction de ses études, le nom de ses maîtres, etc., et la touchante histoire de ses malheurs serait aujourd'hui ignorée, malgré la réputation qu'il se fit par ses talents, si le médecin Boardelot, son contemporain, ne nous l'eût transmise dans ses Mémoires sur la musique : Alex. Stradella, fameux musicien engagé à Venise, pour composer des opéras, ne charmait pas moins par sa voix que par ses compositions. Un noble vénitien chargea Stradella de donner des cours de chant à sa maîtresse, et après quelque temps, l'écolière et le maître se trouvèrent avoir tant de sympathie l'un pour l'autre, qu'ils prirent le parti de fuir ensemble à Rome. Cette évasion mit au désespoir le noble vénitien, qui résolut de s'en venger à tout prix par la mort de l'un et de l'autre, et il envoya aussitôt chercher deux des plus célèbres assassins de Venise, avec lesquels il convint d'une somme de 300 pistoles pour aller assassiner Stradella et sa maîtresse. Arrivés à Rome, ils surent que le lendemain Stradella devait donner, à cinq heures du soir, un oratorio dans Saint-Jean-de-Latran, où les assassins ne manquèrent pas de se rendre, dans l'idée de faire leur coup quand Stradella s'en retournerait le soir chez lui, avec sa maîtresse ; mais l'enthousiasme où tout le peuple se trouva, au concert de ce grand musicien, joint à l'impression que la beauté de sa musique et de son chant firent sur le cœur des assassins, changea comme par miracle leur fureur en pitié, et ayant dès lors résolu de lui sauver la vie, ils l'attendirent en

sortant de l'église, lui avouèrent leur dessein et lui conseillèrent de partir immédiatement pour trouver un lieu de sûreté. Stradella partit, en effet, avec sa maîtresse, pour Turin ; mais le noble vénitien le découvrit dans cette ville, le fit poursuivre de plus belle, et un soir il fut attaqué par trois autres bandits qui lui donnèrent chacun un coup de stylet. Cependant, Stradella ne mourut pas de ses blessures, mais il ne put échapper à la vengeance de son ennemi, qui laissa toujours des espions pour suivre sa marche ; de sorte qu'un an après sa guérison, voulant, par curiosité, aller à Gènes avec sa maîtresse (qu'il appelait Ortensia), ils furent assassinés dans leur chambre dès le lendemain de leur arrivée. Les assassins se sauvèrent sur une barque qui les attendait dans le port de Gènes ; de sorte qu'il n'en fut plus parlé depuis. Ainsi périt le plus excellent musicien de l'Italie, environ l'an 1678.

Les copies des compositions de Stradella sont très-rares parce qu'on n'imprimait plus de musique en Italie à l'époque où il écrivit. — La bibliothèque du Conservatoire de Naples possède, dit-on, un recueil de ses cantates ; la bibliothèque du Conservatoire de Paris possède aussi quelques morceaux de ce musicien, et l'on en trouve d'autres au Musée britannique de Londres et dans la bibliothèque d'Oxford. Enfin, tout le monde connaît l'admirable air d'église : *Pieta Signor*, qui désarma les assassins à Rome ; mais le principal ouvrage de Stradella paraît être l'*Oratorio di St-Giovani-Battista*, à cinq voix, daté de Rome 1676, d'où est tirée la petite fugue qui nous a été envoyée, et dans laquelle on retrouve bien le caractère d'élévation et de distinction de la manière de Stradella.

« Nous avons lieu d'espérer que les recherches qui ont été commencées en Italie réussiront à nous faire connaître quelque autre ouvrage de cet éminent artiste, de même que les compositions de quelques anciens maîtres italiens, tels que Casella, ce grand musicien, qui fut l'ami, le maître et le contemporain du

Dante, dont il serait si intéressant de retrouver les ouvrages, et sur lesquels on n'a plus aujourd'hui d'indices bien certains¹. »

La section des Beaux-Arts désirant signaler sa première année d'existence par quelque œuvre utile à l'art, avait espéré pouvoir faire l'acquisition, pour le Musée, du portrait du général Dufour, peint par notre compatriote, M. Favas; acquisition ayant pour but, non-seulement d'honorer le talent d'un artiste de mérite, mais encore de ne pas laisser passer en mains étrangères un tableau qui pouvait enrichir notre Musée et constituer une jouissance permanente pour tous les Genevois. — La section a décidé de consacrer à cet achat une grande partie de son allocation annuelle; mais cette somme ne pouvant suffire, elle s'est adressée au Conseil d'Etat en le priant de lui venir en aide. Le Conseil a répondu en offrant une somme égale à celle dont la section pouvait disposer; mais malheureusement le total s'est trouvé insuffisant pour satisfaire aux justes prétentions de l'artiste, et la section s'est vue forcée, bien à regret, d'abandonner cette espérance.

Projet d'exposition. — Dans sa séance du 23 août 1853, la section a proposé, pour le mois d'août 1854, une exposition de peinture au Musée Rath, dans laquelle seraient admis tous les artistes étrangers. — La section devrait s'entendre, à cet effet, avec le Conseil d'Etat et la Municipalité, pour obtenir leur approbation, ainsi que les fonds nécessaires à cette exposition.

Il serait fait un choix parmi les artistes étrangers d'un mérite reconnu, et il leur serait adressé des invitations personnelles avec une circulaire relative à l'exposition.

¹ On attribue à Casella quelques-uns de ces cantiques, connus sous le nom de *Laudi Spirituali*, dont les mélodies ont tant de charmes, et qui n'ont point vieilli, malgré leur ancienneté. — Il existe aussi, dit-on, dans la bibliothèque du Vatican, une Ballata, au-dessus de laquelle sont écrits ces mots : « Lemno da Pistoja, e Casella diede il suono. »

La section des Beaux-Arts serait chargée de tous les détails de cette exposition, qui serait annoncée en son nom.

Les frais de transport pour les artistes suisses et étrangers, incomberaient à la section des Beaux-Arts, qui, chargée de l'adjudication des prix, déterminerait la valeur et la nature de ces prix.

Jusqu'à présent nous nous sommes contentés de nos seules ressources, et cependant les expositions bisannuelles ont toujours intéressé le public éclairé de notre ville. On comprend facilement combien cet intérêt serait augmenté, et les avantages incontestables qui résulteraient du concours des différentes écoles.

Ainsi, l'exposition de 1854 étant d'un attrait tout nouveau à Genève, deviendra pour le public et pour les artistes un moyen de s'éclairer et de s'instruire mutuellement; au premier, elle offrira un choix d'ouvrages étrangers qu'il sera appelé à comparer avec les productions de nos artistes nationaux; chez ceux-ci, en stimulant leurs efforts, elle provoquera une utile émulation.

Nous croyons qu'il serait à désirer qu'à l'avenir nos expositions de peinture prissent un caractère moins exclusif et partant beaucoup plus général. C'est ainsi que le mouvement et le développement artistiques se sont accrus dans la plupart des grandes villes de France et d'Allemagne.

Du reste, afin de limiter les dépenses qui pourraient résulter de ce mode d'exposition, l'appel qui serait fait par nous aux artistes étrangers ne serait que nominatif, et, par conséquent, suffisamment restreint; en sorte que nous n'aurions pas à redouter d'être inondés d'œuvres médiocres pour lesquelles nous n'aurions pas assez de place à donner.

En somme, il est probable que les frais qui résulteraient de cette exposition seraient très-modérés, puisque nous pourrions les restreindre à notre gré. — Il y aurait la vente des catalogues et même un droit d'entrée à de certains jours, qui paieraient déjà une grande partie des frais.

Quant aux récompenses à décerner, l'Administration verrait ce qu'elle pourrait faire à cet égard : ceci est le sujet d'une délibération toute particulière.

La section des Beaux-Arts, maniant plus volontiers tout autre instrument que la plume, et préférant l'action à la parole, n'entreprendra pas plus longtemps le Bulletin du contenu de ses séances. Plus difficile à constituer que les autres sections, pour des raisons qui tiennent à sa nature particulière et à des circonstances défavorables, elle n'a pu encore songer à se compléter par des membres honoraires et des correspondants ; mais, dit un proverbe : « Tout vient à point à qui sait attendre, » et la lenteur, dans cette affaire, est peut-être une condition de succès. — La section espère, cette année, se mettre au pas avec ses émules, et pouvoir être moins concise alors.

Section d'Industrie et d'Agriculture.

La *Section d'Industrie et d'Agriculture* compte comme membres effectifs : MM. Hector Galland, Président, Moulinié, ancien Conseiller d'État, Vice-Président, Olivet fils, docteur en médecine, Secrétaire, Darier (Henri), Penay (Jacques), Lacroix (Pierre), Rambal, Muzy, horticulteur, Darier (Hugues), Bouffier aîné, Secrétaire-adjoint. Elle a reçu comme membres honoraires, MM. L^r Bénit, docteur, F^r Berthoud, Ant. Gaillard, Penay, maire, Jacques et Alphonse Dubois, à Meyrin, Nakwaski (H.-M.), Nakwaski (Boleslas), Julliard, docteur, Vaucher-Guédin, Fichard, à Hermance, Raffard-Passerat, Centlivres, régent, Vignier-Bas-

sompierre, Riondel (Ant.), Rochaix (Isaac), Mayor père, Jules Gaillard, Monnier-Péchaubais, à Russin, et Revaclier, juge de paix.

La Section d'Industrie et d'Agriculture a été installée le premier février 1853 par M. le président du Département de l'Instruction publique, et, aux termes de la loi du 28 avril 1852, elle a procédé immédiatement à la nomination des cinq membres effectifs destinés à la compléter.

Elle a eu dix séances, dont les cinq premières ont été presque exclusivement consacrées à l'organisation intérieure, formation du bureau, admission de membres honoraires, etc.

Les deux éléments dont la section se compose ont donné une ou deux fois l'idée de la scinder en une demi-section d'industrie et une demi-section d'agriculture, du moins pour les séances familières, mais cet avis n'a pas prévalu; au début d'une société, les objets dont elle s'occupe ne sont pas assez nombreux pour justifier une semblable séparation, et d'ailleurs l'ordre du jour, connu d'avance, permet de s'absenter à ceux qui ne s'intéressent pas à un sujet étranger à leur spécialité.

La section s'est occupée activement de la création à Genève d'un marché au gros bétail, dans le genre de celui qui existe à Nyon, le premier lundi de chaque mois.

Au moment où les chemins de fer vont faciliter aux marchands français le transport des bestiaux dont ils viennent s'approvisionner en Suisse, il a paru convenable de chercher à fixer à Genève un marché auquel notre position est si favorable, et où toutes les branches de cette industrie trouveront leur avantage.

On a cru aussi rendre service par ce moyen à une partie des bouchers de Genève, ainsi qu'aux agriculteurs et aux consommateurs, en régularisant les transactions qui se rapportent au commerce de la viande, et en leur donnant, pour ainsi dire, le plus de concurrence et de publicité possibles.

On a généralement pensé que si l'on n'établissait pas à Ge-

nève ce marché, il ne manquerait pas, par la suite, de s'en établir un dans notre voisinage, plus ou moins immédiat, et qu'il fallait en conséquence prendre l'initiative.

La Commission chargée de ce projet d'établissement a pensé que les abords de la porte de Cornavin y sont les plus propres, et si les démarches qu'elle a faites auprès de l'Etat et de la Municipalité n'ont pas encore abouti, c'est que ces deux Corps ont à régler quelques détails relatifs au plan d'agrandissement de la ville, etc.

L'on ne s'est pas dissimulé que toute création nouvelle rencontre des obstacles, et la nouveauté en est un pour un marché; aussi l'on a parlé de donner, du moins pour les premiers temps, une prime au bœuf le plus gras et une à la vache la plus grasse, ainsi qu'une légère indemnité à chaque tête de gros bétail amenée sur le marché.

Le sieur F. Corthay, ouvrier couvreur, avait demandé au Département des Travaux publics une prime pour un procédé qu'il a imaginé pour couper les tuiles. Une lettre de la Chancellerie a renvoyé à la Section d'industrie et d'agriculture l'examen de ce procédé; il consiste simplement en l'emploi d'une tenaille un peu forte et à long manche, semblable à celles dont se servent les forgerons pour couper les clous.

Avec cet instrument, le sieur Corthay a coupé nettement des tuiles vieilles et neuves, et toujours à l'endroit marqué.

Quelle que soit la simplicité du procédé, et quoique l'instrument ne soit pas nouveau, la Section d'industrie et d'agriculture a donné un préavis favorable sur le mode employé par le sieur Corthay, et a recommandé celui-ci au Département des Travaux publics, qui lui a accordé un encouragement de 50 francs. Il est en outre probable que, pour reconnaître l'utilité d'un procédé destiné à remplacer la méthode tout-à-fait incertaine employée jusqu'ici dans ce genre de travail, et, pour témoigner de son envie d'être utile aux artisans qui sortent de la routine pour

perfectionner en quoi que ce soit les détails de leur industrie, la Section allouera dans une prochaine séance une prime d'encouragement au sieur Corthay.

Le dernier objet à l'ordre du jour a été la proposition de M. Revaclier, membre du Grand Conseil, ainsi conçue :

« Je propose que le Conseil d'Etat veuille procéder à une enquête sur l'influence que doit exercer la construction des chemins de fer sur les intérêts agricoles dans le canton de Genève. »

Cette proposition a été renvoyée par la Chancellerie à la Section, qui a nommé une commission et s'en est occupée pendant plusieurs séances.

Voici en substance les principaux traits du rapport qu'elle a adressé à cette occasion au Conseil d'Etat.

« Dans un petit pays comme le nôtre, où la ville possède une population égale à celle de la campagne, les intérêts de ces deux populations sont étroitement liés, et si, comme c'est très-probable, la population urbaine s'augmente par la création des chemins de fer, l'agriculture en profitera d'autant par l'augmentation de consommation de certains articles qu'on ne demande qu'à nos campagnes, comme laitage, légumes frais, etc.

Les communes qui posséderont une station se trouveront converties en banlieues et en auront tous les avantages.

La vigne n'aura pas à souffrir de l'importation des vins rouges étrangers, parce que la consommation des vins blancs augmentera, comme il a été dit, par l'accroissement de la population urbaine, et que d'ailleurs notre vin servira au coupage des vins du midi.

La culture des céréales est celle qui aura le plus à redouter; il est possible cependant qu'avec des méthodes perfectionnées on puisse la conserver avec avantage dans quelques localités du canton.

D'autre part, notre pays gagnera peut-être à l'exportation de

divers produits, du bétail par exemple, peut-être du laitage, et enfin de la soie, qui est en voie de progrès et offre déjà des résultats satisfaisants.

Le rapport conclut ainsi :

1° L'introduction des chemins de fer ayant amené dans différents pays les résultats les plus inattendus, et les intérêts de la ville de Genève étant intimement liés à ceux de la campagne, l'on ne peut prévoir les changements que subira notre agriculture ;

2° Si même l'on pouvait arriver à de fortes probabilités, l'on ne saurait dicter d'une manière générale ce qui doit être fait, attendu que l'intérêt privé pourra guider chacun selon les circonstances où il se trouve, ce qui est d'autant plus facile, que nos exploitations sont très-variées, et relativement peu étendues.

Commission d'Administration de l'Institut.

Cette Commission, composée de MM. Diday, Longchamp, James Fazy, Hugues Darier et Vogt, est présidée par le Président de l'Institut. Le Secrétaire général y siège comme rapporteur, mais il n'a pas voix délibérative. Elle a tenu onze séances, du vendredi 13 mai au mardi 27 décembre, et elle s'est occupée, dans les premières, du règlement général et d'autres objets relatifs à l'installation et à la marche de l'Institut, et dans les dernières, de la publication des Mémoires et du Bulletin. Elle a voté les crédits nécessaires pour ces publications, et approuvé les conditions proposées par M. Kessmann pour le placement du premier volume des Mémoires. Enfin, elle a décidé qu'ils seraient tirés, ainsi que le Bulletin, à 500 exemplaires, indépendamment des 25 exemplaires des Mémoires, que le règlement général attribue aux auteurs.

Rapports de l'Institut avec le Conseil d'État.

Ces rapports, pour lesquels M. le chancelier Viridet a servi d'intermédiaire actif et zélé, ont été assez nombreux depuis la création de l'Institut, jusqu'à la fin de l'année 1853.

Le 29 août, M. le Chancelier a adressé au Président de l'Institut un exemplaire des planches du *Voyage en Égypte et en Nubie* par Jean-Jacques Rifaud, de Marseille, mort récemment à Genève. Cet exemplaire a été donné à l'Institut par le Conseil d'État.

Le Conseil d'État, sous la date du 3 novembre 1853, a offert à la *Section des Sciences naturelles et mathématiques* un exemplaire relié et colorié des *Champignons comestibles, suspects et vénéneux de la Suisse*, dessinés et peints par M. J. Bergner et décrits par M. J.-G. Trog père.

Le Conseil d'État a transmis à la même Section un exemplaire du *Compte-rendu du congrès général d'hygiène de Bruxelles* (session de 1852); un travail de M. Coulier, inspecteur des établissements insalubres du département de la Seine, sur *les matières alimentaires de Paris*, et une brochure intitulée : *Mesures d'hygiène pratique, travaux d'assainissement*, publiée à Bruxelles en 1851.

La *Section des Sciences morales et politiques*, et celle d'*Industrie et d'Agriculture*, ont reçu communication de toutes les pièces concernant le Congrès européen de Statistique, qui a eu lieu à Bruxelles au mois de septembre dernier. Le Conseil d'État nous a fait parvenir aussi, tout récemment, le premier volume de l'*Histoire de l'Eglise de Genève*, par M. Gaberel, ancien pasteur.

La *Section des Beaux-Arts* a obtenu, par l'intermédiaire du Conseil d'État, des morceaux d'ancienne musique de *Stradella* et de *Porpora*. (Voir aux séances de cette Section.) Elle a aussi entretenu une correspondance avec ce corps, au sujet de l'exposition du portrait de M. le général Dufour par M. Favas.

La *Section d'Industrie et d'Agriculture* a reçu communication d'une proposition individuelle faite au Grand Conseil par M. Revacquier, juge de paix de l'arrondissement de Carouge; d'une requête du sieur Corthay, ouvrier couvreur, qui a inventé un outil propre à couper les tuiles; d'un travail sur la statistique des forêts, bois et broussailles du canton de Genève; des circulaires du Conseil Fédéral suisse, relatives au commerce des céréales, et de l'arrêté du Conseil d'État, qui approuve la création d'un marché pour le gros bétail, sur la place garnie d'arbres, située entre le prolongement de la nouvelle route de Lausanne tendant de Cornavin au sommet de la rampe des Pâquis et l'ancien tracé de la grande route de Lausanne.

PIÈCE ANNEXE.

Discours prononcé par M. A. Tourte, président du Conseil d'État, à la séance d'installation de l'Institut Genevois, le 2 mai 1853.

Messieurs,

« L'histoire nous montre, à plus d'une de ses pages, des territoires trop petits pour mériter le nom de pays, des peuples comptant à peine quelques milliers de citoyens réussissant, non-seulement à maintenir leur indépendance à côté de grandes monarchies envahissantes, mais encore à dominer certaines époques par l'ascendant des idées, puissance plus forte encore, plus irrésistible et surtout plus durable que celle des armes. Ce qui exaltait les petits et les faibles au point de leur faire dominer les grands et les forts, c'était ce sentiment de sa propre valeur, cette conscience de sa supériorité intellectuelle qui savent imposer leur empire aux autres, et font tous les jours d'une troupe nombreuse et résolue l'instrument dévoué de la volonté d'un seul homme.

« Après avoir été le centre politique, artistique et littéraire du monde grec, Athènes déchue de sa grandeur militaire, privée de son indépendance, sauva sous la domination romaine un reste de liberté, conserva une place honorable entre toutes les villes de l'Empire et jouit d'immunités importantes; privilèges dus au respect qui courbait le front du vainqueur devant cette civilisation brillante dont la patrie de Périclès avait été l'initiateur pour l'Occident, dont elle était encore, dans l'ordre moral, la véritable capitale.

« La gloire de Dante, l'immortel poète patriote, celle de Pétrarque, de Michel Ange et de Léonard de Vinci, n'avaient-elles pas puissamment contribué à faire de Florence une puissance au moyen-âge?

« Asservie par les Médicis, longtemps encore ses richesses, surtout l'éclat de sa civilisation, lui donnèrent une influence bien supérieure aux forces matérielles dont elle disposait.

« Genève est une preuve plus sensible encore de l'énergie qu'une grande idée peut communiquer à un petit pays.

« Étroitement serrée par les États du duc de Savoie, par la France et par le canton de Berne alors tout puissant, notre petite république a dû son indépendance surtout à ce fait qu'elle était la sentinelle avancée du grand mouvement imprimé au monde par la Réforme.

« Quelles que puissent être au fond les entraves imposées chez eux par les princes protestants au développement des libertés populaires, l'opinion publique européenne, et un certain sentiment commun à des émancipés de la veille, les rendait solidaires de l'indépendance de Genève : ce coin de terre consacrée devait à leurs yeux rester l'asile inviolable de l'examen et de la libre discussion en matière religieuse.

« Menacée à tout instant par de puissants voisins, notre patrie a dû plus d'une fois son salut aux bons offices, à l'intervention de grands États qui, dans ce petit peuple résistant victorieusement à tous les efforts des ennemis de l'émancipation intellectuelle, voyaient le triomphe du drapeau sur lequel le seizième siècle avait inscrit : *Liberté de conscience*. Les princes lisaient : *Indépendance des petits États*.

« Mais, si Genève a toujours surmonté les dangers que lui ont fait sa position géographique ; si le caractère vénérable que lui avait imprimé sa renommée de centre de la Réforme a été respecté en partie, même par le grand conquérant de notre siècle, ce faiseur et défaiseur de nationalités ; si la plupart de nos institutions ont pu traverser intactes l'époque de la domination française, grâce aux ménagements commandés par notre passé, il serait imprudent de nous endormir pleins de confiance, la tête tournée vers l'histoire de nos pères. En effet, les progrès de la civilisation ont doté, depuis lors, un si grand nombre de pays des bienfaits de la liberté religieuse, qu'il n'est plus permis de considérer Genève comme le boulevard de la Réforme, comme le centre de la controverse religieuse, comme la capitale intellectuelle de ce grand mouvement qui émancipa les populations restées fidèles à Rome ; comme les disciples de Luther, comme ceux de Calvin. Aujourd'hui, la Réforme est à Paris aussi bien qu'à Berlin, à Munich comme à Londres ; elle est partout où les hommes raisonnent, quel que soit du reste le culte extérieur qu'ils pratiquent.

« Il fallait donc pour ne pas déchoir, pour maintenir sa position de centre intellectuel, que Genève donnât une autre direction à ses efforts, qu'elle prouvât une seconde fois sa supériorité en se distinguant dans de nouvelles branches du savoir humain : c'est ce qu'elle a fait avec succès. Bonnet le philosophe, De Saussure le père de la géologie, l'immortel Rousseau, De Candolle le grand botaniste, Sismondi l'historien de la France et des républiques italiennes, Dumont le secrétaire de Mirabeau, l'ami et l'interprète de Bentham, ces glorieux enfants de notre petite patrie, escortés de tant d'hommes d'un haut mérite, marquent la nouvelle route dans laquelle, vers le milieu du siècle dernier, Genève entraînait au sortir des luttes religieuses.

« Ces noms illustres jalonnent cent ans d'une gloire littéraire

et scientifique, que sont venus dignement couronner, soit le développement de l'industrie, soit le mouvement artistique dont nous voyons aujourd'hui les brillants résultats.

« Combien ne nous a-t-il pas fallu d'originalité, de qualités à nous, pour pouvoir non-seulement lutter avec honneur, mais encore vivre de notre propre vie, en face de la puissante attraction qu'exerce sur tous les hommes de mérite le capitale du monde français, avec ses larges récompenses et les honneurs princiers qu'elle sait parfois rendre au talent ?

« Il serait injuste de parler des hommes de génie qui ont illustré Genève, et d'oublier ces sociétés particulières nées du principe fécond de l'association, et qui ont tant contribué à faire de notre ville un centre intellectuel. Société d'Utilité publique, Société de Physique, Société de Médecine, Société des Arts, etc. ; cette dernière surtout, tantôt subventionnée par l'État, tantôt livrée à ses propres forces, ont puissamment contribué au développement dont nous sommes fiers. Pendant que la Classe des Beaux-Arts organisait des expositions de peinture et présidait à la construction du Musée-Rath, la Classe d'Agriculture encourageait par des primes l'élève du bétail, et publiait des traités excellents qui ont beaucoup contribué à détruire des préjugés antiques répandus dans nos campagnes. Enfin, la Société de Physique, cette réunion qui compte parmi ses membres presque tous ceux de nos compatriotes voués à l'étude des sciences naturelles, a su maintenir Genève en correspondance avec les principaux centres scientifiques de l'Europe, et a valu à notre Bibliothèque de précieuses publications obtenues en échange des volumes que la Société édite chaque année.

« Si ces efforts du génie ont suffi à illustrer Genève, si les travaux de ces compagnies savantes lui ont assuré une place honorable dans l'histoire de la science, il n'en paraissait pas moins nécessaire depuis longtemps de créer un centre à tous ces travaux individuels et épars, de régulariser ce mouvement des esprits dont les tendances étaient parfois un peu trop exclusives. Ce centre, le Conseil d'État et le Grand Conseil ont cru le trouver dans la création d'un Institut *complet*, composé de cinq sections, et destiné, non pas à absorber le développement scientifique, philosophique, littéraire, industriel et artistique du pays, mais bien à coordonner ces manifestations isolées, et à les compléter de deux nouvelles sections, celle des sciences morales et politiques, et celle de la littérature.

« En instituant ainsi un centre intellectuel, placé tout à fait en dehors de l'action gouvernementale, on a voulu éviter à la science les variations que les changements de la politique apportent nécessairement à la direction de tous les établissements soumis au contrôle de l'État. Quelles que puissent être les ten-

dances des hommes influents du moment, on a voulu assurer à tous les arts, à toutes les sciences, à celles qui sont basées sur la spéculation, comme à celles qui procèdent de l'observation, un moyen certain de se faire valoir et de conserver leur juste part d'influence. Espérons que les sciences morales et politiques, que la littérature, et surtout la poésie trop longtemps dédaignées à Genève, puiseront dans la création de l'Institut une nouvelle vigueur, et ne tarderont pas à rivaliser avec les sciences naturelles et l'industrie, vers lesquelles, depuis longtemps, les esprits étaient trop exclusivement dirigés. Toutes les branches des connaissances humaines se touchent, toutes doivent s'appuyer mutuellement. Le savant demande au littérateur sa plume pour publier ses découvertes; il faut à l'économiste la parole de l'orateur pour expliquer ses théories; l'agriculteur ne saurait se passer des enseignements de la chimie et de la physique; l'industrie genevoise appelle le concours des arts plastiques. Tous enfin ne s'épanouissent largement que dans un pays libre, gouverné suivant de saines doctrines morales et politiques. Et quelle position plus favorable à ce développement complet pouvait-on trouver que celle de Genève, république démocratique, où la pensée, la parole, la presse, la conscience jouissent de la liberté la plus illimitée, au cœur de l'Europe, aux portes de la France, à quelques lieues seulement de l'Italie et de l'Allemagne?

« Un des principaux motifs de la création d'institutions semblables à celle qui nous occupe, c'est le désir de fournir au mérite ignoré, l'occasion de se produire. Il faut trop souvent aux meilleurs idées l'appui de la naissance ou de la fortune pour se faire accepter. Que d'efforts particuliers, que de découvertes utiles, qui ne formant pas un corps de doctrine, auraient été perdus pour l'humanité, si des compagnies savantes ne les avaient accueillies avec indulgence, n'avaient pour ainsi dire mis au monde le fruit encore imparfait d'esprits distingués mais incultes, n'avaient en un mot prêté l'appui de leur puissante autorité aux efforts partiels et méconnus du génie? Le temps n'était-il pas venu d'affranchir à cet égard Genève du tribut payé à l'Institut de France, centre d'un mouvement trop étendu pour que les extrémités puissent se passer d'une autre lumière que de la sienne?

« Que de préjugés, de superstitions, de charlatans sont déjà tombés devant les arrêts de l'Institut de France ou de la Société royale de Londres! Ils eussent pendant des siècles encore triomphé des attaques les plus vives, bravé les efforts les plus soutenus de la raison et du génie: le *verdict* de l'Institut les a anéantis sans espoir.

« Genève ne devait pas rester plus longtemps privée d'une institution qui, dans toutes les branches ouvertes à l'activité humaine, recueillit les moindres productions de l'intelligence de

ses citoyens, leur assurât les honneurs d'un débat public, et le jugement d'un jury composé des pairs de l'inventeur.

« Tels sont les motifs généraux qui rendent toute naturelle la création de l'Institut; il en est d'autres puisés dans les intérêts matériels du pays, et que nous allons exposer en peu de mots : Quatre choses font aujourd'hui la gloire et la prospérité de Genève : ce sont, premièrement, la liberté complète dont y jouissent les citoyens; secondement, le désir extraordinaire d'instruction qui y anime toutes les classes de la société, et qui fait de l'enseignement de la jeunesse de tous les pays une branche lucrative d'industrie; troisièmement, la brillante pléiade d'artistes qui ont valu droit de cité à l'école genevoise de peinture. Enfin, la fabrique d'horlogerie et de bijouterie, l'une des principales sources de richesse du pays.

« Pour rehausser ces quatre joyaux, pouvait-on faire mieux que de créer un Institut, en tête duquel figure une section des sciences morales et politiques, c'est-à-dire la réunion de toutes les sciences qui enseignent à l'homme à être libre et à se rendre digne de la liberté; qui contient en outre deux sections des sciences naturelles et de la littérature, ayant au nombre de leurs attributions les plus importantes, l'examen et la création de méthodes nouvelles, destinées à faciliter, à accélérer l'enseignement de cette foule de connaissances que tout homme instruit doit posséder; d'un Institut qui constitue dans la Section des Beaux-Arts l'organisateur naturel de brillantes expositions de peinture, de grandes solennités musicales, le conservateur éclairé de bonnes traditions de l'art; d'un Institut, enfin, qui offre à l'industrie, à l'agriculture trop négligée par la science, une sorte de haut jury devant lequel pourront se produire toutes les inventions utiles, se discuter les procédés? Pour arriver à ces résultats, il fallait ajouter à nos anciennes institutions une institution démocratique. Il fallait dans la vieille Genève planter un jeune arbre scientifique qui étendît également son ombre aux riches et aux pauvres, aux anciens et aux nouveaux citoyens, aux philosophes qui ne pratiquent aucun culte comme aux fils de l'Eglise militante, comme aux disciples de Calvin. Il fallait une organisation nouvelle, ne procédant d'aucune compagnie plus ancienne, et dégagée, par conséquent, de l'exclusisme naturel à tous les héritiers de traditions respectables sans doute, mais dont le parfum d'antiquité répugne aux mœurs, aux institutions nouvelles de la Genève démocratique et régénérée.

« Enfin, si les petits États ne peuvent, vu leurs faibles ressources, récompenser le talent aussi largement qu'il le mérite; s'ils ne peuvent donner l'aisance en échange d'une belle découverte ou d'un travail utile, ne doivent-ils pas, avant tout, créer des compagnies composées de l'élite des hommes de science; sociétés

Illustres dont chacun puisse tenir à honneur et à récompense de faire partie en retour des services qu'il aura rendus?

« Cette même exiguité des ressources financières d'un petit État ne permettra pas sans doute de doter l'Institut aussi largement qu'on l'aurait voulu. Cependant nous pouvons, dès l'abord, vous annoncer, Messieurs, que les fonds mis à votre disposition suffiront à la publication de bien des mémoires et à la réalisation de travaux utiles. Si l'Institut donne à la science et aux arts l'impulsion vigoureuse qu'on attend de lui, nous ne doutons pas qu'au prochain budget le Grand Conseil ne s'empresse d'augmenter la somme déjà votée cette année, et que des legs et des donations ne viennent bientôt accroître les ressources dont vous ferez un utile emploi.

« Si ces prévisions se réalisent (et quand vit-on jamais échouer un appel adressé à notre généreuse population au nom de la science et des arts?) une ère brillante datera d'aujourd'hui même pour Genève. De savants mémoires, d'importantes publications porteront au loin le renom de notre pays, tandis que des traités clairs et solides, répandus dans tout le canton, viendront donner une impulsion nouvelle à l'agriculture et à l'industrie.

« Ne pouvons-nous pas aussi espérer de voir l'Institut prendre un jour l'initiative de cours publics, organisés à l'instar de ceux des Arts et Métiers, donnés le soir dans cette même salle et destinés à vulgariser dans les masses les saines doctrines d'économie politique, les procédés les plus importants des arts, les résultats des observations scientifiques, des notions d'histoire naturelle, d'hygiène pratique, la connaissance de l'histoire du pays, etc., etc.

« Ce beau développement de la prochaine réalisation duquel nous ne doutons pas, servira largement à indemniser Genève du tort que pourrait faire à son Académie et à ses établissements supérieurs de l'enseignement, la création de cette Université fédérale, chaque année ajournée, mais aussi chaque année représentée avec plus de ferveur par les partisans de l'unitarisme helvétique. Si cette centralisation devait absorber notre Académie ou la réduire à un rôle tout-à-fait secondaire, il nous resterait au moins une institution vigoureuse, dernier palladium de cette science qui a tant illustré notre patrie.

« En installant la première assemblée générale de l'Institut genevois, nous faisons des vœux pour que les citoyens de la république des lettres et des sciences trouvent dans son sein cette paix, cette fraternité inscrites en tête de tous nos programmes politiques, mais que les luttes sanglantes de la liberté paraissent néanmoins avoir bannies des mœurs publiques des sociétés du dix-neuvième siècle. »

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

Dons faits à la Section dans le courant de l'année 1853.

Catalogue des graines recueillies par le Jardin Botanique de Genève pendant l'année 1852.

Compte rendu du congrès général d'hygiène de Bruxelles; session de 1852.

Travail sur les Matières alimentaires de Paris, par M. Coulier, inspecteur des établissements insalubres du département de la Seine.

Mesures d'hygiène publique, travaux d'assainissement. Bruxelles 1851.

Cours de mécanique industrielle, par J. Poncelet. 1829. (Manuscrit.)

Die essbaren, verdächtigen und giftigen Schwämme der Schweiz. (Des champignons comestibles suspects et vénéneux de la Suisse), décrits par M. J.-G. Trog père, et peints par M. J. Bergner.

- Tous les ouvrages qui précèdent ont été donnés à la Section par le Conseil d'État.

Jahresbericht über die Verwaltung des Medicinalwesens, publié à Zurich en 1852. (Donné par M. Brun.)

Notice sur la colline de Sansan (1851), par Ed. Lartet. (Donné par l'auteur.)

Considérations générales sur les racines des nombres premiers (1852), par M. G. Oltramare. (Donné par l'auteur.)

Description d'une nouvelle espèce de mésange de la Savoie (1852), par J.-B. Bailly. (Donné par l'auteur.)

Dons faits à la Section dans le premier trimestre de 1854.

Actes de la Société Helvétique des Sciences naturelles, réunie à Porrentruy en 1853. — Trente-huitième session. — (Donné par M. Ritter.)

Directions pour la fécondation artificielle des œufs de poissons, publiées à Neuchâtel en 1842. (Donné par M. Viridet.)

Séance du 30 décembre 1853.

Lecture de M. G. Oltramare, professeur. *Recherches sur les Racines primitives des nombres premiers.*

Séance du 27 janvier 1854.

Sur la présentation de M. C. Vogt, Vice-Président, la Section nomme à l'unanimité des membres effectifs présents, M. E. Desor, de Neuchâtel, *membre correspondant* de l'Institut.

Théorie de la Lune.

M. Ritter présente, avec quelques développements, l'analyse d'un mémoire de M. Airy sur la théorie de la Lune et sur quelques éclipses anciennes. Ce mémoire est imprimé dans le dernier volume des Transactions philosophiques de la Société Royale de Londres, qui a paru récemment. — L'auteur, après avoir signalé le peu de confiance que méritent les calculs sur les anciennes éclipses effectués dans le dernier siècle, présente l'Esquisse historique des progrès de la théorie de la Lune depuis l'époque de la publication de la Mécanique céleste. Il rappelle les travaux de Baily et de Oltmanns sur l'éclipse de Thalès, que ces deux géomètres identifient avec celle du 30 septembre de l'an 610 avant Jésus-Christ, en fondant l'un et l'autre leurs calculs sur des tables perfectionnées par l'introduction des inégalités séculaires de Laplace. Le mémoire de Baily contenait un calcul de vérification des éléments admis, fondé sur l'application de ces éléments à la détermination des circonstances de l'éclipse d'Agathocles. Cette vérification semblait manifester une incompatibilité absolue entre les deux éclipses, et Baily arrivait à conclure que la théorie devait être sérieusement modifiée pour réaliser l'éclipse d'Agathocles et que cette modification rendrait impossible l'identification de l'éclipse de l'an 610 avec celle de Thalès. Après ces préliminaires, l'auteur rappelle les résultats des travaux de réduction des observations de la Lune faites à Greenwich de 1750 à 1830, et les deux nouvelles inégalités de la lune découvertes par Hansen, ainsi que les modifications qui en résultent sur les tables de Damoiseau. Il indique ensuite la marche qu'il a suivie dans les recherches qui font le sujet principal de son mémoire. M. Airy considère l'éclipse d'Agathocles comme l'éclipse principale, et dirige son calcul de manière à fixer les circonstances de cette éclipse en attribuant aux inégalités du mouvement de la lune les valeurs qui résultent des travaux an-

térieurs rappelés, et en ne faisant varier que celle de ces inégalités qui paraît la moins exactement connue, et qui peut le plus modifier la trace de l'ombre dans les deux éclipses ; il admet, en conséquence, une variation possible dans l'argument de latitude entre certaines limites. Il discute ensuite d'après les textes comparés de Diodore de Sicile, et de Justin, et d'après les informations qui lui ont été fournies par M. le capitaine Smith, de la marine royale, et par M. Bosanquet, la position qu'occupait la flotte d'Agathocles au moment de l'éclipse ; il fixe cette position à l'entrée du détroit de Messine, en admettant pour son point de débarquement en Afrique, une localité nommée *Alhowareah*, située à l'ouest et au pied du cap Bon, et en supposant qu'Agathocles s'y est rendu en tournant au Nord la Sicile. Après avoir reconnu que l'éclipse du 15 août de l'an 310 avant J.-C. est la seule admissible, il examine les valeurs que l'on doit donner à l'élément qu'il a laissé variable pour rendre l'éclipse totale dans la position fixée, ainsi que les déplacements de la trace de l'ombre occasionnés par des valeurs différentes de cette variation. — M. Airy s'occupe ensuite de l'éclipse de Thalès ou de l'éclipse qui interrompit la bataille qui mit fin à la guerre entre Alyattes, roi de Lydie, et Cyaxares, roi des Mèdes. Une discussion des documents fournis par Hérodote, combinés avec des informations sur le relief de la contrée obtenues par les travaux de Hamilton et par des communications reçues directement de M. P. de Tchihatcheff, permet à l'auteur de restreindre la position possible du champ de bataille dans un espace limité par Méliène, Issus, Iconium, Sardes et Ancyre, en attribuant une plus grande probabilité au voisinage d'Issus. La position de l'éclipse totale ainsi limitée, l'auteur, par la discussion d'un grand nombre d'éclipses survenues avant et après l'an 600 avant J.-C., ne trouve d'admissible que celle de l'an 585 avant J.-C. le 28 mai. La trace de l'ombre totale qui s'accorde le mieux avec la position possible du champ de bataille est celle qui est

fournie par la valeur de l'élément variable qui rend l'éclipse de l'an 310 totale à l'entrée du phare de Messine.

L'auteur s'occupe enfin de l'éclipse qui, suivant Hérodote, effraya l'armée de Xerxès, qui se disposait à partir de Sardes au printemps de l'année dans laquelle eut lieu le combat de Salamine (dont la date habituellement assignée est l'an 480 avant J.-C.). Une seule éclipse de soleil peut s'identifier avec celle-là, c'est celle de l'an 481 avant J.-C., mais elle n'a pas été visible à Sardes. M. Airy pense que le récit d'Hérodote se rapporte plutôt à une éclipse de Lune, et plusieurs des circonstances de ce récit donnent une très-grande probabilité à cette hypothèse. En admettant cette supposition, M. Airy fixe cette éclipse au 14 mars de l'an 479 avant J.-C., à 4 heures du matin; il faudrait, par conséquent, reculer d'une année la date généralement admise pour le combat de Salamine.

Observations sur le charbon de Pernant.

M. Gabriel Mortillet communique à la Section les observations géologiques suivantes sur la mine de charbon de Pernant, en Savoie, qui va être mise en exploitation.

Le gisement de charbon est situé sur la commune d'Arache, entre les hameaux de Pernant et de La Colonne, au fond d'un ravin abrupte qui descend presque verticalement dans la vallée de l'Arve, un peu en amont du village de Magland.

D'après Nicolet, ce gisement se trouve à une latitude de 1228^m au-dessus de la mer. Magland est à 510^m environ, le village de Balme, un peu en aval, étant à 504^m, d'après Beaumont, rectifié par de Candolle. Le charbon se trouve donc à 718^m au-dessus de la vallée de l'Arve.

Voici la coupe que présente la montagne. Elle est prise en montant, par conséquent de bas en haut.

A. Le grand escarpement coupé à pic qui domine Magland et la vallée de l'Arve est formé de Néocomien. Son sommet, com-

posé d'un calcaire solide, gris légèrement brunâtre, fournissant la pierre de taille connue dans le Haut-Faucigny sous le nom de pierre de Magland, appartient au Néocomien supérieur ou Urgonien. On y trouve de nombreux fragments de rudistes et la *Nerinea gigantea* d'Hom. F.

B. Gault ou Albien, déjà au-dessus de l'escarpement, composé de grès noirâtres avec *Ammonites Bouchardianus* d'Orb., *Am. Milletianus* d'Orb., *Opis Hugardiana* d'Orb. et des empreintes de larges fucoides.

C. Senonien, calcaire gris, blanchissant à l'air, à pâte très-fine, à cassure fort esquilleuse, en tout semblable au même terrain de Thônes dans lequel on a trouvé un *Catillus Cuvieri*, et à celui du Grand-Bornand, du Saxonnet et du Reposoir dont la position stratigraphique ne peut laisser aucun doute sur l'époque à laquelle il appartient. Avec *Terebratula semiglobosa* Sow. ?

D. Marne et charbon, ayant une puissance de 2^m,50, contenant un grand nombre de fossiles qui se trouvent disséminés dans toute la hauteur du paquet, tantôt en bas, tantôt au milieu, tantôt en haut, mais rien que dans la marne. Tout à fait au sommet, j'ai remarqué aussi des empreintes de larges fucoides. Ces marnes avec charbon reposent immédiatement sur le calcaire précédent qui sert de plancher à la mine.

E. Grès très-calcaire, fort dur, fort compact, dans lequel on ne voit point de fossiles, ayant environ 15^m. d'épaisseur.

F. Calcaire bleuâtre, contenant des *Nummulites Ramondi*. Identique avec tous les autres calcaires nummulitiques de la Savoie. Pétri de débris organiques en très-petits fragments indéterminables. Puissance 20 à 25 mètres. Il y a passage entre le grès précédent et le calcaire; les couches inférieures de ce dernier contiennent par place des amas plus ou moins considérables de sable agglutiné par le carbonate de chaux.

G. Flisch allant jusqu'au sommet de la montagne. Masse énorme pouvant se diviser de bas en haut en

1° Grès de Taviglianaz dur, solide, tacheté de diverses couleurs et exploité près de là comme pierre réfractaire pour faire les fourneaux de cuisine et les dalles de cheminée.

2° Flisch proprement dit, grès argileux, très-micacés, à couches minces, se désagrégeant très-facilement et se réduisant en petits fragments et en boue.

Tous ces terrains et divisions de terrain sont en stratification concordante, et plongent sous la montagne avec une inclinaison de 14°.

D'après cette coupe, on voit que la marne et le charbon se trouvent entre le calcaire sénonien et le calcaire nummulitique, c'est-à-dire à la base du terrain nummulitique, et immédiatement superposé à la dernière formation secondaire.

Les travaux d'exploration ont été entrepris sur les deux rives du ravin. Sur la rive droite on a pratiqué deux ouvertures se composant de 68^m de galeries, sur la rive gauche il n'y a qu'une ouverture et 85^m de galeries. Ces 153^m de galeries, ayant une largeur de 3 à 5 mètres et dirigés dans divers sens, permettent parfaitement d'étudier le gissement.

Le charbon est intimément lié à des marnes noirâtres et ne forme qu'un tout avec elles. Ce tout, cet ensemble de charbon et de marne, se trouve pris entre le calcaire sénonien qui forme le plancher de la mine, et le grès calcaire solide qui sert de toit et qui forme des assises fort épaisses au-dessus des galeries. L'espace entre le plancher et le toit, rempli par les marnes et le charbon, varie entre 1^m,40 et 2^m,80. Parfois le charbon prend un tel développement, qu'il occupe presque tout l'espace entre le plancher et le toit; d'autres fois, au contraire, il s'amincit et disparaît à peu près pour se développer de nouveau bientôt après. Sur ce point, le charbon et la marne se trouvent complètement séparés, sur cet autre, ils alternent plusieurs fois ensemble. Tantôt le charbon repose sur le plancher, tantôt il est en contact avec le toit. Mais en thèse

générale, le charbon est coupé par un ou deux lits de marne, et se trouve plus près du toit que du plancher. En moyenne, on peut estimer l'épaisseur du charbon à 65 ou 70 centimètres.

Les travaux prouvent que le charbon uni à la marne forme une couche régulière, plongeant sous une inclinaison de 14° du S. 1^h,30' O. magnétique au N. 1^h,30' E. Cette couche a été profondément entamée en forme de fer à cheval par le lit du ravin, de sorte qu'on peut suivre son affleurement sur les deux berges et rechercher le charbon sur plusieurs points à la fois.

Les fossiles se trouvent dans la marne. Ils sont très-abondants en individus, mais peu nombreux en espèces. J'y ai reconnu 1 *Murex*, 1 ou 2 *Natica*, 1 *Eulima*, 3 ou 4 *Cerithium*, 6 ou 7 *Acéphales*, en tout 12 ou 14 espèces. Ces coquilles sont fréquemment déformées et écrasées, ce qui prouve que la couche à charbon a subi une très-forte pression. Le test a passé à l'état spathique, ce qui, chez les acéphales surtout, a un peu modifié l'aspect extérieur, les stries concentriques, par exemple, sont devenues beaucoup plus fortes et plus apparentes.

MM. Renevier et Hébert s'occupent actuellement à déterminer ces fossiles. Ils ont trouvé qu'une partie se rapportait aux espèces des couches supérieures du terrain des environs de Paris.

Le charbon de Pernant est un très-bon combustible. Il peut se ranger parmi les houilles demi-grasses; malheureusement il est un peu friable. Mais son utile emploi dans l'industrie et dans les usages domestiques ne saurait être mis en doute, puisque celui d'Entrevernes, tout à fait analogue, est employé avec avantage depuis longues années. L'exploitation, par la position du gissement, par l'étendue de l'affleurement, par l'épaisseur du combustible, par la solidité du plafond, qui est imperméable et ne nécessite aucun étayage, enfin, par le peu de dureté de la marne associée au charbon, offre les meilleures chances de réussite. Espérons donc de voir sous peu la vallée de l'Arve

dotée d'une nouvelle industrie, qui, en y répandant le bien-être, rendra de grands services à Genève.

Après l'exposé de ce résumé, M. Ritter a demandé quels étaient dans nos environs les étages géologiques qui pouvaient fournir des combustibles.

M. Mortillet lui a répondu que, sans compter la tourbe qui appartient à l'époque actuelle et qui se forme tous les jours dans nos marais, nous avons des combustibles dans six étages différents. Ce sont en commençant par le plus ancien.

1° L'étage anthraxifère, qui contient des fossiles végétaux en tout semblables à ceux du vrai terrain houillier ou carboniférien. Il renferme des couches d'anthracite, houille sèche, brûlant sans flamme, donnant beaucoup de chaleur, mais très-difficile à allumer. C'est une espèce de coke naturel fortement comprimé. Il en existe des exploitations à Taninge et aux Houches dans le Faucigny, sur plusieurs points du Valais, de la Tarentaise et de la Maurienne.

2° L'étage portlandien renfermant parfois, comme à Darbon dans le Chablais, de l'excellente houille grasse, mais qui malheureusement a offert jusqu'à présent de grandes difficultés d'exploitation. On utilise très-avantageusement la même houille dans le canton de Berne.

3° L'étage nummulitique auquel appartient le charbon de Pernant, celui d'Entrevernes et celui qui a été exploité autrefois au Petit-Bornand.

4° L'étage miocène ou de la molasse dans sa partie inférieure, la molasse d'eau douce, comme aux environs de Lausanne, où l'on exploite un charbon de qualité moyenne, mais qui se donne à bas prix.

5° L'étage quaternaire ou les alluvions anciennes, qui fournissent le lignite, espèce de tourbe fossile très-comprimée, dans laquelle on voit de nombreux morceaux de bois aplatis, mais avec tous leurs caractères. Ce lignite est un fort mauvais com-

bustible, parce qu'il dégage en brûlant des vapeurs d'acide pyro-ligneux, vapeurs qui sentent très-mauvais et qui sont très-corrosives. Il s'exploite à Sonnaz et à Servolex dans les environs de Chambéry. Il est très-abondant dans le canton de Zurich, en Vétéravie et dans le département de l'Isère.

6° Enfin, l'étage glaciaire qui exceptionnellement a fourni dans le lit de la Dranse, près de Thonon, un lignite fort terreux, qu'on a essayé, il y a peu d'années, d'introduire à Genève, mais sans succès.

M. Thury, professeur, donne lecture des deux notes suivantes :

1° *Les racines des plantes peuvent-elles absorber l'eau du sol sous forme de vapeur ?*

Dans le mois d'août de l'année dernière, je fis quelques expériences relatives à la question suivante : Les racines des plantes peuvent-elles absorber l'eau sous forme de vapeur qui sature habituellement les interstices du sol, ou bien est-il nécessaire que l'eau s'offre aux racines à l'état liquide pour être absorbée par elles ?

On choisit un bocal cylindrique de verre, haut de 25 centimètres et large de 16. On adapte à ce bocal un couvercle de liège imbibé de cire molle, divisé en deux parties par un trait de scie diamétral, et percé de deux ouvertures : l'une garnie d'un tube de verre étroit et long, destiné à procurer l'accès de l'air sur les racines, sans permettre une évaporation sensible de l'eau du vase ; l'autre au centre du couvercle, destinée au passage de la tige de la plante sur laquelle on devait expérimenter.

On mit d'abord au fond du bocal environ $\frac{1}{2}$ kil. d'eau, puis on plaça le couvercle : on ferma l'ouverture centrale au moyen d'un bouchon de liège, et on pesa avec soin tout l'appareil ; une heure après on le pesa de nouveau, il n'y avait aucune diminu-

tion sensible de poids, et, par conséquent, on pouvait admettre qu'aucune déperdition sensible de vapeur d'eau n'avait lieu par le couvercle, au moins dans l'intervalle d'une heure.

Alors on choisit un hortensia bien portant que l'on dépota avec précaution dans un grand baquet plein d'eau : peu à peu la terre adhérente aux racines se ramollit, se désagrégea, et, par une légère agitation de l'eau, on réussit à dégager entièrement la terre sans endommager les racines. Cela fait, on mastiqua la tige de la plante dans l'ouverture centrale du couvercle de liège. La racine pendait ainsi librement dans l'intérieur du bocal sans toucher ni à l'eau répandue sur le fond, ni aux parois humectées du vase, plongeant seulement dans un air saturé de vapeur aqueuse.

Au bout de 14 heures d'expérience, les feuilles de l'hortensia étaient devenues pendantes, et la diminution totale du poids de tout l'appareil s'élevait à 20 grammes, qui mesurent sensiblement l'évaporation de la plante; mais l'eau du vase n'avait diminué pendant ce temps que de 0 gr. 55, quantité trop faible pour que l'on puisse l'attribuer à une absorption des racines, attendu qu'une petite quantité d'eau doit être employée à compléter la saturation de l'air emprisonné dans le bocal. Afin de s'assurer que la vitalité de la plante n'avait pas été altérée pendant le cours de l'expérience, on ajouta de l'eau dans le bocal jusqu'à ce que la partie inférieure des racines fût immergée : les feuilles ne tardèrent pas à s'étaler de nouveau, et toute la plante reprit et conserva dès lors toute sa turgescence. Au bout de deux jours on démontra tout l'appareil.

On se propose d'étendre incessamment ces expériences à la végétation des orchidées tropicales, dont la croissance possible au milieu d'une atmosphère humide et sans arrosements directs semble assujettie à des conditions spéciales.

Pendant le cours de ces expériences on n'a jamais observé de gouttelettes d'eau qui indiquassent la précipitation directe de va-

peur à la surface des racines. L'appareil était disposé dans une chambre.

2° *Sur la naissance des stipules dans les Phyllodendrons.*

Des considérations morphologiques nous avaient conduit depuis longtemps à soupçonner que les organes connus sous le nom de stipules chez les plantes, étaient, comme les nectaires de Linné, des organes d'origine diverse confondus sous une détermination commune. C'est ainsi que les stipules résultent quelquefois d'une décomposition de la gaine dont la partie moyenne se trouve oblitérée par le pétiole.

Ayant eu dernièrement l'occasion d'étudier des bourgeons de Phyllodendron, aroïdée tropicale, il nous a paru évident que chez ces plantes les stipules ne sont autre chose qu'une forme particulière des feuilles. En remontant de bas en haut sur la tige on trouve successivement : 1° Une stipule en forme de capuchon ou de cône fendu selon une arête, enveloppant toute la jeune pousse et portant quelquefois un bourgeon à son aisselle. 2° Une feuille limbée alterne à la stipule, et située un peu plus haut qu'elle sur la tige. 3° De nouveau une stipule semblable à la précédente et alterne avec elle, et ainsi de suite. Les intervalles compris sur l'axe entre la stipule et la feuille qui suit sont d'abord très-courts relativement à ceux qui séparent la feuille limbée de la stipule placée au-dessus d'elle. Mais ces intervalles se rapprochent de l'égalité à mesure que l'on considère des feuilles plus jeunes.

On ne peut pas dire précisément que les tiges du Phyllodendron produisent alternativement deux sortes de feuilles, parce que dans ce cas chaque feuille stipulaire alternait avec la feuille limbée précédente, au lieu que c'est avec la stipule placée au-dessus qu'elle alterne. Mais on peut dire que chez ces plantes, la feuille se réalise par deux formes foliaires successives.

Séance du 24 février 1854.

M. Gabriel Mortillet a communiqué le *Catalogue des Mammifères de Genève et des environs*.

Mammalia terrestria.

Ordo 1.

Primates.

Sectio 1. Bimana.

Genus Homo, Homme.

1. *H. Caucasicus*.

Notre population appartient en entier à l'espèce caucasique. L'ensemble, surtout les habitants des montagnes, rentre dans la variété *Celticus*, qui est caractérisée par un crâne un peu plus épais, une tête moins forte, des cheveux roux, assez rudes. Cette petitesse de la tête des habitants des montagnes est tellement connue, que les chapeliers font les chapeaux destinés à cette clientèle un point ou deux plus étroits. Des crânes celtiques trouvés dans les balmes de Voreppe avec des objets en silex avaient parfaitement les caractères de ceux de nos montagnards.

V. germanicus, tête plus forte et chevelure blonde, venant du nord de l'Allemagne.

V. arabicus, cheveux noirs, nez aquilin, figure antique. Provenant de colonies de Sarazins qui sont restées dans nos montagnes. Elle se retrouve surtout en Chablais, où des villages entiers en sont formés. Ces villages sont même encore désignés dans le pays par villages de Juifs.

Les Romains, qui ont aussi occupé le pays, doivent avoir laissé des descendants, mais leur race s'est fondue avec les autres, et a formé notre population mixte, qui généralement occupe les villes.

Ordo 2.

Chiroptera, Chauve-souris.

Genus *Rhinolophus*.

2. *R. ferrum equinum* Lin. *unihastatus* Geof.

Genève et toute l'Europe, excepté au Nord et à l'Orient.

3. *R. hippocrepis* Herm. *bihastatus* Geof.

Genève, France, Angleterre, Allemagne, dans les vieux édifices et les cavernes.

G. *Vespertilio*.4. *V. auritus* Lin. Oreillard.

Genève et toute l'Europe.

5. *V. barbastellus* Schreb.

Genève et toute l'Europe, France, Allemagne, Angleterre, Italie.

6. *V. murinus* Lin. Murin.

Genève, France, Italie, Angleterre et Allemagne.

7. *V. noctula* Schreb. *serotinus* Geoff.

Genève, France, Angleterre, Allemagne et Italie septentrionale.

8. *V. serotinus* Schreb. *noctula* Geoff.

Genève, France, Italie, Allemagne.

9. *V. pipistrellus* Schreb. Pipistrelle.

Genève, Europe centrale, France, Allemagne, Angleterre.

10. *V. collaris* Meisner, Schinz.

Mont-Blanc. Espèce douteuse.

Ordo 3.

Bestiæ.

Familia 1. Talpidæ.

Genus *Talpa*.11. *T. Europæa* Lin. taupe.Europe tempérée et septentrionale, Italie supérieure, Genève ; on y trouve la *V. albinos* et la *V. fulva*.

Fam. 2. Soricidæ.

G. *Sorex*, Musaraignes.12. *S. tetragonorus* Herm. Carrelet.

Genève, habite presque toute l'Europe, depuis la Suède jus-

qu'en Italie, et depuis l'Espagne jusque dans la Russie méridionale, Allemagne, Angleterre.

13. *S. Alpinus* Schinz.

Le long des torrents du Mont-Adula, au Saint-Gothard.

14. *S. fodiens* Pall. Musaraigne d'eau.

Genève, presque toute l'Europe, à l'exception du cercle arctique et des contrées méridionales, France, Angleterre, Belgique, Suisse, Allemagne et Russie.

Var. B. Selys (Micromammalogie), un bouquet de poil blanc aux oreilles, Saint-Gervais les Bains.

15. *S. aranea* Schreb. Musette Daub. musaraigne Buff.

Genève, et toute l'Europe centrale et méridionale, France, Allemagne, Italie. Non en Suède et en Angleterre.

16. *S. leucodon* Herm.

Étrembières près Genève, le nord-est de la France, l'ouest de l'Allemagne, Metz, Strasbourg, Lyon, Tubinge.

Familia 3. Erinaceidæ.

Genus Erinaceus.

17. *E. Europæus* Lin. Hérisson.

Genève et à peu près toute l'Europe.

Ordo 4. Feræ.

Familia 1. Ursidæ.

Genus Ursus.

18. *U. arctos* Lin. L'Ours.

Grande-Chartreuse, montagnes près d'Annecy, Jura français et vaudois, même au Salève près Genève. Les montagnes et les forêts d'Europe, Suisse, Russie, Suède. Ceux d'Espagne et des Pyrénées appartiennent, dit-on, à une variété.

G. Meles.

19. *M. taxus* Schreb. *Europæus* Lin. Blaireau.

Environs de Genève, vallée du Grand-Bornand, et presque toute l'Europe.

Familia 2. Felidæ.

Genus Canis.

20. *C. lupus* Lin. Loup.

Toute la Savoie, commun en Maurienne, rare en Faucigny et en Chablais, et toute l'Europe, moins l'Angleterre, où il a été détruit.

21. *C. vulpes* Lin. Renard.

Toute la Savoie, le Jura et l'Europe, excepté l'Italie méridionale.

22. *C. alopex* Lin.

Savoie et Europe centrale; n'est peut-être qu'une simple variété du précédent à bout de queue noire.

Genus Felis.

23. *F. lynx* Lin. Lynx.

Montagnes de la Maurienne, environs d'Annecy et de Saint-Gervais les Bains, même au Salève, dans le Valais, la Suisse, l'Allemagne, les Pyrénées.

24. *F. catus* Lin. Chat sauvage.

Le Jura près Genève, à Dully canton de Vaud. En France, en Allemagne.

Genus Mustela.

25. *M. martes* Lin. Marte.

Environs de Genève, Faucigny et toutes les forêts d'Europe.

26. *M. foina* Lin. Fouine.

Genève, Faucigny, environs de Chambéry.

V. albida, blanchâtre dans les environs de Genève.

V. albinos, au Jura.

27. *M. putorius* Lin. Putois.

Environs de Genève et dans toute l'Europe tempérée et méridionale.

28. *M. erminea* Lin. Hermine.

Environs de Genève. Blanche en hiver, rousse en été, toujours

le bout de la queue noire. Europe boréale et tempérée, depuis la Laponie jusqu'aux Alpes.

29. *M. vulgaris* Linn. Belette.

Genève, toute la Savoie et toute l'Europe.

Genus *Lutra*.

30. *L. vulgaris* Erxl. Loutre.

Genève, environs d'Albertville, et au bord des eaux douces de toute l'Europe.

Ordo 5. Glires.

Sectio 1. Claviculati.

Familia 1. Castoridæ.

Genus *Arvicola*, Campagnols.

31. *A. terrestris* Lin. Schermaus.

Genève, Vétraz Savoie, Zurich, toute la Suisse et l'Allemagne occidentale. Cette espèce semble exclure l'*A. amphibius* Lin. qui se trouve dans tout le reste de l'Europe, et non dans la région occupée par le *terrestris*.

32. *A. arvalis* Gm. Campagnol de Buffon.

Très-abondant sur les talus des fortifications de Genève, se trouve dans toute la France, la Belgique, l'Angleterre, et, à ce qu'il paraît, dans toute l'Europe, à l'exception de l'Italie. Il s'étend jusqu'à l'ouest de l'Obi en Sibérie.

33. *A. duodecim-costatus* Selys.

Environs de Genève et environs de Montpellier. N'a que douze paires de côtes au lieu de quatorze. On ne le connaît qu'en squelette.

34. *A. rufescente-fuscus* Schinz.

35. *A. Noyeri* Schinz.

Ces deux espèces se trouvent dans les Alpes suisses; il est probable qu'on les rencontrera dans les Alpes savoisiennes.

36. *A. nivalis* Martins.

Montagnes de Chamounix et Alpes suisses dans les plus hauts chalets.

Familia 2. Muridæ.

Genus Arctomys.

37. *A. marmota* Lin. Marmotte.

Chablais, Diablerets, vallée de Chamounix, Haute-Maurienne. Les Alpes de Suisse, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne méridionale.

Genus Sciurus

38. *S. vulgaris* Lin. Écureuil.

Forêts des environs de Genève, du Faucigny, du Genevois et de toute l'Europe tempérée, France, Allemagne. Varie énormément de couleur.

39. *S. Alpinus* F. Cuv. ou *Pyrenaicus*. Écureuil noir.

Dans le Faucigny et les environs de Genève, mêlé avec le précédent, dont il n'est très-probablement qu'une simple variété, dans les Alpes suisses et les Pyrénées.

Genus Myoxus.

40. *M. glis* Lin. Loir.

Bois des Alpes et du Jura aux environs de Genève, Europe méridionale et tempérée, France et Italie.

41. *M. nitela* Lin. Léroty.

Bois des Alpes et du Jura aux environs de Genève, Europe méridionale et tempérée, France, Allemagne, Italie.

42. *M. avellanarius* Lin. Muscardin ou cassenoisette.

Genève et toute l'Europe.

Genus Mus. Rats.

43. *M. decumanus* Pall. Surmulot.

Genève, toute l'Europe et presque tout le globe, transporté par le commerce ; originaire de l'Inde et de la Perse.

44. *M. rattus* Lin. Rat de Buffon.

Genève et toute l'Europe, excepté l'Italie méridionale et l'An-

gleterre où il a été détruit, apporté par le commerce en Europe seulement depuis le moyen-âge.

45. *M. leucogaster* Pictet.

Lancy, Eaux-Vives, Verrier, aux environs de Genève, midi de la France ?

46. *M. musculus* Lin. Souris.

Genève, Chambéry, toute l'Europe et presque tout le globe.

V. albinos, Genève.

47. *M. sylvaticus* Lin. Mulot.

Environs de Genève, Alpes et toute l'Europe, ainsi que la Sibérie.

Sectio 2. Inclavicolati.

Familia Leporidae.

Genus Lepus.

48. *L. variabilis* Pall. Lièvre blanc.

Alpes du Vallais, du Faucigny et de la Maurienne, Suisse et dans l'Europe du Nord.

49. *L. timidus* Lin. Lièvre.

Environs de Genève, toutes les plaines et les basses montagnes de la Savoie, et toute l'Europe moins les Alpes et le Nord.

Ordo 6. Pecora.

Familia Bovidae.

Genus Capra.

50. *C. ibex* Lin. Boucquetin.

Sur les sommités des hautes Alpes du Vallais et de la Savoie, en Suisse ; dans les monts Carpaths.

Genus Antilope.

51. *A. rupicapra* Lin. Chamois.

Sur toutes nos Alpes. Dans les Pyrénées, où le pelage est un peu différent, on nomme cet animal Ysard.

Familia Cervidae.

Genus Cervus.

52. *C. elaphus*. Cerf.

Autrefois habitait la Savoie, ne se montre plus qu'accidentellement en Maurienne. Presque de toute l'Europe.

Nous terminons là notre liste, bien qu'on puisse encore ajouter le *Cervus dama* Lin. ou Daim, le *Cervus capreolus* Lin., ou Chevreuil, et le *Sus esroffa* Lin., ou Sanglier, qui ont habité la Savoie et les environs de Genève autrefois, et qui y ont été détruits.

Section des Sciences morales et politiques.

Dans sa séance du 5 janvier 1854, la Section des Sciences morales et politiques, considérant les fortes dépenses occasionnées par la gravure des planches du premier volume des Mémoires de l'Institut, décide de faire l'abandon de la moitié de son allocation particulière (c'est-à-dire de 300 fr.) en faveur du compte de publication des Mémoires. Le compte des dépenses et le budget particulier de la Section sont approuvés. La perception de la cotisation annuelle, fixée à 5 fr., a lieu immédiatement.

Il a été procédé, dans cette même séance, à la nomination de membres correspondants, Ont été élus, MM. Bouillier, doyen de la Faculté des lettres de Lyon, correspondant de l'Institut de France, auteur d'une histoire du Cartésianisme, et M. Alfred de Terrebonne, ancien député, auteur de plusieurs ouvrages sur le Dauphiné, d'une histoire de Bayard, et qui

s'occupe depuis longtemps d'une histoire des royaumes de Bourgogne-Jurane et de Provence.

M. Hornung, professeur à Lausanne, ancien honoraire, est nommé correspondant.

Dans la séance du 24 février, la Section a élu membres correspondants, MM. L. Lamothe, secrétaire de la Commission des monuments et documents historiques du département de la Gironde, auteur de plusieurs ouvrages d'archéologie ; J. Trouillat, éditeur du Recueil des Documents historiques de l'ancien Évêché de Bâle, maire et archiviste à Porrentruy (canton de Berne).

M. le professeur Gaullieur, secrétaire, a lu un mémoire sur la carrière politique de Charles Bonnet, le célèbre naturaliste Genevois, sur la part qu'il prit aux affaires publiques de sa patrie comme membre du Conseil des Deux-Cents, depuis l'année 1752 à l'année 1768, et surtout sur ses relations avec l'illustre Bernois, Albert de Haller, pendant que celui-ci était chargé par le gouvernement de sa patrie de suivre les négociations avec Zurich et avec la France durant la médiation à laquelle donnèrent lieu les troubles de 1767 à 1768. Des lettres inédites de Charles Bonnet à Haller servent à jeter du jour sur un côté de la lutte entre les représentants et les négatifs qui n'est pas présenté dans les innombrables brochures qui parurent à cette époque. Il résulte de cette correspondance que les principes qui présidèrent à la grande révolution française de 1789 travaillaient déjà Genève vingt ans auparavant, et que l'expérience faite par la petite république fut comme un préliminaire, un avant-coureur et un essai de l'application de ces idées, nées directement à Genève du *Contrat Social* de J.-J. Rousseau, à la France et à d'autres grands pays.

M. Édouard Raoux, professeur de philosophie à l'Académie de Lausanne et membre correspondant, a envoyé un mémoire dont nous donnons le titre et le contenu :

PHILOSOPHIE DE L'ÉDUCATION, OU DE LA RÉFORME PÉDAGOGIQUE
BASÉE SUR LES LOIS DE L'ANTHROPOLOGIE.

Le manteau riche et brillant de la civilisation moderne recouvre des douleurs et des misères physiques et morales, niées obstinément par les uns, oubliées par les autres et faussement jugées par un grand nombre; douleurs et misères dont la progression croissante déchire le cœur et effraie l'imagination. Si la *fausse philosophie*, celle qui s'épuise dans des recherches stériles et s'obstine à tourmenter, depuis des siècles, des abstractions creuses et des problèmes insolubles; si cette froide et hautaine sagesse a des yeux pour ne point voir, et des oreilles pour ne point entendre ces tristes réalités de l'existence de la *vraie philosophie*, celle qui ne met pas sous ses pieds le sens commun, la sympathie, les besoins et les aspirations légitimes de l'humanité, s'émue en présence de tant de désordres, et travaille sans relâche à les prévenir et à les combattre.

Elle entend le cri de l'opprimé, la plainte du pauvre, et les justes réclamations de ces milliers de créatures humaines qui manquent à la fois du pain du corps et du pain de l'âme, et dont la douloureuse existence tourne depuis tant de siècles dans le cercle fatal de la *misère*, de l'*ignorance*, du *vice*, de la *maladie* et de la *superstition*.

Elle ne nie pas le mal pour se dispenser de le secourir; elle ne calomnie pas le misérable pour avoir un prétexte de l'oublier; elle ne regarde pas l'humanité au travers du prisme trompeur d'une coterie, d'un parti, d'une secte, d'une caste, d'une utopie, ou de quelque doctrine étroite, exclusive et passionnée; mais elle cherche à *prévenir* et à *combattre* le mal sans haine aveugle, ni engouement pour le *passé*, sans illusion, ni crainte puérile au sujet de l'*avenir*.

C'est dire que la *vraie philosophie* s'efforce de se mettre au-dessus des partis politiques et religieux, et de s'affranchir des

mille préjugés qui passionnent les classes, les corporations, les sociétés les unes contre les autres, pour chercher la solution du grand problème du *mal physique* et du *mal moral* dans l'étude consciencieuse des faits et des lois de la *nature humaine*.

La *science anthropologique* complète et non mutilée, réelle et non imaginaire, puisée dans la réalité et non dans les vaines abstractions de cerveaux plus érudits que sensés, voilà la véritable base de toutes les critiques, de toutes les institutions et de toutes les réformes politiques et sociales.

Qu'est-ce en effet que le *bien* de l'homme? L'*accomplissement de sa destinée* ou du but pour lequel il a été placé sur cette terre. Or, cette fin suprême de notre existence, cette destinée, ce but de la vie, ne sont-ils pas écrits par le doigt même du Créateur, dans les *besoins normaux*, les aspirations légitimes, les tendances, les instincts de la nature humaine, c'est-à-dire dans les *lois de l'anthropologie*.

C'est donc à cette science qu'il faudra s'adresser :

Pour savoir en quoi consiste le *bien* et le *mal* de l'homme, et pour découvrir les meilleurs *moyens* d'atteindre le premier et de combattre le second.

Pour apprécier la valeur des doctrines *morales*, *pédagogiques*, *politiques et sociales*, soit anciennes, soit modernes.

Pour distinguer ce qui dans ces diverses doctrines et dans leurs applications pratiques, doit être *conservé*, *modifié*, *réformé* ou *aboli*.

En un mot, pour déterminer rationnellement les conditions *internes et externes* du bien et du bonheur, et l'importance relative des moyens *individuels* et des moyens *sociaux*.

A ce dernier égard, la véritable anthropologie condamnera les deux écoles exclusives qui veulent guérir toutes les plaies de l'humanité, soit par le seul emploi des *moyens individuels*, soit par les seules *réformes économiques et sociales*.

En effet, quelque force physique et morale que l'on veuille

supposer chez un homme, il ne saurait être que par exception *bon et heureux* s'il se trouve dans un *MILIEU* par trop défavorable.

Réciproquement, quelque considérable que soit l'influence du *MILIEU* dans lequel un homme se développe, ce milieu ne pourra aussi qu'exceptionnellement lui donner des qualités ou des facultés qui lui auront été complètement refusées par la nature.

Mais si la *nature* et le *milieu* physique et moral sont les deux conditions essentielles du bien et du bonheur, il est incontestable que la plus grande part d'influence appartient à la seconde. C'est ce que prouvent, jusqu'à l'évidence, les différences extraordinaires qui existent, au *physique* et au *moral*, entre les habitants de notre globe, suivant les climats, les lois, les religions, les mœurs, l'éducation, les institutions politiques, sociales, économiques, etc., des pays où ils vivent. Les besoins, les instincts primitifs, les aspirations, les facultés, les tendances originelles ou natives, sont évidemment *les mêmes* dans la nature humaine, qui a ses *lois permanentes* et *universelles*, comme toutes les autres parties de la création; et, cependant, quelles modifications profondes les divers *milieux* ne font-ils pas subir à ces lois primordiales, et de quelle prodigieuse diversité de goûts, d'aptitudes, de tendances, de qualités, de défauts, de vertus et de vices ne sont-ils pas la principale cause?

De même, en effet, qu'il y a pour le corps une *absorption* physique qui lui fait subir toutes les influences extérieures, de même il y a pour l'âme une véritable *absorption morale*, qui par l'exemple, l'imitation et divers autres moyens, fait pénétrer en elle insensiblement, et sans qu'elle s'en aperçoive, tous les éléments du *milieu* où elle vit.

Avec le temps, on greffe à peu près tout ce que l'on veut sur la cervelle humaine, et il est même à remarquer que les *erreurs*, les *préjugés*, les *superstitions* et le *vice* s'y développent mieux et plus promptement que le *vrai* et le *bien*.

Nous concluons de tout ce qui précède, que, sans oublier les *moyens individuels*, on devra, pour combattre efficacement les maux et les misères qui accablent l'humanité, porter tout spécialement son attention sur le *milieu physique et moral*, c'est-à-dire sur les institutions *économiques, politiques, sociales, religieuses, judiciaires, pédagogiques*, etc.

Mais bien que les conditions *externes* du perfectionnement et du bonheur soient toutes importantes, soit en elles-mêmes, soit par leurs influences réciproques, elles ne le sont cependant pas au même degré. La raison et l'expérience s'accordent pour proclamer l'incontestable supériorité des *moyens pédagogiques*, attendu qu'ils contiennent au fond tous les autres, pourvu qu'on ait la patience d'attendre leur éclosion.

Il est évident, en effet, que lorsque les nouvelles générations se trouveront modifiées et changées par l'influence d'une *éducation* physique et morale plus rationnelle, et *plus conforme aux lois de l'anthropologie*, elles éprouveront tout naturellement le besoin et même la nécessité de modifier aussi leurs institutions *économiques, sociales, religieuses*, etc., afin de les mettre en harmonie avec leurs nouvelles tendances, leurs nouvelles opinions, leur nouveau développement.

En sorte que toutes les réformes et tous les changements qui seront opérés sur le *terrain pédagogique*, produiront infailliblement, mais avec le temps nécessaire, des réformes et des changements correspondants dans les théories *économiques* et *sociales*, et, en général, dans les institutions et dans les faits qui constituent ce que l'on pourrait appeler le *milieu physico-moral*.

Et comme une première réforme de l'éducation produirait nécessairement, outre les heureux résultats dont nous venons de parler, des *réformes ultérieures* et plus complètes sur l'éducation des générations suivantes, et que cette dernière réagirait à son tour avec plus de puissance sur les autres institutions, on peut se former une idée de la *progression croissante* de bien et

de bonheur qui résulterait nécessairement de sages *réformes pédagogiques*.

C'est dire implicitement que l'éducation est *progressive* comme tout ce qui est humain, que les doctrines pédagogiques ne se forment pas de toute pièce, et ne sortent pas du cerveau de l'homme comme jadis Minerve de la tête de Jupiter, mais qu'elles se perfectionnent lentement, en proportion directe avec les progrès si lents aussi de la *science anthropologique*.

La *philosophie de l'éducation* est donc aussi éloignée que possible de l'irrationnelle prétention de présenter un *système achevé, complet*, et de fermer le cercle des recherches ultérieures. — Elle se propose seulement de rattacher la pédagogie à sa véritable *base*, de fixer définitivement son *but* et sa *méthode*, et de combattre, par son moyen, quelques-unes des *causes* les plus ordinaires des maux de l'humanité, causes dont les principales sont :

La faiblesse physique et la maladie.

L'ignorance et le vice.

La paresse et l'oisiveté.

Les mauvais conseils et les mauvais exemples.

Contre de pareils ennemis du *bien* et du *bonheur*, des individus et des sociétés, des moyens réellement efficaces ne pourront se trouver que dans ceux qui sont fournis par *l'éducation*. Il faudra commencer la lutte aux premières heures de la *naissance*, et même longtemps *avant*, lorsque la chose sera possible. Plus tard, le mal sera fait, et ne sera que trop souvent *incurable*.

En éducation comme en médecine, *l'hygiène* est presque tout, *la thérapeutique*, presque rien.

A cet égard, on pourrait dire avec beaucoup de vérité, que *l'éducation est l'hygiène des maux de l'humanité*, et que les autres moyens plus prompts, auxquels le besoin, l'impatience et la douleur font souvent recourir, en sont la *pharmacie* et la *chirurgie*.

Il est vrai que les moyens pédagogiques sont *lents* à porter leurs fruits. Il faut *attendre* une ou plusieurs générations. Mais celui qui jette un noyau en terre a-t-il besoin d'une moins grande patience pour attendre le fruit de l'arbre ou le bois de la forêt ? Dans l'un et l'autre cas, c'est une *loi de la nature*, et contre ces lois-là, toute plainte est au moins inutile.

D'ailleurs, l'expérience n'a-t-elle pas suffisamment démontré que les moyens prompts, violents, injustes, n'ayant en vue que le *présent* le plus immédiat, aggravaient souvent le mal, frappaient un grand nombre d'*innocents*, et compromettaient l'*avenir*. Tant que chaque génération s'obstinera à ne voir qu'elle-même, à ne penser qu'au *présent*, et à dire comme un roi de France : « Après moi le déluge ; » elle sera punie de son *égoïsme* par l'augmentation de ses besoins et de ses souffrances, et l'humanité tournera éternellement dans le même cercle de douleurs et de misère.

Remarquons enfin que les réformes pédagogiques sont *compatibles avec toutes les formes de gouvernement*, et se prêtent, mieux que toutes les autres, aux mesures de *transition* propres à éviter un passage trop brusque d'un milieu mauvais à un autre qui le serait moins.

Avant d'énumérer ces *réformes*, en critiquant le présent et en proposant des moyens de préparer un meilleur avenir, indiquons sommairement la nature de la *base* que nous entendons leur donner.

« L'homme n'est ni ange ni bête, a dit Pascal, et qui veut faire l'ange fait la bête. » Cette parole profonde, qui est la double condamnation de l'*anthropologie mystique* et de l'*anthropologie matérialiste*, représente assez bien le côté négatif de notre doctrine. Nous repoussons donc, comme des bases aussi fausses que dangereuses pour l'éducation :

Les *anthropologies matérialistes*, parce que la science et le sens commun, le sentiment et l'histoire, proclament hautement la

dualité humaine, l'existence d'une force libre, morale, raisonnable, qui *ne périt pas avec le corps*, et qui ne peut accomplir dans ce monde qu'une petite partie d'une destinée dont l'*idéal* est par de là les ombres du tombeau ;

Les *anthropologies mystiques*, parce que nous avons été placés sur cette terre, non pour *rêver*, mais pour *agir* ; non pour tomber en *extase*, mais pour *travailler* ; non pour attendre les bras croisés et les yeux au ciel les faveurs de la Providence, mais pour chercher à nous en rendre dignes par l'accomplissement de nos *devoirs* envers nous-mêmes, envers nos semblables et envers l'Auteur de nos destinées.

Enfin, les *anthropologies idéalistes, fatalistes, panthéistes*, et toutes celles qui, ne tenant compte que d'une *partie* de la réalité, *mutilent* la nature humaine et portent une main téméraire sur l'œuvre de Dieu.

Aux naturalistes et aux physiciens qui ne croient qu'à l'*anatomie* et à la *physiologie*, nous répondons avec les faits et les lois incontestables de la *psychologie*.

Aux théologiens et aux philosophes qui ne voient que la *psychologie*, nous opposons les faits et les lois de la *somatologie* ou de l'*organologie*.

Aux uns et aux autres, nous rappelons les *rapports* nombreux et trop oubliés des deux éléments dont l'homme réel et vivant est composé, et surtout l'*influence* prodigieuse de l'âme sur le corps et du corps sur l'âme.

C'est donc dans la réunion des trois sciences du *corps*, de l'*âme* et de leurs *rapports*, que nous faisons consister la *véritable anthropologie*, celle qui, selon nous, doit servir de base à toute critique, à toute réforme et à toute institution pédagogique.

M. le professeur *Gaullieur* a soumis à la Section quelques objets d'art ou d'antiquité, récemment retrouvés ou rendus à la vue des curieux et du public, et qui intéressent l'histoire de Genève ou des environs.

1° A Nyon, l'ancienne colonie romaine de *Nevidunum*, la cité équestre (*civitas equestris*) de l'empire romain, et le chef-lieu du comté des Équestres sous les rois du premier royaume de Bourgogne et dans la première période du moyen-âge, on a retrouvé dans la partie basse de la ville, en appropriant un local destiné à une brasserie, une belle tête en marbre blanc représentant un homme barbu. Cette figure, qui paraît être celle de quelque personnage important, et non point une simple cariatide ou un ornement d'architecture, est d'un beau travail et très-bien conservé. L'expression de la tête est fort belle et caractéristique; elle atteste un travail de la bonne époque de la sculpture romaine.

Cette tête a été déposée dans le vestibule du château de Nyon, où déjà la municipalité de cette ville avait fait récemment placer et restaurer un pavé en mosaïque, noir et blanc, trouvé sur l'emplacement de l'ancienne colonie romaine.

Au-dessus de Nyon, dans la propriété de M. de Saint-Georges, on a trouvé récemment une très-petite statuette en bronze de Vénus, d'un travail romain assez médiocre.

Près de Morges, dans le voisinage de l'ancienne voie romaine de l'Étraz (*Via Strata*), un vigneron, en labourant une vigne, a amené au bout de son fossoir une statuette de Mars du plus beau travail et de la plus belle conservation. Le casque, la cuirasse, l'armure en général sont d'un fini et d'une élégance remarquables. L'outil du vigneron a heureusement pénétré entre le corps et le bras gauche de la statuette, qui n'a pas été endommagée. Le bras droit élevé tient la lance, attribut de Mars. Ces petites statues de bronze des divinités romaines faisaient partie des *Laraire*s ou chapelles domestiques et portatives que les militaires portaient avec eux dans leurs stations.

En Vallais, on a trouvé près de Brieg deux paires de bracelets de bronze antique d'un travail curieux et très-intacts, un poignard avec un manche du même métal, une fibule ou grande

aiguille d'une dimension extraordinaire, et quelques autres objets. Non loin de nos frontières, à Albins près d'Aix en Savoie, on a déterré deux anses de vases aussi en bronze. La plus petite de ces anses figure une tête d'éléphant, et la plus grande est terminée par des ornements en feuillage.

2° M. Kühn, antiquaire à Genève, a acquis en Vallais une croix émaillée destinée à être portée en tête de processions, et qui était destinée à cet usage dans une église de ce Canton. Cette croix, dont les émaux opaques sont rouges, bleus et blancs, entremêlés d'ornements dorés, figurant des feuilles de chêne avec leurs glands et des arabesques, paraît être d'un travail byzantin. Le Christ, d'environ cinq pouces de hauteur, a tous les caractères de l'art de cette époque, de même que les attributs de deux des évangélistes qui ont été conservés. Ce qui donne à cette croix, dont les branches et l'extrémité supérieure se terminent en forme de fleurs de lys, comme cela se voit dans divers ornements de notre moyen-âge roman, un intérêt particulier pour nos contrées romandes, c'est le médaillon que l'on voit sur le côté opposé au Christ. Ce petit médaillon doré, entouré d'une bordure originale et d'un travail repoussé, représente la Sainte Vierge couronnée tenant l'enfant Jésus dans ses bras, assise sur un trône richement orné et surmonté d'un dais. Autour du médaillon on lit cette inscription : NOSTRE DAME DE LAUSANE. Ces mots veulent-ils dire que cette croix faisait partie de l'ancien trésor de la cathédrale de Lausanne, qui contenait des richesses dont l'énumération nous est restée dans d'anciens inventaires ? On sait, d'un autre côté, que Notre-Dame de Lausanne avait dans toutes les contrées des bords du Léman un culte populaire. Elle était l'objet de la vénération et des prières des agriculteurs. Encore, à l'heure qu'il est, la fête de Notre-Dame est célébrée sur la rive savoisiennne et même sur la rive vaudoise du lac de Genève avec une dévotion particulière. Ce jour est resté un jour à peu près férié dans le canton de Vaud.

Les campagnards se rendent encore en grand nombre dans l'église cathédrale de Lausanne pour faire des invocations mentales, ou pour obtenir la bénédiction de la Notre-Dame de Lausanne sur leurs semailles et les fruits de la terre. L'inscription et le médaillon dont nous avons parlé pourraient se rapporter à ce culte populaire et qui a survécu, dans la tradition, à la révolution opérée par la Réforme du seizième siècle.

3° On a rapporté de Savoie à Genève un portrait en buste, peint à l'huile sur toile et de grandeur naturelle, représentant *Pierre de la Baume-Montrevel*, qui prit possession du siège épiscopal de Genève en 1523. On sait que ce fut sous l'épiscopat de ce prélat qu'eut lieu la révolution de Genève qui amena, en 1535, le changement de religion. Pierre de la Baume se retira dans son abbaye de St-Claude, puis à Arbois. Le pape le créa cardinal pour l'indemniser de ses tribulations, et peu après il le pourvut de l'archevêché de Besançon. Il mourut à Arbois en 1544. Le portrait dont nous parlons porte cette inscription : « ILLUSTRISSIMUS ET REVENDISSIMUS DOMINUS PETRUS CARDINALIS ABAUMA GEBEN-
« NENSIS EPISCOPUS 1537. » Au-dessus de cette inscription sont les armes de ce prélat surmontées du chapeau de cardinal. Le fond de l'écu est d'or, traversé diagonalement d'une bande noire ou de sable, ondée ou vivrée. La figure est celle d'un homme d'environ quarante-cinq ans ; elle annonce un caractère ingrat et répond assez bien à tout ce que l'histoire nous dit de cet évêque, dont le rôle dans nos annales n'est pas brillant. « Il ne se souciait, dit Bonivard, ni du duc de Savoie ni de ceux de Genève, mais seulement de bien remplir sa bourse pour la vider joyeusement après. Il comptait y parvenir, mieux par la guerre que par la paix, car on dit communément qu'il fait beau pêcher en eau trouble. Il pensait que les Genevois n'auraient guère de chagrin d'être esclaves, pourvu qu'ils ne le fussent pas du duc de Savoie. Mais les Genevois ne voulaient l'être ni du duc ni de l'évêque. »

4° M. Gaullieur a présenté la plus ancienne vue gravée de la ville de Genève. Elle fait partie d'un volume publié à Venise en 1490, intitulé : *Supplementum Chronicarum* du frère Jacques Philippi de Bergame. C'est un recueil de chroniques dans le genre de la *Mer des Histoires* ou du *Fasciculus Temporum*, commençant à la création et finissant en 1480. La vue de Genève, gravée grossièrement en taille de bois et de petite dimension, est figurée à la page 126, au chapitre qui traite de l'empereur Aurélien, prétendu fondateur de la colonie aurélienne des Allobroges (*Aurelia Allobrogum*). On y voit distinctement l'enceinte de la ville avec ses tours et ses principaux bâtiments, entre autres l'église de Saint-Pierre. Le Bourg-de-Four est représenté ayant encore sa ceinture particulière de murailles. Un pont à trois arches fait communiquer la Cité proprement dite avec la tour dite de Jules César et le quartier de Saint-Gervais qui a l'aspect d'un village ou d'une réunion d'habitations rurales. On n'en aperçoit au reste que l'extrémité au bord de l'eau.

On lit à côté de cette gravure primitive une description intitulée *GENEVA CIVITAS SABAUDIE*.

Il est dit dans cette légende que Genève, ville très-illustre des Allobroges ou Savoisiens, fut fondé par l'empereur Aurélien l'année 276 de l'ère chrétienne. « Située à l'extrémité du territoire des Helvétiens, ses murailles sont baignées par le lac « appelé *Léman* ou *Lusitanien*. Le Rhône sort de ce lac avec « impétuosité et un pont très-célèbre dans l'histoire est jeté « d'une rive à l'autre. Par sa grandeur, sa beauté et sa population, on peut dire que c'est la capitale et le plus grand « marché de la province. Ses foires, très-célèbres et très-fréquentées, lui valent des richesses considérables (*ad quam civitatem propter frequentes nundinas innumerabiles deferuntur divitiæ*). Elle obéit maintenant au duc de Savoie et elle a produit plusieurs hommes illustres, au nombre desquels il faut « placer saint Maximin, confesseur de la foi, et Anianus, évêque

« de la ville, homme d'une science et d'un érudition admirables. » Il n'est pas besoin de faire observer que les données historiques des chroniques de ce genre n'ont pas grande autorité. Ainsi la fondation de Genève par Aurélien est reléguée parmi les fables; les listes les plus complètes des évêques de Genève ne font pas mention d'Anianus; peut-être faut-il lire *Aridanus*, vingtième évêque d'après le catalogue de la Bible de saint Pierre. S. Maxime, neuvième évêque d'après cette même liste, souscrivit au concile d'Épaone vers 517 : « *Maximus in Christi nomine Episcopus civitatis Gevenensis.* »

5^e M. Gaullieur a enfin présenté à la Section une copie réduite d'un grand tableau d'église provenant d'une paroisse des environs de Sallanches, qui de là a passé à Chambéry par l'intermédiaire de Mgr l'évêque d'Annecy, et qui est pour le moment à Genève. Il paraît avoir une origine genevoise, ou du moins avoir été commandé par un citoyen de Genève, dans la seconde moitié du quinzième siècle, à un peintre qui était loin d'être sans mérite, soit qu'il fût Italien, soit qu'il appartînt à l'Allemagne ou à la Flandre, comme le veulent quelques connaisseurs. Le citoyen en question s'appelait *Pierre Rup*, comme le témoigne cette inscription placée sur une bande transversale et écrite en caractères gothiques au haut du tableau : † « HANC TABULLAM * FECIT * FIERI * PETRUS * RUP * CIVIS * ET * MERCATOR * GEBENAR *. » Ce Pierre Rup, ou Ruep, était probablement un fils ou un parent de Jacques Ruep que l'on trouve désigné, dans l'inventaire des biens des Genevois qui fut fait à l'époque des guerres de Bourgogne (1474) pour payer la rançon de Genève aux Suisses, sous cette dénomination : « *Jacobus Ruep, Pelliparius.* » Ce Jacques Ruep, pareur ou apprêteur de peaux, demeurait près de la Corraterie, quartier affecté à cette industrie. Le tableau que Pierre Rup dédia aux saints, pour lesquels il avait, à ce qu'il paraît, une vénération particulière, nous le montre à genoux, couvert des vêtements d'un riche bourgeois du quin-

zième siècle. A côté de lui sont debout, en allant de droite à gauche dans des compartiments séparés, saint Pierre, saint Jean-Baptiste, saint Blaise et saint Étienne avec leurs attributs. La dévotion à ces saints était très-populaire dans les contrées romandes. Ces figures sont peintes avec une expression remarquable. Au-dessus, et dans une seconde ligne de compartiments plus petits, sont les images à mi-corps de la sainte Vierge, de saint Antoine, de sainte Catherine et d'un autre saint revêtu d'un riche vêtement épiscopal. Enfin, au haut du tableau, et dans un troisième étage de compartiments qui se terminent par des ornements flamboyants, on voit, sur un fond noir, des anges, au nombre de huit, suspendus dans l'air et qui forment un concert céleste en jouant de divers instruments antiques et modernes.

En examinant bien cette ancienne peinture, divisée en compartiments séparés par des ornements d'architecture gothique, on est porté à croire que, dans l'origine, les tableaux d'église, du genre de celui-ci, appartenant à la peinture primitive, ont été calqués ou copiés sur des figures sculptées encadrées dans des édifices, et que sans doute la dévotion publique avait consacrés jadis. L'imitation de la nature semble être pour peu de chose, en effet, dans les tableaux tels que celui que nous décrivons. Au contraire, cette peinture décèle, à s'en tenir à l'expression des physionomies, le désir de s'élever au-dessus de l'humanité. Les têtes de saint Pierre, de saint Jean et de saint Étienne surtout ont un caractère idéal et ascétique. Les deux figures revêtues d'habits pontificaux, celle qu'on peut prendre pour saint Blaise, à en juger par l'ustensile ressemblant à un peigne qu'il tient à sa main, et l'autre plus petite, ont, en revanche, un caractère de réalité, et pourraient bien être des portraits de prélats de l'époque du tableau. La figure de la sainte Vierge est peinte avec une expression qui approche de l'idéal de Raphaël dans sa première manière.

Le fonds du tableau est d'or, sauf dans la partie supérieure qui est noire. Cet or, étendu à profusion, figure la gloire céleste, d'après l'archéologie chrétienne. Cette dorure amortit l'éclat des couleurs et rend impossible l'étude de la nature extérieure et ambiante. Les vêtements et les accessoires sont peints avec une richesse et un soin de détails extrêmes, mais l'anatomie du corps est négligée. L'artiste s'est attaché essentiellement aux têtes, voulant montrer par là que le visage est le miroir des sentiments de l'âme, et que le reste de notre machine périssable ne doit pas nous occuper. Cette tradition des peintres primitifs était d'accord avec l'ascétisme chrétien. Ce qui est spirituel, impérissable dans l'homme, élément qui se traduit par les traits de la face, vaut seule la peine qu'on y prête attention ; le corps n'est qu'une misérable dépouille terrestre qui doit être mortifiée et tenue dans l'ombre.

Toutefois, dans le tableau genevois qui nous occupe, on sent déjà la transition de cet art ascétique à un mode de peindre qui comporte plus de savoir faire. Sans doute les têtes sont la partie capitale et essentielle. On y admire la diversité des expressions, le calme, la pureté, le détachement des choses d'ici-bas ; mais dans une ou deux d'entre elles on voit déjà, comme nous l'avons fait observer, une tendance à imiter des types humains. Le dessin du corps humain est incorrect sans doute, mais dans les draperies qui le recouvrent, on sent une adresse relative ; la symétrie a perdu un peu de sa rigueur. Déjà on aperçoit sortir des vêtements les jambes maigres et nues de saint Jean-Baptiste. Si les fonds sont d'or, les terrains sur lesquels reposent les pieds des saints sont émaillés de fleurs et indiquent que l'artiste ne serait pas tout à fait étranger, s'il le voulait, à l'art du paysagiste. Les couleurs plaisent déjà par la lumière et la sérénité, et le soin minutieux des détails et des attributs de sainteté n'exclut pas la vigueur. En un mot, ce tableau semble indiquer la transition entre l'école italienne primitive, qui n'était elle-même qu'une

imitation de l'art byzantin, et les ouvrages des peintres de l'école de Cologne et de la Belgique qui sont regardés comme ayant les premiers introduit ces dérogations à l'art primitif, ou ces premiers perfectionnements réalistes dans la peinture de la renaissance des arts.

Dans sa séance du 31 mars, la Section a pris connaissance d'une lettre de M. Francisque Bouillier, professeur de philosophie et doyen de la faculté des lettres de Lyon, qui remercie l'Institut pour sa nomination de membre correspondant. M. Bouillier annonce l'envoi de son Histoire de la Philosophie cartésienne en deux volumes in-8°.

M. François Dupuis, vice-président du Tribunal civil d'Orléans, et vice-président de la Société d'Archéologie de l'Orléanais, est élu membre correspondant.

M. Gaullieur lit des fragments d'un mémoire sur l'antagonisme et les luttes des comtes de Maurienne et des comtes du Genevois dans les onzième et douzième siècles.

M. le chevalier Cibrario, membre correspondant, a fait parvenir à la Section ses Observations sur la condition des finances de la monarchie piémontaise de 1847 à 1853. Ce volume est accompagné de nombreux tableaux dressés pendant que M. Cibrario, actuellement ministre de l'instruction publique à Turin, occupait le ministère des finances. On retrouve dans ce travail le talent éminent d'écrivain et d'économiste qui distinguent cet homme d'État. Il résulte de cette immense accumulation de documents que la nouvelle monarchie constitutionnelle de Piémont s'est trouvée, dès son début, dans une position doublement défavorable sous le rapport financier, et qui explique les embarras momentanés où elle se trouve. D'un côté les dépenses ont augmenté, comme c'est toujours le cas dans un changement de régime politique. Toute révolution s'annonce comme voulant réformer la société sous les rapports matériel et immatériel. La

liberté dont le Piémont a été nouvellement doté a rendu très-actifs, très-vifs et très-pressants les intérêts locaux. Les demandes d'allocations de toutes sortes arrivent en pareils cas de toutes parts, et il est bien difficile de ne pas s'y rendre. De plus, la monarchie sarde a eu à soutenir récemment deux guerres entreprises dans un noble but, mais qui ont été malheureuses. Or, on sait ce que coûte la guerre, surtout quand la victoire ne la couronne pas.

A mesure que les dépenses augmentaient dans des proportions très-considérables, les recettes diminuaient, parce que les guerres et les révolutions qui ont agité l'Europe depuis 1848 ont exercé une influence fâcheuse sur le commerce, l'industrie et les transactions de tous genres. Il résulte des tableaux publiés par M. le ministre Cibrario, que le déficit *réel* était, en 1853, de 93,600,000 francs. Dès lors des emprunts ont été contractés et l'équilibre a été rétabli. Les ressources de la monarchie sarde sont fort grandes, et l'avenir financier sera parfaitement assuré si la guerre qui commence en Orient, et qui menace non-seulement ce pays, mais tous les États de l'Europe, ne vient pas la compliquer.

M. Cibrario, que son *Histoire de la Monarchie de Savoie* a placé si haut parmi les écrivains modernes de l'Italie, et auquel la Suisse, en particulier, est redevable de précieuses lumières sur son histoire féodale, a fait parvenir aussi à l'Institut un nouvel ouvrage qu'il a publié dès lors. Il est intitulé : *Memorie chronologica et genealogiche di Storia nazionale*. Torino, 1852, in-4°. Sous la forme de tableaux synoptiques et synchroniques, l'auteur présente le résumé complet de l'histoire des États-Sardes, de la manière dont ils ont été formés et réunis depuis Humbert aux Blanches-Mains (1003 à 1056) jusqu'à la mort du roi Charles-Félix, en 1831. C'est un livre précieux pour notre histoire qui est sans cesse mêlée avec celle de la Savoie. On peut le consulter d'autant plus sûrement, que chacun connaît la sin-

cérité et la science de l'auteur. M. Cibrario ajoute de nouvelles preuves à celles qu'il avait précédemment produites pour constater l'origine italienne de la maison de Savoie.

M. le professeur J.-J. Porchat, de Lausanne, correspondant de notre Institut, a publié à Paris, où il réside maintenant, une traduction élégante et fidèle de l'*Histoire de France pendant les seizième et dix-septième siècles*, par Léopold Ranke, si connu par son histoire de la papauté au seizième siècle. Ce nouveau livre du savant allemand (2 vol. in-8°, Paris, 1854, chez F. Klipcksieck) présente sous un jour vrai et nouveau l'histoire de France déjà si souvent écrite, qu'il semble à peu près impossible de la rajeunir. Ranke s'attache moins aux événements déjà bien connus, qu'à la manière de les juger. Et comme son jugement n'est pas celui d'un Français, qu'il est toujours donné en dehors des passions et des préoccupations nationales, il est par cela même plus calme et plus désintéressé. Ce désintéressement n'est pas du dénigrement, car tel prince, François I^{er}, par exemple, que des écrivains français, tels que Rœderer et Sismondi avaient extrêmement maltraité, est relevé par Ranke et réhabilité à certains égards. Henri IV est jugé avec beaucoup de sens et d'esprit. L'histoire de sa lutte contre la ligue et de sa conversion ont pour Genève un intérêt particulier. Un chapitre original est aussi consacré à l'histoire de la réforme genevoise.

Section de Littérature.

I.

SÉANCES.

De janvier à mars 1854, la Section a eu trois séances, la première toute administrative, les deux autres littéraires.

Quatorzième séance, jeudi 19 janvier.

(Membres effectifs seulement.)

La Section, dépouillant une liste commencée depuis plusieurs mois, procède à l'élection d'un certain nombre de *correspondants*. Chacun des noms, lus par le Secrétaire, est l'objet d'un examen et d'une délibération, puis d'une votation à main levée.

Sont élus membres correspondants de la Section de Littérature : M. Juste OLIVIER, à Paris, ancien professeur à Lausanne, auteur de l'*Histoire du Pays de Vaud*, des *Chansons lointaines*, etc.; un de nos poètes nationaux les plus connus et les plus aimés, — M. Charles FOURNEL, poète français, qui vit à Berlin, auteur d'un volume distingué de *Poésies*, remarqué par le *Semeur* (1849). — M. Adolphe PESCHIER, de Genève, professeur de langue et de littérature françaises à Tübingen, connu par sa collaboration au grand *Dictionnaire Mozin*, son *Cours de littérature allemande*, etc. — M. Georges WEBER, professeur à Heidelberg, auteur de l'*Histoire du Calvinisme*, d'un *Traité d'Histoire universelle*, qui a eu six éditions en six ans, d'une *Anthologie historique de toutes les littératures*, complément de l'ouvrage précédent, etc. — M. Georges GERVINUS, professeur à

Heidelberg, l'auteur de la célèbre *Histoire de la poésie nationale de l'Allemagne*, de la magnifique étude sur *Shakspeare* (en quatre volumes), de l'*Introduction à l'Histoire du XIX^e siècle*, etc. — M. Charles RIEU, de Genève, docteur en philosophie, orientaliste, attaché à la Bibliothèque du Musée britannique à Londres. — M. le comte Maxime d'AZEGLIO, à Turin, ancien ministre, auteur d'*Ettore Fieramosca*, etc. — M. Félix BOVET, à Neuchâtel, bibliothécaire de la ville, éditeur du *Discours sur les richesses* de J.-J. Rousseau. — M. J.-F. GIRARD, à Bâle, professeur de littérature française, successeur de Vinet, auteur d'un mémoire couronné sur la *Littérature populaire*, collaborateur de la *Revue Suisse*. — M. Henri GELZER, de Schaffhouse, concitoyen de Jean de Müller, professeur d'histoire à l'université de Berlin, auteur de travaux sur l'histoire de la Suisse, d'une excellente *Histoire de la littérature allemande*, de la *Vie de Luther*, etc., et actuellement rédacteur en chef de la *Revue protestante*, intitulée : *Protestantische Monatsblätter für die innere Zeitgeschichte*.

Quinzième séance, jeudi 16 février.

M. Henri Subit, homme de lettres, présenté par MM. Amiel et Richard, est reçu membre honoraire.

La Section décide d'avoir toujours au moins deux lectures inscrites d'avance pour chaque séance, et d'ajouter à l'ordre du jour de ses occupations ordinaires deux nouvelles rubriques : 1^o celle de *communications littéraires* (indications, impressions, jugements, analyses, etc.) à volonté, faites par les membres, de bouche ou par écrit, relatives aux ouvrages récemment parus, ou lus dans le mois, ou donnant des nouvelles de nature à intéresser la Section; puis, 2^o si le temps le permet, d'une *question à examiner ou à débattre* (littéraire, pédagogique, etc.); une liste sera ouverte à cet effet par le Secrétaire et les membres indi-

queront les sujets qu'ils désireraient voir mettre en discussion.

M. Ernest Gauhier, étranger en passage, frère du Secrétaire général de l'Institut, introduit comme invité à la séance, apporte, en quelque sorte pour sa carte d'entrée, une charmante pièce de vers (publiée depuis) qui lui a valu un compliment du poète Jasmin, et qui s'appelle *Les Trois œuvres*, lutte esthétique entre la sculpture, la peinture et la poésie, où l'avantage reste à la dernière, mais sans honte pour ses deux rivales.

M. Mülhauser lit deux poésies religieuses. L'une est un chant, pour voix d'hommes et de femmes, célébrant en strophes alternées, contrastées d'abord, puis croisées, *la Grandeur et la Bonté de Dieu*. Dans la seconde pièce, l'auteur, sur les traces de Corneille traduisant en vers la prose de l'Imitation, essaie de reproduire sous la forme poétique et avec toute la fidélité possible, un chapitre du Nouveau Testament, le magnifique éloge de la charité par saint Paul (1 Cor. 13).

Ces trois poésies donnent lieu à une intéressante discussion littéraire, sur la poésie fugitive, la poésie sacrée, les cantiques d'église, la traduction en vers, la convenance de transformer en poésie les textes bibliques, la différence à faire entre les écrits prophétiques et les écrits dogmatiques, les chœurs d'Esther, etc.

Seizième séance, jeudi 9 mars.

La cotisation de l'année 1854, prévue par la loi (art. 4) est votée; elle sera de dix francs.

M. Vay lit deux poésies sobres et fermes : *le Hêtre et le Sapin*, imitée de Lénau; *A un jeune homme élégiaque*, pièce originale.

M. Richard communique plusieurs fragments étendus d'un poème inédit et inachevé, dont le sujet est la *Bataille de Morat*. Cette composition importante occupera sans doute une des places d'honneur dans les œuvres de l'auteur et peut-être aussi dans

notre littérature nationale. Ce poème, épico-lyrique, ballade héroïque en strophes de huit ou de six vers, est écouté avec un vif intérêt par l'assemblée et provoque une foule de remarques sur la conduite du poème et ses épisodes, sur sa valeur relative entre les poésies patriotiques de l'auteur, sur le rythme et le ton de l'œuvre, sur le style et la manière du poète, etc.

Les deux intéressantes poésies de M. Vuy avaient également passé à la critique, critique bienveillante mais sincère, examinant le fond et la forme, le fort et le faible. Chaque assistant à son tour énonce son impression et son jugement, fait ses réserves ou donne son encouragement; le résultat est, d'une part, de dégager nettement pour l'auteur la nature et la spécialité de son talent, et, d'autre part, de lui présenter des *desiderata* ou des vœux d'avenir, tout en rendant strictement justice au présent : deux manières de lui être utiles.

II.

NOTES DIVERSES.

I. Personnel. — La section compte donc maintenant 9 honoraires et 22 correspondants. Voici, pour faire suite au tableau de la page 64 du 1^{er} Bulletin, la liste des dix derniers, dégagée de toute indication accessoire.

MM.

- | | |
|--------------------|--|
| <i>France.</i> | 13. Juste OLIVIER, professeur. |
| <i>Allemagne.</i> | 14. Charles FOURNEL, homme de lettres. |
| | 15. Adolphe PESCHIER, professeur. |
| | 16. Georges WEBER, professeur. |
| | 17. Georges GERVINUS, professeur. |
| <i>Angleterre.</i> | 18. Charles RIEU, docteur. |
| <i>Italie.</i> | 19. Maxime d'AZEGLIO. |

MM.

- Suisse.* 20. Félix BOVER, bibliothécaire.
 21. J.-F. GIRARD, professeur.
 22. Henri GELZER, professeur.

II. Portefeuille. — Le Secrétaire a reçu de M. Perrot, archéologue à Nîmes, une série de six numéros du *Courrier du Gard*, dans lesquels ce savant expose de nouvelles recherches sur la religion de l'ancienne Égypte, recherches dont le résultat est que cette religion, en apparence idolâtre et polythéiste, était en réalité un pur et profond monothéisme. M. Perrot est arrivé à ces conclusions par l'étude attentive des peintures sacrées, dont la foi et l'usage couvraient les cercueils des momies, et il appuie les inductions fondées sur les monuments funéraires, d'arguments empruntés aux auteurs de diverses époques dont il combine les témoignages.

Un de nos correspondants, M. Charles Fournel, nous a envoyé de Berlin deux pièces de vers dans le goût du treizième siècle; la poésie se fait ici l'interprète des miniatures naïves qui ornaient les livres d'heures du moyen-âge, et essaie, dans la mesure des ressources dont elle dispose, de rendre les effets d'un autre art et la manière de sentir d'un autre temps. Leur meilleur commentaire ce sont les images à fond d'or de l'école byzantine où les traits sont droits et presque tous à plomb, les têtes grosses et pourtant expressives, les corps ténus, élancés et très-simples de mouvement. — Nous en donnerons un peu plus loin un échantillon.

Pour le double concours du 15 avril, plusieurs manuscrits ont déjà été envoyés au secrétariat de la Section.

III. Correspondance. — Nous continuerons à communiquer, parmi les lettres d'adhésion, celles qui donnent le mieux le ton des relations de notre institution naissante avec l'étranger. Voici les dernières que nous avons reçues :

A M. le professeur E.-H. Gaullieur, Secrétaire général de l'Institut national Genevois.

Monsieur,

La faveur dont j'ai été l'objet de la part de l'Institut Genevois m'a d'autant plus vivement touché qu'elle était tout à fait imprévue. Si les hommes distingués qui personnifient en eux le mouvement intellectuel de Genève sont loin de m'être inconnus, je sais aussi que je n'ai été jusqu'ici pour eux qu'un étranger; et je pouvais à bon droit douter que mon nom fût parvenu à leurs oreilles. Je me suis trompé; il paraît que l'Institut national ne veut pas seulement pour correspondants des hommes dont le renom soit à la hauteur de l'institution, mais qu'il entend aussi se rattacher des hommes dont la modeste carrière reçoive de lui un nouveau relief et un encouragement. Puisque l'Institut élargit ainsi les bases de sa mission; je ne puis, Monsieur, refuser l'honneur qu'il me fait, et je vous prie d'être auprès de lui l'interprète de ma reconnaissance.

L'Institut a l'obligeance de m'inviter à entretenir avec lui des relations actives et suivies. Je crains sans doute que mon insuffisance et mes nombreuses occupations ne me permettent pas de répondre à cette invitation avec autant de suite que j'y mettrais de bonne volonté; je serai en tout état de cause obligé d'attendre que la lecture du Bulletin des séances et du compte rendu de ses travaux m'aient donné une idée exacte de la nature des communications que la Section de Littérature pourrait attendre de moi.

Veuillez, Monsieur, présenter aux membres de l'Institut l'assurance de ma respectueuse considération, et recevoir en votre particulier l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Bâle, le 26 mars 1854.

C.-F. GIRARD.

A M. le Président de l'Institut Genevois.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 10 courant, m'annonçant que l'Institut national de Genève m'a nommé membre correspondant. En vous offrant mes sincères re-

merciements pour cette flatteuse communication, j'ose vous prier de vouloir bien vous rendre l'interprète de ma vive reconnaissance auprès des membres de l'Institut. Je voudrais pouvoir ajouter que je nourris au moins l'espoir d'avoir avec une si honorable Société, des rapports qui ne lui fussent pas tout à fait inutiles. Mais ma position actuelle me tient complètement en dehors des occupations littéraires, que j'ai suivies en d'autres temps dans un but uniquement patriotique, — à peu près pour les mêmes raisons qui forçaient Ésope à faire des fables.

Permettez-moi, Monsieur, de vous renouveler l'expression de ma reconnaissance et de vous présenter mes salutations les plus dévouées.

Turin, le 24 mars 1834.

Max d'AZEGLIO,

A M. le Président de l'Institut.

(L'original est en allemand.)

Très-honoré Monsieur,

Je remercie l'Institut national Genevois de l'honneur qu'il m'a fait en me nommant membre correspondant. Je chercherai, suivant que le permettront le temps et les circonstances, à soutenir avec ce corps des relations littéraires, afin que l'honneur dont j'ai été l'objet, pour autant du moins qu'il dépend de moi, ne reste pas tout à fait sans fruit. Il est vrai que maintenant, et pour de longues années encore, je suis occupé d'un grand travail qui me prend beaucoup de temps et même tout mon temps; j'espère cependant par-ci par-là économiser quelques loisirs, dont je profiterai pour faire telle ou telle communication à l'Institut Genevois. Peut-être qu'une excursion en Suisse dans le courant de cette année me donnera l'occasion de m'entretenir personnellement de ces choses avec quelque membre de l'Institut et particulièrement avec vous, Monsieur le Président, qui voudrez bien agréer l'expression de ma considération très-distinguée.

Heidelberg, le 18 mars 1834.

G. GERVINUS.

A M. le professeur Amiel, secrétaire de la Section de Littérature.

(Traduit de l'allemand.)

..... J'ai éprouvé la plus vive satisfaction à voir des travaux d'un mérite aussi modeste que sont les miens, connus et remarqués dans une ville qui, entre toutes les villes de l'étranger, m'a toujours inspiré le plus d'attrait et d'estime, et qui a, de tout temps, occupé, dans les divers domaines de la science et de la littérature, un rang aussi distingué. Malgré des travaux considérables et promis, je me ferai un plaisir de prouver par quelques articles combien je tiens à honneur de mériter la confiance que l'Institut m'a témoignée en me choisissant comme correspondant... L'établissement de relations scientifiques entre l'Allemagne et la Suisse française par le moyen de l'Institut national Genevois, me semble un but très-digne d'efforts, et je crois fermement, pour ma part, qu'il aura les plus heureux résultats.

Heidelberg, le 28 mars 1854.

D^r G. WEBER.

A M. E.-H. G., Secrétaire général.

..... Je me félicite hautement de cette distinction honorifique, qui, en resserrant les liens qui m'attachent à la mère-patrie, servira à rendre moins pénible l'exil auquel je me suis volontairement condamné.

Tübingen, le 29 mars 1854.

Prof. D^r PESCHIER.

III.

PARTIE LITTÉRAIRE.

Nous terminons ce Bulletin en transcrivant deux des morceaux de poésie, dont nous avons plus haut fait mention, l'un de M. Fournel, l'autre de M. le professeur Richard.

L'Auréole.(Conte-légende du XIII^e siècle.)

Pyothère vivait au fond des solitudes
 Pour les plus hauts desseins ;
 Et, grave, il espérait en ses doctes études
 Le nimbe d'or des saints.
 L'ange de Dieu lui dit : « Lève-toi, Pyothère,
 Et vas à Tabenna ;
 Dans ce lieu tu verras un front que sur la terre
 Le Seigneur couronna.
 Marche vers le couvent où sont les nobles femmes ;
 C'est là que tu verras
 L'une porter au front l'auréole de flammes
 Et tu la béniras. »
 Il vint dans le couvent des femmes ; et chacune
 Dit : « Seigneur, me voici ! »
 Il ne vit point le signe, et dit : « En est-il une
 Qui ne soit point ici ? »
 — « Il en est une, ô sage et savant, et l'abbesse
 Par charité la prit ;
 Elle nous veut servir et par plaisir s'abaisse ;
 Elle est pauvre d'esprit ;
 Certes, ce n'est point elle à qui l'ange t'envoie. » —
 Il la fit donc venir.
 Et le sage la vit et fut rempli de joie
 Et se prit à bénir ;
 Car voilà qu'elle avait au front une auréole,
 Et semblait une fleur
 Dont la tige supporte une large corolle
 Brillante de lueur.
 Et son âme était simple entre toutes les âmes,
 Ignorant son bonheur ;

Et la pauvre servante, entre ces nobles femmes,
 Plaisait seule au Seigneur.
 Et l'ange dit alors : « O savant Pyothère
 Sois humble en tes desseins,
 C'est aux plus humbles fronts que Dieu donne sur terre
 Le nimbe d'or des saints. »

Berlin.

Charles FURNEL.

Morat.

I.

(Peinture des deux armées.)

.

II.

Près du lac une ville à demi ruinée
 Depuis dix jours soutient une lutte acharnée
 Contre une armée immense, et de qui les efforts
 N'ont servi qu'à remplir les fossés de ses morts.
 C'est Morat. Vainement sur ses deux mille braves,
 Comme d'énormes flots par le roc arrêtés,
 Mais renaissants toujours, se sont précipités
 En masse, avec fureur, tous ces troupeaux d'esclaves.

Durant dix jours, dix nuits, sur ses murs foudroyés
 Les assauts vainement se sont multipliés;
 Vainement, sur les toits de la cité rebelle,
 Charles de ses boulets fait redoubler la grêle :
 Morat, ils l'ont juré, jamais ne se rendra.
 Sur les débris fumants où Bubenbergh commande
 Le dernier pan de mur, avant qu'elle se rende,
 Croulera ; le dernier des soldats tombera.

III.

Sur les deux camps rivaux la nuit est descendue,
 Comme un voile de deuil l'ombre s'est étendue.
 Pas une étoile aux cieux. Un vent sourd et plaintif
 Murmure tristement dans les bois, et se mêle
 Parfois au cri lointain de quelque sentinelle
 Fouillant l'obscurité de son œil attentif.

L'air est humide et froid. Dans l'une et l'autre armée
 Une ligne de feux bientôt s'est allumée,
 A travers la fumée et les noires vapeurs
 On voit étinceler par moments des armures,
 Paraître et s'effacer de sauvages figures
 Où la flamme a jeté ses rougeâtres lueurs.

Dans ce camp bourguignon, aux pavillons de soie,
 Où dans tout son orgueil le luxe se déploie,
 Sur leurs riches coussins, leurs tapis somptueux,
 Inquiets, les seigneurs, pleins de sombres pensées,
 Maudissent en secret les fureurs insensées
 Du prince qui les traîne à ces terribles jeux.

Car ils ont vu de près cette race intrépide
 Que nul combat ne lasse et que rien n'intimide.
 Héricourt, Pontarlier, Grandson, et puis encor
 Maint autre jour de deuil, mainte joute sanglante,
 Leur ont trop bien appris qu'elle a la main pesante,
 Qu'avec elle une guerre est une guerre à mort.

IV.

(Vient ensuite la peinture du comte Raimbaud)

.

V.

Lorsqu'un pic élevé, se couvrant de nuages,
Sur ses flancs ténébreux rassemble les orages,
Il se dresse effrayant mais calme. Seulement
La rafale en descend parfois et tourbillonne;
La flamme ouvre déjà la nue et la sillonne;
Le tonnerre commence à gronder sourdement.

Ainsi Charles, immobile, en un morne silence,
Farouche et seul, roulant ses projets de vengeance,
Apparaît sous sa tente aux serviteurs tremblants,
Qui n'osent approcher, et contemplent sa face
Rude et haute, et sa bouche ouverte à la menace,
Et l'orgueil de son front, et ses regards brûlants.

Si, rompu de fatigue, il se penche et sommeille,
Une secrète horreur en sursaut le réveille.
Il écoute; et, du sein de ces vastes forêts
Qui dominent l'espace où campe son armée,
De ces murs pleins de sang, de feux et de fumée,
De la grève du lac et des bords du marais,

Arrive à son oreille un bruit, vague mélange
De mille bruits confus; une rumeur étrange
De chars, de voix, de pas d'hommes et de chevaux;
Un froissement de fer; présages de tempête;
Annonçant..... le triomphe, hélas! ou la défaite?
Qui sait? cruel souci qui le tient sans repos.

Et comme un laboureur qui, du haut d'une roche,
S'inquiète, voyant l'ouragan qui s'approche,
Incertain si bientôt la grêle, en un moment,

N'anéantira pas les travaux d'une année;
Charles, qui touche enfin à la grande journée,
Se débat sous le poids d'un noir pressentiment.

(Suit la peinture du camp suisse, où Veit Weber excite les guerriers)

.

Albert RICHARD.

Section des Beaux-Arts.

La Section des Beaux-Arts, dans ce dernier trimestre, s'est particulièrement occupée du projet d'*Exposition pour l'année 1854*, et des moyens de la rendre aussi intéressante que possible. Dans ce but, la Section a cru devoir proposer au Conseil Administratif de la ville de Genève de se joindre à lui pour tout ce qui tient à l'organisation de cette solennité artistique. Le Conseil Administratif, ayant accepté les propositions présentées par la Section, a chargé M. Gerbel de s'entendre avec M. Diday pour organiser les réunions de la *Section de l'Institut* avec la *Commission consultative du Musée Rath*, qui devront s'occuper ensemble des préparatifs de l'Exposition.

La Section des Beaux-Arts, désirant témoigner toute la sollicitude et l'intérêt qu'elle prend à cette Exposition, a voté (pour sa part) la somme de 1,000 fr., en exprimant à la Commission le désir que *cette somme soit spécialement affectée, dans cette occasion, à des encouragements et récompenses artistiques*. Le Grand Conseil de Genève a voté, de son côté, une somme de 2,000 fr., et le Conseil Administratif de Genève une somme égale.

En conséquence, les Membres de la Section, conjointement avec la Commission de l'Exposition, ont rédigé et voté la circu-

laire ci-après, pour être envoyée aux artistes étrangers au nom du Conseil Administratif et de la Section des Beaux-Arts, d'après une liste dressée à cet effet.

Exposition des Beaux-Arts de 1854 à Genève.

Le Conseil Administratif de la ville de Genève et la Section des Beaux-Arts de l'Institut national Genevois, informent MM. les Artistes que l'Exposition bisannuelle aura lieu au Musée Rath du lundi 14 août au samedi 30 septembre 1854.

Les Artistes suisses et étrangers sont invités à concourir à cette solennité artistique.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. Les envois devront être adressés AU COMITÉ D'EXPOSITION, MUSÉE RATH, A GENÈVE. — Ils seront reçus jusqu'au samedi 5 août inclusivement ; passé ce terme, les ouvrages ne seront admis qu'autant que la place le permettra.

ART. 2. Le Comité d'exposition se charge de tous frais de transport et des droits d'entrée fédéraux, allée et retour :

- a) Pour les ouvrages d'artistes suisses ;
- b) Pour ceux des artistes étrangers envoyés par leurs auteurs, et auxquels la présente circulaire aura été adressée personnellement.

c) Jusqu'à concurrence du poids de 50 kilogrammes, pour chaque colis, arrivant par roulage ordinaire seulement. — Tous frais occasionnés par un autre mode d'envoi seront à la charge de l'expéditeur.

Pour un poids plus considérable on devra préalablement s'adresser au Comité d'exposition.

d) L'envoi devra être accompagné d'une notice indiquant la description de l'œuvre, son prix de vente, le nom et l'adresse de l'auteur.

ART. 3. Les risques et périls d'un envoi sont sous la responsabilité du propriétaire, mais le Comité donne l'assurance que

tous les soins désirables seront apportés à la réception, au placement et à la réexpédition des ouvrages.

ART. 4. Le Comité se réserve le droit de refuser les œuvres sans valeur artistique ou blessant les convenances; le cas échéant, ils seront renvoyés aux frais de leurs auteurs.

ART. 5. Aucun ouvrage ne pourra être retiré avant la clôture de l'Exposition, et toute réclamation devra être adressée au Comité dans les trois mois suivants.

Les récompenses et encouragements offerts par le Grand Conseil et la Section des Beaux-Arts de l'Institut national seront décernés par le Conseil d'Etat, sur le rapport d'un Jury spécial.

Le Conseil Administratif de la ville de Genève fera l'acquisition d'œuvres d'art choisies parmi celles qui seront exposées.

Genève, le 1^{er} avril 1854.

Le Président du Comité d'Exposition,
I.^r GERBEL aîné.

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Depuis la publication du présent Bulletin, la Section d'Industrie et d'Agriculture a eu huit séances, et a reçu quatre nouveaux membres honoraires.

Les deux principaux objets de ses travaux sont la création d'une ferme-école, et l'organisation du marché au bétail.

Ferme-école.

Le Section, dans le but de procurer aux jeunes gens de la campagne un enseignement dont le besoin se fait sentir tous les jours davantage, et dont l'absence ferait craindre que notre agriculture ne restât en arrière de celle de nos voisins, a nommé

une Commission chargée d'étudier d'une manière générale les moyens de faire progresser l'agriculture de notre Canton.

Le rapport de cette Commission établit la nécessité d'une ferme-école ou, à côté d'un enseignement théorique, les élèves apprendraient les meilleures pratiques de leur art. Il rappelle que la campagne, payant un impôt foncier à peu près égal à celui de la ville, a droit, comme celle-ci, à un enseignement secondaire et supérieur. Cet enseignement se trouverait dans la ferme-école, dont la création et la direction appartiennent à l'État comme toutes les autres branches d'enseignement.

Ce rapport, très-étendu, et dont nous n'avons pu indiquer que quelques traits, a été approuvé, et il a été décidé à l'unanimité : « de demander au Conseil d'État la création d'une ferme-école dans le Canton. »

L'ouverture d'un concours sur ce sujet, proposée par la Commission, a été ajournée.

Enfin, il fut nommé une sous-commission pour s'occuper des questions de détail et de règlement intérieur. Elle fit également son rapport.

La demande d'une ferme-école et les deux rapports mentionnés ont été adressés au Conseil d'État qui n'a pas encore répondu officiellement.

Marché au bétail.

L'autorisation de créer aux environs de Genève un marché au gros bétail ayant été donnée, et la place ayant été fixée sur les anciens glacis de la porte de Cornavin, la Section s'entendit avec différents départements du Conseil d'État, pour l'organisation, la surveillance et autres objets.

Rien n'a été négligé pour donner à ce marché le plus de publicité possible dans le Canton et les pays limitrophes : circulaires à MM. les Maires et Syndics, insertions répétées dans seize gazettes, affiches dans tous les villages voisins.

De plus, on avait fixé une prime de 25 fr. pour le bœuf le plus gras, une de 20 fr. pour la vache la plus grasse, et une indemnité de 50 cent. par tête de gros bétail de l'espèce bovine.

Les efforts de la Section ont été couronnés d'un plein succès. Le marché du 4 mars dernier a été fréquenté au-delà de toute attente : 310 bœufs et 290 vaches ont été amenés ; Genève a fourni 632 têtes, tant bœufs que vaches, la Savoie 140, la France 113 et le canton de Vaud 15. Il s'est fait beaucoup d'affaires en bœufs, vaches, chevaux et porcs.

Ajoutons que la population urbaine paraît avoir pris un grand intérêt à l'inauguration de ces marchés mensuels, et que le Conseil Municipal de Genève avait mis à la disposition de la Section une somme de 300 fr. pour primes ou indemnités.

La Section d'Industrie et d'Agriculture a reçu trois mémoires. Le premier de M. Nakwański fils, sur la culture des plantes oléagineuses en Picardie et sur différentes manières d'en extraire l'huile.

Le second de M. Fleury-Lacoste, de Savoie, sur sa méthode de traitement préventif et curatif de la *maladie de la vigne*. Il est probable qu'une association de propriétaires, dont les vignes sont atteintes, se formera pour faire expérimenter le procédé par son auteur.

Le troisième mémoire est relatif aux expositions de fruits, fleurs et légumes. L'auteur M. M. Viridet, voudrait que la Section s'occupât des expositions des produits d'horticulture d'utilité et d'agrément, que ces expositions eussent lieu, ordinairement au printemps et en automne, quelquefois en été seulement, et enfin qu'il y eût pendant la belle saison des expositions mensuelles des plantes qui auraient fleuri dans les serres du Jardin Botanique. Elles serviraient à la fois à l'agrément et à l'instruction du public.

L'examen de ce mémoire a été renvoyé à une Commission. Il a été répondu à M. M. Viridet, que pour plusieurs raisons,

entre autres la question financière et le manque de local, la Section ne pouvait pas se charger de ces diverses expositions, mais qu'elle présenterait aux corps compétents les recommandations de l'auteur et les appuierait de tout son pouvoir.

COMITÉ DE GESTION DE L'INSTITUT.

Depuis la publication du précédent Bulletin (en décembre 1853), la Commission de Gestion a tenu trois séances, les 27 décembre 1853, 24 février et 7 avril 1854. Dans les deux premières, elle a examiné et approuvé les comptes de l'année 1853 qui seront imprimés, publiés et distribués aux membres de l'Institut avant la première Assemblée générale. La Commission a aussi pris des arrangements avec des libraires pour la vente des Mémoires de l'Institut.

Dans sa séance du 7 avril, la Commission a arrêté les bases du budget de l'année courante 1854, qui seront de même soumises aux membres de l'Institut dans une prochaine Assemblée générale.

Cette Assemblée sera convoquée dans le courant du mois de mai prochain.

Diverses communications et des renseignements statistiques ont été adressés de la part du Conseil d'État de Genève à l'Institut par l'intermédiaire de M. le chancelier Viridet.

Le Secrétaire général de l'Institut national Genevois,

E.-H. GAULLIEUR, professeur.

ERRATA.

Art. *Philosophie de l'Éducation*, au lieu de *tristos*, lisez *tristes*.

Au lieu de : *l'existence de la vraie philosophie*, lisez : *de l'existence, la vraie philosophie*, etc.

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Troisième séance générale de l'Institut Genevois.

Présidence de M. le professeur CHENEVIÈRE.

Aux termes de son règlement, l'Institut doit avoir chaque année deux séances générales et publiques. La première de l'année 1854 a eu lieu, comme les précédentes, dans la salle du Grand Conseil. M. Chenevière, professeur et recteur de l'Académie de Genève, président de l'Institut Genevois, l'a ouverte par le discours suivant :

« Messieurs,

« Nous avons eu l'honneur de vous convoquer en assemblée générale pour nous conformer au règlement que vous avez sanctionné, et qui nous prescrit de vous rendre compte chaque année de la marche et des travaux de l'Institut, de vous soumettre notre gestion financière et administrative pendant l'année qui vient de s'écouler. Il nous tardait aussi de nous retrouver au milieu de vous, Messieurs, après un long intervalle ; il ne s'est présenté aucun des cas que le règlement prévoit comme devant rapprocher nos réunions générales.

« L'Institut est né, il vit, et nous pouvons envoyer un billet joyeux de faire part à nos amis et à ceux qui ne le sont pas

outre mesure, avec ces mots : L'enfant se porte bien. — Le Grand Conseil nous a donné une preuve de l'intérêt qu'il prend à notre existence et à nos succès, en augmentant notre budget cette année; nous lui en témoignons notre gratitude. — Nous avons jeté les yeux au delà de notre petite sphère; nous nous sommes associé, comme membres correspondants, des hommes haut placés qui nous ont donné des témoignages précieux d'estime et de sympathie; qui se sont engagés à nous faire part des fruits de leurs travaux; et tout récemment nous avons reçu l'annonce d'un mémoire capital sur un sujet relatif à notre ancienne histoire, de l'un de nos honorables confédérés du canton de Vaud que la commission pour la publication des monuments inédits de l'histoire de France vient de s'associer.

« Le premier volume de nos Mémoires, dû à deux de nos professeurs, a révélé notre vie aux savants; et deux bulletins imprimés ont prouvé que nos sections n'étaient pas demeurées oisives. Celle des Beaux-Arts, avec le bienveillant appui du Conseil Administratif, a pris des mesures pour une exposition de tableaux au musée Rath. Celle d'Agriculture s'est occupée sérieusement de son mandat, et a proposé la création d'une ferme-école, destinée à préparer de réelles améliorations. Les Sections de Littérature et des Sciences morales et politiques ont ouvert chacune un concours; on vous rendra compte du résultat de celui de littérature. Notre infatigable Secrétaire général, que nous ne saurions trop remercier de son activité constante, prépare un second volume de Mémoires, et consacre à la prospérité de l'Institut un temps qu'il dérobe à ses recherches préférées. Il surveille les impressions, il fait face à une correspondance étendue, et déploie autant de complaisance que de capacité.

« Il m'est pénible, Messieurs, d'avoir à convenir que la création de notre Institut, approuvée partout où en est parvenue la connaissance, n'a été nulle part moins bien accueillie que par une

partie notable de notre ville. Je regrette vivement l'absence concertée de quelques-uns de nos citoyens distingués, que nous aurions reçus comme des frères respectés, et de la renommée et des talents desquels nous aurions profité avec joie.

« Il semble que le terrain des arts, des lettres et des sciences devrait être un champ neutre sur lequel se rencontreraient avec plaisir, du moins sans répugnance, des hommes d'opinions très-différentes. Les débats que la politique entraîne sont exclus de l'Institut national; on n'y songe qu'au développement intellectuel, et aux conséquences heureuses qui en découlent pour tous. Dans les grandes capitales, on voit le soir converser amicalement entre eux, ceux qui se sont combattus avec le plus de chaleur le même jour dans des assemblées délibérantes; le respect dû aux opinions des autres enchaîne le mécontentement, et fait trêve à l'antipathie. C'est donc un triste tribut que nous payons en qualité d'habitants d'une petite ville, en agissant au rebours, et nous aurons fait un grand pas, quand nous déploierons plus de largeur et de tolérance mutuelle. Oui, Messieurs, il est sûr que nous sommes d'une petite ville, et que notre place sur la carte géographique est presque inaperçue; nous ne pouvons pas plus aspirer à des conquêtes, qu'à exercer beaucoup d'influence sur nos puissants voisins. Mais notre tâche peut être assez étendue, et notre rôle assez beau. Si nous ne devons négliger aucune occasion de succès heureux, ne dédaigner aucune ressource pour accroître notre prospérité matérielle, pour embellir notre cité, pour multiplier et faciliter les voies de communication, indispensables de nos jours; nous devons viser surtout à grandir sous les rapports intellectuels et moraux, à perfectionner les études de notre jeunesse, à procurer à tous nos compatriotes le plus de moyens possibles pour exceller dans la carrière qu'ils ont choisie, pour leur faire connaître l'histoire de la branche de l'art qu'ils cultivent, afin de leur épargner des veilles, qui aboutissent quelquefois, comme j'en ai été témoin,

à des découvertes déjà faites par d'autres, mais ignorées du nouvel inventeur, qui manquait plus de savoir que de génie, et dont il importe de nourrir l'activité intellectuelle.

« Augmenter notre réputation de ville industrielle, instruite et morale, c'est la gloire à laquelle nous pouvons aspirer, et que nos ancêtres ont conquise ; gloire pure qui ne coûte ni regrets, ni larmes, et à laquelle chacun peut fournir sa modeste obole. Nous n'avons pas trop de tous nos moyens pour en négliger quelqu'un ; chaque abeille doit rapporter dans notre ruche le suc de ses fleurs pour y pétrir son miel, et pour en faire hommage à la communauté, au lieu d'éparpiller son petit butin, au lieu de prétendre combler des vides et satisfaire des besoins qui n'existent pas, au lieu de perpétuer un éloignement qu'on manifeste par la création d'institutions rivales, bonnes à amoindrir les nôtres ou à propager des antipathies, à parquer en lieux différents, à rendre étrangers et presque suspects les uns aux autres les enfants du même pays, qu'on devrait tendre à rapprocher, afin qu'ils pussent se connaître, dissiper des préventions réciproques, s'estimer et s'aimer. On devrait travailler à unir la contrée, loin de la diviser et de la morceler toujours davantage.

« L'Institut ouvre les bras à tous ceux qui aiment leur pays, les arts et la science ; il n'a ni préférences, ni haines ; il est patriote dans le sens le plus large et le plus noble du mot. L'enfant dont nous parlions tout à l'heure grandira ; parvenu à sa majorité, il s'efforcera de faire honorer sa patrie. Comme c'est Genève qui lui a donné naissance, nous espérons que bien longtemps on pourra dire : La mère et l'enfant jouissent d'une prospérité croissante.

M. Gaullieur, professeur à l'Académie de Genève, secrétaire général de l'Institut, a fait lecture ensuite du compte rendu général en ces termes :

« Messieurs,

« Il y a maintenant une année que nous étions réunis dans cette salle pour constituer l'Institut Genevois, fondé par la loi du 7 mai 1852. Dans cet espace de temps, plus court encore pour les associations que pour les individus, bien des choses ont été faites, et j'essaierai de vous démontrer qu'il n'a pas été mal employé. Je passerai successivement en revue ce qui concerne, 1^o le personnel de l'Institut; 2^o ses publications; 3^o ses relations avec le dehors et les autres sociétés savantes; 4^o enfin, sa situation financière et son budget des recettes et des dépenses pour 1854.

1^o *Personnel.*

« Le personnel des membres effectifs est demeuré au complet à peu de choses près. Il y a eu une démission dans la Section des Sciences naturelles et mathématiques. L'Institut n'a eu, que je sache, à regretter la mort d'aucun des siens.

« Le chiffre des membres honoraires s'est sensiblement accru. La section qui s'en est adjoint le plus grand nombre est celle d'Agriculture et d'Industrie. Elle en compte *vingt-six*. La Section de Littérature en a *neuf*, celle des Sciences morales et politiques *sept*, celle des Sciences naturelles et mathématiques *six*. La Section des Beaux-Arts n'a point encore reçu d'honoraires.

« L'Institut a cherché, dès sa fondation, à nouer des relations avec l'étranger et à s'associer au dehors des hommes qui eussent le pouvoir et le vouloir de lui être utiles et de coopérer sérieusement et activement à ses travaux, soit par leur collaboration, soit par leur influence. Dans ce choix, les sections qui ont nommé des membres correspondants se sont attachées bien plus à l'utilité réelle qu'au renom scientifique, sans toutefois négliger celui-ci. La Section de Littérature compte déjà vingt-deux correspondants, dont quatre en France, six en Allemagne, un en Angleterre, deux en Savoie, deux en Italie, et sept en Suisse.

La Section des Sciences morales et politiques a nommé treize correspondants, dont trois en France, trois en Italie, un en Savoie et cinq en Suisse. La Section des Sciences naturelles et mathématiques s'en est associé cinq, dont deux en France et trois en Suisse. Les autres sections n'en ont point encore nommé.

2^e Publications.

« L'Institut a voté dans sa dernière séance générale l'impression du règlement qu'il a adopté ce jour-là même. Il a été imprimé, distribué à tous les membres, tant effectifs qu'honoraires, et envoyé aux membres correspondants avec la loi sur la fondation de l'Institut, et les règlements particuliers des sections qui ont jugé à propos d'en faire et d'en publier. Des exemplaires ont été déposés à la chancellerie et distribués aux personnes qui en ont fait la demande.

« Aux termes de l'article 33 de ce règlement, l'Institut publie annuellement un *Bulletin* et des *Mémoires*. « Le Bulletin, dit l'article 34, paraît à des époques indéterminées qui n'excèdent cependant pas trois mois. » Le premier numéro a été publié en décembre 1853, et le second en avril 1854. Ainsi le comité de gestion et de publication s'est tenu strictement collé à la disposition de l'article 34 du règlement. Cependant, il a l'honneur de faire observer, d'après l'expérience de cette année, qu'il sera désormais assez difficile de réunir les éléments d'un bulletin trimestriel, bien étendu, durant les six mois d'été. Il a fallu d'assez grands efforts pour obtenir en temps opportun des matériaux pour le second numéro, et il serait tout à fait mal à propos, selon les vues du comité, tant sous le rapport de l'économie des frais, que sous celui de la consistance et de la bonne renommée de l'Institut, de forcer ces publications sans trop s'embarrasser de la substance et du mérite de leur contenu. Le comité estime donc que le moment de la publication d'un bulletin devrait être laissé à l'appréciation de MM. les secrétaires particuliers des

sections, jointe à celle du secrétaire général. Du reste, les deux numéros du bulletin publiés ont été partout bien accueillis, et il en est revenu au comité des encouragements honorables. Le bulletin a été distribué à tous les membres de l'Institut, soit effectifs, soit honoraires, soit correspondants, aux principales sociétés scientifiques et d'utilité publique de la Suisse, aux gouvernements cantonaux de la Suisse, aux municipalités des villes qui peuvent s'y intéresser, aux principales bibliothèques de la Suisse, à diverses sociétés étrangères, enfin, aux membres du Grand Conseil de canton de Genève. Il a été tiré en assez grand nombre pour qu'il en reste aux archives de l'Institut des exemplaires pour les besoins des années futures.

« La publication du premier volume de nos MÉMOIRES est l'objet qui a préoccupé avant tout votre comité, bien convaincu qu'il était que de là dépendait en quelque sorte le sort et l'avenir de l'Institut Genevois. Cette nouvelle création, qui venait après celles d'autres sociétés genevoises très-honorablement connues et ancrées dans le monde de la science, ne pouvait rester en arrière de ses devancières. Nous étions même en quelque sorte obligés de faire mieux qu'elles pour justifier notre fondation, notre raison et notre manière d'être. Nous avons la satisfaction d'annoncer que nos efforts ont été couronnés de succès. Les savants, les gens compétents ont déjà fait un excellent accueil au premier tome de nos Mémoires, qui a pris immédiatement place parmi les plus belles publications de cette catégorie. Le travail de M. le professeur Vogt, sur des *Animaux inférieurs de la Méditerranée*, a été accueilli avec applaudissements par le monde savant, et déjà l'Institut de France (académie des sciences), les premiers savants et des sociétés scientifiques de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et d'autres pays, l'ont hautement apprécié. Dans quelques mois, quand les journaux et les mémoires des sociétés d'histoire naturelle, qui ne rendent ordinairement compte qu'après un certain laps de temps, et vers la

fin de l'année, des ouvrages qui leur sont adressés, auront consacré toute leur attention au travail de M. le professeur Vogt, sa place dans la littérature scientifique sera encore mieux marquée. Il est à observer que notre volume de Mémoires a paru à Genève depuis quatre mois seulement, et que c'est à peine s'il est arrivé maintenant aux destinations lointaines où il a été envoyé.

« Les frais de ce premier volume ont dépassé les prévisions de notre budget de 1853, ainsi que cela ressort du compte rendu financier qui vous a été adressé avec la convocation pour la séance d'aujourd'hui. Il ne pouvait guère en être autrement, si l'on considère le nombre et le fini des planches qui ont exigé le triple travail du dessin, du coloriage par l'impression et du coloriage au pinceau. Les frais de tirage de ces planches, bien qu'élevés, se justifient avec la plus scrupuleuse exactitude, et le lithographe est loin d'y avoir gagné. Au reste, la somme dépensée a produit un capital très-réel pour notre Institut. Ce capital profitera non-seulement à nous, mais à nos successeurs, beaucoup mieux que s'il avait été dispersé par petites sommes sous forme de primes, de prix ou de toute autre manière. Il forme notre avoir et celui de nos successeurs.

« Le tirage de nos Mémoires a été fait, pour débiter, à 525 exemplaires. Ce nombre élevé était nécessaire pour fournir aux échanges que l'Institut devait nécessairement proposer aux sociétés qui publient des travaux analogues, et d'ailleurs le prix du tirage des exemplaires au-dessus de 300 est peu de chose, une fois que les frais d'impression et de gravure sont faits.

« Des exemplaires de ce volume ont été envoyés, outre le dépôt des exemplaires de chancellerie, au Conseil d'État du canton de Genève, au Département de l'Instruction publique, au Conseil Administratif de Genève, au gouvernement fédéral, aux gouvernements des cantons de Zurich, de Berne, de Vaud, de Neuchâtel, de Fribourg, du Valais, et à quelques autres, avec la demande formelle qu'il fût déposé dans la principale bibliothèque

de chaque canton. Toutes les autorités qui l'ont reçu se sont empressées de déférer à notre vœu, tout en nous adressant des remerciements et des encouragements très-gracieux.

« Nos Mémoires n'ont pas été moins bien accueillis par les gouvernements étrangers avec lesquels notre pays entretient plus particulièrement des rapports scientifiques et de bon voisinage. C'est ainsi que M. le chevalier Cibrario, ministre de l'instruction publique à Turin, et notre associé correspondant, nous a écrit sous la date du 23 janvier :

« Le roi, mon auguste maître, a agréé l'hommage que vous lui avez fait du premier volume des Mémoires de l'Institut Genevois. Sa Majesté m'a chargé d'en exprimer toute sa satisfaction à la savante compagnie dont vous êtes le Secrétaire général.

« Permettez-moi, Monsieur et cher collègue, d'ajouter mes remerciements les plus vifs pour tous les intéressants envois que vous nous avez faits, et pour vous assurer de la sympathie que nous éprouvons tous pour les travaux remarquables auxquels se livre l'Institut de Genève avec une ardeur et un succès que j'aime à constater. »

« Votre comité, Messieurs, a pensé qu'il fallait apporter la plus sévère exactitude et le contrôle le plus serré dans l'envoi de ce volume, qui représente, comme nous l'avons dit, un capital réel. En conséquence, avant de l'adresser aux sociétés savantes de l'Europe et de l'Amérique, nous avons dressé une liste aussi complète que possible de celles de ces sociétés qui publient des mémoires d'une importance équivalant à peu près aux nôtres. Il a été ensuite adressé des lettres aux principales de ces sociétés scientifiques, avec la demande d'échanger leurs publications contre les nôtres dont notre lettre leur signalait l'importance, le format et le prix. Déjà plusieurs ont répondu qu'elles acceptaient avec empressement ; d'autres, vu la distance ou le peu de fréquence de leurs réunions périodiques, n'ont point encore répondu, mais le feront sans doute incessamment. Dans les villes

où nous avons des correspondants ou des amis, nous avons fait présenter directement l'exemplaire même de nos Mémoires, en recommandant de ne laisser cet exemplaire qu'une fois l'échange accepté. Ce genre de négociation exige beaucoup de patience et de circonspection, car bien des personnes reçoivent tout et ne rendent rien. Ceux d'entre vous, Messieurs, qui ont bien voulu servir d'intermédiaires entre quelques académies étrangères dont ils sont membres et l'Institut genevois, pour régler le dit échange, ont pu se convaincre des longueurs que cela entraîne. Nous avons lieu d'espérer que dans le courant de cet été, à la suite de voyages faits par quelques-uns d'entre nous, cette affaire sera bien avancée. En attendant, en agissant ainsi, aucun exemplaire de nos Mémoires n'a été perdu, et tous ceux qui sont sortis de nos mains ont été enregistrés, numérotés et utilement employés.

« Quelques membres de l'Institut ont paru désirer que nos Mémoires leur fussent adressés. Notre règlement n'a rien statué à cet égard, et c'est à dessein. Mais nous estimons que l'Institut pourrait, par une décision spéciale, autoriser votre comité à remettre aux membres de l'Institut, soit effectifs, soit honoraires, soit correspondants, les exemplaires de nos Mémoires au prix de revient. Cet arrangement concilierait le désir des membres en question avec les intérêts de l'Institut.

« Enfin, Messieurs, 180 exemplaires ont été remis à MM. Kessmann et Cherbuliez, libraires à Genève, pour être vendus et expédiés à l'étranger. Ils sont arrivés à temps pour la grande foire de la librairie à Leipsick, et nous espérons rentrer par le produit de cette vente dans une partie de nos avances. Plus tard, par des ventes partielles, cette avance finira, peut-être, par être couverte.

« Le second volume des Mémoires de l'Institut, qui doit paraître cette année, est actuellement sous presse. Le comité a fait en sorte de le composer de mémoires qui n'exigent pas de

planches, ou du moins qui en demandent seulement un nombre assez restreint. De cette manière, le surplus de dépenses de l'année passée pour cet objet pourra être aussi compensé.

« Les mémoires remis jusqu'ici à votre comité et qui entreront dans ce second volume sont :

1° Un mémoire de M. Mortillet sur des coquilles inédites de l'Arménie, avec une planche.

2° Un mémoire de M. le docteur Mayor père, notre habile praticien, président de la Section des sciences naturelles et mathématiques, sur la *Nécrose*, avec trois planches.

3° Un mémoire de M. de Gingins-La Sarra, professeur honoraire à l'académie de Lausanne, correspondant de la Section des Sciences morales et politiques, et qu'il faut nommer le premier quand il s'agit de recherches profondes sur notre histoire nationale, sur *l'état de quelques contrées riveraines du Léman, et particulièrement du Bas-Vallais aux premiers siècles de notre ère.*

4° Un mémoire de M. Hisely, le savant auteur des *Mémoires* sur les origines de la Confédération Suisse, professeur à la même académie et correspondant de la même section, sur *l'Histoire des Comtes de Genevois antérieurement au treizième siècle, et à la domination de la maison de Savoie sur Genève.*

5° Un mémoire de M. Gaullieur, secrétaire général de l'Institut, sur *les Chroniques de Savoie considérées comme source de l'histoire de Genève.*

Ces trois travaux historiques se complètent l'un par l'autre et embrassent une partie très-obscur et bien peu explorée de notre histoire nationale. En général, votre comité de publications est parti de l'idée que nos mémoires, s'ils veulent continuer comme ils ont commencé, doivent embrasser ou des matières scientifiques, traitées avec une certaine étendue, une supériorité et une originalité réelles, ou tout au moins des points encore inconnus ou peu connus, qui aient un mérite incontestable de nouveauté. D'autres mémoires sont encore annoncés.

Les sections qui n'en ont point fourni encore ont exercé leur activité en d'autres sens. C'est ainsi que la Section des Lettres a ouvert des concours sur lesquels vous entendrez tout à l'heure des rapports. La Section d'Agriculture et d'Industrie a déjà réalisé une bonne amélioration pratique par la création d'un marché, qui promet d'influer d'une manière avantageuse sur l'agriculture et la consommation du canton de Genève. La Section des Beaux-Arts a pris l'initiative, conjointement avec le Conseil Administratif de Genève, d'une exposition de peinture et de sculpture, qui aura lieu au mois d'août prochain. En un mot, nul n'est resté inactif. Partout il y a eu vie, émulation et travail.

3^e Relations avec l'étranger.

Ce qui précède, Messieurs, a pu déjà servir à vous faire connaître ce que sont ces relations. Les correspondants que nous avons nommés dans trois sections ont répondu de la manière la plus flatteuse à notre appel et à notre demande de collaboration active. Déjà plusieurs nous ont envoyé des travaux remarquables. Plusieurs aussi nous ont adressé leurs ouvrages ou ont annoncé leur prochain envoi, de sorte que la bibliothèque de l'Institut est en train de se former. Les relations avec les Sociétés étrangères se nouent de même insensiblement, et elles contribueront à l'augmenter aussi. En un mot, partout au dehors l'Institut a rencontré la plus extrême bienveillance. Des hommes considérés dans la science ont tenu à honneur d'en devenir les correspondants. L'Institut Genevois n'attribuera certes pas à son mérite encore bien en germe, et à sa réputation à peine éclos, ces prévenances encourageantes. Il les reportera en entier sur le bon renom scientifique de Genève, de cette ville qui, depuis longtemps, a su conquérir et garder si honorablement sa place dans le monde supérieur de l'intelligence, de l'esprit et de la pensée.

4^e Budget des recettes et des dépenses.

Messieurs, j'ai de même peu de chose à vous soumettre sur cet objet. Le résumé de la gestion financière de votre comité vous a été distribué à l'avance. Les comptes acquittés et les pièces de comptabilité à l'appui ont été déposés sur le bureau.

« Il résulte de cet état de situation, que sur les 7,000 francs qui forment l'actif de notre budget pour la présente année 1854, 4,100 francs ont dû être appliqués au complément de la répartition de 600 francs réservée à chaque section, déduction faite de l'abandon total et de l'abandon partiel que les Sections des Sciences naturelles et des Sciences morales et politiques ont fait dès lors pour l'appliquer aux frais de publication du premier volume des Mémoires.

« Notre actif est donc réduit, pour ce qui concerne la subvention de l'Etat, à 5,900 francs, soit à peu près à son état normal de 6,000 francs. Avec cette somme et les économies dont j'ai parlé en ce qui concerne la publication des Mémoires et du Bulletin, il sera facile de maintenir notre budget sur le pied de l'année dernière, savoir 3,000 francs à répartir entre les cinq sections, ce qui fait 600 francs pour chacune d'elles, et 2,900 francs pour les publications et autres dépenses de tout genre. Bien que ces dernières aillent en augmentant, on peut déjà les estimer approximativement. Il faudra ajouter à notre actif le produit de la vente des Mémoires, qui ne sera connu qu'à la fin de l'année courante, et qui sera réduit par les fortes remises qu'il est d'usage de faire aux libraires pour des ouvrages de ce genre.

« La somme qui avait été par prévision affectée à un loyer pourra être économisée, grâce à la bienveillance de l'autorité municipale de Genève. Le Conseil Administratif, qui nous a toujours honoré de ses encouragements, a bien voulu mettre à la disposition de nos sections, pour leurs séances ordinaires, une

des salles du musée Rath et un local suffisant pour loger nos livres, nos archives et le dépôt de nos Mémoires. Cet arrangement provisoire ne nous fait pas toutefois désespérer d'entrer un jour en possession d'un local qui nous soit plus spécialement affecté.

« La franchise de port, qui a été accordée à votre Président et à votre Secrétaire général par l'administration des postes fédérales, permet d'éviter à l'intérieur quelques frais de correspondance. Nous espérons que cette administration voudra bien continuer à nous seconder de son bienveillant concours.

« Les frais de port à l'étranger sont assez considérables, et doivent être un motif pour nous de limiter forcément nos relations. Tous nos imprimés expédiés en France, en Italie, en Angleterre, en Allemagne, et, en général, hors de la Suisse, doivent être obligatoirement affranchis. Ce ne serait rien encore s'ils parvenaient toujours; mais les perquisitions exercées à quelques-unes de nos frontières sur tous les imprimés en général, et une législation faite évidemment en vue d'entraver la circulation des livres, des brochures et des imprimés, sont la cause que des réclamations nous arrivent fréquemment. Nous avons été parfois obligés de réitérer deux et trois fois nos envois, avant qu'un seul parvint à sa destination.

« Nous employons bien, quand la chose est possible, la voie diplomatique, mais on ne peut user qu'avec discrétion de la complaisance de MM. les agents et consuls accrédités par les gouvernements étrangers en Suisse et à Genève. D'ailleurs cette voie exige des formalités assez compliquées et qui entraînent des longueurs et des retards.

« En ce qui concerne votre comité d'administration, j'ajouterai, Messieurs, qu'il a eu en moyenne une séance par mois, et plus quand cela a été nécessaire. Le plus parfait accord et la plus grande unité de vues n'a pas cessé de régner entre ses membres. L'un d'eux, M. Diday, président de la Section des

Beaux-Arts, a été chargé de s'occuper, conjointement avec cette Section, d'un projet de diplôme pour les membres de l'Institut tant au dehors qu'au dedans. M. Diday a soumis au comité un dessin exécuté par M. Ami Bovet pour cet objet. Il a été chargé de s'enquérir du prix auquel reviendraient la lithographie ou la gravure de ce projet.

« Tels sont, Messieurs et chers collègues, les principaux objets dont votre Secrétaire général avait à vous entretenir. Pour de plus amples détails et pour ce qui concerne les sections dans leur sphère particulière d'activité, il ne peut que vous renvoyer aux Bulletins de l'Institut Genevois, publiés en décembre 1853 et en avril 1854, et aux rapports particuliers de MM. les Secrétaires. »

Une discussion est ouverte, après la lecture de ce rapport sur les différents points qu'il embrasse. M. James Fazy, vice-président de la Section des Sciences morales et politiques, demande qu'il soit alloué, sur le budget de l'Institut pour l'année courante 1854, une allocation de 500 francs au Secrétaire général, pour l'indemniser du temps et des soins qu'il consacre à l'Institut Genevois et à ses publications. Cette proposition, appuyée par MM. Chaulmontet et Moulinié père, est adoptée. Le Secrétaire général remercie l'Institut.

L'ensemble du rapport est ensuite adopté à l'unanimité.

MM. les professeurs Cherbuliez et Amiel, membres de la Section Littéraire de l'Institut, chargés des rapports sur les concours ouverts par cette Section, s'acquittent de leur tâche de la manière suivante :

Rapport sur les deux concours littéraires ouverts par la SECTION DE LITTÉRATURE de l'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS, du 1^{er} novembre 1853 au 15 avril 1854.

Messieurs,

Le 13 octobre 1853, la Section de Littérature décida d'ouvrir deux concours, réglés par des dispositions qui ont été publiées dans un programme imprimé (*voir p. 70 et 71 du Bulletin*).

Le 15 avril 1854, dix-sept pièces avaient été remises entre les mains du Secrétaire.

Le 20 avril, la Section, convoquée, résolut de former deux Jurys, chacun de quatre personnes, choisies parmi les membres effectifs de la Section, chargés d'examiner l'un les pièces en vers, l'autre les travaux en prose, et devant rapporter dans un délai de quinze jours.

Le 4 mai, les Jurys réunis donnèrent leurs conclusions sur les pièces et décidèrent pour les prix. M. le professeur Cherbuliez fut invité à rendre compte du concours de prose, M. le professeur Amiël du concours de poésie.

Onze jours plus tard, le 15 mai, furent décachetées les lettres à épigraphes qui contenaient les noms des auteurs couronnés.

Tel est, Messieurs, en peu de mots l'histoire de ce double concours, le premier qu'ait ouvert l'*Institut national Genevois*. Voyez maintenant son résultat.

I.

Prix de prose.

La prose a peut-être, chez nous, un plus grand besoin d'encouragement que la poésie. Cette assertion a l'air d'un paradoxe, et, néanmoins, pour qui connaît la littérature genevoise contemporaine, les faits se prononcent en sa faveur. Il semble que la langue des dieux nous soutienne mieux contre certains

défauts que nos voisins, malgré la gloire de Jean-Jacques, malgré d'autres renommées moins éclatantes, reprochent volontiers au style genevois, contre ce je ne sais quoi d'abstrait, de roide et d'empesé qui, disent-ils, effarouche les Grâces. A qui contesterait le fait, j'opposerais avec confiance nombre d'essais heureux dans lesquels une versification élégante ou vigoureuse captive l'esprit sans blesser l'oreille ni le goût. Nous n'avons, il est vrai, jusqu'à ce jour, point de grande épopée, et nos Racine et nos Molière sont encore à naître ; mais, dans l'élégie, dans la chanson, dans l'apologue, dans le conte en vers, dans le genre plus élevé de la ballade héroïque, j'ose affirmer que nos preuves sont faites, et, en attestant chez nous de vrais talents, nous en promettons peut-être d'autres. Sans chercher en ce moment la clef de ce problème, j'observe que, dans le domaine de la prose, le vrai et le beau ont des droits rivaux à concilier, et que dans les œuvres où l'éloquence emprunte au savoir ses ressources, des recherches exactes et des études approfondies sont tout à la fois indispensables et insuffisantes au succès. Par cette raison même, il semblerait que c'est dans cette voie que notre génie national, tout à la fois exact et ardent, réfléchi et passionné, devrait marcher avec le plus de sûreté et d'aisance. Quoi qu'il en soit, on comprendra sans peine que la Section littéraire de l'Institut, dans l'ouverture de son premier concours, ait partagé ses soins et son appel entre la prose et la poésie, et qu'entre les genres où le beau se met au service du vrai, elle ait préféré celui où leur alliance est éminemment naturelle et intime, celui où l'homme devient l'objet des études et de la contemplation de l'homme, non pas dans une région abstraite, mais sur le théâtre animé de sa lutte contre la destinée. L'histoire, telle qu'on la conçoit et qu'on l'écrit au dix-neuvième siècle, exige au plus haut degré le travail patient et souterrain du mineur et les inspirations élevées de l'artiste : jamais, en effet, mieux que de

nos jours, elle ne comprit sa véritable tâche, qui est de ressusciter le passé, de saisir les phénomènes sociaux dans toute la complexité vivante de leurs éléments, de rendre aux faits leur pleine réalité, et, par cela même, leur vraie couleur et leur intérêt palpitant. Aussi, avant même de penser à l'expression, aux formes et aux convenances du style, quel art savant ne déploie-t-elle pas déjà pour arriver à sa première fin, la vérité, pour évoquer en magicienne des civilisations évanouies, des figures à demi effacées par le temps ! Travail préliminaire d'érudition et de critique, exploration consciencieuse des sources, des documents les plus divers, recherches consacrées à dégager le vrai sous les dehors trompeurs des jugements reçus, des injustices contemporaines ou des préjugés traditionnels, interprétation sagace qui pénètre le sens et la portée latente de maint détail imperceptible à des yeux inattentifs, génie de combinaison qui, de mille fuyantes et légères étincelles, éparses dans la poussière des bibliothèques, sait composer un faisceau de lumière, tel est, qui peut le méconnaître ? l'art des Niebuhr, des Thierry, des Mignet, des Macaulay, et, malgré la différence des genres, celui d'un Walter Scott, d'un Manzoni, d'un Alfred de Vigny. Ces matériaux une fois conquis par des veilles laborieuses, le vrai talent trouve en lui-même non-seulement la puissance de les mettre en œuvre, mais encore l'instinct de la forme que son originalité l'appelle à leur donner. Qu'il les jette dans le moule sévère de l'histoire, se bornant à la fidèle reproduction du passé, et renonçant à toute autre ressource pour intéresser et pour plaire que celle d'une mâle et précise éloquence, ou que, sur les ailes de la fantaisie, il s'élève aux confins de la science et de la fiction, son œuvre, interprète du passé, relèvera toujours de l'histoire ; à l'histoire seule elle devra sa solidité, ses inspirations, sa sève nourricière. Eh bien ! ces affinités entre les études historiques et le génie littéraire, c'est ce que nous avons eu en vue dans notre programme.

Les annales de l'humanité ne présentent guère de nation, d'époque, de moment, où la nature des faits et des sources ne se prête aux exigences de l'art de peindre, à ces vues d'ensemble ou à ces tableaux saisissants dont l'attrayante succession manifeste le penseur et l'écrivain. Dans ce domaine, point de région entièrement stérile; même, il est plus d'un petit Etat qui déploie à nos yeux plus de variété et de mouvement dans sa vie nationale que bien des empires d'une vaste étendue; d'abord, sans doute, parce que l'énergie des volontés et des caractères, la force des passions et l'éclat du génie politique, ne se mesurent pas à la grandeur du territoire, et ensuite, parce que les petites patries, plus chères au cœur de leurs enfants, leur inspirent de plus grands dévouements, et allument aussi dans leur sein de plus ardentes rivalités, des jalousies plus implacables, rappelant tour à tour l'image d'une famille heureuse et unie, et ces haines fraternelles du poète, les plus mortelles de toutes :

Fraternas acies, alternaque regna profanis

Decertata odiis.

En ce moment, Messieurs, vous pensez à notre Genève, comme nous y pensâmes nous-mêmes lorsque nous voulûmes, dans le champ illimité que nous venons de parcourir d'un regard, tracer une arène moins étendue. N'était-il pas naturel, dans ce premier concours, d'inaugurer l'influence littéraire que nous entreprenons d'exercer, en suspendant un de nos prix sous l'écusson de notre république? L'histoire de Genève n'est-elle pas faite pour occuper d'habiles pinceaux, pour animer la toile, pour inspirer l'éloquence? Nous en serions-nous exagéré la richesse et la beauté? Epoque romaine, époque burgunde, reculées dans la nuit des temps, mais en rapport avec des mœurs curieuses à étudier, avec des révolutions qui ont changé la face de l'humanité; puis le développement successif de notre liberté, l'âge héroïque de nos annales, moins problématique et non moins glorieux que celui de la Suisse, ensuite la Réformation

dont nous devenons le foyer, régime draconien, assombri par de terribles sévérités, mais illustré par de puissants caractères et de mâles vertus ; enfin nos luttes intestines, mettant en scène des passions dramatiques et des capacités dignes d'un plus grand théâtre ; je ne fais qu'indiquer ce que tout le monde sait, et je ne démontre point une opinion qui n'a point ici d'adversaire. Variété, richesse des faits, intérêt moral, religieux, politique, rien de tout cela manque-t-il à notre histoire ? Ou bien, en provoquant cette étude, aurions-nous fait tort aux écrivains qui l'ont embrassée jusqu'à nos jours ? Soit rendue toute justice à leurs mérites divers ; mais, ont-ils rempli la tâche d'une manière transcendante, avec un éclat qui efface d'avance tout essai nouveau ? Avons-nous une histoire de Genève qui réponde au type moderne, aux exigences actuelles, et à cet heureux concours de la critique, de la philosophie et de l'imagination, qui caractérise les classiques du genre ?

D'ailleurs, qu'on veuille bien le remarquer, notre espoir n'était nullement qu'on nous présentât le corps entier de notre histoire ; rien n'autorisait cette prétention de notre part, ni le temps accordé aux concurrents, ni la valeur du prix dont nous avions à disposer, non sans doute ! mais une époque détachée, une des crises, une des évolutions de notre existence nationale, un tableau de mœurs, ou bien une de nos vies illustres, celle de Berthelier, par exemple, une statue coulée en bronze, à la manière de Plutarque ; ou encore, une de nos localités traitée avec ses souvenirs, comme le château de Chillon l'a été si admirablement par M. Vuillienin ; enfin, sous une forme ou sous une autre, une monographie historique, relevée par le pathétique et la couleur locale ; ou bien, dans un genre plus rapproché de la poésie, une situation dialoguée, un drame taillé dans nos annales, ou un épisode de roman dans le goût de Walter Scott : voilà ce que nous avons le droit d'attendre, et, pour nous résumer en deux mots, notre devoir dans l'appréciation

des pièces était d'exiger : 1° Un fond de composition emprunté à notre histoire, 2° une forme vraiment littéraire et soutenue par le mérite du style.

Quatre mémoires ont été présentés au concours de prose ; ils ne sont pas tous sans mérite ; l'un d'eux surtout a, comme on va le voir, une véritable valeur ; mais, en considération des principes que je viens de rappeler, la Section de Littérature n'a pu décerner de prix. L'appréciation dans laquelle nous allons entrer justifiera, je l'espère, la sévérité de cette décision, tout en attestant notre sincère estime pour des preuves non équivoques de travail et de talent.

N° 1. L'œuvre intitulée « Grandeur d'un cœur genevois, » et que je détache la première, parce que, malgré ce que promet le titre, elle est étrangère à notre histoire, porte cette épigraphe : « Console-toi, homme de bien, en songeant que la vertu est encore plus belle que le vice n'est laid. » C'est un long drame en trois actes, qui nous tient enfermés d'un bout à l'autre dans l'enceinte d'une famille dont le chef est un hypocrite qui, par de beaux dehors, l'air et le jargon d'une piété affectée, et à force de flatteries, s'est insinué dans les bonnes grâces d'une riche veuve, et, une fois maître de sa main et de sa fortune, la trompe en nouant des intrigues avec d'autres femmes, et persécute et travaille à ruiner les enfants du premier époux ; comme on le voit, sous un crayon habile et vigoureux, ce serait Tartufe marié qui, certes, aurait pu fournir le sujet de scènes piquantes et d'effets vraiment dramatiques. Mais, malheureusement, l'intrigue de cette pièce tirée de la vie bourgeoise, est romanesque, faible de vraisemblance, les caractères en sont forcés, ainsi que les situations et les sentiments ; rendons cependant justice à quelques intentions comiques, à des morceaux où se montre une invention de détail assez ingénieuse, où perce l'accent d'une vraie sensibilité ; mais ces côtés

louables ne compensent pas la maladresse dans l'enchaînement des scènes, la trivialité et la boursoufflure du style, et le fâcheux effet d'un dénouement difforme par sa longueur démesurée.

N° 2. « Caius Julius Cæsar et Titus Labienus, considérés au point de vue de l'histoire de Genève. Essai de critique historique et philologique, avec cette épigraphe : « Vicit a solo Cæsare victos (Légende de la médaille frappée par François 1^{er} après la bataille de Marignan). »

Ce mémoire, agréablement écrit, est d'un intérêt piquant par les questions qu'il soulève et qu'il résoud d'une manière plus ou moins paradoxale ; mais, le jury a été unanime à reconnaître qu'il reste en dehors d'une condition essentielle, n'appartenant ni par la forme, ni par les développements, à la littérature proprement dite ; c'est, selon l'expression d'un de nos collègues, « un morceau de critique et d'archéologie fourvoyé au milieu d'un concours purement littéraire. » Mais, après avoir énoncé avec regret ce motif d'exclusion, je me plais à insister quelques moments sur les mérites de cet intéressant travail, qui fait preuve d'un savoir étendu, d'un vrai talent de critique et d'antiquaire, et si quelques doutes ou même des convictions opposées à celles de l'auteur interviennent dans notre éloge, il n'en aura que plus de prix en s'annonçant ainsi comme le résultat d'un examen consciencieux. Trois points importants sont discutés successivement dans cet essai de critique historique, et liés entre eux par des rapports essentiels, de manière à former un corps de recherches sur la condition et les destinées de Genève sous les Romains : 1° Ce qu'était Genève au moment où César y fit son apparition ; 2° Position politique de César, idée précise du récit qui ouvre ses Commentaires ; 3° Ce que devint Genève après la guerre que César fit aux Helvétiens ; état de cette cité sous les empereurs romains. — Après quelques notions sur les populations celtiques des Alpes, l'auteur signale les Allobroges comme celle qui était la plus rapprochée de la civilisation

romaine, et rappelle son incorporation à la Narbonnaise, et l'importance militaire de Genève, cité fortifiée, *oppidum*, qui était alors un point d'observation et de défense contre le voisinage menaçant des Helvétiens et d'autres peuples encore indomptés. C'est dans la seconde partie qu'éclatent les preuves d'un esprit paradoxal ; après des considérations judicieuses sur la position politique de César, sur la véritable valeur des griefs de nationalité et de famille qui servent de prétexte à la guerre contre les Helvétiens, vient l'examen de l'authenticité et de la crédibilité des Commentaires de César ; malgré quelques objections indiquées en passant, l'authenticité est reconnue, il n'en est pas de même de la crédibilité. Les critères sur lesquels repose l'argumentation de l'auteur ne nous paraissent pas avoir toute la force qu'il leur suppose ; pour n'en citer qu'un exemple, à l'éloge que Cicéron fait des Commentaires dans son Brutus, ou Galerie des illustres orateurs, à ce témoignage si exprès, si positif, qui, certes, de la part d'un homme d'un goût exquis et passionné pour les lettres et d'un ennemi politique, est d'une valeur incontestable, se trouve opposé au passage de la première Philippique où l'orateur jette du discrédit sur les papiers, ou notes et mémoires, *commentarii*, *commentarioli*, dont Antoine s'était mis en possession et dont il faisait un indigne usage ; mais ces notes et mémoires dont Antoine se prévalait pour trafiquer, sous le nom de César, des dignités, de l'argent et des terres étaient sans doute, malgré l'emploi du même mot pour deux choses si différentes, tout autre chose que les mémoires du grand capitaine sur ses campagnes, et en particulier sur celles des Gaules. Les Philippiques ou Antoniennes de Cicéron, et les déprédations et actes arbitraires par lesquels Antoine préludait au règne du sabre et au coup d'état de Bologne, tombent sur l'an 44 avant l'ère chrétienne, et les mémoires militaires de César étaient déjà publiés, puisque le Brutus où Cicéron en fait un éloge si judicieux et si délicat, parut notoi-

rement l'an 46, deux ans avant l'assassinat du Dictateur. Le caractère, le génie si vaste de l'illustre conquérant qui fut aussi un des hommes les plus lettrés de son siècle, permet-il de le mettre au même rang que ces guerriers dont les mémoires n'ont tout au plus qu'une demi-authenticité, parce que leur main ne savait tenir que l'épée et que d'autres ont dû les écrire pour eux ? Cela ne suffirait-il pas au besoin pour défendre contre les insinuations de l'auteur son plein droit de propriété sur la partie des commentaires dont les anciens lui attribuaient la composition * ? L'assertion d'Asinius Pollion, citée par Suétone, n'établit pas que les commentaires aient été revus et corrigés, mais que César lui-même aurait fait ou dû faire ce travail si la vie ou le temps ne lui eût manqué. Passant aux mesures employées par César pour arrêter les Helvétiens à la frontière de la Narbonnaise, l'auteur examine successivement les opinions de divers militaires, seuls aptes, il semblerait, à l'explication d'un pareil texte, et auxquels pourtant s'est joint honorablement notre illustre Abauzit, qui place le fameux retranchement des Romains sur la rive gauche du Rhône, entre le lac et le Vouache, et non, comme on le faisait avant lui, sur la rive droite ; les remarques de l'auteur du mémoire répandent encore un nouveau degré de clarté sur cette heureuse solution d'une difficulté autrement inextricable. Enfin, Labienus est présenté comme ayant joué le principal rôle dans cette première campagne de la guerre des Gaules, — encore un paradoxe ingénieusement soutenu ; mais comme la critique érudite de l'auteur rejette elle-même comme supposée une inscription récemment publiée qui étayait jusqu'à un certain point son hypothèse, il ne lui reste pour la soutenir que quelques mots d'Asinius Pollion, d'une portée bien vague, bien générale ! *parum diligenter parumque*

* Le mémoire dont il est question ici est de M. Gaullieur. Il essaiera de répondre, en le publiant, aux critiques de l'honorable Rapporteur.

integra veritate compositi ; l'accusation est certes des plus graves, et encore, fût-elle démontrée, il resterait à en prouver l'application aux rapports de César avec son lieutenant ; mais on connaît l'esprit de dénigrement qui caractérisait celui qui l'a portée, ce Pollion, qui se montra l'ennemi de toutes les grandes renommées contemporaines, ce seigneur homme de lettres qui avait la prétention de donner le ton à la littérature de son siècle et d'assigner leur place au-dessous de celle que leur avait conquise leur génie, à un Cicéron, à un Tite Live, etc. Son témoignage suffit-il pour accuser César de s'être attribué une part de gloire qui revenait à son lieutenant et pour affirmer, ce qui est un peu fort, que César ne vint jamais en personne à Genève ? Du reste, nous ne faisons qu'effleurer cette discussion contre le spirituel scepticisme de l'auteur pour passer à la troisième partie qui n'est pas la moins intéressante des trois, et qui, à notre sens, est la plus solidement traitée ; après l'expédition contre les Helvétiens, ou plutôt après la conquête des Gaules, Genève perd cette importance militaire qu'elle avait due au voisinage de peuples indépendants et belliqueux ; recherches curieuses et instructives sur la date et l'existence du régime colonial, ou ce qui, depuis les lois Julia et Plautia Papiria portées à l'occasion de la guerre Sociale, revenait entièrement au même, du régime municipal à Genève. Le langage des inscriptions démontre cette phase de notre histoire à ceux même qui, comme l'auteur, évitent l'erreur où la science des antiquaires s'est engagée en confondant les monuments appartenant à Nyon et à Genève. Le critique marche ici d'un pas ferme et sûr ; on sent qu'il est maître du terrain. Que le temps ne nous permet-il de communiquer à notre auditoire mainte remarque ingénieuse sur les institutions romaines dont Genève conserva l'empreinte sous les Bourguignons ou Burgundes, sur l'affaiblissement de son importance dans une société barbare où le souverain n'avait point de capitale, sur l'état social de ces temps reculés, sur le pouvoir

des rois, sur celui des évêques dont l'autorité s'accrut de toutes les attributions des anciens magistrats municipaux, et préparait ainsi de loin l'antagonisme d'où sortit notre liberté! Ces questions pleines d'intérêt sont agitées avec une attrayante lucidité.

N° 3. C'est justement à l'époque Burgunde que nous arrête encore le mémoire intitulé : « Épisode de l'histoire de Genève, » dédié à la Section genevoise de la Société de Zoffingue, avec cette épigraphe tirée de Théocrite :

ἡ μεγάλη χάρις

δώρω σὺν ὀλίγῳ • πάντα δὲ τίματα τὰ παρ' φίλων.

C'est le moment où Clovis a fait demander la main de Clothilde, nièce de Gondebaut. Quelques lignes de Châteaubriand, citées dans une espèce de préambule où l'auteur nous fait l'histoire de son travail, vont nous introduire dans son sujet. « Clovis dépêche des ambassadeurs à Gondebaut qui n'ose refuser; les ambassadeurs présentent un sou et un denier selon l'usage, fiancent Clothilde au nom de Clovis et l'emmènent dans une basterne. Clothilde trouve qu'on ne va pas assez vite; elle craint d'être poursuivie par Arridius, son ennemi, qui peut faire changer Gondebaut de résolution. Elle saute sur un cheval et la troupe franchit les monts et les vallées.

Arridius, son ennemi, étant revenu de Marseille à Genève, raconte à Gondebaut qu'il a égorgé son frère Childéric, père de Clothilde, qu'il a fait attacher une pierre au cou de la mère de sa nièce, et l'a précipitée dans un puits; que Clothilde ne manquera pas d'accourir se venger, secondée de toute la puissance des Francs. Gondebaut, effrayé, envoie à la poursuite de Clothilde; mais elle, prévoyant ce qui devait arriver, avait ordonné d'incendier et de ravager douze lieues de pays derrière elle. » (Études historiques.)

Quel parti l'auteur a-t-il su tirer de cette tradition si pleine de caractère? Il nous montre Clothilde traversant une forêt, assise sur son char avec l'ambassadeur de Clovis; ses chants mé-

lancoliques se mêlent aux rudes chansons des Francs qui l'escortent; bientôt, à un détour du chemin, s'approche d'elle un vieil ermite qui la conduit à l'écart pour l'entretenir et imprime à ses pensées un autre cours en lui rappelant les férociétés dont sa famille a été la victime, et en lui recommandant le devoir de la venger. Clothilde remonte sur son char, l'ermite qui la suit des yeux voit dans le lointain l'incendie rougir l'horizon, entend un mélange d'accents de triomphe et de cris de désespoir, et élève vers le ciel une prière qui peut être un mouvement de repentir ou une action de grâces.

L'invention, dans ce court épisode de neuf petites pages, se réduit à peu près, comme on voit, à cette apparition d'un vieux leude ou serviteur de l'infortuné Childéric. Le ton, les détails descriptifs qui en remplissent la plus grande partie et qui ne manquent pas d'un certain charme, rapprochent plus cette composition du genre de l'idylle que des scènes mérovingiennes de Thierry dont on serait d'abord tenté de soupçonner l'heureuse influence. La manière d'écrire annonce un talent déjà exercé, mais qui a besoin de s'exercer encore; ce tableau manque de réalité historique; les traits de mœurs, le lieu de la scène, les caractères sont vaguement conçus.

N° 4. Des calamités qui ont sévi sur Genève avant et depuis la Réformation par **** citoyen protestant, avec cette épigraphe : « Si cet ouvrage vous convient, remerciez. . . . mon maître d'école, qui me vit le quitter à l'âge de douze ans pour entrer en apprentissage. »

Ce dernier mémoire ne s'arrête pas, comme on le voit, à une époque déterminée; il les embrasse toutes à peu près, mais sous un point de vue particulier; c'est l'histoire appelée à l'appui d'une opinion très-prononcée, d'une accusation soutenue avec véhémence. Dans cette opinion nous avons démêlé un élément de vérité, c'est que la Réformation à Genève, comme

ailleurs, n'a pas toujours été juste et humaine dans les moyens qui lui ont servi à s'établir, ni surtout dans ceux qu'elle a employés pour se soutenir. Plus d'un chapitre de ce mémoire élève jusqu'à l'évidence ce jugement, qui, d'ailleurs, est devenu celui de tous les esprits éclairés, et j'allais dire sincèrement religieux dans le sein même du protestantisme. Si l'auteur s'était attaché fermement à ce point de vue, s'il n'en avait tiré que les conclusions légitimes et plaidé franchement la cause de l'esprit de tolérance et de l'équité historique, il aurait fait une œuvre utile et courageuse en face des tendances du jour, opposé des vues sages aux exagérations de la polémique actuelle, et aux imprudents éloges dont le nationalisme religieux comble un passé dont le retour serait pour le moins fort incommode à ses admirateurs. Mais, dans ses appréciations du catholicisme et de la réforme, emporté par la passion, il s'égare dès les premiers pas, et, tout en se déclarant protestant, sacrifie sans ménagement le protestantisme à son adversaire. Plus de calme eût été plus favorable à la justice; les services rendus à Genève et au monde par la Réformation et par ses organes eussent été sincèrement reconnus, et cela sans préjudice au droit qui appartient à l'humanité de notre âge de juger sévèrement la tyrannie du dogmatisme calviniste. Faute de justesse dans le point de vue fondamental, c'est un premier défaut de la logique de l'auteur.

Elle en présente un autre qui n'est pas moins sensible, c'est de se former une idée confuse de la proposition qu'elle veut établir; je dis plus, c'est de confondre même deux thèses différentes qui s'entrenuisent. Dépassez, si vous le voulez, toutes les limites du vrai; ne vous contentez pas de prouver, avec pleine raison, que le régime imposé à Genève par la Réformation est responsable devant l'histoire pour des actes de despotisme et de violence, pour maint abus, mainte superstition qu'il laissa subsister; allez même jusqu'à dire que les protestants eurent toujours tort, même lorsque la hache était suspendue sur leur tête,

lorsque leur sang coulait, tort de rejeter des doctrines qui s'imposaient par des supplices, tort vis-à-vis de Louis XIV et même de Charles-Neuf, qui avaient bien raison de mater ou plutôt d'exterminer ce parti remuant, ces *révolutionnaires* ! Mais, au moins, sachez distinctement ce que vous voulez établir ; n'enchêvêtrez pas maladroitement avec la question essentielle une thèse toute différente. Genève, nous dites-vous, a été frappée d'autant de fléaux qu'aucune ville au monde, et Dieu ne l'a jamais protégée ! ou plutôt Dieu ne protège personne ; ce sont les peuples qui se créent à eux-même leur destinée. Vous faites ainsi intervenir dans une composition que le programme devait renfermer dans les limites de l'histoire, une question de philosophie ou, si l'on veut, de théodicée. A la vue de tant de calamités qui ont frappé Genève de siècle en siècle, vous niez l'intervention de la Providence dans nos annales ; vos adversaires la proclament et croient que tour à tour Dieu se manifeste par des bénédictions et par des châtimens, et qu'il éprouve ceux qu'il aime, les peuples comme les individus. La négation de ce dogme n'est point démontrée par l'auteur du mémoire, et n'aurait pu l'être sans donner à son œuvre un caractère de dissertation métaphysique absolument étranger à l'étude des faits, au sage esprit de l'histoire et au programme de l'Institut. Et tant qu'elle ne l'est pas, que signifie, dans les nombreux chapitres qui suivent la préface et l'introduction, ce dénombrement de toutes les lèpres, de toutes les pestes, de toutes les disettes, de toutes les famines, de toutes les misères publiques, de tous les hivers rigoureux qui ont désolé notre pauvre Genève depuis l'origine des temps ? Ce qui nous fait sentir que nous sommes ici dans le vrai, c'est, malgré les défauts que nous avons reprochés à la thèse essentielle de l'auteur, l'intérêt des chapitres qui s'y rapportent ; je me contente d'en citer un qui fait frémir l'homme du dix-neuvième siècle, celui qui traite des sorciers et de leurs supplices sous le

régime catholique et puis sous le régime de Calvin ! Il est des plus curieux et des plus instructifs.

Comme on s'y attend sans doute, pas plus de logique dans les détails du raisonnement que dans la conception des idées générales ; les contradictions ne répugnent guère à l'auteur ; sur le nombre j'en citerai une seule : le protestantisme est pour lui un boute-feu qui, à Genève, en France et ailleurs, n'a semé que troubles, calamités de toute espèce, et rendu impossible l'établissement d'une véritable liberté, et, quelques pages plus loin, pour montrer que la liberté politique, et non la Providence, est la vraie cause de la prospérité des peuples, on nous cite l'Angleterre et la Hollande, ces deux citadelles de la Réforme, comme des contrées heureuses, auxquelles on oppose la misère de l'Espagne et le despotisme de l'Autriche ! !

Quant au ton de cette composition, c'est celui d'un pamphlet rempli d'animosité et d'amertume ; la véritable éloquence peut être passionnée ; mais elle se montre plus digne, plus maîtresse d'elle-même, plus sobre d'invectives et d'épithètes injurieuses, plus forte de raisonnement, moins vague et moins inconséquente dans sa marche ; elle restreint son champ de bataille pour y déployer d'autant mieux sa puissance ; comme la carabine de nos tireurs, chargée à sa mesure, dirigée par un œil sûr, elle brille, retentit et atteint le blanc, ou, ce qui répond mieux à l'importance de ses victoires, va frapper l'ennemi en pleine poitrine.

Du reste, un pamphlet, une diatribe n'est pas nécessairement une déclamation emphatique et monotone ; le talent d'écrire s'enrôle quelquefois sous d'autres drapeaux que celui de la raison et de la vérité ; avec les ressources d'une prose éloquente et pleine de mouvement, d'une argumentation adroite et vive en ses allures, les sophismes de l'esprit de parti et de la haine, condamnés au tribunal de la raison, peuvent se faire acquitter devant celui du goût. Mais le goût ne peut approuver une œuvre dont le style est d'une choquante incorrection, où la langue est

souvent outragée ; et , malgré l'intérêt d'une riche collection de faits curieux puisés à des sources variées avec une louable industrie, la répétition des mêmes injures et des mêmes apostrophes ne tarde pas à faire de cette lecture une vraie fatigue.

On le voit : ce premier concours de prose, quoiqu'il ne soit point dénué d'intérêt, quoiqu'il soit loin d'être de nature à décourager les efforts de la Section Littéraire de l'Institut et ceux des concurrents que nous espérons voir se présenter à nos appels futurs, a laissé à désirer pour l'intelligence des conditions du programme, pour la direction que nous aurions voulu imprimer à ce nouveau moyen de réveiller l'amour des bonnes lettres dans le pays. Le jury a dû renoncer à décerner le prix , parce que la première des pièces que nous venons de juger, *la Grandeur d'un cœur genevois*, n'a rien à faire avec l'histoire de Genève, et qu'ainsi, indépendamment des défauts que nous avons relevés dans le plan et le style, elle manque à une des lois fondamentales du concours ; parce que la seconde, *César et Labiénus*, malgré son vrai mérite, s'éloigne trop par sa forme du domaine de la littérature, que la troisième, *l'Épisode du cinquième siècle*, pêche par des proportions un peu mesquines, par le vague et la faiblesse de l'exécution, et qu'enfin la quatrième, *les Calamités genevoises*, malgré l'étendue du travail qu'elle suppose, malgré l'intérêt des faits recueillis, présente de graves imperfections dans la méthode, le style et le ton de sa composition.

André CHERBULIEZ,

Président de la Section de Littérature de l'Institut.

II.

Prix de poésie.

Treize concurrents étaient en présence. Ayant tous « traité en vers un sujet relatif à la Suisse », ils étaient par conséquent en règle, pour le fond, avec les conditions officiellement imposées par le programme. Mais l'un d'entre eux avait négligé d'envoyer *deux* exemplaires de sa pièce, comme le prescrivait un article de ce même programme. Ce vice de forme ferait-il écarter la pièce? Le jury ne voulut pas être exigeant pour commencer, et ferma, pour cette fois, les yeux sur cette irrégularité. Restaient donc treize morceaux. — Quelle méthode convenait-il de suivre pour les apprécier comparativement? Le jury, estimant qu'une gradation dans les épreuves servirait en même temps à graduer le mérite relatif des ouvrages, adopta une sorte de méthode d'élimination successive, par laquelle les treize pièces, se triant pour ainsi dire elles-mêmes, se disposeraient dans leur ordre de résistance à la critique, les plus faibles succombant les premières, et les meilleures restant le plus longtemps debout. Suivons, dans ce compte rendu, la même méthode.

Qui veut écrire en vers, doit d'abord suffire aux exigences de la versification, de la grammaire et aussi de l'orthographe, et, devenu, de son aveu, justiciable de ces trois puissances, encourt par des délits graves ou seulement répétés contre quelques-unes ou même une seule d'entre elles, une exclusion naturelle et certes légitime, puisqu'elle a été consentie d'avance. Cette première épreuve, quoique peu sévère, mit déjà hors de cause trois pièces, intitulées : L'HELVÉTIE, SUR LES MONTS et BORDS DU LÉMAN. Évidemment leurs auteurs, présumant trop de leur zèle, se sont mépris sur l'état actuel de leurs connaissances techniques, et doivent, s'ils sentent en eux l'impulsion inté-

rieure, poursuivre avant toute autre chose, la première de toutes, la moins méritoire, mais la plus indispensable, la correction.

Aux pièces qui, ayant traversé la première épreuve, joignent à une correction élémentaire et acceptable certains indices de talent naturel, on est en droit de demander quelque souplesse acquise, un peu d'habitude de cet art de couler la pensée dans sa forme rythmique, et de cadencer la parole tout en lui laissant sa libre expansion et son jeu naturel, qui est proprement le fait et le signe du poète. Cette épreuve, déjà plus forte et plus littéraire que la précédente, arrête à son tour deux pièces : LE DUC LÉOPOLD DEVANT SOLEURE et BERTHELIER. Toutes les deux accusent une assez grande inexpérience de l'instrument et de l'allure poétiques. L'auteur du *Duc Léopold* a de la franchise, de l'entrain, de l'aisance, mais il écrit mal et ne sait encore manier ni l'Oc-tave ni la Ballade qu'il a choisies pour le moule de sa pièce. L'auteur de *Berthelier* a des intentions poétiques, du mouvement, du feu même, mais point d'ordre ni de suite, peu de jet, peu de souffle, et les soubresauts de ses élans entrecoupés jettent dans son dithyrambe patriotique, déjà à l'étroit et à la gêne dans des quatrains, une confusion qui avoisine l'obscurité.

De la douceur, de la pureté, de l'élégance, une sorte de grâce féminine, pas de défauts, rien qui choque ou blesse, tel est le degré littéraire auquel s'élève la pièce intitulée LA LIBERTÉ. Mais une poésie très-jeune et sans caractère, matte comme une réminiscence, pâle et vague comme un reflet et un écho, en un mot, dépourvue d'originalité dans les formes et dans les pensées, pouvait-elle être déclarée suffisante? Un talent qui a du goût, mais pas encore d'invention, qui n'a que les qualités négatives de l'école, et n'est, pour ainsi dire, pas encore personnel, pouvait-il sauver la pièce? Évidemment non. Elle fut donc écartée encore.

Le *MERCENNAIRE*, auquel nous accordons approximativement la septième place, est une pièce d'une inégalité presque incroyable.

Ainsi, par ses 196 premiers vers, elle descend au niveau des trois pièces les plus faibles qui nous ont été présentées, car elle offense souvent, comme elles, la syntaxe, la grammaire et le goût, même parfois l'orthographe ; elle manque de tenue, sort du ton ; en un mot, elle est du nombre de celles qui se font mettre de côté sans scrupule ni hésitation. Au contraire, les cinq strophes qui succèdent aux vers continus et terminent le morceau, strophes qui ont de la vigueur, du nombre et presque du style, la feraient remonter jusque dans le voisinage des bonnes pièces de ce concours. Ces trente derniers vers, qui, à leur tout autre façon, semblent écrits par une autre plume, prouvent combien l'auteur a eu tort de s'aventurer dans le genre soutenu, et aussi combien celui-ci est plus difficile que le genre lyrique, où la forme, chantant en quelque sorte toute seule, porte, grandit et anoblit la voix encore peu assurée du poète. Si l'auteur eût soigneusement tracé le cercle de son talent, et qu'il s'y fût renfermé, il eût, en bornant son ambition, doublé ses forces et triplé ses chances.

IDA DE TOGGENBURG, poème narratif, en quatre chants, dont le fond est emprunté à la Suisse du douzième siècle, a bien des mérites. Un sujet intéressant et même pathétique, des caractères vrais et nettement tracés, des descriptions bien faites, de l'invention dans les détails, le naturel du ton, la simplicité coulante du récit, sont autant de titres qui plaident en sa faveur. Malheureusement le travail vaut mieux que la matière, et laisse assez à désirer ; la facture est molle et négligée ; la phrase traîne ; l'expression est longue, gauche et parfois encore déparée par des impropriétés ou d'autres taches ; ces divers défauts du poème, qui neutralisent une partie de ses avantages, lui permettent dépasser les sept pièces précédentes, mais l'empêchent de s'élever au delà du n° 8.

Dans ses qualités, comme dans ses imperfections, LA SUISSE AFFRANCHIE (n° 9) est l'opposé de IDA DE TOGGENBURG, et lui

succède, non qu'elle lui soit proprement supérieure, mais à la fois comme un pendant et un contraste. Ici l'instrument vaut mieux que la musique et la façon est plus habile que l'œuvre n'est bonne. De la verve et des ressources, de la facilité et de l'abondance, une imagination vive et alerte qui crée avec plaisir, qui anime ce qu'elle touche, mais qui invente plus de tours et de mouvements dans l'expression qu'elle n'a encore d'idées ou de sentiments à exprimer, une sorte de hardiesse naïve et de bon augure qui se risque bravement à des tons fort divers et tente beaucoup de routes; voilà ce qu'on découvre dans le petit poème qui s'appelle *la Suisse affranchie*. Mais l'œuvre, très-juvénile, fait soupçonner une main fort jeune: on peut conjecturer l'âge de l'auteur à son inexpérience des hommes, à la manière dont il trace et motive les caractères, aux discours qu'il prête à ses personnages, à l'inutilité de ses efforts pour quitter le lyrisme, cette première octave de la gamme poétique, et à d'autres indices encore. Quoi qu'il en soit, il a des dons heureux et même des qualités acquises, mais il faut qu'il travaille. Il connaît déjà passablement bien le vers, du moins le vers lyrique; mais pas encore assez la langue en général ni la langue poétique, car il les violente souvent par ses témérités, au lieu de s'en faire obéir; et ce qu'il connaît moins encore, c'est la matière poétique, je veux dire la vie, car il la suppose plutôt qu'il ne l'exprime, et l' imagine au lieu de la peindre. En tout cas, il s'est attaqué à un sujet fort au-dessus des forces dont il dispose actuellement, et, si c'est là un excellent exercice, ce n'est pas le moyen de remporter la victoire.

NICOLAS DE FLUE et LA DIÈTE DE STANTZ (nos 10 et 11) forment un groupe presque parallèle à *Ida de Toggenburg* et à *la Suisse affranchie*. Inférieures par certains points, ces morceaux l'emportent par d'autres; leur genre est peut-être moins intéressant; en revanche, et c'est l'essentiel au point de vue littéraire, ils ont mieux réussi dans leur genre. Ces pièces, auxquelles nous

assignons la dixième et la onzième place, semblables et même identiques entre elles par le sujet, différent complètement pour tout le reste. Celle qui s'appelle *Nicolas de Flue* pourrait être définie une chronique en vers, encadrée entre un Prologue et un Épilogue, seuls endroits où la Muse, restée ailleurs strictement pédestre, se rappelle qu'elle a des ailes, *Musa ales*, et, quittant un moment le sol, s'élève de la réalité à l'émotion de l'histoire. On devine les suites. *Nicolas de Flue* a toute la précision de langage, la fermeté de trait, la maturité d'une bonne prose, mais son exactitude trop consciencieuse dégénère en sécheresse, et sa sécheresse va parfois jusqu'au prosaïsme. La meilleure partie du poème est le discours fameux par lequel le saint ermite fit, à Stantz, rentrer au fourreau les glaives qui allaient trancher le nœud mal affermi des alliances helvétiques, et changea en élan de patriotisme l'irritation menaçante où allait s'embraser la première guerre civile de la jeune Confédération. Et cela devait être, puisqu'ici la fidélité au texte devenait de soi-même de l'éloquence, une éloquence vraie et pénétrante autant que simple et serrée. Cette manière sévère et rigide a aussi la chance de faire raconter des vers bien burinés, tels que ceux-ci :

Son cœur était son code et l'univers son livre....

Chez ce grand empereur je cherche le grand homme.

Dans la *DIÈTE DE STANTZ*, le poète s'empare de son sujet avec beaucoup plus de liberté, et, sans altérer l'histoire, il s'y mêle, il s'en émeut, il y intervient en laissant percer partout sa sympathie et son antipathie, ses espérances et ses craintes. Cette manière toute lyrique de raconter a l'avantage de mettre l'histoire à la portée du poète; mais elle enlève à l'histoire de sa réalité et de sa grandeur; elle la diminue et, en quelque sorte, l'effémine. Elle tend à convertir l'épopée en ballade, et la ballade en élégie, et cet amoindrissement, qui est une facilité, est comme toute facilité, un piège en définitive pour celui qui la recherche ou

l'accepte. Ainsi, dans la *Diète de Stantz*, les huit strophes ironiques destinées à comparer l'incrédulité de notre époque à la foi simple des vieux âges, quoique sérieuses d'intention, sont presque frivoles tant elles sont juvéniles, et nuisent au poème et à l'effet au lieu de leur servir. Du reste, toute cette pièce est écrite avec grâce et avec soin ; elle a de bonnes parties, par exemple le pay-sage de l'introduction, la prière de Nicolas dans sa grotte et son discours devant la Diète, lequel, chose curieuse et caractéristique, est en strophes. On pourrait bien remarquer une espèce de monotonie dans le faire de l'auteur ; avec plus de fini, son style a moins de variété et de mouvement que celui de la *Suisse affranchie*, mais le principal défaut du poème est encore le même : la disproportion entre le sujet et l'œuvre. L'œuvre a certainement du mérite, mais le sujet en réclamait davantage.

Deux manuscrits seulement, les derniers champions de la lutte, restaient entre les mains du jury : l'un contenant deux poésies, *Les deux Lacs* et le *Réveil des Hirondelles*, avec cette épigraphe qui ressemble à une excuse :

« Le vent qui sur nos âmes passe
Souffle à l'aurore ou souffle tard. »

le second, sous cette épigraphe héroïque : *Dulce et decorum pro patriâ mori*, portant le titre de *Bataille de Sempach*, scènes de l'histoire suisse, en deux journées.

Le jury l'avoue, sans ce dernier concurrent, il n'eût probablement pas accordé le *prix de poésie* cette année, mais son apparition fit cesser les doutes. Œuvre d'un talent plus mûr, plus mâle, plus fort qu'aucune des pièces antérieurement examinées, supérieure encore aux autres par l'étendue comme par la valeur intrinsèque, composée d'ailleurs dans un genre plus difficile et plus haut, le genre dramatique, écrite d'un style franc et ferme, où les vers carrés, sentencieux et fièrement frappés ne sont pas rares, la BATAILLE DE SEMPACH réunit sur elle les suffrages. Pourtant, comme elle donne encore assez de

prise à la critique de détail, comme la seconde journée est sensiblement inférieure à la première, que le tout ne forme que des scènes dramatiques et pas encore un drame; en un mot, comme sa valeur relative, pour être la plus grande parmi les treize morceaux, est loin d'être absolue, le jury a fait participer au prix LE RÉVEIL DES HIRONDELLES (meilleure que les *Deux Lacs*), pièce plus achevée dans un genre plus modeste, qui rentre, par le paysage dont elle s'inspire, dans les limites du concours, et dont la fraîcheur, la grâce, la délicatesse et l'harmonie ont paru, malgré quelques négligences, surtout dans les rimes, mériter cette distinction.

En conséquence, le jury adopte les conclusions suivantes :

1^o Le prix sera partagé entre la *Bataille de Sempach* et le *Réveil des Hirondelles*. La première pièce aura les trois cinquièmes du prix, la seconde les deux cinquièmes.

2^o Le prix étant partagé et sa valeur matérielle diminuée par le partage; de plus, l'Institut n'ayant pas encore de coin gravé pour ses médailles, rien ne sera distraît cette fois de la valeur du prix, pour être consacré à une médaille, et le prix sera remis intégralement aux lauréats.

3^o Les deux concurrents couronnés sont M. Jules MULHAUSER, de Genève, auteur de la *Bataille de Sempach*, et M. Charles-Louis de BONS, de Sion, conseiller d'État du Valais, auteur du *Réveil des Hirondelles*.

La Section ratifie les conclusions du jury de poésie, et se réserve d'annoncer prochainement les conditions de son deuxième concours.

H.-F. AMIEL, professeur,
Secrétaire de la Section littéraire.

La séance est terminée par la lecture de cinq morceaux de poésie. Le premier et le second tirés de la *Bataille de Sempach*, sont choisis et lus par l'auteur, M. Mülhauser; pour le troi-

sième, M. Amiel lit l'autre pièce couronnée ; les deux derniers se composent de deux fables : *Le Vieux Sou* et *Les deux Rats*, écrites et lues par M. Carteret.

Nous joignons ici deux de ces morceaux, le premier et le troisième, soit le *Monologue* de Léopold, duc d'Autriche, et le *Réveil des Hirondelles*,

I.

La Bataille de Sempach.

Journée I^{re}, Scène VII.

LÉOPOLD seul.

(*Il reste un instant absorbé dans ses réflexions.*)

Morgarten ! mot fatal ! comme un cuisant affront
Il me suit en tous lieux et s'attache à mon front !..
Combien de fois déjà ce souvenir infâme
Dans des nuits sans sommeil a-t-il rongé mon âme !
Au milieu de ma cour, oh ! combien de rougeurs
Il m'a fallu subir devant mes serviteurs ! —

(*Il se lève.*)

Morgarten ! oui, c'est là que mon malheureux père
D'un destin envieux éprouva la colère ;
C'est là que des bergers, en quittant leurs troupeaux,
Flétrirent d'un seul coup l'honneur de ses drapeaux ;
Là, que tomba la fleur de sa chevalerie,
Sous un terrain vassal sans gloire enseveli.
Ils purent se vanter, ces insolents pasteurs,
D'avoir vaincu le fils des puissants empereurs ! —
Rodolphe ! ô mon aïeul ! ombre auguste et sévère,
Je saurai maintenir ta gloire héréditaire ;
Toi qui portas la pourpre, ô chef de ma maison,
Je laverai la tache empreinte à ton blason ! —
Il est temps, il est temps que cette injure cesse ;

Elle a sonné pour moi l'heure de la promesse
 Que je me fis toujours, d'accomplir les desseins
 Que mes nobles aïeux ont laissés à mes mains.
 Depuis les jours de Tell il relève la tête
 Ce peuple dont il faut décider la conquête ;
 Ce que n'ont pu d'Albert les faibles gouverneurs
 Le jour l'éclairera demain de ses lueurs !

(Il s'assied et dit après une pause :)

Mais, d'où vient qu'en mon cœur une angoisse secrète
 Pénètre malgré moi ? — Sans cesse je m'arrête
 A de tristes tableaux, à des scènes de deuil. . . .
 Hier, en rêve, j'ai vu plusieurs fois un cercueil —
 Songe vain ! — il portait la couronne ducale ;
 Je n'ai pu distinguer l'inscription fatale —
 Un rêve ! qu'est-ce donc pour troubler l'homme fort ! —
 Oh ! oui, je m'en souviens. . . autour du char de mort
 Pendaient de tous côtés des cordes enlacées. . .
 Ce char était — où vont s'égarer nos pensées ! —
 Ce char était celui d'où Reinach ce matin
 Promettait châtement à ce troupeau mutin —
 On m'en avait parlé ; sans doute c'est la cause
 De ce rêve bizarre — on trouve à toute chose

(Souriant.)

Un motif — oui toujours — Étrange épouvantail ! —
 Mais, pourquoi donc, plus tard, ai-je vu le portail
 De Koenigsfeld s'ouvrir ? . . . ô sanglante mémoire !
 Koenigsfeld ! c'est l'endroit où du haut de sa gloire
 Albert tomba frappé par un fer assassin ! —
 Une invincible horreur avait glacé mon sein —
 J'ai voulu pénétrer sous ces voûtes funèbres. . . .
 Tout à coup, au milieu des humides ténèbres
 Des voix ont retenti. — dans ces tristes accents
 J'ai reconnu bientôt l'office des mourants.

Le nom, pourtant, le nom — énigme sans pareille —
 Le nom du trépassé fuyait de mon oreille...
 Je voudrais le savoir. —

UNE VOIX, *au dehors.*

Léopold !

LÉOPOLD.

O terreur !

UNE AUTRE VOIX, *plus éloignée.*

Autriche !

(Au premier cri, le duc s'est levé convulsivement ; il pâlit ; ses cheveux se dressent ; un tremblement s'empare de ses membres ; après le second cri il passe lentement sa main sur son front comme pour en essuyer la sueur ; puis, avec un geste de mépris, il s'écrie :)

LÉOPOLD.

Oh ! rougis donc, rougis de ton erreur,
 Toi qui dans ton sommeil as cru voir un présage,
 Toi dont le cri d'un garde a pâli le visage !
(Il reste debout, appuyé contre la table, et plongé dans une sombre rêverie.)

Jules MULHAUSER.

II.

Le Réveil des Hirondelles.

(A M^{me} la comtesse Laurette de Courten, à Sierre.)

Ma sœur, j'aime à revoir votre élégant château,
 Ses jardins descendant la pente du côteau,
 Sa façade à la teinte grise,
 Ses antiques portraits d'officiers généraux
 Et leurs deux héritiers, dans nos temps plus nouveaux,
 Mes neveux Maurice et Louise.

J'aime à revoir la porte aux têtes de chevreuil,
 La double galerie où s'ouvre votre seuil,
 Vos tours, de flèches couronnées,
 La fontaine dont l'eau coule presque sans bruit,
 Et le tilleul versant comme une fraîche nuit,
 Pendant les brûlantes journées.

Et quels riants tableaux forment votre horizon !
 Les champs courent au loin, bordés d'un vert gazon ;
 Le Rhône envahit ses rivages ;
 Géronde au sein d'un lac fait trembler ses vieux toits ;
 Loèche étale ailleurs ses vignes et ses bois,
 Et Vercorin ses pâturages !

Dans l'étendue immense on ne voit que châteaux
 Dominant le village ou baignant dans les eaux
 Leurs remparts où croît l'aubépine ;
 Et l'œil erre sans fin, mouillé de pleurs souvent,
 De la cascade ombrée au clocher du couvent
 Et de la plaine à la colline.

Ma sœur, c'est dans ces lieux, à l'ombre de ces tours,
 Que les faveurs du sort vous ont fait d'heureux jours
 Et que s'écoule votre vie !
 Trois lustres ont passé sans rider votre front :
 A ces étés bientôt d'autres succéderont
 Et longtemps vous ferez envie.

Toujours, dans vos foyers, un gracieux accueil,
 Attend chaque inconnu qui frappe à votre seuil ;
 Pour l'ami vous avez des ailes ;
 Et telle est la bonté de votre âme de miel
 Que vous traitez comme hôte, envoyé par le ciel,
 Tout jeune couple d'hirondelles.

Je sais que sous vos toits, aux faites des piliers,
 Ces doux amis de l'homme éclorent par milliers ;
 Votre manoir est leur asile ;
 Les poutres, les lambris, les murs en sont couverts ;
 Les créneaux du donjon, pendant six mois ouverts,
 Leur font une route facile.

Aussi vous les voyez, aux mêmes nids constants,
 Y retourner sans cesse, alors que le printemps
 Chasse l'hiver qui s'évapore ;
 Ils sont partis chagrins, ils reviendront joyeux,
 Et vos deux tours seront une oasis pour eux
 Loin des chauds climats de l'aurore !

En été, quand la nuit pâlit à l'orient
 Et que vos yeux, fermés par un songe riant,
 Attendent une aube nouvelle,
 Avant que de la cloche ait retenti l'airain,
 Un doux gazouillement des combles part soudain :
 C'est l'*Angelus* de la tourelle !

Mais déjà cette voix paraît se rendormir,
 Ce gosier qui chantait semble à présent gémir,
 On n'entend plus qu'un frais murmure . . .
 Tout à coup, mille cris éclatent à la fois . . .
 Voyez ! . . . une lueur brille au sommet du bois,
 L'aube sourit à la nature !

Alors commence un chant que nul bruit n'interrompt :
 Cantique matinal qui fait, sur votre front,
 Passer de vagues rêveries ;
 Voix confuses d'en haut qu'on écoute en dormant,
 Babil mélodieux qui va se prolongeant
 Jusqu'au fond de vos galeries.

Bientôt pour les entendre, écartant le sommeil,
 Vous prêtez aux oiseaux vos élans vers le ciel :
 Leurs chants deviennent des prières ;
 Avec eux vous louez le Dieu du pur amour
 Et votre cœur à lui monte, avant que le jour
 Ait fini d'ouvrir vos paupières !

De l'œuvre au Créateur rapports mystérieux !
 Ainsi, du bord des nids qu'orne un duvet soyeux
 Et de la couche nuptiale,
 Produit du pur instinct et de l'ardente foi,
 Le même encens mortel brûle devant ce roi
 Que le jour à la nuit signale !

Cependant l'horizon se remplit de clartés ;
 Par le maître attentif les troupeaux sont comptés ;
 Le faucheur vers les prés s'avance.
 Sur les pas de la nuit voici venir le jour...
 La fête de l'aurore est close dans la tour :
 Les hirondelles font silence !

Ch.-L. de Bons.

Sion, 21 septembre 1853.

M. le professeur Gaullieur, secrétaire de la Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire, annonce que le terme du concours sur la question pour laquelle elle avait proposé un prix, est prorogé jusqu'au 1^{er} décembre prochain. C'est donc le cas de rappeler le sujet et les conditions de ce concours :

« La Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire décernera, à la fin de 1854, un prix au meilleur mémoire qui lui sera présenté sur cette question : *« Comparer la Constitution fédérale actuelle de la Suisse avec le Pacte fédéral de 1815 que cette Constitution a remplacé. »* Ce parallèle embrassera, autant que possible, les divers points de comparaison historique, politique, juridique et économique. Les travaux destinés au concours seront transmis au Secrétaire de la Section des Sciences morales et politiques, au plus tard le 1^{er} décembre 1854. Ils porteront une épigraphe qui devra être répétée dans un pli cacheté renfermant le nom de l'auteur. Les ouvrages inédits seront seuls admis au concours. Les travaux non couronnés seront restitués à leurs auteurs. Le travail qui aura obtenu le prix sera publié, s'il y a lieu, dans les Mémoires de l'Institut. Le jury sera libre d'adjuger ou de ne pas adjuger de prix, selon le mérite des travaux envoyés au concours. Outre le prix, le jury pourra accorder des mentions honorables. Le Président de la Section des Sciences morales et politiques rendra compte du résultat du concours, dans une séance publique, où le prix sera délivré.

Le prix sera de la valeur de deux cent cinquante francs, dont une partie sera consacrée à une médaille décernée au nom de l'Institut. Les membres effectifs de la Section des Sciences morales et politiques seront seuls exclus du concours *.

* Adresse de M. le Secrétaire de la Section des Sciences morales et politiques : M. le professeur GAULLIEUR, aux Pâquis, à Genève.

Le n° 4 du Bulletin, renfermant le compte rendu des Sections de l'*Institut Genevois*, paraîtra incessamment.

En publiant celui-ci, le bureau de l'Institut croit devoir pré-munir le public contre le compte rendu de la séance générale qu'on a pu lire dans un journal de Genève. Sans protester contre des intentions, qui sont une affaire de parti ou d'opinion, le bureau de l'*Institut Genevois* doit tenir en garde les lecteurs du dehors contre de telles appréciations.

Ce que nous croyons devoir dire ici est uniquement pour répondre à diverses observations qui nous sont venues de diverses parts, à l'occasion de ce compte rendu.

Le Secrétaire général de l'Institut Genevois,

E.-H. GAULLIEUR.



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Section des Sciences naturelles et mathématique.

La Section a, dans sa séance du 2 février, voté un projet de Règlement présenté par le bureau, et instituant un Comité de publication, dont les attributions ont été définies comme suit :

ART. 1^{er}. « La Section des Sciences naturelles et mathématiques nommera un Comité de trois membres, chargé d'examiner les travaux présentés à la Section, et de statuer sur leur publication.

ART. 2. « Le Secrétaire de la Section fera de droit, et avec voix délibérative, partie de ce Comité, dans le cas où ne sera pas un des trois membres nommés.

ART. 3. « Le Comité sera nommé pour un an, soit pour présider à la composition du volume qui paraîtra dans l'année.

ART. 4. « Le Comité devra être renouvelé à la séance mensuelle de décembre de chaque année; ses membres ne seront pas immédiatement rééligibles.

ART. 5. « Le Comité pourra, quand il le jugera convenable, et pour s'éclairer de leurs avis, s'adjoindre temporairement d'autres membres de la Section. — Les membres ainsi adjoints n'auront que voix consultative. »

Séance du 31 mars 1854.

Conformément au règlement adopté dans la séance précédente, la Section procède à la nomination des trois membres qui doivent faire partie du Comité de publication. Sont désignés : MM. Mayor père, président de la Section, C. Vogt, vice-président, et E. Ritter.

Le Comité de publication, pour l'année 1854, se trouve donc composé de quatre membres par suite de l'adjonction du Secrétaire de la Section, en vertu de l'article 2 du règlement.

Sur les Nécroses des Os¹.

M. le docteur Mayor père donne lecture d'un mémoire chirurgical sur la maladie des os, connue sous le nom de Nécrose, et qui est ordinairement le résultat d'une fracture.

Les parties fracturées meurent, et, se séparant des portions encore vivantes, jouent, vis-à-vis des tissus voisins, le rôle de corps étrangers, et comme ceux-ci, n'étant point réabsorbées, leur présence gênerait le développement des nouvelles parties osseuses qui tendent aussitôt à se reformer pour rejoindre les bouts de l'os fracturé; et pourrait occasionner par la suite des accidents dont le moins grave serait une suppuration périodiquement et indéfiniment renouvelée. Pendant longtemps l'amputation fut le seul remède employé contre les Nécroses, et c'est

¹ Mém. de l'Institut Genevois, t. II, p. 00.

pour démontrer l'inutilité de l'emploi de ce moyen extrême, et faire connaître le procédé beaucoup plus simple et moins dangereux qu'il lui a substitué depuis longtemps, que M. le docteur Mayor a fait le travail dont nous parlons.

Ce procédé, dont une longue pratique a toujours plus démontré à son auteur les bons résultats, et que, sur ses indications, plusieurs autres praticiens ont employé avec un égal succès, est basé sur le fait que peu de temps après que la fracture a eu lieu, les fragments osseux morts, ou *séquestres*, se détachent presque complètement des parties vivantes qui les entourent, et peuvent alors en être séparées avec la plus grande facilité, après qu'on a, pour arriver au point où le séquestre se trouve logé, incisé les parties molles qui le recouvrent, ainsi que les nouvelles parties osseuses et non encore durcies, qui peuvent déjà avoir eu le temps de se reformer si on a laissé passer le moment le plus favorable à l'opération.

Considérations sur les couches verticales du Salève.

M. Gabriel Mortillet a communiqué la note suivante.

Lorsque depuis Veirier on examine le Salève, on remarque plusieurs paquets de couches calcaires qui sont redressées et appliquées contre la face abrupte de la montagne. Ces couches ont été observées depuis longtemps, et de Saussure les a décrites avec l'exactitude et la clarté qui caractérisent toutes ses descriptions.

« Pour les observer de près, dit-il, et pour bien voir leur appui contre les grandes tranches des bancs horizontaux de la montagne, j'ai été obligé de monter en divers endroits, jusqu'au pied de ces tranches. Cette opération est plus pénible qu'on ne le croirait d'abord. Il faut gravir une pente extrêmement rapide, sur des débris de rochers qui glissent et s'éboulent sous les

pieds, et pénétrer en même temps d'épaisses broussailles, liées entre elles par des ronces.

« Ces couches s'élèvent en quelques endroits, par exemple, entre Veirier et Crevin, à peu près à la moitié de la hauteur du Grand-Salève, celles qui touchent immédiatement la montagne, sont les plus inclinées; on en voit là de verticales, et même quelquefois de renversées en sens contraire, qui sont soutenues par les plus extérieures. Celles-ci font avec l'horizon un angle de 60 à 65 degrés. Ces couches sont souvent très-étendues, bien suivies, et continues à de très-grandes distances. Leur assemblage forme une épaisseur considérable au pied de la montagne. Elles ont cependant été rompues, et manquent même complètement dans quelques places.

« On observe ces couches, non-seulement au pied des rocs nus du Grand-Salève, mais encore dans la partie de sa pente qui est boisée; par exemple, au-dessous de la Croisette, le chemin qui, de ce hameau, descend au village de Collonge, passe sur des couches inclinées, comme celles que je viens de décrire ¹. »

« Ces couches n'existent pas contre la façade du Petit-Salève, ajoute M. A. Favre ². »

C'est une inexactitude. Si, profitant de la sécheresse, on remonte le lit rapide et alors à sec de la source cascade qui sort au milieu de l'escarpement du Petit-Salève, du côté d'Étrembière, on reconnaît que les roches qui font bondir l'eau, comme si elle tombait de gradins en gradins, sont des têtes de couches verticales s'appuyant contre la montagne.

Les couches verticales se trouvent donc dans toute la longueur du Salève, depuis Étrembière jusqu'au Mont de Sion. Elles s'appuient également contre le Petit-Salève, le Grand-Salève et

¹ Saussure, *Voyage dans les Alpes*. ch. 6, § 235.

² A. Favre, *Considérations géologiques sur le Mont-Salève*, p. 12.

les Pitons, seulement elles manquent par places plus ou moins étendues.

A quelle époque géologique appartiennent ces couches?

Cette question n'a point encore été résolue. Dans le travail de M. Favre sur le Salève, on trouve seulement le passage suivant :

« C'est en vain que je les ai parcourues pour chercher quelque caractère qui pût déterminer d'une manière positive l'âge auquel on doit les rapporter, je n'ai pu y trouver aucun fossile. Ce manque de débris organiques, ainsi que certaines considérations géologiques, me fait croire qu'elles doivent être rapportées à la couche inférieure de la formation néocomienne ¹.

Ce passage est entièrement incomplet, sinon entièrement inexact, car mes recherches m'ont fait reconnaître que les roches redressées contre les Pitons offraient toute la série des terrains supérieurs de Salève, depuis la molasse jusqu'au jurassique supérieur, et que les paquets qui frappent les regards depuis Veirier, et qui s'appuient contre le Grand-Salève, appartiennent au jurassique supérieur, et non au néocomien inférieur.

L'été dernier, 1853, en suivant, avec M. le professeur Vogt et les élèves en géologie, le chemin indiqué par de Saussure, de Collonge à la Croisette, nous avons passé successivement sur les tranches de toutes les couches redressées. En bas, nous avons vu la molasse qui se relève peu à peu et qui, au contact du calcaire, devient verticale et même en partie renversée. Ensuite se montre un calcaire blanc en tout semblable à celui qui forme des crêtes derrière et au-dessus des Treize Arbres, et qui revêt toute la croupe du Salève jusqu'à Essery. C'est le néocomien supérieur ou urgonien. A ce calcaire en succèdent d'autres plus ou moins marneux, de couleur jaune, bleue ou grise, qui renferment en abondance des *Toxaster complanatus*

¹ P. 12.

Agass. des *Nucleotites Olfersii* Agass., des *Ostrea Coulonii* d'Orb., des *Terebratula prolunga* Sow., et de nombreuses *Panopea*. C'est le néocomien inférieur. Enfin vient un puissant paquet de couches calcaires solides, gris-bleuâtres, très-pauvres en fossiles, mais de même nature minéralogique que les grandes assises qui s'observent à droite et à gauche de la vallée du Monetier au-dessus de l'oolite corallienne. C'est le jurassique supérieur. Ces dernières couches s'appuient immédiatement contre les couches qui composent le corps de la montagne et qui descendent du côté des Alpes. Et même sur le Chemin à Mulet qui conduit au hameau de la Croisette, on voit ces couches s'arquer au lieu de se briser et pénétrer elles-mêmes dans l'intérieur de la montagne immédiatement sous le calcaire jaune, à centre bleu, à grains cristallins et à *Ostrea macroptera* Sow., qui forme l'assise tout à fait inférieure du néocomien du sommet du Salève. Sur ce point, la voûte du jurassique supérieur est complète.

Il est donc clair qu'à la montée de la Croisette les couches verticales sont, comme je le disais, les mêmes qui constituent le sommet de la montagne : leur ordre de superposition, leur composition minéralogique et les fossiles qu'elles contiennent le prouvent de la manière la plus certaine.

Contre le Grand-Salève les couches redressées sont beaucoup plus simples ; elles ont toutes la même composition, la même nature, et appartiennent à une seule formation. C'est un calcaire solide, gris, tendant plus ou moins au bleuâtre, ne contenant que très-rarement des fossiles, en tout semblable à celui qui se trouve à la Croisette après le néocomien inférieur, et à celui qui, dans le vallon du Monetier, est superposé aux dernières assises de l'oolite corallienne. Cette similitude est telle qu'elle ne saurait laisser de doute, c'est évidemment le jurassique supérieur.

Mais ce qui doit faire tomber toute objection, ce sont des fossiles découverts par un carrier du pied du Salève, et que

M. Théobald a bien voulu me montrer. Ce **carrier** a trouvé dans les blocs provenant des couches redressées, trois de ces énormes fossiles voisins des *Natica*, qui ont été plusieurs fois recueillis dans le jurassique supérieur du vallon de Monetier. Il a aussi ramassé des fragments de *Nerinea*.

Il n'est pas possible de confondre ce calcaire avec le néocomien inférieur qui est jaunâtre, et qui renferme une certaine quantité de débris organiques brisés. Le jurassique supérieur n'en contient pas, ces très-rares fossiles sont entiers et à l'état de moule.

L'erreur de M. Favre a été partagée par M. J. Marcou, qui, dans sa *Coupe du Salève au Reculet*¹, fait aussi redresser le néocomien devant la façade du Grand-Salève.

Les couches verticales de Salève sont entièrement semblables aux couches qui forment le sommet et le dos de la montagne, et leur correspondent parfaitement. Si elles se trouvent dans une position différente, c'est un simple effet de soulèvement. Une force considérable, agissant suivant l'axe longitudinal de la montagne, tendait à soulever les couches en les arquant en forme de voûte. Quelques-unes se sont courbées sans se briser, c'est ce qu'on voit pour le jurassique supérieur au-dessous du hameau de la Croisette. Mais les couches des autres terrains, et ces couches elles-mêmes sur les autres points se sont rompues, et une partie s'est élevée avec la montagne, tandis que la seconde est restée appliquée contre sa face.

Primitivement la série des terrains qu'on trouve en montant la Croisette devait exister sur toute la face du Salève. Mais les couches néocomiennes, étant plus ou moins marneuses, peu résistantes, ne pouvaient guère se maintenir dans la position verticale. Elles ont été rapidement sapées et détruites par les

¹ *Notice géologique sur les hautes sommités du Jura, entre la Dôle et le Reculet*, fig. 1, dans le Bull. Soc. géol. France. Ser. 2, v. 4, part. 1, 1846-47, p. 453.

diverses actions géologiques qui se sont succédées depuis leur soulèvement. C'est pour cela que, sur une grande étendue de la montagne, on n'en voit plus de traces. Elles n'ont résisté que dans les endroits enfouis et protégés, comme au-dessous de la Croisette où elles sont dans une espèce de golfe, abrité par l'avancement des rochers du Coin.

Dans les endroits les plus découverts, les plus exposés, non-seulement les roches néocomiennes ont été détruites, mais aussi les roches jurassiques supérieures. Et ce qui montre que ces destructions ont eu lieu dans les temps géologiques, avant ou pendant l'époque glaciaire, c'est qu'il ne reste plus de débris de ces diverses couches au pied de la montagne.

A la fin de l'époque glaciaire, du Pas de l'Échelle à la Grande-Gorge, existait un massif continu de couches redressées appartenant au jurassique supérieur. Ce terrain, composé de roches solides, avait mieux résisté que les autres. Les couches analogues du vallon de Monetier nous montrent qu'elles sont peu altérées par les actions atmosphériques. Pourtant, depuis la fonte des glaces, une partie de ce massif s'est éboulée. Il est entamé sur deux points, et immédiatement au-dessous de ces points de nombreux monticules ont été formés par les débris.

La présence de ces débris restés en place sous les endroits où manquent les couches verticales, prouvent bien que les éboulements ont eu lieu depuis la dernière grande action géologique. A quelle date? On ne peut le préciser, la tradition et les documents historiques n'en conservant aucun souvenir. Mais ce qui montre que ces éboulements sont très-anciens, c'est que dans les grottes formées par les pierres, se soutenant les unes les autres, on a rencontré de nombreux ossements de Lynx. Ces grottes existaient donc avant que le pays ait été très-peuplé. En outre, MM. Mayor, Deluc et Wartmann y ont trouvé des instruments informés antérieurs à la civilisation *.

* *Actes de la Société helvétique*, Luzern, 1835, p. 93.

Après cette communication, M. Mayor père a donné quelques détails sur les os qu'il a trouvés. C'était un petit os taillé en spatule, un autre garni de dentelures et ayant dû servir de bout de lance ou de flèche ; enfin, un gros os qui n'était point taillé, mais qui portait l'empreinte d'un coup d'instrument tranchant.

Séance du 28 avril 1854.

Ont été nommés *membres correspondants* de la Section :

MM. Thurmann (Porrentruy), Blanchet, Rod. (Lausanne), Bréguet, Jules (Paris), Gratekoup, docteur (Bordeaux).

M. Thury communique la note suivante :

Qu'est-ce que l'espèce en botanique.

La distinction précise des espèces est le premier objet de la botanique descriptive. Cette distinction, dans beaucoup de cas, n'offre pas, ou ne semble pas offrir de difficultés ; mais dans d'autres, qui semblent se multiplier de nos jours avec les progrès de l'étude, les difficultés que présente la distinction des espèces sont assez sérieuses pour que nous voyons les maîtres de la science ne pouvoir s'entendre ; les uns réunissent, les autres divisent, les uns appellent variété ou race, ce que d'autres qualifient du nom d'espèce ; et, dans ce débat, on ne peut pas dire que d'un côté soient exclusivement les retardataires, et de l'autre les hommes de progrès.

On ne peut pas dire non plus que d'un côté soient exclusivement les hommes de pratique, et de l'autre les théoriciens ; dans l'un et l'autre camp, il y a des hommes qui connaissent également bien les faits, et qui sont également à la hauteur de la science actuelle. Il nous suffira de nommer parmi ceux dont la tendance est de réunir les espèces formées par d'autres, MM. Cos-

son et Germain, les auteurs de la Flore des environs de Paris; et parmi ceux qui multiplient les espèces, M. Jordan, de Lyon, M. Borreau, l'auteur de la Flore du centre de la France, et MM. Grenier et Godron, les auteurs de la nouvelle Flore française.

Puisque la connaissance exacte des faits ne suffit pas pour que l'on s'entende, il faut bien que l'on ne soit pas d'accord sur les principes, les uns se faisant une certaine idée de l'espèce, et les autres une idée différente; et il est bien évident que l'on ne s'entendra jamais, aussi longtemps que l'on ne voudra pas remonter aux principes, c'est-à-dire se rendre compte de ce qu'est pour chacun la notion d'espèce.

C'est à préciser graduellement cette notion, s'il est possible, que les réflexions suivantes seront consacrées.

Voyons donc à l'œuvre le descripteur soigneux, d'abord dans les cas les plus nombreux et les plus simples, dans ceux où la distinction de l'espèce n'offre aucune difficulté.

Il compare ses échantillons. Au milieu des variations sans nombre qui font qu'il n'existe pas deux individus exactement semblables, il distingue certains caractères qui se rencontrent toujours ensemble. Dès lors, pour lui la question est décidée, les individus qui offrent cet ensemble de caractères forment une espèce; qu'est-ce que l'espèce pour le naturaliste qui a procédé ainsi? C'est : *La réunion des individus qui offrent un ensemble constant de caractères*. Au fond, rien n'empêche de définir ainsi l'espèce, et les espèces déterminées ainsi, formes distinctes d'organisation, peuvent être fort utiles à la science; mais il ne faudra pas les prendre pour autre chose que pour ce qu'elles sont réellement. Par exemple, si le botaniste qui a déterminé ainsi une espèce affirmait que cette espèce tranchée ne se nuancera jamais avec une autre, cette assertion aurait besoin de preuves, car les caractères associés peuvent s'effacer peu à peu et se dissocier insensiblement dans des formes d'organisation existantes, que

le botaniste ne connaîtrait pas encore. Et si le même botaniste affirmait que les caractères de son espèce sont ineffaçables sous l'influence des stations ou du climat, cette autre assertion aurait autant besoin de preuves que la première, parce que l'on voit tous les jours un ensemble de caractères particuliers naître sous l'influence du climat, influence qui agit simultanément sur tous les organes de la plante, d'une manière harmonique. Si le botaniste dont nous parlons se trouve en mesure de fixer d'une manière précise les limites de l'influence du climat sur les caractères de l'espèce, il aura fourni les preuves que l'on est en droit de réclamer de lui ; mais, je le répète, ces preuves ont besoin d'être fournies à part, et ne résultent pas nécessairement de la détermination de l'espèce comme ensemble constant de caractères.

Faisons maintenant un pas de plus, et voyons à l'œuvre le botaniste qui étudie non pas les espèces d'un petit pays, mais celles de tout le globe, celui, par exemple, qui fait une monographie.

Comme le premier, il composera ses espèces de la réunion des individus qui offrent un ensemble constant de caractères ; mais si, entre deux espèces ainsi déterminées, il trouve des échantillons qui offrent toutes les transitions, toutes les nuances, sans qu'il soit possible de fixer la limite entre l'une et l'autre espèce, il n'hésitera pas à les confondre en une seule. Mais l'espèce, pour lui, sera quelque chose d'un peu différent de ce qu'elle était pour le premier ; l'espèce sera : *La réunion des individus qui offrent un ensemble constant de caractères, et qui forment un tout nettement limité.*

Cette seconde notion de l'espèce est évidemment plus complète que la première. Le descripteur auquel on offrirait une série parfaitement nuancée de formes, hésiterait peu à comprendre toutes ces formes, malgré leurs différences, sous une même dénomination spécifique. L'espèce ainsi déterminée est tout ce que

comporte sa définition, mais aussi elle n'est rien de plus, et tout ce que l'on avancerait en dehors de la définition, exigerait des preuves directes. Par exemple, on ne saurait affirmer sans preuves que l'espèce ainsi déterminée ne peut être sortie par graines d'un autre espèce de même ordre qui serait la souche de la première. Il est aussi évident que l'espèce déterminée selon cette seconde définition est toujours conditionnelle, parce que l'on est jamais sûr de connaître toutes les formes de transition qui existent ou qui ont existé.

On peut dire que l'immense majorité des espèces des botanistes descripteurs appartiennent à l'une ou l'autre des deux définitions que nous venons de rappeler. Mais sommes-nous arrivés à la notion complète de l'espèce ! Interrogeons les botanistes descripteurs eux-mêmes, et pour cela voyons-les encore à l'œuvre.

Nous leur donnerons maintenant à démêler des genres critiques. Ils vont discuter longuement sur la valeur des caractères ; toutefois il est peu probable qu'ils réussissent à s'entendre sur ce terrain : tel affirme que ce caractère est bon, tel qu'il est mauvais, et comme ni les uns ni les autres n'ont de critère certain, il n'y a pas de raison pour que la discussion soit bientôt finie. Mais, enfin, quelqu'un s'avise de semer et de cultiver les espèces en litige, il se trouve que deux d'entre elles sont reproduites soit par des graines recueillies sur le même pied, soit par les influences diverses de culture. Dès lors, aux yeux de tous, la question est résolue ; les deux formes en question étaient de simples variétés, ce n'était pas des espèces distinctes.

Nous voilà donc en possession d'un critère accepté de tous : ce qui descend d'une même souche appartient nécessairement à une même espèce, et cela étant vrai d'une génération quelconque, aussi bien que de celle qui l'a précédée ou suivie, remontant de proche en proche dans cette succession non interrompue, nous pourrions définir l'espèce : *L'ensemble des individus issus d'une même souche.*

Si le critère de la succession, le plus universellement accepté, est le plus certain de tous, la définition précédente qui découle de ce critère est aussi la meilleure.

Mais cette définition est absolue, et pour celui qui veut l'admettre, toute autre définition de l'espèce ne saurait être vraie que dans la mesure où elle rentre dans celle-là.

Ainsi le degré de ressemblance ou de différence est une condition accessoire ; deux espèces distinctes peuvent se ressembler davantage que deux variétés appartenant à une même espèce. Par exemple, deux espèces du genre *Gallium* peuvent se ressembler entre elles beaucoup plus que deux variétés de Chou. C'est donc la *parenté* qui fait l'espèce et non la ressemblance, bien que la ressemblance soit un des moyens par lesquels on reconnaît indirectement la parenté.

Si l'on possédait la généalogie de tous les individus végétaux, leur parenté serait immédiatement connue, et l'on n'éprouverait aucune peine à les grouper en espèces.

Mais ce moyen direct faisant défaut, on doit chercher des moyens indirects propres à conduire au même résultat, c'est-à-dire à faire découvrir le plus sûrement possible la parenté des individus qui s'offrent à nos recherches.

Ce n'est point ainsi que l'on a procédé.

On a bien vu quelle était la véritable définition de l'espèce ; mais on a dit : cette définition n'est pas applicable, puisque la généalogie des individus nous est inconnue. Il faut donc compléter cette définition idéale, afin de la rendre applicable pratiquement.

De là sont nées toutes ces définitions de l'espèce, dans lesquelles on ajoute au caractère essentiel de descendance un caractère accessoire, tel que celui de ressemblance ou d'analogie de forme, propre à développer le premier.

Voici, par exemple, la définition que De Candolle donne de l'espèce dans sa *Physiologie*. Nous réunissons, dit-il, sous le

nom d'espèce tous les individus qui se ressemblent assez entre eux pour que nous puissions croire qu'ils ont pu sortir originellement d'un seul être ou d'un seul couple (Physiologie, p. 686).

On met ainsi sur le même pied deux choses très-différentes : d'une part, le caractère essentiel, absolu de l'espèce, le caractère suffisant par lui-même de la succession ; et, de l'autre, la ressemblance, c'est-à-dire *l'un* des caractères *accessoires*, l'un des indices de la succession.

Il nous semble qu'il serait mieux de conserver la définition absolue, rigoureuse de l'espèce. L'espèce serait donc simplement : *L'ensemble des individus issus d'une même souche.*

Mais l'espèce ne pouvant pas être reconnue directement, il resterait à demander à l'expérience un ensemble de caractères accessoires (et non pas un seul) propres à suppléer le mieux possible à l'absence du caractère principal. Par exemple :

1° On considère comme appartenant à la même espèce les individus qui peuvent s'unir ensemble et donner lieu à des souches indéfiniment fécondes ;

2° On considère comme appartenant à la même espèce les individus qui se nuancent entre eux par degrés insensibles, tellement qu'on ne peut établir de ligne de démarcation naturelle entre ceux qui diffèrent le plus ;

3° On considère comme appartenant à la même espèce les individus qui ne diffèrent pas plus entre eux que d'autres, semblables, que l'on sait être issus d'une seule commune. (Mais on ne peut rien affirmer de ceux qui diffèrent davantage, parce que l'on ne connaît pas toute l'étendue possible des variations.)

Ces trois caractères, dont il faudrait d'abord établir la valeur par l'expérience, d'une manière certaine, et auxquels, dans l'avenir, on pourrait en ajouter d'autres ; ces caractères, en se complétant ou se suppléant, fourniraient la plus grande probabilité à laquelle, aujourd'hui, il soit possible d'atteindre.

La valeur de ces caractères accessoires serait facilement dis-

cutable, parce qu'ils peuvent être établis par l'expérience, et qu'ils se rapportent à un terme fixe qui est la définition absolue de l'espèce.

Dans tous les domaines, il y a des mots qui portent querelle; ce sont ceux auxquels chacun attache une signification différente. L'expression dont j'ai discuté la valeur est de ce nombre. Il ne faut point songer à lui rendre exclusivement le sens absolu qui appartient. Le botaniste qui a reconnu dans quelque échantillon d'herbier un ensemble fixe de caractères prétendra toujours avoir déterminé une espèce, et rien n'empêche de lui laisser cette petite satisfaction, seulement il serait utile de joindre au mot espèce employé dans ce sens restreint, un adjectif qui précisât la signification qu'on lui donne. Je proposerai dans ce but les expressions suivantes :

- I. Réunion des individus qui offrent un ensemble de caractères constants, sans préoccupation des formes intermédiaires qui peuvent exister entre ces individus.... *Espèce harmonique.*
- II. Réunion des individus qui offrent un ensemble de caractères constants, et qui forment un tout nettement limité..... *Espèce tranchée.*
- III. Réunion des individus qui peuvent s'unir ensemble et donner lieu à des souches douées de fécondité continue.. *Espèce physiologique.*
- IV. Réunion des individus qui diffèrent moins entre eux que d'autres, semblables, que l'on sait être issus d'une souche commune. *Espèce cadrée.*

L'espèce absolue est vraisemblablement à la fois harmonique, tranchée, physiologique et cadrée; et lorsqu'une espèce conditionnelle résulte d'une détermination quelconque, la probabilité de la conformité de cette espèce avec l'espèce absolue se mesure au nombre et à l'importance de ceux des points de vue précé-

dents, sous lesquels l'espèce a été envisagée par le descripteur.

DEUXIÈME PARTIE. — Développement.

Dans la première partie de ce travail, nous avons été conduits par l'analyse des procédés de détermination généralement reçus, à formuler d'une manière précise la notion de l'espèce. Il nous reste à développer les conséquences de cette notion ainsi formulée, et à discuter quelques objections qu'elle soulève.

1° *L'espèce absolue.*

La notion de l'espèce absolue, malgré sa simplicité, soulève quelques difficultés théoriques, relatives aux plantes dioïques, aux hybrides et aux espèces identiques.

L'espèce absolue est l'ensemble des individus issus d'une même souche ; mais cette souche primitive peut être double en réalité ou en apparence ; c'est ce qui a lieu, d'une part, dans les *plantes dioïques*, et, de l'autre, dans les *hybrides*.

Les théories de la génération, que nous n'avons point à discuter ici, n'admettent que l'un ou l'autre des trois cas suivants :

1° Ou bien le germe (le principe essentiel de l'être nouveau) procède du mâle et se développe sous l'influence de la femelle ;

2° Ou bien il procède de la femelle et se développe sous l'influence du mâle ;

3° Ou bien le germe procède à la fois du mâle et de la femelle

Dans les deux premiers cas, l'action de la femelle (premier cas) et du mâle (second cas) ne constitue qu'une influence de plus parmi celles qui modifient le développement de l'être nouveau, et cette influence, comme les autres, ne peut donner lieu qu'à des variétés qui tendent à s'effacer avec le temps, pour faire place au type du mâle, dans la première hypothèse, et au type de la femelle dans la seconde.

Ainsi, dans ces deux premières alternatives, la notion de l'espèce absolue ne souffre aucune difficulté relative aux plantes dioïques ou aux plantes hybrides. La souche est simplement la lignée du mâle pour ceux qui admettent la première hypothèse, et la lignée de la femelle pour ceux qui admettent la seconde. Entre ces deux opinions contraires, c'est à l'expérience à décider s'il y a retour au type du mâle, ou bien à celui de la femelle ; en d'autres termes, quel est celui des sexes qui imprime au produit les caractères essentiels persistants.

Au point de vue de la troisième hypothèse, l'individu unisexe n'est évidemment pas un individu complet, et l'on doit considérer comme un seul individu l'ensemble du mâle et de la femelle dans des êtres dépourvus de volonté, à moins que l'on ne fasse de la séparation matérielle et non de l'unité d'un organisme suffisant à lui-même, le caractère essentiel de l'individualité. Nous ne savons pas si dans la souche primitive le mâle et la femelle étaient réunis sur un même pied ou séparés dans des pieds distincts¹ ; mais, dans tous les cas, et indépendamment de l'opinion que l'on peut avoir sur le fait de l'individualité, ils ne constituaient pas moins une souche unique. Une souche est le premier terme d'une reproduction ; elle n'est complète qu'autant qu'elle possède tout ce qu'il faut pour que la reproduction s'effectue.

Une observation tout à fait semblable s'applique aux plantes hybrides. La souche d'une hybride n'est point double, puisqu'elle

¹ Nous inclinerions plutôt à croire qu'ils étaient réunis sur le même pied, comme dans les plantes monoïques. L'observation nous montre aujourd'hui l'union ou la séparation constituer souvent un caractère en quelque sorte accidentel, peu important botaniquement. Ainsi l'on trouve des espèces monoïques et d'autres dioïques dans les genres suivants :

Bryonia, Casuarina, Carica, Taxus, Urtica, Morus, Juniperus, Myrica, Atriplex, etc.

et plusieurs espèces sont tantôt monoïques, tantôt dioïques.

n'a rien au de là de ce qui est strictement nécessaire pour constituer *une souche*, c'est-à-dire un élément mâle et un élément femelle.

L'hybride est donc toujours *une espèce nouvelle* lorsque l'association des deux termes qu'a fourni la souche de l'hybridité ne s'était pas auparavant rencontrée. Seulement l'observation a montré jusqu'ici que, *de nos jours*, les hybrides ne sont pas doués ordinairement de fécondité continue; ce sont donc (en général, suivant les uns, toujours selon d'autres) des *espèces temporaires* qui diffèrent par ce caractère seul essentiel, des autres espèces formées anciennement; les espèces anciennes étant permanentes dans la limite où nos observations peuvent s'étendre.

La notion de l'espèce absolue, telle que nous l'avons présentée, offre une autre difficulté, plus sérieuse peut-être que les deux premières, celle qui résulte de la possibilité d'*espèces identiques*.

Supposons que, dès l'origine, un grand nombre d'individus tout à fait semblables aient apparu concurremment, formant ainsi autant de souches identiques. Il deviendrait à la fois inutile et impossible de distinguer les souches primitives, et de rapporter à chacune d'elles leurs représentants d'aujourd'hui.

Mais comme il est évident que ces individus primitifs identiques ne seraient pas sans un lien quelconque, ou, en d'autres termes, comme il est évident que leur identité même aurait une cause, un principe, ce serait cette cause ou ce principe, cette unité, dont la notion constituerait celle de l'espèce.

De là dérivent ces définitions de l'espèce générales, universelles, mais peut-être un peu trop métaphysiques, telles que celle de M. Hollard. L'espèce, dit ce naturaliste aux vues élevées, est « *Un type d'organisation, de forme et d'activité rigoureusement déterminé, qui se multiplie dans l'espace et se perpétue dans le temps par génération directe et d'une manière indéfinie.* » (Élem. de Zoolog. XXVI.)

Comme on le voit, le choix entre la première définition, physique, et la seconde, métaphysique, dépend de la solution qui sera donnée à la question de l'unité ou de la multiplicité des souches primitives.

Cette question, qui d'abord semble échapper entièrement à l'observation positive, rentre cependant dans le domaine de la géographie botanique et de la géographie zoologique, et à plusieurs reprises elle a été discutée, sinon résolue.

Agassiz, Schouw, et quelques autres naturalistes éminents, pensèrent que la question devait être résolue en faveur de la multiplicité originelle des souches. Ils se fondaient sur la présence d'espèces identiques dans des localités entre lesquelles aucun transport, résultant de l'extension naturelle de ces espèces, ne pourrait aujourd'hui avoir lieu.

Toutefois, parmi les faits cités en grand nombre à l'appui de cette opinion, aucun ne paraît entièrement concluant, et l'on voit aujourd'hui plusieurs naturalistes revenir à l'idée simple de l'unité de souche.

Quelquefois, des espèces considérées comme identiques avaient été mal déterminées; ainsi le *Primula farinosa* des Iles Malouines, que l'on avait cru identique à celui de nos Alpes, étudié avec plus de soin, s'est trouvé appartenir à une espèce distincte.

D'une autre part, la configuration des continents a changé, même depuis les temps historiques, et des bassins éloignés ont pu jadis communiquer entre eux; et si c'est là une circonstance dont on a en général tenu compte, il n'en est pas de même de l'action disséminatrice de ces grandes inondations de l'époque diluvienne, qui ont laissé des traces nombreuses à la surface du sol, et qui ont du transporter au loin les œufs et les germes.

Quand il s'agit de poissons comestibles, tels que le brochet et la perche, leur présence dans des bassins différents serait aussi peu démonstrative que celle du cheval en Amérique, donnée comme preuve de son indigénat.

Il nous semble donc que, dans l'état actuel de la science, il vaut mieux s'en tenir à la première définition de l'espèce, considérant l'espèce comme *l'ensemble des individus issus d'une même souche*; sauf à reprendre un jour une définition plus générale, si les faits le rendaient jamais nécessaire.

De l'espèce relative.

Au point de vue où nous sommes placés, la marche à suivre pour arriver à une détermination correcte de l'espèce est très-simple, et en quelque sorte toute tracée.

Semer des graines issues d'un même pied, et provenant de fécondations isonomes ou heteronomes, suivre les développements de ces graines au milieu de circonstances climatiques semblables ou différentes; recueillir les graines de cette seconde génération, et opérer de même pendant un nombre aussi grand que possible de générations successives. Comparer soigneusement tous les individus obtenus ainsi, et, par ces comparaisons multipliées, déterminer *les lois suivant lesquelles s'accomplissent les variations dans la suite des individus issus d'une souche commune*.

Ces lois, une fois connues, serviront à remonter des individus variés qui s'offrent à nous, à la souche unique d'où ces individus dérivent.

Il y a donc là deux problèmes exactement inverses, dont l'un donne la solution de l'autre, le second la solution du premier.

Le premier est le problème général des déterminations spécifiques : *Remonter des individus variés qui s'offrent à nous à la souche unique d'où ils dérivent*.

Le second est un problème de physiologie et de culture, très-accessible à l'expérimentation directe : *Descendre d'une souche donnée à la variété des individus que cette souche est capable de produire*.

C'est dans cette voie où déjà bien des résultats intéressants

ont été obtenus (1^{re} note), et où les questions philosophiques touchent aux résultats les plus vulgaires; c'est dans cette voie importante pour l'avenir, que nous aimerions voir la physiologie entrer maintenant, avec ses méthodes et l'habileté patiente de plusieurs de ceux qui la cultivent.

PREMIÈRE NOTE. — *Sur quelques résultats déjà obtenus dans la détermination des lois que suivent les variations des individus issus d'une souche commune.*

On sait que l'influence du milieu ambiant modifie les individus dans certaines limites relatives à l'âge, à l'état antérieur, et variables d'une espèce à l'autre; et que, outre ces *variations épිරéologiques*, il existe des *variations embryonnaires*, c'est-à-dire des différences primitives qui ne dépendent pas de l'influence actuelle des milieux ambiants.

On sait que ces variations embryonnaires sont comprises dans certaines limites variables d'une espèce ou d'un genre à l'autre, dans l'état actuel des espèces: on *croit* aussi que dans une même espèce la limite des variations embryonnaires ne change pas beaucoup suivant les temps, et qu'elle est aujourd'hui à peu près ce qu'elle était aux premiers temps dont l'histoire ait gardé le souvenir.

De plus, on a reconnu quelques-unes des lois qui président à l'apparition des variations embryonnaires, et ces lois se rattachent toutes à la grande loi d'hérédité.

1^o *Il y a tendance à la production de formes qui se rapprochent du type materno-paternel plus abondamment que de tout autre type.* Ainsi, avec des graines provenant de fleurs demi-doubles, il y a plus de chances d'obtenir des fleurs doubles, etc.

2^o *La chance de reproduction des mêmes formes augmente avec le nombre de fois que ces formes ont été successivement reproduites,*

c'est-à-dire avec le nombre de générations successives que ces formes ont traversées.

C'est ainsi qu'une variété parvient à se fixer et devient ce qu'on nomme une *race*, variété dont les caractères se reproduisent aussi constamment que ceux des espèces proprement dites. (Seconde note.) Telles sont les variétés de plantes annuelles potagères qui se conservent dans les semis, celles de Pois, de Choux, de Laitues, de Blé, etc. Et c'est en quelque sorte à volonté que l'on transforme de simples variétés en races.

C'est donc par l'hérédité que les particularités acquises se conservent, mais quelle est l'origine des particularités nouvelles alors qu'elles apparaissent pour la première fois dans la graine?

Cette apparition quelquefois soudaine, imprévue, de particularités nouvelles venues on ne sait d'où : ce résultat mystérieux de la fécondation, qui donne à la plante en quelque sorte la faculté de rompre avec son passé, de sortir d'elle-même et de réaliser un type nouveau ; en un mot, cette apparition d'individualités nouvelles chez les plantes, comme chez les animaux, comme aussi dans la famille humaine où nous voyons les enfants d'un même père et d'une même mère différer complètement entre eux : tout cela demeure à peu près inaccessible à la science actuelle.

Toutefois, dans ce mystère de la formation des individualités nouvelles, si nous ne comprenons pas ce qui différencie, nous connaissons mieux ce qui limite, et ici encore nous retrouvons la loi d'hérédité.

C'est ainsi que *les modifications produites par l'influence du climat sont susceptibles de se transmettre par graines dans une certaine mesure.* Des faits bien authentiques témoignent de la réalité de cette transmission ; c'est ainsi qu'au rapport de Lindley : pour obtenir des pois précoces en Angleterre, on fait venir, chaque année la graine de France, et l'orge mûrit plus tôt en Écosse quand la graine provient des plaines sèches et sabloneuses de l'Angleterre.

Une seconde influence qui agit dans la formation des individualités nouvelles, est celle, si étrange, de *l'atavisme*. On sait ce que c'est que l'atavisme. Un caractère est transmis, mais il ne se réalise pas, il ne se produit pas au-dehors, il demeure en quelque sorte virtuel; mais ce caractère virtuel à son tour est transmis dans la génération, et peut devenir effectif dans l'individu nouveau issu de celui qui possédait ce caractère virtuel, ce caractère invisible. Ainsi, le caractère effectif semble avoir sauté une génération. Dans la famille humaine on voit aussi des enfants ressembler parfois à leurs grands-parents, et non pas à leurs parents immédiats.

Nous ne savons pas jusqu'où les effets de l'atavisme peuvent s'étendre; nous ignorons le nombre des générations successives pendant lesquelles un caractère peut demeurer caché; nous ignorons à plus forte raison les lois qui président aux ramifications de ces caractères virtuels à travers la chaîne des générations successives. Peut-être que si ces faits étaient connus, le mystère de la formation des individualités en serait beaucoup éclairci.

Et ces questions d'un intérêt philosophique si grand, je dirai plus, d'un intérêt humanitaire et religieux, ces questions recevraient une lumière toute nouvelle de l'étude des plantes, faite au point de vue indiqué, parce que chez les plantes les lois de la formation des individualités nouvelles ne sont pas compliquées des effets de causes morales, qui rendent leur étude si difficile dans les deux règnes supérieurs.

SECONDE NOTE. — *Sur la distinction des espèces et des races.*

Dans les espèces sauvages, vivant dans les mêmes localités depuis un temps immémorial, soumises aux mêmes influences climatiques pendant un très-grand nombre de générations

successives, les caractères nés de l'influence des milieux sont à l'état de caractères fixés, transmissibles de graine.

De là résulte que les plantes sauvages, introduites dans les jardins, varient d'abord très-peu, et pendant bien des générations successives elles doivent conserver fidèlement des caractères acquis de longue date.

Les plantes de jardin, au contraire, semblent être en quelque sorte plus libres : leurs graines sont capables de réaliser des formes variées, elles jouent, selon l'expression des jardiniers. C'est qu'elles n'ont point été soumises pendant un grand nombre de générations successives à l'influence de causes uniformes, tendant à leur imprimer toujours une modification constante, un caractère constant, ineffaçable.

Les plantes de jardin n'ont pas été faites à part ; les lois de la vie végétale n'ont pas été interverties en leur faveur ; la physiologie qui ne s'appliquerait qu'aux plantes sauvages serait une physiologie étroite, incomplète. Les plantes de jardin, aussi bien que les plantes sauvages, peuvent fournir des enseignements utiles.

Les plantes de jardin ont été une fois des plantes sauvages ; alors aussi, sans doute, elles avaient des caractères fixes qui ne commencèrent à varier, à jouer, qu'au bout d'un certain nombre de générations.

Des plantes sauvages introduites aujourd'hui dans nos jardins varieraient d'abord très-peu : puis, au bout d'un certain nombre de générations, elles commenceraient peut-être à jouer comme les autres, c'est-à-dire à s'affranchir de leur passé, à reprendre l'indépendance naturelle de l'espèce.

Alors seulement on pourrait juger si elles représentent des variétés fixes, des races, ou bien de véritables espèces.

Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de distinguer aujourd'hui les espèces sauvages des races, et des expériences de jardin, suivies pendant deux ou trois générations seulement,

restent insuffisantes pour décider la question importante et difficile en vue de laquelle ces expériences ont été quelquefois instituées.

M. Vogt entretient la Section des travaux récents sur la génération.

Sur la pénétration de l'œuf par les Zoospermes.

Le rôle des Zoospermes dans la fécondation n'était pas parfaitement connu jusqu'à présent. On savait déjà depuis longtemps, par les expériences de Spallanzani, que la présence de ces éléments mobiles du sperme était nécessaire pour la fécondation des œufs ; les observations des temps récents avaient prouvé que les Zoospermes doivent arriver en contact immédiat avec les enveloppes de l'œuf, pour que la fécondation puisse s'opérer ; on avait démontré que la rencontre se fait dans les organes femelles des mammifères soit sur l'ovaire même, soit sur l'oviducte, et que l'on trouve toujours des Zoospermes sur les œufs fécondés mêmes, attachés à la surface de l'enveloppe. Les faits observés n'allaient pas au delà de ces points, quelques observations isolées sur l'introduction des Zoospermes dans l'œuf même étaient contredites avec vivacité par des autorités très-compétentes. Ce que l'on pouvait dire du reste du rôle que joue le Zoosperme dans l'acte de la fécondation et dans la formation de l'embryon rentrait dans le domaine de l'hypothèse.

Un ouvrage, publié l'année passée par M. Keber, médecin à Instербurg en Prusse, semblait promettre un pas de plus dans la solution de la question. Les observations consignées dans cet ouvrage se concentrent sur deux points :

1° On trouve sur les œufs des huîtres d'eau douce (Uniones et Anodontes) et sur ceux de lapin dans l'oviducte, une ouverture traversant les enveloppes et conduisant dans l'intérieur de

l'œuf. En s'appuyant sur la formation de l'embryon dans les plantes, M. Keber appelait cette ouverture Micropyle

2° Un Zoosperme s'engage dans cette ouverture en perdant sa queue. Après s'être engagé dans la masse vitellaire, ce Zoosperme détermine la première formation de l'embryon en se dissolvant en granules.

Un observateur anglais, M. Nelson, publia (Philos. transactions, 1852) presque en même temps des observations suivant lesquelles, dans une espèce d'Ascaride du Chat (*Ascaris mystax*), les œufs entrent en contact immédiat avec les Zoospermes dans l'oviducte avant la formation de la coque. Les Zoospermes pénètrent, d'après M. Nelson, dans le vitellus, qui s'entoure après de ses enveloppes secondaires.

Enfin, M. Newport, naturaliste anglais très-connu, publia (Philos. transact. 1853) des observations sur la fécondation des grenouilles. L'auteur avait vu les Zoospermes pénétrer à travers le mucus jusque sur le vitellus et dans le vitellus même.

M. Jean Müller, de Berlin, avait vu une micropyle dans les œufs des Holothuries et des Ophiures.

Anciennement déjà, M. Barry, à Londres, avait assuré avoir vu les Zoospermes dans l'intérieur des œufs de lapin. Vivement combattue par M. Bischoff, cette observation avait été considérée comme une illusion d'optique.

Les observations de MM. Keber et Nelson appelèrent de nouveau l'attention sur ce champ de recherches. Les résultats obtenus par ces naturalistes furent contredits en partie par M. Bischoff dans un mémoire à part, publié en 1854, avec une addition de M. Leuckhart, et par M. de Hessling à Munich, dans un mémoire publié dans le Journal de MM. Siebold et Kölliker.

L'existence de la Micropyle pendant une certaine époque de la formation des œufs des Nayades fut constatée. M. Leuckhart s'en attribue à tort la découverte. En étudiant les observations de M. Deshayes sur les Mollusques de l'Algérie, il aurait pu voir que cette découverte était traitée depuis longtemps.

L'entrée du Zoosperme par cette ouverture fut combattue. Le corps du Zoosperme, vu dans l'ouverture par M. Keber, est déclaré comme une illusion d'optique, provenant d'une callosité circulaire des parois de la micropyle. MM. Bischoff et de Helling étant d'accord sur ce point, on peut déclarer les observations de M. Keber comme entachées d'erreur.

M. Bischoff prouve en outre que M. Keber s'est trompé en considérant des formations épithéliales de l'oviducte comme des œufs de lapin, et que M. Nelson a pris les villosités de l'oviducte de l'Ascaride pour des Zoospermes.

L'entrée des Zoospermes dans la masse vitelline semblait donc de nouveau victorieusement repoussée.

Quelques semaines seulement après la publication de cette réfutation, M. Bischoff a fait paraître une feuille volante, datée du 25 mars 1854, dans laquelle il rétracte complètement ses réfutations de MM. Newport et Barry. M. Bischoff a maintenant vu les Zoospermes pénétrer en forant à travers la couche mucilagineuse des œufs de grenouilles; il a également vu les Zoospermes dans l'intérieur même de l'œuf du lapin, dans lequel ils avaient pénétré d'une manière inconnue.

Un nouveau pas dans la connaissance des faits touchant la génération est donc fait. L'observation prouve que le Zoosperme entre dans la masse vitelline. La coopération de l'élément mâle dans la fécondation ne se borne donc pas seulement à donner une impulsion; le père fournit une partie matérielle du nouvel être, et sans cette communication d'une partie matérielle de l'élément mâle, la fécondation et la formation du petit ne se font point.

M. Vogt accompagne ce résumé de quelques réflexions sur la participation des deux sexes dans l'acte de la fécondation et sur les conséquences de cette participation matérielle de part et d'autre.

Séance du 26 mai 1854.

M. Michaud, préparateur de chimie, présenté par MM. Mayor père et Fauconnet, docteur, est inscrit au nombre des *membres honoraires*.

Anatomie des Salpes.

M. Vogt présente un mémoire sur les Salpes de la mer de Nice, faisant suite à ses recherches sur les animaux inférieurs de la Méditerranée.

Après avoir donné une courte esquisse historique sur nos connaissances relatives aux Salpes, M. Vogt expose les caractères des espèces qu'il a rencontrées dans la mer de Nice, et montre les dessins qui les représentent. Parmi ces espèces, une est nouvelle et plusieurs autres n'étaient qu'imparfaitement connues.

Le second chapitre du mémoire donne une monographie du *Salpa pinnata* de Forskal, une des espèces les plus remarquables quant à l'arrangement circulaire de ses chaînes, et quant à la disposition de ses organes intérieurs. M. Vogt expose en détail la structure anatomique des deux formes sous lesquelles cette Salpe se présente. Après avoir décrit successivement la forme générale du corps, le manteau, le système nerveux et ses annexes, le système ciliaire, les organes de nutrition, de circulation et de respiration, M. Vogt expose la génération alternante de cette espèce et des Salpes en général.

Toutes les Salpes se montrent en effet sous deux formes différentes qui, par les anciens observateurs, ont toujours été décrites comme espèces différentes. Chamisso fut le premier qui découvrit les deux formes d'apparition et la génération alternante dont elles sont le résultat. Cette découverte, négligée

pendant longtemps, fut enfin confirmée par Krohn, et, depuis ce temps, tous les observateurs s'accordent sur ce point. Les deux formes sont absolument nécessaires pour constituer l'espèce de genre Salpe. La forme aggrégée était d'abord la plus connue. Les animaux sont réunis tantôt en chaîne, tantôt en cercle, par des prolongements particuliers de leur corps, qui résultent de leur première formation. Chacun des individus aggrégés montre parmi ses organes un testicule rempli dans l'âge mûr de Zoospermes, et un œuf isolé, qui ordinairement est attaché à la paroi interne de la cavité respiratoire. La forme aggrégée est donc l'état sexuel et ses individus sexuels sont en même temps hermaphrodites, parce qu'ils portent à la fois les organes mâles et femelles. Mais ces deux sortes d'organes ne se développent point à la fois et en même temps. Le testicule n'existe pas encore lorsque l'œuf commence déjà à se développer, et l'embryon est déjà complètement formé avant que le testicule soit arrivé à l'époque de puberté. L'individu aggrégé, quoique hermaphrodite, ne peut donc pas se féconder soi-même, ni féconder les autres individus de la même chaîne, puisque tous les individus appartenant à une même chaîne montrent le même degré de développement. Les individus d'une chaîne doivent être fécondés par ceux d'une autre chaîne.

M. Vogt décrit le développement de l'œuf de l'embryon, que chaque individu aggrégé porte dans l'intérieur de sa cavité respiratoire; il suit pas à pas, en s'appuyant sur ses dessins, la formation de tous les organes de ces embryons jusqu'à l'époque où ceux-ci se séparent de la mère pour mener ensuite une vie individuelle. Il démontre ainsi comment de la forme aggrégée provient par génération sexuelle la forme isolée, qui n'est que le second état de chaque espèce.

Cette forme isolée est asexuelle; elle n'aura jamais des organes de génération, mais elle produit par bourgeonnement une chaîne d'individus aggrégés. La forme isolée porte à cet effet

près du cœur un tube germinateur appelé le stolon, qui commence déjà à se former lorsque l'embryon est encore attaché à la mère. Ce stolon reçoit un courant sanguin considérable, et sous l'influence de cette circulation puissante des bourgeons viennent se former à la surface extrême du stolon. Ces bourgeons sont toujours disposés par paires, et, à mesure qu'ils se développent, ils se détachent du stolon pour se réunir ensemble et pour former ensuite la chaîne définitive. Dans quelques espèces, comme dans la Salpe pinnée, ce bourgeonnement se fait continuellement, de manière que le même stolon montre toutes les faces successives de la formation du bourgeon. Dans d'autres espèces, le bourgeonnement se fait par arrêts et à la fois, de manière que l'on trouve deux, trois ou quatre chaînes, d'âge différent, attachées successivement au stolon. M. Vogt décrit de la même manière comme pour l'embryon la formation successive des organes du bourgeon. Il démontre que ceux-ci se forment, non pas comme on a prétendu dernièrement par la réunion de deux moitiés, mais qu'ils s'élèvent toute d'une pièce, et que l'œuf ou plutôt l'ovaire est un des premiers organes formés dans le bourgeon.

La forme sexuelle des Salpes est donc produite par bourgeonnement, et elle engendre par génération sexuelle la forme isolée qui produit à son tour les chaînes par bourgeonnement. C'est donc un des plus beaux exemples de génération alternante que l'on puisse rencontrer, et d'autant plus remarquable, que la forme isolée, engendrant par bourgeonnement, est extrêmement développée quant à ses organes internes; tandis que dans les vers intestinaux et d'autres animaux, jouissant aussi de la génération alternante, les formes asexuelles sont ordinairement peu développées et dépourvues d'organes de nutrition, de circulation et de respiration.

Télégraphe transatlantique sous-marin.

M. Ritter communique à la Section quelques détails sur des travaux de sondage récemment entrepris dans l'Océan Atlantique sur le trajet de Terre-Neuve à l'Irlande, en vue d'examiner la possibilité d'établir au fond de la mer un fil télégraphique qui relierait l'Ancien et le Nouveau-Continent.

Ces sondages, faits à bord d'un brick américain, *le Dauphin*, ont montré que le fond de la mer offre un niveau beaucoup plus constant et régulier qu'on ne le croyait. A quelques lieues des côtes de Terre-Neuve, le fond se trouve à 3,000 mètres de la surface de l'eau, et va en s'inclinant un peu vers l'Europe, près des côtes de laquelle il atteint une profondeur de 4,000 mètres. Dans tout ce parcours, il est partout assez uni pour recevoir et assez profond pour protéger contre toute chance d'accident un cable télégraphique, comme celui qui fonctionne déjà depuis assez longtemps entre l'Angleterre et la France.

M. Mortillet montre à la section quelques échantillons d'une espèce de mollusque fluviatile nouvelle pour la Faune des environs de Genève. C'est la *Paludina abbreviata*, trouvée à Thoiry pour la première fois par M. le pasteur Théobald.

Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire.

Dans sa séance du 28 avril la Section a entendu la lecture, accompagnée de développements, de la première partie d'un *Essai Historique sur l'organisation des Milices à Genève*, par M. Massé, colonel d'artillerie, l'un de ses membres effectifs. Ce mémoire est divisé en cinq parties. La *première* comprend de 1292 à 1541 ; la *deuxième* s'étend de 1541 à 1574 ; la *troisième* de 1574 à 1782 ; la *quatrième* de 1782 à 1798 ; la *cinquième* de 1798 à 1818.

Nous donnons le résumé de la première de ces divisions :

« Ce n'est que du treizième siècle, dit M. Massé, que datent les renseignements qu'on peut avoir sur l'organisation de quelque force militaire municipale à Genève.

« Depuis l'année 1292, les droits et les privilèges des citoyens acquièrent une grande extension ; aussi, à cette époque se rapportent *le Droit de faire le Guet*, et, par conséquent, la mise à exécution de cette nouvelle attribution militaire.

« Un corps de guets fut alors organisé. Il fut d'abord peu nombreux : ces gardes reçurent le nom de *Vigiles*, dénomination conforme à leurs fonctions qui ne devaient s'exercer que de nuit. Un chef leur fut donné, qui devait résider toujours à la maison de ville.

« Ils étaient nommés par le Conseil Général lui-même ; on les renouvelait tous les trois ans. Ils avaient un costume particulier, composé d'une robe ou manteau et d'un bonnet aux couleurs de la ville ; savoir, alors gris et noir. Ils recevaient chacun vingt florins par an et dix-huit sols d'étrennes.

« En outre de cette force publique qui constituait le guet

soldé, on trouve à cette même époque des renseignements sur la première organisation d'une force nationale destinée à prêter main forte au guet et à offrir un degré de résistance en cas de danger intérieur ou extérieur ; en un mot, de la première milice genevoise.

« Tous les bourgeois devaient en faire partie ; en recevant la bourgeoisie, ils prêtaient serment d'être fournis d'armes, de ne pas s'absenter sans autorisation, et de se rendre, en cas d'appel, à la place qui leur était assignée.

« L'organisation de cette première milice fut basée sur la division de la ville en quatre quartiers et en un certain nombre de dixaines.

« A la tête de chaque dixaine était le dizénier, fonctionnaire important qui devait avoir le rôle de sa dixaine toujours au complet, qui avait le droit de faire des visites, qui était chargé des convocations d'après les ordres qu'il recevait et qui avait même le droit de punir de trois traits de corde les contrevenants.

« A la tête des quartiers étaient les quatre capitaines de la ville, dont les fonctions étaient aussi d'une grande importance. Ils devaient faire des inspections dans leur quartier tous les six mois ; ils devaient maintenir l'ordre. Chaque quartier avait sa bannière ; c'était le capitaine du quartier qui en était détenteur.

« L'autorité supérieure militaire était exercée par le capitaine général ; cette place éminente et qui eut une haute importance dans l'histoire de Genève était sur le même pied que celle des syndics ; elle n'était pas incompatible avec cette magistrature. C'était au capitaine général qu'était dévolue la surveillance générale sur la sûreté intérieure et extérieure de la ville.

« Les dizéniers, capitaines de quartiers et capitaine général étaient nommés par le Conseil.

« L'armement général de cette première milice était la pique ou la hallebarde. Il y avait cependant des hommes armés

d'arcs, d'arbalètes, et plus tard de mousquets; mais on ne trouve aucune indication relative à la manière dont ces différentes armes étaient réparties et organisées les unes relativement aux autres.

« Enfin, à côté de cette organisation officielle, il en existait encore une autre, très-ancienne, en rapport justement avec cette différence d'armes qui eut aussi son importance dans l'État, et dont il est resté des traces jusqu'à nos jours; c'était celle des abbayes, compagnonnages ou sociétés de tirage formées entre les jeunes gens, savoir des archers, des arbalétriers, des arquebusiers. Il paraît même que le faubourg de Saint-Gervais et la ville avaient leurs sociétés particulières, car, le 18 mars 1460, il fut ordonné « qu'il ne devrait plus y avoir qu'un roi de l'arbalète et un de l'arc, tant dans la ville que dans le faubourg. »

« A la tête des abbayes de la jeunesse était l'abbé, qu'on a aussi appelé capitaine de la jeunesse, capitaine de la ville. On l'a confondu parfois avec la capitaine général, mais à tort. Il est arrivé que Besançon Hugues, capitaine général, fut choisi pour capitaine de la jeunesse; mais l'une et l'autre de ces places étaient fort différentes l'une de l'autre.

« Le 21 novembre 1541 une commission fut établie pour réviser toutes les lois de la République. La révision des ordonnances militaires fut refaite à cette époque

Dans la même séance (du 28 avril), le secrétaire de la section a donné lecture de deux lettres de MM. de Gingins-Lasarra, professeur honoraire à l'académie de Lausanne, et Hisely, professeur ordinaire à la même académie, tous deux correspondants de l'Institut Genevois. Ces savants annoncent l'envoi de travaux concernant notre histoire, qui trouveront leur place dans les mémoires de l'Institut¹.

¹ Le mémoire de M. le professeur Hisely, intitulé « LES COMTES DE GENEVOIS ET DE VAUD, dans leurs rapports avec la maison de Savoie

M. le professeur Gaullieur fait une communication sur des fragments d'antiquités trouvés à Nyon, sur l'emplacement des anciens remparts, en démolissant une maison qui servait d'auberge à l'enseigne du *Soleil*. Ce sont des morceaux de poteries d'une pâte très-fine et avec d'élégants dessins en relief. Malheureusement, aucun morceau n'est intact. Une lampe en terre rouge, représentant une tête d'homme barbu, est particulièrement remarquable. Il y a aussi quelques ustensiles de fer et un morceau de verre, recouvert de filets dorés, qui paraît avoir appartenu à un vase précieux.

Le même membre fait connaître une lettre qui contient des détails nouveaux sur ce *Pierre Rup*, dont il est fait mention dans le deuxième bulletin de l'Institut Genevois (pages 129 et suivantes), à l'occasion d'un ancien tableau d'église qui porte son nom. Voici le résultat des recherches sur ce personnage :

« 1° Un *Pierre Rup* figure au nombre des conseillers d'Etat de l'année 1440, de compagnie avec Pierre d'Aubères, Berthet de Carro, Girard de Bourdigny, Jacques de Sombaville, Aimé du Saix, etc. ;

« 2° On lit, sous la date du 10 janvier 1441, que « l'évêque François de Mies donne commission à *Provide Pierre Rup*, C. G., pour l'examen (*cribatura et purgatione*) des épices et aromates, spécifiant toutes les espèces et leurs prix. » (Suit la description du sceau de l'évêque.) L'acte est intitulé en latin « de *Gribello*. »

« Comme l'élection des syndics n'avait lieu à cette époque qu'en février, et que ce n'était qu'ensuite que ceux-ci élisaien les conseillers, Pierre Rup était encore en charge quand l'é-

jusqu'à la fin du treizième siècle, a été immédiatement imprimé dans le tome II des Mémoires de l'Institut Genevois. Celui de M. de Gingins va être mis sous presse.

vêque fit avec lui cette convention. On en peut conclure que c'était un homme considéré, bien vu, tant du pouvoir civil que du pouvoir ecclésiastique; l'épithète de *providé* semble le confirmer, car elle n'était donnée qu'aux personnes de distinction, telles que les syndics et les conseillers. Il est même à supposer qu'il appartenait à une famille de magistrature, puisqu'un Muriset Rup fut syndic en 1385, et un Louis Rup fut conseiller en 1408.

« Le tableau, dont il est parlé dans le Bulletin de l'Institut, porte que Pierre Rup était *mercator*; en quoi? L'objet de la commission de l'évêque semblerait indiquer qu'il tenait une *boutique* d'épiceries ou de drogueries; maintenant, d'où pouvaient provenir ces *épices et aromates* qu'on le charge d'examiner, mais dont il n'est évidemment pas le fournisseur à l'Évêché? Était-ce le produit de quelque dîme? On laisse à de plus habiles en la matière à décider de cette question. »

De tout ce qui précède, on pourrait conclure, sans doute, que l'antiquité du tableau d'église décrit dans le Bulletin de l'Institut Genevois, devrait être reculée de quarante années environ de celle qui lui avait été assignée d'abord.

Dans la séance du 26 mai, M. Nakwaski, membre honoraire, a fait hommage à la section, au nom de M. Joachim Lelewel, nommé membre correspondant, de l'ouvrage de cet illustre savant polonais sur la Géographie du Moyen-Age, en trois volumes in-8°, avec un atlas.

La section maintient, jusqu'au 12 décembre 1854, le concours sur la question pour laquelle elle avait proposé un prix de 250 francs. Cette question est celle-ci : « *Comparer la Constitution fédérale actuelle de la Suisse avec le Pacte fédéral de 1815 que cette Constitution a remplacé.* » On trouvera le programme détaillé chez le secrétaire de la section (Pâquis, n° 63).

Dans la même séance, du 26 mai, M. Burillon, membre honoraire, a lu un mémoire sur la méthode à suivre dans l'étude de l'histoire de la philosophie. Nous en donnons ici le résumé :

« L'auteur, après avoir déterminé le caractère d'abord spontané, et ensuite réfléchi, que revêt successivement l'intelligence humaine dans l'histoire de son développement, fait remonter l'histoire de la philosophie à ce dernier, c'est-à-dire à ce moment où l'esprit humain, cherchant à voir plus distinctement dans ce qui a pu éveiller en lui la vie intellectuelle, cherche à se rendre compte de ses sentiments, de ses actions, de ses pensées et des choses qui l'environnent.

« Cette étude, dit-il, n'est pas seulement, ainsi qu'on la juge du point de vue de certaines préventions, la simple satisfaction d'un désir de savoir bizarre et singulier. Des phénomènes élevés à la dignité de faits de l'intelligence humaine ne doivent pas être écartés de la science. De plus, ils sont indispensables pour la connaissance de l'esprit humain dans la détermination des lois qui président à son développement, et sont encore de la plus grande importance pour l'avancement de la philosophie elle-même.

« Pour que cette étude soit possible et faite avec fruit, il faut procéder avec ordre, avec méthode. Or, qu'est-ce que l'histoire de la philosophie ? Que doit-elle être ?

« C'est d'abord, tout simplement, une histoire de faits relatifs à l'esprit humain dans son retour sur lui-même, et dans tout ce qui a pu solliciter son évolution philosophique. C'est ensuite, considérée d'un point de vue supérieur, une étude de faits pour aboutir à la détermination des lois qui président au développement et à la génération de la pensée considérée abstraitement ou dans des circonstances déterminées, soit dans l'individu, soit dans l'humanité.

« Comme science de faits, la méthode propre à l'histoire de la philosophie est l'observation ; mais on n'observe pas tout à fait

une pensée philosophique comme on observe un phénomène physique. (L'auteur entre ici dans quelques considérations sur ce que doit être l'observation en elle-même, sur les conditions et les qualités que requiert la tâche de l'historien, et signale en passant les fausses routes auxquelles peuvent conduire des points de vues exclusifs, faussant le fond des systèmes pour les plier à des systématisations plus ou moins arbitraires et arrêtées d'avance.)

« Le paragraphe suivant traite de l'observation dans son objet. Ce qu'il faut observer, ce à quoi il faut s'attacher; c'est d'abord aux diverses circonstances qui précèdent ou qui entourent un système; et, ensuite, aux principes fondamentaux qui le constituent.

« Tout système a des antécédents, et apparaît dans un milieu qui influe plus ou moins sur son caractère et sur son développement. C'est là deux points qu'il importe d'étudier.

« La vie d'un philosophe peut aussi dans certains cas porter une vive lumière dans son système, il faut nécessairement alors faire entrer sa biographie dans l'étude de sa philosophie, et mettre en évidence les faits de sa vie extérieure dans leurs rapports avec les diverses circonstances qui l'ont entourée.

« Ces premiers points, plus extérieurs qu'essentiels, étant bien déterminés, on pénètre alors dans la partie fondamentale des systèmes; c'est-à-dire dans les questions qu'ils ont posées, dans les solutions auxquelles ils sont arrivés, et dans les méthodes qu'ils ont suivies.

« En effet, chaque système, selon le point de vue général duquel il considère les choses, soulève un ordre de questions qui forment, en quelque sorte, le fond sur lequel son activité se développe. C'est là ce qu'il faut bien observer si l'on veut se rendre un compte exact du champ dans lequel les recherches d'un philosophe se sont renfermées, et du sens qu'il leur a donné.

« S'il est important de connaître les questions posées par un système, il l'est encore bien plus d'en connaître la méthode; le procédé plus ou moins régulier, plus ou moins exclusif qu'il a suivi pour les résoudre. Ce n'est qu'en pénétrant bien dans le fond de la méthode des systèmes qu'on peut avoir le secret des solutions auxquelles ils sont arrivés, et la raison de la diversité des doctrines qu'on rencontre dans l'histoire de la philosophie.

« Quand on est arrivé à des données claires et précises sur les parties essentielles des principaux systèmes philosophiques, il faut, partant du même point de vue que pour l'analyse, en faire une étude comparée, en se gardant bien de supposer des rapports ou des différences qui n'existent pas ou qui ne s'y rencontrent qu'accidentellement, ou bien d'en diminuer ou d'en exagérer l'importance.

« Lorsqu'on s'est assuré des points essentiels par lesquels différentes doctrines se séparent ou se rapprochent, on les classe. C'est ainsi qu'en les considérant selon le temps, le lieu, ou leur auteur, on les range sous le titre de philosophie ancienne, grecque, pythagoricienne, etc.

« Mais si la classification part des questions, des solutions ou des méthodes, elle est bien autrement importante sous tous les rapports; car alors, elle aboutit non plus seulement à des classes, mais à des lois; comme, par exemple, lorsque par la généralisation, les systèmes sont ramenés à cinq ou six chefs: tels que le sensualisme, l'idéalisme, etc., et qu'on marque les rapports d'après lesquels ils se développent et se succèdent. Du reste, on arrive peut-être encore plus facilement aux mêmes résultats par la psychologie, si l'on interroge la raison sur les points de vues particuliers desquels elle peut élever un système.

« Cette opération par laquelle on condense les questions que renferme l'histoire de la philosophie, afin de pouvoir s'y orienter plus facilement et avec quelque succès, n'est pas et ne doit pas être tout à fait arbitraire: dans le monde de la pensée,

comme dans celui des choses matérielles, tout s'y passe avec ordre; les lois en sont seulement différentes, et c'est cet ordre qui préside aux phénomènes de la pensée, que la généralisation doit chercher à reconstruire et à dégager de la division momentanée apportée par l'analyse, et du désordre apparent qui remplit l'histoire de la pensée.

« La méthode qui procède par induction n'est pas encore toute la méthode de l'histoire de la philosophie. Dans certains cas, lorsque certains systèmes ne nous sont parvenus que par fragments, là l'induction est impuissante, et il s'agit non plus de chercher à découvrir des généralités, mais à déduire de généralités acquises, et d'une philosophie expérimentée ce qu'a dû être un système dont nous ne possédons plus que quelques fragments. Alors on ne fait plus seulement de la théorie, mais bien de l'application. C'est par ce moyen qu'on a pu restaurer et déterminer les systèmes de Protagoras, de Xénophane, de Zénon d'Élée, etc., d'après les fragments qui en ont été conservés. »

L'auteur termine en indiquant verbalement, comme complément de son travail, l'étude de certaines difficultés qui se rencontrent le plus souvent dans l'histoire de la philosophie.

— La Section a reçu de la Société des Antiquaires de Zurich, en échange du 1^{er} volume des *Mémoires de l'Institut Genevois*, le tome X de ses mémoires qui renferme le nouveau travail de M. Theod. Mommsen, intitulé : *Inscriptiones Confœderationis Helveticæ latinæ*. Cet ouvrage complète et rectifie parfois celui du savant Orelli, qui a rendu à la science épigraphique de si importants services. M. Mommsen a suivi l'ordre géographique, en rattachant les inscriptions isolées à celles de la localité importante du voisinage où l'on trouve des vestiges authentiques de la domination romaine. Il est intéressant de suivre avec l'auteur les progrès de cette partie de l'archéologie depuis Jean Stumpf qui commença à s'en occuper d'une manière régulière, il y a plus de trois siècles, Tschudi, Simler, Guilliman, Plau-

tin, qui ont suivi ses traces, jusqu'à Spon, Abauzit, Ruchat, Hagenbuch, Exchaquet, de Loges, Murith, Ritter, Haller et enfin jusqu'à Orelli.

Les chiffres suivants donneront une idée des progrès de cette étude en Suisse :

Stumpf a publié 43 Inscriptions.

En 1600 on en avait découvert 22 nouvelles ;

En 1700 » » 47 »

En 1800 » » 99 »

En 1854 » » 127 »

Ce qui fait un total de 338.

Dans la même séance, M. le professeur Gaullieur a lu un mémoire historique et philologique sur l'état ancien de Genève avant et pendant l'époque romaine. Ce travail a donné lieu à des observations intéressantes de MM. Massé et James Fazy. Nous le reproduisons ici. Il a pour sujet et pour titre :

« CAIUS JULIUS CÆSAR et TITUS LABIENUS, considérés au point de vue de l'Histoire de Genève; avec quelques aperçus sur *Genève romaine*. »

L'histoire de Genève s'ouvre par le nom de Jules-César. Certes il ne se peut trouver rien de plus noble et de plus illustre. Mais noblesse oblige, et cette illustration même impose à ceux qui écrivent cette histoire la stricte obligation d'apporter une critique sévère dans l'examen du rôle qu'un si grand personnage a joué dans les annales genevoises.

Or, a-t-on toujours procédé ainsi? Nous voulons essayer de démontrer que souvent on aurait pu mieux faire. Sans contester les mérites de tant d'hommes savants qui ont écrit sur l'histoire et les antiquités de Genève, nous croyons qu'ils ont laissé dans l'obscurité divers points importants. En général, quand il s'est agi d'étudier l'intervention du fameux Romain dans l'histoire de

Genève et des Helvétiens, les auteurs ont trop cédé à deux préoccupations :

La première consiste à faire arriver Jules César à Genève comme le *Deus ex machinâ*, pour jeter aux Helvétiens émigrants un terrible *quos ego!*...

La seconde, c'est de mêler dans cet épisode et dans les faits qui le suivent, les intérêts de Genève et ceux de l'Helvétie, bien que ces intérêts fussent diamétralement opposés. Cela tient à ce qu'on considère beaucoup plus les deux pays tels qu'ils ont été unis et mêlés, dès lors, dans leurs destinées, que tels qu'ils existaient soixante ans avant l'ère chrétienne.

Pour essayer, après tant d'autres, de jeter quelque jour sur cette matière, nous chercherons à établir :

1° Ce qu'était Genève au moment où Jules-César y fit sa fameuse apparition ;

2° Quelle était alors la position de ce grand capitaine et l'idée précise qu'on doit se faire du récit qui ouvre ses *Commentaires* ;

3° Ce que devint Genève après la guerre que César fit aux Helvétiens, et l'état de cette cité sous la domination romaine jusqu'à l'invasion barbare.

I.

Dans les temps reculés et très-obscurs qui précédèrent la conquête des Gaules par les Romains, les pays situés entre le Rhône, le Rhin et les Alpes étaient habités par diverses tribus de race gaëlique ou gauloise, isolées les unes des autres par la nature et la configuration du pays, et n'ayant entre elles que des rapports très-éloignés. Pour avoir une idée de la manière d'être de ces peuples, de leurs rapports historiques, (si tant est qu'une pareille vie constitue une histoire), il faudrait se trans-

porter au milieu des peuplades sauvages des continents nouvellement découverts.

Un premier groupe, extrêmement divisé, réunissait les différentes peuplades des Alpes graies et pennines, les *Centrons*, les *Nantuates*, les *Veragres*, les *Séduniens* et tant d'autres. Trois de ces peuples peuvent être placés avec certitude, savoir : les Nantuates à Saint-Maurice, les Veragres à Martigny, les Séduniens à Sion et aux environs. Le plus important, à en juger par les nombreuses inscriptions trouvées sur son territoire, était le peuple Nantuata. Les Veragres, bien qu'ils occupassent l'important passage des Alpes Pennines (le grand Saint-Bernard), ne paraissent pas avoir eu une organisation politique aussi avancée et aussi complète.

Un second groupe, plus concentré, plus important et plus célèbre, parce qu'il fut mis plus facilement et de meilleure heure en contact avec Rome, et qu'il était plus rapproché des Gaules, était composé des *Allobroges* qui s'étendaient depuis le Rhône et l'Isère jusqu'au lac de Genève ¹.

Les Allobroges avaient même des bourgs et des terres de l'autre côté du Rhône, dans le pays des HELVÉTIENS ².

Ceux-ci formaient un troisième groupe de peuples renfermés dans des limites naturelles, le Rhin, le Jura et le Rhône ³.

¹ *Cæsar, de bello Gallico, Lib. I et III.* Les limites de l'Allobrogie étaient celles-ci : au Nord, les Nantuates, habitants du Bas-Vallais (*Nantuates qui a finibus Allobrogum et lacu Lemano et flumine Rhodano ad summas Alpes pertinent*) ; à l'Est, la rivière d'Arly et les Centrons (*Centrones*), habitants de la Tarentaise et du Haut-Faucigny (*Fauces Centronum*) ; à l'Ouest, le Rhône ; au Sud, l'Isère. Si l'on voulait reconstituer dans notre géographie moderne l'Allobrogie, on dirait qu'elle comprenait la partie sud du département de l'Ain, celui de l'Isère, le canton de Genève et la Savoie occidentale.

² *Allobroges qui trans Rhodanum vicos possessiones que habent* (Cæsar de bello Gall. L. I.)

³ *Helvetii undique a naturâ continentur, und ex parte flumine Rhodano latissimo qui agrum Helveticum a Germanis dividit; alterâ*

Ils étaient réunis, comme les précédents, dans une sorte de confédération ou d'alliance plus ou moins temporaire et plus ou moins serrée. Sachant se concerter pour la défense commune quand un danger menaçait leur farouche indépendance, ils rentraient, une fois le danger passé, dans leur isolement primitif au fond de leurs vallées¹. Il est à remarquer que le voisinage immédiat des Germains imprimait aux Helvétiens, surtout aux cantons (φύλαι, pagi) du nord et de l'est, baignés par le Rhin et ses affluents, quelque chose de plus nomade et de plus sauvage. Observons encore que bien que chacune de ces peuplades (civitas), d'origine celtique ou gauloise, eût naturellement son territoire (regio en latin, Gau en allemand), il n'est jamais question dans les auteurs latins d'une *Allobrogie*, d'une *Vergrie*, d'une *Helvétie*. Leurs limites n'étaient pas tellement déterminées qu'on pût les circonscrire géographiquement. Il en était de même, au reste, chez les Allemands et les Francs, qui existaient bien avant qu'il y eût une Allemagne et une France.

De ces trois groupes bien distincts, quoique leur histoire se confonde souvent chez les écrivains anciens, celui des Allobroges qui passa le premier sous la domination romaine, fut aussi le premier qui se rapprocha de la civilisation dans le sens qu'il faut donner à ce mot dans le monde romain. Il devait nécessairement en être ainsi, puisque les *Allobroges* confinaient immédiatement à cette partie des Gaules appelée la Province Narbonaise (*Provincia Romana* — la Provence — *Narbonensis*), que Rome soumit après les guerres puniques. Ils furent incorporés à cette province plus d'un siècle avant Jésus-Christ². Mais cette incorporation n'eut pas lieu sans une longue et vive

ex parte monte Jura altissimo qui est inter Sequanos et Helvetios; tertio lacu Lemano et flumine Rhodano qui provinciam nostram ab Helvetiis dividit. (Cæsar, id.)

¹ *Populi in alpini per pagos dissipati vivunt.* (Strabo geogr.)

² *Allobroges rectoribus Provinciæ Narbonensis obtemperant.* (Id.)

résistance, car César, en parlant des Allobroges, nous les représente comme *réduits* définitivement depuis très-peu de temps au moment où il ouvrit sa campagne contre les Helvétiens ¹. La dernière ville des Allobroges du côté des Helvétiens était Genève. Elle était fortifiée, dit César ². Elle communique, ajoute-t-il, avec l'Helvétie par un pont : « *Ex eo oppido pons ad Helvetios pertinet.* » Dans un texte aussi important tout est à noter, le mot *oppidum* qui indique une ville forte qui avait servi

¹ *Allobrogi qui nuper pacati erant.* (César de bello Gall. I.) « Les Allobroges qui étaient depuis peu en paix avec le peuple romain. » C'est ainsi que traduit Louis XIV dans la version qu'il a faite de la guerre des Helvétiens. Il est évident que le mot *Pacati* implique l'idée d'une soumission après une révolte. Les dispositions des Allobroges à l'égard de Rome étaient encore douteuses au temps de César, puisque les Helvétiens espéraient qu'ils les persuaderaient facilement de leur accorder le passage sur leurs terres. « *Allobrogibus sese persuasuros, quod nondum bono animo in populo Romano viderentur, existimabant Helvetii.* » « Pour ce qu'ils ne semblaient pas encore avoir bonne affection « envers le peuple romain, » dit Robert Gaguin dans sa vieille traduction.

² *Extremum oppidum Allobrogum est, proximum que finibus Helvetiorum Geneva.* (César de bello Gall. L. I.)

D'après Aymar du Rivail, historien des Allobroges, le nom de Genève aurait été inventé et forgé par César. « *Allobroges*, dit-il, *hoc oppidum Gebennam, non ut Cæsar Genevam, vocant. Et quia Geneva magis vernaculo oppidanorum applaudebat, Cæsar exterius ex oppidanorum et aliorum Allobrogum vernaculo vocabulum latinum fecit, prout contingit in aliis alienigenis qui propria locorum vocabula ignorant.* (Aymarii Rivallii de Allobrogibus curâ Alf. de Terrebassee. Viennæ, 1844.)

Sur les étymologies à l'infini de Genève ou Gebenne consultez tous les dictionnaires celtiques. (*Gen-eva*, sortie ou passage d'eau.) Que *Geben* soit ou non le primitif, l'église a adopté le nom de César. St Maxime signe au concile d'Épaone en 517 : *Maximus Episcopus Genevensis*. Les monnaies bourguignonnes et mérovingiennes disent *Genava*, les épiscopales *Geneva*, *Gineva*. En général les inscriptions romaines authentiques portent *Genava*. Vers la fin du sixième siècle (vers 573) on écrivait encore ainsi. Par exemple on trouve : « *Salutius in Christi nomine episcopus Civitalis Genavenstium.* »

aux Romains pour contenir les Allobroges et surveiller les Helvétiques; ensuite le verbe PERTINET, que beaucoup de traducteurs ont rendu par « *appartient*, » ce qui a induit les historiens dans de grands embarras et dans de graves contradictions; car il résulterait de cette version que le pont de Genève aurait appartenu aux Helvétiques, ce qui ne pouvait être, ainsi que nous le verrons incessamment. Genève formait donc l'extrémité nord-est du territoire (*gau*) des Allobroges, dont la ville principale était Vienne. De l'autre côté du Jura étaient les Séquaniens, avec Besançon pour capitale. La vallée de Moutier et l'évêché de Bâle (aujourd'hui le Jura Bernois), avec l'Alsace méridionale, étaient aux Rauragues.

Telle était la situation des choses et des lieux quand le fameux Helvétique Orgétorix¹, de concert avec son gendre Dumnorix² qui commandait aux Éduens, de l'autre côté du Jura, sur les bords de la Saône, voulut entraîner les peuplades de sa nation dans une grande émigration du côté de la Gaule transalpine. On sait quel fut le sort de ces deux personnages qui pa-

¹ *Orgeto-Rex*, le chef de cent vallées, en langue celtique ou gauloise, selon M. Amédée Thierry (*Histoire de la Gaule*); *Hor den reich* ou *Hor der reich*, d'après des auteurs allemands. On a des monnaies d'argent, celtiques ou gauloises, portant l'effigie d'une tête casquée, et, au revers, un cheval courant à droite. Ces monnaies portent autour du cheval le mot ORCITRIX en caractères latins. Quelques numismates les attribuent à l'Orgétorix des commentaires. A Autun, ancienne capitale des Éduens, on voit des pièces portant le même nom avec une variante, ORGETIRIX et la figure d'un ours marchant à droite comme dans la monnaie de Berne (*Revue numismatique, Mém. de la Société Éduenne, Autun, 1844*).

² Dumnorix, *Dubnorex*. On a aussi des monnaies gauloises de ce chef des Éduens, gendre d'Orgétorix. Elles représentent une tête de jeune homme, et, sur le revers, un guerrier; la tête nue, tenant d'une main un sanglier et la trompette de guerre des Gaulois, tandis que de l'autre il soulève par les cheveux une tête coupée. Ces pièces portent le mot DUBNOREIX, qui présente la forme gauloise de Dumnorix au nominatif. (*Revue numismatique*.)

raissent réellement historiques, non-seulement d'après le texte de César, mais encore d'après des monuments numismatiques.

Malgré la fin tragique d'Orgétorix, l'impulsion une fois donnée ne s'arrêta pas, et l'émigration dut s'effectuer cinquante-huit ans avant l'ère chrétienne. C'est alors que Jules César, qui jusqu'ici a parlé dans ses commentaires en historien et en géographe, apparaît à Genève comme acteur principal dans cette guerre de Rome contre les Helvétiens. Les détails de cette lutte sont si connus que nous nous garderons de les rappeler, sinon quand ils rentreront dans notre sujet.

Trois choses sont à examiner :

Quelle était la position politique de Jules-César (comme on dit de nos jours) au moment où il parut à Genève;

Quelle foi peut-on ajouter à ses commentaires en ce qui regarde particulièrement la présence et les actes de César à Genève;

Quelle part prit à ces actes T. Labienus, lieutenant de César, qui joue après lui le principal rôle dans cette histoire?

Voilà notre seconde partie divisée naturellement.

II.

§ 1.

Caius Julius César, né l'an 99 avant Jésus-Christ, mort l'an 44, avait quarante et un ans au moment de la guerre des Helvétiens. Nommé préteur l'an 60, il avait eu une magistrature très-orageuse et le sénat s'était déclaré contre lui. Il gouverna ensuite l'Espagne comme propréteur, et l'armée de Lusitanie le proclama *Imperator*. De retour à Rome, il sollicita à la fois le triomphe et le consulat. Pour vaincre les obstacles que lui opposait le parti sénatorial, il conclut avec Pompée et Crassus le premier triumvirat et donna sa fille Julie à Pompée.

Parvenu au consulat l'an 59, il se comporta plutôt en tribun qu'en consul, publia des lois agraires, et déclara, malgré le sénat, plusieurs peuples barbares amis du peuple romain. En un mot, il reprenait avec l'intelligence du génie le rôle de Marius.

Jules-César fut nommé, l'année 58, gouverneur de l'Illyrie et de la Gaule cisalpine. Cette nomination, faite pour cinq ans, entraînait dans l'arrangement conclu entre les triumvirs qui, très-habilement et sans rien changer aux magistratures ordinaires, en laissant la République suivre en apparence la marche tracée par ses institutions, avaient réussi à se répartir, sous différentes qualités, la direction réelle et virtuelle des affaires : A Crassus l'Asie, à Pompée l'Espagne, et à Jules-César la Cisalpine et tout à l'heure la Transalpine, les vraies Gaules, la France d'aujourd'hui.

En effet, peu de semaines après, César joignit au gouvernement de la Cisalpine celui de la Narbonaise. Il avait été décidé, dans les plans des triumvirs qui n'étaient que la suite des plans du parti conquérant dans le Sénat, que Rome devait faire des guerres et des acquisitions dans le Nord, aller au-devant des peuples barbares et se les assimiler à tout prix. Or, pour arriver jusqu'à eux, il fallait nécessairement s'assurer des passages des Alpes et des régions alpestres, dont la situation, comme citadelle au milieu de l'Europe, n'avait pas échappé aux Romains, quelque confuses que fussent encore leurs notions géographiques sur ces pays.

La conquête de l'Helvétie devenait dès lors absolument nécessaire pour l'exécution de ces plans, et la base des opérations militaires de César devait être naturellement le pays des Allobroges, assuré depuis peu aux Romains, et particulièrement Genève, située à l'extrême frontière de l'Allobrogie du côté de l'Helvétie. Telle était la tactique arrêtée à Rome depuis l'invasion Cimbrique où s'étaient mêlés les Helvétiens.

Dans la direction d'influences qui primait à Rome, en ce mo-

ment-là, la marche politique officielle, la guerre d'Helvétie, dès longtemps arrêtée peut-être, devenait une affaire impérieuse. Cela explique l'intérêt que Jules César, qui avait assumé sur sa tête la responsabilité de l'entreprise, apporta aux opérations dont Genève devint le théâtre et le centre. Rome qui, dans toutes ses guerres, ne cessa de mettre de son côté, à défaut du droit, du moins les apparences du droit, l'ombre de l'équité à défaut de la justice même; Rome, qui cherchait à se prévaloir de la notion du droit dans tous ses rapports avec les peuples étrangers, qui s'était attribué une sorte de droit sur le genre humain, et qui finit par conquérir le monde, parce qu'elle croyait ou feignait de croire que les dieux protégeaient sa cause et ses conquêtes; Rome, enfin, avait contre les Helvétiens des griefs plus réels que ceux qu'elle fit valoir contre maints peuples de l'Italie.

Les peuplades de l'Helvétie, et surtout les cantons orientaux et septentrionaux, voisins des Germains, les Tigurins ou Tiguriens entre autres, avaient donné à la puissance romaine de légitimes sujets d'inquiétude en prenant part, entraînés qu'ils avaient été par l'irrésistible impulsion de ces nations du nord, à l'invasion des Cimbres et des Teutons. Les Tiguriens, dans cette guerre cimbrique où Rome voyait déjà, suivant l'expression d'un auteur, la Gaule devenir Germanie, avaient tué le consul L. Cassius et fait passer son armée sous le joug. César, outre l'injure faite au peuple romain, avait à venger une offense personnelle ou de famille; car, l'aïeul de son beau-père, L. Pison, lieutenant de Cassius, avait été tué par les Tiguriens dans cette bataille¹. César était déjà alors dans une telle position à

¹ Pagus Tigurinus, quum domo exiisset, patrum nostrorum memoriâ, L. Cassium consulem interfecerat, et ejus exercitum sub jugum miserat. Ita sive casu, sive consilio Deorum immortalium, quæ pars civitatis Helvetiæ insignem calamitatem populo Romano intulerat, ea princeps pœnas persolvit. Qua in re Cæsar non solum publicas sed etiam privatas injurias ultus est, quod ejus soceri, L. Pisonis avum, L. Pisonem lega-

Rome, que son injure personnelle se confondait avec celle du peuple romain. Il y avait double grief. Il agissait pour son compte et pour celui de sa patrie ou de son parti. Aussi, quand il taille en pièces les Tiguriens sur les bords de la Saône, ce général a-t-il soin de voir une dispensation des dieux immortels dans cette conjoncture qui les précipite isolés sous ses coups. « Soit effet du hasard, dit-il, soit par la volonté des dieux, « cette partie de la nation (*civitas*) helvétique qui avait porté « un coup si cruel au peuple romain, fut la première à en porter la peine. Dans cette vengeance publique César vengea « aussi une injure personnelle. »

Jules César a écrit, ou on a écrit sous sa dictée, ses campagnes dans les Gaules. Elles sont au nombre de huit, pendant lesquelles il fit deux invasions en Angleterre et deux incursions sur la rive droite du Rhin. Il était alors dans la vigueur de l'âge et dans la force de son génie. Sans doute, il fut dès lors plus puissant ; mais, comme un autre grand capitaine qui, dans nos temps modernes, a aussi écrit ses campagnes, il aimait à se reporter à cette première période de sa fortune ascendante. On comprend et on aime à comprendre le soin qu'il apporte au récit de ces grandes opérations militaires dont il fut l'âme.

§ 2.

Les *Commentaires de César* s'ouvrent par la guerre des Helvétiens. Cette guerre forme dans ce livre remarquable une sorte d'introduction capitale, qui peut en être détachée comme un ouvrage à part, et auquel, en effet, les critiques et les hommes de l'art se sont particulièrement attachés. Mais, quel est le de-

tum, Tigurini eodem prælio, quo Cassium, interfecerant. (*César de bello Gall. Lib. I.*) L'expression « *Civitas Helvetiæ* » confirme ici, au lieu de l'infirmier, ce que nous avons dit sur ce mot. Il s'applique au peuple, aux hommes réunis en association politique, et non au pays.

gré d'authenticité de ces fameux *Commentaires*, quelle foi peut-on y ajouter comme étant une source de l'histoire? C'est ce qu'il convient d'examiner, en commençant par quelques considérations générales, et en s'attachant ensuite plus particulièrement à ce qui concerne la conduite de César à Genève durant la première partie de cette guerre des Helvétiens.

Il n'entre pas dans notre plan, circonscrit soigneusement dans les limites de l'histoire ancienne de Genève, d'examiner les *Commentaires de César* au point de vue de la latinité et de l'érudition philologique. Chacun sait, et Suétone nous le dit formellement ¹, que les trois livres de la guerre civile et sept de celle des Gaules sont regardés comme appartenant à César, et que Hirtius, Oppius, ou tel autre de ses secrétaires, écrivirent le huitième livre de la guerre des Gaules et les *Commentaires* sur les guerres d'Alexandrie, d'Afrique et d'Espagne. Ce mélange très-remarquable de deux styles dans le même écrit a fourni l'occasion à certains sceptiques, qui aiment à pousser le doute jusqu'à l'extrême, de se donner carrière.

Ils ont prétendu que rien dans les *Commentaires* n'était de César. Suétone, sans aller si loin, rapporte d'après Asinius Polion, que cet ouvrage fut composé avec une certaine négligence, et qu'il est loin d'être d'une entière vérité : « César, dit-il, rapporte souvent de confiance, ou comme ayant été accomplies par lui, des choses faites par ses lieutenants. Soit par manque de mémoire, soit à dessein, d'autres choses ont été arrangées. En un mot, ce livre a été revu et corrigé ². »

Le critique Juste-Lipse a développé ce thème en faisant voir

¹ Reliquit Cæsar rerum suarum Commentarios, Gallici, civilis que belli Pompeiani. Nam Alexandrini, Africique et Hispaniensis incertus auctor est. (*Suetonii C. Julius Cæsar*, C. 56.)

² Pollio Asinius parum diligenter parum que integrâ veritate compositos putat : cum Cæsar pleraque et quæ per alios gesta erant, temerè crediderit, et quæ per se, vel consulto, vel etiam memoriâ lapsus, perperâ mediterit : Existimat que rescripturum et correcturum fuisse. (*Suetone, ibid.*)

ce qui est à reprendre dans la diction et dans le style de César. « Au reste, ajoute-t-il, ce n'est point à lui que j'en attribue les fautes, mais plutôt à de mauvais copistes qui ont gâté ces ouvrages. »

Le mot *Commentaire*, dans son acception la plus strictement latine, n'emporte pas, en effet, l'idée d'un ouvrage achevé, d'un livre dans le sens moderne du mot, mais bien plutôt celle de mémoires écrits jour par jour, sans plan ultérieur arrêté, et destinés à subir une rédaction définitive dans la suite ¹.

Cicéron, dont l'autorité contemporaine est très-précieuse, a parlé deux fois des *Commentaires* et dans deux sens différents. Dans le traité intitulé : *Brutus* ou *l'Orateur*, Cicéron, Atticus et Brutus conversent sur l'éloquence latine. On passe en revue les orateurs. Quand on arrive à César, Brutus demande : « Il a « aussi écrit des mémoires de ses campagnes? — Oui, répond « Cicéron, et d'excellents. Le style en est simple, pur, gracieux « et dépouillé de toute pompe de langage. C'est une beauté « sans parure. En voulant fournir des *matériaux* aux historiens « futurs, il a peut-être fait plaisir à de petits esprits, qui seront « tentés de charger d'ornements frivoles ces grâces naturelles ; « mais, pour les gens sensés, il leur a ôté à jamais l'envie d'é- « crire, car rien n'est plus agréable dans l'histoire qu'une briè- « veté correcte et lumineuse. » ²

L'autre passage où Cicéron parle des *Commentaires* est bien différent. C'est dans la première Philippique, en interpellant Marc Antoine sur sa conduite actuelle comparée à celle qu'il avait affectée immédiatement après la mort de César pour don-

¹ *Commentarii in genere sunt libri in quibus memoriæ causâ res perscribimus quascumque; unde de tabulis expensarum et impensarum, de tabulis censoriis, libris pontificum sæpè dicuntur. (Leclerc, Index latinitatis Ciceronis.)*

² *Brutus sive Orator. Cap. VII. « Atque enim commentarios quosdam scripsit rerum suarum? etc. »*

ner le change aux Romains : « Alors, dit Cicéron, on répondait avec la plus grande convenance et avec la plus grande dignité à tout ce qui était demandé ; alors on n'abusait pas des registres de César. *Nihil tum, nisi quod erat notum omnibus in C. Cæsaris COMMENTARIIS reperiebatur.* » On sait qu'après la mort de Jules César, Marc Antoine, comme son exécuteur testamentaire, s'était emparé de ses registres, et comme le Sénat avait confirmé les actes de César. Antoine fit ensuite tout ce qu'il voulut comme étant porté sur ces registres qu'il avait altérés à sa fantaisie.

Pour nous, s'il fallait faire un choix entre ces deux passages, pour les appliquer à ce que pouvait réellement penser Cicéron des notes ou mémoires de Jules César, nous n'hésiterions pas à donner la préférence à ce dernier. Il est plus dans les conditions de probabilité, de réalité et d'humanité que le premier. Sans vouloir soutenir avec quelques aristarques, que le livre intitulé : *Brutus* ou *De l'Orateur* est apocryphe, nous avouons qu'il nous a toujours paru difficile de comprendre comment Cicéron, qui, d'après les dates, doit avoir composé ce livre après la bataille de Pharsale, dans les temps d'angoisse et de mécontentement qui suivaient pour lui le triomphe de César, a pu rédiger alors un traité aussi complet non-seulement de l'éloquence, mais de toute la littérature romaine. Était-ce bien le moment pour lui, quelle que fût la supériorité de son esprit, de louer si fort les qualités de son adversaire dont les mémoires ou commentaires, qui avaient tout au plus quelques années d'existence, devaient être bien peu connus ?

Que nous aimons bien mieux Cicéron à la tribune, apostrophant Marc Antoine et parlant des notes et des *agenda* de César dont abusait l'exécuteur de ses volontés ! C'est avec ces notes primitives, tracées ou dictées sous l'impression des événements, qu'ont été rédigés les *Commentaires* tels que nous les avons, évidemment dans un but politique, pour colorer et arranger l'intervention des Romains dans les Gaules. Il ne faut pas dire que

les *Commentaires* ne sont pas authentiques. Mais, il ne faut pas non plus les prendre pour un livre d'une parfaite bonne foi. On y trouve, comme nous essaierons de le démontrer, beaucoup de cette manière d'exposer les faits, évidemment apprêtée et de convention, qui rentrait dans les traditions militaires et dans la religion politique des Romains, toutes les fois qu'il s'agissait de leurs rapports avec les peuples étrangers ou les ennemis de Rome (*hostes*), ce qui pour eux était tout un.

Les *Commentaires*, écrits à la hâte, *alla prima*, comme disent les Italiens, dans le temps même des expéditions de César, ont été arrangés, comme tous les mémoires de nos généraux modernes, même de ceux qui brillaient par des qualités littéraires; ils ont été rédigés et mis *en beau langage*, suivant une vieille expression consacrée. De là, cette inégalité, ce défaut d'unité signalé par les critiques.

Mais, en voilà assez sur les *Commentaires*, envisagés d'une manière générale. Voyons maintenant ce qui, dans ce livre, a trait à Genève et au projet des Helvétiens de se frayer par cette ville un passage jusque dans la Gaule Transalpine. Les écrivains militaires modernes ont prêté une attention particulière à ce début de l'ouvrage, qui fait plus ou moins préjuger du reste. Il est à regretter que deux d'entre eux, Folard et Guischard, qui ont fait preuve de tant d'habileté en examinant les écrits de Polybe, et d'autres guerres de César, entre autres sa guerre d'Afrique, ne se soient pas occupés de la guerre des Helvétiens. Nous avons, pour nous dédommager, d'autres *Commentaires des Commentaires* de César, écrits par des hommes non moins compétents. Nous en prendrons trois qui nous intéressent plus particulièrement, tant parce qu'ils connaissaient bien le pays, qu'en raison de leur incontestable mérite, le duc de Rohan, le général-major de Warnery, et Napoléon. Nous compléterons leurs réflexions, quand cela sera nécessaire, par le travail d'un savant genevois, qui, sans être militaire, a jeté beaucoup de

jour sur le sujet qui nous occupe, comme en général sur la géographie ancienne et les antiquités de notre pays, Firmin Abauzit. Enfin, nous émettrons, après ces autorités, quelques idées qui nous sont propres.

Rohan, si célèbre par le rôle qu'il joua en France dans les guerres de religion, et en Suisse dans les affaires de la Valtelline, au commencement du XVII^{me} siècle, nous a laissé un livre intitulé : *Le parfait Capitaine, ou l'Abrégé des guerres de César*¹. Il est à regretter que cet auteur, emporté par des préoccupations de parti fort louables d'ailleurs, ait cherché sans cesse à tirer de la conduite de César des leçons à l'usage des princes chrétiens de l'Europe. Son livre est plutôt un avertissement continuels qu'il leur donne, dans l'intérêt de la cause réformée, qu'un examen critique des guerres de César. Il s'attache plutôt à montrer ce que ce capitaine aurait dû faire que ce que les *Commentaires* disent qu'il a fait. Semblable en cela à Xénophon, dans sa *Cyropédie*, il s'empare de son héros pour en faire un général-modèle, un *parfait capitaine*, envisagé plutôt ainsi que comme un conquérant dont les éminentes qualités ne couvraient pas entièrement les défauts.

A l'époque où écrivait Rohan, la critique appliquée aux ouvrages des anciens était loin d'être arrivée au degré de sûreté et d'exactitude qu'elle a atteint dès lors. Dans ses observations sur la guerre des Helvétiens, on trouve, sans doute, d'excellents préceptes de morale, de conduite politique et militaire; mais, le séjour que ce seigneur fit à Genève, la connaissance qu'il devait avoir des localités, ne lui ont inspiré aucune remarque critique, pas le plus léger doute sur l'exactitude de certains détails des *Commentaires*.

Un autre écrivain militaire, qui procède d'une manière abso-

¹ Les éditions hollandaises et genevoises de ce livre sont assez nombreuses. Une des meilleures est celle de Genève, 1642, in-12.

lument contraire, qui prend le contre-pied de la méthode de Rohan et qui pousse le scepticisme jusqu'à ses dernières limites, c'est le général-major de Warnery, originaire de Morges, entré au service du roi de Prusse et ensuite du roi de Pologne, dans la seconde moitié du siècle dernier. Ses nombreux écrits font autorité chez les tacticiens. L'un des plus curieux est celui qu'il a intitulé : *Remarques sur César*¹. La *Biographie universelle*, qui a consacré un article à Warnery, en parle comme d'un livre remarquable, et l'on en fait un grand cas, surtout de l'autre côté du Rhin.

Pour donner une idée du style et de la manière de cet auteur, nous citerons quelques passages des réflexions que lui suggérèrent les opérations de César à Genève. Mais, pour les mieux comprendre, il faut les faire précéder du texte même des *Commentaires*.

² « Les Helvétiens, dit César, n'avaient que deux chemins pour sortir de leur pays. L'un, par les terres des Séquanais, entre le Jura et le Rhône : c'était un défilé étroit et difficile, où un chariot pouvait à peine passer; il était dominé par une haute montagne, et une faible troupe suffisait pour en garder le passage; l'autre, plus court et plus aisé, traverse la Province romaine. Le Rhône, qui sépare l'Helvétie du pays des Allobroges, nouvellement soumis, est guéable en plusieurs endroits; et la dernière ville des Allobroges, Genève, qui est aussi la plus rapprochée de l'Helvétie, communique avec elle par un pont (*pons ad Helvetios pertinet*). Les Helvétiens crurent qu'ils per-

¹ Les *Remarques sur César* ont été d'abord imprimées en français à Varsovie en 1782, in-8°. Ce livre est extrêmement rare ou plutôt inconnu en France et en Suisse.

Les œuvres militaires du général-major de Warnery ont été imprimées en allemand à Hanovre en 1786. Elles forment huit volumes in-8°, avec des plans. Le tome V renferme les *Remarques sur César*.

² *César, de bello Gallico*, Liber I, cap. VI. « Erant omnino itinera duo, etc., etc. »

suaderaient aisément aux Allobroges, dont les dispositions envers les Romains paraissaient douteuses, de leur accorder le passage sur leurs terres, ou qu'ils les y contraindraient par la force. Tout étant prêt, ils fixent le jour où l'on doit se réunir sur la rive du Rhône; c'était le 5 avant les calendes d'avril, sous le consulat de L. Pison et d'Aulus Gabinius¹.

« César, apprenant que les Helvétiens songent à passer par la Province romaine, part de Rome à la hâte, se rend à grandes journées dans la Gaule Ultérieure, et de là à Genève. Il n'y avait alors qu'une seule légion dans toute la province. César ordonne toutes les levées de troupes qu'elle peut fournir, et fait rompre le pont de Genève. Les Helvétiens, instruits de son arrivée, députent vers lui les plus nobles d'entre eux, Nameius et Verudoctius, pour dire qu'ils avaient l'intention de traverser la province sans y commettre aucun dommage.

« César, se rappelant que ce même peuple avait tué le consul L. Cassius, était peu disposé d'y consentir. Cependant, pour laisser aux troupes qu'il avait commandées le temps de se réunir, il répondit qu'il y réfléchirait, et qu'il ferait sa réponse aux ides d'avril².

« Dans cet intervalle, César employa la légion qu'il avait déjà à élever, depuis le lac Léman que le Rhône traverse, à l'endroit où ce lac se convertit en fleuve (*a lacu Lemano qui in flumen Rhodanum influit*), jusqu'au mont Jura qui sépare la Séquanie de

¹ Les calendes étant le premier de chaque mois, le cinquième, à partir des calendes d'avril, répondait au 28 mars. Le consulat de L. Pison et d'A. Gabinius tombe à l'an de Rome 696. (*Relandi fasti Consulares.*) Au reste le calendrier romain était dans le plus grand désordre quand César fit sa guerre des Helvétiens. Il avançait de quatre-vingt jours. Le mois d'avril répondait à notre mois de janvier.

² Les ides étaient le 15 pour huit mois de l'année et le 13 pour quatre mois. César a donc mis quinze jours à peu près pour faire exécuter le rempart de Genève.

l'Helvétie , un rempart avec un fossé de dix-neuf mille pas de longueur et de la hauteur de seize pieds. Ce travail achevé, il établit des postes pour repousser l'ennemi. Les députés revinrent au jour marqué; il leur dit que les usages du peuple romain lui défendaient d'accorder le passage à travers la province, et que s'ils tentaient de le forcer, il ne le souffrirait pas. Déçus dans cette espérance, les Helvétiens essaient de passer le Rhône, les uns sur des nacelles jointes ensemble, ou sur des radeaux faits à la hâte, les autres à gué. Mais le rempart les arrêta; nos soldats les repoussent; et ils se voient obligés de renoncer à leur dessein. »

« Il leur restait un chemin par la Séquanie. Dumnorix, puissant chez les Séquanais, ami des Helvétiens par son mariage avec la fille d'Orgétorix, obtint pour eux ce passage. On annonce à César que les Helvétiens se disposent à traverser les terres des Séquanais et des Eduens, pour se diriger vers les Santones, peuple voisin de Toulouse, ville de la Province romaine. Il comprit à quels périls elle serait exposée, si elle avait pour voisins des hommes belliqueux et ennemis des Romains. Il confie donc à son lieutenant T. Labienus la garde du retranchement de Genève; pour lui, il marche en Italie à grandes journées, y lève deux légions, en retire trois de leurs quartiers d'hiver près d'Aquilée, et, à la tête de ces cinq légions, prend par les Alpes le plus court chemin de la Gaule ultérieure. Les populations alpestres, les Centrons, les Garioceliens, les Caturiges veulent l'arrêter. César les bat, se rend en sept journées d'Ocèle (Ocelo, Oneille), dernière place de la province citérieure, au territoire des Vocontiens (en Dauphiné), limite de la province ultérieure (la Transalpine). De là, il pénètre chez les Allobroges, entre à Lyon, arrive à Châlons-sur-Saône, surprend les Tiguriens, qui étaient campés sur cette rivière, les détruit, poursuit le reste des Helvétiens pendant quinze jours avec six légions et un corps de cavalerie. Les Helvétiens l'attaquèrent à l'improviste et avec

une grande intrépidité. César les battit après avoir concerté son plan avec T. Labienus, qu'il avait mandé de Genève. Les Helvétiens se retirèrent près de Langres, toujours suivis par César, qui, sur leurs supplications, finit par leur faire grâce, les obligea de retourner dans leur patrie et de rebâtir leurs villes. Ces peuples étaient réduits à moins d'un tiers (130,000 âmes). »

Tel est le récit de César. Écoutons maintenant Warnery :

« Celui qui a écrit les *Commentaires de César*, dit-il, était un bien mauvais géographe. Depuis que la contrée dont il parle est habitée, il y a eu par le mont Jura, depuis Porrentruy dans l'Evêché de Bâle, jusqu'au Rhône, plusieurs passages plus ouverts, moins rudes et plus commodes pour aller de Suisse en Bourgogne qu'aucun de ceux qui mènent en Italie par les Alpes. Combien d'armées de Suisses et de Bourguignons ont passé le Jura sans se servir de ce passage si étroit du Fort-de-l'Ecluse au bord du Rhône !

« César, arrivé à Genève, en fit rompre le pont pour empêcher les Suisses de s'en servir. C'est donc lui qui commença les hostilités puisque ce pont leur appartenait. Puis, avec une légion, il fit tirer depuis le lac Léman un retranchement de 19,000 pas, avec un mur de seize pieds de haut, garni de forts, afin d'empêcher le passage. Voilà un joli travail pour une légion qui l'achève en si peu de temps ! Le pont de Genève appartenant aux Suisses, ce retranchement fut donc élevé sur leur territoire. Ainsi les Suisses ne commencèrent pas les hostilités, ce dont César les accuse à tort. Au reste, ce mur ne pouvait être de moitié aussi étendu qu'il est dit dans le texte, puisque déjà depuis Nyon le terrain est partout trop resserré entre le Jura et le lac de Genève.

« On prétend, d'après une ancienne tradition, que ce mur était proche de Versoix. Le fait est qu'on n'en a jamais vu de traces nulle part. Qu'il ait été là ou plus proche de Genève, même à Saint-Gervais, d'abord qu'il était entre le Jura et le lac,

il couvrait le pont de cette ville, empêchait les Suisses d'y venir, de même qu'au bord du Rhône, et au passage étroit entre le Jura et ce fleuve.

« Les Suisses, sur le refus que leur fit César de les laisser passer par la Province romaine (la Savoie), tentèrent de passer sur des bateaux, des radeaux ou à gué. César agit alors contre toutes les règles de la guerre, car le pont de Genève étant derrière, et couvert par le retranchement, pourquoi le faire abattre ? Comment les Suisses, malgré ce retranchement, purent-ils arriver au bord du Rhône, pour tâcher de le passer ? Et voilà le diable où je défie le plus habile commentateur de trouver quelque probabilité. D'ailleurs, qui connaît le cours du Rhône de Genève au Fort-de-l'Ecluse, où il s'enterre, sait que dans cette partie il ne peut avoir porté ni bateaux ni radeaux. J'ai vu, étant à Genève, que, pour réparer une seule fois un moulin sur pilotis, l'on fit descendre du lac avec bien de la peine, jusqu'à la Couleuvre-nière, un petit bateau plat, en le retirant du rivage avec une corde ou un câble. Pour guéable, jamais homme ni bête ne l'a passé à gué, même dans les basses eaux. Il est pour cela trop bruyant, trop rapide, et depuis sa jonction avec l'Arve, à une portée de canon de Genève, ses bords sont encaissés entre d'affreux rochers escarpés. Depuis que ce monde existe, c'est uniquement par ce fleuve que s'écoulent les eaux du plus grand et du plus profond lac de l'Europe.

« Les Suisses, près de Genève, avaient, en tirant à droite, mille moyens d'entrer dans la Bourgogne et dans la Bresse par le pays de Gex, sans rencontrer des passages si difficiles.

« Si l'on examine bien tout cela, l'on découvre que l'auteur qui a écrit cette partie des *Commentaires* n'avait aucune connaissance du pays. »

Warnery continue de prendre ainsi à partie les *Commentaires* dans tous les autres détails de la guerre des Helvétiens et des guerres des Gaules qui ne sont pas de notre ressort. Il dit parfois

des choses fort piquantes, et on ne peut lui refuser beaucoup de vivacité d'esprit, et une parfaite connaissance des localités. Mais, en ce qui concerne le point que nous traitons, on voit d'abord qu'il a pris le change en adoptant, avec tous les critiques des siècles derniers qui ont écrit sur la guerre des Helvétiques, l'opinion qui place le fameux mur de César entre le lac Léman et le Jura, sur la rive droite du Rhône.

Trompés par cette expression des *Commentaires*, en parlant de l'emplacement de ce mur, *a lacu Lemano qui in flumen Rhodanum influit, ad montem Juram*, ces auteurs ont commencé par placer le mur de César entre Nyon et le pied de la montagne de la Dôle. P. Merula dit même qu'il en vit des vestiges considérables en cet endroit, prenant pour tels d'anciennes mesures. D'autres auteurs plaçaient ce mur dans une position un peu différente, mais toujours du même côté, entre le lac Léman et Crassier, qu'on faisait naturellement dériver de Crassus. Hottmann le rapproche encore davantage de Genève, dans un endroit moins resserré et qui s'accorderait un peu mieux (bien que d'une manière très-insuffisante), avec la distance de 19,000 pas de longueur indiquée par les *Commentaires* entre le Grand-Saconnex et Saint-Genis.

Le célèbre géographe Sanson, après avoir rapporté ces opinions, ajoute : « D'autres veulent que le mur ait été au delà du Rhône, entre le lac de Genève et le Pas-de-l'Ecluse, là où le Jura traverse le Rhône et continue dans la Savoie¹. »

Abauzit, dans une dissertation qui forme un appendice à l'his-

¹ Dans la grande édition in-folio des *Commentaires* de César par S. Clarke, publiée à Londres en 1712 avec un grand luxe de planches, et dédiée au duc de Marleborough, on voit figurés le mur de César, la ville de Genève, le Léman, le Rhône et le Jura. Sans doute, il n'y a aucune fidélité dans tout cela; mais, cependant, on peut voir que dès lors on regardait comme impossible de placer et de faire figurer le retranchement de César entre le lac et le Jura, et qu'on liait ce retranchement à la défense immédiate de Genève.

toire de Genève par Spon ¹, a le premier mis le doigt sur le nœud de la question en montrant que cette dernière opinion pouvait très-bien se concilier avec le texte des *Commentaires*. Au lieu de lire : *a Lacu Lemano qui in flumen Rhodanum influit*, il proposerait cette leçon : *a Lacu Lemano QUA in flumen Rhodanum influit*. Alors on obtient, en effet, une circonstance, une donnée essentielle, celle du point où commençait le retranchement, à l'endroit précis où le lac se convertit en fleuve. *Ad montem Juram* désignant le mont Vuache, en face du mont Credo, César indiquait de même exactement le point où finissait son retranchement, le Vuache pouvant être considéré comme une continuation du Jura, comme un dernier chaînon projeté à travers le Rhône.

Aidé des calculs de Fatio de Duillier, célèbre mathématicien genevois qui dressa, en 1699, une carte des bords du Léman et du Rhône près de Genève, carte qui a servi de base à tous les travaux topographiques postérieurs, Abauzit a trouvé, entre le lac Léman, à l'endroit où le Rhône en sort, et le mont Vuache, quatre lieues en ligne directe et plus de cinq lieues en suivant les sinuosités, ce qui fait précisément les 19,000 pas romains des *Commentaires*.

Sans même adopter la leçon d'Abauzit, qui du reste n'a été suivie par aucun des nombreux éditeurs modernes des *Commentaires*, en conservant cette belle et pittoresque expression d'un lac, du Léman qui se transforme, qui coule en fleuve, en Rhône, *A LACU LEMANO QUI IN FLUMEN RHODANUM INFLUIT* (ce qui indique à la fois le changement de nature et le changement de nom²) ne voit-on pas là clairement désigné le point où devait

¹ Spon, Histoire de Genève, édition de 1730, in-4°, tome II.

² Artaud et, en général, tous les traducteurs de César écrivent « depuis le lac Léman que le Rhône traverse. » Ce n'est évidemment pas cela, car il y aurait *quem* et non *qui*. Dans la géographie des anciens, le Rhône n'était à proprement parler le Rhône que depuis sa sortie du

commencer le retranchement, c'est-à-dire de Genève au Fort-de-l'Ecluse?

Warnery, pour avoir parlé plus en tacticien qu'en philologue, est tombé dans d'étranges erreurs. Il prend trop à la lettre *a lacu Lemano* pour le lac Léman proprement dit, et *ad montem Juram* pour le Jura à la droite de Genève. Enfin il traduit *pons ad Helvetios pertinet* par « le pont appartient aux Helvétiens, » tandis que cela signifie que ce pont tend ou aboutit au pays des Helvétiens.

Donc, il résulterait clairement du texte des *Commentaires* et du récit de César, en les examinant de près, que le retranchement était le long de la rive gauche du Rhône, en suivant les sinuosités du fleuve, de Genève au Fort-de-l'Ecluse. A qui pourrait-on faire croire que Jules César, avec une seule légion, aurait été faire son retranchement à la droite du Rhône, dans le pays même des Helvétiens, inondé probablement comme il était alors, des populations helvétiques qui s'étaient portées à l'extrémité de leur pays pour émigrer? Pourquoi César se serait-il imposé à plaisir la peine de faire son retranchement en pays ennemi, et en lui donnant la plus grande étendue possible en ligne droite? S'il est une chose qui étonne à bon droit dans cette affaire, c'est que les Helvétiens, qui depuis très-longtemps avaient fait de grands préparatifs d'émigration, qui avaient tout brûlé chez eux, ne se soient point assurés à l'avance du point capital, décisif, nécessaire à l'accomplissement de leur grand projet, c'est-à-dire de Genève, ou du moins du pont sur le Rhône! Cette conduite est bien inexplicable, quelque simplicité qu'on veuille prêter à nos ancêtres, que César nous représente

lac Léman. C'est là qu'il se précipite et change de nom et de forme. Quant à ses sources et à la partie supérieure de son cours, au temps où César doit avoir écrit ses commentaires, on avait encore là-dessus les plus singulières idées. La conquête du Vallais était loin d'être achevée.

pourtant comme « très-nombreux, belliqueux, courageux ¹, comme la nation la plus puissante des Gaules ², comme un peuple enfin qui avait appris de ses aïeux à recevoir et non à donner des otages ³, ainsi que les Romains le savaient assez. »

D'un côté, il semble résulter du texte des *Commentaires* que les Helvétiens du temps de César avaient une politique bien tracée, ce qu'on appelle de nos jours une diplomatie. Ils lui envoient pour ambassadeurs d'abord à Genève Numéius et Veru-doctius (deux beaux noms de diplomates helvétiens), et ensuite, après la bataille sur la Saône, le fameux Divico.

Et, d'un autre côté, les *Commentaires* nous représentent ces mêmes Helvétiens comme des enfants que César amusait par des échappatoires et des prétextes pour gagner du temps. On ne comprend pas comment les Helvétiens ne prévirent pas César avant qu'il songeât à faire son retranchement et à concentrer des troupes en nombre suffisant. Comment aussi ne l'interrompirent-ils pas dans ses travaux gigantesques exécutés si rapidement ?

Si les Helvétiens n'empêchaient pas ces travaux, c'est 1° qu'ils n'étaient pas exécutés dans leur pays ; 2° parce qu'ils n'étaient pas exécutés sur une longue ligne de pays en plaine, où il aurait

¹ Pro multitudine hominum et pro gloriâ belli et fortitudinis angustos se fines habere arbitrabantur Helvetii. (De bello Gall. L. I.)

² Non esse dubium quin totius Galliæ plurimum Helvetii possent. (Id.) A la vérité on peut faire observer que ce que dit César de la puissance des Helvétiens se rapporte plutôt au passé qu'au présent. Déjà de son temps, comme au temps de Tacite, ils vivaient sous le poids de leur grandeur passée. *Helvetii, gens olim armis viris que, mox memoria nominis clara*. Avant d'avoir été mêlés à l'invasion des Cimbres, ils occupaient les deux rives du Rhin. A l'époque de César ils se trouvaient réduits à la rive gauche, et la droite devint le désert Helvétien, *eremus Helvetiorum*. L'amoindrissement de la nation ressort du dénombrement que donne César lui-même.

³ Helvetios, suis a majoribus institutos esse uti obsides accipere non dare consueverint. Ejus rei populum Romanum esse testem. (Id.)

été impossible d'abord de les faire, ensuite de les défendre avec une seule légion en présence des Helvétiens armés et frémis-sants; 3° parce que le Rhône, coulant en avant du retranchement, en rendait l'attaque très-difficile, sinon impossible.

Tout semble s'accorder pour prouver que les Romains, re-tranchés dans Genève qui était déjà une ville fortifiée (*oppidum*) contre les Allobroges et les Helvétiens, se précautionnèrent en-core contre l'invasion de ceux-ci à travers la province par trois lignes: 1° celle du Rhône dont César coupa le pont (du moins depuis l'Île à Saint-Gervais, en supposant, ce qui est probable, que le pont fût où est maintenant encore celui de Bel-Air);

2° La ligne des retranchements derrière le fleuve et en sui-vant ses sinuosités;

3° La ligne du Jura et du mont Vuache, au Fort-de-l'Ecluse, pays habité par les Séquanais, alliés des Romains et qui faisaient cause commune avec eux contre les Helvétiens, auxquels ils n'avaient accordé le passage qu'avec peine, grâce à l'interven-tion officieuse de l'Eduen Dumnorix.

Mais, laissons pour le moment les obscurités qui entourent encore l'emplacement du mur de César, ainsi que les diverses contradictions que nous avons fait pressentir, et voyons de quelle espèce était ce mur. Était-ce une vraie muraille de pierre ou seulement de cailloux? Comment croire que César aurait pu en édifier une pareille, longue de cinq à six lieues et haute de seize pieds, et en moins de quinze jours? César se sert de la double expression *murum fossamque*. Les traducteurs des *Commentaires* traduisent, en général, comme si le mur était indépendant du fossé¹.

Chez les anciens auteurs *murus* signifie aussi bien un mur en maçonnerie qu'un tertre ou retranchement en terre. Varron et

¹ César éleva un rempart de 19,000 pas de long et de 16 pieds de hauteur. Il y joignit un fossé. (César, *Comment.* traduction d'Artaud.)

d'autres le disent positivement ¹. Le mur de César, dans le pays et dans les circonstances où il se trouvait, ne pouvait être que de la seconde espèce. Une haute muraille, fraîchement bâtie de chaux, de pierre et de sable n'aurait eu aucune solidité.

Napoléon, qui a voulu nous laisser son avis sur un sujet qui l'intéressait, ne s'y est pas trompé un instant, et il a démontré que le mur ou retranchement et le fossé se complétaient l'un par l'autre; que l'un ne pouvait se faire sans l'autre.

Dans les insomnies de sa dernière maladie à Sainte-Hélène, il a dicté à Marchand, son valet de chambre, un *Précis des guerres de César* ². Fait par un tel homme et dans de tels moments, cet ouvrage a droit à toute notre attention. Napoléon, qui était très-sceptique à l'endroit de plusieurs guerres anciennes, qui ne croyait guère aux récits d'Hérodote et aux exploits des Grecs dans les guerres médiques, devenait très-coulant quand il s'agissait d'expéditions dirigées par un grand capitaine en particulier. Le génie aime à croire au génie. Ainsi, Napoléon n'émet pas le moindre doute sur l'authenticité des campagnes d'Alexandre en Asie dont il nous a laissé un court et brillant résumé. Il en est de même pour les guerres de César, sauf quand il arrive à la fin des guerres civiles et à la guerre d'Afrique « dont l'auteur, dit-il, émet des choses si absurdes qu'elles ne méritent aucune réfutation. »

Quant au récit que César fait de la guerre des Helvétiens, il en admet en plein la vérité. « César, dit-il, en apprenant le projet des Helvétiens, quitta Rome, arriva en huit jours à Genève, fit couper le pont du Rhône. Il n'y avait dans la province qu'une seule légion; il manda les trois vieilles d'Illyrie et les deux nouvelles qu'il avait levées. Il fit construire un retranchement de

¹ Aggeres qui faciunt sine fossâ eos quidem vocant muros ut in agro Reatino. (Varro, Lib. I, cap. XIV.)

² Précis des guerres de César, par Napoléon, écrit par M. Marchand à Saint-Hélène, sous la dictée de l'empereur. Paris, 1836, in-8°.

seize pieds de hauteur et de six lieues de long *du Rhône au Jura*. De nos jours, ajoute-t-il, César pourrait faire le même trajet de Rome à Genève en quatre jours. Quant à son retranchement, il est dans les conditions ordinaires des travaux de ce genre exécutés par les soldats romains. Ces ouvrages étaient composés d'un fossé de douze pieds de large sur neuf pieds de profondeur, en cul-de-lampe ; avec les déblais ils faisaient un coffre de quatre pieds de hauteur, douze pieds de largeur, sur lequel ils élevaient un parapet de quatre pieds de haut, eu y plantant leurs palissades et les fichant de deux pieds en terre, ce qui donnait à la crête du parapet dix-sept pieds de commandement sur le fond du fossé. La toise courante de ce retranchement cubant 324 pieds (une toise et demie) était faite par un homme en trente-deux heures ou trois jours de travail, et par douze hommes en deux ou trois heures. La légion qui était en service a pu faire ces six lieues de retranchement, qui cubaient 21,000 toises, en cent-vingt heures ou dix à quinze jours de travail'. »

On aime à voir Napoléon entrer ainsi dans des calculs de détails pour prouver la possibilité des actes de l'illustre général romain avec lequel il eut bien des rapports tant sous le point de vue militaire que dans la carrière politique qu'il parcourut. Mais s'il croit aux *Commentaires*, c'est qu'il les explique largement et

En admettant, ce qui paraît la seule hypothèse soutenable, que le mur de César ait été un parapet élevé avec la terre d'un fossé profond, il est permis de s'étonner qu'un tel ouvrage n'ait pas laissé la moindre trace sur six lieues d'espace. Les retranchements des anciens Romains, construits ainsi sur des lignes étendues pour se protéger contre les Barbares, sont presque partout reconnaissables à quelques vestiges. C'est ainsi que le *Vallum Trajani* (Karabournou), dans la Dobrutscha, immense fossé creusé par l'empereur Trajan pour défendre l'entrée de la *Mesie*, aujourd'hui la Bulgarie, contre les Barbares, subsiste encore. Les Turcs n'ont eu que la peine d'y ajouter quelques fortifications pour en faire une de leurs lignes de défense dans la guerre actuelle de la Turquie et de la Russie. Elle forme l'extrême droite de ces lignes sur le Danube de Widdin et Kalafat à la mer.

à sa guise, sans se tenir strictement au texte. Ainsi, il ne fait pas voyager à peu près inutilement César de Rome à Genève, puis de Genève à Aquilée, en Illyrie, pour aller tirer lui-même les trois légions qui y étaient. Napoléon dit simplement qu'il les *manda* ou les envoya quérir, ce qui est contraire au texte. Si l'on veut s'en tenir à ce texte, il faut nécessairement taxer César d'imprévoyance. N'aurait-il pas fort bien pu faire avancer ces légions à son départ de Rome, connaissant l'imminence du danger? ou bien, les faire chercher pendant qu'il donnait les ordres pour la construction du retranchement? Que de temps perdu, en suivant l'itinéraire ancien, dans le voyage de César de Genève à Nice, de Nice à Milan, de Milan à Aquilée!....

Pourquoi d'ailleurs trois légions au fond de l'Illyrie, frontière alors parfaitement tranquille, et une seule à la frontière Allobroge, menacée depuis des années et où tout retentissait dès longtemps du bruit des armes et des préparatifs des Helvétiens? Il faut convenir que de notre temps Napoléon n'aurait probablement pas procédé ainsi.

Quand on relit les anciens auteurs au point de vue de l'histoire romaine, et aussi de l'histoire suisse, on est conduit à penser que la guerre de César aux Helvétiens était dès longtemps préméditée. Répétons-le, c'était à Rome un parti pris de s'assurer, au moyen de la soumission de leur pays, les passages des Alpes. Sans cette guerre l'avenir de Rome et de César étaient compromis. Le projet d'émigration d'Orgétorix, que sa mort fit manquer, mais qui fut repris après lui d'une manière si singulière, fut plutôt un prétexte qu'un motif de guerre. Ce prétexte paraît même avoir été préparé de longue main, afin de donner aux Helvétiens les torts de l'initiative. Genève, fortifiée dès longtemps peut-être, était désignée comme base des opérations; on est forcé de voir beaucoup d'arrangement et de convention dans la feinte surprise de Rome à une si brusque attaque, dans le voyage précipité de César de Rome, où le retenaient de grandes affaires, à Genève,

pour de là courir au fond de l'Illyrie, traverser encore une fois toute la Cisalpine, entrer dans la Transalpine et courir après les Helvétiens. Cette guerre des Helvétiens devient une énigme et un non sens, séparée de certains faits qu'il faut brièvement rappeler.

Il résulte évidemment des textes de divers auteurs, surtout de Polybe, que depuis la première expédition des Romains dans le midi des Gaules (la Narbonnaise) ils avaient le dessein arrêté de conquérir toute cette grande contrée. Or, on sait ce qu'était un dessein arrêté dans la politique romaine. Dès l'an 76 avant Jésus-Christ (près de vingt ans avant la guerre des Helvétiens) le sénat, suivant sa politique ordinaire, chercha à diviser les peuples de la Gaule Transalpine qu'il voulait dompter. Il ordonna à ses préteurs dans la Narbonnaise d'intervenir dans les affaires des peuples de la Gaule orientale, et entr'autres de protéger les Eduens contre leurs ennemis. Les Allobroges, qui avaient fait de grands efforts pour résister à Rome, furent battus l'an 61 avant Jésus-Christ. Mais la même année il se forma, au dire de Cicéron, qui certes était bien informé, une ligue formidable entre les Helvétiens et les peuples de la Germanie au nord des Alpes. La terreur se répandit dans Rome, où l'on se rappelait les Cimbres et les Teutons¹. Le sénat prit des mesures extraordinaires et envoya dans les Gaules des députés revêtus de grands pouvoirs (*cum auctoritate*), afin d'empêcher à tout prix les Helvétiens, qui déjà avaient fait des incursions dans les Gaules, de se réunir aux Gaulois. N'oublions pas que dès l'an

¹ Gallici belli versatur metus; nam Edui, fratres nostri, pugnantes. Sequani malè pugnarent; et *Helvetii* sine dubio sunt in armis, excursionsque in provinciam faciunt. Senatus decrevit ut consules duas Gallias sortirentur, delectus haberetur, vacationes ne valerent, legati cum auctoritate mitterentur, qui adirent Galliae civitates, darent que operam ne hæ cum Helvetiis se jungerent. (Cicero, Epist. ad Atticum. Lib. I, Epist. XVIII.)

107 avant Jésus-Christ les Romains connaissaient les Helvétiens qui, d'après les historiens de Rome, avaient fait passer sous le joug l'armée de L. Cassius. Le passage de Cicéron sur cette intervention de Rome pour empêcher les Helvétiens de se mêler aux affaires gauloises est important. Ce fut alors que les mesures prises ayant paru insuffisantes, on donna le commandement des deux Gaules et celui de l'Illyrie à Jules César (59 ans avant Jésus-Christ).

César allait donc faire pour Rome la conquête et, en quelque sorte, la découverte de l'ensemble de cette vaste contrée des Gaules au-delà des Alpes, que les Romains connaissaient à la vérité partiellement par les écrits de Polybe et d'autres auteurs, mais sur lesquels ils n'avaient, à vrai dire, que des notions bien incomplètes et très-imparfaites, surtout pour les parties du centre, du nord et de l'ouest.

§ 3.

Une fois qu'il est à peu près établi que la guerre d'Helvétie fut préméditée de longue main; que les *Commentaires de César*, tout en méritant notre confiance comme une source authentique, doivent être lus avec circonspection, puisqu'au dire d'historiens contemporains ils ont été revus et remaniés, afin de présenter les faits à l'avantage de Rome; enfin que ces *Commentaires*, rédigés sur les dictées ou les notes de César, attribuent souvent à ce général des faits qui sont ceux de ses lieutenants, on est conduit à se demander si l'un de ceux-ci n'aurait pas eu une grande part aux faits qui se sont passés à Genève.

Les *Commentaires* nous disent que T. Labienus fut préposé par Jules César à la garde du retranchement; ils ajoutent que plus tard, mandé dans les Gaules, il prit une grande part à la défaite des Helvétiens. Plutarque dit même que ce fut lui qui tailla en pièces les Tiguriens, et que César devint pour cela ja-

loux de lui. Tout, en un mot, nous porte à croire que Labienus joua dans les événements de Genève le même rôle que Sergius Galba dans le Vallais, mais que sa part de mérite a été diminuée par l'effet de sa rupture avec César. On sait que Titus Labienus commença sa carrière par un tribunat que l'accusation contre C. Rabirius rendit célèbre. De là datent ses rapports avec César ; préteur l'an 695, sous le consulat de celui-ci, il prétendit, suivant l'usage, au sortir de charge, au gouvernement d'une province. On lui destinait la Narbonnaise ou Transalpine, qui comprenait l'Allobrogie, quand César se la fit adjuger. Il fut obligé de se contenter de servir sous lui comme lieutenant. Depuis l'ouverture de la guerre des Helvétiens, où il joua le plus grand rôle, ou du moins le second rôle si l'on veut admettre que César fit alors tout ce que les *Commentaires* lui prêtent, on trouve Labienus mêlé à toutes les grandes affaires du conquérant des Gaules, son nom revient dans toutes les campagnes. Il rendit d'éminents services. Quant César se mit définitivement en guerre contre le sénat, Labienus, soit patriotisme, soit qu'il eût à se plaindre de l'injustice ou de la jalousie de son chef, soit qu'il fût gagné par le parti du sénat, refusa de passer le Rubicon avec lui et alla offrir ses services à Pompée. Ce départ mortifia beaucoup César, *dedit illi dolorem* dit Cicéron¹. Après avoir combattu à Pharsale, et dans les autres guerres des Pompéiens, contre son ancien général, Labienus trouva enfin la mort en Espagne où il avait amené des renforts au jeune Pompée. (L'an 45 avant Jésus-Christ.) En un mot, Titus Labienus fut un de ces hommes d'un grand mérite qui souvent ont le malheur d'être effacés et écrasés par le voisinage d'un génie qui ne souffre pas de rivaux.

La découverte prétendue d'une inscription en l'honneur de T. Labienus, dans l'ancienne station ou camp romain, appelée

¹ Cicero ad Atticum Lib. I, cap. XVIII.

vulgairement le *Mont Jules César* ou le *Mont-Terrible* (*mont-terry*), aurait pu confirmer notre manière de voir, en établissant que Labienus avait laissé en Helvétie et chez leurs alliés, les Rauragues, des souvenirs d'un séjour prolongé, tandis qu'il n'est dit nulle part que Jules César, excepté sa courte apparition à Genève, ait laissé la moindre trace de sa présence dans ce pays ¹, et qu'il ne semble même pas l'avoir connu à l'intérieur.

Cette inscription, transportée en 1852 à Porrentruy (canton de Berne), ville très-rapprochée du mont Jules César, dans l'ancien Evêché de Bâle, fut examinée de très-près par des personnes savantes qui crurent d'abord y voir tous les caractères de l'authenticité ². Elle porte :

LAB. L. JUL. CÆS.

TRIB. POTEST. IV.

H. P. II. C. L. XIV. P. S. C.

INV. JOV. STAT.

L'inscription était lue ainsi : LABIENO LEGATO JULII CÆSARIS TRIBUNITIA POTESTATE QUARTO HOC POSUIT SECUNDA COHORS LEGIONIS XIV POST SENATUS CONSULTUM INVOCANDI JOVEM STATOREM ;

¹ On ne trouve aucune inscription de Jules César en Helvétie, à Genève, ni dans les régions des Alpes en général. Il va sans dire que nous parlons d'inscriptions authentiques. Les fausses ne manquent pas. Ainsi Gruter rapporte celle-ci comme étant taillée dans un mont de difficile accès des Alpes Juliennes, appelé le mont de Sainte-Croix : (*In Foro-Julienſi regione medio ſerè montium Crucis aſcensu præcipiti ſaxo inviſam* :)

C. IVLIVS CÆSAR

VIAM. INVIAM. SOLERT. S. ET...

IMPENDIO NOTAB.....

REDD.....

Selon Gruter, César aurait fait graver cette inscription en revenant de chercher les légions d'Illyrie pour les conduire contre les Helvétiens qui avaient envahi les Gaules !

² Discussion relative à une inscription romaine, présentée à la Société jurassienne d'Émulation. Porrentruy, 1852, in-8°.

— ou bien POST SUPPLICATIONES CONSTITUTAS INVICTO JOVI STATORI.

Ainsi Labienus, à la fois militaire et diplomate, dont le nom figurait déjà sur des inscriptions trouvées dans les Gaules, aurait laissé des traces de son séjour dans les contrées Jurassi-ques après les événements passés à Genève¹.

Mais, quelques doutes étant malheureusement venus se glisser dans notre esprit sur l'authenticité de cette inscription, nous avons voulu consulter une personne très-compétente, qui a bien vu le pays et qui est connue par des travaux très-recommandables sur notre histoire nationale. Ce savant, versé dans l'archéologie de l'Evêché de Bâle, nous a répondu une lettre que nous reproduisons comme un avertissement aux auteurs qui s'obstineraient à appuyer leurs écrits historiques sur de prétendues inscriptions évidemment fausses, qui auraient été découvertes en Suisse, on ne sait ni quand, ni par qui, ni comment, qui sont on ne sait où et que personne n'a jamais vues². Si l'on est induit

¹ Dans le recueil de Gruter, et dans les familles romaines de C. Patin, on trouve une inscription ainsi conçue :

..... VL PAVLINI. T. F.
ALLIA. T. LABIENI VXOR
BELENO D. D.

Ce marbre a été trouvé à Clermont en Auvergne, et il dénoterait que Labienus était bien connu dans ce pays.

² Au nombre des inscriptions, évidemment fausses, qui figurent comme authentiques dans toutes nos histoires suisses, il en est deux qu'il faudrait une bonne fois laisser de côté. La première est celle de Julia Alpinula, fille de ce Julius Alpinulus, dont parle Tacite au sujet de la révolte des Helvétiens sous Vitellius (Tacit. Hist. L. I, cap. LXVII-LXX.)

IVLIA ALPINVLA HIC IACEO
INFELICIS PATRIS INFELIX PROLES
DEAE AVENT. SACERDOS
EXORARE PATRIS NECEM NON POTVI
MALE MORI IN FATIS ILLI ERAT
VIXI ANNOS XXIII.

en erreur par des inscriptions qui existent, et qui, comme celles de T. Labienus, trompent les plus habiles par leur apparence

Orelli démontre que cette inscription, prétendue d'Avenches, et qui aurait été transportée en Angleterre, d'après Levade (Dictionnaire du canton de Vaud), est fausse. Elle est l'œuvre d'un habile faussaire, Gruter, qui en a forgé bien d'autres. Jean de Muller s'est laissé toucher par le charme de sensibilité qui respire dans ces lignes : « Ici repose Julia Alpinula, prêtresse de la déesse *Aventia*, fille infortunée d'un père malheureux qui n'a pu obtenir par ses larmes la vie de l'auteur de ses jours; j'ai vécu vingt-trois ans. »

Byron disait : « Je ne connais point de composition humaine plus touchante que cette inscription. » Elle a été forgée au moyen d'un texte bien connu de Tacite (*hist. 1. 68*) et d'une inscription authentique de Baden où il est question d'une *Alpinia Alpinula*, combinée avec deux inscriptions conservées à Villars près de Morat et consacrées à la déesse *Aventia*.

Une autre inscription genevoise ou du moins des environs de Genève, qu'il faut aussi regarder comme plus que suspecte, est celle-ci rapportée par Spon, *comme se voyant AUTREFOIS dans les murailles de Genève du côté de la Corraterie*, où elle aurait été transportée de Coppet (*Copetum*) :

VIXI VT VIVIS
MORIERIS VT SVM MORTUUS
SIC VITA TRVDITVR
VALE VIATOR
ET ABI IN REM TVAM.

C'est-à-dire : « Comme tu vis, j'ai vécu, tu mourras comme je suis « mort; telle est la vie; adieu, voyageur, vas à ton affaire. » Le fond de cette inscription est tirée de Pétrone C. 82 : « *Quod hodie non est, cras erit : sic vita truditur.* »

En général, disons-le dans l'intérêt de ceux qui cherchent à faire servir les inscriptions à l'histoire, sans être archéologues de profession. Il faut se méfier de celles qui ont un sens trop complet ou même complet, philosophique, prétentieux ou non. Il faut envoyer ces inscriptions-là rejoindre celle du paysage du Poussin : *Et in Arcadiâ ego.*

C'est malheureusement une des conditions du style lapidaire ancien d'être souvent obscur, même quand des lacunes ne viennent pas encore augmenter ces obscurités. Beaucoup d'inscriptions ne sont que fragmentaires. On les complète comme on peut. Celle de T. Labienus est partagée en deux fragments, sans que les lettres soient nullement partagées.

d'antiquité, comment ne le serait-on pas par ces inscriptions apocryphes si justement appelées *spuria* par le savant Orelli !

Voici la lettre de notre correspondant :

« J'ai l'honneur de vous communiquer *franchement* mon opinion sur l'authenticité de l'inscription de Labienus, trouvée au mont Jules César, près de Porrentruy.

« *Cette inscription n'a pas été trouvée dans le pays.*

« Pour vous expliquer la prétendue découverte, je dois entrer dans quelques détails. Le propriétaire du lieu dit le *Jules César*, habite ce pays depuis dix à douze ans. Dès son arrivée, il a fait de prétendues découvertes aussi nombreuses que singulières. Il cache des objets dans le sol, tels que des médailles, des armes, des anneaux, et va ensuite les *retrouver* en présence de témoins. Il en est de même de l'inscription. Seulement, je ne sais où il a pu se procurer celle-ci ; elle a tellement un *facies* antique que malgré que je fusse averti depuis longtemps de la manœuvre, je m'y suis laissé prendre. J'ai appris plus tard que, pendant son séjour à Sens, ce M. de M..... avait déjà fait la découverte des mêmes objets qu'il trouve à Porrentruy, et que l'inscription a déjà paru comme trouvée à Sens par le même individu. C'est, en un mot, un mystificateur que j'ai pris en flagrant délit d'imposture. Aussi, me suis-je abstenu de parler de ses découvertes..... »

Nous renonçons, d'après cela, à rien inférer de la découverte de cette prétendue inscription de Labienus dans nos contrées, bien que d'autres renseignements venus d'autres personnes également recommandables et savantes, soient moins décisifs et laissent encore douter¹. Mais nous maintenons nos conclusions

C'est cette circonstance, jointe à d'autres considérations d'orthographe antique et puisées dans la disposition et dans le relief de ces lettres, qui avait excité nos doutes.

¹ C'est ainsi qu'un de nos correspondants nous mande : « M. de M....., beau-frère de M. le baron de K....., propriétaire de la ferme de *Monterri* (ou *Terrible*), est un amateur d'antiquités. Il a recueilli

au sujet des *Commentaires de César* et du rôle probable que Labienus a dû jouer dans la guerre d'Helvétie, et tout particulièrement à Genève où il est douteux que César se soit transporté

une foule de trouvailles recueillies, assure-t-il, au camp de César. La majeure partie (notamment une grande quantité de monnaies) est certainement de là, quoi qu'on en dise. La ferme du Mont-Terrible a été longtemps un *flief* dans notre famille. Le fermier nous apportait annuellement des monnaies romaines ramassées en grand nombre dans cette localité et qui ont passé je ne sais où dans un partage de famille, pendant que j'étais à Paris. — On prétend que M. de M..... mêle à tout cela, pour faire nombre, des antiquités d'autre provenance. Cela est possible, mais le fond de la collection est bien certainement de la localité.

« Quant à l'inscription de T. Labienus, c'est à n'y rien comprendre. Impossible à qui l'a vue de la supposer de fabrication récente. Elle est *en relief*, sur un calcaire spathique (cristallin) qui n'est pas du pays. Un faussaire quelque peu antique l'aurait fait faire *en creux* d'abord, pour être conforme aux habitudes lapidaires du temps, puis pour éviter les frais *considérables* du relief qu'on n'a pu obtenir que par une usure longue et certainement difficile.

« Si la pierre est faussée, elle est d'un ancien faussaire. M. de M....., fort vexé de tous les dires qui ont circulé sur ses antiquités, a offert à la Société d'émulation du Jura de nommer des commissaires. Ceux-ci choisiraient eux-mêmes un point quelconque du plateau du Mont-Terri, et feraient immédiatement défoncer le terrain, en leur présence, par des ouvriers à leur dévotion. M. de M..... garantit que l'on recueillera ainsi presque infailliblement les preuves que le sol est partout chargé de débris antiques, comme monnaies, agraffes, clous, etc. »

Le professeur Mommsen, dans ses *Inscriptiones Confœderationis Helveticæ*, qui ont paru tout récemment, n'hésite pas à qualifier l'inscription de T. Labienus de monstrueuse. « *Quod si libet*, dit-il, *hujus monstri nomen cognoscere, lege fabulas de monte isto Cæsariano apud Trouillat*, Monuments de l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle. Porrentruy, 1832.

Le même M. Mommsen traite les inscriptions de Neuchâtel de *nugæ Noidenolicenses*, et le nom même de *Noidenolex* est pour lui *horribile nomen*. Il qualifie de faussaire le chancelier de Montmollin, qui a publié ces inscriptions neuchâteloises. Il est certain que J. Barillier, dans ses *Monuments parlants de Neuchâtel* (1810), ne donne pas une seule inscription romaine.

de sa personne. Sa réponse aux ambassadeurs Helvétiques, Narnius et Verudoctius, « que les usages et la dignité du peuple romain ne lui permettaient pas d'accorder à un peuple étranger le passage à travers la province, » n'est que l'expression de l'ancienne politique du Sénat, connue dès longtemps. C'est au même ordre d'idées qu'il faut rapporter quelques autres réponses du même genre, par exemple celle de Camille à Brennus : « C'est avec du fer et non avec de l'or que les Romains délivrent leur patrie ; » et encore celle du Sénat à Pyrrhus : « Rome ne traite avec ses ennemis que lorsqu'ils ont évacué le territoire romain ; » et encore celle de Marius aux Cimbres, qui lui demandaient des terres pour leurs alliés les Teutons, exterminés en Provence : « Les Teutons ont, à l'heure qu'il est, toute la terre dont ils ont besoin. »

En général, depuis que Rome fut en contact avec les peuples qu'elle appelait Barbares, on peut signaler une certaine uniformité dans la manière dont elle repoussait leurs prétentions et leurs attaques. Il ne faut pas conclure de cela contre l'authenticité des récits de ses historiens ; mais, il importe de bien examiner s'il n'y avait pas à Rome une manière d'agir convenue, un certain mode adopté pour rendre compte de certains événements qui se liaient à la politique invariable des Romains.

Ce n'est pas uniquement sur le jugement porté par Asinius Pollion ¹, qui au reste n'est point à dédaigner, que nous basons nos conjectures sur la composition des *Commentaires* de César. Nous savons parfaitement, et nous l'avons dit, que ce mot signifie des *mémoires*, et aussi de simples *notes*. Mais nous croyons que les *Commentaires* ou *Mémoires* militaires de Cé-

¹ Voyez le rapport de M. le professeur Cherbuliez sur le concours de prose, lu dans la séance générale de l'Institut Genevois (page 174 et suivantes de ce bulletin). Malgré la déférence que nous inspire le savoir de l'honorable Rapporteur, et, en le remerciant de son appréciation bienveillante, nous croyons devoir maintenir notre opinion.

sar, que, dans les temps modernes, on s'est accoutumé à regarder comme composés d'un seul jet, ainsi que des mémoires contemporains, ont été rédigés d'abord sur de simples notes fournies, en partie, par les lieutenants de César. Le texte de Suétone que nous avons cité¹ paraît clair et positif à cet égard. Pour nous faire une idée précise de la manière dont les Commentaires furent amenés à leur forme actuelle, reportons-nous au procédé employé par Napoléon dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de France*², qu'il dicta à ses généraux. En les lisant attentivement, on reconnaît bientôt les divers matériaux comme rapports, bulletins, ordres du jour, notes émanées de différentes mains, qui ont servi à leur composition. Napoléon, pas plus que César, n'a pu faire et exécuter seul, et en ayant toujours le premier rôle, tout ce que l'histoire lui attribue. Sans doute, le mérite des conceptions et de l'initiative lui reste, et nous sommes loin de partager le scepticisme intéressé d'un duc de Valmy, par exemple, qui, dans ses Mémoires, conteste à Napoléon toute participation à la victoire de Marengo. Mais, nous croyons que César eut, comme Napoléon, une tendance naturelle, involontaire peut-être, à rejeter dans l'ombre les services et les mérites éminents de quelques-uns de ses aides, surtout de ceux avec lesquels il s'était trouvé en rivalité politique. Nous savons le compte qu'il faut tenir de la différence des temps, des pays et des hommes, et nous croyons peu à la fidélité des parallèles historiques. Néanmoins, en lisant les *Commentaires* et la manière dont les actions de T. Labienus y sont rapportées, nous n'avons pu nous empêcher de penser à un Moreau, à un Bernadotte, à tel autre capitaine formé par la république. Dans une vingtaine de siècles peut-être, ceux qui étudieront les Mémoires de Napoléon, émettront aussi des doutes.

¹ Voyez page 249.

² En 9 volumes in-8°, Paris, 1830.

Napoléon n'en sera pas moins grand pour cela, de même qu'il eût été parfaitement ridicule à nous de chercher à déprécier César. Nous avons seulement voulu analyser de plus près la partie de ses Commentaires qui se rapporte à notre pays et où tout, il faut bien le reconnaître, n'est pas également clair.

III.

Il nous reste à corroborer notre thèse par quelques considérations sur l'état de Genève, après la guerre des Helvétiens et sous la domination romaine en Helvétie. Faisons d'abord remarquer qu'immédiatement après cette guerre la position de Genève changea. Nous la voyons déchoir sensiblement comme position militaire, tout en offrant néanmoins des traces d'une existence municipale et coloniale. Essayons d'en faire comprendre les raisons :

La campagne de César contre les Helvétiens se termina, comme nous l'avons vu, par une sorte de transaction. Il les reçut à composition et les renvoya rebâtir leurs villes. Les Helvétiens se trouvèrent alors vis-à-vis de Rome et du conquérant, dans la condition de ces peuples vaincus qu'on appelait *deditices*¹. César ne réduisit pas, comme on le croit généralement

¹ Cicéron nous donne une idée précise de l'état politique de l'Helvétie après la victoire de Rome :

..... *At enim quadam fœdera exant, ut Germanorum, Insubrium HELVETIORUM, Iapydum, nonnullorum item ex Galliâ barbarorum quorum in fœderibus exceptum est, ne quis eorum a nobis civis recipiatur.* (Cicero pro Balbo, cap. 14.)

Ainsi, l'Helvétien, bien que soumis et deditice, ne pouvait devenir citoyen romain.

Cicéron dit encore ailleurs :

« *Itaque Cæsar cum acerrimis nationibus et maximis Germanorum et HELVETIORUM præliis felicissimè decertavit, CÆTERAS contrivit, do-*

l'Helvétie en province romaine. L'administration de cette pauvre contrée eût coûté plus qu'elle n'aurait rapporté. Ce qu'il voulait, c'était d'assurer ses derrières par la soumission des Helvétiens, avant de se lancer dans ses grandes guerres contre les Germains d'Arioviste et les Gaulois. César ne laissa aucune troupe en Helvétie, après la soumission des habitants. Il est même douteux que ce que l'on a pris pour des traces de campement dans la Rauracie, tout près du lieu où se livra, dit-on, la grande bataille contre Arioviste, soit bien réellement un ancien camp romain. Il ne paraît pas que le grand capitaine ait jamais mis le pied en Helvétie. Il garde le plus profond silence sur sa partie orientale et sur la septentrionale. Il ne nomme que deux cantons sur quatre, et ne fait pas la moindre mention du lac de Constance. Cet état de semi-liberté, ce reste d'indépendance, ne durèrent pas longtemps. Déjà, à la fin de la vie de César, probablement après la défaite du Vercingétorix et la réduction totale et définitive des Gaules, au plus tard sous l'empereur Auguste, nous voyons un véritable régime provincial s'établir en Helvétie, quand cet empereur l'incorpora dans la province des Gaules (l'an 27 avant Jésus-Christ). Ce ne fut qu'alors, après la réduction du Vallais et de la Rhétie, qui complétèrent la prise de possession de Rome dans les pays alpestres, que s'introduisit le régime colonial à Genève et sur les bords du Léman. C'est en vain que l'on voudrait invoquer le nom de *Colonia Julia Equestris*, qui est donné quelquefois à Nyon (*Nevidunum*). Sans doute, ce fut probablement de très-bonne heure un camp retranché des Romains, surtout durant leurs opérations contre le Vallais; sans doute aussi, il y avait là de

mult, compulsi, imperio populi Romani parere assuefecit..... « (Cicero de prov. cons. cap. 13.)

Ainsi César traita les Helvétiens avec plus de ménagements que d'autres peuples et ne les dompta pas. Ce ne fut pas lui qui les incorpora dans l'empire.

la cavalerie. Mais, c'est aller trop loin que de faire remonter la fondation de la colonie équestre à Jules César, au moyen d'une importation de chevaliers romains. Les inscriptions de Nyon qui attestent l'existence d'une colonie, d'un droit colonial, d'un régime municipal dans cette localité, sont de la fin du premier siècle de l'ère chrétienne et vont jusqu'au milieu du troisième. Elles attestent qu'il y avait là réellement une colonie romaine, probablement depuis Auguste ¹. Quant au surnom de *Julia*, il ne prouve rien en faveur de Jules César, car dans l'empire romain combien n'y eut-il pas d'autres colonies juliennes, en Espagne et en Afrique surtout, dont la fondation appartient à Auguste. Le nom de *Julia* était simplement une épithète d'honneur pour rappeler le chef de la famille impériale et la transmission de l'empire dans la famille julienne ou des Jules. Les auteurs qui ont soigneusement énuméré les colonies fondées par Jules César, ne font nulle mention de la cité équestre.

En dehors des limites de l'Helvétie proprement dite, Genève se présente aussi, bien qu'on ait soutenu le contraire, avec les indices d'une existence coloniale dès le second siècle de notre ère. Ce qui a répandu du doute sur la position de cette ville sous les Romains, c'est que la plupart des inscriptions romaines qu'on voit dans cette ancienne cité des Allobroges ont été transportées de Nyon ou des environs en différents temps, soit com-

¹ Les colonnes milliaires trouvées près de Nyon portent la distance de la *Colonie Equestre*, tandis que celles de tout le reste de l'Helvétie portent la distance d'Avenches. Cela prouve en faveur de l'importance de Nyon, qui, d'ailleurs, d'après ses inscriptions authentiques, avait aussi bien qu'Avenches (*caput Helvetiorum*), ses DUUMVIRS, ses ÉDILES, et de plus un PRÆFECTUS ARCENDIS LATRONIBUS et un PRÆFECTUS PRO DUUMVIRO. Pline fait mention de la Colonie Equestre, dont la plus ancienne inscription remonte à l'an 69 de l'ère chrétienne, et les plus récentes au milieu du troisième. (Voyez sur ces points le savant mémoire de M. le professeur George de Wyss, *Ueber das römische Helvetien*, dans les archives de la Société d'histoire suisse. Zurich 1831.)

me matériaux de construction, soit comme objets de curiosité. Il y a eu constamment un fâcheux mélange des choses appartenant à Genève et de celles appartenant à Nyon, au point que quelques auteurs genevois ont prétendu que c'était leur ville qui avait été la vraie colonie ou cité équestre¹. Lausanne a eu la même prétention, à cause de certaines monnaies de ses évêques qui portent, d'un côté, SEDES LOSANE, et de l'autre, CIVITAS EQVESTRIS.

Pour éclaircir un peu cette question ardue, et pour rendre à chacun ce qui lui est dû, il est bon de rappeler comment avaient été formées les provinces romaines, par la réunion sous une métropole commune de plusieurs cités (*civitates*) originellement indépendantes. Par ce mot *civitas*, on aurait grand tort d'entendre une cité, une ville, dans notre sens moderne. On donnait ce nom à une nation entière, même composée de plusieurs peuples, aussi bien et même mieux qu'à une seule localité. Nous avons vu César, dans les *Commentaires*, appeler les Tiguriens une partie de la cité helvétique, *quæ pars civitatis Helvetiæ insignem calamitatem populo romano intulerat*. Chaque cité acquerrait à la longue son *pagus*, son orbite, son territoire. Nyon commença par être un municipe romain enclavé dans l'extrême territoire des Helvétiens, sur la rive nord-ouest du Léman. Ce fut, à coup sûr, notre plus ancienne colonie, soit qu'elle remonte à César, soit plutôt qu'elle ait été fondée par Auguste (27 ans avant Jésus-Christ). De même que Lyon, elle n'eut pas d'abord de ter-

¹ On l'a soutenu en vers comme en prose :

« Genevois qui sortis d'un sang si glorieux,
Faites jusqu'aux Troyens remonter vos ayeux,
Tant de titres gravés sous vos toits magnifiques
De votre antiquité sont preuves authentiques.
L'art du graveur romain nous le vient déclarer
Et la pierre avec lui parle pour l'annoncer. »

GENÈVE, *poème héroïque*, par H. Fiat, docteur de Sorbonne, 1712.

ritoire rural (*pagus, Gau*). C'était un point fortifié pour protéger la grande voie romaine allant d'Italie dans les Gaules par le mont Jou ou le Saint-Bernard, Martigny et la rive septentrionale du Léman.

La cité équestre s'étendit plus tard avec son *pagus* le long de la rive du Léman, depuis St.-Gervais ou du moins depuis Versoy jusqu'à l'Aubonne¹. Un acte de l'an 1011 dit que l'église de Versoix est fondée *in pago equestrico*. Au moyen âge, cette contrée, entre les rivières de Versoix et d'Aubonne, conserva le nom de *pays* ou *comté des équestres ou enquestres*. Nyon, qui était au milieu, était comme le chef-lieu de cette communauté ou *civitas* de gens soumis à la même loi. Cette *civitas* reconnaissait peut-être le siège de Lausanne avant la circonscription des évêchés de l'Helvétie occidentale qui étendit celui de Genève jusqu'à l'Aubonne². Ou bien, c'était par réminiscence de l'évêché de Nyon, que la monnaie épiscopale de Lausanne, frappée postérieurement, portait : *civitas equestris, sedes Lausanæ*.

Mais Genève proprement dite n'a jamais été la cité équestre. L'itinéraire d'Antonin la nomme *civitas Genavensium* et la met dans la province viennoise, et il met Nyon, *civitas equestrum id est Nevidunum*, dans la séquanais. Ce qui prouve certainement que Genève avait déchu, c'est qu'elle est désignée dans des inscriptions qui lui appartiennent bien en propre, comme un simple *vicus*, ou bourg ouvert, et non plus comme une

¹ On a trouvé des inscriptions romaines à Coppet, à Céligny, à Prangins, à Vincly, à Aubonne, localités qui étaient peut-être comprises dans la *Civitas* ou Communauté Equestre.

² Nyon avait eu un évêché avant Lausanne, quand le siège épiscopal était à Avenches. Le siège de Nyon fut transféré à Belley et celui d'Avenches à Lausanne. Ce fut alors peut-être que Nyon ou la cité Equestre dépendit un moment du siège de Lausanne, ou bien en souvenir de la grandeur déchuë de Nyon, la monnaie épiscopale de Lausanne adopta la légende *Civitas equestris*, jointe à celle de *Sedes Lausanæ*.

ville fermée et fortifiée, *oppidum*. Plusieurs de ces inscriptions appellent les Genevois VICANI, CONVICANI GENAVENSES¹.

Oppidum signifiait, dans le monde romain, d'abord une ville forte, ensuite aussi une ville de second ordre venant immédiatement après celles de premier ordre. C'était ordinairement le chef-lieu d'un pagus ou district rural (*civitas rustica*) dépendant de la *civitas* proprement dite.

Le *vicus* ou la simple bourgade ne venait qu'en troisième ligne. Au reste, les unes comme les autres pouvaient avoir, indépendamment de leur importance et de leur population, des droits de cités municipales qui leur permettaient de s'administrer par des magistrats pris dans leur propre sein. Ce fut le cas pour Genève comme pour la cité équestre de Nyon.

Ce qui sert à expliquer la déchéance relative de Genève, c'est ce qui se passa immédiatement après la guerre des Helvétiens et les guerres des Gaules. Le dieu Terme avança alors, comme disaient les Romains, c'est-à-dire que la frontière romaine fut portée du Rhône sur le Rhin et le Danube. *Vindonissa* (aujourd'hui Windisch, dans le canton d'Argovie), ville du canton des Tiguriens, se trouvait dans la meilleure situation pour défendre ces limites. Par cette ville passait un des grands chemins de l'empire, qui allait de Pannonie dans les Gaules, de *Pannoniis*

¹ Ainsi, par exemple, la fameuse inscription d'où l'on avait voulu inférer qu'un certain J. Brocchus, de la tribu Volinienne, avait donné le lac Léman et quelques autres aux Genevois :

L. IVL. P. F. VOL. BROCCIVS. VAL.
BASSVS. PRÆF. FAB. BIS. TRB. MIL.
LEG. VIII. AVG. II VIR IVR DIC III VIR LOC.
P. P. AVGVR PONTIF II VIR
FLAMEN IN COL EQVESTR
VICANIS GENAVENSIBUS
LACVVS. D.

Par *lacus* il faut entendre des réservoirs d'eau. Cette inscription montre que le même personnage avait été *Duumvir Juri Dicundo* à Genève et dans la Colonie Equestre, ce qui montre bien la coexistence des deux localités.

in Gallias. Genève, comme point stratégique, cessait d'avoir de l'importance. Les Romains se fortifièrent, en pénétrant plus avant dans le pays des Helvétiens, d'abord à Nyon (*civitas equestris*), puis à Vindonissa. Les remparts de Genève furent alors sinon démolis du moins négligés ; cette cité forte devint un bourg, un *vicus*. La capitale de la province dont Genève faisait partie, la Viennoise, fut naturellement Vienne, placée au centre et non à l'extrémité de l'Allobrogie, et qui, d'ailleurs, devint le siège archiépiscopal quand le christianisme s'introduisit dans l'empire. Il est à remarquer que la hiérarchie ecclésiastique était en rapport avec la hiérarchie administrative. Vienne devint donc la capitale de la province et le siège métropolitain, et Genève fut en sous-ordre comme ville et comme évêché.

Cependant, de cette diminution relative d'importance de Genève sous les Romains, après la conquête des Gaules, on aurait tort de conclure avec Baulacre ¹ qu'elle ne fut rien sous leur domination, et que jamais elle n'eut d'existence coloniale ; en un mot, qu'elle ne commença à renaître que sous le régime bourguignon.

Que Genève n'ait pas été une colonie romaine, dans ce sens que des Romains ne la fondèrent pas, c'est ce qui saute aux yeux. Mais que Genève n'ait pas eu une existence coloniale, municipale, une existence de *municipe* dès le second siècle de l'ère chrétienne, c'est ce qu'il est impossible de soutenir. A supposer que les inscriptions anciennes qui sont à Genève, et qui portent le mot *COLONIA* aient été transportées de Nyon ou de la colonie équestre, du moins ne refusera-t-on pas de laisser à Genève cette inscription si controversée qui place les *Provinciaux genevois* (*GENEVENSES PROVINCIALES*) en opposition avec les co-

¹ Dans l'*Histoire critique de la République des Lettres*, tome VI, Baulacre, à la fin d'un article sur les *Délices de la Suisse*, de Ruchat, dit : « Peut-être publierai-je un jour des observations où je prouverai que Genève n'a jamais été colonie romaine. »

lons romains établis à Genève. On sait que les citoyens ou colons romains avaient dans les colonies leur prétoire, leurs assemblées (*conventus civium romanorum*), et que les indigènes ou provinciaux avaient les leurs. Ainsi, en Helvétie, il y avait à Avenches le *Conventus Helveticus*¹.

Pour ce qui est de prétendre que Genève se serait élevée comme une ville burgonde ou bourguignonne, même au rang de capitale du roi Gondebaud, comme on dit quelquefois, sans avoir été une cité romaine de quelque importance, au moment où ces Barbares firent invasion dans l'empire, c'est ce qui ne saurait se soutenir non plus². Les Bourguignons ou Bourgondes ne furent pas ainsi appelés, comme le veulent quelques éty-

¹ Voici cette inscription qui passait jusqu'ici pour authentique :

C. VALERIO T. F. AN
TR. MIL LEG II.
PATRONO. OPTVMO
GENEVENSES PROVINCIA
B. M. P.

VIXIT ANNOS. LX. M. II. DIES XVII.

C'est bien à tort qu'on avait voulu inférer de cette inscription qu'il avait jadis existé une *Province genevoise* ou de *Genève* sous le régime romain. Au reste le professeur Th. Mommsen, dans ses « *Inscriptiones Confederationes Helveticae Latinae* » (Zurich 1854, in-4°), la déclare fausse et s'étonne qu'Orelli, son devancier, ait pu l'adopter comme authentique. Il se fonde sur ce qu'aucun monument, document, diplôme ou monnaie des époques Romaine, Burgonde et Mérovingienne ne porte *Geneva*, mais toujours *Genava*. Cette assertion est certainement trop tranchante. (Voyez Blavignac sur le nom de Genève dans l'*Armorial Genevois* pag. 186, 187.)

² Les inscriptions authentiques qui appartiennent à Genève font mention deux fois d'un DUUMVIR JURIDICUNDO, et plusieurs fois des DUUMVIRI AERARII, une fois d'un *édile* et plusieurs fois des TRIUMVIRI LOCORUM PUBLICORUM PERSEQUENDORUM. Ces derniers magistrats municipaux étaient chargés de la surveillance des terrains indivis qui appartenaient à toute la colonie ou à la communauté.

Ces diverses charges établissent clairement l'existence municipale et la constitution coloniale de Genève romaine.

mologistes, parce que, moins barbares et plus vite convertis que d'autres peuples de l'invasion, ils bâtissaient des villes et les habitaient. Bien qu'en effet plus vite amenés à l'Évangile, les Bourguignons ne se soumirent pas si facilement aux arts et à la civilisation. S'il n'y avait eu qu'eux pour peupler les villes, celles-ci n'auraient pas eu beaucoup d'habitants. Associés d'abord aux Romains, en vertu d'arrangements conclus entre eux-ci et Gondioch, chef des Bourguignons, ils vécurent d'abord sur les terres de l'Allobrogie et de l'Helvétie occidentale comme des hôtes armés. Plus tard, il y eut un partage. On divisa par lots (*sortes*) le territoire, de telle sorte que les *pagi* ou cantons échus aux Bourguignons se trouvaient, de préférence, dans le voisinage des forêts et des pâturages, sur les deux versants du Jura. Les Romains, rassurés par cette alliance, restèrent dans les villes sur les bords du Léman, où se montrent encore, après les désastres de l'invasion, des restes de la splendeur romaine. Sans doute, à la longue, les deux populations se mêlèrent, mais dans les villes la bourguignonne était en grande minorité. La majorité était celto-romaine. Les villes conservèrent leurs institutions municipales, Genève comme les autres. Les magistrats continuèrent à être nommés par les citoyens et tirés de leur propre sein, soit de l'ordre (*ordo*) ou de la curie. Seulement, l'administration locale était surveillée par un comte urbain (*comes civitatis*), qui remplaça le magistrat provincial romain ou le recteur (*rector*)¹. Les évêques, élus par le peuple, continuèrent toujours, sous les Bourguignons, de garder leurs ancien-

¹ Savigny, dans son Histoire du Droit romain au moyen-âge, a clairement démontré cette persistance du droit romain et de l'organisation municipale romaine dans les villes du premier royaume de Bourgogne. Saint Avit (Avitus), archevêque de Vienne, mort en 525, dit que du temps de son prédécesseur la Curie de Vienne (CURIA ROMANA) était composée d'un grand nombre d'hommes illustres. Or, Genève eut les mêmes destinées que Vienne, qui devint sous le régime romain sa double métropole religieuse et politique.

nes attributions religieuses et même judiciaires et politiques. Ils devinrent même plus influents, parce qu'ils servaient naturellement d'arbitres entre le Bourguignon et le Romain, le vainqueur et le vaincu. La confiance qu'ils inspiraient aux uns et aux autres faisait qu'on recourait à eux dans l'impossibilité où l'on se trouvait à chaque instant d'exécuter, au milieu de deux populations mêlées, la loi Gombette ou de Gondebaud, qui voulait que chacun fût jugé par ses lois propres, et que les difficultés entre Romain et Bourguignon fussent tranchées par des juges mi-parties. Ce recours à l'évêque, dans mille cas journaliers, explique l'influence de l'épiscopat dans les anciennes villes romaines qui, comme Genève, avaient subi l'invasion bourgonde. L'élection de l'évêque appartenant au peuple entier, tant Romain que Bourguignon, et cette élection se faisant dans l'église, on fut conduit à se servir aussi de ce local pour d'autres élections, par exemple, les élections municipales. Le pouvoir de l'épiscopat se mêlait ainsi avec celui de la curie. L'ancienne curie romaine formait le conseil naturel de l'évêque.

Il serait facile de développer ce thème et de démontrer comment le pouvoir épiscopal devint à Genève un véritable pouvoir souverain, et de quelle manière prirent naissance ces attributions de souveraineté des évêques qui, dans la Genève du moyen âge, souvent confondues avec d'autres pouvoirs, tantôt unies et tantôt opposées aux prétentions des citoyens ou bourgeois, amenèrent les conflits que l'on sait, surtout quand l'autorité des comtes de Genevois vint encore compliquer la question en établissant un nouvel antagonisme.

Ce qu'il nous importe uniquement de prouver aujourd'hui, c'est qu'il est impossible d'admettre que Genève (qui, du reste, ne fut jamais la capitale d'un royaume de Bourgogne) ait été une puissante ou du moins une importante ville bourgonde sans avoir été un centre municipal également important sous

les Romains¹. On sait, au reste, que dans aucune institution barbare l'élément romain n'occupa une si large place que dans

¹ Quand on fait de Genève la capitale du royaume des Bourguignons, on commet une double erreur, en attachant à ces deux mots un sens qu'ils n'avaient pas au sixième siècle, ni même plus tard au moyen-âge. A cette époque on n'attachait pas encore au titre de roi, *Rex*, l'idée concrète de la propriété d'un royaume circonscrit dans des bornes certaines. Ce titre impliquait plutôt une nombreuse clientèle et l'assujettissement volontaire ou forcé de grands possesseurs fonciers et des habitants des villes et des campagnes, abstraction faite du territoire politique auquel ils appartenaient. Le titre de *Burgundiorum Rex* pris par le roi Gondebaud lui laissait le champ ouvert sur tous les pays occupés par cette nation. M. de Gingins-Lasarra a fait cette remarque au sujet de Boson qui, dans la dernière charte de son règne, prend le titre de *Burgundiorum Asonorumque Rex* qui justifiait en quelque sorte ses prétentions sur toute la Bourgogne et sur le royaume d'Italie, prétentions qu'il légua à son fils. On disait aussi *Reges Francorum*, du nom de la nation et non du pays.

Jean de Muller a pris aussi trop à la lettre le partage du royaume de Gondebaud entre ses quatre fils, qui en firent, dit-il, quatre royaumes, dont les capitales étaient *Besançon*, *Genève*, *Lyon* et *Vienne*. Le fait est qu'il n'y eut ni partage territorial, ni capitales par conséquent. Les quatre frères se partagèrent l'autorité seulement, et gouvernèrent ensemble l'établissement que leur père avait formé. C'est pour cela que le Gaulois les appelaient les *Tétrarques*.

Dijon (*Divio*), où l'on place aussi quelquefois une de ces capitales, n'était pas alors une ville. C'était un simple château fortifié. Les rois bourguignons, suivant l'instinct de ce peuple, habitaient bien plus souvent une simple ferme royale, une métairie ou un château isolé dans la campagne. Les actes les plus importants de leurs règnes sont datés de pareils lieux ou de couvents.

Genève ne fut pas plus la capitale du royaume de Bourgogne que le couvent de Saint-Maurice d'Agaune en Vallais, par exemple, d'où sont datés les principaux actes du roi Sigismond, fils de Gondebaud. Ce prince fut proclamé par une assemblée de la nation tenue à *Quadrivium*, près de Genève, une de ces résidences rurales des rois de Bourgogne. Nous voyons un décret de l'an 508, ajouté à la loi des Bourguignons ou loi Gombette, qui démontre les sous de Genève (*Genavenses solidos*), frappés dans un atelier monétaire de cette ville. Cela n'indique pas une capitale. « *De monetis solidorum præcipimus custodire ut omne aurum quod cumque pensaverit accipiat, præter quatuor tantum mo-*

l'établissement bourguignon. C'est même ce qui finit par le perdre et par le faire absorber par l'empire des Francs, qui avait gardé bien plus de sève germanique et de force barbare. Le roi Gondebaut répétait à ses comtes et à ses leudes, comme Théodoric, roi des Ostrogoths : « *Vestimini moribus Togatis.* » Il adopta l'usage de la langue latine, et comme il arrive en pareil cas, le vaincu finit pas faire insensiblement la loi au vainqueur, parce qu'il était plus civilisé et plus instruit. Les évêques, par exemple, héritèrent de plusieurs fonctions romaines dont les Bourguignons ne se souciaient pas ou qu'ils ne savaient pas comment exercer. Il serait facile, avec de la patience, de démêler dans les pouvoirs qu'exercèrent les évêques de Genève, et qui en firent de véritables princes, ces attributions d'anciennes magistratures romaines que les rois bourguignons leur abandonnèrent et qui renforcèrent leur prépondérance politique. Mais ce sujet appartient plus particulièrement à la Genève bourguignonne, et nous ne devons pas oublier que ce mémoire a pour sujet *Genève romaine*. Cependant, il a bien fallu conduire celle-ci jusqu'à la limite de ses destinées, et montrer comment elle influa encore, tout en perdant son nom, sur le régime politique qui la remplaça.

Dans sa séance du vendredi 30 juin, la section, après avoir expédié divers objets d'administration et d'autres affaires courantes, décide que ses vacances de l'année dureront deux mois (ceux de juillet et d'août prochains). La prochaine séance aura lieu le vendredi 22 septembre (la section ayant fixé ses réunions mensuelles au troisième vendredi de chaque mois), dans le local du musée Rath, que le Conseil Administratif a mis à la disposition de l'Institut Genevois.

netas, Valentini, Genavensis et Gothium, qui a tempore Alarici regis adaurati sunt et Ardaricianos. » (Legis Burgundiorum additamentum secundum.)

Section de Littérature.

I.

SÉANCES.

D'avril à juillet 1854, soit dans les quatre mois derniers, la Section a eu neuf séances, dont six consacrées à des objets qui ne sont du ressort que des membres effectifs, et trois séances où les honoraires ont pu être convoqués. Les quatre premières sont antérieures à la séance générale du vendredi 19 mai, dont le compte rendu remplit le troisième Bulletin de l'Institut, et s'y rapportent en grande partie.

Dix-septième séance, jeudi 6 avril.

La Section nomme deux nouveaux correspondants : MM. Charles DIDIER, de Genève, actuellement à Alexandrie d'Egypte, l'auteur de *Rome souterraine*, de *Thécla*, du *Voyage en Espagne*, de la *Campagne de Rome*, etc., et Joseph HORNUNG, de Genève, successivement professeur d'histoire littéraire et de philosophie du droit à l'académie de Lausanne, auteur de *l'Evolution juridique des nations chrétiennes* et d'une *Etude sur la littérature de la Suisse française, envisagée dans ses rapports avec les littératures européennes*.

M. Carteret extrait de son recueil inédit quatre nouveaux apologues : 1. *Le Chat et les Canards*, ou le Glouton qui critique les autres, jolie variante de l'éternelle parabole de l'œil à la poutre considérant l'œil à la paille. — 2. *Les Deux chevaux*, dramatisant dans un tableau de genre le vers immortel de Vir-

gile : *Non ignara mali miseris succurrere disco*. — 3. *Le Briquet et l'Allumette chimique*, ou la Tradition et le Progrès, censure transparente de ces opinions exclusives qui, par haine du changement, anathématisent la diversité des goûts, et prédication de la saine tolérance. — Enfin, *Le Vieux Sou*, qui attaque à sa manière la morale pessimiste, et montre que le cœur humain a aussi de généreux et bons instincts. — Un tour de consultation à la ronde amène des observations intéressantes sur la facture, le genre, le ton et l'esprit de ces fables, sur leur valeur poétique ou morale, enfin sur la théorie esthétique de l'apologue.

M. Subit, honoraire, lit ensuite une notice littéraire sur *Pasquale Altavilla*, le Molière populaire du théâtre napolitain d'aujourd'hui.

Le secrétaire communique les deux pièces envoyées par M. Fournel : *L'Auréole*, conte-légende du treizième siècle, ou Glo-rification de l'humilité, et *Sainte Elisabeth de Hongrie*, ou le Miracle des roses, justification légendaire de la charité, dont la grâce symbolique a souvent inspiré les peintres et les poètes. Ces pièces conduisent à une discussion sur le genre archaïque et religieux.

Dix-huitième séance, jeudi 20 avril.

Dix-neuvième séance, jeudi 4 mai.

Vingtième séance, jeudi 18 mai.

Ces trois séances sont consacrées au double concours littéraire, fermé le 15 avril, lequel a donné dix-sept pièces, soit treize en vers et quatre en prose. Constitution des jurys, distribution du travail, conclusions présentées et acceptées, lecture et approbation des rapports, mesures diverses à prendre, tel fut l'emploi de ces séances. Le résultat du concours a été rendu public.

Vingt et unième séance, jeudi 1^{er} juin.

Sur la proposition du secrétaire, la Section décide de commencer une double collection : 1^o de ses papiers et correspondances sous le nom d'*Archives de la Section* ; 2^o une *Bibliothèque particulière de la Section* : à cette bibliothèque sera allouée pour commencer, la cotisation annuelle des membres effectifs et honoraires ; sa spécialité directe sera la littérature nationale, soit, pour commencer, les *poètes suisses des trois langues*, et tout d'abord ceux de langue française.

M. Cherbuliez donne lecture de la seconde partie de son instructive analyse de l'ouvrage de l'Américain Bristed sur les *Universités anglaises*, laquelle suscite une conversation familière sur la force comparative des études genevoises et des études anglaises.

M. Carteret lit une poésie élégiaque de M. Henri Blanvalet, un de nos correspondants, intitulée : *la Fille du pêcheur*, qui rappelle avec bonheur à plusieurs membres une poésie aimée et devenue populaire, *la Petite sœur* ; c'est une charmante carte de visite d'un poète, duquel la Section en espère encore d'autres.

M. Vuy lit une poésie d'assez grande étendue, fort goûtée par les auditeurs qui s'accordent à y reconnaître un talent vraiment poétique. Cette pièce, qui a pour titre *Soir et matin*, a pour auteur une jeune femme du Jura bernois, dont plusieurs productions distinguées du genre lyrique, parues dans diverses revues de la Suisse, ont fait connaître le nom, M^{lle} Félicie Stockmar.

Vingt-deuxième séance, vendredi 23 juin.

M. Charles-Louis de Bows, l'un des deux lauréats du 19 mai, est nommé membre correspondant de la Section en Vallais.

Première délibération sur les concours littéraires à ouvrir, cette année ou la prochaine.

La XXIII^e et la XXV^e séances sont consacrées au même objet.

Vingt-quatrième séance, vendredi 7 juillet.

Le programme définitif pour 1855 est arrêté le 21 juillet : il sera inséré à la fin de ce Bulletin.

Trois pièces de poésie, les deux premières par M. Petit Senn, lues par le secrétaire, la troisième écrite et lue par M. Marc Monnier, correspondant de la Section, présent à la séance, viennent faire à ces occupations nécessaires, mais peu agréables, une diversion vraiment littéraire et accueillie avec reconnaissance. La *Place au soleil*, de M. Petit-Senn, se fait aisément une autre place au milieu de la réunion, et les *Premiers soins* ramènent ensuite, à la satisfaction de chacun, avec les senteurs des prés, la fraîcheur des souvenirs de jeunesse. Le *Samson* de M. Monnier, allégorie vigoureuse dans la manière des iambes de Barbier, symbolisant, dans l'histoire typique de l'Hercule hébreu, le peuple et ses destinées, nous le montre, enfant-colosse, passionné, sensuel et crédule, doux dans sa force et aveugle dans sa vengeance, confiant en Dalilah, puis joué par les Philistins, et croyant solder, en un seul jour de ruine universelle, tout l'arriéré de ses colères. Cette pièce fait connaître sous un aspect nouveau et un peu inattendu le talent si souple et si plein de ressources du jeune écrivain.

II.

NOTES DIVERSES.

I. PERSONNEL. — La Section compte donc maintenant trois correspondants de plus, savoir :

MM.

France : 23. Charles DIDIER, homme de lettres.

Suisse : 24. Joseph HORNUNG, professeur.

» 25. Ch.-L. de BONS, conseiller d'Etat.

II. CORRESPONDANCE.—Le secrétaire a reçu des lettres de plusieurs correspondants : MM. Bovet, Fournel, de Bons, Hornung, Olivier, Girard.

III.

PARTIE LITTÉRAIRE.

Nous insérons ici : 1° la suite du Mémoire sur l'université de Cambridge ; 2° une pièce de M. Fournel ; 3° une pièce de M. Marc Monnier.

Suite du Mémoire de M. Cherbuliez sur l'université de Cambridge.

M. Cherbuliez fait à la Section des lettres une seconde lecture sur les universités anglaises ; il entre dans une description plus approfondie du système des examens qui en est l'âme, le ressort vital. Les détails inévitables dans l'explication de cette machine compliquée se refusent à l'analyse. La section a paru accueillir avec intérêt ces faits peu connus sur le continent : c'est un singulier phénomène qu'un foyer de sciences et de hautes études littéraires où l'enseignement officiel et l'action scientifique des titulaires ne jouent, pour ainsi dire, qu'un rôle accessoire, où toute leur importance consiste à fonctionner comme un haut jury chargé de l'appréciation des capacités, à garder et à commander l'entrée de toutes les vocations dont la culture de l'intelligence est une condition indispensable, où,

enfin, l'émulation excitée dans les sens les plus divers constitue l'âme de tout le système. L'auteur fait remarquer le cachet de l'originalité anglaise jusque dans les noms familiers et bizarres d'une bonne partie des concours, cette alliance d'une imagination vive avec un esprit positif, ce culte du passé qui a défendu opiniâtrement jusqu'à nos jours contre l'invasion des théories, contre les tendances niveleuses de la raison, non-seulement les institutions et les choses, mais aussi les dénominations que le temps a consacrées ; enfin, ce qui ne porte pas moins l'empreinte du génie britannique, le conflit ou du moins la juxtaposition des pouvoirs, des autorités, la confusion réelle ou apparente qui en résulte, régime qui a ses racines dans le moyen-âge, et qui, à des inconvénients faciles à saisir, réunit des avantages réels.

Il faut donc distinguer entre les examens ceux qui relèvent du collège universitaire et ceux qui appartiennent à l'université même. Cependant l'auteur du mémoire s'attache à un autre ordre que celui qui résulterait de cette distinction ; il suit l'étudiant pas à pas dans sa carrière de trois ans et demi, depuis son entrée à l'université jusqu'aux dernières épreuves dont le succès lui assure une certaine indépendance et la faculté d'attendre une position dans le barreau ou dans l'Eglise, à moins qu'il ne consacre sa vie à l'université. Le premier de ces jalons ou étapes est l'examen d'entrée dans le collège, puis viennent l'examen de mai, qui appartient à la même catégorie, mais qui marque le passage de la première à la seconde année du collège, le *Little Ga* ou Petit Pas, qui met pour la première fois l'étudiant en rapport direct avec l'université, les examens pour la collation des bourses ou *Scholarships*, ce précieux secours offert par diverses fondations soit collégiales, soit universitaires, au talent et au travail, puis les degrés et les honneurs, ou le baccalauréat ordinaire et supérieur, enfin l'examen pour le titre de *Fellow* agrégé. Parmi les traits caractéristiques de cette suite imposante de luttes à soutenir, de palmes à décerner, signalons ici le mode de mar-

quer le maximum par un chiffre très-élevé que personne ne peut atteindre, le classement sévère et compliqué des résultats, lequel forme une échelle très-développée de capacités ou de rangs scientifiques et littéraires, enfin la difficulté de la plupart de ces épreuves, l'étendue des travaux préparatoires qu'elles supposent, l'érudition qu'elles donnent lieu de déployer, le rôle important qu'elles assurent aux maîtres préparateurs ou *Private Tutors*, dont l'existence n'est pourtant pas même mentionnée par les règlements universitaires.

Sainte Élisabeth de Hongrie.

C'était en avril, quand l'aurore
Luit sur la montagne, et colore
Le haut castel vieux et vaillant
De pourpre vif et d'or brillant ;
Forêts et plaines éveillées
Semblaient sourire émerveillées ;
Le vent était doux, le ciel clair ;
Déjà l'oiseau chantait dans l'air ;
La rose n'était point fleurie.
Sainte Élisabeth de Hongrie,
Sous le ciel frais d'un beau matin,
Sortit de son castel hautain,
Le front noble et le cœur modeste,
Dans son manteau d'un bleu céleste.
Ses longs cheveux blonds, ondoiants,
Qui semblaient d'or, et rayonnants ;
Sous sa paupière, un peu baissée,
Le beau regard de sa pensée,
Montraient bien à qui la voyait

Que Notre Seigneur l'envoyait
 Comme un mage, sur la montagne,
 Bénir au matin la campagne
 Et les pauvres gens des hameaux ;
 Qui lors souffraient les plus grands maux ;
 Ayant eu mauvaises années
 Et récoltes souvent ruinées
 Par la guerre. Au loin, l'avisant,
 Tous joignaient les deux mains, disant,
 Quand son manteau bleu, derrière elle,
 Allait au vent en forme d'aile :
 « Voici l'ange de Dieu ! » chacun
 Sentait dans l'air un doux parfum
 Comme du ciel, à l'entour d'elle,
 S'approchant d'eux légère et belle
 Et souriante. Or ce matin,
 Timide et d'un pas incertain
 Dans le sentier, sur la montagne,
 Elle descend ; une compagne,
 Quelque servante du château,
 La suit, portant sous un manteau
 Une corbeille lourde et grande,
 Et, cheminant, elle appréhende
 D'être aperçue, et, se hâtant,
 Tourne la tête à chaque instant
 Vers le castel, craignant le maître,
 Qui d'une tour les voit peut-être.
 La sainte avait pour noble époux
 Le landgrave, vaillant sur tous,
 Mais, de vrai, ne connaissant guère,
 Toujours armé, toujours en guerre,
 Que grands combats, et grands assauts ;

Et sans pitié pour tous vassaux.
 Or il advint que le landgrave
 Prononça la défense grave
 Que l'on portât aide ou secours
 A nul, comme on faisait aux jours
 Où, lui parti, la châtelaine
 Dominait seule en son domaine.
 Et, soumise à son fier seigneur,
 Elle se tut ; mais dans son cœur,
 Sainte Élisabeth de Hongrie,
 Entendit la voix bien chérie
 De son pieux ange gardien,
 Qui lui dit : « Pour faire le bien,
 Il n'importe ce qu'il en coûte,
 C'est Dieu qu'il faut que l'on écoute. »
 Ce jour donc, elle allait aux champs,
 Portant secours aux pauvres gens.
 Eux attendaient leur bonne sainte
 Sur le chemin. Bientôt sa crainte
 A disparu dans le bonheur
 Dont se remplit alors son cœur,
 C'étaient des vieillards et des mères
 Et des enfants ; toutes misères
 Que peu de pain, et peu d'argent
 Soulageaient fort. Maint indigent
 Qui l'attendait sur son passage,
 A genoux, levant un visage
 Languissant et tout amaigri,
 Au lieu de plainte, au lieu d'un cri,
 A la voir si belle, à l'entendre
 Souriait de façon bien tendre,
 Oubliant, dans l'enchantement,

Maux et misère, à ce moment.
 Elle a devant soi sa corbeille;
 Et la suivante, à l'écart, veille,
 De peur de surprise. Soudain
 Dans le silence du matin
 Voici qu'un coursier sur la route
 Galope, approche... sans nul doute,
 Un cavalier vient du château.....
 C'est le seigneur ! Sous son manteau
 La sainte voile sa corbeille,
 Au plus vite, mais c'est merveille
 S'il ne la voit, car il est là !
 Les gens s'enfuient disant : Voilà
 Le duc ! chacun s'effraie, et gagne,
 Pour s'y cacher, sur la montagne
 Une retraite dans le bois
 Et les ravins. La forte voix
 Du sire parlant à la dame,
 Sembla comme un tranchant de lame
 La navrer, jusqu'au fond du cœur,
 Et, lors, en proie à la rigueur
 Du puissant et rude homme d'armes,
 Ses yeux se remplirent de larmes ;
 Mais, immobile, implorant Dieu
 Et tenant, sous le manteau bleu,
 La corbeille, large et bénie,
 Encor plus d'à moitié garnie,
 Les yeux baissés, elle attendit.
 Quand du cheval il descendit
 Le courroux embrasait son âme ;
 Dans ses yeux on en vit la flamme.
 « Dame, dit-il, que cachez-vous

Sous le manteau ? Montrez-le nous !
 Quelqu'un enfreint-il ma défense,
 C'est, par ma foi, si grave offense
 Que rien ne me peut retenir
 De me venger et de punir.
 Elle, naguère souriante,
 A présent, pâle et suppliante
 Voilait la corbeille, et tremblait,
 Et disait : Seigneur, s'il vous plaît,
 Pardonnez-moi ! Sa voix touchante
 Était la voix qui pleure et chante
 Sous l'archet pur d'un ménestrel,
 Et que l'on croit venir du ciel.
 Mais pour réponse à sa prière,
 Il prend et rejette en arrière
 Le pan léger du manteau bleu,
 Tire à soi la corbeille... ô Dieu !
 Il la voit pleine, mais de roses !
 Roses d'été, larges écloses,
 Et d'un brillant tout merveilleux !
 La sainte alors lève les yeux
 Au ciel, avec un doux sourire,
 Étonnée ; et le noble sire
 Ému, plus qu'on ne saurait dire,
 Du miracle, tombe à genoux,
 Disant : Mon Dieu, pardonnez-nous !

Berlin.

Charles FOURNEL.

Samson.

Le peuple n'est point tel qu'on le montre à nos yeux.
 Il ne ressemble pas au tigre furieux
 Qui ronge à plaisir sa victime ;
 Il ne ressemble pas à l'homme de douleur
 Qui disait à son Dieu : Mon Dieu, pardonne leur ! . . .
 Il est moins vil et moins sublime !

Il se nomme Samson. Dieu bénit son pouvoir.
 Bien que dans la colère il soit terrible à voir,
 Le cœur bat sous sa rude écorce.
 Bien qu'il soit indomptable en la rebellion,
 Il a trouvé du miel dans le corps d'un lion,
 Et la douceur est dans sa force.

Mais qu'il ait à subir la loi des Philistins,
 Contre lui qu'on s'épuise en combats clandestins,
 Qu'à l'esclavage on le condamne,
 En des cachots impurs qu'on le tienne enfermé,
 Il se lève aussitôt, brutalement armé,
 Et brandit la mâchoire d'âne.

Le voyez-vous marcher, ses longs cheveux au vent,
 L'implacable vengeur, le colosse vivant,
 Samson qui se met en campagne.
 Il brûle et détruit tout dans les champs dévastés.
 Sur son épaule il prend les portes des cités
 Et monte à grands pas la montagne.

Il répond par la force à la force, il répond
 Par la ruse à la ruse ; il franchit d'un seul bond,
 D'un seul coup ravage une armée ;

Il chasse devant lui les ennemis de Dieu
 Et ce mur de soldats, ce tourbillon de feu
 Tombe en poudre et passe en fumée.

Alors le Philistin qui n'a pu l'écraser.
 Renonce à le combattre. A quoi sert de briser
 Contre lui l'épée inutile?
 Il est fort, mais on peut le vaincre en l'énervant.
 Il ne marchera plus ses longs cheveux au vent :
 On le débauche, on le mutile,

On l'enchaîne, il mourra. Victoire aux Philistins !
 Ils vont traîner au temple ouvert à leurs festins
 L'esclave que son Dieu délaisse.
 Samson paraît, courbé, livide, agonisant...
 Ah ! la douceur n'est plus dans sa force à présent,
 Mais la rage est dans sa faiblesse...

Il est aveugle — il serre en ses bras deux piliers.
 Et pendant qu'au festin accourant par milliers,
 Les vainqueurs s'entassent en foule,
 Que leur ivresse éclate et monte en cris affreux
 De l'aveugle sans force au Dieu vaincu, — sur eux
 La salle à grand bruit tremble et croule !

Paris.

Marc MONNIER.

IV.

COMMUNICATIONS.

I. *Bibliothèque de la Section.* — Cette modeste bibliothèque devant, d'après l'arrêté qui la concerne, s'alimenter régulière-

ment et sans exclusion d'aucune autre source imprévue aux quatre sources suivantes :

- 1° Les publications de l'Institut Genevois ;
 - 2° Les mémoires d'académies et sociétés étrangères, reçus par la Section (en échange ou autrement) ;
 - 3° La cotisation annuelle, consacrée exclusivement à la bibliothèque littéraire nationale ;
 - 4° Les œuvres des membres (des trois catégories) de la Section qui, Suisses de naissance, seraient invités à cette offrande toute de bonne grâce et facultative,
- le Bureau de la Section prend la liberté d'envoyer ici cette *invitation circulaire* à MM. les correspondants, honoraires et effectifs auxquels elle s'adresse directement, ainsi qu'aux personnes bienveillantes qui seraient disposées à favoriser la formation de cette petite bibliothèque spéciale, où l'on pourra plus tard trouver réunis des matériaux intéressants, fort épars aujourd'hui, et utiles pourtant, chacun dans leur mesure, à la future histoire des lettres dans notre patrie.

II. *Programme des concours littéraires ouverts par la Section. pour l'année 1855.*

La Section de littérature décernera, vers le milieu de l'année 1855, deux prix :

Le premier, pour le meilleur travail en prose sur ce sujet :

La vie littéraire de la Suisse française dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Le second, pour la meilleure composition en vers sur ce sujet :

Divicon ou l'Helvétie primitive.

Les travaux destinés au concours seront remis au Secrétaire de la Section de littérature, au plus tard le 1^{er} Mai 1855.

Ils doivent être présentés en deux exemplaires et porter en

tête une épigraphe qui devra être répétée *sur* un pli cacheté renfermant le nom de l'auteur.

Les ouvrages inédits seront seuls admis au concours.

Les deux exemplaires des travaux non couronnés seront restitués à leurs auteurs avec les plis cachetés.

Les travaux qui auront obtenu le prix pourront être publiés dans les Mémoires ou dans le Bulletin de l'Institut. L'auteur reste, en tout cas, propriétaire de son travail. Un des exemplaires manuscrits demeure déposé aux Archives de la Section.

Le jury sera libre d'adjuger ou de ne pas adjuger de prix.

Il se réserve, selon le mérite des ouvrages envoyés au concours, d'accorder des accessits ou des mentions honorables.

Le Président de la Section de littérature rendra compte du résultat des concours dans une séance publique, où les prix seront délivrés.

Chaque prix sera de la valeur de deux cent cinquante francs, dont une partie pourra être consacrée à une médaille décernée au nom de l'Institut.

Les membres effectifs de la Section de littérature seront seuls exclus du concours.

Adresse de M. le Secrétaire de la Section de littérature :

M. le professeur AMIEL, Rue des Chanoines, à Genève.

31 août 1854.

H.-F. A.

Section des Beaux-Arts.

La Section des Beaux-Arts, dans sa séance du 26 juin, a pris connaissance d'une lettre du Conseil d'État, qui lui demande un préavis sur les deux points importants relatifs à la prochaine Exposition de peinture, savoir : 1° *Sur la distribution et la nature des prix à décerner pour récompenses aux artistes exposants ;* 2° *sur le choix des personnes composant le jury, chargé de décerner des récompenses.*

Sur le premier point, la Section des Beaux-Arts a été unanime pour adopter le mode des *médailles d'or*, comme étant celui qui lui paraît réunir toutes les conditions essentielles. Elle propose qu'il soit frappé à cette occasion des médailles de 400 fr. et de 200 fr., et qu'il soit accordé un premier et un second prix à chacun des genres de peinture ci-dessous désignés; admettant cependant que si l'un de ces genres ne présentait pas des ouvrages dignes d'un premier prix, il sera facultatif de lui en accorder deux de deuxième classe; et si, en échange, l'un des autres genres avait droit à deux premiers prix, ils lui seraient accordés en remplacement, suivant le classement des genres :

1° Peinture d'histoire et de genre ;

2° Paysage, animaux et marines ;

3° Portraits à l'huile et au pastel ;

4° Émaux ;

5° Sculpture.

Dont 5 prix à 400 fr. Fr. 2,000

» 5 prix à 200 fr. — 1,000

Total..... Fr. 3,000

Somme égale à celle dont pourra disposer le Conseil d'État, en y comprenant la somme de 1,000 fr. offerte par la Section des

Beaux-Arts de l'Institut, pour récompenses aux artistes exposants.

Sur le second point, relatif au choix des personnes composant le jury, la Section des Beaux-Arts présente au Conseil d'État, avec prière de la prendre en considération, l'idée nouvelle et tout particulièrement démocratique, de laisser aux artistes exposants le choix de leurs juges. Cette innovation, devant probablement prendre faveur auprès du public genevois, aurait le double avantage de satisfaire entièrement la susceptibilité et les exigences des intéressés, et de lever une responsabilité toujours délicate pour les personnes chargées de juger des œuvres d'art. A cet effet, et pendant la durée de l'exposition, une convocation serait adressée à tous les artistes présents à Genève, sous la présidence d'un délégué du Conseil d'État, et soumise à un règlement concernant l'élection du jury, qui serait nommé séance tenante. La Section des Beaux-Arts estime que, de cette manière, l'artiste qui obtiendra la confiance de ses collègues, se trouvant très-honoré de ce choix, acceptera sans doute bien plus volontiers le mandat qui lui sera conféré.

Dans le cas où le Département de l'Instruction publique ne jugerait pas ce mode praticable, et qu'il préférât désigner lui-même le jury, il conviendrait alors qu'il voulût bien se charger du choix et de la nomination d'office de ses membres. Toutefois l'avis de la Section serait de composer entièrement le jury d'artistes spéciaux pour chaque genre.

Dès lors, la Section des Beaux-Arts (conjointement avec la commission municipale) a dû s'occuper des divers détails de l'exposition, qui seront rapportés dans le prochain Bulletin de l'Institut.

— L'ouverture de l'exposition de peinture et de sculpture a eu lieu lundi matin, 14 août, en présence d'une délégation du Conseil d'État, de la Municipalité de Genève et de l'Institut Genevois. Le nombre des tableaux et objets d'art exposés est de

250, parmi lesquels il en est beaucoup de très-remarquables. On peut déjà bien augurer de cette exposition qui a été préparée par la sollicitude réunie du Conseil Administratif de Genève et de l'*Institut Gsnevois*. Elle marquera dans les fastes de l'art dans notre patrie et servira à caractériser la transition que l'on signale depuis quelque temps dans notre école de peinture.

Le Conseil d'État de Genève a adhéré à la demande des artistes exposants, de nommer eux-mêmes le jury qui sera chargé de distribuer les récompenses et les prix. Il faut espérer que cette innovation produira d'heureux fruits pour les artistes étrangers et nationaux.

On remarque, dans l'exposition de 1854, plusieurs œuvres très-remarquables de peintres suisses fixés à l'étranger, entre autres de MM. Gleyre, Grosclaude, Morel-Fatio, etc., etc.

Section d'Industrie et d'Agriculture.

L'organisation du marché au bétail, récemment créé, et l'établissement d'une ferme-école, dont la convenance est généralement reconnue, ont continué pendant le dernier trimestre à occuper presque exclusivement la Section.

Marché au bétail.

Dans l'origine, on avait objecté que les foires et marchés ne sont pas dans les habitudes de notre pays, et quelques personnes craignaient de voir échouer les tentatives de la Section pour établir à Cornavin un marché mensuel.

L'expérience de six mois a montré que ces craintes n'étaient pas fondées. Le marché s'est soutenu, et tout porte à croire qu'il est définitivement acclimaté chez nous.

A la vérité, il ne s'y est plus présenté un nombre aussi considérable de bestiaux que le 4 mars dernier, ce qui s'explique par

la suppression de l'indemnité accordée la première fois à toutes les bêtes amenées, et dont avaient profité plusieurs propriétaires (pour la plupart étrangers au Canton) qui n'étaient nullement dans l'intention de vendre, et dont le bétail destiné à leurs travaux journaliers n'aurait d'ailleurs pas trouvé d'acheteurs.

Mais si, au point de vue de la quantité, le marché a perdu, comme on s'y attendait, il n'en a pas été de même sous le rapport de la qualité, et les animaux primés étaient remarquables à plusieurs égards, et tels qu'on en voit rarement chez nous.

Le Conseil Municipal de la ville de Genève a continué encore une ou deux fois sa généreuse subvention, et quelques habitants de Saint-Gervais ont témoigné de leur sympathie pour cet établissement par une souscription qui a permis à la Section de remplacer l'indemnité accordée les deux premières fois à chaque tête de gros bétail par deux secondes primes pour les bêtes grasses.

Ferme-école.

Après avoir démontré, soit au Conseil d'État, soit au public, la nécessité d'une ferme-école, la Section a nommé une commission chargée d'examiner quelle serait la propriété du Canton qui réunirait le plus d'avantages pour son établissement.

Cet examen une fois terminé, elle aura à s'occuper d'un projet d'acte de société anonyme pour l'acquisition du domaine qui lui aura paru le plus convenable.

Elle s'est adressée aussi au Conseil d'État qui aura à sanctionner cet acte. Un projet de loi a été adopté par le Grand Conseil pour garantir l'intérêt aux actionnaires et pour introduire au budget une somme destinée à l'instruction que les élèves recevront à la ferme.

Tout ce qui a rapport à cet objet se traite activement et a été adopté en principe, mais tout est encore à l'état de projet.

Quatre nouveaux membres honoraires ont été admis.

Commission d'administration de l'Institut.

Le Comité de gestion s'est occupé avec soin du budget de 1854 et de la répartition de l'allocation accordée par le Grand Conseil pour l'année courante. Le projet de budget qu'il a présenté, dans la troisième séance générale du 14 mai dernier, et qui a été adopté à l'unanimité, répartit comme suit les 5,900 fr. formant l'actif de l'exercice de 1854 (déduction faite de 1,100 fr. qui ont été appliqués à compléter l'allocation de 600 fr. allouée en 1853 à chaque section) :

- 1° Fr. 3,000 à répartir entre les cinq sections, soit 600 fr. pour chacune d'elles ;
- 2° — 2,400 pour la publication des Mémoires, du Bulletin et les frais généraux ;
- 3° — 500 pour indemnité votée au Secrétaire général.

Total Fr. 5,900.

Cette répartition de l'actif du budget de l'Institut ne laissant au Comité d'administration que peu de latitude pour les publications, il a dû s'occuper de les restreindre dans les plus strictes limites et de les calculer avec une grande économie.

A cet effet : 1° le nombre des planches a été réduit à dix (ce qui est la moitié du nombre de celles du 1^{er} volume). Le coût de chaque planche, pour le dessin sur pierre, le tirage, etc., revient en moyenne à 90 fr. pour 525 exemplaires, soit environ à 20 centimes la feuille. Total pour 10 planches Fr. 900

2° Le coût de l'impression du second volume des Mémoires a été calculé sur le pied de 35 feuilles d'impression, tirage à 525 exemplaires, grand in-4°, à 45 fr. la feuille, ce qui fait. — 1,575

A reporter Fr. 2,475

Report.... Fr. 2,475

3° Le coût de l'impression du Bulletin a été calculé à raison de 20 feuilles in-8°, tirage à 500 exemplaires, ce qui donne un total de..... — 800

4° Couvertures, brochage, frais divers, etc..... — 200

Total.... Fr. 3,475

On voit que malgré cet état de dépenses pour publications, calculé au plus bas, la somme de 2,400 fr. portée au budget de 1854 pour publications, est encore dépassée de plus de 1,000 fr.

A la vérité, la Section des Sciences naturelles a déclaré qu'elle était prête à consacrer encore le total de son allocation de 600 fr. au paiement du prix des planches qui concernent en entier cette Section. Peut-être une autre Section, celle des Sciences morales et politiques, qui a fait aussi, l'an dernier, le sacrifice de la moitié de son allocation, le répètera-t-elle encore cette fois-ci. De cette manière l'équilibre se trouvera rétabli.

En un mot, on voit par cet exposé que le Comité de gestion a tenu avant tout à ce que l'Institut Genevois se maintint cette année-ci à la hauteur de l'idée et du but scientifiques qui ont présidé à sa création. C'est par des travaux et des mémoires à la fois sérieux, originaux et nationaux qu'il justifiera sa raison d'être aux yeux de tous. Sans doute il y aurait eu moyen de réduire encore davantage ou de supprimer peut-être même tout ou partie des publications de l'Institut Genevois. Mais alors ce corps n'aurait plus mérité cette qualification. Il y aurait bien eu encore une association littéraire encourageant les jeunes talents par des concours, une société d'artistes ouvrant des expositions et donnant des médailles, un comice agricole distribuant des primes et s'occupant d'améliorer le sol et ses produits, mais il n'y aurait plus eu d'*Institut national Genevois*.

Telles sont les raisons qui ont engagé le Comité de publication, après avoir fait la part des sections, à faire aussi et néces-

sairement la part de la science dans le budget de l'Institut. Ce corps, en votant le budget de 1854, est entré dans ses vues, et il faut espérer que ce seront toujours celles qui présideront à ses destinées.

Le produit de la vente du premier volume des Mémoires ne sera connu qu'à la fin de l'année, aux termes de l'accord fait avec les libraires chargés de placer les exemplaires. On n'a donc pas pu le faire figurer sous un chiffre précis à l'actif de l'Institut pour 1854. Mais on a quelque lieu d'espérer que ce produit contribuera aussi à couvrir les frais de publication.

Des mémoires importants, recommandables à la fois par leur caractère original, à la fois national et scientifique, ont été envoyés ou annoncés par des correspondants. C'est ainsi qu'outre les mémoires de MM. les professeurs Hisely et de Gingins, dont il a déjà été fait mention dans le précédent Bulletin, M. Félix Bovet, bibliothécaire à Neuchâtel, a annoncé l'envoi d'un mémoire sur les nombreux manuscrits inédits de Jean-Jacques Rousseau qui sont dans la bibliothèque de Neuchâtel. C'est un sujet qui occupe en ce moment toute la république des lettres. C'est par des travaux de ce genre que l'Institut continuera à bien mériter de la patrie et de la science.

Le Comité de gestion de l'Institut a eu sa dernière séance le 11 août. Il a ajourné à une prochaine séance l'examen du projet de diplôme pour les membres de l'Institut, et le choix du mode d'exécution par la gravure ou la lithographie.

— L'impression de ce Bulletin, commencée au mois de juillet, a été achevée le 15 août 1854.

. *Errata de l'avant-dernier Bulletin.*

Page 109, ligne 1^{re}, au lieu du *présent* lisez *précédent*.

Page 151, ligne 6, au lieu de 250 vaches, lisez 590.

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Deuxième séance générale annuelle, du vendredi 22 décembre
1854.

Présidence de M. le prof. Chenevière, président de l'*Institut Genevois*.

Cette séance, qui a été publique comme les précédentes, et à laquelle de nombreux auditeurs ont assisté, a été ouverte par le discours suivant, prononcé par M. le Président de l'Institut :

Messieurs,

Depuis notre dernière séance générale, l'Institut a continué de marcher avec ensemble, conformément à nos règlements et au but que nous nous sommes proposé. De nouveaux correspondants ont été nommés ; un second volume de mémoires et deux bulletins trimestriels ont été publiés, grâce à notre Secrétaire-général, dont le zèle éclairé ne se ralentit jamais.

Les sections se sont réunies à des époques déterminées. Celle des Beaux-Arts a organisé avec le Conseil Administratif de Genève une exposition publique d'œuvres de peinture et de sculpture, dont tous nous avons pu constater le succès ; et il s'offre

ici une occasion bien naturelle de remercier M. Diday, président de cette Section, et ceux qui l'ont si bien secondé.

La Section d'Agriculture a régularisé et complété l'institution des marchés mensuels; elle a tout préparé pour l'établissement d'une ferme-école, qui rendra, nous l'espérons, de bons services à l'agriculture de notre canton.

La Section de Littérature a décerné un prix de poésie, partagé entre deux auteurs suisses, MM. J. Mulhauser et Ch.-L. de Bons. Elle a ouvert de nouveaux concours.

La Section des Sciences morales et politiques a ouvert un concours, dont l'heureux résultat sera proclamé tout à l'heure.

Messieurs, les événements qui pèsent sur l'Europe ne sont pas favorables aux sciences, aux lettres et aux arts; les Muses aiment la paix. Quand des temps plus heureux auront succédé aux préoccupations actuelles, notre Institut pourra songer à étendre plus encore ses relations. Ce n'est pas le moment de s'adresser à des hommes absorbés par des intérêts d'une toute autre nature.

Tout aurait été bien pour nous pendant les six derniers mois, si nous n'avions eu à déplorer la perte de l'un des membres les plus éminents de notre Institut, M. le docteur Mayor père, président de la Section des Sciences naturelles et mathématiques, qu'une mort soudaine a enlevé à la science, à ses concitoyens et à sa famille.

L'un de nos honorables collègues vous parlera, Messieurs, des travaux et des titres du savant; je dirai quelques mots de l'homme que vous avez connu, apprécié, aimé :

Vous savez quels services il a rendus à ceux qui l'appelaient à leur aide dans leurs maladies, pleins de confiance dans son talent. Il avait un coup d'œil juste et rapide; quand il avait reconnu et constaté le mal, il travaillait à l'extirper; il l'a fait souvent, et dans des cas remarquablement difficiles, avec une dextérité et un succès qui, plus d'une fois, ont retenti au delà

des limites étroites de notre pays, et ont été consignés dans les bulletins des corps savants des plus grandes capitales. Ah ! si tous ceux qu'il a soutenus, secourus et guéris, pouvaient se réunir et prendre la parole, combien de témoignages de gratitude parviendraient à nos oreilles et à nos cœurs ! Combien de gens et de malheureux ont répété avec émotion ces mots significatifs qui jettent un trait de lumière sur la bonté qui le caractérisait : « Il ne sait pas se faire payer cet excellent homme ! »

Comme citoyen, il a dévoué bien des heures d'un temps précieux à la nouvelle patrie qu'il avait adoptée, sans cesser de s'intéresser vivement à celle où il avait reçu le jour. Dans le Grand Conseil, auquel il a été appelé à plusieurs reprises avec une unanimité qui prouvait la confiance qu'inspirait son patriotisme, il prenait souvent la parole, non pour étaler un langage disert, mais pour faire ou pour appuyer des propositions applicables et utiles. Lorsqu'encore dans la plénitude de ses facultés, il se décida à la retraite dans le Conseil, pour qu'on y appelât de plus jeunes membres, et dans l'art dans lequel il excellait, « ce fut, me dit-il, parce que dans une ou deux occasions délicates, où il importait de se déterminer et d'agir avec promptitude, il n'avait pas retrouvé sa prestesse accoutumée ; et parce qu'il laissait pour lui succéder un fils capable d'occuper la place qu'il avait remplie. » Bel exemple donné à ceux qui ne savent pas se retirer à temps, et qui croiraient renoncer à l'existence parce qu'ils mettraient un intervalle, et prendraient du repos entre la vie active et la mort. Mais quel repos que celui de M. Mayor ! Pour bien d'autres, c'eût été la plénitude de l'activité. Il n'était pas un instant sans agir, et sans songer à quelque amélioration utile. Dans sa jolie campagne, sur le bord de notre beau lac, il se voua à l'agriculture ; il mit à faire prospérer sa propriété l'intelligence et le savoir-faire qu'il avait déployés dans la carrière de son choix. Il continua, comme Vice-Président du Conseil de Santé, à rendre des services, et à se charger de ce qu'il y avait

à faire, comme un jeune homme, qui de plus serait riche d'expérience.

Il essayait de doter notre lac de plusieurs espèces de poissons, qu'il allait chercher au loin, malgré la rigueur des hivers, afin d'augmenter cette nourriture précieuse, dont le prix est exagéré chez nous, vu l'abondance et la variété des eaux qui nous entourent. Il faisait venir de contrées lointaines des animaux domestiques à quelques égards supérieurs aux nôtres, et il en distribuait libéralement à ses alentours et à ses amis.

Quels services n'a-t-il pas rendus à Hermance, comme homme bienveillant et comme conseiller municipal, pendant les trop courtes années qu'il a fait sentir son influence, et qu'il y a déployé son amour du bien ! Les finances, la laiterie, la propreté des rues, tout s'est ressenti de son activité bienfaisante. Il aimait ses voisins, il conciliait leurs différends, il leur donnait des directions avec gaieté et sans pédanterie ; il était bon et généreux toujours. Aussi, lorsqu'une mort imprévue le frappa, quand il se disposait à monter sur le bateau à vapeur, pour venir à la ville, y remplir quelque devoir, ou y rendre quelque service, les habitants d'Hermance, surpris et affligés comme ceux de la ville, rendirent tous honneur à son convoi funèbre, en l'accompagnant à pied pendant les trois heures de route qui les séparaient du champ du repos où l'on allait déposer les restes glacés de ce citoyen utile, de ce savant aimable, de cet homme précieux. Et s'il a été regretté de la sorte par de nouveaux amis, on comprend de quel coup ont été frappés ceux qui, comme quelques-uns de nous, l'avaient aimé pendant toute leur vie, et avaient enregistré dans leur cœur les preuves de son affection vive et désintéressée. Le seul vœu que j'aie à former dans un moment qui nous retrace avec vivacité la perte que nous avons faite, c'est qu'il y ait souvent des hommes qui lui ressemblent, et dont le passage sur cette terre soit aussi honorable et aussi utile à la société.

M. le professeur Gaullieur, secrétaire-général de l'Institut, appelé à faire son rapport sur la situation générale de l'Institut Genevois, l'a fait en ces termes :

Messieurs et très-honorés collègues,

Sept mois se sont écoulés depuis que nous avons eu, dans cette salle, notre première séance générale de cette année. Celle d'aujourd'hui est de même obligatoire aux termes de la loi qui nous a institués et du règlement qui nous régit. Mais elle l'est bien plus encore par le sentiment de sollicitude qu'éprouvent votre Bureau et votre Comité de gestion, sentiment qui les porte à rendre compte sans retard aux sections réunies de la situation générale de l'Institut et des actes de leur administration.

Pour me conformer à l'ordre suivi dans un précédent rapport, je passerai successivement en revue, 1° le personnel de l'Institut Genevois; 2° ses publications; 3° ses relations avec le dehors; 4° sa situation financière; 5° enfin, quelques objets divers et secondaires.

1° *Personnel.*

Le personnel des membres effectifs ou titulaires est demeuré ce qu'il était au commencement de cette année, à l'exception de la perte douloureuse, difficile à réparer, qu'a faite la Section des Sciences naturelles et mathématiques dans la personne de son ancien président, M. le docteur Mayor père. Cet homme d'élite a été enlevé à l'humanité et à la science au moment où il achevait de corriger les épreuves d'un travail qui est inséré dans le second volume de nos mémoires ¹. Le traité de M. le docteur

¹ *Mémoire sur la Nécrose des os*, par le docteur Mayor père, président de la Section des Sciences naturelles et mathématiques de l'Institut Genevois, 1834, in-4°, fig., dans le tome II des Mémoires de cet Institut.

Mayor père, sur la *Nécrose des os*, prouve qu'après avoir été un chirurgien des plus distingués, il était aussi bien qualifié pour écrire sur cet art qu'il avait pratiqué si longtemps et avec tant de succès. De justes tributs d'éloges seront rendus à sa mémoire dans cette séance même.

Le chiffre des membres honoraires s'est surtout accru dans la Section d'Agriculture et d'Industrie, qui a fait preuve d'une remarquable activité dans le courant de l'été dernier. Ce chiffre est resté stationnaire ou à peu près dans les autres sections, qui ont pris, comme il est d'usage, leurs vacances durant quelques mois de cette même saison.

Conformément à notre règle, très-sagement établie, de viser à l'utilité immédiate et réelle, à l'accroissement des éléments scientifiques de l'Institut plutôt qu'au nombre et au brillant dans le choix des membres correspondants, nous avons été, en général, sobres de ces sortes d'appels. La Section des Sciences naturelles et mathématiques s'est accrue de deux, celle des Sciences morales et politiques aussi de deux, et la Section de Littérature de trois correspondants. Les autres sections, à notre connaissance du moins, n'en ont point nommé encore. Peut-être serait-il convenable, ne fût-ce que pour établir la parité et de l'harmonie dans le personnel et dans le mode de vivre de toutes les sections, qu'elles voulussent en désigner incessamment. La Section des Beaux-Arts, qui a fait naguère un heureux appel aux artistes étrangers, lors de l'exposition de peinture, aurait, ce nous semble, une occasion toute naturelle d'intéresser à son existence et à ses travaux quelques notabilités du dehors.

2^o Publications.

Le second volume des *Mémoires de l'Institut Genevois* a paru dans le mois d'octobre de cette année¹. Tiré, comme le pre-

¹ Le tome II des *Mémoires de l'Institut Genevois*, grand in-4^o, avec planches, contient : 1^o un mémoire de M. Gabriel Mortillet, membre

mier, à cinq cents vingt-cinq exemplaires, il a été envoyé immédiatement à des libraires de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France. Plus varié quant aux matières¹, puisqu'il renferme cinq mémoires plus ou moins considérables, il n'a pas été moins bien accueilli dans le monde scientifique. Il aidera, nous écrit-on, à la vente du premier, surtout quand les préoccupations politiques auront laissé un peu plus de place à la science.

Il a été fait hommage de ce second volume à quelques gouvernements suisses et étrangers, qui avaient déjà reçu le premier, avec recommandation expresse de le déposer dans la bibliothèque la plus importante de chaque pays ou de chaque ville de leur ressort. Vingt-cinq exemplaires ont reçu cette destination. Les lettres de remerciements qui nous ont été adressées par ces gouvernements prouvent qu'ils ont été reconnaissants de notre envoi. Plusieurs ont écrit qu'ils nous enverraient en retour les documents statistiques et, en général, les publications intéressantes émanées de leurs chancelleries. Il va sans dire que les premiers exemplaires offerts l'ont été au Conseil d'Etat et au Conseil Administratif de Genève.

Le troisième volume de nos mémoires est sous presse. Sa

correspondant, sur les *Coquilles d'Arménie*; 2^o un mémoire de M. le docteur Ch. Vogt, sur les *Salpes et les Tuniciens nageants de la mer de Nice*; 3^o un mémoire de M. le docteur Mayor père, sur la *Nécrose des os*; 4^o un mémoire de M. le professeur Hisely, correspondant, sur les *Comtes de Genève et de Vaud avant le treizième siècle*; 5^o un mémoire de M. le professeur Gaullieur, sur la *Composition des Chroniques de Savoie, dans leurs rapports avec l'histoire de Genève et de l'Helvétie occidentale*.

¹ Le premier volume des Mémoires de l'Institut Genevois renferme : 1^o un mémoire de M. le docteur Ch. Vogt, sur les *Siphonophores et les animaux inférieurs de la mer de Nice*, avec 20 planches coloriées; 2^o un mémoire de M. E.-H. Gaullieur, sur les *Manuscrits carlovingiens de la Suisse*, avec fig. color.

composition, déjà arrêtée en partie, fait espérer qu'il ne sera pas inférieur aux deux premiers ¹.

L'Institut Genevois a publié trois bulletins dans le courant de l'année qui va finir. Il en paraîtra un nouveau dans les premiers jours du mois prochain. Ainsi nous nous serons conformés strictement à la disposition de notre règlement, qui demande que le bulletin de l'Institut soit autant que possible trimestriel.

3° *Relations avec l'étranger.*

Notre système d'échanges avec les sociétés savantes suisses et étrangères, qui publient des mémoires, se régularise. Il est devenu plus facile depuis que nous avons deux volumes considérables à offrir, et nous sommes plus maîtres de nos conditions. Nous échangeons déjà avec la plupart des sociétés suisses qui publient des travaux d'une valeur réelle. Parmi les sociétés savantes étrangères qui ont accepté de nous envoyer leurs publications contre les nôtres, nous citerons l'*Académie des Sciences à Dublin*, la *Société astronomique à Londres*, la *Société linnéenne* et celle d'*horticulture de la même ville*, l'*Académie des Sciences* et la *Société wernerienne à Édimbourg*, la *Société zoologique*, la *Société géologique* et la *Société entomologique de Londres*. A Bruxelles, l'*Académie des sciences, des arts et des lettres*, à Turin, l'*Académie royale* ont aussi accepté l'échange. En France, il est établi déjà avec quelques sociétés, et nous

¹ Le troisième volume des mémoires de l'Institut Genevois renfermera entre autres : 1° un mémoire de M. le docteur Ch. Vogt, sur les *Méduses et les Mollusques de la mer de Nice* ; 2° un mémoire de M. Fréd. de Gingins-Lasarra, correspondant, sur *quelques localités du Bas-Valais et des bords du Léman, aux premiers siècles de notre ère, et en particulier sur l'éboulement de Tauretunum en 563* ; 3° un mémoire de M. Félix Bovet, correspondant, sur les *manuscrits inédits et les papiers de Jean-Jacques Rousseau, conservés dans la bibliothèque de Neuchâtel*.

sommes en négociation avec d'autres. Nous pouvons espérer d'obtenir bientôt tout ce que nous voudrions en pareille matière, parce qu'encore ici notre second volume, qui a suivi de près le premier, et l'annonce du troisième, qui est sous presse, ont donné confiance à ceux auxquels on avait insinué que l'Institut Genevois était une création peu sérieuse. « C'était, ajoutait-on même, une plaisanterie qui ne pourrait se soutenir. » Ce langage, Messieurs, a circulé à Genève et au dehors par une sorte de mot d'ordre très-bien donné. Il a fini par se résumer dans une espèce de statistique scientifique et intellectuelle de l'Europe qui se publie annuellement à Paris². Que faire, Messieurs et honorés collègues, en présence de cette hostilité systématique et dont les preuves surabondent ? Laissons dire et redoubler d'efforts.

L'*Institut Genevois*, Messieurs, ne pourrait-il donc vivre à côté de la Société des Arts, qui n'a avec lui qu'une analogie partielle ? Les fondateurs de l'Institut, en créant deux sections de *littérature* et des *sciences morales et politiques*, ont rempli une lacune des plus regrettables, et fait droit aux justes exigences des amis des lettres et de la philosophie. L'essor qu'ont pris immédiatement ces deux sections prouvent combien ceux qui organisèrent précédemment des institutions scientifiques à Genève, avaient été préoccupés en ne leur assignant pas leur place. Ici

¹ Voici ce qu'on lit dans l'*Annuaire des Deux-Mondes* pour 1854 :

« A Genève, et dans l'intention de porter préjudice à la *Société des Arts*, qui lui déplaisait, M. James Fazy a créé un Institut national, institution singulièrement prétentieuse pour un petit canton de 60,000 âmes, et dans lequel ne figurent précisément pas les notabilités scientifiques du pays. Toutefois, de semblables expédients ne peuvent prévaloir sur les habitudes et les traditions d'une antique liberté. Leur unique résultat est de ranimer le zèle des citoyens, en y ajoutant l'appât de l'opposition. » Le reste de l'article, dans lequel on prétend donner une statistique de la Suisse intellectuelle, est fort incomplet. Il est écrit, dit-on, par un Genevois.

donc, il n'a pu y avoir intention de porter préjudice à la *Société des Arts*, qui n'avait rien fait pour ces études importantes. Je n'examine pas si le pouvoir qui a senti et comblé ce vide était radical ou conservateur. Je dis qu'il a été intelligent. Pourquoi aussi cette Société des Arts nous *déplairait-elle*? Nous applaudissons à ses travaux loin de les dénigrer. Nous comptons dans l'Institut des collègues qui en sont membres et membres très-actifs. Quant au reproche de *prétention*, Messieurs et très-honorés collègues, c'est certainement le plus injuste qu'il soit possible de nous adresser. L'Institut Genevois n'a d'autre prétention que celle de bien faire et de mériter les encouragements du pays. Ce n'est pas dans son sein que l'on trouvera la moindre trace de pédantisme, ets'il existe quelque part une prétention au monopole de la science, ce n'est certes point ici qu'il faut venir la chercher. « Les notabilités scientifiques du pays ne figurent pas dans l'Institut Genevois, » nous dit-on ! Mais à qui la faute ? N'avons-nous pas commencé nos travaux d'installation en enregistrant les lettres de refus par lesquelles nous ont répondu celles de ces notabilités que le gouvernement et l'Institut avaient priées de bien vouloir siéger avec nous ? Ces lettres, dont une ou deux n'ont été ni convenables ni polies, sont déposées dans nos archives. « L'Institut, ajoute-t-on, serait un *expédient*, en opposition avec l'antique liberté du pays ! » Cette liberté consistait-elle alors dans une sorte de monopole qu'on voudrait donner ou perpétuer à une société privée, et qu'elle serait certainement la première à repousser ? Mais c'est bien cela qu'on pourrait appeler une *prétention*, et une prétention inqualifiable dans notre patrie et dans notre temps. Pour nous, nous aimons mieux la liberté qui se manifeste par une large concurrence, par une noble émulation, celle qui veut la science pour tous et partout.

Enfin, Messieurs, on nous annonce dans le petit manifeste dont je vous ai donné lecture, que « la création de l'Institut a

eu déjà pour résultat de ranimer le zèle des citoyens *par l'appât de l'opposition*. » Certes, on ne pouvait choisir des termes plus maladroits. Cette opposition on nous la fera donc sans relâche et à outrance, pour le plaisir de la faire. C'est alors la guerre et une guerre implacable. Eh bien, nous l'acceptons. Va pour la guerre ! Aussi bien elle est partout maintenant dans le monde. Pourquoi l'Institut Genevois en serait-il exempt ? Oui, Messieurs, la guerre ou la lutte, voilà notre lot ! Soutenons-la vigoureusement, mais d'une manière intelligente et courtoise. Les temps sont bien loin où l'on disait : « *un Dieu, une foi, une loi, un roi*. » Genève a pris une large initiative dans la révolte qui a fait cesser ce concert des esprits, cette unité dans les croyances humaines, soit religieuses, soit politiques. Depuis longtemps l'ancienne Genève a déclaré cette guerre de la pensée qui règne encore aujourd'hui dans son enceinte rajeunie. Cè n'est plus maintenant la lutte du catholicisme et du protestantisme ; c'est la lutte dans le protestantisme même, dans son enseignement théologique ; en politique dans l'application des théories démocratiques ; en pédagogie dans les études supérieures et secondaires, à peu près partout, enfin. — Messieurs, il faut savoir profiter de ce qu'on ne peut empêcher, et prendre de préférence le bon côté des choses, être optimiste plutôt que pessimiste. Ah, sans doute, il serait plus édifiant, plus commode, moins irritant de n'avoir qu'une église, qu'une faculté de théologie, qu'une faculté des sciences et des lettres, qu'un gymnase, qu'un collège, qu'une institution pour l'encouragement des arts ! Mais puisqu'il ne peut en être ainsi, sachons faire tourner la guerre, c'est-à-dire ici la concurrence, au profit de la science, et au perfectionnement, à la réforme même, s'il le faut, de nos institutions scientifiques. Redoublons d'efforts, en ce qui nous concerne, pour ne pas être inférieurs à ces notabilités qui n'ont pas voulu marcher avec nous, et dont nous regrettons vivement l'absence. Si ceux qui parlent au nom de ces honorables sa-

vants, et qui les compromettent en prétendant les exalter, avaient l'intelligence de la situation et le bien de leur pays en vue, loin de se lamenter d'une création qui dérange leurs habitudes, loin de crier à la prétention, ils reconnaîtraient hautement que c'est un honneur pour Genève d'avoir, en 1854, un nombre assez grand de citoyens qualifiés scientifiquement pour fournir le personnel de deux établissements consacrés à la propagation des arts et des lettres, établissements parfaitement distincts, rivaux d'émulation seulement, et qu'on voudrait rendre hostiles l'un envers l'autre. Quant à nous, Messieurs, si, comme il n'est que trop certain, on tente encore de nous desservir et de nous nuire, montrons-nous plus chrétiens et plus généreux. Disons-nous bien que la guerre qu'on nous fait nous impose de plus grands devoirs. Un empereur romain du commencement de la décadence, brave et courageux malgré la difficulté des temps, envoyé pour repousser une invasion des Barbares dans un moment où l'empire était déchiré par les factions intestines, écrivait au Sénat : « L'armée est plus affligée par les divisions, les défections, les trahisons, l'ambition et la rivalité des chefs que menacée par l'ennemi. Elle manque de tout. Aussi, quoi que nous fassions, si peu que nous agissions dans une situation aussi périlleuse, soyez persuadés, ô pères conscrits, que nous aurons toujours assez fait ! »

Messieurs, l'Institut de Genève n'a certes aucun rapport avec un empereur romain, et ceux qui le combattent sont bien loin d'être des barbares. Convenez, cependant, que s'il n'a pas mieux fait jusqu'à présent, ce n'est pas entièrement sa faute, mais en grande partie celle des obstacles qu'il a eus à vaincre, et des éléments qui lui ont fait défaut à son grand regret. Au reste, ne nous faisons pas pauvres et humbles à plaisir. Récapitulons un peu nos actes depuis une année et demie seulement que nous sommes constitués, et écoutons ensuite tranquillement non pas des imputations gauches et passionnées, mais le *verdict* du pays :

En dix-huit mois, nous avons publié deux volumes de mémoires, qui ont déjà pris une place honorable à côté des recueils académiques du même genre, et qui, bon gré mal gré, feront honneur à Genève et à la science genevoise.

Nous avons publié régulièrement un bulletin de nos travaux, qui s'est fait lire partout avec intérêt.

L'Institut a ouvert cinq concours, qui ont eu déjà pour résultats de couronner deux morceaux de littérature nationale, et de faire décerner un prix à l'auteur d'un mémoire tout à fait remarquable sur la question si difficile, si actuelle, et d'un intérêt tout à fait capital de la comparaison des institutions fédérales qui régissent la Confédération Suisse depuis 1848, avec l'ancien pacte de 1815. L'Institut aura eu l'honneur de l'initiative sur ce sujet, qui sera de plus en plus à l'ordre du jour.

La Section des Beaux-Arts a consacré ses allocations de deux années à organiser, conjointement avec l'autorité municipale de Genève, une exposition de peinture et de sculpture qui a parfaitement réussi, qui s'est distinguée des précédentes en divers points importants, notamment en ce qu'elle a fait connaître à Genève les œuvres de divers artistes étrangers ou suisses établis à l'étranger, et en ce que les prix ont été décernés par un jury nommé par les artistes exposants eux-mêmes.

La Section d'Agriculture et d'Industrie a doté Genève d'un marché mensuel, qui joue déjà un rôle important dans l'alimentation de cette grande ville. Elle a pris l'initiative de la création d'une ferme-école, initiative qui a eu pour résultat de contribuer puissamment à la mise à exécution d'un semblable établissement, par manière d'essai, dans le canton de Vaud.

Ces choses, Messieurs, et d'autres encore que j'omets, ne sont pas absolument rien. Ce ne sont pas des plaisanteries, et elles suffiraient pour justifier amplement la création de l'Institut et la dépense pour laquelle il figure au budget. On supprimerait demain l'Institut, qu'il laisserait des traces visibles et honora-

bles de son passage. Mais, heureusement, nous n'en sommes pas là. Déjà nous avons appris avec plaisir et reconnaissance, que le Conseil d'État proposait le maintien de notre allocation pour l'année prochaine, et nous espérons que le Grand Conseil n'y fera pas d'objection.

4^e Situation financière.

Le Comité de gestion de l'Institut a perçu dans le courant de cette année, en différents termes, la somme de 7,000 francs qui lui avait été allouée par le Grand Conseil. Vous vous rappellerez, Messieurs, qu'il avait à répartir sur cette somme, entre les sections, d'après votre décision du 19 mai passé, mille francs, comme complément de leur allocation de 600 francs à chacune d'elles pour 1853, qui n'avait pu être prise intégralement sur le premier budget d'installation ou de 1853, soit 1,000 francs. Restait donc une somme de 6,000 francs, dont moitié à répartir en 1854 entre les sections, et moitié à appliquer aux publications et aux frais généraux. Cette somme a reçu son emploi de la manière suivante :

Les Sections des Lettres, des Beaux-Arts et de l'Agriculture et de l'Industrie ont reçu la totalité de leur allocation, soit 600 francs chacune, et la Section des Sciences morales et politiques a perçu 250 francs de la sienne. Elle a fait, comme cela avait été prévu, l'abandon du reste de son allocation, soit de 350 francs, pour les frais de publication. La Section des Sciences naturelles et mathématiques a fait encore une fois l'abandon de toute la sienne dans le même but..... Total Fr. 2,050

Le coût de l'impression du second volume des mémoires, calculé dans notre budget¹ à 1,575 fr., s'est élevé à — 1,543

A reporter... Fr. 3,593

¹ Voir le *Bulletin de l'Institut Genevois*, n° 4, juillet 1854, p. 308.

Report... Fr. 3,593

Le coût de l'impression du bulletin, calculé à 800 fr., n'a été que de..... — 540

Les frais de couvertures, brochages, ployages, expéditions et autres, calculés à 200 fr., ne se sont élevés qu'à..... — 177

Le coût du dessin, de la gravure et de l'impression des planches, calculé à 900 fr., s'est élevé à..... — 975

L'indemnité allouée au Secrétaire-général a été de.. — 500

Les frais généraux de ports, affranchissements, autographes, annonces de journaux, indemnités, fournitures diverses, étrennes, se montent à..... — 215

Total..... Fr. 6,000

Le détail de cette comptabilité, qui a été approuvé par votre Comité de gestion, dans sa séance du 15 décembre 1854, et dont les pièces sont déposées sur le bureau, a été envoyé au Département de l'Instruction publique, dans les attributions duquel a été placé ce qui concerne l'Institut.

Nous avons ouvert un crédit particulier pour le produit de la vente du premier volume des *Mémoires*, soit parce que les comptes qui concernent cet objet, bien qu'arrêtés, n'ont pas encore été soldés, soit afin que l'on puisse savoir annuellement ce qui rentre dans la caisse de l'Institut, des dépenses faites pour cet objet.

Au 15 décembre 1854, il avait été vendu, d'après les comptes qui sont également déposés, des exemplaires de nos *mémoires* et du bulletin pour 561 fr. 60 c., déduction faite de tous frais et de la très-forte remise allouée aux libraires.

5^e Objets divers, diplômes, médailles.

Votre Comité de gestion avait chargé M. Diday, président de la Section des Beaux-Arts, de bien vouloir faire dessiner et graver un modèle de diplôme pour les divers membres de l'Ins-

titut. M. Diday s'est acquitté de cette commission. Le coût du diplôme, dont la pierre gravée nous reste, est de 440 fr. Vingt-cinq exemplaires, signés par le Président et le Secrétaire-général de l'Institut, sont dès ce moment mis à la disposition de MM. les Secrétaires des sections. Celles qui auront besoin d'un plus grand nombre d'exemplaires les obtiendront du Secrétaire-général. Resterait à voir si les sections veulent faire les frais de ce diplôme, sauf à rentrer dans leur avance au moyen d'un droit qu'elles percevraient sur chaque diplôme délivré, ou bien si cette dépense doit être mise à la charge des frais généraux.

Celles des sections, qui ouvrent des concours et qui distribuent des prix, avaient chargé votre Comité de gestion d'aviser aux moyens de faire graver et frapper des médailles appropriées à cette destination. Il résulte des informations que nous avons prises, que la gravure *ad hoc* de semblables médailles reviendrait fort cher. Mais l'État de Genève possède le coin d'une médaille aux armes et avec la légende du Canton, de la grosseur d'une pièce de cinq francs, qui pourrait être employée utilement pour le but que nous nous proposons. Elle l'a déjà été pour les prix décernés à la suite de la dernière exposition des beaux-arts. Il ne resterait aux frais de l'Institut que la gravure du revers, laquelle porterait l'inscription : INSTITUT NATIONAL GENEVOIS, gravée en relief. La désignation de la section et le nom de l'auteur couronné seraient gravés en creux pour chaque cas spécial. L'auteur aurait de plus le choix de recevoir une médaille d'or, absorbant le montant entier du prix décerné, ou une médaille d'argent, ou, enfin, une médaille de bronze, qui n'en absorberaient qu'une fraction, le reste étant délivré en espèces. C'est ainsi que les choses se passent à l'Institut de France, d'après les exemples que nous avons eus sous les yeux. Du reste, il a paru juste que les frais de gravure, évalués environ à 150 fr., fussent à la charge des sections seulement qui décernent des prix. Les frais de frappe sont d'habitude prélevés sur le montant du prix décerné.

Tels sont, Messieurs et très-honorés collègues, les divers objets que nous avons à vous soumettre. Vous voudrez bien excuser la longueur de ce rapport, en considération du nombre et de la diversité des matières dont il avait à traiter.

M. le Président met aux voix les différentes parties du rapport de M. le Secrétaire-général. Elles sont adoptées sans discussion et à l'unanimité.

M. James Fazy, vice-président de la Section des Sciences morales et politiques, est appelé par M. le Président de l'Institut à présenter le rapport dont il a été chargé sur le concours ouvert par cette Section. Ce concours avait pour objet un prix de 250 francs à décerner à l'auteur du meilleur mémoire sur la *Comparaison de la Constitution actuelle de la Suisse avec l'ancien Pacte de 1815*.

(Le rapport de M. James Fazy paraîtra dans le prochain Bulletin de l'Institut Genevois.)

Le mémoire couronné a pour auteur M. le colonel fédéral Rilliet de Constant. Il portait pour épigraphe : « *La lettre tue et l'esprit vivifie.* »

Aux termes d'une décision prise dans sa séance du 15 décembre 1854, par la Section des Sciences morales et politiques, le Mémoire de M. le colonel fédéral Rilliet de Constant doit être inséré dans le Bulletin de l'Institut Genevois. Nous le donnons *in extenso* à la suite du compte rendu de la séance générale, dont nous rendons compte aujourd'hui.

M. le Président donne la parole à M. *Moulinié fils*, secrétaire de la Section des Sciences naturelles et mathématiques, pour la lecture d'une notice nécrologique sur la vie et les travaux de M. le docteur Mayor père, ancien président de cette Section

décédé dans l'intervalle qui s'est écoulé entre les deux séances générales de 1854.

Notice nécrologique sur feu le docteur Mayor père, ancien président de la Section des Sciences naturelles et mathématiques.

François-Isaac Mayor, naquit en 1779 au château de Bières, une des propriétés de M. Necker, et dont son père, Georges Mayor, était *commissaire à terrier*. Son éducation première se fit à la maison paternelle, et fut continuée ensuite dans un pensionnat à Morges. Très-incomplète, elle laissa des lacunes que plus tard il fut obligé de combler pendant le cours de ses études médicales. C'est ainsi qu'il dut apprendre le latin à l'âge de 28 ans, alors que désirant s'établir à Genève, il fut obligé de prendre son grade de docteur pour pouvoir y pratiquer. En 1793, son père le plaça comme apprenti auprès du chirurgien en chef de l'hôpital de l'île à Berne, nommé Brunner, lequel devait, dans l'espace de trois ans, lui apprendre la pratique de son métier.

Voici en quels termes était conçu l'acte d'apprentissage :

A sçavoir est, qu'il a été contracté l'acte d'apprentissage suivant entre M. George Mayor, Lieutenant de Bière, baliage de Morges, et M. Brunner, Chirurgien de l'Isle, et Bourgeois de Berne :

1^o M. George Mayor donnera son fils François Mayor à Monsieur Brunner, comme apprentis, pour apprendre la profession de chirurgie, pour trois ans, depuis le 1^{er} juin 1793, que l'apprentissage commencera, jusques à même date 1796 ;

2^o M. Brunner aura soin que le garçon soit bien nourri de sa table aux deux repas ordinaires, et pour son déjeûné il aura la soupe ; son linge lui sera lavé deux fois par an, aux deux lessives ordinaires de sa maison ;

3^o M. Brunner promet de procurer au garçon tous les secours pour bien apprendre la profession de chirurgie, et de

l'employer auprès des malades et pansements ordinaires de l'Isle, et lui donnera tous les indices nécessaires ; il veillera sur sa conduite et ses mœurs ;

4° M. G. Mayor, le père, payera à M. Brunner, pour toutes les trois années d'apprentissage, deux cents écus blancs et deux louis neufs, dans les termes suivants : La moitié sera payée en commençant l'apprentissage, et l'autre moitié après un an et demi. Ou en entrant, deux cents francs et un louis neuf ; en commençant la seconde année deux cents francs, — de même du commencement de la troisième année, deux cents francs et un louis neuf ;

5° Le garçon sera fourni par son père pendant l'apprentissage avec des habillements propres, livres et instruments nécessaires ;

6° Si en cas que le garçon sortira de l'apprentissage sans raison essentielle, ou mourra avant d'avoir fini son apprentissage, ce que Dieu préserve, ce qui est payé ne doit pas être restitué ; il sera tenu de même avec l'autre moitié ;

7° Au contraire, si M. Brunner vient à mourir avant la fin de l'apprentissage, ses héritiers seront obligés de placer le garçon auprès d'un autre habile chirurgien de la ville, sans autres frais du père, où il puisse finir son apprentissage.

En foi de cet accord, les deux parties contractantes se sont signées et mis leurs cachets à côté.

Ce 4 juin 1793.

Chaque partie aura un double signé de même.

L. BRUNNER, chirurgien de l'Isle.

G. MAYOR.

Ses premières études faites à Berne furent, comme on le voit, toutes pratiques, et servirent, ainsi qu'il le dit lui-même dans une lettre à M. Coindet, surtout à lui former la main.

En quittant Berne, il se rendit à Zurich en 1796, y suivit

comme élève de l'Institut, les cours, l'hôpital, et y fit ses premières dissections. L'année suivante, après avoir ainsi commencé et poussé assez avant ses premières études théoriques à Zurich, il vint séjourner quelques mois à Vevey. Pendant ce temps, il fut appelé par le gouvernement vaudois à diriger la partie chirurgicale d'un hôpital militaire, et assista, à l'âge de 18 ans comme Chirurgien, à la bataille de Sion, qui lui fournit une excellente occasion d'études chirurgicales, et lui apprit à opérer avec hardiesse et promptitude.

En 1798, il partit pour Paris, où il resta presque deux ans, pendant lesquels il contracta des relations avec Bichat, Roux, Marjolin et quelques autres, qui, comme lui, se sont fait depuis un beau nom dans la science.

C'est aussi à Paris qu'il fit la connaissance de Coindet, médecin genevois; cette liaison, devenue bientôt très-intime, nous intéresse tout particulièrement, car c'est en grande partie à elle que Genève a dû de compter M. Mayor parmi ses illustrations médicales.

Au bout de dix-huit mois d'études, il quitta Paris sans aucun titre officiel, mais emportant des témoignages flatteurs de Boyer, Dubois et Jadelot, ses maîtres. Après avoir subi, en 1801, des examens de docteur devant le Collège de Médecine de Lausanne, il vint pratiquer quelque temps à Bières, puis s'établit définitivement à Vevey, où il fut nommé médecin des pauvres, et ne tarda pas à se faire une clientèle satisfaisante. Pendant son séjour à Vevey, à l'âge de 24 ans, il entra en relations avec M. Maunoir, de Genève, à l'occasion d'une opération de taille qui n'avait pu réussir, et pour laquelle il réclama le concours de ce praticien distingué. Quelques années après, désireux de pratiquer sur une scène plus vaste, et cédant aux sollicitations de son ami Coindet, qui ne cessait de l'engager à venir auprès de lui, il se décida et résolut de se fixer à Genève. Mais auparavant il se rendit à Montpellier pour y prendre le grade de doc-

teur; y fit ses examens en 1808, en revint aussitôt avec le titre de docteur, sans lequel il ne pouvait pratiquer à Genève, et s'y établit. Les premières années de sa pratique dans notre ville n'offrent rien de marquant. Mais, en 1814, à l'époque de notre restauration, il fut appelé par la Société de Bienfaisance à remplacer, à l'hôpital de Genève, les deux médecins de cet établissement, auxquels l'état présent de leur santé ne leur permettait pas de continuer leur service. Il fut donc seul chargé de soigner les militaires autrichiens blessés à Archamp et à Saint-Julien, tâche pénible et dangereuse à la fois par suite de la présence du typhus qui sévissait alors avec violence parmi les blessés. Le dévouement dont il fit preuve dans cette circonstance, lui valut de la part du Conseil d'État l'octroi gratuit du droit de cité, sans lequel il n'eût pu continuer à pratiquer depuis la remise en vigueur des anciennes lois sur la médecine. Il reçut sa lettre de bourgeoisie le 5 janvier 1815; elle se termine ainsi : « En conséquence de bons et loyaux services rendus à la République par le dit *François-Isaac Mayor*, nous lui accordons le droit de cité et cela sans finance. »

Depuis cette époque, sa clientèle alla toujours croissant, et ne tarda pas à devenir une des plus belles de la ville. Les exigences de sa pratique ne l'empêchèrent pas de consacrer ses loisirs aux sciences naturelles qu'il cultiva toujours avec ardeur, et à la politique à laquelle il prit plus tard surtout, une part assez active.

Lorsqu'en 1817, quelques savants genevois, MM. Boissier, de Luc, Necker, Soret et Moricand, eurent l'idée de réunir leurs collections particulières, pour commencer la fondation d'un Musée d'histoire naturelle, devenu nécessaire à l'enseignement scientifique, ils trouvèrent en M. Mayor un précieux collaborateur. Il se chargea de la collection anatomique qu'il fonda par l'abandon de la sienne, et qu'il enrichit successivement d'un grand nombre de pièces intéressantes. Nommé adjoint à la

Direction du Musée en 1818, il porta surtout son attention sur les animaux inférieurs, malgré la difficulté que présentait alors leur étude presque entièrement négligée par les naturalistes, encore tous attirés vers les parties plus brillantes de l'histoire naturelle.

En 1822, il fit au Musée un cours sur l'histoire naturelle des reptiles et des poissons, concurremment avec un cours de botanique, fait par De Candolle. Ces deux cours marquent, si je ne me trompe, l'introduction de l'histoire naturelle dans l'enseignement académique.

Quelques années plus tard, en 1835, il donna à l'Académie de Genève le premier cours de médecine légale qui ait été professé dans cet établissement.

En 1824, il entra au Conseil Représentatif, et prit part aux délibérations de ce corps par plusieurs propositions d'utilité publique.

En 1825, il proposa au noble Conseil d'État la création d'un *Conseil de Santé*, en vue de remédier à l'état de désordre où se trouvait alors la police médicale de la ville de Genève. Une commission, nommée au sein du Conseil d'État, fut chargée d'examiner la question, et, peu de temps après, le Conseil d'État prit un arrêté portant la création d'un Conseil de Santé, constitué à peu de chose près d'après le plan tracé par l'auteur de la proposition.

Plus tard, il s'occupa activement de l'établissement d'une caisse de secours pour les noyés, création qui avait été provoquée par les dons d'un honorable citoyen, dont nous voudrions pouvoir faire figurer le nom resté inconnu à côté de celui de l'homme qui a le plus contribué à utiliser sa généreuse idée.

Depuis 1824, époque à laquelle il entra au Conseil Représentatif, jusqu'en 1848, M. Mayor ne cessa pas de faire partie des Conseils de la République, et s'y montra toujours partisan des idées libérales, auxquelles il demeura fidèle jusqu'à son dernier jour, même lors de leur triomphe.

Un des fondateurs du premier *Journal de Genève*, il fit partie du comité de rédaction de cette feuille pendant les sept premières années de son existence, et commença déjà à y attirer l'attention publique sur les défauts de l'hôpital actuel de Genève. ce qui le conduisit à concevoir le plan d'un hôpital cantonal, à peu près tel qu'il a été réalisé dans ces dernières années.

Il fut membre de l'association du 3 Mars, qui amena la révolution du 22 novembre, et la formation d'une constituante dont il fut un des premiers élus. Il fut également membre du Conseil Municipal, et y appuya toutes les améliorations qui y furent successivement débattues.

C'est dans le sein de ce Conseil qu'il proposa la vente disséminée de la viande et la construction d'un nouvel abattoir, en insistant sur la nécessité d'en choisir l'emplacement de façon à ce que la machine hydraulique ne se trouvât pas sur le trajet des débris animaux qu'un pareil établissement rejette sans cesse.

En 1846, il assista comme membre du Conseil Administratif aux événements qui aboutirent aux journées d'octobre. Chacun a encore présente à la mémoire les efforts que fit, mais inutilement, ce vénérable vieillard pour empêcher un conflit, que l'irritation des partis en présence, rendait à peu près inévitable.

M. Mayor fut encore membre du Grand Conseil qui succéda à la révolution de 1846, mais l'année suivante il se retira complètement des affaires publiques. — Arrivé à un âge déjà avancé, il éprouvait le besoin de prendre du repos et de rétablir sa santé un peu altérée par les fatigues de la vie politique, et les ennuis qu'elle lui avait attirés, tant sur le terrain de sa pratique, que sur celui des relations sociales. Il se retira alors dans sa propriété d'Hermance, où il s'adonna à l'agriculture avec cette ardeur qu'il apportait à tous ses travaux. Sa santé entièrement rétablie, grâce à l'exercice, au calme de l'esprit que lui procuraient son nouveau genre de vie, fut de nouveau compromise par la douleur que

lui causa la mort de sa femme, qu'il perdit au printemps de 1851. Cette perte l'affecta beaucoup et le plongea dans un état d'abattement moral, dont il eut peine à se relever.

Quoique retiré des affaires publiques, il suivit avec intérêt les développements de la nouvelle révolution, et prit entre autres une part active à l'organisation des plans du nouvel hôpital cantonal.

Appelé, après 1846, à la vice-présidence du Conseil de Santé, il continua à diriger cette institution, pour laquelle il fit, ainsi que pour la suivante, exception à sa retraite complète des affaires publiques.

Lors de la création de l'Institut Genevois, il fut nommé par le Conseil d'État un des cinq membres fondateurs de la Section des Sciences naturelles et mathématiques. Ici encore il chercha à rallier sur le terrain neutre de la science quelques-uns de ses savants concitoyens, mais adversaires politiques. Cet appel, au nom de la science, fait à des hommes dont les noms et les réputations scientifiques eussent dû assurer le concours loyal à une institution purement scientifique, demeura sans résultat. La section une fois constituée, M. Mayor en fut nommé le président, le 10 mars 1853.

Enfin, Messieurs, le 4 octobre de cette année nous eûmes la douleur d'apprendre que M. Mayor venait de nous être subitement enlevé par une attaque d'apoplexie foudroyante, au moment où il se disposait à venir en ville pour présider une séance du Conseil de Santé. Belle mort pour un homme qui, malgré une carrière bien remplie et bien fatigante, était arrivé à l'âge avancé de 75 ans, en conservant jusqu'au dernier moment la plénitude de ses facultés et une vigueur d'esprit et de corps qui attestaient un caractère demeuré jeune sous une tête blanche par les années, au service de son pays et de l'humanité.

L'homme éminent dont je viens de retracer rapidement la

vie, que quarante ans d'une pratique brillante, ont placé à un rang élevé parmi les célébrités médicales de notre pays, et ont mis en relation avec des noms devenus Européens, comme Astley, Cooper, Dupuytren, Lallemand, et la plupart des médecins ou chirurgiens illustres de l'époque ; méritait sa réputation autant par son habileté et le succès avec lequel il triomphait presque toujours des plus grandes difficultés de son art, que par le dévouement et le désintéressement avec lesquels il se consacrait au soulagement de l'humanité souffrante, souvent au péril de sa vie.

C'est ainsi qu'en 1835 alors que le choléra après avoir pendant trois ans ravagé tour à tour différents points de l'Europe occidentale, parut se rapprocher de nous et commença à inspirer de sérieuses inquiétudes, M. Mayor quitta sa clientèle et partit volontairement pour Marseille, où l'épidémie sévissait avec une rare intensité, pour en étudier les symptômes, les phases et les traitements en usage, et en même temps pour prendre connaissance des mesures sanitaires adoptées par le gouvernement français et que l'expérience pouvait faire regarder comme les meilleures. Cette dangereuse étude qu'il alla faire au foyer même de l'épidémie pour être prêt à l'affronter et à la combattre si elle se fut présentée à Genève, resta fort heureusement sans application chez nous, le choléra ne vint pas.

Voici un autre trait qui fait encore le plus grand honneur aux sentiments d'humanité et de philanthropie que M. Mayor apportait dans l'exercice de sa profession. En 1840 la ville de Sallanches fut détruite de fond en comble par un terrible incendie. Dès que la nouvelle du sinistre fut arrivée à Genève, M. Mayor se rendit aussitôt à Sallanches pour porter les secours de son art aux victimes de cette catastrophe qui le reçurent avec reconnaissance, et trouvèrent encore auprès de lui de précieuses directions sanitaires pour la reconstruction de leur nouvelle ville.

Au commencement du siècle, les sciences naturelles encore dans l'enfance, n'entraient point dans le champ des études médicales, dont elles sont devenues depuis une base essentielle. M. Mayor ne tarda pas à en reconnaître l'importance et à voir que la connaissance de l'homme seul, si parfaite soit-elle d'ailleurs, ne suffit point pour constituer le bon médecin, et qu'il peut puiser d'utiles enseignements dans l'étude du règne animal dans son entier. Ces motifs, joints à l'attrait qui s'attache naturellement à ce genre d'investigation, le poussèrent à l'étude de l'anatomie comparée, de la physiologie et de la zoologie, auxquelles il consacrait le peu de loisirs que lui laissaient les devoirs de sa profession. Il ne négligeait aucune occasion d'étendre ses connaissances sur ces différentes branches, comme l'attestent les cartons pleins d'observations, de notes et de travaux auxquels malheureusement les incessantes interruptions occasionnées par la pratique ne lui ont pas toujours permis de travailler avec la suite et la rapidité nécessaires pour les livrer à temps à la publicité. Ceci fut surtout regrettable pour un mémoire assez considérable sur les Ammonites, auquel il travailla longtemps, et dans lequel il exposa le premier des idées nouvelles alors, sur les formes et les rapports des animaux qui avaient dû habiter ces coquilles maintenant toutes enfouies au sein de la terre. — Ce travail fort intéressant et dont quelques fragments ont été lus à la Société de Physique et d'Histoire Naturelle, n'a jamais été publié, car l'apparition successive de plusieurs autres travaux sur le même sujet et arrivant à des résultats semblables, en rendit la publication superflue.

Plus tard, il étudia beaucoup les Eponges, sujet difficile sur lequel il travaillait encore dans ces derniers temps et préparait un travail étendu que la mort ne lui a pas laissé achever. Il a consigné quelques-uns des résultats de ses recherches sur ce sujet dans une note insérée dans les Mémoires de la Société de Bio-

logie de Paris. Il travailla avec Jurine à l'Histoire Naturelle des Poissons du Lac Léman. Dans ces derniers temps, il porta son attention sur une question pratique d'un haut intérêt qui commençait à préoccuper vivement les esprits, et était dans plusieurs points de l'Europe l'objet de sérieuses recherches; nous voulons parler de la *pisciculture*. Il commença sur ce sujet une série d'expériences, en vue surtout d'arriver à la naturalisation du saumon dans le lac Léman. — Ces expériences continuées maintenant par son fils et le docteur Duchosal, ont donné des résultats sur lesquels je n'ai pas à m'étendre ici, mais qui permettent de croire que bientôt la pisciculture pourra devenir une des plus heureuses applications industrielles de la zoologie.

Nous connaissons encore de lui une courte notice sur les *Tænia*s, publiée dans le Journal de Pharmacie de 1834.

Quoique ayant peu publié, M. Mayor était fort connu comme naturaliste, et fut en relations scientifiques avec Cuvier, Blainville, Dumas, Duvernoy et beaucoup d'autres savants étrangers.

Comme praticien, l'art médical lui doit une découverte assez importante : Celle des *bruits du cœur du fœtus*, qu'il fit en 1818 et qui prit date par une petite note insérée par M. Pictet dans la Bibliothèque universelle de la même année. Il avait communiqué sa découverte à plusieurs médecins étrangers qui avaient visité Genève, et l'un d'entre eux, M. Lejumeau de Kerkaradec, publia peu après une brochure sur ce sujet, dans laquelle il paraissait s'attribuer la découverte. Quoique cette prétention n'ait été l'objet d'aucune réclamation de la part de M. Mayor, trop modeste pour engager une polémique au sujet d'une question de priorité, justice lui fut rendue, et sa découverte se trouve bien maintenant rapportée à son véritable auteur dans les ouvrages modernes sur l'Auscultation.

Le travail le plus important et auquel M. Mayor attachait le plus de prix, est son Mémoire sur la Nécrose qui a été publié

dans le Tome II des Mémoires de notre Institut. Fruit de sa longue pratique, ce n'est que vers ces dernières années qu'il crut avoir recueilli assez de matériaux pour établir solidement le mode de traitement que depuis longtemps déjà il avait adopté pour cette maladie. Dans ce mémoire, il consacre quelques préceptes nouveaux sur le mode à suivre dans l'extraction des fragments d'os morts ou séquestres, qui résultent des fractures.

Il démontre que cette extraction peut et doit se faire beaucoup plus tôt qu'on ne la fait ordinairement, et pendant que le nouvel os est encore mou, ce qui rend l'opération moins douloureuse et plus facile, et évite surtout les dangers des suites auxquelles l'extraction, telle qu'on la pratiquait avant lui peut donner lieu, suites qui vont souvent jusqu'à entraîner l'obligation d'amputer le membre malade.

Membre de plusieurs sociétés savantes de France et d'Allemagne, sa réputation comme chirurgien lui valut en 1850 le titre d'associé étranger de la Société de Chirurgie de Paris ; titre que cette Société venait de créer pour les douze praticiens européens étrangers à la France et les plus en renom, et parmi lesquels M. Mayor fut choisi pour représenter la Suisse. Distinction honorable, et qui jamais ne fut mieux méritée.

M. Mayor fut en outre :

Membre de la Société de physique de Genève, depuis 1817 ;

» Helvétique des sciences naturelles, dep. 1815 ;

» de Médecine et de Chirurgie de Berne ;

» Wetteravienne d'Hanau, depuis 1834 ;

Membre correspondant de la Société Philomatique de Paris, depuis 1824 ;

Membre associé de la Société de Biologie, depuis 1850 ;

Membre de la Société Suisse d'utilité publique, depuis 1837 ;

» des classes d'Agriculture et des Beaux Arts, de la Société des Arts, en 1822 ;

» de la Société d'Histoire naturelle de Dresde ;

Membre de la Faculté de Médecine de Genève, et généralement de toutes les sociétés scientifiques ou autres qui ont existé à Genève ; enfin :

Président de la Section des Sciences Naturelles de l'Institut Genevois, qui perd en lui un membre aussi dévoué que distingué, aussi modeste que savant, que ces nobles et aimables qualités personnelles rendaient cher à ses collègues, et dont le nom vivra longtemps encore dans le souvenir de tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître.

M. le Président prie MM. les membres de la Section de Littérature, qui ont bien voulu annoncer la lecture de quelques pièces de poésie; de bien vouloir les communiquer.

M. *Jules Vuy* lit quatre pièces dont nous reproduisons la suivante :

Le dernier adieu ¹.

Dors en paix dans la tombe, ô vieillard des meilleurs !

— Elle a sonné, là-haut, l'heure de délivrance,

Dieu te décharge enfin du poids de la souffrance,

Le céleste repos il te l'accorde ailleurs !

Oh ! qu'ici-bas pour toi de jours sombres, arides !

Tu connus de la vie et la peine et l'affront ;

Que de pleurs étouffés dans tes yeux ! sur ton front,

Combien l'âpre infortune avait creusé de rides !

¹ Les *Echos des bords de l'Arve* renferment, sous le même titre, une pièce qui fut composée à propos de la mort douloureuse d'un de nos concitoyens dans la *grande gorge* du Salève. Les quelques strophes que je publie aujourd'hui s'adressent au père de ce malheureux jeune homme, au vieillard éprouvé par une perte cruelle ; c'est aussi un *dernier adieu*.

Un souvenir rongeur, le long de ton chemin,
 Te poursuivait toujours, ô vieillard solitaire ;
 Toujours comme un exil te pesait cette terre,
 Loin d'un fils bien-aimé qui t'eût donné la main.

— Qu'amers au naufragé sont les flots et les ondes ! —
 Mais calme, patient, tu dévorais tes pleurs,
 Tu remerciais Dieu, du sein de tes douleurs,
 D'un cœur humble acceptant tes épreuves profondes.

Privé de tous les tiens, tu marchais à pas lents,
 Tu portais sans faiblir une existence éteinte,
 De ta bouche jamais ne jaillissait la plainte,
 Tu restais digne et fort avec tes cheveux blancs.

Ton amitié loyale était fidèle et sûre ;
 Homme droit, tu croyais au bien, à la vertu,
 Et, tout meurtri, navré, déchiré, combattu,
 Oui, tu cachais encor ta sanglante blessure.

Enfin, la coupe est vide, et tu l'as bu le fiel ;
 Dieu juste et bon te tend une main secourable ;
 Dors en paix dans la tombe, ô vieillard vénérable,
 O vieillard des meilleurs, dors en paix dans le ciel !

Jules Vuy.

Bords de l'Arve.

M. le professeur *Amiel*, secrétaire de la Section de Littérature, lit une pièce sous forme d'anecdote, dont le père est M. *John Petit-Senn*, membre effectif de cette Section de l'Institut de Genève.

Cette pièce est intitulée :

J'ai retrouvé ma craie !

Je suis né dans la maison de campagne de mon excellent grand-père, il en occupait le rez-de-chaussée et ma famille le premier étage. Là s'écoula mon enfance, entourée de cette aureole de soins providentiels dont nos meilleurs amis, c'est-à-dire nos parents, sont seuls capables. C'est dans cette sereine atmosphère, dans ce milieu de tendresse et de bonté que s'en-vola mon âge d'or.

Mais si ce bonheur, auquel chaque habitant de la maison paternelle prenait plaisir à contribuer, fut grand pour moi, je ne saurais affirmer qu'il fut toujours aussi réel pour ceux à qui j'en étais redevable : mon enfance fut turbulente, étourdie, et je mis aussi souvent à l'épreuve la patience de mes parents que leur affection ; mille petits méfaits de ma part durent être supportés par eux, je me trouvais sans cesse placé entre une faute et un pardon ; trop certain de leur indulgence, il n'était pas de journée à laquelle je ne fusse obligé d'y avoir recours, et je me souviens en ce moment d'une espièglerie assez marquée qui m'a valu, il y a une année, l'émouvante surprise d'en retrouver encore les traces aux lieux chéris qui furent mon berceau et le théâtre de mes plus innocents plaisirs. Je ne sais trop où ni comment je me trouvai un jour le possesseur d'un gros morceau de craie rouge ; mais si j'ai oublié la manière dont il tomba entre mes mains, je me souviens admirablement de l'usage que j'en fis aussitôt.

Il m'inspira le goût le plus vif pour le dessin, tout en me donnant le moyen de m'y livrer, et me voilà barbouillant les portes, les murs, les contrevents, toute surface unie qui favorisait l'essor de mon nouveau penchant. Là je plaçais en sentinelle un guerrier de la tenue la plus martiale ; ici, revenu à des idées moins belliqueuses, je me livrais aux charmes d'esquisser un paysage peu compliqué, et qui ne se composait guère que

d'une maison et d'un arbre ; ailleurs je faisais glisser sur la mer rouge, à coup sûr, un bateau à voiles ; j'allais manquer d'espaces favorables pour y tracer mes essais en tout genre , lorsque l'un de mes oncles, n'appréciant que fort peu leur mérite, me tança vertement sur cette manie de peinture *murale* qui s'était emparée de moi, et s'empara lui-même pour m'en guérir du morceau de craie rouge , instrument de mes délits, puis il le jeta dans son indignation au sein d'un carreau de cardons armés de piquants acérés et nombreux, espérant sans doute que je n'irais pas l'y chercher ou que je ne pourrais point le trouver.

On conçoit mon désappointement, ma douleur, en me voyant privé de l'instrument de mes joies enfantines ; aussi, plus courroucé contre mon oncle que honteux de mon méfait, j'attendis le moment où je fus seul dans le jardin pour me précipiter au milieu des cardons, braver leurs piqûres, et chercher ma craie à l'endroit où la barbarie d'un parent l'avait lancée. Je la trouvai, enfin, non sans m'être mis les mains en sang, pour arriver jusqu'à elle ; mais, enfin, je la tenais, j'étais vengé, et, pour signaler mon triomphe et braver un oncle capable de mépriser mes croquis, j'allai chercher une échelle chez le jardinier, et, l'appliquant contre la maison, je gravis les bâtons les plus élevés et je traçai en lettres rouges sur une large pierre de roche ces mots gigantesques et vainqueurs :

J'ai retrouvé ma craie !

Cependant, ce premier moment d'audace passé, je tremblai quelque peu pour ses suites, je trouvai mon inscription bien visible, bien flamboyante, et je ne crus pas devoir ajouter au ressentiment qu'elle pouvait inspirer à mon oncle, en confectionnant de nouveaux dessins rouges, sur le petit nombre de surfaces planes qui restaient encore à ma disposition dans la campagne.

Hélas ! ce doux nid de mon enfance, ma jeunesse dut l'abandonner ; je le quittai ainsi que l'oiseau des champs, non sans regretter comme lui, durant les moments d'orage, l'abri sûr et tutélaire où mes premiers jours trouvèrent tant de bonheur et de repos.

Comme lui aussi je n'y revins plus ; les vicissitudes d'une carrière errante, la mort des miens, le changement de propriétaires de la maison paternelle, des chagrins et des maux, en un mot, cet ensemble de circonstances, au sein desquelles le sort de l'homme est ballotté, me détourna de l'envie ou de la possibilité de visiter encore ce bien chéri, dont l'aspect, en évoquant un passé si rempli de charmes, devait assombrir le présent où je suis parvenu et l'avenir où je m'enfonce.

Il y avait quarante années que je n'avais revu ce séjour, quand, durant l'automne passé, soudain l'envie me prit d'y retourner encore une fois.

C'était alors le règne de ces derniers beaux jours où l'air est si pur, si frais, si limpide, où la nature près d'être dépouillée de sa beauté, semble ajouter à ses charmes pour les faire regretter davantage, où l'on jouit de ses faveurs que l'on va perdre, avec de douces rêveries qui s'alimentent de nos bonheurs évanouis et semblent revêtir notre âme du deuil des illusions qu'elle pleure et des amis qu'elle a perdus.

La journée s'annonçait avec magnificence ; le soleil à son lever ceignait d'une couronne d'or la cime des hauts peupliers, ses rayons effleuraient la campagne, sur laquelle ils descendaient par degrés ; un souffle matinal et frais, sans courber les branches des arbres, en agitait les feuilles, dont quelques-unes déjà jaunies, tombaient en tournoyant sous le poids de la rosée, et me forçaient à foulér aux pieds l'ombrage qui, quelques semaines plus tôt, aurait encore rafratchi ma tête.

Dès que j'eus gravi le coteau qui domine le lac, et bien que je fusse habitué à l'aspect de cette majestueuse nappe d'eau, elle m'émut toutefois par la pensée que, dans quelques instants, j'allais retrouver sur sa rive le séjour de mes pères, déserté par moi depuis si longtemps. Je n'approchai qu'en tremblant du but de ma lointaine promenade, et quand j'y touchai presque, le cœur me faillit, et je m'arrêtai incertain si je ne devais pas rebrousser chemin, plutôt que d'aller braver tant de ressouvenirs à la fois si doux et si pénibles.

Toutefois, une circonstance qui me sembla d'un heureux augure me décida. Je trouvai toute grande ouverte une des portes du clos qui semblait m'en faire les honneurs en m'invitant à y entrer. Hélas ! si souvent je l'avais franchie, qu'elle paraissait reconnaître sous les traits flétris du vieillard qui s'approchait d'elle, l'enfant rose et vermeil devant lequel elle s'ouvrait jadis.

Je pénétrai dans la campagne, non certes au pas de charge qui battait dans ma poitrine, mais lentement, presque comme un malfaiteur qui craint d'être vu ; je me rassurai bien vite cependant, les habitants de la maison n'étaient pas encore éveillés, les contrevents étaient clos, aucun bruit n'annonçait la vie dans l'intérieur de l'édifice, que je regardai longtemps en silence, plongé dans le tumulte de mes pensées, lesquelles remontaient tristes ou rieuses la longue avenue du passé. Mes premiers parents m'apparaissaient les uns après les autres aux lieux où je fus habitué à les voir ; ils étaient entourés d'une auréole de vertus et de bonté, et me semblaient des anges. Ah ! certes ils furent comme toutes les créatures humaines, entachés de passions et de défauts inhérents à notre faible nature ; mais ils jouissaient pour moi de ce bénéfice des morts, qui fait que nous ne nous souvenons que des qualités qu'ils eurent, sans nous rappeler celles qui leur manquaient : puis l'enfance ignorante de la vie, ne voit de la conduite de ceux qui l'entourent que le dehors, sans pouvoir apprécier les motifs qui la dirigent ;

et de là, sans doute, son indulgence pour ses parents, indulgence d'ailleurs que lui inspire la mémoire de leurs bontés et de leurs soins : il est peu de vieillards qui ne soient disposés à juger très-favorablement les auteurs de leurs jours ; ils sont de bonne foi en les croyant supérieurs à la génération qui les a suivis ; car cette génération ils l'apprécient avec leur vieille expérience ; tandis que leur gratitude seule prononce sur le mérite de leurs premiers bienfaiteurs.

Avec quelle émotion je contemplai le bel ormeau contre lequel ma mère appuyait sa chaise dans les jours d'été, lisait les Saintes-Écritures à ma sœur et à moi assis près d'elle sur le gazon. Je ne pouvais trouver alors dans cette lecture que l'intérêt que m'inspiraient les péripéties de l'histoire du peuple Juif ; mais l'air grave et recueilli que prenait ma mère en ouvrant le livre, la prière fervente qu'elle faisait avant de commencer un chapitre, ses mains jointes au bas du grand in-folio posé sur ses genoux, la solennité de sa parole, toute sa pieuse pantomime enfin, m'inspirait un respect profond pour cette Bible, dont je devais plus tard apprécier mieux la divine morale et les hauts enseignements.

L'ormeau avait grandi, les branches s'en étaient accrues, mais leur disposition laissait les mêmes passages aux rayons du soleil qui éclairaient alors le gazon ; la scène de cette sainte lecture était si peu changée, le beau ciel qui resplendissait sur ma tête produisait si bien les accidents de lumière et d'ombre qui l'environnaient jadis, j'entendais le bourdonnement sourd de mille insectes voletant sous le feuillage, dont mon oreille avait si bien gardé la souvenance ; que je me crus un instant revenu à cette époque bénie, et que je cherchai presque d'un regard inquiet la pieuse mère et la bonne sœur qui me semblaient devoir la compléter et qui manquaient à mon pauvre cœur malade de leur absence.

Je fis successivement la revue de tous les endroits où mon

imagination évoquait les incidents dont ils furent le théâtre. J'allai visiter le vieux abricotier qui me valait chaque année plus de réprimandes qu'il ne portait de fruits ; dans le voisinage duquel on me trouvait souvent épiant la maturité de ses produits, et la prévenant quelquefois pour les dérober plus sûrement ; la petite plate-bande qu'on m'avait donnée pour y cultiver des fleurs était envahie par des pommes de terre, et le carreau de gardons où ma craie avait été jetée était couvert de superbes artichauts.

Mais ce que je considérai surtout et longtemps fut la façade du bâtiment ; il s'y trouvait un balcon sur lequel s'ouvrait le petit salon de mon grand-père ; salon où je vis réunis tant d'hommes d'élite, dans la compagnie desquels on me permettait de venir et de demeurer lorsque ma conduite était jugée digne de cet insigne honneur ; et pourquoi ne dirais-je pas les noms de ces gens pleins d'esprit et de savoir, qui firent longtemps pour moi le principal charme de la maison de mon aïeul ? plusieurs, sans doute, furent connus et appréciés justement par mes contemporains et vivent dans leurs souvenirs ainsi que dans les miens.

C'étaient d'abord deux étrangers d'un haut mérite que les révolutions politiques de leur pays avaient amenés dans le nôtre : M. Hill, anglais, ami de David Hume et qui donnait sur ses relations avec l'illustre historien des détails remplis d'intérêt ;

M. de Gorani, de Milan, dont une rue de cette ville porte encore le nom, qui avait visité toutes les cours de l'Europe, et qui avait composé un livre de ses observations sur chacune d'elles ; homme d'un esprit fin, délié. Sa conversation riche de faits reflétait les connaissances acquises dans ses nombreux voyages.

M. Béranger, auteur de l'Histoire de Genève, et qui était d'une philosophie pleine de candeur et de joviale bonhomie ;

M. Saint-Ours, grand peintre d'histoire, qui racontait avec charme les anecdotes relatives à son séjour en Italie, dont il était revenu depuis peu ;

MM. Mouchon, Thouron et Anspach, trois ministres protestants, les deux premiers, enthousiastes de Jean-Jacques Rousseau qu'ils avaient connu, le dernier, auteur de plusieurs livres de théologie fort estimés ;

M. Pourtalès, enfin, le plus habile des négociants de son temps, qui, durant ses courts passages dans notre ville, amarrait quelques instants sa constante activité chez mon grand-père son ami et comme lui neuchâtelois.

On concevra aisément le plaisir que je goûtai dans ce cénacle d'hommes tous remarquables à divers titres, et comme je devais contempler avec intérêt le salon où j'eus le bonheur de m'asseoir au milieu d'eux.

Mais un incident vint troubler ma rêverie et y mettre fin. Une des fenêtres de la chambre occupée autrefois par mon grand-père s'ouvrit avec fracas, une figure qui m'était étrangère y parut et me lança des regards inquiets, témoignant la méfiance et la surprise. Hélas ! cette fenêtre où si souvent j'avais été salué et accueilli par un sourire plein d'aménité et de bienveillance, maintenant un visage soupçonneux et presque menaçant m'en repoussait. . . .

Je tournai de ce pas l'édifice pour sortir de la campagne, et comme je regardais encore une fois sa façade du côté du nord, je reconnus avec émotion les mots écrits par moi il y avait cinquante ans :

J'ai retrouvé ma craie !

Le temps et la pluie avaient bien affaibli quelque peu la teinte des lettres, mais cependant elles étaient encore lisibles ; surtout pour le vieillard qui les avait tracées enfant.

« Quoi, me dis-je, de tout le bonheur qui m'entoura jadis
« dans ces lieux, il ne reste plus que ce faible vestige ? Cet

« album animé de ma rieuse et folâtre enfance, où mon œil
 « reconnaît tant de choses matérielles ; mon cœur n'y retrouve
 « plus rien.

« Ah ! lorsque bouillonnant de joie, j'écrivis ces mots, au-
 « rais-je pu prévoir que je ne les reverrais aujourd'hui que
 « pour me faire mieux sentir l'isolement où le sort m'a jeté, et
 « qu'un morceau de craie, alors retrouvé, me ferait amèrement
 « songer à toutes les pertes que j'ai faites depuis. »

J. PETIT-SENN.

M. *Antoine Carteret* lit deux fables de sa composition, intitulées *le Bluet et l'Épi* et *les deux Chevaux*, qui excitent vivement l'hilarité et les applaudissements de l'Assemblée.

M. *Jules Mulhauser* lit des fragments tirés d'une composition lyrique, intitulée *le Château de Rossberg*.

La séance est levée après ces différentes lectures.

MÉMOIRE

SUR

CETTE QUESTION MISE AU CONCOURS

PAR

L'INSTITUT GENEVOIS,

Section des Sciences morales et politiques :

« Comparer la Constitution actuelle de la Suisse
« avec le Pacte fédéral de 1815, que cette
« Constitution a remplacé. »

« La lettre tue et l'esprit vivifie. »

Avant d'entrer dans l'examen du point spécial mis en discussion par l'Institut, il est bon de jeter rapidement une vue rétrospective sur l'état antérieur au Pacte de 1815 ; sur les causes qui lui donnèrent naissance, et sur sa valeur relativement aux circonstances qui entourèrent son berceau. Nous ne redirons pas toutefois ce qu'était l'ancienne Confédération avant 1798, avant ce jour solennel et fatal, où cet édifice fondé cinq siècles auparavant par la passion de la liberté dans quelques vallées ignorées des Alpes, édifice qui avait été affermi par la triple influence du courage, du patriotisme et de la sagesse dans les

conseils qui avait monté avec tant d'éclat dans la vie politique, puis qui était demeuré stationnaire lorsque les nobles mobiles n'avaient plus eu assez de puissance, qui avait déchu lorsque le patriotisme et la sagesse avaient fait place à l'égoïsme, à l'esprit d'intrigue, aux vues personnelles. Avant ce jour fatal et solennel avons nous dit, où la vieille Suisse, après avoir jeté un dernier rayon de gloire sur son agonie, était tombée palpitante aux pieds des oppresseurs, que Dieu avait chargés de la punir.

Cet ancien état de la Suisse mérite sans doute d'être étudié, et il peut jeter beaucoup de jour sur son état actuel, mais les termes dans lesquels nous sommes obligés de nous renfermer nous interdisent d'étendre nos recherches jusque-là. Contentons-nous de dire que cette ancienne Confédération renfermait tous les germes bons ou mauvais qui se sont développés plus tard, et qui sont encore pleins de vigueur dans la Suisse nouvelle.

Le lien politique était impuissant à combattre les ferments de discorde qui ne tardèrent pas à se manifester entre les Confédérés, aussitôt que ceux-ci furent rassurés sur leur indépendance; jalousie entre les villes et les campagnes; arrogance et privilège des premiers; dûreté des cantons souverains envers les pays sujets; haine de ceux-ci pour leurs maîtres; querelles religieuses, qui se traduisirent trois fois en guerres civiles, et, par-dessus tout, influence étrangère.

On sentit, dans le dix-septième siècle, que les anciens traités ne liaient plus les cantons; on en essaya une refonte, on échoua et ce fut avec peine qu'on obtint le *Défensional*, cet acte qui posait le principe d'une défense commune, réciproque, et après avoir fixé le contingent de chaque canton, laissait à ceux-ci le soin d'organiser leurs troupes comme ils l'entendoient.

La Diète, sans force et sans volonté, n'inspirait ni intérêt, ni considération. Les envoyés étrangers ne s'en occupaient plus. Les véritables Diètes étaient, celle des catholiques à Lu-

cerne, et celle des protestants à Aarau. Ce fut dans cette ville que s'assembla, le 27 décembre 1797, pour la dernière fois la Diète générale de l'ancienne Confédération ; le 25 janvier 1798, les députés renouvelèrent solennellement le serment de l'alliance. Ils jurèrent de vivre et de mourir ensemble, puis ils se séparèrent ; et, six semaines après, la vieille Suisse avait disparu.

A Dieu ne plaise que le souvenir de ces jours de lutte et de malheur trouve jamais en Suisse des cœurs indifférents. La perte de l'indépendance est la plus affreuse calamité qui puisse affliger un peuple, et le concours de l'étranger le plus déplorable remède pour guérir les maux d'un pays.

Cependant, il faut le reconnaître, les événements qui s'accomplirent en Suisse à la fin du siècle dernier, et les maux qui les accompagnèrent, furent une épreuve salutaire par ses conséquences. Le lien qui unissait les cantons était sans force, et rien ne pouvait la lui rendre ; les cantons eux-mêmes n'offraient dans leur régime intérieur que confusion et contradiction dans les faits avec les principes sur lesquels reposaient son existence. On ne pouvait songer à restaurer cet édifice miné de toutes parts. Il fallait reconstruire à neuf ; c'est ce que tenta le Directoire français, aidé du parti suisse, qui avait appelé son intervention, qui l'avait sauvée, ou qui se résignait dans l'attente d'un meilleur avenir. Les premiers essais ne furent pas heureux ; ils furent tous au reste, avec quelques variations, une pâle copie de la constitution française. Dès le 16 mars 1798, on vit paraître une république rhodanique, composée de cinq cantons, *Léman, Sarine et Broye, Oberland, Vallais, Tessin*. Elle devait avoir deux républiques sœurs, l'une le *Tellgau*, devait comprendre les petits cantons. Le reste de la Suisse aurait été réuni sous le nom de république *helvétique*. Ces combinaisons durèrent dix-sept jours. Dès le 22 mars, le généralissime français Brune décréta qu'il fallait travailler à la constitution d'une république helvétique une et indivisible.

Dix cantons obéirent et envoyèrent des députés à Aarau pour y délibérer sur l'acceptation du projet élaboré par les agents français, dont il n'était pas permis de s'écarter. La lâcheté et la peur étouffèrent toute résistance dans l'assemblée d'Aarau. Il n'en fut pas de même dans le pays, la résistance se manifesta non-seulement dans les cantons primitifs, dont chacun connaît l'héroïque dévouement et les glorieuses infortunes, mais encore dans les pays sujets qui voulaient la liberté, mais qui la repoussaient de la main d'un insolent proconsul; les paysans thurgoviens mirent en pièces l'arbre de la liberté à Weinfelden.

Cependant, la constitution fut acceptée et mise en activité le 12 avril 1798. « *La République Helvétique y était déclarée une et indivisible.* »

Les frontières de canton à canton furent abolies, les pays sujets appelés à l'égalité des droits.

La souveraineté résidait dans l'universalité des citoyens.

Cette constitution consacrait, *la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de la presse*, la suppression des titres et des privilèges. Elle établissait l'égalité des charges; elle consacrait le droit de propriété, sauf le cas d'utilité publique constatée, le droit de libre établissement.

Tous les principes étaient délayés dans beaucoup de phrases pompeuses.

Le territoire était divisé en vingt-deux cantons. Ceux-ci en districts et communes.

La capitale de la République était fixée provisoirement à Lucerne.

Le titre trois déterminait l'état politique des citoyens. Tous les bourgeois des pays, sujets ou non sujets, devenaient des citoyens actifs, mais l'étranger ne pouvait obtenir le droit de cité qu'après vingt ans de résidence et sa renonciation à tout autre droit de cité.

Tout citoyen était soldat à vingt ans, et prêtait solennellement le serment civique. Les ministres des cultes ne pouvaient exercer de fonctions publiques. Le pouvoir législatif était exercé par deux Conseils indépendants l'un de l'autre.

Le Sénat, composé de quatre députés par canton.

Le Grand Conseil, où chaque canton envoyait des députés à proportion de sa population; pour la première formation, chaque canton en envoyait huit. Les Sénateurs, nommés pour huit ans, étaient renouvelés tous les deux ans par quart. Les membres du Grand Conseil, nommés pour six ans, étaient renouvelés tous les deux ans par tiers.

Il fallait avoir 25 ans accomplis pour être membre du Grand Conseil.

Le pouvoir exécutif était confié à un directoire de cinq membres, élus pour cinq ans et se renouvelant chaque année par cinquième. Il fallait avoir 40 ans, être marié ou veuf pour être directeur. Un des deux Conseils faisait une liste de cinq candidats, et l'autre Conseil choisissait sur cette liste le directeur à nommer; le sort décidait quel serait le Conseil électeur.

Le Directoire avait ses ministres sous ses ordres. La Constitution instituait un tribunal suprême, composé d'un juge nommé par chaque canton. Ce tribunal se renouvelait par quart chaque année; il y avait autant de suppléants que de juges. Il jugeait les causes criminelles emportant peine de mort, de déportation ou de réclusion.

Au civil, il était cour d'appel et de cassation.

La force armée devait se composer d'un corps de troupes soldées, et dans chaque canton de corps de milices.

Les trois premières autorités de chaque canton étaient : *le préfet national, la chambre administrative et le tribunal cantonal*; nous n'énumérons pas leurs attributions.

Remarquons toutefois que le Directoire pouvait destituer les tribunaux et la chambre administrative.

Enfin, la Constitution prévoyait un mode de révision. Le Sénat proposait les changements, il ne pouvait les décréter définitivement qu'après un intervalle de cinq ans, puis, si le Grand Conseil les acceptait, ils étaient soumis aux assemblées primaires.

Il était utile de retracer les traits principaux de cette Constitution du 12 avril 1798. Au milieu d'une grande exubérance de paroles, on y retrouve l'énoncé des principes que la révolution française venait de consacrer ; conquêtes qui devaient être assez disputées, outrées ou faussées, mais qui néanmoins jetaient les fondements du droit public européen. Nous nous écarterions de l'objet essentiel de ce travail, si nous indiquions les travaux législatifs qui furent la conséquence de la Constitution nouvelle et les modifications qu'elle eut à subir. La guerre qui désola notre patrie, devenue le champ de bataille des grandes puissances de l'Europe, l'animosité des partis à l'intérieur, les intrigues de la diplomatie étrangère, ne permirent pas à cette Constitution de se développer librement et paisiblement ; les efforts de quelques citoyens, amis de la patrie et qui voulaient son bonheur, furent étouffés par ceux qui ne travaillaient que pour leurs intérêts.

Quelques pâles copies des lois françaises, et la réaction que les événements politiques de la France faisaient éprouver à la Suisse ; les convulsions intérieures qui en furent la conséquence ; l'oppression du fort sur le faible, le désespoir et la misère de ce dernier, voilà le résumé de l'histoire de la Suisse pendant les trois années qui suivirent l'établissement du gouvernement helvétique.

Le gouvernement directorial de France, qui avait donné une Constitution à l'Helvétie, venait d'être remplacé par le Consulat, disons même par Bonaparte, premier Consul ; celui-ci, après avoir été le vainqueur du continent et son pacificateur à Luneville, voulut être le législateur de la Suisse ; il appela des dé-

putés suisses à Paris, et, le 23 mai, il leur remit un projet de Constitution, qu'il recommandait à l'acceptation des Conseils.

Les bases de cette Constitution étaient :

1° Une République helvétique, dont Berne était la capitale, divisée en dix-sept cantons ;

2° Le gouvernement central consistant en une Diète générale de soixante et dix-sept membres, un Sénat composé de deux landammans et de vingt-trois conseillers ;

3° Un petit conseil de quatre membres, présidé par le premier landamman, pris dans le Sénat, et chargé du pouvoir exécutif.

Au pouvoir central appartenait la disposition de la force armée, sa fixation et son organisation ; les relations diplomatiques, la haute justice, l'administration uniforme de la justice ; la régie des sels, des postes, des mines, des douanes et des péages ; les monnaies ; la police du commerce, les règlements généraux d'instruction publique. L'organisation cantonale pourvoyait au surplus des besoins administratifs.

Il est intéressant d'étudier les modifications introduites dans ce nouveau projet, et les rapports que l'on peut y trouver soit avec l'ordre ancien, soit avec les institutions qui nous régissent aujourd'hui. Acceptée par les Conseils législatifs le 29 mai 1801, elle fut soumise le 7 septembre de la même année à une Diète générale ; celle-ci, après l'avoir amendée de manière à renforcer le principe contraire aux dépens du fédéralisme qui s'était flatté de reconquérir le terrain qu'il avait perdu, l'adopta le 24 octobre 1801.

Dès le 27 du même mois, un coup d'État, auquel ne furent pas étrangers les partisans de l'ancien régime, unis à la diplomatie française, déclara la Diète dissoute, et mit à exécution d'une manière arbitraire et extra-légale la nouvelle Constitution. Bientôt le parti fédéraliste, si longtemps comprimé, se manifesta de nouveau en appelant à la dignité de landamman

Aloys de Reding et Frischling. Le premier, envoyé à Paris, y reçut un bon accueil du premier Consul, qui promit son appui à la nouvelle Constitution si l'on maintenait les conquêtes essentielles faites par la Révolution.

Le Sénat était déjà nanti de changements à faire à la nouvelle Constitution. Après de longs débats, cet acte important fut adopté dans la forme amendée le 26 février 1802, pour être soumis à la sanction des Diètes cantonales.

Il maintenait l'unité de la République, le droit de libre établissement pour les citoyens suisses dans toutes les parties de l'Helvétie, avec la faculté d'y exercer leurs droits civils et politiques.

La division du territoire en vingt et un cantons.

La liberté religieuse pour les communions chrétiennes, la garantie des corporations religieuses et de leurs propriétés, toutefois soumises à l'impôt et sous la surveillance de l'État.

Au pouvoir central appartenaient les relations diplomatiques, et les concordats avec l'autorité ecclésiastique.

La direction de la force armée.

Les travaux publics d'une utilité générale.

La police sanitaire, la police de sûreté, la police sur l'industrie et les métiers, la direction des péages. Mais les règlements généraux sur ces matières étaient soumis à la *sanction constitutionnelle des cantons*, qui demeuraient chargés de l'exécution.

Le pouvoir central avait encore la surveillance sur l'administration de la justice; la détermination des contingents en argent à payer par les cantons pour les dépenses générales.

L'administration des sels, des postes, des poudres, des mines, des impôts directs, des droits d'entrée et de sortie, les monnaies, la surveillance du commerce, principalement sur les denrées de première nécessité; l'inspection des poids et mesures; l'inspection supérieure de l'instruction publique; l'établissement d'une université nationale, avec une faculté de théologie

pour chacune des deux communions et la direction générale de ces établissements, la garantie des Constitutions cantonales.

L'autorité centrale était composée d'une Diète et d'un Sénat. La Diète se formait de députés des cantons, selon une proportion approximative de leur population. Berne en nommait six, et les petits cantons n'en avaient qu'un. Le nombre total était de cinquante-deux.

Le Sénat se composait de deux landammans, de deux stathalters et vingt-six conseillers. Chaque canton devait y avoir au moins un membre; le Sénat était élu par la Diète; les cantons présentaient chacun trois candidats, sur lesquels la Diète choisissait, les autres sénateurs étaient élus de manière à ce qu'aucun canton n'en eût plus de trois.

La proposition des lois et décrets appartenait au Sénat, la décision à la Diète. Il élisait pour dix ans les deux landammans et leurs substituts; les autres sénateurs étaient élus pour cinq ans. Le pouvoir exécutif était attribué à un Petit Conseil pris dans le Sénat et choisi par ce corps; il était composé de sept membres, outre les deux landammans et leurs substituts.

Les relations extérieures étaient dirigées par les deux landammans et leurs substituts. Les fonctionnaires de l'administration centrale étaient nommés par le Sénat sur la proposition en nombre triple du Petit Conseil.

Ces magistrats étaient assez bien rétribués pour l'époque dont il s'agit. Le landamman en charge recevait 15,000 francs. Les membres du Petit Conseil 6,000, et ceux du Sénat 4,000 francs.

Chaque canton avait son organisation particulière; un magistrat y représentait le gouvernement central.

L'administration de la justice était aussi cantonale; mais il était créé un tribunal suprême de onze membres; il ne pouvait y avoir plus d'un membre par canton. Les membres étaient nommés par la Diète, suivant un système de présentation auquel participaient le Sénat et les cantons.

Il y avait appel à ce tribunal, 1° dans les causes civiles dont l'objet dépassait la valeur de 30,000 francs ; 2° lorsque l'État helvétique, un canton, une personne étrangère, ou un citoyen d'un autre canton, étaient en cause.

Il y avait également appel à ce tribunal dans les causes criminelles, emportant la peine de mort ou une détention de plus de dix ans. Il connaissait aussi de toutes les plaintes contre les fonctionnaires publics ; enfin, il surveillait la conduite de tous les tribunaux cantonaux.

Pour exercer les droits politiques et être éligible aux fonctions nationales ou cantonales, il fallait être citoyen helvétique, avoir vingt ans accomplis, être propriétaire ou exercer une profession indépendante. L'importance de la propriété variait suivant la nature des fonctions auxquelles on pouvait être appelé.

Telle était cette Constitution mêlée d'unitarisme et de fédéralisme ; nous nous y sommes arrêtés précisément pour constater cette lutte incessante entre ces deux principes, qui, l'un et l'autre, aspiraient à diriger la vie politique de l'Helvétie.

Des troubles continuèrent à agiter le pays ; nous n'avons pas mission de les reproduire ; dès le 28 avril, un nouveau Conseil d'État, organisé dans le Petit Conseil au profit du parti contraire, mit au néant la Constitution du 27 février. Ce fut le quatrième changement que le gouvernement éprouvait depuis trois ans.

Le 28 mai 1802, une nouvelle Constitution sortit des délibérations d'une assemblée de notables. C'est toujours la république, le territoire divisé en cantons (18). Un pouvoir législatif composé d'un Sénat proposant et d'une Diète décrétant. Un Conseil exécutif formé d'un landamman, d'un statthalter et de cinq secrétaires d'État.

Les membres de la Diète et ceux du Sénat sont renouvelés chaque année par cinquième. Les membres du pouvoir exécutif

sont nommés pour neuf ans. La Constitution décide qu'il y aura une université fédérale et deux établissements distincts pour l'enseignement religieux catholique et réformé. Elle décide qu'il n'y aura en Suisse qu'un seul code criminel, une seule procédure criminelle, un seul code forestier, un code de commerce et une organisation spéciale de tribunaux de commerce obligatoires; il sera élaboré aussi un code civil et un code de procédure civile; mais celui-ci ne sera introduit dans les cantons que de leur consentement.

La Constitution établit une cour suprême fédérale ayant une compétence civile et criminelle. Enfin, elle attribue à la république la vente du sel, les postes, le timbre, les mines, les poudres et salpêtres, les forêts publiques, les monnaies, les péages. Elle donne à la législature le droit d'établir de nouveaux impôts, et de fixer des contingents en argent à payer par les cantons.

Cette Constitution, soumise au peuple, ne reçut pas un accueil favorable; 72,453 votants l'acceptèrent, 92,453 la refusèrent; mais, en vertu du procédé commode et ingénieux qui fait compter comme acceptants ceux qui se taisent, elle fut déclarée acceptée par 239,625 suffrages.

Cet acte, qui ne put guérir les maux intérieurs de la Suisse, ni donner au gouvernement qu'elle créait la force de surmonter les difficultés dont il était environné, prolongea sa chétive existence jusqu'à la dissolution du gouvernement helvétique.

L'objet de cet écrit n'est point de retracer les événements qui précédèrent et qui accompagnèrent la chute de ce gouvernement; il tomba comme les plantes exotiques, que des mains inhabiles s'efforcent de transplanter dans notre climat, qui ne poussent point de racines et que la première rafale jette bas.

La main qui soutenait le frêle roseau étant retirée; les troupes françaises ayant quitté la Suisse, le fédéralisme releva la tête en tous lieux; il triompha de la faible résistance qu'on

essaya de lui opposer, et il s'apprêtait à rejeter le gouvernement helvétique au delà des frontières, ou dans le lac de Genève, pour emprunter les expressions pittoresques du premier Consul à *M. de Mulinen* et *E. de Watteville*. Mu par d'autres considérations, Bonaparte étendit sa main puissante, et arrêta un mouvement dont il ne désapprouvait pas le principe, mais qu'il se réservait de régler selon ses vues. Elles n'étaient pas hostiles à la Suisse, dont la haute intelligence avait compris les besoins; il réunit une consulte helvétique à Paris; les unitaires et les fédéralistes y plaidèrent leur cause, et le médiateur donna raison aux derniers.

Le résultat de ces travaux fut l'acte dit de médiation, sous lequel, du commencement de l'année 1803 à la fin de l'année 1813, la Suisse retrouva au milieu des perturbations de l'Europe la paix, et ne craignons pas d'ajouter, le bonheur, qui ne se mesure pas au nombre de lieues carrées que compte un pays, mais à la vie qu'on y mène, aux événements qui s'y passent, au développement moral et intellectuel dont ils sont accompagnés.

Cet acte reconstitua la Suisse sur la base du fédéralisme, en établissant sa division en dix-neuf cantons égaux en droits; il consacra le principe de la défense commune par l'établissement des contingents d'hommes et d'argent.

Il vaut la peine d'en reproduire le texte entier.

L'acte fédéral proprement dit, en trois titres et quarante articles.

TITRE I^{er}.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. Les dix-neuf cantons de la Suisse, savoir : Appenzell, Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Glaris, Lucerne, Saint-

Gall, Schaffouse, Schwytz, Soleure, Tessin, Thurgovie, Unterwald, Uri, Vaud, Zug et Zurich, sont confédérés entre eux, conformément aux principes établis dans leurs Constitutions respectives. Ils se garantissent réciproquement leurs Constitutions, leur territoire, leur liberté et leur indépendance, soit contre les puissances étrangères, soit contre l'usurpation d'un canton ou d'une faction particulière.

ART. 2. Les contingents de troupes ou d'argent qui deviendraient nécessaires pour l'exécution de cette garantie seront fournis par chaque canton dans la proportion convenue.

L'armée fédérale s'élevait à 15,203 hommes.

En argent, le contingent était de 490,507 fr. anc. monnaie, répartis dans la proportion convenue entre les cantons.

ART. 3. Il n'y a plus en Suisse ni pays sujets, ni privilèges de lieux, de naissance, de personnes ou de familles.

ART. 4. Chaque citoyen suisse a la faculté de transporter son domicile dans un autre canton et d'y exercer librement son industrie ; il acquiert ses droits politiques, conformément à la loi du canton où il s'établit ; mais il ne peut jouir à la fois des droits politiques dans deux cantons.

ART. 5. Les anciens droits de traite intérieure et de traite foraine sont abolis. La libre circulation des denrées, bestiaux et marchandises est garantie. Aucun droit d'octroi, d'entrée, de transit ou de douane ne peut être établi dans l'intérieur de la Suisse.

Les douanes aux limites extérieures sont au profit des cantons limitrophes de l'étranger ; mais les tarifs doivent être soumis à l'approbation de la Diète.

ART. 6. Chaque canton conserve les péages destinés à la réparation des chemins, chaussées et berges des rivières. Les tarifs ont besoin de l'approbation de la Diète.

ART. 7. Les monnaies fabriquées en Suisse ont un titre uniforme, qui est déterminé par la Diète.

ART. 8. Aucun canton ne peut donner asile à un criminel légalement condamné, non plus qu'à un prévenu légalement poursuivi.

ART. 9. Le nombre des troupes soldées que peut entretenir un canton est borné à deux cents personnes.

ART. 10. Le gouvernement ou le corps législatif de tout canton qui viole un décret de la Diète, peut être traduit comme rebelle devant un tribunal composé des présidents des tribunaux criminels des autres cantons.

ART. 11. Toute alliance d'un canton avec un autre canton ou avec une puissance étrangère est interdite.

ART. 12. Les cantons jouissent de tous les pouvoirs qui n'ont pas été expressément délégués à l'autorité fédérale.

TITRE II.

Du Canton directeur.

ART. 13. La Diète se réunit, tour à tour et d'une année à l'autre, à Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne.

ART. 14. Les cantons dont les villes sont les chefs-lieux deviennent successivement cantons directeurs; l'année du directorat commence le 1^{er} janvier.

ART. 15. Le Canton directeur fournit aux députés à la Diète le logement et une garde d'honneur; il pourvoit aux frais des séances.

ART. 16. L'avoyer ou bourgmestre du Canton directeur joint à son titre celui de landamman de la Suisse. Il a la garde du sceau de la république; il ne peut s'éloigner de la ville.

Le Grand Conseil de son canton lui accorde un traitement particulier, et fait payer les dépenses extraordinaires attachées à cette magistrature.

ART. 17. Les ministres des puissances étrangères remettent au landamman de la Suisse leurs lettres de créance ou de rap-

pel, et s'adressent à lui pour les négociations. Il est l'intermédiaire des autres relations diplomatiques.

ART. 18. A l'ouverture des Diètes, il donne les renseignements qui lui sont parvenus à l'égard des affaires intérieures et extérieures qui intéressent la Confédération.

ART. 19. Aucun canton ne peut dans son sein requérir et mettre en mouvement plus de cinq cents hommes de milice sans en prévenir le landamman de la Suisse.

ART. 20. En cas de révolte dans l'intérieur d'un canton ou de tout autre besoin pressant, il fait marcher des troupes d'un canton à l'autre, mais seulement sur la demande du Grand ou du Petit Conseil du canton qui réclame le secours, et après avoir pris l'avis du Petit Conseil du Canton directeur, sauf à convoquer la Diète après la répression des hostilités, ou si le danger continue.

ART. 21. Si, durant les vacances de la Diète, il s'élève des contestations entre deux ou plusieurs cantons, on s'adresse au landamman de la Suisse, qui, selon les circonstances plus ou moins pressantes, nomme des arbitres conciliateurs ou ajourne la discussion à la prochaine Diète.

ART. 22. Il avertit les cantons si leur conduite intérieure compromet la tranquillité de la Suisse, s'il se passe chez eux quelque chose d'irrégulier et de contraire, soit à l'acte fédéral, soit à leur Constitution particulière. Il peut alors ordonner la convocation du Grand Conseil ou celle des Landsgemeïndes dans les lieux où l'autorité suprême est exercée immédiatement.

ART. 23. Le landammann de la Suisse envoie, au besoin, des inspecteurs chargés de l'examen des routes, des chemins et rivières. Il ordonne, sur ces objets, des travaux urgents, et, en cas de nécessité, il fait exécuter, directement et aux frais de qui il peut appartenir, ceux qui ne sont pas commencés ou achevés en temps prescrit.

ART. 24. Sa signature donne crédit et caractère national aux actes qui en sont revêtus.

TITRE III.

De la Diète.

ART. 25. Chaque canton envoie à la Diète un député, auquel on peut adjoindre un ou deux conseillers, qui le remplacent en cas d'absence ou de maladie.

ART. 26. Les députés à la Diète ont des instructions et des pouvoirs limités, et ils ne votent pas contre leurs instructions,

ART. 27. Le landamman de la Suisse est de droit député du Canton directeur.

ART. 28. Les dix-neuf députés qui composent la Diète forment vingt-cinq voix dans les délibérations. Les députés des cantons dont la population est de plus de cent mille habitants, savoir : ceux de Berne, Zurich, Vaud, Saint-Gall, Argovie et Grisons, ont chacun deux voix; les députés des cantons dont la population est au-dessous de cent mille âmes, savoir : ceux du Tessin, de Lucerne, Thurgovie, Fribourg, Appenzell, Soleure, Bâle, Schwytz, Glaris, Schaffouse, Unterwald, Zug et Uri, n'ont qu'une voix chacun.

ART. 29. La Diète, présidée par le landamman de la Suisse, s'assemble le premier lundi de juin, et la session ne peut excéder le terme d'un mois.

ART. 30. Il y a lieu à des Diètes extraordinaires :

1° Sur la demande d'une puissance limitrophe ou de l'un des cantons, accueillie par le Grand Conseil du Canton directeur, qui est convoqué à cet effet, s'il se trouve en vacances ;

2° Sur l'avis du Grand Conseil, de la Landsgemeinde de cinq cantons, qui trouvent fondée, à cet égard, une demande que le canton directeur n'a pas admise ;

3° Lorsqu'elles sont convoquées par le landamman de la Suisse.

ART. 31. Les déclarations de guerre et les traités de paix ou

d'alliance émanent de la Diète ; mais l'assentiment des trois quarts des cantons est nécessaire.

ART. 32. Elle seule conclut des traités de commerce et des capitulations pour le service étranger. Elle autorise les cantons, s'il y a lieu, à traiter particulièrement sur d'autres objets avec une puissance étrangère.

ART. 33. On ne peut, sans son consentement ; recruter dans aucun canton pour une puissance étrangère.

ART. 34. La Diète ordonne l'appel du contingent de troupes déterminé pour chaque canton par l'art 2. Elle nomme le général qui doit les commander, et elle prend d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la Suisse et pour l'exécution des autres dispositions de l'article 1^{er}. Elle a le même droit si des troubles survenus dans un canton menacent le repos des autres cantons.

ART. 35. Elle nomme et envoie les ambassadeurs extraordinaires.

ART. 36. Elle prononce sur les contestations qui surviennent entre les cantons, si elles n'ont pas été terminées par voie d'arbitrage. Elle se forme en syndicat à la fin de ses travaux ordinaires ; mais alors chaque député a une voix, et il ne lui est pas donné d'instructions.

ART. 37. Les procès-verbaux de la Diète sont consignés dans deux registres, dont l'un reste au Canton directeur, et l'autre, avec le sceau de l'État, est transporté à la fin de l'année au chef-lieu du nouveau Canton directeur.

ART. 38. Un chancelier et un secrétaire, nommés par la Diète pour deux ans et payés par le Canton directeur, conformément à ce qui est réglé par la Diète, suivent toujours le sceau et les registres.

ART. 39. La Constitution de chaque canton, écrite sur parchemin et scellée du sceau du canton, est déposée aux archives de la Diète.

ART. 40. Le présent acte fédéral, ainsi que les Constitutions particulières des dix-neuf cantons ci-dessus transcrites, abrogent toutes les dispositions antérieures qui y seraient contraires, et aucun droit, en ce qui concerne le régime intérieur des cantons et leurs rapports entre eux, ne peut être fondé sur l'ancien état politique de la Suisse.

Nous reviendrons sur quelques-unes de ces stipulations en nous occupant du Pacte de 1815.

On ne peut méconnaître que l'acte de médiation, en liant le passé au présent et à l'avenir, faisait à chacun la part que permettaient les circonstances, et nous nous joignons au jugement qu'en a porté un de nos historiens : « L'Acte de Médiation doit demeurer comme un monument de la prudence, de la sagesse et de la sagacité du médiateur. »

Il est vrai que les événements extraordinaires qui se succédaient pendant cette période, l'état général de l'Europe, les guerres incessantes, la pression exercée par la France sur tout ce qui était dans son voisinage immédiat, et la tutelle sévère dans laquelle le médiateur maintenait sa petite amie, la Suisse, ne permettent pas de porter sur les résultats politiques et économiques de l'acte de médiation un jugement aussi complet qu'on le ferait, si la Suisse avait pu se mouvoir librement dans le champ d'activité qu'il ouvrait devant elle. Cependant, nous le répétons, il procura à la Suisse de la paix et du repos, il ne mit obstacle à aucun développement utile, et ce ne fut pas la voix d'un peuple opprimé et malheureux qui réclama sa chute en 1813. Ce furent les passions égoïstes et l'ambition qui attaquèrent avec violence les institutions fédérales. Une véritable fièvre de restauration fit surgir de toutes parts d'étranges prétentions ; c'est bien de plusieurs Suisses de cette époque qu'on peut dire « qu'ils n'avaient rien appris et rien oublié ; » hommes,

qui, ainsi que l'a dit un de nos écrivains : « ne veulent pas l'expé-
 « rience du passé au profit de la génération présente, mais la
 « négation du présent pour ramener les institutions du passé,
 « cherchant loin derrière eux l'espérance, cette espérance qui
 « marche à l'avant-garde du genre humain ¹. » Mais il faut le
 reconnaître, le régime de l'acte de médiation, s'il mérite les
 justes éloges que nous lui avons accordés, si la conscience du
 pays les proclama au moment où cet acte allait périr, si l'on
 peut dire avec vérité que, sous son égide, il y eut en Suisse
 plus de prospérité et moins de souffrance que dans les autres
 États de l'Europe, que les cantons anciens virent cicatriser leurs
 blessures, et les nouveaux affermir leur existence, qu'un es-
 prit fraternel commença à remplacer les anciennes distinctions
 odieuses de souverains et de sujets ; si toutes ces choses sont
 vraies, il faut reconnaître aussi qu'elles furent obtenues au prix
 de l'asservissement à une domination étrangère, et'une telle do-
 mination affaiblit le ressort moral. On put le reconnaître et en
 gémir dans le moment solennel de la grande crise européenne.
 La Suisse n'était pas préparée à tirer de ces événements, qui
 ne se reproduisent qu'une fois dans la vie des peuples, les con-
 séquences qui pouvaient en découler pour son indépendance et
 la libre disposition de son sort. Le régime de la médiation ne
 l'avait pas enrichie d'un de ces hommes forts qui, au moment
 où la tempête se déchaîne, saisissent, sans avoir besoin de mis-
 sion, le gouvernail, et cheminent hardiment à travers les
 écueils. Tout fut mesquin. Les cœurs des soldats étaient aussi
 vaillants et leurs bras aussi vigoureux que ceux de leurs pères,
 et pourtant la Suisse confédérée n'eut sur les bords du Rhin, ni
 son *Grauholz*, ni sa *Singine*, ni son *Rothenthurm*, ni son *Nid-
 wald* ; aucun de ces élans furieux qui, quinze ans auparavant,
 lorsque la vieille Suisse succombait sous la décrépitude, avaient

¹ Monnard, Histoire de la Confédération Suisse, tom. XVIII, p. 205.

couvert ses débris sanglants d'une couronne de lauriers : Oui, ce fut une triste époque, et les derniers soupirs de l'acte de médiation ne le recommandent pas aux regrets de l'avenir.

Quoique les événements auxquels nous faisons allusion soient connus de tous, il faut les rappeler brièvement, on pourra plus tard en tirer des conséquences, sur le système politique qui peut paraître le meilleur pour garantir à la Suisse son honneur, son indépendance et la libre disposition de son sort.

On comprend que nous voulons parler de la déclaration de neutralité, de sa violation et de la manière dont elle fut défendue. Cette neutralité, conforme aux intérêts permanents de la Suisse, fut acceptée par toutes les puissances belligérantes ; par Napoléon, à qui, il est vrai, elle convenait fort, puisqu'elle couvrait cinquante lieues de ses frontières, par les alliés qui, marchant sous le prétexte apparent de restaurer le droit dans tous les lieux d'où la violence l'avait expulsé, reconnaurent solennellement à Francfort la légitimité de la mesure que la Suisse venait d'adopter. « Votre neutralité est reconnue, dit le généralissime prince de Schwartzemberg aux envoyés suisses, militairement je le regrette. » Cependant, par un ordre, sous la date du 2 décembre, adressé à un des généraux sous ses ordres, ce prince lui enjoignit de reconnaître la neutralité de la Suisse.

Peu de jours après, le même général donnait ordre de violer cette neutralité ! On profita, pour décider cette infraction au droit des gens, de l'éloignement momentané du généreux et loyal Alexandre ; il fut indigné de ce manque de foi, mais il ne pouvait par une opposition absolue à cette mesure risquer d'affaiblir le lien si fragile de la coalition, et d'ailleurs l'éloignement de la plus grande partie de ses troupes, du point où il se trouvait lui-même, l'empêcha de parler aussi haut qu'il l'aurait souhaité.

Ajoutons, avec une douloureuse réprobation, que des Suisses

indignes de ce nom, réunis en comité près du lieu où se trouvait le quartier général, eurent la bassesse de solliciter cette entrée des troupes alliées, qui, disaient-ils, était dans le vœu du peuple suisse. Ils furent justement payés de leurs œuvres par l'épithète que leur appliqua l'empereur Alexandre, dans une conversation qu'il eut à Fribourg en Brisgau avec un envoyé suisse. En parlant des membres du comité de *Waldshut*, il les appela *de vila intrigants*. Toutefois, il est permis de croire, qu'en présence de la réprobation d'Alexandre et avec la conscience de la déloyauté de l'acte chez ceux qui l'avaient décidé, une résistance énergique eût arrêté le mouvement. Les alliés ne voulaient ni détruire la Suisse, ni acheter trop cher le passage sur son sol. Cette résistance n'eut pas lieu; le régime de l'acte de médiation avait formé les hommes d'État de la Suisse à la souplesse, à la ruse, aux expédients, lorsqu'ils avaient à faire aux puissances de la terre. C'était en particulier le caractère du landamman de la Suisse, le bourgmestre Reinhardt, de Zurich, il y joignait une économie, louable pour les temps ordinaires, mais fatale lorsque les événements demandent de grandes résolutions et de grands sacrifices. L'acte de médiation, en conférant au landamman de la Suisse des pouvoirs d'exécution fort étendus en l'absence de la Diète, faisait courir au pays toutes les chances résultant du caractère personnel de ce magistrat.

La Diète avait nommé pour général en chef M. de Wattewille, appelé déjà deux fois à cette dignité. Les moyens mis à sa disposition n'étaient pas proportionnés au grand but qu'il devait atteindre; 10,000 hommes pour garder une frontière de cent lieues. Il le sentit, mais obligé de recourir au landamman Reinhardt, il ne put vaincre la fausse économie de ce magistrat; peut-être ne fut-elle qu'un prétexte. Quoiqu'il en soit, il se refusa à un développement de troupes suffisantes; il fit plus, aux demandes d'instructions précises de la part du général pour certains cas possibles, il répondait par des phrases banales qui

font plus d'honneur à sa diplomatie qu'à son patriotisme. Ne le condamnons pas trop sévèrement, il appartient à une école qui compte encore en Suisse de nombreux adeptes, ce sont ces prétendus sages qui prennent en pitié le dévouement et la confiance, et qui, à toute détermination généreuse, répondent : « A quoi bon, nous ne pouvons pas résister. »

De plus, l'armée fédérale, en 1813, n'avait aucune ressemblance pour le nombre, l'organisation et l'état-major avec ce qu'elle est aujourd'hui. Oui, l'armée a changé, plaise à Dieu que les hommes d'État ne soient pas restés les mêmes!

Nous nous écarterions tout-à-fait du but de ce travail, en retraçant les événements qui précédèrent la violation de la neutralité suisse et en discutant les mesures qui furent adoptées pour la faire respecter.

Cette violation eut lieu le 20 décembre 1813. — Sur l'ordre de leur général, les Suisses se retirèrent sans combattre. Cet ordre ne répondait pas à leurs sentiments, la petite armée suisse ne reculait point devant la chance de se mesurer avec les masses des alliés, elle n'éprouvait pas plus de terreur que n'en avait éprouvé vingt-un ans auparavant les Suisses qui défendirent les Tuileries au 10 août 1792 contre les masses populaires; elle n'avait pas plus d'émotion que n'en a montré le régiment suisse qui, au 20 mars 1815, rentrait silencieux dans Paris, pressé par une armée enthousiaste et une population fanatique, qui vociférait à ses oreilles le cri de vive l'empereur. Elle aurait combattu, à Bâle, *Schwartzemberg*, comme ses neveux ont combattu à Vicence *Radetzki* et l'armée autrichienne en 1848. Qui sait même si elle eut eu besoin de combattre?

Dans la dernière conférence que le commandant des troupes suisses eut le 19 décembre à Lörrach avec le quartier-maître général du prince de *Schwartzemberg*, qui annonçait impérieusement son intention d'entrer à Bâle le jour même; un officier suisse, ayant dit qu'il ne resterait aux Suisses qu'à suivre

l'exemple donné quatre siècles auparavant à St-Jacques, cette parole fit retarder l'entrée de vingt-quatre heures. Il est possible et peut-être vraisemblable que la rupture des ponts du Rhin et un seul coup de canon, pour appuyer la déclaration de la résistance, eussent suffi pour arrêter le mouvement. Canons pour canons, il valait mieux pour les alliés essuyer le feu de ceux d'Huningue, à quelques pas de là, que de se charger de l'odieux d'écraser un petit peuple qui n'avait aucune prétention au-delà du sol qui l'avait vu naître, et qui combattait pour conserver ce que les alliés disaient vouloir relever.

La ville de Bâle, malgré tant d'intérêts qui lui faisaient souhaiter la paix, ne reculait pas à l'idée de la résistance, faisant ainsi la preuve que si elle est habile à amasser les trésors de ce monde, elle sait aussi les dépenser à propos.

Le général de Watteville avait bravement combattu en 1798 pour l'indépendance de la patrie, il avait honorablement commandé l'armée fédérale en 1805 et en 1809 ; aucun nuage ne peut planer sur son caractère personnel. L'ordre de retraite lui fut sans doute dicté par son patriotisme, au prix de son renom personnel ; mais ne craignons pas de le dire, c'était un patriotisme égaré et nous partageons sans réserve, sur ce point, les sentiments exprimés dans les lignes suivantes par l'historien déjà cité ¹ : « Il est deux politiques : l'une s'émeut de l'intérêt » le plus prochain et recule devant les souffrances imminentes. » L'autre, pleine de foi dans la puissance des idées morales, » fonde au milieu des douleurs présentes la grandeur et la sé- » curité de l'avenir..... »

C'était le moment de faire voir aux descendants des chevaliers, que la Suisse a des Thermopiles. « Les Confédérés n'eurent, en 1813, qu'un moyen de défense militaire : la résolution » de mourir ; qu'un moyen de raffermir la neutralité pour les

¹ Monnard.

» âges à venir, le courage de se faire écraser par la supériorité
 » du nombre ; sanglante protestation au nom de l'indépendance,
 » leçon de patriotisme et legs de gloire pour la postérité ! »

Si des hauteurs où l'historien a porté sa pensée, nous redescendons vers la terre, nous pouvons encore recueillir une leçon, c'est que les calculs mesquins sont rarement de bons calculs. Le landamman Reinhardt, afin de ne pas appeler aux armes les forces disponibles de la Suisse, objectait la dépense, il ne l'évita pas. Le passage des troupes alliées fut accompagné de vexations et de misère pour le pays ; des fléaux épidémiques importés par les armées décimèrent la population des cantons qu'elles traversèrent. — En 1813, comme en 1798, il en coûta davantage pour avoir abandonné la patrie que pour la défendre avec honneur.

Ajoutons, pour en finir avec ce déplorable incident, que la direction ne fut pas meilleure en 1815 qu'en 1813. Une armée suisse nombreuse et pleine de zèle fut réunie ; on lui fit donner ce qu'on appelle, avec raison, le coup de pied de l'âne au lion vaincu. La marche en avant du général Bachman fut aussi pitoyable que l'ordre de retraite du général de Wattewille et lorsqu'enfin un prince étranger brave et généreux, l'archiduc Jean, qui aimait les Suisses et qui avait appris à les juger ailleurs que sous les murs de Bâle et au camp de Walleyres, voulut leur fournir l'occasion d'effacer l'impression produite à la fin de 1813, et demanda leur coopération, 12,000 hommes et de la grosse artillerie pour prendre part au siège d'Huningue, qu'un général français, *Barbanègre*, peu soucieux de tenir tête à l'Europe en armes, s'obtinait à défendre, en envoyant des bombes jusque dans la ville de Bâle ; la diplomatie de la Diète accorda l'artillerie, mais fit une réponse évasive sur les 12,000 hommes ; quelques détachements de troupes fédérales prirent seuls part au siège. Cette faible participation suffit à l'archiduc pour l'autoriser à donner aux troupes suisses des témoignages publics de son estime et de son affection.

Cette digression n'était pas peut-être hors de propos au moment où nous devons examiner quelles furent les conditions des nouvelles alliances qui devaient relier les cantons entre eux, pour arriver à la solution de ce grand problème, quelle est la Constitution du pouvoir central qui garantira le mieux à la Suisse son indépendance, sa neutralité et son honneur?

Revenons à la fin de 1813 et aux premiers jours de 1814.

Les Alliés, poursuivant en tous lieux les derniers vestiges de cette puissance qui avait ébranlé tous les trônes, trouvèrent très-bon que la Diète de Zurich proclamât l'abrogation de l'acte de médiation. Cette abrogation fut-elle spontanée? Nous ne pouvons l'admettre en présence de la note du 8 décembre 1813 de l'envoyé d'Autriche, qui, en faisant part à la Suisse de l'alliance conclue entre l'Autriche, la Russie, la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, contre la France, annonçait la ferme intention des alliés de *recourir au retour de l'ancien et respectable ordre de choses dans tous les États de l'Europe.*

Cette déclaration reçut de larges commentaires de la part des agents que le parti réactionnaire de la coalition ne cessa d'entretenir dès ce moment, à côté des envoyés officiels en Suisse, Berne, ou plutôt le comité dit *Viennois*, saisit avec ardeur ces insinuations. Le 23 décembre, le Grand Conseil décréta l'abrogation de l'acte de médiation, sa propre abdication et la remise de ses pouvoirs à *l'Avoyer Petit et Grand Conseil de la Ville et République de Berne.* Le lendemain, 24 décembre, ces souverains-là annoncèrent dans une proclamation qu'ils reprenaient possession de leurs sujets, et notamment des cantons de Vaud et d'Argovie. Ils enjoignaient aux administrations de ces cantons de mettre à leur disposition les caisses publiques et les arsenaux. Cette énormité, qui ulcéra profondément les nouveaux cantons, fut désavouée par les alliés et devint la source des troubles et des divisions qui affligèrent la Suisse pendant plus d'un an et en firent le jouet des intrigues étrangères. Cependant,

au premier moment la majorité des États suisses était loin de s'associer à ces projets réactionnaires ; on en eût la preuve dans la convention du 29 décembre 1813. Ce jour-là, dix des anciens cantons se réunirent sous la présidence du landamman Reinhardt et arrêterent ce qui suit :

« Les députés assemblés à Zurich des anciens États confédérés, Uri, Schwytz, Lucerne, Zurich, Glaris, Zug, Fribourg, Bâle, Schaffouse et Appenzell, les deux Rhodes, après mûre délibération sur la situation critique où se trouve la commune patrie, se sont convaincus unanimement que, d'après les événements qui se sont passés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Suisse, la Constitution fédérale actuelle, telle qu'elle est contenue dans l'acte de médiation, ne saurait subsister plus longtemps ; que, cependant, il est d'une nécessité absolue pour le bonheur de la patrie, non-seulement de maintenir l'ancien lien fédéral, mais encore de l'affermir ; dans ce but, ils soumettent à la ratification, la plus prompte que possible, de leurs commettants la convention suivante : »

« 1^o Les cantons accédants, d'après l'esprit des anciennes liaisons et des rapports heureux qui ont existé depuis des siècles entre les Confédérés, se promettent de nouveau conseil fraternel, secours et fidèle appui ;

« 2^o Sont formellement invités à prendre part à ce pacte fédéral renouvelé, tant les autres anciens États confédérés, que les États qui déjà depuis une longue suite d'années ont fait partie de la Confédération ;

« 3^o Pour le maintien de l'union et de la tranquillité de la patrie, les cantons anciens se réunissent à ce principe, qu'aucun rapport de sujets, incompatible avec les droits d'un peuple libre, ne doit être rétabli ;

« 4^o Jusqu'à ce que les relations des États entre eux et la direction des affaires générales de la Confédération aient été déterminées d'une manière plus précise et plus stable, Zurich,

ancien chef-lieu confédéré, est invité à se charger de cette direction ;

« 5^e Dans le sentiment de l'urgence de donner une réponse convenable aux déclarations des hautes puissances alliées, en date du 20 décembre de cette année, relatives à la position de la Suisse, jusqu'à la paix générale, les États accédants sont prêts à entrer en négociations à cet égard. »

Fait à Zurich, le 29 décembre 1815.

Chancellerie fédérale,
(Signé) Mousson ¹.

Les députés des nouveaux cantons qui étaient à Zurich invités à se joindre à cet acte, y adhérèrent sans hésiter. Ce fut un moment d'union qui semblait promettre des jours heureux à la patrie. Berne, Grisons et Tessin restèrent seuls en dehors de cette convention. Grisons et Tessin adhérèrent bientôt après.

Berne demeura d'abord isolé ; on imputait aux hommes que l'abdication du 23 décembre venait de placer à la tête des affaires, d'avoir pris part à l'entrée des alliés, et de solliciter le concours de ceux-ci pour appuyer des projets réactionnaires.

Nous ne justifierons pas la conduite de Berne, ni son égoïsme, ni son ambition ; disons mieux, son avidité. Remettons-nous en sur ce point au jugement d'un homme d'État, sur l'appui de qui Berne crut pouvoir compter.

Le prince de Metternich dit, en lisant la proclamation où Berne annonçait la prise de possession de Vaud et de l'Argovie : « C'est moins l'appel d'une mère à ses enfants que le cri du « vautour fondant sur sa proie. »

Cependant, répétons-le, c'est une leçon dont il faut profiter ; l'asservissement à une influence impérieuse et dominatrice avait

¹ Cette traduction est celle que fit immédiatement un des députés à la Diète.

enlevé à la Confédération toute force morale ; délivrée du joug qu'elle avait porté pendant dix ans, elle eut hâte d'en solliciter un autre; cherchant vainement chez ses hommes d'État une idée grande ou une volonté énergique, elle se tourna vers ce qu'on appelait les *puissances* et réclama d'elles sinon une *charte*, au moins de *bons offices et des conseils* ; on sait ce que signifient ces mots de la part *des forts* qui les adressent à *des faibles*.

Cependant, il faut rendre justice à ces puissances ; elles n'épousèrent pas les vaines querelles qui furent la suite des résolutions inconsidérées de Berne, et ne prêtèrent pas le concours de leur pouvoir à ceux qui rêvaient un impossible retour. Ne craignons pas d'ajouter que la bienveillance et la modération des souverains alliés préservèrent la Suisse d'une effroyable anarchie, dont elle portait tous les éléments dans son sein. L'empereur Alexandre fut le sauveur des nouveaux cantons, c'est à lui surtout qu'ils durent la conservation de leur indépendance. Le canton de Vaud, en particulier, ne doit pas oublier que si, en 1814, il ne devint pas Bernois ou Savoyard, c'est à l'empereur de Russie qu'il le doit.

Il ne faut pas perdre de vue qu'au mois de janvier 1814, Napoléon n'était pas définitivement abattu, et il avait trop accoutumé l'Europe à des prodiges pour que les alliés ne pussent craindre de sa part un retour de fortune. Ils se mirent sans hésiter en rapport avec l'Assemblée fédérale, issue de la convention du 29 décembre. Ce qu'ils souhaitaient alors, c'était la prompte reconstitution de la Suisse sans l'intervention de la France ; ils lui laissaient le choix des moyens et des conditions. Leurs envoyés, MM. *Lebeltzern* et *Capo d'Istrias*, écrivaient le 1^{er} janvier au landamman Reinhardt : « Leurs Majestés Impériales et Royales reconnaîtront solennellement un acte sanctionné par le suffrage de la nation dès qu'il sera porté à leur connaissance. » Ce but semblait facile à atteindre alors ; dix-huit cantons étaient représentés à Zurich, Berne seul manquait,

cet État ne voulait reconnaître d'autre Suisse que celle des treize anciens cantons. Il y avait donc deux systèmes en présence; l'un, celui de la légalité récente consacrée par onze années de vie heureuse et commune; l'autre, celui de l'ordre ancien soutenu par Berne, qui attira bientôt d'autres cantons dans sa sphère d'action.

Les deux partis, impuissants qu'ils étaient à terminer eux-mêmes leurs affaires, envoyèrent des députés à Bâle, chercher un appui auprès des monarques alliés qui venaient d'y faire leur entrée. Combien d'intrigues, de bassesses se firent jour autour des princes; nous tirons un voile sur ces tristes détails. L'histoire impartiale nous force à déclarer que la plus bienveillante pour la Suisse, de toutes ces puissances, fut *la Russie*, et la plus mal disposée, *l'Angleterre*. Le représentant de ce dernier État ne témoignait de sympathie que pour les réactionnaires de Berne et l'aristocratie de Genève. Berne entraîna d'autres États dans son parti; Soleure opéra une contre-révolution et rappela ses députés de Zurich.

Fribourg fit de même. Les Grisons virent leur gouvernement envahi à main armée par un chef de factieux, nommé *Salis*, et ce canton prétendit se détacher de la Suisse. Lucerne n'alla pas aussi loin, mais il fit sa contre-révolution, grâce au concours de l'avoyer Rüttimann, toujours prêt à accepter le régime qui lui offrait le pouvoir.

Les cantons primitifs, on le conçoit, ne demandèrent pas mieux que de rebrousser vers le passé. Il n'y eut pas jusqu'à Gersau qui se reconstitua en république indépendante. Chacun revendiquait ses anciens droits, ses anciens territoires, en offrant tout-au plus d'admettre les habitants à l'égalité des droits. Le plus naïf dans ses prétentions fut le canton de Zug; il réclamait une portion des anciens baillages libres d'Argovie, par le seul motif qu'ils étaient à sa convenance; comme il était fort petit, il lui serait agréable, disait-il, de s'agrandir. Pour con-

naître le détail de toutes ces aberrations, il faut consulter les recès de la Diète de janvier et février 1814.

Ce fut dans ce moment et sous ces tristes auspices que commença la discussion du nouveau Pacte fédéral. Il était difficile que les cantons qui y prenaient part se missent à l'œuvre avec courage et confiance. — Indépendamment des difficultés dont l'intérieur était hérissé, l'extérieur n'était pas rassurant. Le 6 février, l'Assemblée fédérale reçut une note commune des ministres d'Autriche et de Russie. Elle portait en substance « que, lorsqu'à la paix générale, la Suisse connaîtrait l'étendue de ses frontières et l'ensemble des relations fédérales, une Diète générale devrait avoir lieu pour procéder :

« 1° A l'organisation des nouveaux rapports fédéraux ;

« 2° A des rectifications de frontières, en faveur des cantons qui, à l'époque de la révolution, avaient vu se détacher des portions de leur ancien territoire ;

« 3° Pour apporter au Pacte fédéral les modifications qu'exigeraient ces changements. »

On comprend quelle perturbation cette note devait jeter dans la discussion ; elle remettait tout en question. L'Assemblée passa outre, et adopta l'article 1^{er}, ainsi conçu : « Les cantons « se garantissent réciproquement, d'après les conditions « du nouveau Pacte fédéral, leur liberté, leur indépendance, « leur territoire et leurs Constitutions, aussitôt qu'elles seront « convenablement déterminées ; soit contre les attaques de l'é-
« tranger, soit contre les agressions violentes de cantons sépa-
« rés ou de factions. » La note des ministres tomba au protocole.

C'était bien ; mais de quels arguments se servit-on pour combattre cette note ? On opposa la parole des souverains à celle de leurs envoyés ; ce furent des appels et des contre-appels incessants, à l'influence étrangère. Mais de volonté nationale, de la ferme intention d'être les maîtres de son sort, il ne fut pas dit un mot !

On sentait si bien que le dernier mot de ces questions ne se disait pas dans l'Assemblée fédérale, que les articles de ce Pacte donnèrent lieu à peu de discussions, à l'exception du 14^e, qui accordait deux votes à chacun des cantons de Zurich et de Berne. Les trois petits cantons s'y opposèrent avec force, et furent soutenus par tous les autres.

Ce projet différait, au reste, peu de celui qui est devenu le Pacte définitif en 1815, seulement Zurich était seul directoire. et l'on adjoignait au Président fédéral un Conseil de trois membres pour les affaires diplomatiques.

Il avait été question d'établir le gouvernement central dans une ville qui aurait appartenu à toute la Confédération, Vaud en fit la proposition. A défaut de cela, on avait demandé un Conseil fédéral adjoint à un landamman, et composé d'un certain nombre de députés des cantons qui siègeraient à tour pendant un nombre d'années déterminé, et se renouvelleraient successivement ; mais tout ce qui tendait à centraliser fut toujours repoussé, surtout par les petits cantons.

Au projet de Pacte était joint un *conclusum* raisonné, sur la nécessité de revoir les Constitutions des anciens cantons aristocratiques et des nouveaux cantons ; on exhortait à les combiner de manière que *« la culture de l'esprit, les connaissances utiles. l'expérience des affaires et la propriété, surtout la propriété territoriale, obtinssent d'une manière durable et rassurante, une influence convenable et désirable pour le bien public dans l'administration »* On invitait les cantons à ne pas autoriser des changements trop fréquents dans le personnel gouvernemental.

Tous ces grands intérêts, nous l'avons dit, furent traités avec une tiédeur qui annonçait que l'on regardait cette œuvre comme n'étant rien moins que solide. Cependant, on adressa une invitation sérieuse et pressante aux cantons de se prononcer sur cet Acte fédéral pour le 3 mars suivant, jour où l'Assemblée devait se réunir de nouveau.

On écrivit aussi aux ministres étrangers pour leur communiquer les travaux de l'Assemblée, et pour les prier de lever les obstacles qui s'opposaient à la réunion complète des dix-neuf cantons de la Suisse !

Avant de se séparer, Uri, Schwytz et Unterwald firent insérer au protocole :

« 1° Qu'ils ne s'opposaient pas à l'existence indépendante des anciens baillages communs, mais qu'ils réclamaient un dédommagement équitable ;

« 2° Ils demandaient une garantie pour l'existence et les propriétés des couvents. »

Ces demandes ne furent appuyées que par Zug ; les autres cantons les combattirent avec force. N'importe, elles étaient faites et ne devaient pas être retirées.

Ainsi, six semaines après cette séance du 29 décembre, où il semblait que les Confédérés avaient reconnu que leur salut dépendait de l'union et de l'union seule ; ils étaient plus désunis que jamais. L'égoïsme cantonal s'était substitué à l'amour pour la commune patrie ; aussi la Confédération entièrement livrée à l'influence étrangère n'attendait que de l'étranger la guérison de ses maux.

Pendant l'ajournement de la Diète, les petits cantons et Lucerne renouvelèrent leurs conférences à Gersau, et demandèrent la convocation d'une *Diète des treize anciens cantons*. Zurich s'y refusa ; mais il ajourna la Diète au 21 mars, et convoqua deux jours auparavant une conférence des treize anciens cantons. En attendant, il y avait réellement deux Diètes, l'une à Zurich, où se trouvaient onze cantons, dont tous les nouveaux faisaient partie ; l'autre à Lucerne où Berne, Fribourg et Soleure excitaient les petits cantons à une scission. Entre deux, les ministres étrangers allaient de l'une à l'autre, soi-disant pour concilier. D'ajournements en ajournements, la Diète ne put se réunir que le 6 avril. Les dix-neuf cantons y étaient représentés, mais

ils y venaient avec des dispositions différentes de celles qu'ils avaient manifestées dans la Diète de novembre 1813 et au 29 décembre. Cette Diète fut surnommée, la longue Diète. Berne ne craignit pas de faire insérer au protocole une déclaration, portant que les Bernois ne se réunissaient *« qu'en vertu de la note des puissances alliées, qui ne voulaient reconnaître que la Suisse constituée en dix-neuf cantons, en sorte qu'ils voyaient dans cette décision la continuation provisoire des dix-neuf cantons constitués en Suisse par l'acte de médiation en 1803. »*

La Diète nomma une commission pour examiner les articles du projet du Pacte sur lesquels on avait élevé des objections; on la nomma, commission diplomatique. Le député de Vaud (M. Monod) en fit partie. La diplomatie étrangère apporta son contingent aux discussions sur le Pacte et elle les compliqua. Ne l'accusons pas toutefois d'avoir procédé ainsi par esprit brouillon; la conduite des ministres était le reflet des événements qui s'accomplissaient au dehors de la Suisse. Tant que la lutte entre Napoléon et les alliés ne se décidait pas, ceux-ci eurent l'intention de constituer une Suisse à laquelle ils donneraient des institutions solides; un accroissement de forces et une bonne frontière pour pouvoir au besoin opposer une barrière aux retours d'ambition du conquérant. Mais lorsque les événements de la fin de mars amenèrent la chute de Napoléon, les alliés, délivrés de leurs craintes, purent laisser la Suisse faible sans courir de risques.

Toutes sortes d'idées germaient dans les têtes sur la Constitution définitive du pays; on eut un moment la pensée de lui donner un Statuouder dans la personne du duc de Kent. La reine Victoria eut été princesse suisse, et se fut bornée à présider nos fêtes nautiques, au lieu de diriger les foudres de ses navires sur la Baltique et le Pont Euxin; ceci fut bien vite abandonné.

Les deux partis qui divisaient la Diète se manifestèrent dans

les débats sur le Pacte. L'opposition de Berne avait pour motif réel ses prétentions territoriales. On ne saurait croire quels ressorts elle sut faire jouer pour atteindre son but. Les hommes qui la dirigeaient avaient assez de perspicacité pour avoir compris que le pays de Vaud était définitivement perdu pour eux, aussi concentrèrent-ils tous leurs efforts sur l'Argovie; tantôt on voyait arriver de prétendues pétitions de ce canton, qui demandaient sa réunion à Berne; tantôt on agissait auprès des Vaudois pour leur persuader d'abandonner la cause de l'Argovie, leur promettant qu'à cette condition, on ne les inquiéterait plus.

Les Vaudois furent inébranlables; sans se préoccuper des avantages qui pourraient en résulter pour eux, ils répondirent noblement par l'organe de leur député (M. Monod): « L'Argovie est dans la même position que nous; nos intérêts sont identiques; y aurait-il de l'honnêteté, de la bonne foi à la jeter dans l'abîme pour nous tirer d'affaires? Est-ce donc sur une aussi lâche perfidie que l'on voudrait que se fondât un État naissant? Je conçois que nos ennemis puissent nous le conseiller, mais un ami de son pays!... »

Les événements qui suivirent justifiaient la conduite de Vaud, même au point de vue utilitaire. Puisse-t-elle servir d'exemple aux descendants des hommes de 1814, et leur apprendre que la meilleure politique n'est pas de craindre le danger, mais de garder la foi promise.

La discussion du Pacte se continuait au milieu de ces pourparlers particuliers. On ajournait les articles sur lesquels on n'était pas d'accord; entre autres le premier sur la garantie du territoire; on en adoptait d'autres. Quelques cantons les prenaient presque tous *ad referendum*; cette marche et le ton de défiance qui régnaient ne montraient que trop la fâcheuse disposition des esprits qui s'éloignaient toujours davantage, au lieu de se rapprocher. Son individualité, les siens, sa caste, puis son

canton. Tel était le point de vue de la plupart des membres de l'Assemblée. Que l'un de ces intérêts compromît celui de la Suisse entière, c'était ce dont on s'inquiétait le moins.

Des vues larges et fécondes se firent jour néanmoins, mais elles rencontrèrent peu de faveur. *Vaud* représenta vainement, quant à la constitution de l'autorité centrale, que, dans l'état actuel de l'Europe, un lien fédéral aussi relâché que celui de l'ancienne Confédération et même que celui que l'on proposait, n'aurait d'autre effet que de nous rendre le jouet des puissances qui nous environnent, si l'on se bornait à ne faire de l'autorité centrale, qu'un bureau d'adresse pour la correspondance extérieure. C'était introduire dans les affaires une lenteur qui pouvait avoir quelque avantage pour le courant, mais qui compromettait la Suisse dans les moments de crise, et dans les cas pressants et subits. Lorsque le danger est là, il faut, pour le parer, une mesure prompte; comment la prendre quand il faut aviser et attendre la réponse de tous les cantons?

Par ces motifs, et pour éviter de donner à la magistrature d'un seul canton formant l'autorité centrale un droit trop étendu, on en revenait à la proposition d'un Conseil fédéral, adjoint au Président du Directoire et pris à tour parmi les députés des divers cantons. A cette proposition, on joignait celle de droits légers perçus aux frontières pour former une caisse fédérale. Ces idées, auxquelles on est revenu depuis, furent écartées alors.

La centralisation de la régle des monnaies, des postes et des poudres, proposée par Berne, n'obtint pas de faveur. Les péages; les pontonnages; toutes ces entraves au commerce, furent au contraire décidées dans le sens de la fiscalité cantonale ou municipale.

Berne céda habilement le double vote, que le projet lui attribuait ainsi qu'à Zurich; elle comptait par là capter la faveur des petits cantons. Ce droit, d'ailleurs peu important, était en-

taché du vice de provenir de l'acte de médiation. Zurich conserva provisoirement, en lui adjoignant une chancellerie distincte à la nomination de la Diète, le pouvoir directorial. La discussion sur les couvents fut très-animée. Argovie, ceci est étrange, réserva expressément « que l'on ne pourrait ni supprimer les couvents, ni altérer leur position sans le consentement de l'autorité supérieure ecclésiastique. » Toutefois, il fallut toute l'habileté du nonce apostolique pour faire insérer dans le Pacte la garantie des couvents.

Berne, lorsqu'elle n'était pas aveuglée par l'ambition et l'intérêt, avait des vues d'avenir auxquelles on doit rendre hommage. A la fin de la discussion, elle proposa d'insérer un article relatif à un mode de révision du Pacte; elle se fondait sur deux motifs principaux. Le premier était tiré des circonstances défavorables sous l'empire desquelles l'œuvre était élaborée; le second avait pour objet de prévenir toute atteinte à l'indépendance de la Suisse. Si les puissances *prétendaient garantir le Pacte*, il fallait qu'il contint un article sur lequel la Suisse pût s'appuyer pour faire les modifications commandées par la nécessité. Cette sage pensée ne fut pas comprise.

Les questions territoriales n'étant pas vidées, tout le travail auquel la Diète venait de se livrer ne pouvait avoir de caractère définitif. Ces questions étaient complexes; les unes étaient relatives aux compensations et aux territoires réclamés à l'intérieur par certains cantons; d'autres concernaient le retour à la Suisse de pays qui en avaient été détachés et qui en faisaient partie jadis, soit à titre d'alliés, soit à titre de sujets. Ceci s'appliquait à l'évêché de Bâle, au Valais, à Neuchâtel, à Genève, à la Val-teline, Chiavenna et Bormio.

Enfin, il s'agissait de territoires destinés à assurer à la Suisse une bonne frontière militaire; tels que le pays de *Gex*, le *Chablais*, une partie du *Faucigny* et du *Genevois* et la ville de *Constance*.

Nul doute que dans l'origine, les promesses faites à la Suisse ne fussent sincères. Les puissances n'y attachaient qu'une condition, savoir, que la Suisse se constituât, et que les peuples qui lui seraient réunis jouissent d'une parfaite égalité de droits. La conduite des États suisses, dans leur travail de reconstitution, fut un motif ou un prétexte plausible pour les alliés de revenir sur des promesses que, depuis l'heureuse issue de la guerre, ils étaient moins pressés de tenir.

Cependant, la Suisse avait reçu l'invitation de faire occuper les territoires en question. La première tentative qu'elle fit pour répondre à cet appel ne fut pas heureuse. On mit sur pied quelques troupes; on les plaça sous le commandement d'un colonel fédéral; elles s'acheminèrent vers les Grisons. Une lettre commune des ministres d'*Autriche*, de *Russie* et de *Prusse*, adressée aux généraux des troupes alliées, les invitait à seconder le colonel suisse dans l'accomplissement de ses devoirs. Les Grisons impatients le devancèrent en envoyant quatre compagnies à Chiavenna, d'où elles chassèrent la garnison italienne; à peine y étaient-elles établies, que le commandant autrichien, sans se soucier de la lettre des ambassadeurs, les somma de se retirer, annonçant qu'au besoin il les y contraindrait. Les Suisses protestèrent et obéirent. Avec un peu plus de fermeté ils seraient restés les maîtres de ce territoire, qui n'aurait plus été contesté. Cet incident n'encouragea pas la Diète à continuer l'occupation des territoires réunis. Elle envoya cependant des troupes à Genève et à Bienne. Le spectacle que présentaient les cantons pendant ce temps, n'était pas consolant. La campagne à *Soleure* se soulevait contre la ville; *Thurgovie* et *Saint-Gall* s'agitaient. *Uri* soufflait le feu dans le Tessin, à qui il réclamait la *Léventine*; d'autres partis, les uns démagogiques; les autres lombards, entretenaient l'anarchie. Le gouvernement du Tessin s'enfuit. *Schwytz* et *Glaris* réclamaient, l'un *Utnach* et *Gaster*; l'autre *Sarganz* et le *Verdenberg*; *Appenzell intérieur* voulait le *Rheinthal*; *Zug*

continuait à demander ce qui était à sa convenance pour s'arrondir; *Zurich* avait aussi quelques velléités sur une partie des balliages libres, mais il ne l'affichait pas trop. *Berne* se frottait les mains, il espérait récolter sur le terrain bouleversé.

Les ministres étrangers, M. de Capo d'Istria en particulier, répétaient, non sans raison que, pour mettre fin à ces déchirements, il fallait se hâter de pourvoir à l'organisation intérieure des cantons. Mais ce qui était de trop, c'était d'intervenir directement dans ce travail, avec l'intention avouée de renforcer le principe aristocratique et de faire cesser les défiances, en rapprochant, autant que possible, entre les cantons les différents systèmes de gouvernements. Ce n'étaient pas seulement des idées générales que les ministres énonçaient; ils entraient dans tous les détails; déterminaient le nombre des districts ou des cercles; ils voulaient que l'on rétablît les privilèges des bourgeois, sans trop savoir ce qu'étaient ces bourgeoisies; ils étaient poussés par les hommes qui se servaient d'eux. Ils se prononçaient aussi sur le nombre des membres des Grands Conseils, le mode de leur élection, etc.; puis ils disaient carrément que l'adoption de ces propositions était le moyen de s'assurer la haute bienveillance des alliés. Il est bon de tenir note de ces faits, afin d'apprécier le degré d'indépendance dont jouissaient alors les États suisses, surtout les nouveaux cantons, que la diplomatie plaçait dans l'alternative de se soumettre à son bon vouloir, ou de compromettre leur existence.

Il est vrai que, plus tard, les cantons aristocratiques ne furent pas épargnés. Ainsi dans les instructions que reçut le baron de Krudener, comme ministre de Russie, au moment où le comte Capo d'Istria partait pour le congrès de Vienne, il était formellement dit qu'il fallait s'opposer au retour des privilèges, engager *Berne* à changer de système, et s'il n'y consentait pas, l'y forcer. Exiger de *Fribourg* l'abolition du patriciat, et que la campagne eût au moins un tiers dans la représentation, etc.

Si du moins par de telles concessions on eût obtenu la paix ; mais la défiance et l'animosité paraissaient sur le point de dégénérer en querelles sanglantes. Argovie et Vaud d'une part, Berne de l'autre, se mettaient en mesure soit pour se défendre, soit pour attaquer. Les écrits anonymes envenimaient les querelles, et l'on se permettait les plus mauvais procédés. Ainsi Berne fit arrêter un exprès que le député de Vaud envoyait à son gouvernement ; en ouvrit les dépêches et en prit connaissance. — Ce fut au milieu de ce chaos que la Diète reprit pour la troisième fois la discussion du Pacte. On fut arrêté dès le premier article, qui traitait les questions de territoire. Il fallut le laisser sans solution et passer aux autres, dont le sort ne fut pas plus satisfaisant ; chacun les prenait *ad instruendum* ou *ad ratificandum*, selon qu'il les voulait ou ne les voulait pas. Cependant l'ouverture du congrès de Vienne approchait, il importait à la Suisse d'y être représentée, de peur, qu'ainsi que l'avait dit un homme d'État, si elle ne l'était pas, elle n'y fût considérée comme tant d'autres pays, c'est-à-dire comme une marchandise dont on pouvait disposer. En conséquence, après avoir épuisé tous les articles, on mit aux voix l'ensemble le 8 août 1814.

Les divagations recommencèrent jusqu'au vote de Bâle, dont on ne peut assez louer le caractère ferme, calme et conciliant. Après avoir rappelé tous les faits qui venaient de s'accomplir, le député donna lecture de la déclaration suivante : « Les Bourgmestres, Petit et Grand Conseils du canton de Bâle, ont accepté l'acte fédéral entre les dix-neuf cantons, soumis à la ratification. Ils se regardent comme liés fédéralement dès ce jour avec tous les louables États qui y ont accédé ou qui y accèderont encore, et ils rempliront tous les devoirs et toutes les obligations fédérales envers eux. Ils approuveront tous les moyens qui pourront porter les États encore en arrière à adhérer au Pacte. Ils prendront part volontiers dans ce but à tous les projets de modification suivant lesquels, sans toucher

« aux principes de la Constitution adoptée, on pourra obtenir la
« réunion des dix-neuf cantons, et ils sacrifieront volontiers
« toute vue particulière à la volonté générale. »

Neuf et demi États adhérèrent à ce vote. On serait probablement arrivé à un *conclusum*, si le désir de tenter encore des accommodements n'avait amené des attermoiements; bientôt tout fut compromis par la proposition d'introduire à côté du Pacte une convention, suivant laquelle on s'engageait à soumettre les réclamations et les questions de territoire à un arbitrage. — Les débats orageux recommencèrent et les affaires semblèrent loin de leur conclusion.

La Diète se réunit de nouveau au commencement de septembre; il s'agissait, outre le Pacte, de donner des instructions à la députation qui allait représenter la Suisse au congrès de Vienne, dont on attendait la solution de toutes les difficultés qui préoccupaient l'Europe. Grande illusion. On put voir bien vite ce que risquent les petits peuples, lorsque, dans leurs démêlés, ils font la sottise de recourir aux grands.

C'était la convention additionnelle au Pacte qui était la pierre d'achoppement; on y fit quelques modifications, et on voulut la faire accepter avec le Pacte. Vaud et d'autres États s'y refusèrent. Le Pacte fut adopté unanimement, le 9 septembre. On décida qu'à une époque prochaine il serait corroboré par un serment solennel.

Tout semblait fini; erreur: Berne fit enfin connaître ses demandes; il renonçait à ses prétentions sur Vaud, mais il demandait à cet État la modeste somme de 4,600,000 francs de Suisse; environ 6,700,000 francs actuels!

Les Bernois avaient établi ce compte en imputant toutes les dépenses qu'ils avaient faites dans le pays de Vaud avant 1798, mais sans compensation de l'argent qu'ils en avaient retiré; à cette somme ils ajoutaient la demande, que Vaud abandonnât sa part des fonds placés en Angleterre par l'ancien État de Berne;

qu'il indemnisât les propriétaires de lods bernois, et qu'il pût encore à d'autres frais. — Vaud résista à ces prétentions exorbitantes. —

Les députés envoyés au congrès de Vienne furent Messieurs *Reinhardt*, bourgmestre de Zurich; *de Montenach*, avoyer de Fribourg; *Wieland*, de Bâle. Les instructions données à ces Messieurs consistaient essentiellement à demander la réintégration des pays détachés de la Suisse, et une frontière qui facilitât la défense de son territoire et celle de sa neutralité.

Les puissances n'avaient cessé de promettre cette neutralité, si on réunissait le Valais, Genève et Neuchâtel. Cette réunion fut prononcée le jour même où furent nommés les députés au congrès. — Pendant qu'on s'agrandissait d'un côté, le désordre augmentait de l'autre : *Tessin* fut pendant quelque temps dans une anarchie complète; *Berne* eut aussi sa part d'agitation dans l'Oberland. Aux embarras que donnaient au gouvernement de *Saint-Gall* le *Rheinthal*, *Sargans*, *Uznach*, vinrent s'ajouter les prétentions de l'abbé. A *Fribourg*, un patriciat bourgeois, aussi antipathique à la vraie noblesse qu'au peuple, s'était emparé du gouvernement; les mécontents envoyèrent des délégués à Zurich réclamer l'intervention des ministres étrangers, qui leur accordèrent un sauf-conduit. Le gouvernement de Fribourg ne le respecta guère et fit jeter les délégués en prison. Enfin, *Uri*, *Schwytz* et *Unterwald*, ne trouvant plus la Suisse digne d'eux, décidèrent de se reconstituer sur le principe de l'Union de 1315. La Diète, inquiète de cette tendance, leur envoya des députés qui parvinrent à rassurer *Uri* et l'*Obwald*. *Schwytz* et le *Nidwald* persistèrent et renouvelèrent à eux deux la ligue de 1315; néanmoins *Schwytz* ne tarda pas à venir à résipiscence. Nous verrons ce qu'il advint de *Nidwald*.

Le ministre de Russie en Suisse, le comte *Capo d'Istrias*, allait se rendre au congrès où il était appelé pour donner des informations sur l'état de la Suisse. Avant de partir, il réunit la

Commission diplomatique de la Diète et lui parla en ces termes :

« Je désirerais vous laisser calmes et tranquilles ; il n'a pas tenu
 « à moi qu'il en fût ainsi, peut-être ai-je échoué, parce que j'ai
 « trop respecté votre indépendance et votre susceptibilité nation-
 « nales. Vous savez qu'à notre retour de Chaumont, nous étions
 « porteurs d'instructions signées de l'empereur mon maître, de
 « l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, par lesquelles,
 « dans le cas où vous ne tomberiez pas d'accord promptement
 « sur votre organisation, nous serions autorisés à nous environ-
 « ner d'hommes probes, connaissant les intérêts de votre pays,
 « et à vous donner une Constitution ! Mais nous avons cru que
 « vous vous entendriez. *Pourquoi cela n'a-t-il pas eu lieu ?*
 « C'est qu'à cette époque, comme à toutes celles de votre his-
 « toire, *les événements du dehors ont trop influé sur ceux de l'in-*
 « *térieur !* Lorsqu'en février les alliés s'avançaient en France, le
 « système des treize cantons prévalait parmi vous. Bientôt après,
 « *Napoléon* paraissant reprendre quelque ascendant, vous con-
 « sentîtes à revenir au système des dix-neuf cantons, qui avait
 « obtenu, au mois de décembre passé, un assentiment à peu
 « près général, et qui, par notre déclaration de février, avait
 « été pris pour base de l'organisation de la Suisse. Vous pen-
 « sâtes qu'en y adhérant, si celui qui avait gouverné l'Europe
 « devait régner encore en France, il pourrait être satisfait. La
 « paix de Paris étant survenue, vous avez cru pouvoir vous rai-
 « dir de nouveau. Vous avez préparé un Pacte fédéral fondé
 « sur les principes que nous vous avons développés, ensuite de
 « ce que chacun de vous nous avait dit. Cependant, vous l'avez
 « repoussé après avoir paru l'approuver, et quoiqu'il fût le ré-
 « sultat de vos idées.

« Vous êtes revenus à un nouveau Pacte, je doute qu'aucun
 « de vous le trouve bon et propre à assurer le bonheur et la
 « tranquillité de votre patrie ; quant à moi, je le crois mauvais ;
 « mais je pense que tout mauvais qu'il est, si vous le voulez

« tous de bonne foi, et qu'il ne soit pas seulement un chiffon
 « de papier, il marchera de manière à vous sauver; car ce sont
 « les hommes plus que les constitutions qui sont l'affaire im-
 « portante dans tout gouvernement (ceci est vrai, mais encore
 « faut-il des institutions pour former les hommes.) (*note du Ré-*
 « *dacteur.*) Seulement, je dois vous faire observer qu'au mo-
 « ment où vous l'avez contracté, vous commencez déjà à le
 « mettre de côté. Croyez-vous que ce soit le moyen de le con-
 « solider ? »

Puis, après avoir fait l'exposé de ce qui s'était passé, après avoir rappelé les bonnes intentions de la Russie, il termine par ces mots :

« En ce qui me touche personnellement, je ne cacherai pas
 « que j'ai dû être vivement affecté de la manière dont mes
 « efforts ont été méconnus. Je n'en porte pas moins un vif inté-
 « rêt à la Suisse, et dans le compte fidèle que je dois rendre à
 « l'empereur de ce qui s'est passé, il ne tiendra pas à moi que
 « le résultat n'en soit heureux pour la Suisse, et ne satisfasse
 « autant que possible les partis qui la divisent. »

Il nous a paru que ce discours offrait un résumé remarquable de la position de la Suisse. Position de dépendance complète vis-à-vis des puissances étrangères, parce qu'elle ne pouvait pas se présenter à elles avec cet esprit de fraternité et de dévouement à la commune patrie, qui relève les faibles et les rend respectables même aux yeux des forts.

Les discours de plusieurs députés en réponse à celui du comte *Capo d'Istrias*, entre autres de MM. *Escher*, de *Mulinen* et *Monod*, seraient aussi curieux à consulter comme expression des vœux et des prétentions des cantons que ces magistrats représentaient, et comme exposé des causes et des divisions de la Suisse; mais leur reproduction dépasserait les bornes de ce travail; nous citerons seulement les dernières paroles du député de Vaud; sarcasme amer à l'adresse du gouvernement de Berne.

« Le bonheur de notre peuple, voilà l'unique but de notre gouvernement ; si ailleurs ce but n'est qu'en seconde ligne, « ou si peut-être on ne voit le bonheur du peuple que dans celui « de la classe qui gouverne, et si on prétend nous obliger à en « faire autant, je dois déclarer que l'on n'y parviendra pas. » — Le résultat de cette réunion n'en fut pas moins, comme dans toutes les autres : *Verba atque voces, præterea que nihil.*

Rendons toutefois hommage et à la mission du comte Capo d'Istrias, et au caractère de ce ministre, l'une et l'autre cherchaient les vrais intérêts de la Suisse. Les instructions qu'il laissa en partant au chargé d'affaires, baron de Krudener, le témoignent assez. Elles se résumaient ainsi : appuyer dans une juste mesure les droits des nouveaux cantons, résister à l'esprit réactionnaire que Berne répandait autour de lui. Dans cet état d'incertitude, on trouva prudent de renvoyer la prestation de serment au nouveau Pacte. Les partis mirent ce temps à profit pour essayer de faire prévaloir leurs vues au moyen de sourdes intrigues. Le gouvernement des Bourbons en prit sa part, et fut aisément gagné à la cause que défendait Berne. Nous ne nous arrêterons pas aux détails de cette guerre de chicane ; les armes employées étaient de mauvais procédés et des pamphlets ; parmi ces derniers on peut citer celui qui parut sous le titre de *Correspondance et autres pièces secrètes*, et la réponse qu'elle provoqua, intitulée : *Quelques mots d'un Vaudois sur la correspondance secrète*. — Ce fut l'époque où de jeunes Vaudois qui étudiaient la médecine à Paris, et dont l'un d'eux est devenu l'historien distingué du canton de Vaud ¹, dirigés par le professeur *Manget*, s'amusèrent à mystifier les journaux français, en leur faisant part de combats livrés entre Vaudois et Bernois ; de charges de cavalerie sur les dents de *Morcle* et de *Jaman*, et autres bévues topographiques, qui finirent par exposer à la

risée du public les journaux et les partis qui les accueillirent, et les forcèrent au silence.

La France avait réuni quelques troupes dans un but plus sérieux en Franche-Comté. Ce furent précisément celles à la tête desquelles le maréchal Ney marcha plus tard pour aider Napoléon à renverser le trône des Bourbons¹. Outre la députation fédérale, chargée de représenter les intérêts de la Suisse au congrès de Vienne, plusieurs cantons y avaient envoyé des hommes chargés de plaider leur cause. MM. *Rengger*, représentait Argovie; *de la Harpe*, Vaud; *Zeerleder*, Berne; *de Salis, Albertini*, et *Toggemburg*, les Grisons; *Pictet de Rochemont*, *d'Ivernois* et *Eynard*, Genève; *de Bilioux* et *de la Fîle*, l'Évêché de Bâle; *Heilmann*, la ville de Bienne.

Rappelons ici que les grandes affaires se décidaient dans un comité central, formé par les ministres des huit puissances qui avaient signé le traité de Paris; savoir, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, la France, la Prusse, le Portugal, la Russie et la Suède.

Les affaires particulières des différents pays étaient préparées par des comités composés de quelques membres des puissances les plus immédiatement intéressées à la conclusion de ces

¹ Les intentions agressives qui avaient présidé à ce rassemblement de troupes sont positives; un plan d'attaque du canton de Vaud avait été fait et signé par le baron *de Préchamp*, chef d'état-major de *M. de Bourmont*. Toute la frontière de *Porrentruy*, au Fort-de-l'Écluse, avait été reconnue. Le point d'attaque désigné était *Yverdon*. Dans ce but, un bataillon destiné à être l'avant-garde de la colonne principale, avait été dirigé sur Pontarlier à l'insu du ministre de la guerre; deux autres colonnes devaient s'avancer, l'une par le Porrentruy, l'autre par le Fort-de-l'Écluse. Toutes ces troupes devaient combiner leurs mouvements avec ceux des Bernois. Ces plans n'étaient pas ceux du gouvernement français, mais de ce pouvoir occulte qui siégeait au pavillon *Marsan*, et dont les extravagances contribuèrent pour beaucoup à l'événement du 20 mars.

affaires. Celui de la Suisse était formé de lord *Stuart*, ministre d'Angleterre; du baron de *Wessemsberg*, pour l'Autriche, de *M. de Humboldt*, pour la Prusse, et du baron de *Stein* pour la Russie. On adjoignit plus tard le duc de *Dalberg*, pour la France. MM. *Capo d'Istrias* et *Canning* y faisaient l'office de rapporteurs.

Ces comités faisaient rapport au comité central, qui décidait et faisait ratifier par les souverains. Il y eut beaucoup de retard dans les opérations de ces comités. M. de *Capo d'Istrias* défendit avec chaleur dans celui de la Suisse, le principe de l'intégrité des dix-neuf cantons. Les députés fédéraux et les députés des cantons furent entendus.

Après eux vint une note du duc de *Dalberg*, qui offrait de céder *Versoirs* et un petit territoire au canton de Genève, moyennant que *Moutiers* et le *Val-Saint-Imier*, ainsi que l'*Argovie* bernoise, fussent réunis au canton de Berne; le *Porrentruy* et la Vallée des Dappes à la France, et, pour indemnité de cette dernière cession, *Céligny* au canton de Vaud.

Les puissances rejetèrent cette proposition. Lord *Stuart* voulait qu'on donnât le *Porrentruy* à Genève, comme moyen d'échange contre le pays de Gex; mais il fut décidé que les compensations réclamées par Berne se prendraient dans le *Porrentruy*.

L'Autriche annonça qu'elle consentait à rendre la *Valtelline*, *Bormio* et *Chiavenna* aux Grisons; sous la seule condition que ces pays obtinssent les mêmes droits que les Grisons eux-mêmes. Rien de plus juste que cette proposition. On eut la maladresse de marchander et de ne pas profiter de ce moment unique, l'Autriche retira l'offre. Ces pays furent perdus pour la Suisse et les Grisons. *Bienne* voulait faire un canton avec sa banlieue, *Moutiers* être réuni à Berne, le reste de l'évêché former un canton sous la souveraineté de son évêque à peu près comme *Neuchâtel*. Enfin, la Suisse, par l'organe de sa députation, demandait des frontières, qu'elle pût défendre.

Après avoir entendu toutes ces députations et un rapport lumineux du comte Capo d'Istrias, dans la séance du 16 janvier, on se croyait près de conclure, lorsque les séances du comité furent suspendues pendant plus d'un mois. On laissa traîner les affaires jusqu'au commencement de mars, et Dieu sait ce qu'il serait advenu, si la nouvelle du débarquement de Bonaparte, tombée comme une bombe au milieu de ces grands de la terre qui sommeillaient, ne les eût tiré de leur assoupissement. Il fallait se hâter de courir pour éteindre l'incendie qui se rallumait, et par conséquent s'entendre et terminer les différends. La Suisse n'y gagna rien, ou ne lui rendit ni ses anciennes limites, ni une compensation équivalente.

Le récit des événements militaires, suites du retour de Napoléon, est étranger à ce travail. Nous avons parlé de la part que la Suisse y prit; son rôle ne fut ni grand, ni glorieux.

Arrêtons-nous plutôt à la déclaration de Vienne du 20 mars (1815), qui fut dès ce moment, avec le Pacte fédéral, la base du droit public de la Suisse. Ces stipulations garantissaient la neutralité perpétuelle de la Suisse, consacraient l'intégrité des dix-neuf cantons, et leur ajoutaient trois nouveaux : *Valais, Neuchâtel et Genève*. La Vallée des Dappes était destinée au canton de Vaud; l'Évêché de Bâle et le territoire de Bienne étaient incorporés au canton de Berne.

La France s'engageait à laisser en tout temps libre la route de Genève par Versoix.

On imposait aux cantons d'*Argovie*, de *Vaud*, du *Tessin* et de *Saint-Gall*, le paiement d'un subside de 500,000 francs anciens (725,000 francs), en faveur des cantons de *Schwytz*, *Unterwald*, *Uri*, *Zug*, *Glaris* et *Appenzell* intérieur. Les petits cantons n'avaient rien demandé aux nouveaux cantons, et reconnaissaient loyalement qu'ils n'avaient rien à en réclamer. Ils ne furent donc pas scandalisés (on ne l'est guère quand il s'agit de recevoir de l'argent); mais très-surpris de cette décision, à laquelle ils ne s'attendaient pas du tout.

Cette déclaration statuait encore que les États de Zurich et de Berne conserveraient la propriété des fonds placés en Angleterre ; mais que les intérêts échus et accumulés dès l'année 1798 à 1814 seraient affectés au paiement de la dette helvétique, dont le surplus serait à la charge des autres cantons. *Vaud* dut payer à Berne 300,000 fr. anciens (435,000 fr.), pour être répartis entre les Bernois, propriétaires de lods. Enfin, *Saint-Gall* eut à payer une pension viagère au prince-abbé et à ses employés. Il n'est pas question dans cette déclaration d'une garantie du Pacte fédéral ; d'où l'on pût inférer, comme on l'a prétendu plus tard, que la Suisse était fatalement enchaînée à ce Pacte, et n'avait pas le droit de le changer. L'Autriche se fit reconnaître par le congrès la propriété des trois vallées, qui appartenaient aux Grisons.

Ajoutons que, quelque onéreux que fussent les sacrifices pécuniaires exigés des nouveaux cantons ; ces États, sans l'intervention de la Russie, eussent été moins bien traités. Ce fut encore cette puissance qui, en consentant à abandonner l'Évêché de Bâle au canton de Berne, y mit pour condition, que les habitants obtiendraient l'égalité des droits. La Russie défendait la liberté des peuples que le gouvernement anglais livrait pieds et poings liés ! Cette déclaration fut acceptée par l'unanimité des cantons ; elle mit un terme aux divisions qui déchiraient la Suisse depuis quinze mois.

Mais ce serait mal connaître les hommes que de croire à l'influence magique d'un document de chancellerie pour calmer des passions aussi longtemps excitées.

Le malencontreux traité conclu aussitôt après avec les alliés, et qui faisant sortir la Suisse de la neutralité qu'on venait de lui garantir, l'entraînait à participer activement à la guerre contre la France, fût un nouveau sujet de luttes et de discussions entre les cantons. Le parti réactionnaire voulait la guerre ; les hommes qui appréciaient mieux les intérêts nouveaux de la Confédération ne voulaient que la neutralité. Trente-deux ans plus tard,

les hommes du mouvement en Suisse voulurent la guerre, à leur tour, et le parti de la résistance s'y opposa. Les uns et les autres aveuglés par leurs passions, ou leur intérêt personnel, affectèrent de méconnaître que notre armée, (et c'est son bonheur comme le nôtre,) admirable pour défendre son pays, ne vaut pas grand'chose pour envahir le pays d'autrui.

Le repos de l'Europe fut de nouveau assuré par la chute de Napoléon. Rien ne s'opposait plus à la sanction du Pacte fédéral; le 7 août 1815 fut le jour fixé pour cette cérémonie. Elle eut lieu dans l'église principale de Zurich. Avant ce moment, les députés réunis dans la salle de la Diète y avaient signé et scellé de leur sceau particulier le Pacte écrit sur parchemin, puis ils se rendirent processionnellement à l'église; chaque députation, suivie de l'huissier aux couleurs de son canton, avec le cérémonial qui fut renouvelé chaque année, pendant trente-trois ans; cérémonie empreinte d'un caractère original et simple, qui seyait à une nation républicaine, et dont ceux qui y ont pris part conserveront toujours un profond souvenir.

L'archiduc *Jean*, venu de Bâle, et les envoyés de toutes les puissances représentées auprès de la Confédération, assistèrent à cette solennité. Ils venaient saluer la réunion des représentants de vingt-deux petits États souverains, resserrés au centre de l'Europe monarchique, dans les hautes régions qu'enfermaient le Jura et les cîmes les plus élevées des Alpes; ils venaient aussi, ces députés, oubliant l'acharnement dont souvent ils avaient donné le triste exemple, se tendre la main de paix, se jurer amitié fraternelle, *fidélité dans le bonheur comme dans l'infortune*, et prendre Dieu à témoin de la sincérité de leurs serments.

Nidwald seul manquait à cette réunion de Confédérés, fidèle à ses traditions de défiance, trompé par les intrigants qui avaient si longtemps travaillé à semer la division entre les Suisses, abusé par quelques fanatiques, il avait persisté à rester en de-

hors du rapprochement des Confédérés. La Diète, après avoir épuisé les moyens de conciliation, essaya de la rigueur; elle enleva à ce demi-canton la vallée d'Engelberg, la réunit à Obwald, et déclara Nidwald exclu de la Confédération. Il tint ferme, et ne parut pas faire état du reste de la Suisse. On ne devait pas laisser subsister ce foyer de discordes qui pouvait rallumer un feu mal éteint. La Diète se décida à agir vigoureusement; elle fit marcher quelques troupes. Leur présence suffit pour dissiper une faction qui n'était pas soutenue par les convictions du peuple, et Nidwald reprit sa place au milieu des Confédérés, mais la vallée d'Engelberg ne lui fut pas rendue.

Ainsi fut accompli le laborieux enfantement du Pacte ¹. Il substitua une *Confédération d'États* à l'*État fédératif*, créé par l'acte de médiation. La durée et le bonheur de la Confédération helvétique étaient maintenant remis à la sagesse des peuples qui la composaient. C'est à l'histoire des années qui se sont déroulées sous nos yeux à nous enseigner si cette sagesse fit défaut.

Le 31 août suivant eut lieu la clôture de la Diète; Diète la plus longue dont fassent mention les annales de la Suisse. Elle dura de la fin de décembre 1813 au 31 août 1815. Aucune ne fut témoin d'événements aussi extraordinaires. Malheureusement, elle fut loin d'être à leur hauteur; il n'eut fallu cependant pour cela qu'une chose: avoir pour but unique *le plus grand bien de tous et non l'avantage de quelques-uns*.

Si l'on a suivi avec quelque attention l'exposé historique que nous avons présenté, on aura reconnu, nous le pensons, que le Pacte de 1815 fut, comme son devancier l'acte de médiation, conçu et élaboré sous l'influence étrangère. Cette tache originelle dans la Constitution d'un peuple libre ne lui appartient donc pas exclusivement, et si nous voulions remonter au delà de l'acte de médiation, nous trouverions dans toutes les constitu-

¹ Voir le texte annexé plus loin.

tions qui se sont succédées sous le gouvernement unitaire, l'esprit, l'influence, les conseils ou la volonté de l'étranger. Mais l'intelligence qui présida à la rédaction de l'acte de médiation était plus élevée, et comprit mieux les besoins de la Suisse et de l'époque, que les hommes qui firent connaître à la Suisse les intentions de l'Europe depuis le mois de décembre 1813 au 7 août 1815. Ces hommes représentaient des systèmes différents ; leur lien était la haine envers la révolution et la France ; sur le reste, ils divergeaient ; comment auraient-ils imprimé à la Suisse une direction unique et constante ? Aussi, comme l'a dit avec raison un historien ¹ : « Si l'acte de médiation fut un « tout harmonique, juste milieu entre l'ancienne Confédération « et l'unitarisme helvétique, le Pacte de 1815, résultat d'expédients, était une œuvre incohérente et inconsistante, triste « intermédiaire entre la médiation et le vieil état de choses. »

Cependant les germes jetés dans le sol fédéral sous l'acte de médiation ne furent pas étouffés, ils continuèrent, en partie du moins, à se développer, soit à l'abri du Pacte nouveau, soit à l'aide des concordats qui suppléèrent à son insuffisance.

Parconrons rapidement les principales dispositions de cet acte.

ART. 1^{er}. Les cantons se garantissent leur territoire ; ceci est clair ; plus de prétentions de l'un sur l'autre, la paix territoriale est assurée. Mais la garantie mutuelle des constitutions est tellement vague et indéterminée, que la pratique en a promptement démontré la nullité, et lors de la crise de 1830, la Suisse, sous la pression des événements qui s'accomplissaient autour d'elle, a substitué de fait, à cette stipulation, une déclaration qui laissait à chaque État la faculté de se constituer comme bon lui semblait. La garantie ne peut s'entendre sans reconnaître un droit d'investigation et de contrôle sur l'objet garanti.

¹ M. de Tillier.

ART. 2. Cet article pose les bases de l'organisation militaire de la Suisse ; il lui fait faire un progrès ; il est le fondement sur lequel s'est élevé successivement l'édifice de cette organisation. Le règlement militaire de 1817, qui a été une véritable annexe au Pacte, en établissant une réserve égale au contingent, a doublé les forces disponibles de la Suisse, et a fait reposer leur formation et leur institution sur des principes qui ont reçu dès lors un développement graduel.

ART. 3. En fixant les contingents d'argent, en établissant une caisse militaire, en l'alimentant par la perception de droits d'entrée, a jeté les bases du système financier actuel de la Confédération, bien modestement, il est vrai. Cet article a conservé le principe posé par le gouvernement unitaire, principe qui a été développé plus tard.

ART. 4. Qui détermine les droits et les obligations réciproques des cantons en cas de troubles ou de danger subit, n'est pas clair dans sa rédaction, et l'application n'en a pas été toujours heureuse.

ART. 5. Substitue le droit à la force pour régler les contestations qui peuvent s'élever entre les cantons. Le mode d'arbitrage, prévu par cet article, n'est pas une idée nouvelle, mais le principe est bon, et il ne faut pas perdre de vue que lorsqu'il fut établi, les cantons se lançaient depuis plusieurs mois des défis, et armaient ouvertement pour soutenir leurs prétentions.

ART. 6. Était excellent dans son intention ; il avait pour objet de prévenir le retour de ces ligues de canton à canton, de catholiques et de protestants, qui avaient été si fatales à l'ancienne Confédération. L'article était positif, mais que peuvent les lois contre les passions. Les alliances particulières se sont reformées, toujours colorées du prétexte qu'elles n'étaient pas *préjudiciables* au Pacte ; elles ont amené la chute de ce Pacte même.

ART 7. Qui consacre l'égalité des droits politiques, et qui déclare qu'il ne peut exister en Suisse de pays sujet, mérite une

entière approbation; il réglait les deux grandes questions qui avaient divisé la Suisse et attiré sur elle tant d'orages et de malheurs.

ART. 8. Nous ne pouvons accorder un éloge aussi complet à cet article, qui détermine la compétence de la Diète. Il est vague, incomplet, et soumet à une majorité des trois quarts des voix, la question de la paix et de la guerre. Ce qui, en d'autres termes remet la décision des plus grands intérêts de la patrie entre les mains de la minorité. On pouvait comprendre que l'on réclamât cette garantie des trois quarts pour déclarer la guerre; mais pour rendre la paix au pays, s'enchaîner à la volonté ou au caprice de six cantons contre quinze, semble peu justifiable! Dans le droit, très-élastique, conféré à la Diète, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse, on déposait le germe de tous les actes arbitraires qui ont troublé le pays pendant plusieurs années. C'était l'article 14 de la charte française; selon cet article et avec la majorité de douze voix, qui pouvaient être celles des cantons les plus faibles en population, la Diète pouvait tout faire, et en réalité elle a fait des choses considérables. Elle a *démoli le canton de Bâle*; elle a *démoli*, puis *reconstruit* le canton de *Schwytz*; elle a *dissous* le *Sonderbund*.

ART. 9. Il conférait à la Diète le droit de donner des pouvoirs particuliers au Vorort et de lui adjoindre des représentants; mais cette institution n'a pas eu de résultats; on n'a pu l'organiser, et l'essai que l'on a tenté en 1836 fut dérisoire. Le système des représentants se concevait lorsque le directoire était composé d'un seul homme, le landamman de la Suisse; l'adjonction d'un collège de représentants modifiait son pouvoir. Mais, avec un directoire indéterminé, et si peu déterminé, que l'on a vu le Grand Conseil d'un Canton directeur prétendre exercer les fonctions de directoire fédéral, avec un tel système, les représentants pouvaient être facilement absorbés et

n'exercer aucune action sur les résolutions qu'ils devaient contracter.

ART. 10. Laisse beaucoup de vague, au lieu de décrire d'une manière nette et précise les attributions du directoire fédéral ; il se contente de se référer à l'état de choses existant avant 1798, c'est-à-dire à un état indéterminé, sans force, où rien n'était spécifié. Le directoire, insignifiant pour faire le bien, pouvait faire du mal par des moyens subreptices.

ART. 11. Posait un principe sage en faveur de la liberté du commerce ; mais il le restreignait immédiatement dans l'application, sous deux points de vue : 1° En subordonnant la garantie donnée à la libre circulation des denrées, aux mesures autorisées contre *le monopole* et *l'accaparement*, ces vieux fantômes avec lesquels on peut légitimer les mesures les plus absurdes, les plus contraires à l'intérêt bien entendu des peuples. Aussi ne s'est-on pas fait faute de créer des droits de sortie sur les bois, des droits d'entrée sur les vins, de véritables douanes comme en Valais ; le tout, pour prévenir le monopole et l'accaparement.

Le second principe contenu dans cet article 11, et qui annulait, en grande partie, en fait les belles déclarations en faveur de la liberté du commerce, c'était la conservation des péages, des droits de chaussée et de pontonnage, et la faculté de les augmenter ; faculté dont on a largement usé, malgré les précautions dont le Pacte avait prétendu l'entourer.

ART. 12. On sait ce qu'il est advenu de cet article, qui consacrait l'existence des couvents. Les trois derniers articles, purement réglementaires, ne peuvent donner lieu à aucune observation.

Voilà ce Pacte de 1815 ; combien de choses on y cherchait sans les y trouver ! Rien sur le libre établissement des Suisses d'un canton dans l'autre.

Rien sur la liberté d'industrie ; rien sur la liberté de la presse ; rien sur l'institution d'une justice commune pour con-

naître des objets d'un intérêt commun au moyen de tribunaux fédéraux.

Rien, enfin, sur un mode légal et constitutionnel de révision, comme s'il était possible d'enchaîner l'avenir à des mesures d'expédients, sorte de compromis entre des vues opposées et des intérêts ennemis; comme s'il est possible de croire qu'on puisse fonder quelque chose de durable avec des négations! Aussi peut-on dire que tout ce qui se développa de vie fédérale fut le résultat des concordats, traités volontaires entre les cantons, destinés à satisfaire à des besoins que le Pacte laissait en souffrance, et à combler les nombreuses lacunes qu'il présentait. Ce dont il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas que le Pacte ait pris fin, mais qu'il ait duré aussi longtemps. On ne peut expliquer cette durée que par son insuffisance même, par la latitude sans contrôle qu'il laissait à la souveraineté cantonale, qui est d'un grand prix aux yeux des Suisses de tous les cantons.

Il est un point bien important dans l'existence politique d'un peuple, que l'on s'étonnerait à bon droit de ne pas trouver ici mentionné d'une manière spéciale. Nous voulons parler des moyens que le Pacte donnait à la Suisse pour maintenir sa position et soutenir des relations sûres et honorables avec les puissances étrangères. — Notre point de vue diffère de celui qui a été et qui est encore le point de vue dominant. En effet, on s'est appliqué généralement à faire ressortir la nullité de la diplomatie suisse, l'absence totale de direction forte, constante et éclairée dans les tractations avec les États étrangers; la nullité des directoires, conséquence nécessaire de la nullité des attributions; l'incohérence des instructions venues de tous les points de la Suisse, et passées à l'étamine des milliers de citoyens membres des Grands Conseils ou des Landsgemeinde; l'étrange abus de la publicité des notes; l'impossibilité de traiter avec le secret diplomatique en usage, avec mesure et prudence, les affaires les plus délicates, et, en définitive, la nullité de ces

tractations. On a ajouté que, si dans le régime intérieur du pays la plupart des lacunes, que présentait le Pacte, pouvaient être comblées par des concordats; ses relations extérieures devaient être toujours mal conduites, et présenter l'aspect décourageant de vingt-deux volontés divergentes contre une volonté forte et unique avec laquelle il fallait lutter.

Ces reproches peuvent se justifier par des raisonnements plausibles, et, suivant le point de vue auquel on se place, on peut les appuyer par des faits. Toutefois, nous ne partageons pas, avons-nous dit, cette opinion. Voici sur quoi la nôtre se fonde: Les communications que la Suisse est appelée à recevoir des États étrangers sont en grande partie des réclamations politiques, délicates, ou relatives au règlement de quelques intérêts économiques sans importance. Placée comme l'est la Suisse au débouché de cinq États, plus ou moins proscripteurs, la question des réfugiés politiques tiendra toujours une grande place dans les débats internationaux. Ne craignons pas de le dire, les neuf dixièmes des demandes qu'on adresse à la Suisse sont pour elle des embarras. Eh bien, nous soutenons que le Pacte de 1815 était commode pour traiter ces questions.

La diplomatie suisse ne peut être grande et hautaine; ne souhaitons pas qu'elle devienne rusée et astucieuse; nous aurions préféré qu'elle eût conservé la grande force dont elle disposait sous le Pacte de 1815, la force d'inertie. *Napoléon* l'avait compris, il répondait, en 1803, aux hommes qui réclamaient un gouvernement unitaire: « Vous ne savez pas ce que vous demandez; si vous avez un pouvoir central, je serai pour lui un « rude voisin, je pourrai lui demander bien des choses, s'il peut « faire droit à mes demandes. Mais si votre landamman, simple « organe de la Diète, me répond, la Constitution à la main, qu'il « est sans pouvoir, qu'il doit référer de mes demandes à cette « Diète; celle-ci ne sera pas réunie, il faudra la convoquer, lui « donner des instructions, il s'écoulera du temps, ma colère, si

« j'étais en colère, sera passée, ou j'aurai oublié mes exigences, « et vous aurez esquivé une difficulté. »

Napoléon avait compris la Suisse, il savait que le temps est une grande puissance ; la Suisse en a fait l'épreuve ; elle a souvent opposé ses désespérants *réferendum* à la parole hautaine et péremptoire de ses puissants voisins, et ce n'est point une position misérable ; le sang-froid et la lenteur sont au moins aussi dignes que la violence. Le directoire se retranchait toujours derrière son incompétence, et si les questions devaient finir par arriver à la Diète, celle-ci, pourvue d'instructions, faisait connaître carrément l'opinion des cantons.

Cette publicité, si peu d'accord avec la diplomatie, était un bouclier pour la Suisse. Lorsque le directoire devait transmettre aux États par circulaire toutes les notes qu'il recevait ; il ne pouvait être question de ces développements intimes, captieux et souvent dangereux ; il n'y avait pas de confidences possibles, avec les *deux mille citoyens*, formant le personnel des Grands Conseils.

C'était un grand embarras pour les puissances étrangères, mais elles ne pouvaient s'en plaindre ; c'était le résultat de cette Constitution qu'elles avaient soufflée à la Suisse, et que, plus tard, elles prétendirent lui avoir garantie à perpétuité. Elles pouvaient se consoler, au demeurant, de ces *réferendum*, par la pensée que chaque puissance venait se heurter contre eux, et qu'ainsi aucune ne pouvait, par sa diplomatie, acquérir en Suisse une influence préjudiciable aux autres États.

En fait, le rôle de la Suisse dans ses transactions avec l'étranger sous le Pacte de 1815 n'a pas été misérable. Sans doute, en certaines occurrences, elle a dû céder en dépit de ses convictions et de ses droits ; témoin les fameux conclusa de 1823 contre la liberté de la presse et le droit d'asile, qui lui furent imposés par la *Sainte Alliance*, mais c'est le sort de tous les États faibles lorsque les forts se coalisent. Dans d'autres occasions, en re-

vanche, elle sut, tout en remplissant ses devoirs internationaux, conserver sa dignité républicaine et faire la preuve que la diplomatie des peuples libres peut être aussi intelligente que celle des rois. . . Dans l'examen que nous aurons à faire du Pacte de 1848, nous verrons si les relations extérieures de la Suisse ont obtenu de meilleures garanties.

Avant de quitter le Pacte de 1815, nous devons faire remarquer qu'outre les concordats, dont nous avons parlé, un excellent règlement pour la tractation des affaires, dans le sein de la Diète, assura à ses délibérations, une marche aussi bonne que l'étendue de ses attributions constitutionnelles le comportait.

A peine la révolution de juillet 1830 eût-elle fait tomber le système de la Sainte Alliance, qui comprimait la Suisse et le reste de l'Europe, que la question de la révision du Pacte fut mise à l'ordre du jour. La Diète s'en saisit, et dès lors elle a figuré pendant dix-sept ans dans les *tractanda* sans arriver à une solution.

En fait, il y eut un moment où elle aurait pu amener un résultat; c'était immédiatement après 1830. Les gouvernements européens, dans la stupeur, ne pensaient pas à gêner la Suisse dans l'exercice de ses droits constitutionnels, et dans l'intérieur du pays, les gouvernements anciens tombaient les uns après les autres. Ceux qui les remplaçaient avaient intérêt à trouver dans une réforme constitutionnelle la garantie et la consécration des changements qui avaient été opérés dans les cantons. Il est vrai qu'au premier mot de réforme du Pacte, certains cantons, parmi ceux-là même qui avaient le plus entravé l'adoption du Pacte de 1815, se déclarèrent les champions de cet acte et protestèrent contre toute atteinte qui lui serait portée. On le conçoit, les craintes que le Pacte leur avait inspirées ne s'étaient pas réalisées, leur souveraineté cantonale avait vécu commodément sous son abri protecteur. Elle ne pouvait que perdre à un changement.

Cependant, une majorité imposante d'États reconnut la nécessité d'une révision. Elle confia le soin d'en réviser le texte à cet homme distingué, qu'une bizarre destinée associa aux plus grands intérêts de trois pays différents : *l'Italie, la Suisse et la France*, homme remarquable que les révolutions élevèrent et abaissèrent tour à tour, et qui mourut frappé par un obscur assassin, au moment où il se préparait à acheminer le rêve de sa jeunesse : l'émancipation de l'Italie.

Le Pacte Rossi, qui prit le nom de l'homme qui en avait conçu et rédigé les dispositions, était une œuvre remarquable ; il liait admirablement le passé, le présent et l'avenir. En substituant aux Vororts ambulants une autorité fédérale stable et permanente, il constituait une Suisse, unie en corps de nation ; ce qui avait manqué jusqu'alors ; et il la constituait sur la base de l'égalité des droits entre les cantons, cette égalité si chère aux petits cantons. Tout était là. Avec quelques lumières et quelque peu de patriotisme, les petits cantons auraient dû saisir cette branche de salut, accepter avec empressement l'œuvre nouvelle, qui consacrait pour un long avenir cette souveraineté cantonale dont ils étaient si jaloux. Aveuglés par leur défiance ; écoutant avec trop de complaisance les voix intéressées de quelques meneurs ambitieux et de quelques prêtres intolérants, ils se refusèrent à toute transaction. Toutefois l'œuvre aurait fait son chemin, si les chefs de la majorité avaient mieux compris la valeur du moment, la nécessité de saisir l'occasion aux cheveux, et n'avaient pas laissé à l'opposition intérieure le temps de s'étendre, et à la diplomatie étrangère celui de revenir d'émotions plus sérieuses, pour s'occuper de nouveau de la Suisse et la gêner dans ses mouvements. La majorité avait été bien inspirée dans sa conception ; l'exécution la trouva faible.

Le canton qui semblait le plus intéressé à l'adoption du Pacte, puisqu'il devenait le centre de la Confédération et qu'il lui donnait sa capitale, *Lucerne*, jouet de ténébreuses intrigues, rejeta

le Pacte, et par là tout espoir s'évanouit de voir la Confédération régie par une œuvre suisse, uniquement suisse, conçue avec maturité, adoptée sans violence, monument de transaction et de sages concessions, où les grands cantons ne se prévalaient point de leur force numérique pour réclamer des avantages de position, et où les plus puissants cantons directeurs, *Zurich* et *Berne*, abandonnaient leur privilège directorial en faveur du Vorort catholique. Dès ce moment l'impuissance de la Diète fut démontrée, les partis et les passions se jouèrent sans scrupule de cette Confédération, qui ne manifestait *ni vouloir, ni pouvoir*; des scissions éclatèrent dans divers cantons; les réfugiés politiques compromirent sans ménagement le pays qui leur accordait l'hospitalité; des partis intérieurs, qui prétendaient à la qualité de patriotes par excellence, s'appuyèrent souvent pour réaliser leurs vues sur ces éléments étrangers.

L'étranger ne manqua pas d'attiser le feu qui consumait lentement la Suisse; enfin, des questions religieuses ressuscitèrent un antagonisme confessionnel, dont on avait espéré que les collines de Vilmergen avaient vu pour la dernière fois les déplorables effets.

Il faut reconnaître cependant que lorsque les circonstances devinrent très-critiques, il se trouva en Diète une majorité qui sut se placer à leur hauteur. Ainsi lorsqu'en 1833, la ligue dite de Sarnen prit les armes à *Bâle* et à *Schwytz*, la Diète, sans scruter rigoureusement l'étendue de ses attributions constitutionnelles, comprit qu'elle était gardienne avant tout de la sûreté et de l'existence de la Confédération; elle montra par des mesures énergiques, rapidement conçues et promptement exécutées, qu'elle savait appliquer à propos la maxime : *Salus populi suprema lex esto*.

En 1833, dans les troubles intérieurs; en 1836 et 1838, dans les complications qui survinrent avec l'étranger et notamment avec la France, la Suisse fit la preuve qu'elle possédait des res-

sources qui ne demandaient qu'à être bien employées, et que l'on ne faisait pas appel en vain au dévouement de ses enfants.

Mais cette force se dépensait dans des incidents, et la réforme du Pacte, ce remède préventif contre les secousses qui menaçaient le pays; la réforme du Pacte ne faisait aucun progrès. On le retrouvait d'année en année sur les tractanda de la Diète à côté de certains articles stéréotypés, *la vallée des Dappes*, *le collège Boromée*, etc.; les discussions n'offraient plus de caractère. Les cantons et les hommes qui se respectaient ne cachaient pas la répugnance qu'ils éprouvaient à prendre part à ces débats dérisoires.

L'antagonisme politique et religieux devenait chaque jour plus prononcé. Le signal partit d'Argovie. Par son décret de suspension du noviciat d'abord, puis de suppression des couvents, le Grand Conseil de ce canton excita les plus violentes récriminations de la part des petits cantons, de Fribourg et du Valais. *Lucerne*, qui avait été jusqu'alors libéral modéré, tomba sous l'influence exclusive du parti ultramontain; il répondit au défi d'Argovie en appelant les jésuites pour diriger son enseignement. La légalité de cet acte était moins contestable que la suppression des couvents, mais il annonçait bien plus que cette dernière mesure, un esprit d'intolérance confessionnelle et d'éloignement pour la Suisse protestante et libérale. Celle-ci avait toutefois des amis dans le canton de *Lucerne*; ils appelèrent à leur aide l'arme dangereuse des mouvements populaires; elle se brisa dans leurs mains, et de là des proscriptions qui amenèrent un grand nombre de fugitifs *lucernois* dans les cantons voisins. Ils y rencontrèrent de vives sympathies dans la partie ardente de la population, et se formèrent en bandes armées sous les yeux de l'autorité fédérale, qui feuilletait en vain le Pacte de 1815 pour y chercher le moyen de comprimer cet essor. Ce fut l'origine des *corps francs*. Confiants dans les promesses dont les réfugiés politiques sont toujours prodigues, ils accordèrent

toute créance à ceux de Lucerne, et s'imaginant que le peuple de ce canton allait accourir au-devant d'eux, ils tentèrent cette fameuse expédition, où les deux partis luttèrent d'impéritie. Le gouvernement de Lucerne trouva de braves défenseurs dans ses alliés des petits cantons et dans le sentiment légitime de réprobation que l'expédition excita chez la population du canton même.

On connaît les circonstances de cette déroute et la rançon que durent payer à Lucerne les cantons qui avaient fourni leur contingent de corps francs. De tels procédés réciproques ne sont jamais oubliés; les représailles ne se firent pas attendre.

Au milieu de cette anarchie, de ces attentats contre l'union fédérale, la Diète fit des proclamations et appela des troupes lorsque les événements furent accomplis. *Lucerne* et ses amis déclarèrent que cette Diète était impuissante à protéger la paix publique, et qu'ils devaient chercher autre part de meilleures garanties. Ils crurent les trouver dans une alliance séparée (*Sonderbund*), qu'ils prétendirent être en harmonie avec le Pacte, et que la majorité de la Suisse soutint être contraire à l'article 6 du Pacte, « comme préjudiciable au Pacte fédéral et « aux droits des autres cantons » (art. 6).

Il fut dit et écrit beaucoup de paroles à cette occasion, il nous semble qu'elles auraient pu toutes se réduire au dilemme du Calife Omar, « ou l'alliance dit la même chose que le Pacte, « et ainsi elle est inutile, ou elle dit autre chose, et alors elle « est dangereuse. »

Aussi longtemps qu'on ne put obtenir de majorité légale, on se borna à discourir; mais une politique plus décidée à *Saint-Gall*, et la révolution de *Genève* ayant procuré cette majorité de douze voix, il devint évident pour tous que la Diète de 1847 allait résoudre les questions qui divisaient la Suisse. Le pays souhaitait une solution; elle devait mettre fin à un état de malaise qui paralysait les ressources publiques. Elle devait sur-

tout rendre inutiles toutes ces tentatives de révolutions cantonales, dont le but principal était d'arriver à une majorité contre le Sonderbund. Les meneurs de la majorité avaient compris depuis longtemps que, pour séduire l'imagination des peuples, il faut des idées simples, très-saillantes, et surtout des mots auxquels on attache un sens caractéristique. Le substantif *Sonderbund* n'avait pas encore reçu cette consécration ; il représentait un dissentiment politique sur lequel certains esprits étaient partagés. Le *Sonderbund* était pour quelques-uns une revanche des corps francs. Le mot *jésuite* avait un tout autre empire sur les imaginations. Il représentait une idée d'intolérance qui excluait toute possibilité de paix entre les communautés protestantes et celles qui se rangeaient sous les étendards du jésuitisme ; il rappelait cette longue suite de crimes, de complots ténébreux, vrais, exagérés ou prétendus, mais tenus pour certains par les peuples et attribués aux jésuites. Le canton de Vaud avait accompli sa révolution en 1845 au cri : à bas les *jésuites*. En joignant leur expulsion de la Suisse à la dissolution du Sonderbund, on était assuré d'obtenir pour cette dernière mesure un grand assentiment. La conséquence de ces deux mesures était la réforme du Pacte ; on ne pouvait s'y méprendre, ni en Suisse, ni au dehors. La majorité avait donc à lutter contre une minorité qui se débattait avec énergie, qui récriminait avec audace, et qui opposait à ses adversaires non-seulement le projet d'une résistance matérielle, mais encore le prestige de vieux noms respectés et de magiques souvenirs.

Il fallait lutter, en second lieu, contre les intrigues étrangères. En effet, les puissances commencèrent à faire entendre leurs voix, ne prétendant à rien moins qu'à se porter garantes du Pacte de 1815 ; or, le mot de garantie du Pacte ne fut jamais prononcé. Le congrès de Vienne n'avait garanti qu'une seule chose : « La neutralité perpétuelle de la Suisse dans l'intérêt de « l'Europe. » Il n'a pas manqué de publicistes qui ont prétendu

que cette garantie de la neutralité de la Suisse était liée à l'immutabilité du Pacte de 1815, argumentation aussi contraire au bon sens, qu'au texte même des traités ; le bon sens permet-il, en effet, de soutenir que dans une époque de progression, de perfectionnement, de changements incessants, un pays ait été enchaîné à perpétuité au pilori d'un Pacte, sans pouvoir en changer une syllabe ? En sorte qu'il n'y aurait eu dans ce monde que deux choses immuables, la *Parole de Dieu* et le *Pacte de 1815*.

Nous disons que cette prétention n'est pas moins contraire aux textes des traités. La déclaration du congrès, du 20 mars 1815, reconnaît l'indépendance de la Suisse, sa formation en vingt-deux cantons, les dix-neuf anciens et trois nouveaux ; elle établit des compensations pécuniaires et territoriales. Par un acte postérieur au 19 mars, le congrès assigne une augmentation de territoire au canton de Genève et renferme dans la *neutralité* suisse, garantie par les puissances, une portion de la Savoie appartenant au roi de Sardaigne. Enfin, par le second traité de Paris du 2 décembre 1815, qui stipule certains avantages en faveur de la Suisse ; les puissances déclarent et proclament : « Que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, ainsi « que son indépendance de toute influence étrangère, sont con-
« formes aux vrais intérêts de l'Europe. »

Du Pacte, pas un mot.

Quant à la valeur que peut avoir cette garantie de neutralité, la Suisse sait à quoi s'en tenir. Relativement aux puissances, la garantie vaut ce que valent aujourd'hui pour l'Europe les traités de 1815 ; la neutralité n'a qu'une seule garantie, le courage des Suisses et les armes dont ils savent se servir.

Il est peut-être bon d'examiner avec quelque détail cette question. Une publication postérieure à la querelle du Sonderbund et à la réforme du Pacte¹, publication faite par un homme sérieux,

¹ De la politique extérieure de la France depuis 1830, par O. d'Haus-souville.

et qui n'a point été étranger au maniement des affaires publiques, insiste beaucoup sur cette relation intime entre la garantie de la neutralité et le maintien du Pacte de 1815; ne craignons pas de le suivre sur le terrain où il s'est placé. — Ne pouvant invoquer le texte même de la déclaration de Vienne, M. d'Hausouville insiste sur le rapport du comité institué pour les affaires de la Suisse, rapport qui motive, suivant lui, et développe la déclaration du congrès :

« Les puissances alliées, dit ce rapport, se sont engagées à reconnaître et à faire reconnaître la neutralité perpétuelle du corps helvétique, à lui restituer les pays qui lui furent enlevés, à renforcer même, par des agrandissements territoriaux, la ligne de défense militaire de cet État; mais elles ne considèrent ces engagements comme obligatoires, qu'autant que la Suisse, en compensation des avantages qui lui sont réservés, offrirait à l'Europe, tant par ses institutions cantonales, que par le caractère et le système fédératif, une garantie suffisante de l'aptitude de la nouvelle Confédération à maintenir la tranquillité intérieure, et en même temps à faire respecter la neutralité de son territoire. »

Que trouve-t-on dans ce passage? La promesse pour la Suisse d'une neutralité perpétuelle et des restitutions. Nous avons déjà parlé de la neutralité. Comment les puissances ont-elles entendu le mot restitution?

Genève a retrouvé dans quelques communes du pays de Gex une très-faible partie de ce qu'elle avait possédé jadis, après l'avoir conquis sur le duc de Savoie.

L'Évêché de Bâle, Bienne et Neuchâtel, anciens membres alliés du corps helvétique, lui ont été réunis de nouveau, mais la France a gardé *Mulhouse*; le Wurtemberg, *Rottweill*, qui faisaient partie de l'ancienne Confédération. L'Autriche a gardé la *Valtelline*, *Chiavenna*, *Bormio*, belles provinces, riches, peuplées de 100,000 habitants, couvertes par l'*Adda*. Elles avaient

été enlevées par la France aux Grisons dix-huit ans auparavant. Elles donnaient à la Suisse tout le versant méridional des Alpes rhétiques du Tessin, au Tyrol italien. Voilà les restitutions ! Restent les agrandissements territoriaux pour établir une ligne de défense. Elle ne pouvait se trouver que dans la réunion de *Constance*, qui donnait à la Suisse toute la rive gauche du Rhin, et dans le bassin du Léman jusqu'au mont de Sion. Ces adjonctions compensaient à peine la partie de la *Valteline*, de *Bormio* et de *Chiavenna* ; elles n'étaient une injustice pour personne. Le roi de Sardaigne, restauré sur le trône de ses pères, recevait, dans la république de Gênes, une bien belle compensation à la partie de la Savoie, que dans un intérêt proclamé *européen* ; la neutralité suisse, en aurait détaché de ses États.

Voilà ce que l'Europe a fait pour la Suisse ; on peut placer les faits en regard des promesses. Que demandait-elle en retour ? « *de trouver dans nos institutions cantonales et dans notre système fédératif une garantie suffisante d'aptitude à défendre notre neutralité.* » On croirait que ces paroles signifient : la Suisse devra être assez fortement constituée pour pouvoir se défendre contre une attaque extérieure, et maintenir l'ordre à l'intérieur. Non, ce n'est pas ce qu'entendait l'école de publicistes à laquelle nous répondons. Elle le dit nettement : « Ces avantages furent accordés à la Suisse fractionnée en vingt-deux États isolés, trop différents d'origine, de religion, de langage et de mœurs pour s'abandonner à de communs entraînements, etc. »

Voilà un tableau d'impuissance tracé de main de maître, telle aurait été selon les vues du congrès de Vienne cette organisation débile qui aurait été indispensable pour maintenir la neutralité et assurer l'ordre intérieur ! Étonnons-nous plutôt que les puissances n'aient pas réclamé contre l'insuffisance du Pacte de 1815. Les puissances, elles sont restées muettes pendant les seize années où la révision du Pacte a figuré sur les tractanda des Diètes ! Elles n'ont commencé à s'émouvoir que

lorsque cette révision a passé du domaine des impossibilités présumées dans celui des faits.

Après avoir établi le droit de la Suisse à se reconstituer, reprenons l'exposé des faits qui ont précédé et accompagné cette constitution.

Au 16 août 1847, la Diète avait décidé de traiter la question du Pacte comme toute autre question, et d'en renvoyer l'examen à une commission spéciale. Dans une conférence particulière, elle avait désigné les membres de cette commission, et ils avaient été nommés, dans la séance du 16 août, au nombre de *quatorze* ; mais cette commission ne se rassembla pas ; la Diète changea d'avis, elle crut qu'avant de procéder à la révision du Pacte, il fallait terminer l'affaire du *Sonderbund* et adopter un autre mode de procéder. En conséquence, elle renonça à la commission spéciale, et la remplaça par une grande commission, où devait entrer un député de chacun des cantons qui voudraient prendre part à la révision. Il fut entendu que cette commission ne commencerait ses travaux qu'après la campagne du *Sonderbund*. Elle tint sa première séance à la fin de janvier 1848 ; bientôt tous les cantons, à l'exception de Neuchâtel, y furent successivement représentés. Au fond, c'était la Diète transformée en commission discutant librement ; c'était le moment, comme on l'a dit, « de faire agir vivement la faucille, afin de mettre à couvert la moisson avant que le temps vint à changer. » La commission se subdivisa en sections, auxquelles la préparation des questions fut renvoyée, et elle nomma deux rédacteurs, l'un pour l'allemand, l'autre pour le français, chargés de coordonner les décisions prises. Il semblait que l'on dût être promptement d'accord, toute opposition politique avait cessé par la chute du *Sonderbund* ; ce fut peut-être par ce motif même que les questions d'organisation des pouvoirs et les questions économiques, examinées avec plus de liberté, prirent plus de temps et furent plus débattues.

Examen du Pacte de 1848.

Nous suivrons, dans l'examen des dispositions de la Constitution fédérale, l'ordre établi par la Constitution elle-même. — Elle comprend 114 articles, non compris les dispositions transitoires. Nous nous bornerons pour le moment à en faire connaître la substance, nous réservant de les commenter, lorsque, suivant les conditions du programme, nous les comparerons au Pacte de 1845. — Sans nous arrêter au préambule, ni à certaines déclarations de principes, que l'on peut consulter dans le texte même, nous devons remarquer que l'article 3 pose le principe de la souveraineté des cantons, souveraineté limitée par la Constitution fédérale.

L'art. 5 définit la garantie; garantie qui s'étend à la souveraineté cantonale, aux constitutions, aux droits des citoyens et aux attributions des pouvoirs publics.

L'art. 6 détermine les conditions d'après lesquelles cette garantie est accordée. Les constitutions cantonales ne doivent rien renfermer de contraire à la constitution fédérale; elles doivent être républicaines; être acceptées par le peuple; contenir le principe d'une révision.

L'art. 7 interdit les alliances et les traités politiques entre cantons, il permet les conventions sur d'autres sujets, mais en les soumettant au contrôle de l'autorité fédérale.

D'après les *articles 8* et suivants : à la Confédération seule appartient le droit de faire la guerre et la paix, de conclure des traités et des alliances.

Les cantons, sous la surveillance fédérale, peuvent régler avec les États étrangers quelques objets concernant l'économie publique, ainsi que des rapports de voisinage et de police. Mais aucune correspondance ne peut avoir lieu que par l'intermédiaire du Conseil fédéral, sauf entre agents inférieurs. Les capitulations militaires sont interdites. L'acceptation, le

de décorations et de pensions étrangères sont interdits aux
nés et aux fonctionnaires fédéraux.

13 établit le principe que la Confédération ne peut en-
e troupes permanentes. Il restreint, au maximum de
mmes, le nombre que les cantons peuvent en avoir.

Les art. 14, 15, 16 et 17 disposent la marche à suivre lors-
qu'il s'élève des différends entre cantons, si ces derniers sont
menacés d'un danger subit, ou s'il éclate des troubles dans leur
intérieur.

Les art. 18, 19 et 20 établissent les principes généraux de
l'organisation militaire, de l'instruction de l'armée et de la con-
cordance des organisations cantonales avec l'organisation géné-
rale de la Confédération.

L'art. 21 donne à la Confédération le droit d'ordonner, à ses
frais, des travaux d'utilité publique, et d'interdire les construc-
tions dangereuses pour la sûreté militaire de la Confédération.

L'art. 22. La Confédération peut établir une université et une
école polytechnique.

L'art. 23 établit en principe que ce qui concerne les péages
relève de la Confédération.

Les articles suivants disposent sur cette matière, en particu-
lier sur la conversion des péages, droits de transit, etc., dans
l'intérieur, en droits perçus aux frontières suisses. Ils détermi-
nent aussi quel sera l'emploi du produit de ces péages fédéraux
et le mode d'indemnité à percevoir par les cantons.

L'art. 29 consacre le libre commerce et la libre circulation
des denrées, du bétail et des marchandises; en un mot, des
produits du sol et de l'industrie, sous diverses restrictions, dans
lesquelles on remarque avec quelque surprise des *dispositions*
contre l'accaparement.

L'art. 32 autorise les cantons à percevoir des droits de con-
sommation sur les vins et autres boissons spiritueuses, sous
quelques restrictions, dont les plus saillantes sont celles qui ont

Examen du Pacte de 1815, et de son rôle au contrôle fédéral.

Nous suivrons, dans l'examen des dispositions du droit de répartition fédérale, l'ordre établi par le Pacte de 1815. Elle comprend 114 articles, dont le premier de l'indemnité due aux cantons. Nous nous bornerons à en faire connaître la substance, nous ne suivons pas la Confédération la surveillance sur les ponts, et le droit de retenir aux canaux de navigation qui leur sont dues, s'ils négligent les voies

textes mêmes, nous ne suivons pas la Confédération la régle des monnaies. L'art. 31 pose le principe de l'uniformité des poids et mesures. Constituti

L'art. 32 attribue à la Confédération exclusivement la fabrication et la vente de la poudre du canton.

Les art. 39 et 40 contiennent des dispositions financières, et établissent le principe du paiement par les cantons de contingents d'argent, dont le tarif doit être revisé tous les vingt ans. L'art. 41 contient, en faveur des Suisses appartenant à une des confessions chrétiennes, le droit de libre établissement dans toutes les parties de la Suisse, moyennant certaines conditions.

L'art. 42, plus explicite, donne au citoyen suisse le droit d'exercer ses droits politiques dans tout canton où il est établi.

Les art. 44, 45, 46 et 47 contiennent la garantie, a) de la liberté religieuse pour les confessions chrétiennes; b) de la liberté de la presse; c) du droit d'association; d) du droit de pétition, sauf des restrictions et précautions sur lesquelles nous reviendrons.

L'art. 48 établit le principe de l'égalité de tous les Suisses chrétiens, dans quelque canton qu'ils se trouvent, en ce qui concerne les voies juridiques.

Les art. 49 et 50 décident que les jugements civils sont exécutoires dans toute la Suisse, et déterminent comment doivent s'opérer les poursuites pour actions personnelles.

art. 53 prononce l'interdiction de tribunaux exceptionnels.

art. 54 abolit la peine de mort en matière politique.

art. 55 interdit l'extradition pour les délits politiques et les délits de presse.

stipule, pour mettre fin à l'*Heimathlosat*.

donne à la Confédération le droit de renvoyer les étrangers qui compromettent la Suisse.

art. 58 interdit l'ordre des jésuites et les sociétés qui lui sont affiliées.

Tels sont les objets essentiels contenus dans le chapitre premier de la Constitution fédérale.

Le chapitre second est consacré à déterminer les pouvoirs publics, c'est-à-dire les autorités législatives, judiciaires et exécutives suprêmes de la Confédération. En faisant connaître les dispositions adoptées, nous dirons quelques mots des débats qui eurent lieu à cette occasion, principalement sur la constitution du pouvoir législatif et sur celle du pouvoir exécutif. Quant au dernier, on était généralement d'accord, que le système directorial ne pouvait plus subsister, et qu'il fallait lui substituer une autorité indépendante des pouvoirs cantonaux. Mais il faut remarquer que l'idée, assez naturelle, puisqu'elle était déposée dans l'acte de médiation, et que toutes les Constitutions américaines en offrent le modèle; savoir, de nommer un magistrat suprême, président, landamman, n'importe, qui aurait formé sous sa responsabilité un collège de ministres, ne fût pas abordée. On s'arrêta du premier abord à un collège gouvernemental d'un certain nombre de membres égaux en droits, sous le nom de Conseil fédéral. Craignait-on de choquer la susceptibilité républicaine par l'institution de cette magistrature unique? Reculait-on devant la difficulté de faire un choix acceptable? Ou, peut-être les hommes qui avaient pris la plus grande part au résultat des événements qui venaient de s'accomplir, pensèrent-ils qu'ils avaient chacun des droits à être convenablement pourvus dans

l'organisation nouvelle? Nous ne décidons pas. Ce qui cependant pourrait donner quelque crédit à cette dernière assertion, c'est l'augmentation qui eut lieu plus tard dans le nombre des membres du Conseil fédéral, augmentation qui parut à plusieurs avoir plutôt pour objet de satisfaire à certaines exigences personnelles, qu'à procurer de grands avantages à la communauté.

La constitution du pouvoir législatif ne fut pas aussi facile. Il n'était plus question, comme au temps du Pacte Rossi, de conserver l'égalité de représentation entre les cantons; cependant, les hommes du mouvement, comme ceux de la résistance, ne pouvaient consentir à se trouver complètement primés par un canton dont la population était telle, qu'avec le principe de la représentation rigoureusement proportionnelle, il aurait fourni à lui seul plus d'un cinquième de la législature fédérale.

Pour concilier ces exigences, le système américain se présentait naturellement. La nation suisse, représentée par une assemblée dont les membres seraient élus dans un certain rapport avec la population sans distinction des cantons. Puis les mêmes cantons, représentés comme États souverains dans une autre chambre selon le principe de l'égalité. Cette idée, toute simple qu'elle semblait être pour sortir de la difficulté où l'on se trouvait, ne fut point adoptée de prime abord; les plus habiles ne comprenaient pas cette double délibération sur le même sujet¹. On essaya d'autres systèmes; celui qui eut le plus de faveur, était celui d'une assemblée unique à proportion de la population, mais en réservant la sanction des cantons pour certaines questions importantes: la paix, la guerre, les alliances et les lois financières.

Ce système présentait l'avantage, que dans les grandes questions, qui intéressent l'existence même du pays, les cantons,

¹ Cependant, les diverses Constitutions *unitaires* avaient institué deux chambres, un *Sénat* et un *Grand Conseil*.

c'est-à-dire, en fait le pays même, étaient bien réellement consultés et décidaient de leur sort. Les décisions auraient été empreintes d'une toute autre autorité que celles d'une chambre des États, irresponsable et votant sans instructions. Peut-être même cet avantage rachetait-il les nombreux inconvénients qu'on pouvait reprocher à ce système. Il était, en effet, difficile de tracer la limite entre les objets qui méritaient d'être sanctionnés par les cantons, et ceux que l'Assemblée fédérale était compétente pour traiter. Il était aussi difficile de donner aux États cette part aux affaires fédérales, et de les écarter en même temps d'une manière absolue de la tractation des autres affaires d'une nature analogue.

De plus, les objets importants sont souvent de ceux qui exigent du secret et de la célérité. Le renvoi aux États devait aller à fin contraire de ces exigences, puisqu'il entraînait avec lui la publicité et les délais. Quoi qu'il en soit, cette combinaison étant écartée, on essaya d'une autre ; on consentait à créer les deux chambres, mais on voulait leur donner des attributions différentes ; on faisait la part du lion au *Conseil National*, et on laissait quelques chétives tractations au *Conseil des États*. Inconséquence flagrante, puisqu'elle était le fait des mêmes hommes qui avaient voulu dans le système d'une chambre unique réserver à la sanction des cantons les objets les plus importants.

On ne tarda pas à reconnaître l'inanité de toutes ces idées, et l'on se familiarisa peu à peu avec le système des deux chambres, dont l'une, sous le nom de *Conseil National*, devait représenter l'unité nationale du peuple suisse, et dont l'autre, appelée *Conseil des États*, représentait la souveraineté cantonale. On comprit que sans cette garantie contre l'unitarisme dont on redoutait l'invasion, on ne pourrait faire accepter la nouvelle Constitution que par la force, et personne ne se souciait d'avoir recours à ce moyen odieux. Une fois d'accord sur cette division

de l'Assemblée fédérale en deux chambres, il s'agissait de savoir selon quel mode on les constituerait.

La nomination des membres du *Conseil des États* ne présentait aucune difficulté; elle appartenait naturellement aux gouvernements cantonaux; chaque canton complet élirait deux députés, chaque demi-canton en aurait un; par là cessait pour ces derniers la nécessité de se mettre d'accord, sous peine de perdre leurs voix. Il n'était pas aussi aisé de constituer le *Conseil National*, il fallait avant tout fixer la proportion de la représentation à la population, et dans cette fixation tenir compte de deux circonstances opposées. Si l'on abaissait trop le chiffre de population nécessaire pour donner droit à un député; on augmentait le nombre de ces députés d'une manière effrayante, et cela tout au profit des grands cantons. Ainsi décidait-on que 10,000 âmes de population donnaient droit à un député. Berne en aurait eu quarante-quatre. Si on élevait trop le chiffre de population nécessaire, les petits cantons se trouveraient complètement foulés. On décida que les députés seraient élus à raison d'un député par 20,000 âmes de la population totale.

Mais, avec les deux réserves suivantes : 1° que les fractions en sus de 10,000 âmes seraient comptées comme 20,000; 2° que, dans les cantons partagés, chaque demi-canton nommerait un député au moins; on adoucit ainsi ce que les inégalités avaient de trop choquant. Mais on n'avait fait que la moitié du chemin. Comment se feraient les nominations au Conseil National? En d'autres termes, après avoir admis que l'élection serait directe et le suffrage universel, il s'agissait de déterminer la formation des collèges électoraux. Des systèmes très-divers furent discutés dans la commission. Il y en eut un, entre autres, qui fut présenté sérieusement par un homme de grand sens et très-expérimenté dans la vie pratique, M. Münzinger. Il ne s'agissait de rien moins que de constituer un collège unique de tous les citoyens suisses aptes à voter dès l'âge de vingt ans.

Chaque électeur de cet immense collège votant dans sa commune aurait fait une liste de cent vingt noms. Tous les procès-verbaux de commune, accompagnés des bulletins originaux, auraient été dépouillés dans un bureau central, et les cent vingt noms qui auraient réuni le plus de suffrages auraient été proclamés députés au Conseil National. Deux membres de la commission voulurent éprouver ce système; ils connaissaient mieux que d'autres le personnel législatif disponible en Suisse; ils essayèrent de faire leur liste, et ne purent dépasser le soixantième nom. Cette conception ne fut pas discutée; on s'arrêta plus longtemps à un autre projet. Il fut proposé de former des collèges qui ne seraient pas exclusivement cantonaux; ainsi, de mélanger les populations frontières, afin de rompre la cantonalité, sans cependant rendre trop difficile l'usage du droit électoral par un déplacement lointain; mais on renonça à cette combinaison, on comprit que ce serait un système boiteux, mesquin, applicable sur une échelle restreinte, et qui amènerait des choix singuliers.

On s'arrêta donc au mode exprimé par l'art. 62 de la Constitution fédérale, qui détermine que les collèges s'appelleront *collèges fédéraux*, mais qu'ils ne pourront être formés de différents cantons. Nous examinerons plus tard le mérite de cette combinaison.

A côté de l'autorité législative et de l'autorité exécutive, la Constitution fédérale crée un tribunal fédéral; création déjà existante dans les Constitutions antérieures dont nous avons donné une esquisse; elle est à la fois cour de justice civile et cour de justice criminelle; dans cette dernière position, elle juge avec l'assistance du jury. La Constitution détermine qu'il y aura un ministère public fédéral; elle renvoie à la loi son organisation.

Tels sont les pouvoirs publics créés par la Constitution. L'accès pour y parvenir est large. Est éligible au Conseil National, tout

citoyen suisse laïque, ayant le droit de voter, et l'on peut voter à *vingt ans*. Est éligible au tribunal fédéral tout citoyen suisse éligible au Conseil National. On peut avoir *des juges de vingt ans*, à moins toutefois que la législation cantonale n'exclue le *candidat qui lui appartient du droit de citoyen actif*. Il nous paraît qu'il y a quelque chose de confus dans ces stipulations.

Les législations cantonales seules ont capacité pour statuer sur les conditions d'éligibilité au *Conseil des États*.

Les conditions d'éligibilité au Conseil fédéral sont les mêmes que pour le Conseil National et le Tribunal fédéral.

Le Conseil National, le Conseil Fédéral et le Tribunal fédéral sont nommés pour trois ans. Les députés au Conseil des États sont nommés suivant la volonté des gouvernements cantonaux, pour une ou plusieurs sessions.

Ce n'est pas seulement par les garanties que présentent la composition des corps qu'il faut apprécier leur valeur; c'est dans leurs attributions qu'on peut les juger.

Ces deux Conseils sont considérés par la Constitution comme deux sections d'une même assemblée, appelée l'*Assemblée fédérale*.

Les attributions de cette assemblée sont :

- a) Toutes les lois, décrets et arrêtés qui concernent la mise en vigueur de la Constitution fédérale ;
- b) Le traitement et les indemnités des membres des autorités de la Confédération, la création de fonctions fédérales et la fixation des traitements ;
- c) L'élection du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral, du général, des représentants ;
- d) La reconnaissance d'États et de gouvernements étrangers ;
- e) Les alliances et les traités avec les États étrangers, et l'approbation des traités des cantons entre eux ;
- f) Les mesures pour la sûreté extérieure, les déclarations de guerre, les traités de paix ;

g) La garantie des Constitutions et du territoire des cantons, les mesures pour la sûreté intérieure, *l'amnistie et le droit de grâce* ? Les mesures pour faire respecter la Constitution ; pour obtenir l'accomplissement des devoirs fédéraux ;

h) Les dispositions relatives à l'organisation militaire de la Confédération, l'instruction des troupes, la disposition de l'armée ;

i) L'établissement de l'échelle fédérale des contingents d'hommes et d'argent, la levée des contingents d'argent, les emprunts, le budget et les comptes ;

k) Les lois et décrets touchant les péages, les postes et les monnaies, les poids et les mesures ; la vente et la fabrication de la poudre, des armes et des munitions ;

l) La création d'établissements publics et les constructions fédérales, les mesures d'expropriation y relatives ;

m) Les dispositions relatives aux heimathlosen, la police des étrangers et les mesures sanitaires ;

n) La haute surveillance de l'administration et de la justice fédérale ;

o) Les réclamations des cantons et des citoyens contre les mesures prises par le Conseil fédéral ;

p) Les différends entre cantons, qui touchent au droit public ;

q) Les conflits de compétence ;

r) La révision de la Constitution fédérale.

Les deux Conseils délibèrent séparément, sauf, pour les élections et lorsqu'il s'agit de statuer sur les recours en grâce, ou sur les conflits de compétence. Les décisions se prennent alors à la majorité des votants, et l'Assemblée est présidée par le Président du Conseil National.

Les députés des deux Conseils votent sans instructions ; chacun de leurs membres a le droit d'initiative.

Au Conseil Fédéral appartient :

a) La direction des affaires fédérales ;

- b) De faire observer la Constitution et les lois fédérales ;
- c) De faire observer la garantie des Constitutions ;
- d) Il a aussi l'initiative des lois et décrets auprès de l'Assemblée ;
- e) Il fait exécuter les lois, les décrets, les jugements fédéraux et les sentences arbitrales ;
- f) Il fait les nominations que la Constitution n'attribue pas à l'Assemblée ou au Tribunal fédéral ;
- g) Il nomme les commissions pour des missions à l'intérieur ou à l'étranger ;
- h) Il examine les traités des cantons entre eux ou avec l'étranger, et les approuve, s'il y a lieu ;
- i) Il est chargé des relations extérieures ;
- k) Il veille à la sûreté extérieure de la Suisse ;
- l) En cas d'urgence, il peut lever des troupes ; si le nombre dépasse 2,000 hommes, ou si elles restent sur pied plus de trois semaines, il doit convoquer les Conseils ;
- m) Il examine les lois des cantons qui doivent être soumises à son approbation, et il les surveille sous le rapport du militaire, des péages, des routes et des ponts ;
- n) Il est chargé du militaire fédéral et des autres branches d'administration fédérale ;
- o) Il administre les finances de la Confédération et en rend compte ;
- p) Il surveille la gestion de tous les fonctionnaires fédéraux ;
- q) Il rend compte de sa gestion à l'Assemblée et lui fait des rapports spéciaux ;

Le Tribunal fédéral se compose de onze membres et a des suppléants.

Il connaît au civil :

- 1° a) Des différends entre cantons ;
- b) Des différends entre la Confédération et un canton, pour autant qu'ils ne touchent pas au droit public.

2^e Des différends entre la Confédération d'un côté et des corporations ou particuliers de l'autre, lorsque ces derniers sont demandeurs et qu'il s'agit de questions importantes. Il est tenu de juger d'autres causes, lorsque les parties s'accordent à le nantir, et que l'objet en litige dépasse une valeur considérable.

Comme cour d'assises, avec le jury, le Tribunal fédéral connaît :

a) Des cas concernant des fonctionnaires déferés à la justice pénale par l'autorité fédérale qui les a nommés;

b) Des cas de haute trahison envers la Confédération; de révolte ou de violence envers les autorités fédérales;

c) Des crimes et délits contre le droit des gens;

d) Des délits politiques qui sont la cause ou la suite des troubles par lesquels une intervention fédérale a été nécessaire.

C'est à l'occasion de ces crimes et de ces délits que l'Assemblée peut accorder une amnistie ou faire grâce;

e) Le Tribunal fédéral connaît de la violation des droits garantis par la présente Constitution, lorsque les plaintes à ce sujet sont renvoyées devant lui par l'Assemblée fédérale;

f) La législation fédérale peut placer d'autres affaires dans la compétence du Tribunal fédéral.

Sous le titre dispositions diverses :

Les articles 108, 109 et 110 renvoient à la législature la détermination du siège des autorités fédérales.

Ils décident que l'allemand, le français et l'italien sont les langues officielles de la Confédération.

Ils établissent, enfin, le principe de la responsabilité des fonctionnaires fédéraux.

Les dernières dispositions essentielles de la Constitution qui en forment le *chapitre troisième*, et qui sont contenues aux articles 111, 112 et 113, sont celles qui établissent le mode suivant lequel cette Constitution peut être révisée; il faut pour cela l'initiative d'une des sanctions de l'Assemblée fédérale ou celle de 50,000 citoyens suisses.

Les cantons comme États sont forclos de prendre part à cet acte important, à moins qu'on ne veuille se référer au paragraphe second de l'article 84, qui permet aux cantons d'exercer *l'initiative par correspondance*. Sur ce point, comme sur d'autres, que nous avons mentionnés plus haut, on pourrait souhaiter plus de précision dans les dispositions de la Constitution.

L'art. 114 et dernier décide, que la Constitution fédérale entre en vigueur lorsqu'elle a été acceptée par la majorité des citoyens suisses prenant part à la votation, et par la majorité des cantons.

Après avoir fait connaître les stipulations de la Constitution fédérale, et avant de les mettre en regard de celles du Pacte de 1815, nous jetterons un coup d'œil sur les circonstances qui accompagnèrent son acceptation.

Nous l'avons dit plus haut, la Diète de 1847 avait fait preuve d'habileté en ajournant la révision, et en procédant d'abord à la dissolution du *Sonderbund*. Avant cet événement, elle eut élaboré un projet de douze voix, qui vraisemblablement aurait eu le sort de tant d'autres projets antérieurs. Sans compter tous les obstacles dans le pays même, il est évident qu'alors les quatre grandes puissances y auraient mis leur *veto*, déclarant qu'elles ne reconnaîtraient pas le nouveau Pacte avant qu'il eût obtenu l'assentiment de tous les États suisses, c'est-à-dire *jamais*. La Diète montra une sagacité non moins réelle en s'occupant sérieusement de la révision aussitôt que la chute du *Sonderbund* et la révolution de février 1848 lui eurent rendu toute liberté au dedans comme au dehors. Les événements qui furent la conséquence de cette révolution amenèrent une telle perturbation dans tous les États voisins, que la Diète put continuer son œuvre sans être inquiétée, et procéder avec une lenteur et une maturité qui étaient, il faut en convenir, un élément de succès et de durée.

Dans le cours de la première discussion, qui dura jusqu'au 8 avril 1848, il y eut sans doute des retours vers le passé, mais le peuple ne s'en émut pas. La révision chemina librement dans la voie qui devait faire d'une *Confédération d'États* un *État confédéré*. Pendant la même époque, la Diète, dont nous n'avons pas mission d'approuver tous les procédés, sut également, avec prudence et fermeté, se tenir à l'écart des convulsions qui bouleversaient les États voisins, malgré tous les éléments dissolvants qui fermentaient en Suisse. La chute du Sonderbund et les révolutions de l'Europe semblaient à la fois mettre un terme aux longs tiraillements politiques dont la Suisse avait souffert chez elle, et consacrer au dehors les principes politiques sur lesquels reposait son existence.

La Diète n'eut donc à vaincre aucun obstacle; tout ce qui partait de Berne était accepté sans contestation. On donna aux cantons un mois pour se prononcer sur le projet de la grande commission, et ces fières démocraties se laissèrent, sans mot dire, enfermer dans ce cercle de *Popilius*. Au terme fixé, la Diète se réunit de nouveau, et les députés ouvrirent leurs dernières instructions. Dans ce moment suprême, des États appartenant à la majorité laissèrent entrevoir que le char avait roulé plus vite qu'ils ne l'avaient pensé. Les deux Rhodes d'*Appenzell*, réunies cette fois, par exception, dans un même amour pour leur ancienne indépendance, et, avec *Schaffouse*, avaient les mêmes scrupules, et dans les rangs opposés; les petits cantons invoquaient à l'encontre de l'œuvre nouvelle, non-seulement leurs anciennes libertés, mais les déclarations contenues dans la proclamation de la Diète du 20 octobre 1847.

Schaffouse l'exprima avec netteté; il demandait le retour à la Confédération de 1815, ou un système franchement unitaire, au lieu du système intermédiaire proposé. *Grisons* prit une position qui n'était pas bien dessinée. *Berne* et *Argovie* étaient les plus prononcés en faveur d'une assemblée unique pourvue de

sortes attributions. *Zurich* se fut rangé au système inique plus haut, d'une assemblée unique avec le veto réservé aux cantons sur certaines questions importantes. Seize voix tranchèrent la difficulté par la création du Conseil des États.

Nous ne mentionnerons pas les discussions plus ou moins prolongées qui s'élevèrent à l'endroit des intérêts matériels. Ce fut en réservant une considération ultérieure de ces intérêts, que, le 27 juin 1848, *treize États et un demi-État* acceptèrent le projet amendé, savoir : *Zurich*, *Lucerne*, *Glaris*, *Zug*, *Fribourg*, *Soleure*, *Schaffouse*, *Saint-Gall*, *Grisons*, *Argovie*, *Thurgovie*, *Valais*, *Genève* et *Bâle-Campagne*.

Vaud, *Neuchâtel*, *Bâle-Ville* et *Appenzell extérieur* prirent le référendum. *Tessin*, *Schwytz*, *Uri*, *Unterwald* et *Appenzell intérieur* refusèrent, en donnant une déclaration. *Berne*, enfin, ne vota pas, parce que son instruction portait, que la révision aurait dû s'opérer par une constituante et non par la Diète. Ces diverses votations étaient les derniers hommages rendus à la souveraineté cantonale, et aux instructions qu'elle avait données jusque-là sur les objets qui touchaient à ses intérêts les plus chers.

La question était maintenant portée devant la nation entière. — Nous ne croyons pas nous tromper, en disant qu'il existait alors en Suisse trois partis assez nettement caractérisés : Un parti unitaire qui ne reculait point devant la chance d'une république une et indivisible. Un autre qui voulait se rapprocher de l'unité, sans sacrifier tout à fait le fédéralisme. Un troisième, enfin, qui reconnaissant le fédéralisme comme la loi d'existence de la Suisse, voulait se borner à donner plus de force et de liberté d'action au pouvoir central. Ces divers partis se seraient probablement heurtés longtemps sans pouvoir s'entendre, si les événements qui se succédaient en Europe, depuis le commencement de l'année, n'avaient inspiré à tous le plus ardent désir d'une prompté décision, pour sauver la Suisse de l'abîme où les

commotions étrangères, secondées par la lutte des partis au dedans, pouvaient la précipiter.

En conséquence, on ne voulait d'abord accorder aux citoyens qu'un délai de six semaines pour se prononcer sur l'acceptation ou le rejet du projet du Pacte. Cependant, ce terme fut reculé jusqu'au premier septembre; Uri, Grisons, Vaud et Bâle-Campagne, quatre États appartenant à des nuances d'opinions très-diverses auraient voulu prolonger le terme jusqu'au premier décembre. A l'appui de cette proposition, dans la séance du 27 juin, le député de Vaud laissa tomber des paroles qui inquiétèrent les partisans de la réforme: « Il déclara que, dans son canton, il régnait une grande indifférence, quant à l'œuvre de la révision. On pensait que le Pacte de 1815 était suffisant, « puisqu'avec lui on avait vaincu le Sonderbund, prévenu l'intervention et conservé la neutralité; il terminait, en disant que, « selon lui, la même indifférence régnait généralement dans « d'autres parties de la Suisse. »

Ce n'était pas là le langage que tenaient les députés de Berne, de Zurich et de Lucerne, armés de leurs nouvelles instructions. Ils ne prétendaient à rien moins qu'à déclarer le Pacte obligatoire, aussitôt que douze cantons, représentant la majorité de la population suisse, l'auraient adopté.

Nous dépasserions les bornes de cet exposé, si nous faisions connaître, quelque intéressantes qu'elles soient, les opinions qui se firent jour, à cette occasion, dans les Grands Conseils de la Suisse. Nous ne craignons pas de dire toutefois que, selon nos vues, beaucoup d'hommes, dans le vote approbatif qu'ils donnèrent, se préoccupèrent moins du mérite intrinsèque de l'œuvre que de son opportunité, ou, si l'on aime mieux de son *actualité*.

La grande majorité des Grands Conseils recommanda donc aux citoyens l'acceptation; d'autres, tels que Schwytz, s'abstinrent de toute recommandation; Tessin, Uri, Unterwald et Appenzell intérieur recommandèrent le rejet. Fribourg, prenant

une position exceptionnelle, déclara que le *Grand Conseil* voterait au nom du peuple sans demander son avis.

A la votation populaire, il se présenta des circonstances curieuses; à Zurich, la moitié des citoyens habiles à voter prirent part au vote; dans le canton de Berne seulement la sixième partie; à Soleure, la moitié des électeurs prit part au vote. Sur 15,011 citoyens actifs, l'acceptation réunit 4,600 voix. En Argovie, grâce à l'amende de quatre francs (anciens), contre les non votants, le chiffre des votants fut plus élevé. Il ne s'éleva pas très-haut à *Saint-Gall*, nonobstant l'amende. Dans quelques cantons catholiques et à Appenzell, par exemple, on se heurtait contre l'article qui consacre la liberté des cultes et contre celui qui garantit le libre établissement; à Zug, la *landsgemeinde* rejeta à une grande majorité; à Uri de même, à 1,000 voix contre 30; dans le *Nidwald* à une grande majorité; dans l'*Obwald* à l'unanimité.

Au *Tessin*, le peuple vota une acceptation conditionnelle, qui fut comptée comme un rejet. Dans le Valais, il y eut 2,751 acceptants contre 4,171 rejetants. A Lucerne, 11,191 citoyens rejetèrent et 6,000 acceptèrent; mais, en vertu de l'ingénieuse application du vieux proverbe : *qui ne dit mot consent*, les absents furent comptés pour acceptants, ce qui augmenta de près de 10,000 le nombre de ceux-ci.

Le 12 septembre, la Diète se réunit de nouveau pour constater le résultat de la votation. Elle reconnut que sur 437,403 citoyens aptes à voter, 241,642 avaient accepté. Il est vrai que pour arriver à ce résultat, elle admit l'expédient de Lucerne, et compta la population de Fribourg au nombre des acceptants. D'autre part, elle déduisit de ceux-ci la population du Tessin, en sorte que le résultat définitif présenta 169,743 acceptants contre 71,899 rejetants. En conséquence, quinze cantons et demi, représentant une population de 1,897,887 âmes; ayant admis la Constitution fédérale, celle-ci fut déclarée acceptée par la Confédération!

Cent et un coups de canon annoncèrent ce résultat. Du Sentis au mont Salève ; des rives du Rhin à celles du Tessin, bien des cœurs battirent, bien des prières se firent entendre. Il y eut des regrets et des espérances, et cette émotion générale qui s'empare des âmes, lorsqu'un passé se termine et lorsqu'on s'avance, sur ses ruines, vers un incertain avenir.

Il est temps maintenant d'examiner cet acte lui-même, indépendamment des circonstances qui ont accompagné son adoption, en le comparant, suivant le programme qui nous est indiqué, avec le Pacte de 1815.

On doit s'attacher dans cette comparaison aux points de vue *historique, politique, économique et juridique*.

Le point de vue *historique* nous paraît se rapporter surtout aux circonstances qui ont accompagné l'adoption de l'une et de l'autre de ces deux Constitutions. Nous avons donné trop de développement à cette partie de notre travail pour qu'il soit nécessaire de nous étendre sur ce point. Il nous semble qu'il est un fait commun aux deux Pactes, c'est l'influence considérable, disons plus, déterminante que les circonstances extérieures ont exercée sur la reconstitution de la Suisse. Ce n'est pas sans motif que nous avons fait remonter nos recherches jusqu'à la chute de l'ancienne Confédération en 1798. Nous avons voulu montrer par les faits, que l'action de la Suisse, dans les nombreuses Constitutions qui se sont succédées depuis la fin du siècle dernier, n'a jamais été spontanée et dégagée d'un entourage d'influences. Hâtons-nous d'ajouter que ces influences se sont exercées d'une manière et dans des mesures différentes. Le régime unitaire de 1798 a été imposé directement sans détours par la puissance des baïonnettes étrangères. Les diverses modifications que ce régime a éprouvées jusqu'en 1803, ont été uniformément le résultat de l'influence que les agents étrangers exerçaient sur les partis qui divisaient la Suisse. L'acte de médiation, monument de sagesse, de bienveillance et d'une véritable entente des vœux et des

intérêts de la Suisse, a été l'octroi d'une volonté forte qui sut dominer les passions de la Suisse, comme elle avait dominé les conseils des rois de l'Europe.

Le Pacte de 1815, qui nous a occupés plus particulièrement, a été, nous l'avons vu, non pas le résultat du malaise occasionné par l'acte de médiation; non pas l'acte d'une nation calme et réfléchie qui mettait avec confiance ses destinées sous l'égide de nouvelles institutions, mûrement discutées et librement consenties; mais le fruit d'une nécessité fatale provoquée par de folles passions, par des prétentions insensées, inconciliables, qui forcèrent, sans intention préalable, les monarques qui s'occupaient de la pacification de l'Europe, à interposer leur volonté dans un pays qui paraissait ne plus posséder ni le *pouvoir*, ni le *vouloir*. Tache originelle, qui a été en grande partie la cause des tiraillements et des divisions qui ont déchiré la Suisse. Mécontentement sourd et comprimé, aussi longtemps que la pression de la Sainte Alliance s'est étendue sur le pays, et qui, depuis 1830, se faisant essor, a amené les luttes dont nous avons été témoins ou acteurs.

La Constitution fédérale de 1848 a donc été bien plus que celles qui, depuis cinquante années, ont passé sur la Suisse, la conséquence du vœu de la majorité et d'un besoin généralement senti. Mais, sans la révolution de 1848, nonobstant la chute du Sonderbund, ce vœu eût-il été accompli? L'ouvrage de M. d'Hous-souville¹ répond à cette question. Il nous apprend que « la dé-
« termination était prise par les puissances continentales d'ou-
« vrir sur les affaires de la Suisse, le 15 mars 1848, dans une
« ville rapprochée de la frontière (à Besançon) une conférence
« dont l'Angleterre aurait été exclue ». Nous copions ses pro-
pres expressions. « Le jour était pris, les arrangements étaient

¹ De la politique extérieure du gouvernement français de 1830 à 1848.

« débattus ; il ne s'agissait que de leur donner une forme arrêtée et fixe. »

Que serait devenue la reconstitution de la Suisse, en présence de cette conférence ? Poser la question, c'est la résoudre. Ainsi les barricades de février ont rendu à la Suisse sa liberté d'action. C'est donc sous le point de vue historique un trait commun au Pacte de 1815 et à la Constitution fédérale de 1848, que, sous des vues diamétralement opposées, les circonstances extérieures ont exercé une grande influence sur l'adoption des deux Pactes. Nous pourrions étendre et développer ces rapprochements. Il nous paraît plus intéressant d'aborder le second point indiqué par le programme, savoir, la comparaison des deux Constitutions sous le point de vue *politique*.

Comparaison détaillée.

La différence fondamentale peut s'énoncer en deux mots. La Suisse, régie par le Pacte de 1815, était une *Confédération d'États* ; La Suisse, sous la Constitution de 1848, est un *État confédéré*. En 1815, ce sont les *cantons souverains* de la Suisse qui se réunissent dans un certain but, défini à l'article premier du Pacte. En 1848, ce sont les *peuples des cantons souverains* qui déclarent former la Confédération suisse.

Il y a là une nuance qui nous échappe ; cette distinction entre la souveraineté des cantons et l'alliance des peuples ; il semblerait que le peuple a une existence distincte de celle de l'État souverain auquel il appartient. Sans nous arrêter à cette subtilité, contentons-nous de faire remarquer que, dans l'une comme dans l'autre Constitution, l'idée de la souveraineté cantonale est en relief.

Or, la souveraineté est un bien indivisible, et si on parvenait à le diviser, la primauté, c'est-à-dire la souveraineté véritable,

doit appartenir à celui qui a la plus grosse part. Quels sont donc les attributs essentiels de la souveraineté?

a) Quant aux *relations intérieures*, ce sont les rapports avec les États étrangers, sur un pied d'égalité diplomatique; le droit de se faire représenter librement en tous lieux par des envoyés de son choix et sous la garantie du droit des gens. *A l'intérieur la complète* disposition de la force armée; *le droit* de haute et moyenne justice; *le droit* absolu de vie et de mort; *le droit* de déterminer les dépenses administratives et d'y pourvoir. Voilà quelques-uns des attributs de la souveraineté; il en est beaucoup d'autres, mais nous ne voulons pas compliquer cet exposé.

Tous ces droits essentiels étaient demeurés réservés aux cantons par le Pacte de 1815; ils étaient souverains en fait et en droit. Les seules restrictions à cette souveraineté étaient les suivantes :

a) La détermination d'un contingent de troupes et d'un contingent d'argent indépendants de la volonté des cantons; le droit d'inspection sur ce contingent de troupes;

b) L'établissement d'un droit d'entrée aux frontières de la Suisse sur les marchandises qui ne sont pas de première nécessité;

c) L'interdiction de voies de fait et de l'emploi des armes pour terminer les différends qui s'élevaient entre cantons. L'engagement d'accepter la sentence arbitrale rendue dans ce cas, selon le mode prévu par le Pacte;

d) L'interdiction de former entre cantons des liaisons préjudiciables au Pacte ou aux droits d'autres cantons;

e) L'interdiction de rétablir en Suisse des pays sujets et de faire des droits politiques un privilège exclusif en faveur d'une classe de citoyens;

f) La délégation à la Diète du droit de déclarer la guerre et de faire la paix, de former des alliances et de conclure les traités de commerce;

g) L'obligation d'accorder le libre achat des produits du sol et de l'industrie, leur libre sortie et leur libre passage d'un canton à un autre ;

h) L'interdiction d'établir de nouveaux péages sans l'autorisation de la Diète ;

i) La garantie des couvents et chapitres ;

k) La plus importante concession, la plus redoutable par raison de son vague, est consentie par l'article 8, § 7, qui donne à la Diète le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à *la sûreté intérieure et extérieure de la Suisse* ; expressions élastiques qui pouvaient conduire et qui ont conduit en effet à une dictature absolue, dont la portée n'avait pas été prévue par les rédacteurs du Pacte de 1815.

Telles étaient les concessions de souveraineté que les cantons, par le Pacte de 1815, faisaient à la Confédération. Voici maintenant celles qui résultent de la Constitution fédérale de 1848.

A. Toutes les relations *diplomatiques* sont exclusivement attribuées à la Confédération ; *toute communication* avec les États étrangers doit avoir lieu par l'intermédiaire du pouvoir fédéral. Outre les alliances et le droit de guerre et de paix, réservés par le Pacte de 1815 à la Confédération, à elle seule appartient le *droit* de conclure des traités de péages et de commerce.

Les autorités subalternes des cantons frontières peuvent correspondre sur certains objets avec les autorités de même nature des États voisins ; mais les cantons eux-mêmes ne le peuvent pas (*art. 10*).

B. Les cantons ne peuvent conclure de capitulations militaires (*art. 11*).

C. Les cantons ne peuvent entretenir qu'un nombre limité de troupes permanentes.

D. La Confédération peut *ordonner*, sur le territoire des cantons et sans leur participation, des travaux qui, selon ses vues, intéressent une partie considérable du pays ; elle peut décréter

l'expropriation ; elle peut interdire les constructions publiques ordonnées par les cantons (*art. 21*).

E. Elle peut créer des établissements universitaires, nonobstant les dispositions des cantons à cet égard (*art. 22*).

F. L'administration des péages, des postes, des poudres, passe du canton à la Confédération (*art. 23, 33, 38*).

G. La régle des monnaies passe à la Confédération (*art. 36*).

H. Elle introduit l'uniformité des poids et des mesures (*article 37*).

I. Elle garantit la liberté des cultes, le libre établissement des Suisses dans les divers cantons, la liberté d'industrie, la jouissance des droits politiques. Elle interdit aux cantons la faculté de priver un de leurs ressortissants du droit de cité. Elle pose des limites au droit d'accorder la naturalisation. Elle garantit la liberté de la presse ; elle donne au pouvoir fédéral le contrôle des lois rendues par les cantons sur cette matière ; elle peut en faire elle-même et établir des pénalités ; elle garantit le droit d'association, sans égard à la volonté des cantons ; elle garantit le droit de pétition ; elle garantit l'égalité complète des citoyens, à quelque canton qu'ils appartiennent, en matière de législation.

Elle rend exécutoire dans toute la Suisse les jugements civils rendus dans un canton.

Elle supprime la peine de mort en matière politique ; elle décide qu'il ne pourra être établi de tribunaux extraordinaires ; elle statue sur l'extradition des accusés d'un canton à un autre ; elle règle souverainement les questions relatives aux *Heimathlosen* ; elle exerce la haute police sur les étrangers ; elle interdit aux cantons d'autoriser l'établissement de l'ordre des jésuites et des sociétés affiliées.

Enfin, elle est autorisée à prendre des mesures sanitaires. Tous ces droits mentionnés aux art. 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, faisaient tous

partie des droits réservés à la souveraineté cantonale par le Pacte de 1815, et ont passé à la Confédération par le Pacte de 1848.

Ce dernier agit encore indirectement sur la souveraineté cantonale sous d'autres points de vue. Le Pacte de 1848 fixe à *vingt ans* accomplis l'âge où l'on peut devenir membre de l'Assemblée fédérale, du Tribunal ou du Conseil fédéral. Il est évident qu'il devient difficile aux cantons d'introduire d'autres limites de capacité politique pour leurs affaires intérieures.

Le rapprochement que nous venons de faire de l'abandon de souveraineté que firent les cantons en 1815 et de celui qu'ils ont fait en 1848, nous autorise à conclure, en empruntant des termes de droit, que tout le *domaine utile* de la souveraineté était demeuré aux cantons en 1815, et qu'il a passé à la Confédération en 1848.

Ce n'est pas tout.

Il est des points communs aux deux Pactes ; ainsi la *garantie réciproque des Constitutions*. Selon le Pacte de 1815, la seule condition de la garantie était l'acceptation de la Constitution par l'autorité suprême du canton, et sa conformité aux principes du Pacte fédéral.

Selon le Pacte de 1848, la garantie dépend de conditions plus spécifiées ; il faut que la Constitution assure l'exercice des droits politiques d'après des *formes républicaines* ; il faut qu'elle ait été *acceptée* par le peuple ; il faut qu'elle puisse être *révisée*.

A la comparaison des rapports politiques que l'on peut établir entre les deux Pactes, se joint nécessairement l'examen des pouvoirs fédéraux créés par les deux Constitutions.

La représentation de la Suisse, sous le Pacte de 1815, se trouvait dans la Diète. Le principe de ce Pacte était la souveraineté cantonale ; cette souveraineté suivait dans la Diète ceux qu'elle y déléguait pour l'y représenter. En conséquence, on donnait des instructions aux députés. Les pleins pouvoirs dont

ils pouvaient être nantis, étaient une affaire de confiance d'un canton vis-à-vis de sa députation. Le principe des instructions était formellement exprimé dans l'*art. 8* du Pacte. — Chaque canton avait *une voix*, libre à lui de faire entendre cette voix par autant de bouches qu'il le trouvait bon et qu'il lui convenait de payer. Les demi-cantons devaient s'entendre et voter uniformément, sinon leurs voix étaient perdues..

A côté de la Diète, à laquelle nous donnons, tout en reconnaissant ce que cette dénomination a d'impropre, le nom d'autorité législative, se trouvait le *Directoire*, chargé de la direction des affaires générales avec les pouvoirs que possédait le même Directoire avant 1798; c'est-à-dire avec des attributions indéterminées, se réduisant à de certaines manifestations extérieures et sans aucun pouvoir légal.

Il est vrai qu'en vertu de l'*art. 9*, la Diète pouvait déléguer des pouvoirs extraordinaires au Directoire, mais elle ne pouvait déléguer plus qu'elle ne possédait elle-même, c'est-à-dire les pouvoirs que des instructions lui donnaient, *dans les limites* du Pacte et aux *trois quarts des voix*. Pour les cas les plus importants (*art. 8*) elle pouvait encore (*art. 9*) adjoindre au Directoire des représentants nommés suivant un certain ordre de cantons. Pour décider cette adjonction, il fallait les deux tiers des voix. Cette institution n'avait pas un caractère pratique, et l'expérience a fait reconnaître qu'elle était inutile pour faire sortir la Suisse des complications qu'elle a éprouvées en mainte circonstance. Ajoutons, enfin, que si l'on reconnaissait, dans la Diète, les délégués des cantons; dans les représentants fédéraux, les délégués de la Diète: on n'était pas au clair sur ce qu'était en réalité le Directoire.

Le Pacte (*art. 10*) parlait d'un Canton directeur, alternant entre *Zurich, Berne et Lucerne*, mais il ne disait pas à qui était spécialement dévolu dans ces cantons la direction des affaires fédérales. Était-ce au pouvoir exécutif du canton? Était-ce à un

collège? ou à un fonctionnaire spécial pris en dedans ou en dehors de ce pouvoir? Le Grand Conseil avait-il l'inspection, la surveillance et la haute direction du pouvoir directorial? Toutes ces questions pouvaient se présenter; et, en fait, elles se sont présentées, sans recevoir des solutions satisfaisantes.

Les *pouvoirs fédéraux*, créés par le Pacte de 1848, sont différents dans leur source et dans leur nature. Les cantons s'effacent; le peuple qui les habite est mis en relief. Nous l'avons remarqué, ce ne sont plus les cantons qui s'unissent par la présente alliance, ce sont les *peuples* des vingt-deux cantons souverains de la Suisse. Cette déclaration, contenue à l'*art. 1^{er}*, a servi de point de direction dans la Constitution des pouvoirs fédéraux.

Le premier, le plus important, celui qui a la prééminence en fait et en droit, comme nous le démontrerons tout à l'heure, c'est le Conseil National. Contrairement à l'ancienne égalité entre les cantons, il est formé de députés nommés à raison de la population. Berne en a *vingt-deux*; Uri, Zug, Bâle en ont *un*. Ces députés sont les députés du peuple suisse (*art. 61*). Tout est prévu: la détermination de la capacité électorale et de celle d'éligibilité, la durée des fonctions, le mode d'élection et de renouvellement, la présidence, le mode de voter, la stipulation que les députés sont indemnisés par la caisse fédérale, tout se réunit pour donner à ce Conseil un caractère exclusivement *fédéral*.

Cependant, un membre de phrase, à l'*art. 62*, amoindrit le résultat qu'on avait en vue. Les collèges sont bien appelés *fédéraux*, mais ils ne peuvent être formés de parties de différents cantons. Nous avons déjà fait connaître que l'on avait essayé plusieurs combinaisons pour échapper à cette nécessité. Aucune n'avait paru suffisante; il a fallu s'en tenir à la règle que nous venons de rappeler. Elle a peut-être conduit à des résultats inattendus, dont le plus frappant est celui-ci: l'élection fédérale

se fait sous des *points de vue cantonaux*; ce sont des partis cantonaux qui s'y mesurent sur le terrain fédéral. La lutte cantonale est-elle acharnée? l'élection fédérale est accompagnée d'une grande animation. Le calme règne-t-il dans ce canton, l'urne fédérale est délaissée, et, pour lui donner plus d'attraits, on n'a pas encore tenté jusqu'à présent, sauf à l'égard d'une seule personne¹, placée dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, d'introduire parmi les candidats un nom étranger au canton où le collège est établi. Preuve à ajouter à bien d'autres, des profondes racines qui lient le cantonalisme au sol de la Suisse. Il ne nous est pas démontré cependant, que le passé soit une garantie complète pour l'avenir. Il a fallu dans certains cantons, pour amener les citoyens au scrutin, leur imposer des amendes s'ils y font défaut.

Nous avons mentionné le *Conseil des États*; nous avons dit comment cette institution, qui, au commencement de la discussion sur la Constitution fédérale, n'avait rencontré aucune faveur; avait fini par se faire jour et rallier des opinions, que la pression possible d'une assemblée unique effrayait. Mais l'on ne doit pas, selon nous, établir de rapprochement entre le Conseil des États et l'ancienne Diète; entre ces mêmes Conseils et le *Sénat américain*, que disait-on, on avait copié. Quoi de commun, en effet, entre des députés de cantons votant *obligatoirement* en vertu d'instructions et responsables de l'exécution de leur mandat, mais aussi appuyés par les cantons dont ils portaient la parole, et des députés votant aussi *obligatoirement* sans instructions, et, par conséquent, n'ayant point de compte à rendre, ni de responsabilité à encourir; mais aussi n'ayant pas d'appui à attendre de leurs cantons, surtout si, comme on l'a

¹ M. le général Dufour. Pendant que nous traçons ces lignes, nous avons appris que M. le conseiller fédéral *Franscini*, évincé dans le Tessin cette année, avait été élu à *Schaffhouse*.

vu, les deux députés du même canton votent différemment dans des questions importantes? Il ne faut pas davantage comparer les députés au Conseil des États, aux membres du Sénat américain, élus pour six ans, devant avoir au moins trente ans, nantis du droit de contrôler certaines parties importantes de l'administration, formant une sorte de Conseil d'État, sous la présidence du vice-président de l'Union; corps vraiment modérateur et occupant une grande place dans l'organisation politique.

Il nous semble que, dans le travail qui nous est demandé, nous n'avons pas mission de juger l'institution par les résultats qu'elle a pu avoir depuis sa création jusqu'au moment où nous écrivons, si rapproché encore de sa naissance. Nous devons nous borner à signaler des rapprochements ou des différences tels qu'ils résultent des textes que nous avons sous les yeux, sans qu'il nous soit interdit de faire connaître notre point de vue. Or, selon nous, dans le plus grand nombre des cas, le système des instructions obligatoires était déplorable, c'était une machine à enrayer, bien plus qu'un instrument propre à donner l'impulsion.

Le vote libre présente des avantages incontestables; mais comme toute institution humaine, il y a un revers. La vieille Diète avait une force d'inertie quelquefois précieuse pour un État faible; elle se retranchait derrière le rempart inexpugnable de ses référendum. L'Assemblée votant librement est privée de cette ressource. Dans certains cas, cette liberté peut devenir un danger. Peut-être l'opinion qui eut voulu faire des *États* eux-mêmes, un Conseil des États, en réservant aux cantons la sanction des décisions les plus importantes, celles des lois de finance, par exemple; peut-être cette opinion, disons-nous, méritait-elle d'être plus appréciée; c'est ce que l'avenir apprendra.

Terminons sur ce point, en faisant remarquer que le *Conseil des États* n'est pas sur un pied d'égalité avec le *Conseil National*.

Dans certain cas, nous l'avons vu, les deux Conseils votent ensemble comme Assemblée fédérale ; d'où il résulte que les quarante-quatre membres du Conseil des États sont confondus avec les cent vingt membres du Conseil National ; en d'autres termes, l'Assemblée étant, nous le supposons, au complet de cent soixante-quatre membres, le Conseil National y figure pour ¹²⁰/₁₆₁, et le Conseil des États seulement pour ⁴⁴/₁₆₁¹.

De plus, dans le même cas, la Présidence des deux Conseils réunis est dévolue d'une manière absolue et sans alternative au Président du Conseil National ; c'est un symbole de prééminence sur lequel on ne peut se méprendre.

Pouvoir Exécutif.

Si du pouvoir législatif nous passons à l'autorité suprême exécutive de la Confédération, nous signalerons des dissemblances bien frappantes avec l'autorité exécutive que créait le Pacte de 1815.

Nous venons de montrer que cette autorité ne reposait pas sur un collège, sur un magistrat unique, sur un Conseil d'État, sur un Grand Conseil ; elle était dévolue à trois cantons à tour de rôle pendant deux ans. C'était à eux à régler la chose, dans leur régime intérieur, selon leur convenance. Le seul élément exclusivement fédéral était une chancellerie de deux personnes nommées par la Diète, attachée au directoire ; personnel ambulante, qui changeait de résidence lorsque le directoire passait d'un canton à un autre.

Il en est autrement sous la Constitution fédérale de 1848,

¹ Cette anomalie n'avait point échappé à la commission, et il y avait été proposé, mais sans succès, 1° que dans les opérations communes aux deux Conseils, le Conseil National fût réduit par la voie du sort à un nombre de membres égal à celui des députés du Conseil des États ; 2° que la présidence alternât entre les présidents des deux Conseils.

l'autorité suprême exécutive est dévolue à un Conseil spécial, nommé par l'Assemblée en dehors de toute combinaison cantonale. Il est choisi dans son sein ou hors d'elle, sans exiger d'autre condition d'éligibilité que d'être citoyen suisse et d'avoir vingt ans accomplis. La seule disposition restrictive est l'interdiction de prendre plus d'un membre dans un même canton. Ce collège est de sept membres ; il est nommé pour trois ans, et renouvelé intégralement. Nous renvoyons au texte des deux Paëtes pour faire apprécier la différence des attributions ; mais nous signalerons encore ici une différence essentielle avec la Constitution américaine, que l'on accuse la Suisse d'avoir servilement copiée dans la reconstitution fédérale de 1848. Aux États-Unis, l'autorité suprême exécutive est dévolue à un seul homme nommé pour quatre ans. En Suisse, elle est remise à un collège dont les membres sont élus pour trois ans. Aux États-Unis, le Président est élu par un corps électoral spécial qui n'a rien de commun avec les deux chambres du congrès. En Suisse, le Conseil fédéral est élu par l'Assemblée fédérale.

Aux États-Unis, on ne peut être élu président, 1^o si l'on n'a pas trente ans accomplis ; 2^o si l'on n'est enfant du sol américain.

En Suisse, on peut être président de la Confédération à vingt et un ans, et il suffit de justifier qu'on est naturalisé Suisse depuis cinq ans.

Aux États-Unis, enfin, c'est le Président qui nomme ses ministres. En Suisse, les membres du Conseil fédéral ont une double capacité ; ils sont chacun une partie aliquote d'un souverain constitutionnel, et individuellement ministres à département.

La sphère d'action des anciens directoires était à peu près nulle ; celle du Conseil fédéral est considérable ; elle s'étend sur la vie intérieure et la vie extérieure de la Suisse, et se rattache directement ou indirectement à tous les intérêts généraux des citoyens.

En sorte que, si nous devons appliquer une devise à chacune de ces deux autorités, nous donnerions pour motto aux anciens directoires le mot *impuissance*, et celui de *puissance* au Conseil fédéral, né de la Constitution de 1848. Nous avouons que, selon le point de vue où l'on se place, on peut rattacher *beaucoup de crainte ou beaucoup d'espérance* à l'une comme à l'autre de ces deux expressions.

Il n'est pas hors de propos de dire deux mots du siège des autorités fédérales. La Constitution avait remis à la législature à statuer sur ce point. Elle s'est prononcée, et Berne a été désignée pour être la capitale de la Suisse. Nous signalons ici une différence notable avec le régime de 1815. La Confédération alors n'avait point de demeure à elle, nous l'avons dit; représentée par la chancellerie fédérale, elle cheminait d'un chef-lieu directorial à un autre chef-lieu. Aujourd'hui, les autorités fédérales ont une résidence fixe, mais beaucoup d'esprits sont encore indécis sur ce point. Nous ne parlons pas de la prédilection pour telle ou telle ville; Berne a ses partisans comme ses détracteurs, et tout autre lieu serait exposé à la même chance; mais nous disons que des esprits sérieux et préoccupés de l'avenir ont regretté que, dans ce grand remaniement de 1848, on n'ait pas examiné avec plus d'attention la possibilité de constituer un petit comté de *Washington*, une circonscription exclusivement fédérale, au moyen d'indemnités et de compensations en faveur des cantons intéressés. Ces mêmes personnes pensaient que par là, la position réciproque des cantons et de la Confédération aurait été mieux déterminée, et à l'abri de conflits qui ne sont pas en dehors des éventualités de l'avenir.

Comparons maintenant le Pacte de 1815 à la Constitution fédérale de 1848, sous la point de vue économique. Ce point de vue comprend, selon nous, deux choses distinctes. *La première*, est la recherche de l'effet de ces institutions sur l'économie générale du pays. *La seconde*, l'augmentation ou la diminution

qui peut en résulter dans les dépenses et les revenus, soit pour la Confédération, soit pour les cantons.

Le Pacte de 1815 renfermait certaines prescriptions qui se rapportent à ce sujet. Il décrétait la création d'une caisse de guerre, qui devait se former essentiellement par la perception d'un droit d'entrée sur les marchandises qui ne sont pas des objets de première nécessité. Le maximum de cette caisse ne devait pas dépasser un double contingent d'argent, savoir : 1,080,000 francs, ancienne valeur, environ 1,600,000 francs nouveaux. Ces dispositions furent étendues par des dispositions postérieures ; l'importance de la caisse fut élevée à quatre contingents d'argent, et dépassa plus tard cette valeur, à mesure que l'accroissement des importations augmenta le produit des droits d'entrée. La fixation de ce contingent d'argent, dont le total s'élevait à 540,000 francs, ancienne valeur, suivant une échelle de répartition, devait être revue tous les vingt ans.

Le Pacte de 1815 garantissait : « le libre achat des denrées, des produits du sol et des marchandises ; leur libre sortie et leur passage d'un canton à un autre, sauf les mesures de police nécessaires pour prévenir le monopole et l'accaparement ; mais les mesures de police devaient être les mêmes pour les Suisses et pour les habitants du canton. »

Les péages et pontonages, existant en 1815, étaient conservés, on ne pouvait prolonger la durée de leur concession ou en établir de nouveaux sans l'autorisation de la Diète.

Les droits de traite foraine, d'un canton à l'autre, étaient abolis. Voilà ce que nous pouvons appeler les stipulations économiques contenues dans le Pacte de 1815. Cependant, nous pensons que l'on peut encore ranger sous ce chef les prestations militaires, qui, en raison des sacrifices qu'elles imposent aux citoyens, intéressent à un haut degré l'économie générale du pays. Ces prestations avaient pour objet de constituer une

armée de 32,806 hommes, suivant une répartition faite à raison de deux soldats par cent âmes. Par des arrêtés successifs, la Diète constitua une réserve de pareille force. La crainte d'une guerre générale, en 1831, amena l'organisation d'une Landwehr ; mais sans décider si elle serait une obligation permanente des cantons.

Plus tard, on pensa que, dans l'intérêt d'une instruction et d'une organisation uniforme, il était nécessaire de mettre sur le même pied le contingent et la réserve ; en sorte qu'après bien des résistances, cette réunion fut prononcée en 1841, et l'armée portée à 64,000 hommes.

Le nouveau Pacte est allé plus loin : il a conservé une élite qui, formée seulement à raison de trois hommes pour cent âmes, atteint en raison de l'accroissement de la population le chiffre de 69,568 combattants.

L'ancienne Landwehr, dont le caractère était resté indéfini, devient partie effective de l'armée, sous le nom de *réserve*, avec le chiffre de 34,784 hommes, ce qui porte l'effectif total à 104,352 combattants, avec le matériel nécessaire. De plus, la Confédération a le droit, lorsqu'elle estime qu'il y a danger, d'appeler le reste des forces militaires des cantons. L'armée active, trois fois plus forte que celle qu'avait prévu le Pacte de 1815, est complètement soustraite à la volonté des cantons ; son habillement, son équipement, son instruction et sa disposition sont fédérales. Les lois postérieures ont développé sous ces divers rapports les principes posés dans la Constitution fédérale.

Aux cantons reste attribué la fourniture d'un matériel très-coûteux, des livraisons de chevaux, toujours plus difficiles et plus onéreuses, et la disposition de leurs troupes pour le cas de troubles intérieurs, avec des restrictions, toutefois, qui ne permettent pas d'envisager leur pouvoir comme absolu, même dans ces limites. Le matériel de guerre fourni par les cantons a été estimé à treize millions de francs ; mais ces évaluations ne présentent

jamais un haut degré de certitude jusqu'à ce que les dépenses soient effectivement accomplies.

Toutefois, si l'on fait le compte des charges résultant pour les citoyens des dispositions de la Constitution, et des lois et ordonnances qui en ont été la conséquence, sous le rapport des prestations, soit pour l'instruction, soit pour d'autres causes; nous ne pensons pas qu'il y ait de l'exagération dans l'assertion avancée par un publiciste ¹, « que ces charges sont le quadruple de ce qu'elles étaient suivant le Pacte de 1815. »

Nous nous bornerons à ces aperçus, parce qu'ils se rapportent d'une manière très-directe à l'économie générale du pays, et nous nous abstiendrons de faire une excursion dans le vaste champ de la politique militaire de la Suisse. Nous applaudissons volontiers à ce qui a été fait; nous applaudirons volontiers à ce qui peut être fait encore; sans nous dissimuler que ces institutions, si précieuses pour la Suisse sous tant de rapports, peuvent périr par l'exagération de leur principe; si l'application en est confiée à des mains inhabiles ou passionnées.

Portons maintenant nos regards sur les autres dispositions de la Constitution fédérale qui touchent à l'économie générale des pays. Nous trouvons :

A. L'intervention facultative de la Confédération pour ordonner ou encourager des travaux d'utilité publique. Le Pacte de 1815 se taisait sur ce point, dont on ne saurait contester la haute importance; il rend possible l'exécution de travaux qui, sous l'ancien Pacte, pouvaient rencontrer une résistance invincible dans l'obstination cantonale; mais aussi il met à néant, dans certains cas, l'autorité des cantons; il est encore un moyen d'influence bien puissant par l'appât que des subventions habituellement accordées peuvent présenter, pour rompre certaines résistances.

¹ L'ancien landamman Baumgartner (Schweizerspiegel).

La *faculté d'interdire* les constructions qui porteraient atteinte aux intérêts de la Confédération, excellente dans son but, peut aussi exercer une influence fâcheuse sur les intérêts économiques du canton intéressé, s'il n'est pas fait usage de ce droit avec discrétion.

Le Pacte de 1815 était muet sur ce point.

B. La centralisation des péages; les dispositions qui s'y rapportent, les mesures d'exécutions qui en ont été la conséquence, sont au premier rang des objets qui se rattachent intimement à l'économie générale du pays. Nous avons vu dans quelles limites le Pacte de 1815 avait circonscrit la compétence de la Diète sous ce rapport; il avait eu plus en vue d'arrêter les progrès du mal que de le détruire dans son germe. La Constitution de 1848 a porté la cognée au pied de l'arbre, et les effets ont promptement suivi les promesses. Chaque citoyen peut les apprécier sans que nous ayons besoin d'en faire le tableau. Ainsi ont disparu, avec une rapidité que l'on n'aurait jamais cru possible en Suisse, tous les péages intérieurs, tous les droits de chaussée, de pontonage; toutes ces entraves onéreuses de circulations qui, de Genève à Rohrschach, de Bâle à Mendrisio, arrêtaient à chaque pas les voyageurs et les marchandises. On ne peut méconnaître les avantages de ce changement; mais, comme toutes les choses importantes de ce monde, cet avantage a été acheté; il l'a été par la perception à la frontière suisse des droits d'importation, d'exportation et de transit, connus sous le nom de péages fédéraux.

Nous sommes décidés à ne pas grossir ce travail, déjà trop long, par les dits et les redits qui ont été et qui sont encore échangés chaque jour sur la question des péages. Nous sommes tentés de croire que, dans cette discussion, ainsi que dans toutes celles qui s'élèvent entre les hommes, surtout quand il s'agit d'intérêts matériels; il y a exagération dans l'attaque comme dans la défense. Ce qui nous paraît toutefois hors de

doute, c'est que la création des péages fédéraux, en remplacement des péages intérieurs, a été un bienfait pour les cantons de l'intérieur de la Suisse; bienfait qui leur est procuré par un sacrifice imposé aux cantons frontières. En conséquence, il eut valu peut-être la peine d'examiner si l'on n'aurait pas pu atteindre le même résultat par un système qui aurait réparti la charge d'une manière plus égale, en demandant aux contingents d'argent, exigibles des cantons, une partie du produit que l'on obtient des péages.

Au reste, il nous paraît d'autant moins opportun de traiter cette question à fond dans ce moment, qu'elle est loin d'être résolue; le produit des péages a tellement dépassé les prévisions les plus ambitieuses, que les Conseils seront nécessairement appelés dans un avenir rapproché à réduire les tarifs, et, par conséquent, les charges qu'ils imposent, ou à accorder dans la répartition de ce produit net, une part beaucoup plus grande aux cantons les plus lésés. Disons de plus que, dans cette espèce d'impôts, le mode de perception exerce une grande influence sur l'appréciation que fait le public de l'institution en général. Une administration prudente et qui tient à demeurer populaire doit souvent répéter à ses employés ce mot de M. Talleyrand: « *Surtout, pas de zèle.* »

C. *Sur le libre achat, la libre vente, le libre passage des denrées et des marchandises*, la Constitution reproduit, sans les élargir beaucoup, les dispositions essentielles du Pacte de 1815; elle les rend plus explicites, tout en les soumettant aux mêmes restrictions, et, en particulier, à ces mesures contre l'*accaparement*, qui, dans l'état actuel de la science sociale, sont difficiles à justifier. La Constitution de 1848 place toutes ces garanties sous un meilleur contrôle de l'autorité fédérale que ne le faisait le Pacte de 1815. La perception des droits a lieu sous la surveillance du Conseil fédéral; on ne peut sans la permission de l'Assemblée fédérale, ni les hausser, ni en prolonger la durée.

On peut regretter que le même article (31, § 2) laisse la faculté de créer de nouveaux péages particuliers. Il entoure, il est vrai, l'exercice de ce droit, de précautions. L'expérience a prouvé combien en cette matière les précédents peuvent devenir abusifs.

La Constitution permet (art. 32) l'établissement de droits de consommation sur les vins et autres liqueurs. Concession sur laquelle le Pacte de 1815 était muet, probablement parce qu'elle était superflue sous le régime de la souveraineté cantonale complète.

D. La règle des postes et messageries, qui était cantonale sous le Pacte de 1815; est devenue fédérale, à teneur de la Constitution de 1848. Il serait difficile d'accorder des regrets à l'ancien ordre de choses, quelques vœux que l'on puisse former pour l'amélioration de l'ordre nouveau. — La centralisation de cette branche d'administration était généralement souhaitée. La difficulté de faire concorder les volontés et souvent même les caprices de vingt-deux souverainetés, pour un service qui, plus que tout autre, a besoin d'une impulsion unique, se faisait sentir chaque jour dans les rapports intérieurs, et plus encore dans les rapports avec les États étrangers; les traités de postes, les plus avantageux avec ces États, étaient souvent impossibles. Nous ne craignons donc pas d'exprimer l'opinion qu'en ceci la Constitution de 1848 est supérieure au Pacte de 1815.

E. Le quatrième objet principal qui se rattache à l'économie générale du pays, est la surveillance attribuée à la Confédération sur les routes et les ponts dans l'intérieur des cantons. Le Pacte de 1815 était muet sur cet article; il est accompagné d'un comminatoire important, la retenue facultative des indemnités à payer aux cantons pour les postes et les péages, si les routes et les ponts ne sont pas convenablement entretenus. Cette disposition se justifie comme corrélatrice du paiement de ces mêmes indemnités; mais elle peut soulever des questions difficiles à

résoudre ; surtout si une administration fédérale tracassière s'emparait du droit qui lui est dévolu, pour intervenir, sans nécessité urgente, dans l'administration intérieure des cantons. Ceux-ci réclameraient probablement, dans ce cas, une répartition dans les bénéfices faits par la Confédération, sur le produit des postes et péages, en sus de la part qui leur est allouée par les art. 26 et 33. La réponse à ces craintes éventuelles se trouvera sans doute dans l'usage discret que la Confédération fera de ses droits,

F. La régle de la fabrication et de la vente de la poudre à canon passe également des cantons à la Confédération. Cette disposition, qui n'existait pas dans le Pacte de 1815, ne nous paraît offrir que des avantages. Ces diverses régles sont autant de sources de revenus destinées à former le chapitre *Recettes* des budgets fédéraux ; leur importance est nécessairement subordonnée à l'intelligence de l'administration et aux circonstances générales dont dépend en tout pays le produit plus ou moins élevé des impôts indirects. — Il est encore deux sources de revenu plus fixes de leur nature, ce sont les intérêts des fonds de guerre et les contributions des cantons ; celles-ci ne peuvent être levées que par un arrêté de l'Assemblée fédérale ; elles ne figurent pas dans les budgets ordinaires.

Nous devons mentionner encore deux articles qui se rattachent très-directement à l'économie intérieure du pays ; l'un, l'art. 36, attribue à la Confédération tous les droits compris dans la *régle des monnaies*, et interdit aux cantons de battre monnaie. Selon les traditions consacrées, le droit de battre monnaie était considéré, plus que tout autre, comme le symbole de la souveraineté. Les collections numismatiques de la Suisse offrent un témoignage de la jalousie avec laquelle toutes les souverainetés diverses, comprises sous le nom commun de Suisse, maintenaient ce droit, quel que fût du reste le *domaine utile* de souveraineté qui demeurât en leur pouvoir. La seigneurie d'*Hat-*

denstein, aussi bien que la ville et l'Évêché de Coire, ses voisins, tenaient à honneur de continuer la frappe de leurs monnaies. L'étranger, à qui une pièce d'Haldenstein tombait entre les mains, devait faire des recherches longues et minutieuses pour découvrir l'hôtel des monnaies où se frappaient les écus de cette imperceptible souveraineté.

Il faut le reconnaître, ce n'était pas seulement une question d'honneur, c'était aussi une question de profit. Le métier de faux-monnaieur est dangereux pour les particuliers; il est profitable pour les États qui l'exercent au grand jour et abrités par leur drapeau national. La Suisse présentait à cet égard un spectacle déplorable, et dont la génération actuelle a conservé un souvenir trop vif pour qu'il soit nécessaire de lui en offrir le tableau; c'était une confusion de monnaies qui, sous des noms semblables, représentaient des valeurs diverses, en raison de la différence des titres et du bon ou du mauvais aloi. Désespoir de l'étranger, qui ne pouvait s'y reconnaître! et qui s'en défiait à juste titre. Elle isolait la Suisse, sous ce rapport, des autres pays et les cantons entre eux. Ceux-ci avaient cru trouver un remède dans des dispositions concordataires qui n'avaient aucun caractère obligatoire pour les cantons étrangers au concordat. D'autres cantons, plus en rapport par la nature de leurs affaires avec les États étrangers rapprochés d'eux, avaient adopté, les uns en fait, les autres légalement, le système monétaire de ces pays-là. Genève avait introduit le système français; la Suisse orientale suivait, sans en avoir fait l'objet d'une décision formelle, le système allemand.

La Constitution de 1848 a mis un terme à cette anarchie monétaire par l'article de cette charte que nous venons de rappeler. Avec beaucoup d'adresse, la Constitution avait renvoyé à la loi à fixer le pied monétaire, afin de ne pas compromettre sa propre adoption, en prenant un parti tranché entre des systèmes inconciliables.

Dès lors la loi a parlé, et nous connaissons son verdict. Quoique nous nous soyons interdit de parler des résultats acquis par la mise à exécution de la Constitution, nous devons cependant nous rendre attentifs au succès qui a accompagné une opération qui contrariait des habitudes invétérées et de nombreux intérêts. Preuve irréfragable que tout ce qui est vrai, utile, conforme au bien général, fait son chemin sans qu'il soit besoin de violence; lorsqu'on ne veut pas devancer les temps; lorsqu'on laisse les convictions se former avant de prononcer définitivement. Deux ans s'étaient à peine écoulés et tous les *batzen*, les *creutzers*, les *schellings* et leurs dérivés, avaient disparu. La Suisse orientale, bien que regrettant vivement le système allemand, s'était soumise aux nouvelles dispositions, et, d'un bout de la Suisse à l'autre, le système décimal règne sans conteste. Dans les plus modestes boutiques de village, comme dans les plus opulents magasins de nos villes, les francs et les centimes parfaitement compris et appréciés, ont remplacé la vieille monnaie. Le changement monétaire est un des objets acquis par la Constitution de 1848, que nous signalons comme un bienfait.

En dirons-nous autant de l'*art. 37*, qui prescrit « *l'uniformité des poids et des mesures sur la base du concordat fédéral sur cette matière?* »

Il est fâcheux que cet article soit complexe. L'uniformité des poids et des mesures est chose utile. Ses avantages économiques sont trop évidents pour avoir besoin d'être démontrés. Mais la Constitution a-t-elle bien agi en s'écartant de la réserve dont elle avait fait preuve à l'article des monnaies? En allant plus loin que la simple déclaration du principe, et en déterminant que cette uniformité résultera de l'introduction dans tous les cantons du concordat fédéral existant entre plusieurs?

Les rédacteurs de la Constitution se sont-ils défiés du sort que la discussion pourrait faire éprouver au concordat, et ont-

ils voulu l'imposer en le glissant dans la Constitution ? Ce sont des questions sur lesquelles il est permis d'être partagé.

Nous pensons, toutefois, qu'il y a eu des motifs plus sérieux à l'appui de cette disposition. Le concordat sur les *poids et les mesures* a coûté beaucoup de temps, beaucoup de peine et beaucoup d'argent aux cantons qui l'avaient conclu. Ils sont satisfaits de ses résultats, on ne peut les blâmer s'ils n'ont pas voulu les compromettre par l'introduction d'un autre système. Nous regrettons cette disposition, sans nous joindre aux cris de désespoir que nous avons entendu pousser, parce que le pied suisse a trente centimètres, au lieu de trente-trois et une fraction; nous ne pensons pas que tout rapprochement soit impossible.

Finances.

Nous joignons ici le chiffre du dernier budget fédéral voté sous le régime du Pacte de 1815, le budget pour 1848 et celui qu'a voté l'Assemblée fédérale pour 1854.

Le budget pour 1848, intitulé dépenses de la Suisse centrale, s'élevait à..... Fr. 78,000
(ancienne valeur), soit..... (Fr. 113,100 nouveaux.)

Ce total se composait des valeurs suivantes, exprimées en ancienne valeur.

1° Agences diplomatiques.....	Fr. 28,000
2° Missions extraordinaires, commissions dans l'intérieur... ..	— 12,000
3° Traitement des fonctionnaires de la chancellerie et de ses employés	— 17,050
4° Correspondance et ports de lettres.....	— 1,800
5° Frais de chancellerie et d'archives.....	— 9,000
6° Imprimés.....	— 8,500
7° Objets divers.....	— 1,650

TOTAL... Fr. 78,000

budget militaire s'élevait à Fr. 244,900
 e valeur), soit. — 334,908 nouveaux.

ait en budget ordi-

t à Fr. 157,100 AV.

naire de — 87,800 AV.

budget militaire en 1848 Fr. 244,900

es budgets réunis AV. Fr. 322,908

Soit (en francs nouveaux) Fr. 468,105

Ces dépenses étaient couvertes par les intérêts des fonds de guerre, et par la mieux-value du produit des péages, dont l'excédant était porté en accroissement des fonds de guerre fédéraux. Ces fonds s'élevaient au 31 décembre 1846 :

à Fr. 4,050,419 AV.

soit à (francs nouveaux) 5,882,107. 55 c.

Le budget de 1854 présente des chiffres différents.

Il s'élève, quant aux dépenses, à Fr. 13,091,483. 07
 qui se décomposent dans les rubriques générales suivantes :

Intérêts divers. Fr. 134,973. 07

Administration générale.

Conseil National	Fr. 67,525	} — 264,250.
Conseil des États.	— 4,825	
Conseil fédéral.	— 52,200	
Chancellerie fédérale	— 104,700	
Pensions	— 35,000	

A reporter... Fr. 399,223. 07

Départements.

Département politique	Fr. 51,500		
» de l'Intérieur ..	— 32,500	}	— 170,650. »
» Militaire	— 11,000		
» des Finances...	— 29,250		
» du Commerce et des Péages...	— 5,000		
» des Postes et Tra- vaux publics. —	7,700		
» de Justice et Po- lice.	— 33,700		

Administrations spéciales.

Administration militaire .	Fr. 1,434,955		
» des Péages —	5,650,040	}	12,521,610. »
» des Postes —	7,300,000		
» des télégraphes —	160,000		
» des poudres... —	442,694		
» des capsules .. —	21,831		

TOTAL GÉNÉRAL... Fr. 13,091,483. 07

Pour avoir un résultat complet, il conviendrait d'ajouter les frais du commissariat dans le Tessin, et les dépenses dans ce canton, résultant du crédit illimité ouvert dans ce but au Conseil fédéral par l'Assemblée générale.

Les dépenses sont couvertes par les recettes fixes ou présumées comprises sous les rubriques suivantes :

I. Produits d'immeubles et de capitaux :

a) Immeubles	Fr.	27,694, »
b) Capitaux	—	160,000. »

II. Intérêts d'avoir et d'avance..... — 29,456. 09**III. Régales et administrations :**

a) Recette brute des péages.....	—	5,500,000. »
b) » » des postes.....	—	7,300,000. »
c) » » des télégraphes	—	125,000. »
d) » » des poudres.....	—	502,604. »
e) » » des capsules	—	19,510. »

IV. Recettes de chancellerie et indemnités:

a) Recettes de chancellerie	—	5,650. »
b) » du Département Militaire..	—	97,585. 91
c) » de Justice	—	1,000. »

Fr. 13,768,500. »

Les dépenses du budget s'élèvent à..... — 13,091,483. 07

Excédant présumé des recettes sur les dé-

penses Fr. 677,016. 93

Nous avons parcouru les articles de la Constitution de 1848, qui nous ont paru apporter dans l'économie générale du pays des modifications profondes à l'état de choses créé par le régime de 1815; il faudrait, sans doute, pour les bien apprécier, y joindre l'examen des lois et arrêtés d'exécution qui ont donné action et vie aux prescriptions de la Constitution; mais cet examen, qui ne nous est pas demandé, grossirait outre mesure un exposé déjà trop long; il pourra trouver sa place dans un travail spécial.

Nous ne clorons pas, toutefois, l'énoncé de ces points comparatifs, sans faire remarquer que la Constitution de 1848 a remplacé le silence complet du Pacte de 1815 par la garantie, très-explicite, à tous les Suisses, de l'une des confessions chré-

tiennes; du droit de s'établir dans toute l'étendue du territoire suisse, moyennant certaines dispositions. Dispositions puisées en partie dans les concordats, sur ce point, existant entre plusieurs cantons; mais auxquelles d'autres États s'étaient refusés obstinément de prendre part. Nul autre objet n'avait excité pendant trente ans de plus constantes et de plus légitimes observations. Les dispositions de la Constitution telles qu'elles sont énoncées à l'article 41, conciliaient à la fois ce qu'exige la communauté d'intérêts de tous les Suisses, dans toutes les parties du pays, et un juste respect pour les droits de haute police qui appartiennent aux cantons. Elles forment, sous ce rapport, un des traits les plus honorables de la Constitution fédérale de 1848.

L'art. 42 va plus loin; il accorde l'exercice des droits politiques, dans les affaires cantonales, à tous les citoyens suisses après un maximum de résidence de deux ans. Beaucoup d'esprits sérieux ont trouvé que la Constitution avait outrepassé une juste mesure, sous ce rapport, et faisait trop bon marché de la souveraineté cantonale dont elle avait prétendu consacrer le principe.

Il nous reste à dire quelques mots du *régime judiciaire* établi par la Constitution fédérale de 1848. C'est là une création nouvelle, importante, dont le Pacte de 1815 n'offrait aucune trace.

Cette création était désirée depuis longtemps; on doit y trouver une précieuse garantie contre l'influence que les passions politiques n'exercent que trop souvent dans l'administration de la justice; mais, ne craignons pas de le dire, cette garantie dépend d'une condition; c'est que la séparation des fonctions judiciaires et des fonctions politiques soit une réalité, et qu'elle s'étende aux personnes. Un homme dont l'autorité dans ces matières ne sera jamais récusée à Genève, M. le professeur *Bellot*, l'a dit: « Le cumul des différents pouvoirs de l'État est la mort de toute liberté. »

Cette grande vérité, avouons-le, a été méconnue dans l'éta-

blissement du *Tribunal fédéral*. Les membres des deux Conseils qui, en raison de leur caractère politique, sont mêlés aux intérêts les plus importants de la Confédération, des cantons et des citoyens, qui ont en particulier à décider sur des questions de compétence. Ces membres, disons-nous, sont éligibles au Conseil fédéral, et, en fait, ils y sont élus. Peut-être faut-il attribuer ce tort à la hâte qui a présidé à la première formation du tribunal. Il fallait faire la part de beaucoup de personnes, qui ne pouvaient trouver place au Conseil fédéral, et on les a pourvues au moyen du tribunal. Une plus mûre considération de l'objet aurait amené de meilleures combinaisons. Elles pourraient venir plus tard. Nous pensons aussi que le mode de composition de la liste des jurés a besoin d'être revu, pour que cette institution prenne aux yeux du pays l'importance et la gravité dont elle est digne. Le temps et le calme peuvent amener le perfectionnement de ces détails.

Nous bornant pour le moment à signaler la création en elle-même, il nous paraît difficile de lui refuser une haute approbation. L'institution de la justice fédérale, circonscrite dans le domaine qui lui appartient, sans empiétement sur ce qui est du domaine de la juridiction cantonale, mais aussi, agissant sur son terrain, avec gravité, liberté, indépendance et absence d'esprit de parti, est une des institutions les plus propres à imprimer le respect et l'amour pour la nouvelle Constitution fédérale; comme aussi, il faut le reconnaître, elle ne produirait que répression, si elle se mettait au service des passions et des intérêts politiques de tel ou tel parti.

Avant de terminer ce travail, nous pourrions être tentés de nous livrer à une appréciation plus étendue de la Constitution fédérale. Nous ne le ferons pas; nous avons cherché à montrer ce qu'elle est; nous laissons à l'intelligence de chacun à augurer de son avenir. Nous croyons qu'il serait imprudent de la juger sur les résultats obtenus jusqu'à présent; la vie des peu-

ples ne se compte pas par des moments aussi courts que l'existence des individus. — Succédant à une époque tourmentée, et prenant naissance dans un temps où le monde n'est pas dans une période de calme et de repos ; la Constitution fédérale de 1848 a été un grand bienfait. Elle a, dans une année éminemment critique, resserré le lien social en Suisse, au moment où partout ailleurs il était prêt à se dissoudre. Elle a prévenu peut-être le morcellement ou le déchirement de la Suisse ; elle l'a maintenue en corps de nation, et lui a permis de traverser, sans dommage réel, une des phases les plus critiques de son existence. Ce véritable bienfait, que l'on ne saurait jamais oublier, ne doit pas, cependant, nous faire fermer les yeux sur la valeur réelle de cette œuvre.

A nos yeux, elle est un progrès, abstraction faite de toute question d'opportunité. Elle contient en germe des principes propres à assurer un développement heureux de la société suisse. Bien supérieure en ceci au Pacte de 1815, elle donne à la Confédération une autorité suffisante pour maintenir l'ordre intérieur. Cette autorité, quelques-uns la trouvent exorbitante ; mais elle est régulière et légale ; elle n'est pas vague et indéterminée comme sous le Pacte de 1815. En sorte que la Suisse ne doit plus être exposée, comme elle ne l'a été que trop sous ce Pacte, à subir le fléau et le despotisme de la *dictature* que la Diète s'arrogeait, à défaut d'autre moyen de se faire écouter. Selon nous, les défauts principaux de ce Pacte peuvent se résumer en ceci : il n'offrait qu'une seule solution possible, trancher les difficultés à *coups de majorité*. Dans une séance de la dernière Diète, celle du 16 août 1847, un député s'écriait, « qu'il préférerait une Suisse unitaire au despotisme des majorités.. » Ce député avait raison ; on pouvait tout avec le Pacte de 1815, excepté la *modération*. Bâle, Schwytz, Neuchâtel, en 1833 et l'année 1847, l'ont prouvé. Avec la Constitution fédérale de 1848, nous croyons que l'on peut obtenir des décisions impar-

tiales et éclairées ; mais ces principes salutaires doivent être fécondés par le patriotisme et par une sage entente des intérêts, des sympathies, des traditions et des nécessités de la Suisse.

La Constitution de 1848 porte, en elle-même, les éléments du bien ; mais elle contient, comme toute chose humaine, la possibilité des abus. Que les pouvoirs institués par elle n'oublient jamais que le fédéralisme est la loi de la Suisse. Que toute tendance trop forte à l'unité serait repoussée, à la fois, par les intérêts comme par les souvenirs. Qu'ils veillent à ce qui leur a été confié, mais qu'ils se tiennent en garde contre la propension *de trop faire* ; propension si naturelle chez les hommes placés en évidence, et qui ont le sentiment de leur valeur personnelle. Que, d'autre part, le pays n'exige que ce que l'œuvre nouvelle peut lui donner, qu'il surveille ses mandataires avec intérêt et avec exactitude, mais avec bienveillance ; qu'il se montre prêt à les soutenir comme à les arrêter s'il le faut. Que les uns et les autres se rappellent que cette Constitution ne contient rien de nouveau, que toutes les idées qu'elle renferme, toutes les institutions qu'elle crée, ont été proposées ou tentées depuis 1798. C'est pour le rappeler que nous n'avons pas voulu borner notre examen comparatif au Pacte de 1815, et qu'il nous a paru nécessaire de reproduire le texte de ces diverses Constitutions éphémères, afin qu'il fût démontré que la Constitution de 1848 n'a rien créé de neuf : Division du pouvoir législatif en deux chambres ; pouvoir exécutif fédéral, attributions de certaines régales à la Confédération ; jurisprudence fédérale ; tout a été essayé et essayé en vain. — La connaissance de ces faits doit avoir, selon nous, deux résultats généraux. Elle doit, en premier lieu, conduire à la recherche des causes qui ont amené la chute si rapide d'institutions auxquelles nous attachons aujourd'hui beaucoup d'espérances, et, par conséquent, elle doit faire trouver les moyens de prévenir le retour de semblables mécomptes. Chacun devrait avoir sans cesse à l'esprit les paroles que nous

avons citées (page 41 de ce mémoire), et que M. Capo d'Istrias adressait aux hommes qui élaboraient le Pacte de 1815 : « Si
« vous le voulez tous de bonne foi et qu'il ne soit pas un chiffon
« de papier, il marchera de manière à vous sauver, car ce sont
« les hommes, plus que les institutions, qui sont l'affaire im-
« portante dans tout gouvernement. » En second lieu, la con-
naissance des faits doit rappeler, que la Constitution de 1848
est une œuvre *perfectible*; que le dernier mot du progrès n'a
pas été exprimé dans son texte; qu'en réalité ce texte n'est
qu'une *lettre, une lettre morte*, mais qu'en notre épigraphe se
trouve la vérité éternelle : « *La lettre tue et l'esprit vivifie.* »



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

Séance du 30 juin 1854.

Le Président communique une lettre de M. Brun, ancien secrétaire de la Section, par laquelle ce membre annonce ne pouvoir, pour des motifs de santé, continuer à faire partie de l'Institut.

M. Moulinié, secrétaire, est nommé *membre effectif* de la Section; en remplacement de M. Lissignol, dont la démission avait été communiquée dans la séance de mars.

Développement des Trématodes.

M. Moulinié communique à la Section une série d'observations sur le développement d'une larve de Distome (Cercaire), parasite de la Limace grise (*Limax cinereus*). Cette larve ou Cercaire se développe dans des *Sporocystes*, qui occupent en nombre considérable l'intérieur de la cavité générale du corps

du mollusque, et la surface du foie et des autres organes. Ces Sporocystes y sont à différents états d'évolution en rapport avec leur taille et leur contenu ; les plus petits étant les moins avancés et en même temps les plus agiles ; les plus grands étant au contraire bien développés et presque immobiles. Dans l'intérieur des premiers, on trouve des gemmes dont le nombre, d'abord peu considérable, s'accroît jusqu'à douze environ, et qui, d'abord arrondis et informes, finissent par se transformer en vraies larves de Distomes. Ces larves ont deux ventouses très-distinctes et très-développées ; une antérieure, au fond de laquelle s'ouvre la bouche, qui se continue avec un pharynx assez gros, et probablement un canal intestinal double, mais que l'état de contraction de ces petits animaux empêchait de distinguer nettement ; l'autre, médiane, imperforée. — En avant de la ventouse antérieure, un stylet dur, semblable à celui de quelques cercaires aquatiques. Enfin, à l'extrémité postérieure du corps, il y a une cavité contractile, allongée, et le tout se termine par une petite queue rudimentaire, insérée dans une échancrure du bord terminal postérieur du corps.

L'analogie de ces animaux avec les Cercaires, qui se développent de Sporocystes dans tous les mollusques aquatiques, est évidente, et ils font la transition naturelle entre les cercaires proprement dites, qui vivent dans l'eau et ont une longue queue nécessaire à leur locomotion, et les cercaires sans queue, auxquelles pour cette raison on refuse ce nom de cercaires, qui doit maintenant au point où en sont les choses, exprimer une phase bien caractérisée du développement des Trématodes, et non point une forme particulière de larve ; exactement comme le terme *Chenille* signifie une larve quelconque de Lépidoptère, sans rien impliquer d'ailleurs sur sa forme ou ses mœurs. Quand les Sporocystes ont atteint leur taille complète, et quand les cercaires qu'ils contiennent sont comme nous les avons décrites plus haut, ils sortent de la limace

en perforant la peau et arrivent à l'extérieur, où ils sont entraînés avec le mucus sécrété par le mollusque, et déposés ainsi sur les corps environnants.

L'individu unique jusqu'à présent qui m'a fourni ces observations, vécut en captivité une quinzaine de jours, et, pendant tout ce temps, déposait chaque jour de 50 à 60 Sporocystes. En l'ouvrant, je trouvai sa cavité générale remplie de Sporocystes de différents âges, et formant entre autres sur un lobe du foie un amas de la grosseur d'une noisette.

Dans nos pays, les limaces attaquées ainsi par ce parasite paraissent rares, car, jusqu'à présent, je n'en ai trouvé qu'une sur une centaine d'individus examinés.

Séance du 24 novembre 1854.

La Section choisit pour son Président, M. C. Vogt, en remplacement de M. Mayor père, décédé le 4 octobre 1854.

M. *Oltremare* communique un travail de mathématiques sur le *Calcul des Résidus*. Il sera inséré dans le tome III des *Mémoires de l'Institut Genevois*.

M. *Thury* communique le *Plan d'une Flore suisse* tel qu'il devrait être pour que, rempli dans toutes ses parties, il en résulte un traité complet de la botanique suisse.

M. *Ritter* présente une courte analyse des expériences nouvellement entreprises par M. *Airy*, dans les mines de Harton (Northumberland), pour arriver à une détermination plus précise encore de la densité de la Terre.

M. *Gabriel Mortillet* communique quelques faits observés à la suite des recherches entreprises sur des tourbières de la Savoie :

L'exploitation de la tourbe dans les marais de Poisi, près d'Annecy, a amené la découverte d'un pliant pour s'asseoir, en fer tout incrusté de cuivre doré, dont le dessin et le travail

dénotent clairement l'époque carlovingienne. Ce pliant était enfoui sous deux mètres d'excellente tourbe, d'où l'on peut conclure qu'il n'a fallu qu'un millier d'années pour former ces deux mètres.

Dans les tourbières du Mont-Cenis, on trouve d'énormes souches de mélèzes encore en place, et pourtant le mélèze ne croît plus sur le plateau. Ceux qu'on y a plantés ne font qu'y végéter, sans prendre de l'accroissement. Ce fait prouve que la région des forêts s'élevait davantage autrefois, et il est à présumer qu'il y a eu sur ce point un abaissement de température. Un fait analogue peut s'observer à la Grande-Chartreuse, dans le département de l'Isère. En allant de la chapelle de Saint-Bruno à Bovinant, on gravit un couloir planté de sapins. Vers le haut se trouvent en grand nombre des troncs magnifiques tous morts ou souffreteux, sans que de nouveaux plants viennent remplacer la végétation qui souffre et s'en va. Ici encore la zone des forêts s'abaisse.

Le troisième fait a été observé dans les marais du Viviers, au bord du lac du Bourget, et communiqué par M. Genin, de Chambéry. Lorsqu'on établissait le chemin de fer de Chambéry au lac, on a découvert une voie romaine enfouie sous une couche de tourbe et se trouvant inférieure au niveau actuel du lac. Les eaux du lac du Bourget ont donc maintenant un niveau plus élevé qu'à l'époque de l'occupation romaine. Cette observation est d'autant plus intéressante, que généralement les canaux d'écoulement des lacs tendent à se creuser, et que, par conséquent, le niveau doit baisser. Le lac du Bourget ferait exception; les atterrissements du Rhône à Chanaz gênant l'écoulement de ses eaux.

Séance du 26 janvier 1855.

M. Adam Jundzill, présenté par MM. Vogt et Moulinié, est inscrit au nombre des *membres honoraires* de la Section.

Astronomie.

M. Ritter, lecteur d'office, communique un travail considérable sur une *Nouvelle Méthode pour déterminer, au moyen de trois observations, les éléments de l'orbite d'un astre*, par laquelle on arrive à la solution du problème par une série de calculs moins longs et moins difficiles que ceux auxquels conduisent les autres méthodes actuellement en usage. Ce mémoire sera inséré dans le tome III des *Mémoires de l'Institut Genevois*.

Géologie.

M. Vogt donne lecture d'un travail géologique de M. G. Mortillet, *membre correspondant* de la Section, intitulé : *Prodrome d'une Géologie de la Savoie*, dans lequel l'auteur donne l'énumération des terrains qu'on peut observer dans ce pays et la liste de leurs fossiles caractéristiques.

Médecine.

M. Mayor fils communique une observation sur la sensibilité de la peau, qui tend à démontrer toujours plus que l'appréciation de la température par le toucher est distincte de l'appréciation d'un contact mécanique :

Une malade, âgée de 47 ans, à laquelle l'auteur de l'observation donne des soins depuis plus d'une année pour un cancer du sein avancé, a présenté depuis deux mois environ des symptômes du côté du système nerveux, qui indiquent que la maladie s'est généralisée et a envahi le centre nerveux. Il y a chez elle paralysie du mouvement avec contracture douloureuse des membres inférieurs; paralysie de la vessie et du rectum. Elle présente en outre un phénomène physiologique important, que M. Mayor a déjà observé une fois dans un autre cas : C'est l'abolition des sensations de température avec persistance des sensations de contact. L'expérience suivante, répétée plusieurs fois, a toujours donné les mêmes résultats : Après avoir touché telle ou telle

partie de la peau des jambes ou des cuisses, et constaté que la malade accusait parfaitement le contact, quoiqu'elle ne put le voir, et pourvu cependant qu'il ne fût *pas trop léger*; si on touchait les mêmes points de la peau, tantôt avec de l'eau à cinq degrés, tantôt avec de l'eau bouillante, jamais il n'a été possible à la malade de distinguer si le contact était chaud ou froid, quoique l'expérience se fit en appliquant sur une large surface de la peau un linge trempé dans l'eau chaude ou froide.

Cette malade se plaint continuellement du froid, aussi lui enveloppe-t-on sans cesse les jambes de linges chauds, dont elle n'apprécie aucunement la chaleur, quelque brûlants qu'ils soient. Elle est donc complètement indifférente aux diverses impressions de température, au point, qu'une allumette enflammée appliquée contre la peau ne produit au premier moment aucun effet; ensuite, elle accuse une sensation, qu'elle qualifie de *pin-cement*.

Ce fait vient à l'appui de l'opinion de quelques physiologistes, qui veulent que les sensations de température soient essentiellement distinctes et indépendantes des sensations de tact et de douleur, et encore est-il plus concluant peut-être que tous les faits de ce genre cités jusqu'à ce jour.

Le physiologiste anglais, Darwin, base son opinion sur ce qu'il a observé l'abolition du tact avec persistance de la sensation de température.

M. Landry, dans un mémoire fort intéressant publié dans les Archives de Médecine (1852), cite des cas semblables à ceux de Darwin; puis un cas où les sensations de température étaient exaltées sans qu'il y eût de changements dans celles de contact; enfin, deux autres cas où ces deux genres de sensations étaient abolis en même temps; ce qui ne prouve rien quant à l'opinion émise ci-dessus.

L'observation qui fait l'objet de cette notice a l'intérêt d'offrir

la contre-partie, et comme la preuve des observations que nous venons de rappeler, en montrant l'abolition de la sensation de température sans la disparition de celle de contact.

M. Louis Michaud communique le travail suivant :

Sur les rapports qui peuvent exister entre les caractères botaniques des plantes, et les circonstances terrestres et atmosphériques sous l'influence desquelles elles se développent.

Depuis quelques années les botanistes ont tellement multiplié le nombre des espèces végétales, qu'il devient parfois fort difficile de distinguer les caractères essentiels de plusieurs de ces espèces. Dans les cas où des différences caractéristiques ne séparent pas nettement deux espèces végétales, on ne peut les considérer comme de véritables espèces botaniques. Une qualité essentielle que doit présenter tout caractère d'espèce, c'est la constance dans ses formes. En effet, si une espèce, développée dans un terrain et sous une exposition atmosphérique particulière, change la forme de ses tiges, de ses feuilles, de ses fleurs ou de ses fruits, lorsque ses graines sont semées sur un autre sol et que la plante renouvelée s'y développe sous d'autres influences atmosphériques, on ne peut la considérer que comme une variété, et non comme une espèce.

La plupart des botanistes savent que certaines plantes présentent des formes plus ou moins différentes, suivant les terrains dans lesquels elles croissent, les influences atmosphériques sous lesquelles elles se développent et les eaux qui les arrosent. C'est ainsi, par exemple, que le *thlaspi bursa pastoris* (tabouret bourse à pasteur) présente souvent des modifications dans la forme de ses tiges et de ses feuilles; la *mentha aquatica* (menthe aquatique) présente les mêmes modifications dans ses feuilles et ses inflorescences. Plusieurs espèces de roses, et entre autres le *rosa canina* (rosier commun) varient beaucoup dans leurs formes, des

haies aux taillis, de la plaine aux collines. Quelques épilobes sont aussi dans ce cas. Ces inconstances de formes se remarquent surtout dans les plantes soumises d'une manière toute particulière à l'influence de la culture de nos jardins.

Il ne faut cependant pas confondre ces modifications dues à l'inconstance des formes physiques avec celles qui sont dues à la fécondation d'une espèce par une autre, fécondation qui forme les *hybrides*; car dans les hybrides, qu'on peut souvent admettre comme espèces, il y a des *caractères constants*. Seulement ces caractères sont peu tranchés, peu caractéristiques et par conséquent, peu applicables dans certains cas. Ainsi, on trouve un grand nombre d'hybrides formées dans nos montagnes alpines, entre les diverses espèces de gentianes, et surtout entre la *gentiana purpurea* (gentiane purpurée) et la *gentiana punctata* (gentiane ponctuée).

De l'influence du sol, du climat, des eaux, et de plusieurs autres causes peut-être peu connues, il résulte une inconstance de caractères, qui fait que souvent on a de la peine à saisir les véritables caractères spécifiques de certaines plantes, et qu'on donne le nom d'*espèce* à ce qui n'est qu'une *variété*.

L'espèce en botanique n'est pas assez bien définie, et plusieurs botanistes sentent le besoin de lui voir donner pour base des caractères aussi tranchés que possible et surtout *très-constants*. C'est sur ce point essentiel que M. le professeur Thury paraît insister dans sa brochure intitulée : Qu'est-ce que l'espèce en botanique ?

Ayant eu l'occasion d'observer plusieurs fois, tant dans les champs que dans nos montagnes, et aussi au Jardin Botanique de Genève, ces modifications de formes sous l'influence des circonstances terrestres et atmosphériques, je me suis demandé si en établissant, par l'*analyse chimique*, les rapports qui existent entre le sol, les eaux et les plantes, on n'arriverait peut-être pas à jeter un peu de lumière sur les véritables causes de ces

modifications; si on arrive à bien établir les rapports qui existent entre les végétaux, le sol, l'atmosphère, la chaleur, le froid, etc., on pourra peut-être en tirer quelques lois qui éclaireront la question de l'espèce, et permettront de l'asseoir sur des bases tirées de caractères constants.

Il y a deux ans, j'ai eu l'occasion dans mes herborisations d'examiner des changements de formes dans plusieurs armoires, et surtout dans *l'artemisia campestris*, *l'artemisia vulgare*, croissant dans nos environs, et aussi dans *l'artemisia valeriaca*. J'ai fait l'analyse des cendres de ces trois espèces et du sol dans lequel elles végétaient. Cette analyse, de laquelle j'ai tiré quelques rapports proportionnels entre les sels terreux de la plante et les sels terreux du sol, a été lue dans une séance de la Société Hallérienne Suisse de Botanique.

Depuis cette époque, j'ai eu l'occasion d'observer dans quelques pieds de tabac de l'espèce *Nicotiana tabacum*, cultivée dans un jardin, des modifications intéressantes qui faisaient passer l'espèce-mère à l'état de variété. Dans le but d'amasser de nouveaux matériaux pour la question des espèces et des variétés, j'ai fait l'analyse des cendres de ces tabacs, ainsi que des sols où ils se sont développés.

Sans entrer ici dans les détails longs et minutieux de l'analyse, je me bornerai à en citer seulement les résultats.

Les variétés du tabac qui m'ont occupé provenaient des graines récoltées par moi sur un pied du *Nicotiana tabacum*, cultivé dans le Jardin Botanique de Genève en 1851. Ces graines, semées en 1852 dans le jardin de mes parents, offrirent des pieds présentant les caractères de variétés, tandis que les autres conservèrent les caractères de l'espèce primitive. Étonné de ce fait, je semai de nouvelles graines de l'espèce-type dans trois localités, présentant des différences très-sensibles dans la nature du sol, de l'exposition et de l'humidité. A l'époque de la floraison, je reconnus que l'espèce-type avait ici encore été

modifiée dans deux localités, tandis que dans la troisième, elle était restée fidèle à ses caractères.

Voici les caractères botaniques de ces trois variétés, avec l'analyse de leurs cendres et du sol où elles se sont développées :

N° 1. — C'est le *Nicotiana tabacum*, cultivé dans un jardin à Prangins.

Racine grande, très-épaisse et fibreuse ; tige haute d'environ 5 $\frac{1}{2}$ pieds, pubescente et glutineuse dans toutes ses parties, droite, arrondie, épaisse et rameuse à la partie supérieure. Feuilles grandes, oblongues, lancéolées, acuminées, entières, décurrentes, sessiles et embrassantes. Fleurs en panicules lâches, pyramidales, pedicellées, avec bractée lanceolée linéaire ; calice oblong à divisions droites, aiguës et un peu inégales ; corolle trois fois environ plus longue que le calice, poilue, à tube verdâtre, à limbe rosé, étalé et divisé en cinq lobes ovales et marqué d'un pli ; étamines ayant des filets munis à leur base de poils réfléchis ; capsule ovoïde, de trois à quatre centimètres de longueur et sortant légèrement du calice.

Analyse des cendres, sur 100 parties :

Potasse	20,52
Chaux	21,
Soude ..	7,40
Magnésie.....	14,50
Chlorure de potassium.....	6,20
» de sodium.....	2,
Phosphate de fer	3,30
» de chaux.....	traces.
Sulfate de chaux.....	1,80
Azotates de potasse et de chaux.....	17,70
Silice	5,10
Perte.....	0,50

100.

Cette espèce, cultivée dans un jardin gras à terre noirâtre, profonde et légèrement humide. Exposition légèrement abritée contre les vents du nord par une muraille.

L'analyse du sol a donné le résultat suivant, sur 100 parties :

Silice	16,40
Alumine	3,
Azotate de potasse	9,10
Gravier et sable siliceux.....	40,50
Carbonate de chaux	6,20
» de magnésie	2,10
Oxide de fer	1,
Sulfate de chaux	0,50
Matières organiques.....	21,20

100.

N° 2. — Ce pied a tous les caractères du *Nicotiana tabacum*, variété *palescens* de Schranck. En effet, ses feuilles sont ovales, légèrement acuminées, atténuées à la base, sessiles et presque décurrentes. Les fleurs rose pâle, souvent blanchâtres, avec des veines rosées sur le bord de la corolle; corolle à lobes aigus et à plis légèrement ondulés. Les autres caractères sont ceux de l'espèce précédente.

Du reste, dans plusieurs pieds, j'ai observé des modifications qui annonçaient un passage graduel de l'espèce précédente à la variété *palescens*.

Analyse des cendres, sur 100 parties :

Potasse	16,40
Chaux	34,
Soude.....	2,50
Magnésie.....	10,
Chlorure de potassium	3,80
Chlorure de sodium.....	4,10

A reporter... 70,80

	<i>Report...</i>	70,80
Phosphate de chaux.....		5,
Phosphate de fer.....		1,50
Sulfate de chaux.....		4,60
Azotates de potasse et de chaux.....		6,50
Silice.....		11,60
Alumine.....		traces.

 100.

Cette espèce, cultivée ou plutôt semée sur le bord d'un champ de la colline sablonneuse du Boiron, près de Nyon, n'a pas présenté des tiges aussi hautes et aussi vigoureuses que celles de l'espèce précédente.

L'analyse du sol a donné le résultat suivant, pour 100 parties :

Silice.....	18,40
Alumine.....	3,60
Azotate de potasse	3,80
Sable siliceux et gravier.....	57,40
Carbonate de chaux	7,30
» de magnésie.....	3,30
Oxide de fer	2,10
Sulfate de chaux	1,80
Matières organiques	2,10
Perte.....	0,20

 100.

N° 3. — *Nicotiana tabacum*, variété *serotinum* (de Schranck). Il se distingue par une tige plus basse, plus épaisse et plus rameuse que celle des numéros précédents. Les feuilles, presque pétiolées, sont ovales, brièvement acuminées et à peine décurren-tes. Les fleurs épanouies plusieurs jours après celles des espèces précédentes sont d'un rose rougeâtre, à corolle plus longue et plus étroite vers le haut, légèrement retroussée à son ouver-

ture; les lobes du calice et de la corolle sont plus aigus que dans la variété *palescens*.

Cette variété s'est développée sur les bords d'un champ à terre fort maigre, légère, et dont la surface avait été deux ans auparavant recouverte d'une couche de marne. J'ai aussi trouvé mélangé avec elle quelques pieds se rapprochant un peu de la variété *palescens*, par la forme des feuilles et de la corolle.

Analyse des cendres, sur 100 parties :

Potasse	15,80
Chaux	36,20
Soude.....	3,
Magnésie	11,40
Chlorure de potassium.....	2,50
» de sodium.....	5,30
Phosphate de chaux.....	3,
» de fer.....	0,80
Sulfate de chaux	4,10
Azotates de potasse et de chaux	5,20
Silice	9,40
Alumine.....	3,
Perte.....	0,30
	100.

L'analyse du sol a donné le résultat suivant, sur 100 parties :

Potasse	0,53
Soude.....	0,08
Oxide de fer	4,12
Alumine.....	3,50
Carbonate et sulfate de chaux et de magnésie..	5,02
Chlorure de sodium	0,20
Argile	1,35
Matières organiques	1,02
Sable.....	79,50
Perte.....	0,26
	100.

En comparant ces divers résultats analytiques, on voit que la composition chimique de ces trois variétés de tabacs est assez différente, et cette différence s'observe aussi dans la composition des terrains. On peut remarquer en même temps que quelques substances ont passé du sol à la plante en suivant certaines proportions; c'est le cas du nitre, de la silice, de la chaux, de la potasse et de la soude.

Je ne pense pas que l'on puisse, d'après les résultats mentionnés ici, tirer quelques conclusions, car les faits sur lesquels ils reposent sont trop isolés; mais en les rattachant à d'autres faits en aussi grand nombre que possible, et en établissant les rapports qui existent entre les parties du sol et les parties du végétal, entre les substances dissoutes dans les eaux et les substances fixées dans la plante, on verra peut-être les changements de formes s'expliquer en partie.

Il me paraît que pour compléter un travail de ce genre, il ne faudrait pas seulement se borner à l'appliquer à des plantes végétant dans certaines localités; mais il faudrait provoquer les changements de formes botaniques en opérant les semis d'une espèce-type dans des conditions de sol, de température, etc., aussi variées que possible. Il serait aussi fort important de tenir note de la température du sol et de l'air, de l'humidité du sol et de l'air, ainsi que de toutes les autres circonstances qui peuvent influer sur le développement du végétal.

Ces observations et ces analyses devant embrasser de nombreux sols et de nombreux végétaux, elles ne pourront être comparées pour en tirer des lois, qu'au bout de plusieurs années.

Pour ma part, je me propose de continuer ces recherches chaque fois que quelque sujet favorable se présentera.

Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire.

Séance du 27 octobre 1854.

M. le colonel Massé, membre effectif, fait lecture des dernières parties de son Mémoire sur l'organisation militaire de l'ancienne république de Genève. Nous reproduisons ce travail historique intégralement ¹:

*Suite de l'Essai historique sur l'organisation des Milices à Genève,
par M. J. Massé.*

SECONDE PARTIE, 1543 à 1574.

Le travail de la commission de révision des lois de la République ne fut terminé qu'en 1543; cet ouvrage fut soumis au Grand Conseil et approuvé le 28 janvier. L'original en existe encore dans les Archives.

Sous le rapport militaire, cet édit de 1543 n'apporta pas au fond de grandes modifications à ce qui existait; mais il fut le premier règlement écrit et eut le mérite de consacrer d'une manière positive ce qui jusqu'alors n'avait existé qu'en suite de traditions, d'us et de coutumes.

Il contient cependant quelques dispositions nouvelles sur des objets de détails; quelques charges militaires furent créées, d'autres furent définies beaucoup plus exactement. Ainsi on y trouve les dispositions relatives aux offices de Banderet général, de maître d'artillerie, de commis à la munition, d'enseignes,

¹ Pour la première partie du Mémoire de M. le colonel Massé, voyez le Bulletin de l'Institut Genevois (n° 4, juillet 1854), tom. 1^{er}, p. 230, 231 et 232.

de gouverneur des boulevards, des gardes des tours, clochers, portes, etc.

L'office du capitaine général fut conservé, et il continua d'être la première autorité militaire. Sous lui subsistèrent toujours les chefs ou capitaines de quartiers, les dizéniers et les autres grades subalternes existant auparavant.

Quoique cet office eut été conservé, cependant, depuis quelque temps on avait eu le projet de supprimer cette haute dignité militaire, à cause de la trop grande influence que pouvait prendre auprès du peuple celui qui en était revêtu et des abus qui pouvaient en résulter. Aussi, peu d'années après l'édit de 1543, l'élection tumultueuse de Jean-Philippe, sa conduite comme chef des séditeux, le procès fait à Ami Perrin et d'autres considérations engagèrent les Conseils de la République à supprimer pour toujours cet office, regardé dès lors comme dangereux. Le 15 septembre 1555, le Grand Conseil décida cette suppression. Le peuple lui-même confirma cet édit : On créa même la peine de mort contre quiconque proposerait le rétablissement de cette place.

Du reste, par l'édit de 1543, le mode de service et de fournir au guet pour la garde de la ville, ne subit pas de grands changements, et l'organisation avec les modifications introduites parut suffisante pour les besoins ordinaires de la République.

TROISIÈME PARTIE, 1574 à 1782.

Bien qu'en 1568 il eut été procédé encore à une révision des édits de la République, il n'avait été alors rien changé aux institutions militaires. Mais, en 1574, une grande innovation fut introduite dans l'organisation et la classification des milices.

En France, à Berne, à Zurich, et dans d'autres pays, aux vieilles organisations des bandes avait succédé une organisation

plus fixe et l'établissement des corps dénommés Bataillons et Régiments.

A Genève, également à cette époque, ces nouvelles dénominations prirent faveur, et, le 21 septembre 1574, le Grand Conseil décréta que les milices de la République seraient organisées et classées en régiments et en compagnies. Cette innovation produisit sûrement alors un grand effet. Et en fait, pour la suite, cette nouvelle organisation eut assez d'importance ; car, comme on le verra, cette classification a été la base de toutes celles qui ont eu lieu postérieurement.

L'édit de 1574 répartit tous les bourgeois en état de porter les armes, sans distinction d'âge, en quatre régiments, formés d'après les quatre anciens quartiers de la ville ; savoir :

Le régiment du Bourg-de-Four ;

Le régiment de Rive ;

Le régiment de Neuve ;

Le régiment de Saint-Gervais.

Chaque régiment comprenait quatre compagnies, formées des hommes habitant les rues et les dizaines adjacentes.

Chaque régiment était commandé par un colonel choisi parmi les syndics en charge, et par un lieutenant-colonel choisi dans le Petit-Conseil.

Les compagnies étaient commandées par des capitaines choisis parmi les membres du Conseil des Deux-Cents. Elles avaient en outre chacune un lieutenant, un enseigne, un lieutenant d'enseigne, deux sergents et quatre caporaux. Le nombre des soldats était illimité.

Le tableau de cette nouvelle organisation existe encore dans les registres du Conseil. Les noms des chefs des régiments, des chefs de compagnies, des dizaines composant les compagnies, et les lieux de rassemblements de celles-ci, sont donnés en détail. Il est ajouté dans l'édit : « *En attendant que les nouvelles capitaineries soient en ordre, le guet ordinaire se commandera*

comme par le passé jusqu'à Vendredi prochain, qu'une des capitaineries pourra commencer. Et sur ce que les enseignes demandent, si venant de garde, ils porteront les enseignes, il est arrêté que ceux qui voudront le faire, le fassent et qu'on en fournisse à ceux qui n'auront pas le moyen d'en faire. Quant aux tabourins qui suivront les dites compagnies, on devra les payer¹. »

Il paraît que ces nouvelles capitaineries ou compagnies étaient exercées de temps en temps, et qu'on avait coutume de les passer quelquefois en revue; car on trouve à différentes reprises dans les registres, que des montres générales avaient lieu au Pré de Palais, afin que chacun se montre en bon équipage et bien armé. On voit aussi dans un registre de cette époque, que les exercices militaires avaient lieu les dimanches de grand matin, et que le Consistoire fit des représentations sur le choix du jour; mais le Conseil ne s'arrêta pas à ces réclamations; seulement il ordonna que ses exercices fussent finis, de manière à ce que les citoyens pussent aller aux sermons de sept heures du matin.

Dans les édits de 1543 et de 1574 il n'est point fait mention de la formation de corps spéciaux dans les milices, ni pour l'artillerie, ni pour la cavalerie, ni pour autre service. La création de corps spéciaux, soit de corps d'élite, n'était pas dans les mœurs, ni dans les idées de cette époque. Ceux des citoyens chargés de ces différents services étaient requis à ces fins, et ils s'en acquittaient sans pour cela être classés autrement que dans l'organisation générale de la milice bourgeoise.

Dans chaque compagnie il y avait un certain nombre d'hommes désignés temporairement pour le service de l'artillerie; en cas d'alarme ils devaient se rendre aux batteries, mais ils ne

¹ Il paraît qu'anciennement les tambours marchaient en queue de leurs compagnies, et non en avant comme maintenant. On peut se rappeler qu'en 1813, quand les Autrichiens entrèrent à Genève, les tambours marchaient les derniers de la compagnie.

cessaient pas de faire partie de leur compagnie de quartier, et devaient figurer avec elle en temps ordinaire.

Ce ne fut que bien postérieurement que, la nécessité s'en étant fait sentir, on créa des corps spéciaux pour les autres services que l'infanterie. Ainsi premièrement, en 1685, sur la demande et les représentations des chefs des batteries ou des bastions, on leur laissa le choix de leurs hommes; puis, en 1705, le Deux-Cents décréta positivement qu'on prendrait dans chaque compagnie bourgeoise un certain nombre d'hommes pour en former un corps spécial de canonniers et de bombardiers, sous le titre de compagnie d'ordonnance distincte des autres corps.

Quelques années plus tard (1^{er} juillet 1708), le Conseil régla d'une manière précise tout ce qui était relatif au service d'artillerie. Ce règlement renfermait des dispositions excellentes, et peut être regardé comme l'un des documents les plus remarquables des institutions militaires de la République.

Le Conseil fit plus encore; jugeant indispensable de donner au nouveau corps d'artillerie les moyens d'acquérir les connaissances nécessaires pour son service, il institua une école spéciale d'artillerie, composée d'un certain nombre d'élèves auxquels divers professeurs désignés pour cela devaient donner les cours théoriques et pratiques nécessaires.

Cependant, il ne faut pas croire qu'avant ces mesures, ce qui était relatif à l'artillerie fut négligé à Genève. Sous le rapport matériel, comme sous le rapport théorique, on fit toujours beaucoup pour cette branche de l'art militaire. Les inventaires anciens prouvent que, dès la première moitié du quinzième siècle, la ville posséda déjà un certain nombre de bouches à feu, et que des membres du Conseil étaient spécialement commis pour les faire tenir toujours en bon état. A diverses reprises on fit venir des maîtres canonniers de l'étranger, et déjà, en 1511, on voit sur les registres que les canonniers de Saint-Gervais étaient exercés à l'ordonnance du maréchal de Savoie. En 1568, on

publia une ordonnance complète sur tout ce qui concernait la défense de la ville et le service de l'artillerie ¹. Déjà auparavant, en 1559, un citoyen, nommé Pierre Simon, avait dédié au Conseil un traité d'artillerie pour les bourgeois, contenant beaucoup de prescriptions et beaucoup de desseins extraordinaires pour l'époque ². En 1589, les officiers d'artillerie genevois devaient jouir d'une bonne renommée, puisque le roi de France demanda au Conseil de lui en prêter deux pour quelque temps, qui passaient pour distingués, mais le Conseil refusa.

Quant à la cavalerie, on trouve bien çà et là qu'il est fait mention dans les documents historiques de Genève de quelques troupes à cheval; mais ce n'étaient que des formations tout à fait temporaires, soit pour des escortes ou gardes d'honneur, soit pour des expéditions extérieures; dans ces derniers cas, ces corps étaient levés extraordinairement et le plus souvent à l'étranger. Ainsi, en 1457, lorsque l'empereur Frédéric vint à Genève, on forma, pour cette occasion, un corps de deux cents cavaliers choisis parmi les jeunes gens les plus opulents, et, en 1589, des arquebusiers à cheval firent partie des troupes à la solde de la République; mais, dans les édits, il n'en fut jamais question, et ce ne fut qu'à la fin du dix-septième siècle qu'un petit corps de dragons fut organisé régulièrement. Environ aussi

¹ D'après les règlements et ordonnances ci-dessus, la ville pour le service de l'artillerie était divisée en trois départements; un pour Saint-Gervais et deux pour la ville. Ces trois départements contenaient dix batteries. A la tête de l'artillerie était le général d'artillerie, et à la tête de chaque département un lieutenant. Chaque batterie avait son chef. Dans chaque batterie les pièces étaient toujours prêtes, ainsi que les armements et munitions nécessaires. Chaque chef de batteries avait la clé de sa batterie, et tous les hommes destinés au service des pièces, répartis d'avance, savaient qu'ils devaient toujours, en cas d'alarme, se rendre à leurs batteries respectives, où ils trouvaient leur chef particulier et toutes choses nécessaires.

² Cet ouvrage était en 1523 dans la Bibliothèque de la Société de lecture, où nous l'avons vu et lu.

à cette époque, par arrêté du Conseil, on institua des grenadiers et des brigades de pompiers. Mais ces pelotons ne formaient pas des corps distincts et restaient attachés au régiment duquel ils étaient tirés ¹.

L'édit de 1568, ni l'ordonnance de 1574, ne contiennent aucune disposition spéciale sur le commandement supérieur des milices. L'office du capitaine général avait été supprimé, comme on l'a vu ci-dessus, et il n'avait point été fait mention du fonctionnaire qui devait le remplacer. Chaque colonel commandait son régiment, et le Petit Conseil était le seul directeur des forces militaires. L'un des syndics ou des conseillers était chargé tour à tour de la surveillance des objets militaires; mais l'office du syndic de la garde proprement dit n'était pas encore réglementairement consacré. Ce n'est que dans le registre du 15 janvier 1651 qu'on trouve pour la première fois l'expression de syndic de la garde, à l'occasion d'une inspection d'une troupe envoyée par Genève à Berne et à Zurich ². Depuis lors, on voit cette expression adoptée, et un serment spécial imposé à ce magistrat qui, pendant le temps de son office, remplissait les fonctions de chef des forces militaires de la République. A différentes reprises, dans lesquelles Genève se trouva en péril, on remplaça le capitaine général par un Conseil de guerre (comme en 1589), ou même par un syndic, qu'on nomma colonel général, ainsi, en 1567, J.-F. Bernard, et, en 1589, Ami Varro; mais ces

¹ Chaque brigade de pompiers était composée de quinze maçons, de dix charpentiers et de deux serruriers. Cette formation fut décrétée le 28 décembre 1706. Cette même année, il fut décidé que l'instruction des tambours se ferait d'une manière uniforme. Deux anciennes marches genevoises de cette époque ont survécu, et se font encore entendre les jours de la fête de la navigation et le jour de la fête des promotions. On ne pensa pas à les défendre sous le régime français.

² Ainsi, en 1602, le syndic Blondel se trouvait au 12 décembre chargé, à son tour, de la direction des affaires militaires, mais il n'était pas syndic de la garde, comme cet office a existé plus tard.

commissions étaient extraordinaires et uniquement temporaires pour l'expédition qu'on avait en vue.

D'après l'édit de 1574, comme aussi d'après ceux de 1543 et de 1568, l'organisation des milices n'était toute relative qu'aux besoins intérieurs et n'avait point en vue des expéditions extérieures. Quoique dans plusieurs circonstances la République fut obligée de prendre des mesures offensives plus ou moins sérieuses, quoiqu'elle pût être appelée à envoyer des secours à ses alliés, néanmoins, dans les lois militaires de cette période, il ne fut jamais question de formation permanente d'un corps de milice plus jeune ou plus disponible l'un que l'autre. Dans les cas extraordinaires, comme en 1450, 1531, 1589, 1651, etc., ce fut toujours au moyen de corps soldés, levés à l'étranger, commandés par des capitaines expérimentés, ou par voie d'enrôlements volontaires, annoncés dans la ville, que le Conseil pourvoyait temporairement aux besoins du moment¹.

Dans les édits et ordonnances rappelés ci-dessus, on ne trouve pas de dispositions relatives à l'armement, ni à l'habillement des milices. L'ordonnance de 1574 ne mentionne point les armes dont devaient être pourvus les soldats des nouvelles capitaineries, ni l'arrangement spécial dans les compagnies des hommes diversement armés. Tout ce que statue cette ordonnance à cet égard, c'est que, provisoirement, comme ces nouvelles capitaineries ne pouvaient être sitôt pourvues d'armes, il serait délivré par l'État aux divers capitaines, pour les besoins de la garde ordinaire, des piques, des arquebuses et des corsets à la suisse.

Ce qu'on peut donc voir par cette disposition, c'est qu'à cette

¹ Ainsi on trouve dans les registres du Conseil du mois de mars 1588, qu'étant obligé d'entretenir 2,000 hommes pendant trois mois, on décréta diverses mesures. On augmenta les impôts, on exhorta, ceux qui le pouvaient, à prêter de l'argent à l'État, etc. — En 1604, la République était endettée de 128,000 écus.

époque les piques étaient encore l'arme de l'infanterie, et que les armes à feu commençaient à être en usage dans les rangs. En effet, en Suisse, ce fut en 1540 qu'on commença à prescrire aux milices l'acquisition des arquebuses; en 1589, le mélange des armes dans l'infanterie était de deux tiers de piquiers et de haliebardiens, et d'un tiers seulement d'arquebuses. En 1600, l'usage des armes à feu fut autant encouragé que possible, principalement à Berne; car, dans les autres cantons on ne voulait pas abandonner les anciennes armes. Ce ne fut qu'en 1700 que l'arquebuse et le mousquet furent remplacés par le fusil. Dans la guerre de 1712, les soldats des troupes bernoises étaient armés en général de fusils, mais les officiers et sous-officiers conservaient les piques. Les autres troupes suisses dans cette guerre étaient encore très-mal armées, et se servaient encore de piques, de massues, et de quelques mauvais et pesants mousquets; même les Zuricois étaient restés fort en arrière sous ce rapport.

Genève, à ce qu'il paraît, suivit assez les progrès, étant située entre la France d'un côté et Berne de l'autre, deux pays où l'art militaire était fort développé. On peut juger par les relations et les gravures du temps de l'Escalade, qu'à cette époque, comme en Suisse, bien que les piques, les haliebardes et les cuirasses fussent encore les armes ordinaires, cependant il y avait déjà plusieurs citoyens armés d'arquebuses. En 1627, le Conseil des Deux-Cents ordonna que le corps soldé de la garnison fût armé de mousquets, et on prescrivit dans ce corps l'arquebuse. Les sous-officiers et officiers devaient conserver la cuirasse et le grand hausse-col. Cependant, ce ne fut qu'en 1655¹ qu'un

¹ En 1646 il y eut à Genève un grand tir d'arquebuse et de mousquet. Les arquebusiers des villes de Nyon, Morges, Lausanne, Vevey, Aubonne, etc., furent invités pour la première fois à venir tirer un prix au mousquet à Genève. Il y eut alors de grandes réjouissances, le corps des arquebusiers genevois voulut fraterniser avec les arquebusiers du pays de Vaud.

arrêté du Conseil invita les plus commodes des soldats des compagnies bourgeoises, à avoir des mousquets, permettant aux non-commodes de conserver les hallebardes. En 1707, à Genève comme à Berne, on avait armé les soldats de la garnison du fusil avec la baïonnette; on peut en juger par le récit de l'exécution de Fatio à cette époque¹.

Quant aux uniformes, il est difficile de préciser exactement l'époque de la transition des antiques vêtements aux habits plus modernes. Dans les histoires de la guerre de Bourgogne, on voit que, bien que les Suisses fussent encore cuirassés, ils portaient des casaques de différentes couleurs avec une croix blanche. Dans les premiers temps, à Genève, on porta aussi des casaques d'un gris brun foncé. En 1705, la mode prussienne ayant prévalu, on commença à habiller le corps soldé, appelé la garnison, de casaques bleues et rouges, dont les pans étaient retroussés en rouge, avec gilets et bas rouges, chapeaux bordés en blanc. Aussi le contingent de ce corps, envoyé à l'armée suisse, y produisit un grand effet.

Peu après, on décida de régulariser aussi les vêtements des compagnies bourgeoises. Tous les hommes durent être habillés d'un habit large, gris clair, uniforme pour tous, avec doublure et parements rouges, veste, culotte et bas rouges, boutons blancs

¹ On voit par les anciens inventaires des magasins de l'État qu'ils renfermaient toujours une assez grande quantité d'armes. Ainsi, d'après l'inventaire de 1507, on possédait entre autres 500 piques, 500 armes à feu, et un certain nombre de cuirasses, de corsets à la suisse, de casques, etc. Le nombre des cuirasses s'augmenta en 1602 de celles provenant des Savoyards, tués ou pris dans la nuit du 12 décembre; ces dernières étaient noires, tandis que celles des Genevois étaient de couleur ordinaire. Parmi les noires, il y en avait quelques-unes avec des ornements dorés. L'inventaire de l'arsenal, fait en 1798 lors de la réunion à la France, énumérait 228 cuirasses, tant noires que blanches, 500 casques en fer, 8 cottes de maille, 94 hallebardes, 500 faux, 24 vieux drapeaux, etc., etc.

et chapeau bordé en blanc, afin, était-il dit dans le registre, que les milices genevoises pussent paraître convenablement et se rapprocher des troupes réglées. Plus tard, on remplaça la culotte et les bas rouges par une culotte grise et des guêtres noires.

Cet uniforme s'est maintenu jusqu'en 1782, et c'est celui auquel on a donné le nom d'uniforme *brecalion*. Celui des canonniers fut noir et rouge, et celui des dragons rouge et noir. Les cocardes des milices genevoises furent toujours noires.

Les drapeaux varièrent de couleur. Dans des anciens inventaires on en trouve des gris et noirs. L'inventaire de 1707 mentionne des *banderias civitatis barratas rubri et nigri coloris*. En 1705, un arrêté du Conseil décida (comme cela était la mode ailleurs), que chacun des quatre régiments bourgeois aurait un drapeau distinct, l'un rouge, l'autre vert, le troisième jaune et le quatrième bleu. Chaque compagnie devait avoir un guidon blanc, barré avec la couleur de son régiment; cette mesure a duré jusqu'en 1782. En 1712, le contingent fourni par Genève pour la guerre partit sur des barques auxquelles on avait mis des banderolles orange et rouge, couleurs de la ville; c'est la première fois qu'il est fait mention de ces couleurs pour drapeaux.

Dans le courant de la période dont nous venons de parler, on trouve quatre épisodes dans le récit desquels on peut particulièrement puiser des renseignements sur l'organisation des milices de la République, et sur l'importance qu'on attachait alors aux moindres questions militaires.

Le premier est l'attaque nocturne de la ville au 12 décembre 1602. Cet événement eut alors du retentissement en Europe, et des écrivains militaires étrangers n'ont pas dédaigné de traiter en détail ce haut fait d'armes qui fit tant d'honneur aux Genevois. On ne doit pas s'attendre à trouver des détails de tactique dans le récit des combats de cette illustre nuit où les citoyens, arrachés de leur repos presque nus et mal armés, accourant

de toutes parts, combattirent vaillamment corps à corps, comme cela arrive dans ces sortes de surprises ; mais on peut juger de l'esprit patriotique qui animait les citoyens et de l'ordre qui régna dans cette mêlée acharnée, où l'on ne voit pas que personne ait commandé en chef. Dans le récit de l'ensevelissement de ceux qui succombèrent pour la patrie (donné par une chronique particulière), on trouve des détails qui se rapportent à l'organisation dont nous avons parlé.

Les seize compagnies bourgeoises, formant les quatre régiments, furent convoquées pour cette importante cérémonie. Soixante des plus valeureux citoyens, revêtus des cuirasses noires prises sur les Savoyards, précédèrent le convoi funèbre se rendant au cimetière de Saint-Gervais. Le corps du syndic Canal fut porté au milieu du Conseil et des professeurs marchant en rangs, suivis de Messieurs de l'audience. Après le Conseil venaient les quatre régiments, leurs colonels en tête, l'épée à la main ; chacun des corps des seize autres victimes était porté au centre d'une des compagnies bourgeoises. Celles-ci portaient les armes basses et les drapeaux garnis de crêpe noir traînaient à terre en signe de deuil. Les tambours battaient la marche des morts, et les trompettes de la ville sonnaient des airs lugubres. Pendant toute cette cérémonie solennelle, la canon tira par intervalles sur les remparts. Au retour tout le cortège vint défiler à la maison de ville devant le Conseil et le clergé réunis.

Le second épisode est celui de l'envoi de deux contingents genevois pour la guerre de 1712. Nos registres et nos historiens donnent beaucoup de détails sur le mode de formation de ces troupes, sur leur belle conduite dans les combats et sur les circonstances de leur retour.

Le troisième est relatif à la révision des ordonnances militaires projetée en 1730 par le Petit Conseil. Par la lecture des registres, des brochures du temps et par l'effervescence qui se manifesta à l'occasion des dispositions contenues dans ce

projet, attaquées comme attentatoires à la sûreté de la ville et aux privilèges des citoyens composant les milices, on peut juger de la grande importance que ceux-ci apportaient aux affaires militaires, de leur susceptibilité à cet égard, et, enfin, des règles du service de garde dans la ville à cette époque.

Le quatrième événement, enfin, qui peut fournir beaucoup de détails sur l'organisation et les moyens militaires de la République, est l'invasion de la Savoie par une armée espagnole en 1742. A cette occasion, Genève, comme en 1838, courut un grand danger ; elle fut menacée d'être envahie et de devenir la résidence d'un prince espagnol et d'un évêque. Aussi prit-elle les mesures les plus sérieuses pour se défendre. Pendant dix-huit à vingt-mois, les milices furent toujours sur pied ; cent bouches à feu furent constamment sur les remparts, approvisionnées et prêtes à être servies ; et, pendant tout ce temps, les tableaux des hommes de garde se monta de 450 à 700 hommes par jour. Tout le service roula sur un effectif de 5,500 hommes de milices, y compris le corps soldé de 700 hommes, et sur 800 Bernois et Zuricois envoyés comme auxiliaires. A cette occasion, plusieurs règlements furent rédigés par la commission de défense, qui contenaient les plus excellentes dispositions. Un registre spécial de cet épisode fut tenu dans le temps ; il existe aux archives, et peut fournir à ceux qui le liront les renseignements les plus intéressants.

QUATRIÈME PARTIE, 1782 à 1852.

Ensuite de la médiation de 1782, une nouvelle ère sous le rapport militaire succéda à la période précédente.

Toutes les anciennes institutions militaires de la République furent anéanties ; toutes les milices, tant de la ville que du territoire, furent dissoutes et abolies. Tous les tirages, tous les exercices militaires, arquebuse, navigation, canon, furent supprimés et interdits.

Tous les citoyens et les habitants furent désarmés, et dès lors les Genevois durent renoncer à ce sentiment inné chez eux, de se regarder comme la seule et véritable force nationale de leur pays. Ils durent abdiquer ce droit auquel ils tenaient de toute ancienneté, et durent renoncer à ces jouissances d'amour-propre national et de patriotisme.

La force militaire résida uniquement dans un corps soldé, auquel on donna le nom de garnison. Ce régiment, de 1,200 hommes était commandé par un colonel et un major qui devaient absolument être étrangers. Il devait être caserné, et, dans ce but, le gouvernement fit bâtir de belles casernes dans le bastion d'Hollande, et sur l'emplacement de l'ancien Arsenal, vis-à-vis l'église de Saint-Germain et de la maison de ville¹.

Cette organisation, si peu en harmonie avec les habitudes et le caractère des Genevois, ne pouvait avoir les sympathies de la République. Aussi ce régime militaire ci-dessus ne dura que sept ans, et fut renversé à la suite de scènes violentes.

Par un édit du 10 février 1789, la milice bourgeoise fut réorganisée; mais cette réorganisation différa en ce point important des anciennes règles, c'est qu'il n'y eut point obligation d'en faire partie comme autrefois, et qu'il n'y avait que ceux qui se présentaient sous certaines conditions qui fussent admis, aussi fut-elle beaucoup moins nombreuse qu'auparavant. On forma

¹ Un avis ainsi conçu fut envoyé à l'étranger : *Avis à la brillante Jeunesse* : La République de Genève lève un régiment; on y admet des hommes de toutes nations non mariés, bien bâtis, n'ayant pas les poils roux, et non flétris par la justice; on fournit à chaque homme armement, équipement, un habit tous les deux ans et une culotte toutes les années. Ils sont logés dans de belles casernes, chauffés et blanchis. Ils ne courent point les hasards de la guerre, ni la fatigue des longues marches, car ils sont sédentaires à Genève; ils sont rasés et médicamentés. On donne à chaque soldat 32 sols de France tous les cinq jours, 22 onces 1/2 de pain par jour, 48 fr. d'engagement, 18 fr. toutes les années pour le petit habillement, etc.

un régiment auquel on donna le nom de volontaires ; conformément aux anciens usages, ce régiment fut composé de quatre bataillons, chacun de quatre petites compagnies.

Quant au service de l'artillerie, on en revint aux anciennes idées, hostiles à la création de corps spéciaux. Dans chaque compagnie quelques hommes furent désignés pour le service des pièces, mais ils ne sortaient point à cet effet de leurs compagnies respectives.

L'ancien uniforme gris fut remplacé par un nouvel uniforme plus brillant ; savoir, un habit noir avec revers, parements et retroussés rouges, avec des boutons jaunes portant un soleil en relief ; veste et culotte de drap blanc, avec grandes guêtres noires ; chapeau bordé en or ; la cocarde noire fut conservée. Chaque bataillon avait son drapeau comme autrefois de diverses couleurs.

Cet édit de 1789, tant applaudi lors de son apparition, ne devait pas être de longue durée. Le Code genevois de 1791 vint apporter diverses modifications à cet édit. On rétablit l'obligation de faire partie de la milice ; aussi supprima-t-on le nom de régiment de volontaires, et on le remplaça par celui légion ; toujours conformément aux anciens usages, elle fut composée de quatre bataillons, chacun de quatre compagnies. Dans cette organisation, on commença à faire quelque différence entre les âges des légionnaires ; dans chaque compagnie il y avait deux classes d'hommes ; l'une comprenait ceux de vingt à quarante ans ; l'autre ceux de quarante à soixante ans. Les premiers devaient être pourvus de l'armement et de l'uniforme complet. Les seconds, appelés auxiliaires, étaient dispensés de l'uniforme. Chaque bataillon portait au chapeau une houppe différente ; l'une jaune, l'autre verte, St-Gervais blanche et le quatrième rouge. L'uniforme noir et rouge fut conservé, ainsi que la cocarde noire. Il ne fut rien changé au mode de fournir des hommes pour le service de l'artillerie ; il fut seulement encore plus for-

mellement décrété que les légionnaires appelés au service du canon ne pouvaient porter à leur uniforme aucune marque distincte, et qu'ils ne pourraient passer aucune revue particulière.

Après les déplorables années d'anarchie de 1793 et 1794, où les clubs armés furent la force militaire de la République, le calme s'étant rétabli, le titre XI de la Constitution de 1796 régla de nouveau ce qui était relatif aux institutions militaires du pays. L'organisation de la milice différa peu au fond de celle de 1791 ; cependant quelques modifications de détails et de dénominations la distinguèrent des précédentes.

D'abord, les nouveaux législateurs, imitant ce qui se faisait en France, adoptèrent, pour la milice, la dénomination de *garde nationale*, nom inconnu jusqu'alors à Genève. Toujours encore suivant l'ancien mode de classification, elle fut divisée en quatre régiments, portant chacun le nom de l'arrondissement de la ville qui leur était affecté ; c'est alors qu'on adopta les noms du Collège, du Parc, de la Douane et de Jean-Jacques Rousseau. Le territoire de la campagne, pour la première fois, fut divisé en un certain nombre de compagnies spéciales avec leurs chefs particuliers.

Pour le service de l'artillerie, chaque compagnie de la ville dut fournir un escouade de vingt hommes ; ils continuaient bien à faire le service de fusiliers avec les compagnies desquelles ils étaient tirés ; mais, comme artilleurs, ils formèrent un bataillon à part et purent faire une revue spéciale. Le syndic de la garde était le chef de ce bataillon.

L'uniforme de 1789 fut conservé, mais les cocardes et les drapeaux durent être aux couleurs tricolores genevoises, savoir, rouge, jaune et noir.

Conformément aux anciennes coutumes, l'article 556 stipule que, dans le cas où la République serait requise par ses alliés de leur envoyer des secours, ceux-ci seraient formés par des enrôlements volontaires et subsidiairement par le fort.

Telle fut la dernière organisation militaire de l'ancienne République genevoise. Depuis lors, ayant été envahie, le 15 avril 1798, par la France, elle dut être subordonnée aux lois et aux ordonnances militaires françaises.

En effet, dès le mois de juin 1798, une réorganisation de la garde nationale fut ordonnée. Tous les citoyens de seize à soixante ans furent répartis en quatre bataillons, et durent arborer la cocarde française ; dans différentes occasions, l'autorité ayant éprouvé l'inconvénient de ne pas avoir une petite troupe un peu présentable pour les fêtes et les réceptions d'honneur (surtout pendant le séjour du premier consul à Genève), il fut décrété, en 1801, que dans chacun des quatre bataillons de la ville il serait formé des compagnies d'élite, composées de volontaires.

La formation de ces compagnies fut assez prompte ; on leur donna un uniforme bleu, à passepoils rouges, et pour coiffure des schakos, qui étaient alors tout à fait nouveaux. (Aussi on les appela les Schakotiers.)

Enfin, en 1806, l'empereur ayant, d'après un nouveau plan, réorganisé en entier toutes les gardes nationales de France, celle de Genève dut aussi être réformée. Ensuite de ce nouveau décret, la garde nationale du département du Léman forma une légion composée de six cohortes ou bataillons.

La ville de Genève comprit pour elle seule deux cohortes, chacune de dix compagnies. Chaque cohorte devait avoir deux compagnies d'élite. Les compagnies du centre ne furent guère organisées que sur le papier ; les capitaines, quelques officiers et sous-officiers furent nommés ; mais elles n'eurent pas d'occasion d'être réunies.

Les quatre compagnies d'élite (nombre toujours sacramentel pour la ville), au contraire, durent être promptement et convenablement formées. Elles furent composées de jeunes gens et d'hommes dans la force de l'âge. Ces hommes durent s'armer,

s'équiper et s'habiller à leurs frais ; on leur donna l'uniforme de la garde nationale française, bleu et revers blancs ; la coiffure était le bonnet à poils pour les grenadiers et le schako pour les chasseurs. Les sentiments de patriotisme genevois qui animaient quelques-uns des chefs qui les commandaient, l'esprit de corps qu'elles prirent dans d'anciennes fêtes genevoises où elles figuraient, et dans des occasions fréquentes de réunion, eurent pour Genève une importance immense dont le gouvernement français ne se doutait pas et dont il s'aperçut trop tard. Les derniers jours de 1813 trouvèrent ces quatre compagnies admirablement bien disposées, et Genève leur dut en grande partie, ainsi qu'aux représentations officielles que firent quelques-uns de leurs chefs au général français, de ne pas éprouver les malheurs d'une prise d'assaut par les Autrichiens et de grands désordres à l'intérieur. Le 30 décembre, faisant un service actif déjà depuis quelques jours, elles se trouvèrent toutes prêtes pour remplacer la garnison française au moment de sa retraite aux portes et dans les différents postes qu'elle occupait.

Longtemps encore ces compagnies firent un service fréquent, aussi le Conseil d'État provisoire, en reconnaissance de leur dévouement et du zèle qu'elles avaient montré, leur distribua quatre-vingts médailles en argent et quatre en or pour les officiers.

Dès 1815, on voulut s'occuper d'une réorganisation de la milice genevoise ; une commission, chargée de ce travail, proposa le rétablissement des quatre régiments ou bataillons d'antique usage, sans corps spéciaux ; mais ce projet ne fut pas adopté, et comme les circonstances étaient urgentes, on se contenta provisoirement, en conservant les quatre compagnies d'élite aussi nombreuses que possible, d'organiser complètement les autres compagnies des deux cohortes, ainsi que celles de la campagne de l'ancien territoire. Mais, en outre, malgré l'opposition de quelques chefs de ce temps, on se hâta de former un bataillon d'ar-

tillerie auquel on adjoignit une compagnie d'arquebusiers pour le service des mousquets de remparts.

Le 19 mars 1815, toutes les milices auxquelles on avait donné le nom provisoire de garde genevoise, furent rassemblées au Molard pour prêter serment à la République et pour recevoir les drapeaux aux couleurs rouge et jaune, qui, pour la première fois, flottaient dans les rangs des troupes genevoises. Dès cette époque aussi, les milices, ne goûtant pas la cocarde noire qu'on avait reprise de fait en 1814, commencèrent à porter la cocarde à ces couleurs, qui fut sanctionnée par un arrêté du Conseil d'État le 21 mai ¹.

En 1818, l'état provisoire militaire cessa; le 18 février fut promulguée la première loi d'organisation des milices du canton de Genève. Les temps avaient amené de nouvelles idées, une augmentation de population et de nouvelles obligations durent apporter nécessairement de grandes modifications aux anciennes institutions.

Tous les hommes des milices du canton, depuis l'âge de vingt ans à soixante ans, formèrent six bataillons d'infanterie, un bataillon d'artillerie et un corps de cavalerie; quatre bataillons furent affectés à la ville; savoir, le bataillon d'artillerie et trois bataillons d'infanterie.

Par suite des exigences fédérales, la loi dut nécessairement établir deux classes distinctes d'hommes dans les milices. L'une sous le nom de contingent, comprenant les jeunes gens de vingt

¹ Dans la même année, l'autorité fédérale ayant requis Genève d'envoyer à l'armée fédérale un bataillon de 500 hommes, le Conseil d'État, comme autrefois, annonça la formation de cette troupe par voie d'enrôlement volontaire. Les jeunes gens, joyeux alors de figurer dans les rangs suisses, s'empressèrent de s'inscrire. En moins de trois à quatre jours, plus de 1,700 hommes concoururent pour la formation de ce bataillon, qui entra au service fédéral le 5 juin, et partit peu de jours après muni d'un drapeau rouge et jaune, brodé par les dames genevoises.

à vingt-sept ans, destinés au service fédéral, et l'autre, sous le nom de réserve, comprenant les hommes destinés au service cantonal. Cette dernière classe fut beaucoup plus nombreuse que la première, et, chaque bataillon, sur six compagnies, en comprenait quatre de réserve et deux de contingent; de plus, la loi ordonna des mesures d'instruction aussi complètes que possible pour toutes les milices, et fonda entre autres pour les jeunes gens de vingt ans à leur entrée dans la carrière militaire, l'institution toute nouvelle pour Genève du camp d'instruction, institution devenue si nationale, et dont l'efficacité a consacré le maintien jusqu'à nos jours.

La direction des affaires militaires fut confiée à un Conseil militaire composé d'officiers de la milice, présidé par le syndic de la garde, dont faisaient partie trois conseillers d'État, dont l'un était inspecteur de la milice, et les autres directeur d'artillerie et inspecteur des fortifications. Le syndic de la garde était le chef supérieur des troupes.

Depuis 1818 à 1852, à diverses reprises le Conseil législatif apporta quelques modifications à cette première loi; ainsi, en 1839, les compagnies d'infanterie du contingent furent réunies en bataillons spéciaux, et on abolit l'ancienne organisation du service des pompes à incendie, qui n'avait rien de fixe ni de militaire, et on forma un bataillon spécial de sapeurs pompiers pour la ville de Genève, composé de trois compagnies et d'un état-major, qui prit rang parmi les bataillons de la milice, dont le nombre fut ainsi porté à dix.

En 1847, la magistrature syndicale étant abolie par la nouvelle Constitution, celle du syndic de la garde dut nécessairement être supprimée. Le président du département militaire, ayant pour chef d'état-major un colonel-inspecteur des milices, devint le chef supérieur des troupes.

Enfin, la dernière loi de 1852 est encore venue modifier en quelques points les lois précédentes. Ainsi, entre autres, l'obli-

gation de faire partie de la milice a cessé avec l'âge de quarante-quatre ans, et cette obligation ne s'est plus étendue aux étrangers; mais une modification essentielle apportée à toutes les lois anciennes et modernes dont nous avons fait mention, est celle contenue dans l'art. 10 de cette dernière loi. Autrefois, comme on l'a vu, la milice était toute sédentaire et ne pouvait jamais être appelée à l'extérieur; depuis la loi de 1818, ensuite des obligations fédérales, une partie fut destinée au service fédéral; mais, d'après les dispositions de cet art. 10 de la nouvelle loi de 1852, la landwehr, aussi bien que le contingent, a été rendue disponible.

Telle est l'histoire sommaire des diverses organisations tant anciennes que modernes des milices genevoises. On a pu voir combien les citoyens y ont toujours porté d'intérêt et d'importance. Puissent nos nouvelles institutions militaires avoir autant d'efficacité pour le pays, qu'elles lui nécessitent de frais, et qu'elles imposent de sacrifices aux citoyens.

M. Gaullieur communique les observations que M. le général Dufour a bien voulu lui adresser touchant son mémoire sur *Jules César considéré au point de vue de l'histoire de Genève et de l'ancienne Helvétie* ¹.

L'honorable général, si versé dans l'étude des historiens militaires, et qui a fait des Commentaires de César une étude particulière et approfondie, estime que l'auteur a rencontré juste sur la plupart des points.

1° Il croit aussi que le mur de César n'était pas un rempart continu. Une légion n'aurait pas suffi à ce travail en si peu de temps. C'était sans doute une ligne à intervalles. Il n'y avait, en effet, que certains points à fortifier. Un rempart eût été inutile et même ridicule en certains endroits. Jules-César ne peut

¹ Voir le Bulletin de l'Institut Genevois, n° 4.

y avoir songé. Que penser de ceux qui ont traduit *MURUS* par *muraille* (en maçonnerie) ?

2° Malgré l'imposante autorité de Napoléon, qui calcule qu'une seule légion a pu faire six lieues de retranchement qui cubaient 4,000 toises en cent vingt heures, soit dix à quinze jours, le général Dufour croit que ce travail est impossible dans un si court espace de temps. Il estime qu'il faut interpréter largement, comme l'a fait Napoléon, certains passages des Commentaires sur les allées et venues de César. Ainsi il n'alla pas à Aquilée chercher les légions dont il avait besoin contre les Helvétiens, mais en Italie, d'où il appela les légions qui stationnaient à Aquilée.

3° Le général Dufour estime que l'OCELE des Commentaires, où César se rendit après avoir battu les populations alpestres des Centrons, des Garioceliens et des Caturiges, est l'*Exilles* de notre géographie moderne plutôt qu'*Oneille*, comme quelques-uns l'ont traduit.

4° Examinant l'opinion du général Warnery sur le récit des Commentaires, au sujet de la marche des Helvétiens dans les Gaules et de leur poursuite par César, le général Dufour croit que l'écrivain militaire vaudois raisonne complètement à faux quand il dit que « les Helvétiens voulaient passer le Jura pour aller en Bourgogne. » Les Helvétiens ne voulaient certainement pas monter dans cette partie des Gaules pour redescendre à Toulouse. Leur chemin naturel est bien celui indiqué par Jules-César, et il n'y avait, en effet, que celui-là. César ne courait pas après les Helvétiens. Il leur barrait le chemin de Toulouse.

5° La tactique que Warnery prête à César, pour empêcher les Helvétiens de passer, est complètement erronée. Comment penser que qui que ce soit ait pu écrire une pareille absurdité ? Warnery commet encore une erreur, quand il dit que « jamais homme, ni bête, a passé le Rhône à gué, à sa sortie du lac de Genève, même dans les basses eaux. » Warnery, avec tout son

esprit, a montré peu de jugement dans sa dissertation. Il est presque inutile de discuter quelques-unes de ses assertions où il prête à César des choses absurdes.

6° Le mont VUACHE, *vu de Genève*, semble être la continuation du Jura, et l'expression *ad montem Juram*, pour indiquer le lieu où finissait le retranchement de César, paraît bien désigner cette montagne en face du mont Credo.

7° En ce qui touche la participation qu'un ou plusieurs lieutenants de Jules-César auraient eue aux actes de la campagne contre les Helvétiens, le général Dufour penche à croire avec l'auteur du Mémoire, que des généraux de César ont eu une grande part aux faits qui se sont passés à Genève. Mais il ne saurait croire, en ce qui touche T. Labienus en particulier, que sa part d'action et de mérite ait été diminuée dans les *Commentaires* par suite de sa rupture avec César. Ce grand capitaine, en maint endroit des *Commentaires*, fait l'éloge de T. Labienus. On en a dit autant de Napoléon à l'égard de Moreau. La jalousie n'entre pas dans les grandes âmes et chez les hommes qui sentent leur supériorité, quand celle-ci est hors de ligne, comme c'était le cas pour Jules-César.

8° Le général Dufour ne peut admettre le doute sur la présence en personne de Jules-César à Genève. Que T. Labienus ait joué le premier rôle comme lieutenant de César, dans la défense du Rhône, à la bonne heure. C'est ce qu'on voit tous les jours dans les actions de guerre, sans que pour cela on prétende que le général en chef y était étranger.

9° La réponse de Jules-César aux ambassadeurs helvétiens, que les usages et la dignité du peuple romain ne lui permettaient pas d'accorder à un peuple étranger le passage à travers la province, pourrait bien être en effet, ainsi que le dit l'auteur du Mémoire, une convention historique, comme le fameux mot du général Cambrone à Waterloo : « La garde meurt, mais elle ne se rend pas. »

10. L'argumentation de M. le professeur Gaullieur, qui fait remonter à l'empereur Auguste seulement la fondation d'une colonie à Nyon, *Colonia Equestris*, plutôt qu'à Jules-César, paraît à M. le général Dufour parfaitement juste, ainsi que ce qu'il dit en terminant sur l'existence coloniale de Genève sous les Romains.

Séance du 29 novembre 1854.

Les membres présents décident que la prochaine réunion de la Section aura lieu le vendredi 15 décembre, pour statuer définitivement sur ce qui concerne la deuxième séance générale de l'année.

Une commission de trois membres, composée de MM. James Fazy, Massé et Gaullieur, est chargée d'examiner les mémoires envoyés au concours. Elle fera son rapport pour le 15 décembre.

M. Burillon, membre honoraire, donne lecture de la première partie de son travail sur l'histoire de la philosophie cartésienne, par M. Bouillier, membre correspondant à Lyon.

Première partie.

En 1838, l'académie des sciences morales et politiques proposait et mettait au concours *l'histoire critique du cartésianisme*. Sur six mémoires, dont plusieurs étaient très-remarquables, deux furent couronnés, l'un de M. Bordas-Demoulin, l'autre de M. Bouillier, publié en 1842, sous le titre d'*Histoire critique de la philosophie cartésienne*, en 1 vol. in-8.

Depuis cette époque, M. Bouillier a repris de nouveau son sujet, et, par de nouvelles recherches et des investigations bien autrement étendues, en a fait un ouvrage tout à fait nouveau, qui peut être consulté avec fruit, non-seulement par ceux qui s'occupent de philosophie, mais encore par ceux qui cultivent les lettres.

L'auteur, avant d'entrer dans son sujet, donne un aperçu général de l'état de la philosophie avant Descartes, au seizième siècle. A cette époque, on voit une grande ardeur pour les études philosophiques, Platon et Aristote sont mis en opposition, le vrai Aristote est opposé au faux Aristote; les anciens systèmes se reproduisent, la pensée s'enhardit, mais l'autorité sévit contre les novateurs. « Le philosophe, dit Pomponat, est semblable à « Prométhée, la soif de la vérité le consume, il est honni de « tous comme un insensé, les inquisiteurs le persécutent, et il « sert de spectacle au peuple. » La mort de Ramus, de Bruno et de Vanini vient encore s'ajouter à ce tragique spectacle ! Malgré les persécutions et les bûchers, la pensée persiste et continue son mouvement; mais sans méthode, sans direction réglée; donnant égarée dans des tentatives originales et bizarres.

Bacon apparaît, mais il a peu d'influence sur son siècle, à peine est-il connu ou cité par ses contemporains et par les philosophes du seizième et du dix-septième siècle; d'ailleurs, il reste encore trop attaché à l'autorité, aux choses singulières, à l'astrologie, par exemple, aux démons et aux anges.

Mais avec Descartes tout change, la règle se produit au milieu de ce chaos philosophique, et son influence est autrement grande. Hegel a dit vrai en avançant que c'est avec Descartes que commence véritablement la philosophie moderne, et qu'on ne saurait se faire une idée trop grande de son influence.

Après avoir esquissé à grands traits cette époque d'essais de réformes et de tentatives de tous genres, M. Bouillier arrive à Descartes. La vie de cet homme extraordinaire est trop liée et trop utile à l'intelligence de sa philosophie pour être passée sous silence, aussi nous y arrêterons-nous aussi nous-mêmes particulièrement, en nous aidant, le plus souvent, de M. Bouillier.

René Descartes naquit en 1596 en Touraine. Placé au collège de la Flèche, il en sortit n'emportant que doute et incertitude; les mathématiques seules, d'entre toutes les sciences, lui paru-

rurent présenter des caractères de certitude et d'évidence. Dès lors, dégoûté des autres sciences, telles qu'on les enseignait, il abandonne livres et docteurs, résolu à ne plus étudier qu'en lui-même et dans le grand livre du monde. Il vient à Paris, la vie du monde le remplit de trop de distractions, il s'en isola et se retire caché dans une maison écartée du faubourg Saint-Germain, où ses amis ne le découvrent que deux ans après. A vingt-un an, il s'engage comme volontaire au service de plusieurs princes d'Allemagne, ne recevant aucune paie, afin de conserver son indépendance.

Mais là, comme à Paris, c'est la science qui l'occupe tout entier ; au milieu des camps il observe froidement le cœur humain, les passions que les combats mettent en évidence ; il étudie la construction des machines de guerre qui battent les remparts et les lois des forces qui les font mouvoir ; il songe à Tycho-Brahe dans Prague prise d'assaut. Ce fut du commencement de 1619, au service de l'électeur de Bavière, que, seul enfermé tout le jour, il jeta les premiers fondements de la méthode, en prenant la résolution de se défaire de toutes les opinions reçues autrefois en sa créance, pour ne plus les y admettre que sous le contrôle de la raison. Il se trace d'abord pour règle de sa pensée : 1° de ne jamais recevoir aucune chose pour vraie qu'il ne la connût évidemment pour telle, et de ne rien comprendre en ses jugements, que ce qui se présenterait si clairement et si distinctement à son esprit, qu'il n'eût aucune occasion de le mettre en doute ; 2° de diviser chacune des difficultés qu'il examinerait en autant de parcelles qu'il se pourrait, et qu'il serait requis pour les mieux résoudre ; 3° de conduire par ordre ses pensées, en commençant par les objets les plus simples, et les plus aisés à connaître, pour monter peu à peu, comme par degrés, jusqu'à la connaissance des plus composés. La dernière, de faire partout des dénombrements si entiers et des revues si générales qu'il soit assuré de ne rien omettre.

A ces règles pour la direction de son esprit, il ajoute une méthode provisoire pour se guider prudemment dans le monde, soit envers les lois, soit à l'égard de la religion de son pays, et pour se maintenir, lui-même, toujours fermé dans ses déterminations, et ne rien faire qui soit contraire à l'ordre du monde.

En 1621, il renonce à la vie des camps, quitte le métier des armes; et, avant de mettre à exécution ces projets, recommence à voyager, visite une partie de l'Europe et revient à Paris en 1623.

Après s'être mêlé aux gens du monde, sa réputation déjà croissante lui fait de nombreux amis, parmi lesquels on remarquait Balzac, beaucoup de mathématiciens et autres célébrités; fatigué de visites, de curieux en littérature qui aimaient à l'entendre parler, il se retira encore une fois au faubourg Saint-Germain, mais il ne lui fut plus aussi possible d'y méditer à loisir. En 1628, sentant son esprit mûr pour la réforme qu'il méditait, il quitte Paris, se retire en Hollande, espérant y rencontrer plus de tranquillité, et surtout plus de liberté pour la philosophie. « Là, dit-il, parmi la foule d'un peuple actif, plus soigneux de ses propres affaires que curieux de celles d'autrui, j'ai pu vivre aussi solitaire et retiré que dans les déserts les plus écartés. » Il change souvent de résidence, autant pour dépister les importuns, que pour veiller à l'impression de ses travaux, et pour aider de ses conseils des professeurs qui, goûtant ses principes, travaillaient déjà à les répandre dans quelques universités. Du milieu de cette solitude, il ne reste cependant étranger à aucune découverte; par l'intervention du P. Mersenne, il est en relation avec les savants de tous les pays; c'est par lui qu'il reçoit les objections des philosophes et des théologiens et qu'il y répond.

C'est en Hollande, où il vécut, en quelque sorte, caché au monde pendant vingt-cinq ans, que Descartes publia le *Discours de la Méthode* et la plupart de ses ouvrages. Il eut la satisfaction

de voir très-vite ses idées s'introduire dans plusieurs universités mais non sans quelques orages, et sans éprouver, plus tard, lui-même, les tracasseries de quelques ministres, fanatiques défenseurs de la foi, et zélés partisans d'Aristote; il s'en tira fort heureusement, grâce à la protection de l'ambassadeur de France et à celle du prince d'Orange.

Remarquable comme libre penseur, Descartes l'est surtout par l'esprit de conduite dont il fait preuve; si Platon n'est pour lui qu'un homme qui a posé spirituellement des principes vraisemblables, s'il estime si peu Aristote, et, enfin, s'il professe un si grand dédain pour tous les philosophes qui l'ont précédé, il ne faut pas trop se presser de le condamner. Descartes, confiant en lui-même, ne méditait pas moins qu'une révolution en philosophie, et comme tout révolutionnaire il n'aime pas le passé; c'est là le caractère le plus ordinaire de tous ceux qui ont semblable mission, et l'on ne peut exiger d'eux ni grande estime, ni jugement bien équitable sur ce qu'ils ont pour mission de détruire. Qu'importe à Descartes ce qu'ont pensé d'autres hommes: « il veut ignorer, répond-il à Gasseudi, si jamais d'autres hommes ont existé, et partant ne s'émeut pas beaucoup de leur autorité. Voilà mes livres, disait-il, en montrant des animaux qu'il avait disséqués. » Ce mépris du passé était exagéré sans doute; mais c'est aussi par ce dédain qu'il est plus libre dans son élan vers l'avenir. Quant à son érudition, « ce « n'était, comme le dit fort bien M. Bouillier, ni un érudit, ni « un ignorant; il aimait mieux lire dans le livre de la nature « que dans ceux des hommes; mais il n'était pas et ne pouvait « pas être étranger à tout le passé de la science. » Enfin, quant aux traditions qui ont pu l'entourer dans son bas-âge, nous ne pensons pas qu'il en ait fait autre chose que ce qu'il a fait du premier langage qu'on lui a appris à bégayer; et s'il continue une tradition, c'est celle du développement continu de la raison humaine, en face de la vérité qui pose constamment devant elle,

et qui la sollicite sans cesse. La grande originalité de Descartes, c'est d'avoir brisé les obstacles, les points d'arrêts, qui barraient le libre développement de la pensée.

Comme nous l'avons dit, dans la conduite de sa réforme, Descartes, ne se montre pas moins prudent qu'audacieux ; les préceptes qu'il donne à son imprudent disciple Régius sont remarquables ; il lui conseille, entre autres, de ne jamais proposer des choses nouvelles comme étant nouvelles, afin de les faire mieux goûter. Lui-même craint souvent de paraître trop novateur en philosophie ; mais, surtout, il ne veut pas le paraître du tout, ni en politique, ni en religion ; aussi s'empresse-t-il, dans sa morale par provision, de proclamer sa soumission aux lois et aux coutumes de son pays. « J'ai la religion du roi, celle de ma nourrice, » répond-il au théologien Révius, qui le presse d'appliquer à sa religion la méthode qu'il suit en philosophie. Dans ses attaques contre les sciences de son temps, il a bien soin d'en excepter la théologie. « Je révere, dit-il, notre théologie, et je prétends autant qu'aucun autre à gagner le ciel ; » il ajoute qu'il ne croit pas avoir reçu du ciel l'extraordinaire assistance requise pour l'examiner. Il se refuse, pour les mêmes motifs, de traiter de l'immortalité de l'âme, de la vie future, et même de simples questions de morale. « Messieurs les régents, écrit-il à M. Chanut, sont si animés contre moi à cause des innocents principes de physique, et si en colère de ce qu'ils n'y trouvent aucun prétexte de me calomnier, que, si je traitais après cela de la morale, ils ne me laisseraient aucun repos. »

Cette prudence, que Bossuet plus tard trouve excessive, n'était certes pas inopportune. Qu'on se rappelle qu'il n'y avait que dix-huit ans, alors, que Vanini, sur le réquisitoire du conseiller Catel, avait été condamné à être brûlé vif sur une des places publiques de Toulouse, après avoir eu la langue coupée ; qu'environ six ans après, Bitaud, Villon, Claves, étaient exilés pour avoir osé s'engager à soutenir des thèses contre les principes

d'Aristote. Que du temps même de l'auteur, quatre ans avant le *Discours de la Méthode*, Galilée était emprisonné et condamné à réciter, pendant trois ans, une fois chaque semaine, les sept psaumes de la pénitence.

Malgré sa prudente réserve, Descartes ne put pas toujours rester retranché derrière sa règle de la distinction de la foi et de la raison. Pressé, par quelques théologiens, de s'expliquer, il était aussi dangereux pour lui de se taire que de parler. Que nous sert, lui disait-on, que vous protestiez de votre attachement à la foi, si vous ne montrez que vos principes peuvent s'accommoder avec elle ? Il ne croit pas que les choses qui sont clairement connues par la lumière naturelle puissent être contraires à la théologie de personne, « à moins, écrit-il au P. Di-
« net, que cette théologie elle-même ne fût manifestement oppo-
« sée à la lumière de la raison, ce que je sais que personne
« n'avouera de la théologie dont il fait profession. » Pressé encore par des objections tirées des Écritures, il y répond en se retranchant derrière le sens figuré, mais en déclarant, avec quelque humeur, qu'il ne répondra plus à de semblables objections.

Une chose qui préoccupait surtout Descartes; c'était de se concilier les bonnes dispositions des jésuites dans l'intérêt de sa philosophie ; il est plein de déférence à l'égard de ceux de l'ordre qui semblent goûter ses principes, ou qu'il espère attirer à lui. Désappointé, en apprenant les attaques du Père Bourdin, il s'empporte presque, et menace, mais inutilement, la proposition était par trop contraire à l'esprit de la société ; la liberté de penser du *Discours de la Méthode* et des *Méditations* était à une grande distance de la lettre sur la vertu d'obéissance pour pouvoir se rapprocher et vivre ensemble.

Sur la fin de sa vie, Descartes avait entrepris l'exposition de sa philosophie sous une forme populaire. Son but était de remplacer Aristote dans les chaires et dans les écoles ; de parler,

non-seulement aux savants, mais à tout le monde, jusqu'aux plus simples, de façon à se faire comprendre des femmes et même des enfants. Écrire de la philosophie en français était chose rare à cette époque, et Descartes sentait bien toute l'importance de cette innovation. « Si j'écris en français plutôt qu'en latin, c'est « à cause que j'espère que ceux qui ne se servent que de leur « raison naturelle toute pure jugeront mieux de mes opinions « que ceux qui ne croient qu'aux livres anciens. »

Comme écrivain, Descartes n'a pas des titres moins grands que comme philosophe; et la littérature ne lui doit pas moins que la philosophie. Qu'était avant Descartes cette belle prose qu'on admire tant dans Pascal et dans Bossuet? Une combinaison d'éléments aussi nombreux que divers; la langue comme la pensée s'abreuve d'antiquité, puise indistinctement à toutes sources. On voit certainement à cette époque des auteurs d'un talent et d'une originalité rares, parfois d'un langage ou plutôt d'un idiôme bizarrement gracieux, mais qui n'appartient qu'à eux seuls, qui manque de cette forme universelle commune à tous. La littérature de cette époque met au jour des œuvres, sans doute, pleines d'érudition; mais sans ordre, sans proportion, manquant de conclusion: Là, tout raisonnement s'appuie de citations, toute argumentation est historique, et devient affaire d'érudition. Le même mal qui pèse sur la pensée, produit aussi sa fâcheuse influence sur le langage; et, pour affranchir celui-ci, il fallait d'abord affranchir celle-là.

Le *Discours de la Méthode* offre le premier exemple de cette belle prose qu'on retrouve dans les Provinciales. Écrit pour porter la réforme dans la manière de penser, il la porte par surcroît dans la manière d'écrire, et, le premier, il offre cette clarté de style, qualité qui, plus que toute autre, doit porter au loin la langue française. Pour Descartes, il marche seul; s'il raisonne, il n'en appelle qu'à l'évidence. Dans son raisonnement, point de témoignages humains, point de citation, ni de commentaire.

S'il parle ou s'il écrit, son but n'est pas de faire du style; son originalité, c'est le naturel; il veut être clair, compris de tout le monde, et, pour bien parler, il commence par bien penser : « Ceux qui ont le raisonnement le plus fort, dit-il, et qui digèrent le mieux leurs pensées afin de les rendre claires et intelligibles, peuvent toujours le mieux persuader ce qu'ils proposent, encore qu'ils ne parlassent que le bas breton et qu'ils n'eussent jamais appris de rhétorique. » Dans son langage, point de ces vains ornements qui le surchargent et en gâtent l'expression. Il blâme la superfluité des mots dans Sénèque, et, critiquant les diverses définitions que celui-ci donne du souverain bien, « leur diversité, dit-il, fait paraître que Sénèque n'a pas clairement entendu ce qu'il voulait dire : car d'autant mieux on conçoit une chose, d'autant plus on est déterminé à ne l'exprimer qu'en une seule façon. »

Comme on le voit, Descartes se sépare de son siècle non-seulement comme philosophe, mais encore comme écrivain. Sa belle prose, tant admirée de ses contemporains, a été trop oubliée des historiens de la littérature moderne. C'est à M. Cousin qu'on doit d'avoir rappelé de nouveau l'attention sur la valeur littéraire du *Discours de la Méthode*. « Dès qu'il parut, dit-il, tout ce qu'il y avait en France d'esprits solides, fatigués d'imitations impuissantes, amateurs du vrai, du beau et du grand, reconnurent à l'instant le langage qu'ils cherchaient. Depuis, on ne parle plus que celui-là; les faibles médiocrement, les forts, en y ajoutant leurs qualités diverses, mais sur un fonds invariable, devenu le patrimoine et la règle de tous. »

Mais une seule pensée seulement a préoccupé Descartes c'était la réforme de la philosophie; s'il a porté plus loin, c'est d'abondance.

En même temps qu'il voyait sa philosophie accueillie avec admiration, et professée avec enthousiasme, Descartes avait à lutter contre les ennemis qu'elle lui suscitait de toutes parts. L'uni-

versité d'Utrecht, cartésienne depuis longtemps, devint son ennemie, grâce aux menées artificieuses de l'intrigant Voët, qui l'accusa d'athéisme; les mêmes manœuvres le poursuivirent aussi à Leyde; enfin, en but aux accusations les plus contradictoires, au fanatisme et à l'intolérance des théologiens, et entouré d'espions, le séjour de la Hollande lui devint désagréable et même peu sûr; il se détermina à revenir en France, sur les offres et les promesses de la cour. De retour à Paris, cette protection lui sembla tellement équivoque, que, trois mois après, il en repartit pour sa retraite d'Égmond, dans le nord de la Hollande, où il put voir les nouveaux progrès que sa philosophie avait faits, malgré l'opposition de ceux qui la poursuivaient.

En 1649, il reçut des lettres de Chanut, par lesquelles on lui faisait connaître le désir que la reine Christine avait de l'attirer à Stockholm. Comme Descartes hésitait à répondre, il reçut de plus pressantes sollicitations de la part de la reine; enfin, il céda, et se rendit en Suède. Les honneurs qu'il y rencontra, les soins dont il fut entouré, ne purent empêcher l'action fatale de ce rigoureux climat sur sa santé; troublé, fatigué par le dérangement de ses anciennes habitudes, il tomba malade et mourut dans les bras de l'ambassadeur de France., en 1650.

Descartes était non-seulement un grand philosophe, remarquable par l'esprit et par la méthode philosophique; c'était encore un grand physicien et un mathématicien du premier ordre. A côté de ses hypothèses, parfois si étonnantes et si ingénieuses, et qui souvent touchent de si près aux lois véritables des choses, il est le premier qui ait tenté de ramener tous les phénomènes naturels à n'être qu'un simple développement des lois de la mécanique. Dans son *Traité de l'Homme*, il pose les premières bases de la physiologie moderne. C'est à lui que la science doit l'application de l'algèbre à la géométrie; et sa *Dioptrique* est la plus grande et la plus belle application qu'on eût faite, jusqu'à lui, de la géométrie à la physique.

S'il parle ou s'il écrit, son but n'est pas de faire originalité, c'est le naturel; il veut être clair, le monde, et, pour bien parler, il commence
 « Ceux qui ont le raisonnement le plus fort
 « rent le mieux leurs pensées afin de les rendre
 « ligibles, peuvent toujours le mieux
 « sent, encore qu'ils ne parlasse
 « n'eussent jamais appris de rien
 point de ces vains ornements
 l'expression. Il blâme la subtilité
 critiquant les diverses doctrines
 rain bien, « leur diversité
 pas clairement entendue

on conçoit une chose du vendredi 15 décembre 1854.
 primer qu'en

Comme on le voit, le Secrétaire dépose sur le bureau les *Documents historiques* de la monarchie de Savoie, 1 vol. in-12, envoyés par M. Cibrabelli, membre correspondant à Turin, et l'*histoire de la ville de Turin*, in-12, par M. de Gingins-La-Sarra, aussi membre correspondant. Ces ouvrages sont offerts par leurs auteurs.

M. Nakwaski, membre honoraire, communique une lettre de M. Joachim Lelewel, à Bruxelles, qui remercie l'Institut pour sa nomination de membre correspondant.

M. Nakwaski demande que les publications de l'Institut Genevois soient adressées à la bibliothèque attachée à l'École polonaise de Paris. Cette demande est agréée, moyennant que cette bibliothèque veuille bien donner en échange des publications concernant la Pologne.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le mémoire qui a été envoyé au concours ouvert par la Section, sur la comparaison des Constitutions fédérales de 1815 et de 1848.

MM. Massé, Fazy et Gaullieur font leurs rapports séparés sur le mémoire envoyé au concours. Ils concluent à ce que le prix

philosophique
 s'adresse
 à contre
 l'index;
 etur; mais,
 ouvrages, et
 tée. En 1667,
 rie, et transfé-
 ont, paroisse des
 ant pour défendre de

jugé à l'auteur, et à ce que le mémoire soit inséré dans l'Annuaire de l'Institut. Vingt-cinq exemplaires reviendront à l'auteur, le nombre pourra être porté à cinquante. Le billet qui accompagne le mémoire est décacheté. Il porte pour épigraphe : *... mais l'esprit vivifie, »* et il est signé Louis RILLIET-de-Constant, colonel fédéral. Cette épigraphe se trouve en tête de l'Annuaire. En conséquence, le prix de 250 francs est attribué à l'auteur et de Constant dans la séance publique.

Séance du 9 février 1855.

M. le Secrétaire dépose divers volumes qui ont été envoyés à l'Institut par M. Rod. Blanchet, membre correspondant à Lausanne. Plusieurs de ces ouvrages intéressent particulièrement la Section. La chancellerie de Neuchâtel a fait aussi don à l'Institut de divers ouvrages entre autres des *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, 2 vol. in-fol.

La Section passe à l'élection d'un membre effectif, par suite de la vacance qui existe dans la Section. M. Rilliet-de-Constant, colonel fédéral, est élu à l'unanimité.

MM. Barmann, docteur en droit, du canton du Vallais, chargé d'affaires de la Confédération suisse à Paris, et Aimé Humbert, conseiller d'État à Neuchâtel, sont élus membres correspondants.

M. Dameth, chargé de l'enseignement de l'économie politique dans l'académie de Genève, est nommé membre honoraire.

Séance du 9 mars 1855.

La Section, présidée par M. James Fazy, ensuite de la démission donnée par M. Chenevière, prend connaissance de diverses

lettres des membres correspondants, et de rapports faits sur des ouvrages qui l'intéressent par leur contenu. Ce sont :

1° *L'histoire de la ville d'Orbe et de son château dans le moyen-âge*¹, par M. Frédéric de Gingins-La-Sarra, membre correspondant :

Cette petite cité, l'ancienne *Urba* des Romains, par son importance au moyen-âge et par sa position particulière comme une enclave bourguignonne dans la patrie de Vaud, méritait plus qu'une autre une histoire spéciale. Le premier chapitre est consacré à l'origine d'Orbe, qui remonte au moins à l'époque romaine. Cette ville formait la principale station en deçà du mont Jura, intermédiaire entre Lausanne et Pontarlier, sur la grande route militaire de Milan à Strasbourg.

Après la chute de l'empire romain, on retrouve une nouvelle Orbe sous Gontran, roi de Bourgogne, qui, pour rendre plus faciles les pèlerinages à Saint-Maurice d'Agaune et les localités du Jura, répara l'ancienne voie romaine, et fit construire des hôtelleries pour les moines et les pèlerins. Ce sont ces établissements religieux qui donnèrent naissance aux bourgs de Salins, de Pontarlier et d'Orbe. Sous les francs Mérovingiens, le château d'Orbe fut construit par les patrices de la Transjurane. Il était placé comme une vedette sur une colline escarpée à l'entrée des défilés du Jura, et servait à contenir les Allemands. Orbe est célèbre alors par l'arrestation de Brunehaut, poursuivie dans sa fuite par le duc Erpon. Sous les Carolingiens, Orbe vit dans ses murs plusieurs conférences royales entre les héritiers de l'empire. C'était comme un centre où l'on procédait aux partages. Quand s'établit le royaume de Bourgogne transjurane, la terre royale d'Orbe passa dans le domaine des rois Rodolfrères (888-1032), et le château devint une résidence royale. A l'extinction de cette dynastie, Orbe passa sous le sceptre des

¹ Chez M. Martignier, libraire à Lausanne. Prix : 6 francs.

empereurs d'Allemagne. Henri IV la donna en fief, vers 1080, à Guillaume-le-Grand, comte de Bourgogne. La lignée directe de ce comte s'étant éteinte, ce fief passa à la branche puinée dite de Vienne ou de Mâcon, et aux sires de Salins. Renaud III, comte de Bourgogne, ayant marié sa fille Béatrix à l'empereur Frédéric I^{er} (1156), transmit à ce dernier ses droits sur Orbe. Frédéric déposséda les sires de Salins de ceux qu'ils prétendaient exercer aussi sur cette terre, et en investit Amé II, sire de Montfaucon et comte de Montbéliard. Il y eut encore divers changements dynastiques jusqu'à la conquête d'Orbe par les Suisses en 1476. Par le traité de Fribourg, la ville et le château d'Orbe furent adjugés aux deux villes de Berne et de Fribourg, qui en firent un bailliage médiat, comme de Grandson, d'Échalens et de Morat.

Ici s'arrête la tâche du savant historien. Un dernier chapitre fort intéressant est néanmoins consacré à la *Clergie*, soit aux églises et à l'état religieux d'Orbe avant la réforme. On peut juger d'après ces détails quelle était au moyen-âge l'importance d'Orbe, et combien cette ville a déchu dès lors. Des planches très-soignées offrent les détails de l'église principale, encore très-remarquable malgré diverses restaurations, de l'ancien château et de la ville.

M. Alphonse de Mandroz, capitaine de l'état-major fédéral, vient de publier ¹ un *Atlas historique de la Suisse*, grand-infolio, qui facilitera l'étude sérieuse des annales nationales. L'auteur a suivi, mais dans des proportions plus restreintes, le plan que Gabriel Walser, pasteur à Berneck, dans le Rheinthal, avait appliqué à chaque canton ou pays allié et sujet des Suisses dans son atlas, publié à Zurich en 1770. Des couleurs différentes, affectées aux différentes parties d'un pays ou canton confédéré, permettent d'étudier sa formation et son développement.

¹ Chez M. Kessmann, éditeur à Genève, libraire de l'Institut Genevois. Prix : 12 francs.

L'atlas de M. de Mandroz se compose de sept feuilles, dans lesquelles le territoire de la Confédération, colorié couleur carmin, va sans cesse en s'agrandissant à mesure que la Suisse absorbe les diverses souverainetés semées sur son sol.

La *première carte* représente la Suisse en 1300, immédiatement avant sa formation et à l'apogée de la maison d'Autriche. Les trois cantons primitifs sont déjà liés par une sorte de confédération. Berne et Zurich, villes impériales, n'ont d'autre territoire que leur banlieue. Cependant, elles comptaient parmi les seigneurs environnants nombre de combourgeois, qui essayaient par ce moyen de se soustraire à la domination des maisons d'Autriche, de Kybourg, de Savoie. Cette circonstance est vraie, surtout pour Berne. Le territoire, possédé par les seigneurs bourgeois de cette ville, forma plus tard les quatre juridictions (Landgerichte) de Seftigen, Sternberg, Konolfingen et Zollikofen.

La *seconde carte* montre la Confédération en 1387, après la guerre de Sempach. Zurich, Berne, Lucerne, Glaris et Zug, se sont alliés aux cantons primitifs. Les trois premiers cantons ont accru leurs territoires. Berne, en entrant dans la Confédération, a presque doublé son étendue. C'est le commencement de la décadence de la maison d'Autriche.

La *troisième carte* représente la Suisse en 1415, après la mise au ban de l'empire de l'archiduc Frédéric et la conquête de l'Argovie; et la *quatrième*, après la conquête de la Thurgovie et l'extinction de la famille comtale de Toggenbourg.

La *cinquième carte* figure la Suisse en 1501, après les guerres de Bourgogne et de Souabe; la *sixième*, après la réformation, quand la plupart des seigneuries ecclésiastiques ont disparu; et la *septième*, enfin, la Suisse depuis la paix de Westphalie jusqu'en 1798.

Un texte historique, expliquant les causes des changements territoriaux, encadre chaque carte. Nous engageons beaucoup

M. de Mandroz à compléter son intéressant travail par une *huitième* carte, celle de la Suisse divisée, comme elle le fut un moment à l'époque de la révolution helvétique, en cantons ou préfectures; et même par une *neuvième*, celle des dix-neuf cantons de l'acte de médiation.

3^e M. Gustave *Revilliod*, l'éditeur du *Levain du Calvinisme* ou du commencement de l'hérésie à Genève, par la sœur *Jeanne de Jussie*, vient de rendre un nouveau service à l'histoire de Genève et aux amateurs de l'ancienne langue française, en publiant dans un très-beau volume, digne pendant du précédent, les *Actes et Gestes merveilleux de la cité de Genève, nouvellement convertie à l'Évangile*, par ANTHOINE FROMENT ¹.

Anthoine Froment, ami et compatriote de Farel, méritait à tous égards les peines que M. G. Revilliod s'est données pour illustrer sa chronique. C'est un de ces ouvriers obscurs de la réforme, qui disparaît tout à coup dans l'oubli après son triomphe. On sait combien étaient rares les manuscrits de sa chronique, qui, à vrai dire, a servi de guide et de base à tous les historiens et à toutes les histoires de la réforme à Genève. C'était justice de restituer à Froment une multitude de récits, d'histoires et d'anecdotes populaires, qui ont passé un peu partout depuis trois siècles, et dont l'auteur était devenu absolument étranger au public, même lettré. Il y a gros à parier, par exemple, que lorsque le doyen Bridel raconta, dans le *Conservateur Suisse*, le combat de Gingins, alors que des volontaires de Neuchâtel voulurent venir à travers le Jura au secours de Genève, serrée de près par le duc de Savoie, il n'avait pas devant lui le texte de Froment, où cet épisode est raconté primi-

¹ Un volume in-8^o, imprimé par Guillaume Fick, sur papier couleur chamois, MCCCLIV, avec des lettres ornées, empruntées aux anciennes éditions de Conrad Badius, et soixante sujets historiques, dessinés par M. Gandon, représentant d'anciennes vues, et des traits de l'histoire de Genève au moment de la réformation. Prix : 40 francs.

tivement d'une manière si naïve et si énergique. On voit que Bridel ne s'est servi que des récits intermédiaires.

Le livre de Froment est en quelque sorte la contre-partie de celui de la sœur Jeanne de Jussie, précédemment illustré par M. Revilliod. La bonne religieuse invective de toutes ses forces les réformés, et ses saillies n'ont pas trouvé moins d'accueil chez ceux-ci que chez les catholiques, tant sa colère est originale. Le ministre huguenot, au contraire, tombe à bras raccourci sur les papistes et ne leur épargne pas les injures. Triste polémique que celle de ce seizième siècle, où l'on trouve plus de bouffonnerie rabelaisienne, que de véritable charité chrétienne. Nous verrons si les apostrophes de Froment seront reçues par les catholiques avec autant d'impassibilité que celles de la religieuse l'ont été par les protestants. La différence de sexe pourrait bien amener une différence d'appréciation.

M. Revilliod a complété heureusement sa publication par les extraits des registres publics des Conseils de Genève de 1532 à 1536. Ces extraits, copiés avec une scrupuleuse fidélité sur les originaux d'après Flournois, servent de *Preuves* à la chronique de Froment. L'éditeur s'est contenté d'en retrancher les passages déjà donnés précédemment par le baron de Grenus, en renvoyant à cet auteur dans l'occasion.

Ces extraits des registres publiés forment un ouvrage à part, non moins curieux que la chronique de Froment, et dans lequel la vie politique, municipale et religieuse de Genève, au commencement du seizième siècle, est mise dans son jour le plus vrai et le plus lumineux.

Les amis de l'histoire nationale ne sauraient trop louer et encourager des publications semblables à celles que M. Revilliod a entreprises et menées à bonne fin, avec un zèle, une patience et un goût si remarquables. L'exécution typographique, le choix du papier et de la justification, des ornements et des illustrations sont irréprochables à tous égards. Nous espérons bien que

M. G. Revilliod ne s'arrêtera pas en si bon chemin, et, qu'encouragé par les applaudissements du public lettré, il nous donnera prochainement quelque histoire manuscrite du même temps. Pourquoi, par exemple, ne pas imprimer la vie manuscrite de Farel, dont il existe des copies dans les bibliothèques de Neuchâtel, de Lausanne et de Genève, si souvent citée et copiée par tous les auteurs qui ont écrit sur la réforme, mais dont le texte intégral n'existe nulle part imprimé? C'est ici une simple indication que nous donnons en passant. Sans doute, il existe d'autres ouvrages inédits, ou à peu près, qui méritent tout autant et même plus d'attirer l'attention d'un éditeur intelligent et actif.

4^e La livraison onzième et la douzième de LA SAVOIE HISTORIQUE, par M. Joseph Dessaix, ont paru à Chambéry ¹. Elles complètent le premier volume de cette intéressante publication.

L'auteur a fait entrer dans son plan la publication des traités politiques et des documents diplomatiques qui se rattachent directement à l'histoire de la Savoie, et à ses vicissitudes politiques et territoriales. C'est ainsi que dans les deux livraisons que nous analysons, il donne successivement :

1^o Le traité passé à Paris, le 5 janvier 1354, entre Jean, roi de France, Charles son fils aîné, dauphin de Viennois, et Amédée VI, comte de Savoie;

2^o La vente du comté de Genevois par Odo de Villars, seigneur de Baux, à Amédée VIII, comte de Savoie (Paris, 5 août 1401);

3^o Le traité passé à Lausanne, en 1564, entre les seigneurs du canton de Berne et Philibert Emmanuel, duc de Savoie (avec l'approbation de Charles IX);

¹ La *Savoie historique, pittoresque, statistique et biographique* paraît à Chambéry chez l'éditeur F. Perrin, et chez les principaux libraires de la Savoie et de la Suisse, par livraisons de deux à trois feuilles, avec deux à trois desseins, de format très-grand in-8^o, ou petit-infolio, au prix de 2 fr. la livraison.

4° La paix de Lyon, pour Saluces, Bresse, Bugéy, Valromay et Gex (17 janvier 1601);

5° La cession faite par le roi de Sardaigne au canton de Genève (26 et 29 mars 1815);

6° Les extraits des actes du congrès de Vienne du 9 juin 1815, concernant Gênes, la Sardaigne et la Savoie;

7° Le traité du 20 novembre 1815, touchant la neutralité d'une partie de la Savoie et de la Suisse.

On voit que l'ouvrage de M. Dessaix est riche en documents diplomatiques sur l'histoire de la Savoie, Sans doute que les livraisons suivantes contiendront un texte qui illustrera et expliquera ces actes, qui peuvent bien convenir au savant et à l'historien, mais qui sont un peu arides pour le gros du public. Des vues pittoresques, des portraits et des cartes lithographiés avec soin, accompagnent chaque livraison de la *Savoie historique*.

Dans cette même séance (du 9 mars), la Section des Sciences morales et politiques a nommé membres correspondants : 1° M. *Edouard Secretan*, ancien recteur et professeur d'histoire et de philosophie du droit à l'académie de Lausanne, maintenant avocat dans cette ville; 2° M. *Ernest Grégoire*, ancien élève de l'école des Chartes, auteur d'un mémoire sur la syntaxe latine, couronné par l'Institut de France, maintenant professeur de paléographie à Lausanne; 3° *David Martignier*, ancien pasteur à Arzier, auteur de savants mémoires sur diverses parties de l'histoire nationale; 4° *L.-E. Gaullieur-L'Hardy*, à Bordeaux, auteur de divers ouvrages d'architecture historique et d'archéologie, entre autres du *portefeuille ichnographique de V. Louis*, et qui publie en ce moment une histoire de la réforme et du protestantisme à Bordeaux, puisée entièrement dans les archives publiques et particulières de Bordeaux et du département de la Gironde.

Section de Littérature.

I.

SÉANCES.

Après ses vacances d'automne, la Section a repris, en novembre de l'année dernière, la série de ses séances mensuelles. Elle en a eu cinq, de novembre 1854 à mars 1855.

Le 24 novembre (26^{me} séance), le Secrétaire donne lecture d'une lettre de M. Ch. Fournel, membre correspondant de la Section; cette lettre qui contient une théorie de la poésie légendaire, amène une discussion sur cette intéressante question esthétique. — M. Vuy lit une poésie de M. de Bons, les *Oiseaux voyageurs*, pièce d'un souffle vraiment poétique, et dont la fraîcheur élégante est fort appréciée des auditeurs. M. Amiel lit une poésie d'une anonyme, intitulée *Pauvre Mère!* pièce gracieuse et touchante, mais sur laquelle les avis sont plus partagés.

Le 8 décembre (27^{me} séance), la Section s'occupe d'abord de la prochaine séance générale de l'Institut, puis elle entend la première partie d'une *Étude critique sur Diodore de Sicile*, par M. André Oltramare, régent de la première classe latine, membre honoraire de la Section. Cette première partie d'un travail approfondi ne comprend encore que l'introduction. La Section, très-intéressée par cette première communication, en réclame la suite, que l'auteur promet. — M. Amiel lit quatre poésies d'auteurs absents ou étrangers: *Une tombe* et *La fleur ignorée*, par M. Petit-Senn; *Le dernier chemin*, par M. de Bons; *l'Étoile*

filante, par M^{me} la comtesse de V. — Les appréciations suivent les lectures comme à l'ordinaire.

Le 26 janvier 1855 (28^{me} séance), M. Vuy lit une lettre de M. de Bons, renfermant des détails sur quelques écrivains valaisans peu connus : le capucin *Bérodi*, au dix-septième siècle, et, dans le dix-neuvième, le bourgmestre *Riedmatten*, M. *Louis Gard* et M. *Roten*, quatre poètes qui ont écrit, le premier en français, le second en latin, le troisième en patois local, le dernier en allemand ; ce rapprochement caractéristique n'est point sans intérêt pour l'histoire intellectuelle du Valais. — M. Vuy communique ensuite quatre poésies inédites de M. Xavier Kohler, autre correspondant de la Section : *Noël*, *Rosius*, *Ce que j'aime*, (sonnet), *Le Château sur la mer* (traduit d'Uhland).

Le 23 février (29^{me} séance), s'achève pour la Section sa première période de deux années, et les fonctions de son premier bureau expirent. — M. le professeur *Bétant* lit une monographie détaillée et faite d'après les sources officielles d'un des plus anciens établissements d'instruction publique à Genève, du *Collège de Rive*, antérieur à Calvin. — Le nouveau bureau élu par la Section pour deux années, de février 1855 à février 1857, se compose de :

MM. *Vuy*, président ;
Amiel, secrétaire.

Ont été élus également :

MM. *Cherbuliez*, vice-président ;
A. Oltramare, secrétaire-adjoint.

Avant le renouvellement du bureau, le secrétaire présente à la Section une revue de ses travaux pendant cette session de deux ans, et donne un État de situation de son Personnel, de sa

Bibliothèque et de sa Caisse. — La seconde session de la Section de Littérature commencera avec le mois de mars.

Le 16 mars 1855 (*1^{re} séance*), M. Oltramare donne la suite de son travail sur Diodore de Sicile; cette étude roule sur les deux premiers livres de l'historien grec. — M. Blanvalet, membre correspondant, actuellement à Genève, lit une satire intitulée *Silhouette*, dont le vrai sujet est Tartufe devenu spéculateur, et dont la facture et l'accent, en rappelant à tous les auditeurs les divers accords de la *Lyre à la mer*, rappellent à quelques-uns, par endroits, la vigoureuse manière de Mathurin Régnier, d'Agrippa d'Aubigné, et des fougueux satiriques du seizième siècle. — M. Amiel présente une critique d'un ouvrage récent : *le Rédempteur*, par M. Edmond de Pressensé. — Le même donne ensuite lecture d'une pièce envoyée par M. Petit-Senn, et qui s'appelle le *Bonnet de nuit*. Cette poésie humoristique obtient un succès de gaieté, et renouvelle les joyeux souvenirs du *Fantasque*, de littéraire et patriotique mémoire.

II.

PARTIE LITTÉRAIRE.

Nous communiquerons : 1^o Le Mémoire de M. Bétant; 2^o une pièce de M. Blanvalet; 3^o une pièce de M. Petit-Senn.

1^o *Le Collège de Rive.*

Après l'établissement de la Réforme à Genève, un des premiers soins des citoyens fut de mettre l'instruction publique en harmonie avec les nouveaux besoins de l'Église et de l'État. A cet égard tout se trouvait à faire. L'ancienne école, dite de Ver-

sonex, ne subsistait plus. Pendant les troubles de 1534 et 1535, le directeur avait quitté la ville, la désertion s'était mise parmi les écoliers, et finalement l'école avait été fermée.

Le 19 mai 1536, les ministres Farel, Delamare et Sonier (note A) se présentèrent en Conseil, et, après une grande exhortation à vivre conformément à l'Évangile, ils recommandèrent de donner ordre aux écoles, afin d'éviter que la jeunesse ne perdît son temps. Le petit Conseil prit en considération cette remontrance, et arrêta de porter la question d'abord en Deux-Cents, puis en Conseil Général. Deux jours après, les citoyens furent solennellement consultés pour savoir s'ils voulaient vivre suivant la nouvelle Réformation, et confier la direction de l'école à M^e Antoine Sonier, avec un traitement suffisant pour lui permettre d'entretenir à ses frais deux sous-maîtres ou bacheliers, et d'instruire gratuitement les enfants pauvres. Le Conseil Général approuva à l'unanimité (21 mai 1536).

Le réformateur dauphinois Antoine Sonier fut donc nommé directeur ou régent de la nouvelle école. Il fut convenu que, tant pour lui que pour deux subalternes, il aurait de salaire annuel cent écus d'or soleil (215 fr. 38) ¹, à condition qu'il n'y aurait point d'autre école, que les enfants des pauvres ne paieraient rien, et les autres trois sols par trimestre.

Ainsi le Collège fut organisé comme pourrait l'être une institution particulière, le directeur étant seul responsable, enseignant lui-même, et choisissant ses inférieurs. La ville traita pour ainsi dire à forfait avec Sonier; qui, moyennant une somme fixe et annuelle, dut satisfaire à tout.

Le local du nouveau Collège était à Rive, dans le bâtiment affecté de vieille date aux écoles, et situé immédiatement au-dessous du couvent des Frères Mineurs ou Cordeliers, sur l'emplacement où fut percée, en 1569, la rue actuelle du Vieux-

¹ En 1548, l'écu d'or valait quatre florins, huit sols.

Collège. De là un pré, destiné aux ébats des enfants, descendait jusqu'à Rive. Ce local était délabré, incommode et malsain. Sonier fut obligé de le réparer et de le meubler à ses frais. En décembre 1537, le Conseil lui alloua deux écus d'or pour chauffer le *poelle* (poêle) cet hiver pour les petits enfants.

On a peu de détails sur l'état intérieur du Collège de Rive. Du taux des écolages, on peut conclure que c'était un collège d'externes. Le maître avait des pensionnaires chez lui, et c'était là probablement son principal bénéfice. En fait, l'instruction était gratuite; car, bien que les trois sols par trimestre fussent exigibles *de ceux qui avaient de quoi*, on peut juger aux fréquentes réclamations du maître de l'école, que ce casuel était fort irrégulièrement payé. A plusieurs reprises, on voit le Conseil obligé de faire effectuer la recette par ministère d'huissier; et, avec le temps, l'habitude de payer les mois d'école se perdit toujours davantage. Du reste, on ne trouve aucune mention de corps directeur, ni de contrôle exercé sur la manière dont l'instruction était donnée. Ce ne fut que plus tard, et d'après l'ordre établi par Calvin en 1559, que l'élection des régentes et la surveillance générale du Collège furent attribuées à la Vénérable Compagnie des Pasteurs. Il ne paraît pas non plus que dans le Collège de Rive les élèves fussent classés, comme ils le furent dans celui de Calvin, par années d'enseignement, réglées par une promotion annuelle. Cette subdivision régulière fut un progrès introduit par le réformateur dans l'organisation des études. La cérémonie des promotions ne date que de 1559. Du temps de Sonier, les élèves passaient par plusieurs degrés d'une longueur indéterminée, d'abord sous les bacheliers ou pédagogues, puis sous le grand maître ou recteur de l'école. Le degré inférieur ne concernait que la lecture et l'écriture.

Le grand défaut de ce Collège était qu'il ne conduisait à rien. Il n'y avait aucun établissement d'instruction supérieure, qui maintint le niveau de l'enseignement. Un fait peut faire apprê-

cier la portée des études au Collège de Rive. En 1559, lors de la fondation du Collège de Calvin, le directeur de l'ancien Collège fut placé comme régent de la troisième classe dans le nouveau, et ses trois bacheliers passèrent en quatrième, cinquième et sixième. Si donc, comme il est permis de le croire, leurs nouvelles fonctions correspondaient à celles qu'ils avaient exercées jusqu'alors, on peut présumer que le Collège de Rive conduisait ses élèves à peu près au même degré que la troisième classe dans celui de Calvin.

Au surplus, la clause stipulée par Sonier, qu'il n'y aurait point d'autre école, doit s'entendre d'institutions du même genre que le Collège. En effet, les petites écoles disséminées dans la ville, et où les enfants apprenaient à lire et à écrire, ne furent jamais interdites. C'est ce que prouve le grand nombre des autorisations données à cette fin par le Conseil. Seulement, les maîtres de ces petites écoles étaient astreints à conduire leurs élèves à la grande une fois par semaine. Il y avait aussi un maître pour les enfants élevés à l'hôpital.

Le Collège de Rive, dirigé par un homme capable et respecté, prit un développement rapide, et attira même des élèves étrangers¹. Mais cette prospérité fut de courte durée. Dès le commencement de l'année 1538, alors que les Conseils de la République étaient en majorité composés de la faction anticalvinique, dite *des Articulants*, Sonier en qualité d'ami et de partisan de Calvin, se vit en butte à des attaques. D'abord on se récria sur la grandeur de ses émoluments, et il fut question en Deux-Cents de voir si l'on continuerait à lui donner *si gros gage*, attendu qu'il ne servait pas la ville en prédication. Puis on se plaignit qu'il ne faisait pas son devoir, n'obéissait pas au magistrat, et n'instruisait pas les enfants en la grammaire. Cependant le Conseil des Deux-Cents maintint le traitement de cent écus d'or.

¹ Voir la Chronique de Froment, publiée par M. G. Revilliod, p. 239.

Ensuite, on s'en prit à ses deux bacheliers, Eynard et Gaspard, qui furent bannis sous prétexte qu'ils ne faisaient que contrôler les prédicants, qu'ils appartenaient à une secte de gens qui ne cherchaient qu'à mettre noise les uns entre les autres, qu'ils ne voulaient point obéir aux magistrats, et qu'ils avaient refusé de s'aider à distribuer la Cène. Sonier intercédait inutilement en leur faveur; ils furent obligés de quitter la ville.

A leur place, Sonier appela d'abord Mathurin Cordier, un des hommes en bien petit nombre qui se sont fait une réputation durable sans sortir du rôle d'instituteur. Cordier, alors âgé de cinquante-neuf ans, quitta le Collège de Bordeaux, où il était professeur, pour venir à Genève retrouver Calvin, son ancien disciple du Collège de La Marche. Sonier s'adjoignit encore deux autres bacheliers, Claude Vaultier et Jérôme Vindons, un de plus que ne le portait son cahier des charges. Malgré cela, il ne put changer le mauvais vouloir du Conseil. Au mois de décembre 1538, la place étant devenue intenable, Sonier demanda son congé sous prétexte d'aller en Allemagne suivre les intérêts des fidèles de ce pays. Le Conseil lui répond que, s'il veut s'en aller, la porte est ouverte; mais que, s'il demeure, il ait à obéir aux ordres qui lui sont donnés, et à s'aider à la Cène. Or, c'était là, comme on le sait, le point litigieux à cette époque.

Déjà Farel et Calvin avaient été bannis de Genève pour cause de désobéissance aux lois et de refus de se conformer aux décisions du synode de Lausanne, dont un des articles prescrivait l'usage du pain sans levain dans l'eucharistie. A l'approche de Noël 1538, vu le petit nombre des ministres demeurés en charge, le Conseil [manda Sonier et ses trois bacheliers, pour qu'ils aidassent à administrer la Cène d'après les cérémonies bernoises. Ils ne voulurent pas s'y engager, et même, Noël venu, ils ne se présentèrent point à la table sacrée. Le Conseil arrêta aussitôt que M^e Antoine Sonier, avec ses bacheliers et leurs familles, quitteraient la ville dans le délai de trois jours.

L'arrêt fut confirmé en Deux-Cents, toutefois sous la réserve que Sonier serait ouï en sa défense. Sonier comparut donc devant le Grand Conseil. En vain allégua-t-il que la Sainte-Cène était un acte de conscience, dont nul n'était responsable qu'à Dieu; que ni lui, ni ses bacheliers, ne s'étaient engagés à servir au culte, mais seulement à enseigner les enfants au Collège, ce dont ils s'étaient régulièrement acquittés; qu'il avait même été au delà de ses engagements, en entretenant un nombre de bacheliers supérieur à celui qui était exigé; que, d'ailleurs, le délai de trois jours était insuffisant, puisqu'il avait de nombreux pensionnaires appartenant à de bonnes familles de Berne, de Bâle, de Bienne et de Zurich, un ménage et une petite fille âgée de dix-huit mois, qu'on ne pouvait sans inhumanité mettre en route par une saison rigoureuse. Sonier eut beau faire appuyer ces représentations par un bon nombre de bourgeois, le Conseil des Deux-Cents n'en confirma pas moins la sentence; seulement il accorda un délai de quinze jours. Le compte de ses gages fut réglé jusqu'au moment de son départ. Mais ce ne fut que cinq ans après qu'il fut indemnisé d'une somme de treize écus et trois florins, qu'il prouva avoir dépensée en réparations faites au Collège. Antoine Sonier se retira à Lausanne, et contribua activement à la fondation du Collège de cette ville¹. Mathurin Cordier, frappé du même bannissement, trouva un asile à Neuchâtel, où il devint principal du Collège. Sonier avait dirigé le Collège de Rive pendant deux ans et sept mois.

Après le départ de Sonier et de tous ses sous-maîtres, il y eut pour l'école un temps de malaise prolongé. Claude Chanissier, dauphinois, fit des offres qui ne furent pas acceptées (Note B). Claude Vigneri, de Thiez, et Aguet, de Prangins, dirigèrent l'école une année chacun. Le premier fut renvoyé pour

¹ Plus tard il devint pasteur à Rolle. (Reg. de la Compe 6 mai 1457.)

sa brutalité et son insuffisance; le second obtint sa décharge pour motif de santé. L'insalubrité du local de l'école la fit transférer pour un temps dans la maison de la Chantreterie, située devant Saint-Pierre; mais cet emplacement ayant été reconnu peu commode, l'école fut de rechef placée à Rive.

Ainsi dépourvu de directeur, le Collège chemina quelque temps sous la conduite des deux bacheliers restants, assavoir Estienne Roph et Pierre Mossard, de La Charité sur Loire. Ce qui n'empêchait pas le Conseil et Calvin de chercher activement un nouveau maître. Depuis 1541, le règne des Articulants avait cessé. Calvin était de retour à Genève, et son attention se portait avec sollicitude sur les besoins de l'instruction publique.

On crut avoir trouvé un maître convenable dans la personne de Sébastien Chastillon, natif de Saint-Martin du Fresne, près de Nantua¹. C'était un homme d'un mérite réel, d'un caractère indépendant et d'une érudition peu commune, même au seizième siècle. Bayle, Morery et autres biographes, lui ont consacré des articles étendus. Montaigne parle de Chastillon dans ses Essais (liv. I, ch. 34), en se plaignant qu'on eût laissé languir dans la misère un personnage si distingué. Chastillon écrivait le latin avec élégance, et possédait bien le grec et l'hébreu. En 1542, étant encore régent à Genève, il publia, sous le titre de *Dialogi sacri*, un ouvrage élémentaire en latin et en français, pour exercer ses élèves à parler latin. C'est une série d'entretiens, où il met en scène des personnages de la Bible. L'année d'après il en donna la suite en deux livres, ceux-ci en latin seulement : *Dialogorum sacrorum liber secundus et tertius per Sebastianum Castalionem*, 1543. Plus tard, il y ajouta un quatrième livre. Cet ouvrage utile et correctement écrit fut plusieurs fois réimprimé,

¹ Aucun biographe, que je sache, n'a bien déterminé le lieu de naissance de Séb. Chastillon. Il se trouve indiqué avec précision dans les registres du Petit Conseil de Genève, sous la date du 5 avril 1542.

et longtemps employé pour l'enseignement élémentaire de la langue latine, jusqu'à ce qu'il fut éclipsé par les Colloques de Mathurin Cordier. Chastillon fit paraître plusieurs autres ouvrages, la plupart à Bâle, où il se retira après que Calvin eut obtenu son renvoi. Le plus considérable est une traduction de la Bible, pour laquelle il s'attira de violentes critiques de la part des catholiques et des protestants. Après le supplice de Servet, il fut le seul qui s'éleva avec indignation contre de telles procédures, et qui (ce sont les paroles de M. Michelet) posa pour tout l'avenir la grande loi de tolérance¹. Chastillon mourut à Bâle en 1563, à l'âge de quarante-huit ans et dans une extrême indigence, bien qu'il fût, dit-on, professeur de grec.

Sébastien Chastillon fut d'abord établi au Collège de Rive d'une manière provisoire et en attendant la venue de Mathurin Cordier, qu'on cherchait à rappeler de Neuchâtel à Genève. Mais celui-ci, par lettre du 9 juin 1541, s'excusa de ne pouvoir revenir, par la raison que le Conseil de Neuchâtel ne voulait pas lui donner son congé (Note C). Neuchâtel avait déjà refusé la même demande au gouvernement de Berne, qui aurait voulu mettre Cordier à la tête du Collège de Lausanne récemment fondé². Par une autre lettre également conservée, écrite le 12 mars 1541, Cordier recommande pour régent un Bordelais, nommé Claude Budin, proposition qui n'eut pas de suite (Note D). En 1542, Chastillon fut définitivement nommé maître des écoles, avec charge d'aller de temps en temps prêcher à Vandœuvres, paroisse qui, à cette époque, n'avait pas encore de pasteur attitré. Mais, dès le commencement de 1543, Calvin

¹ Renaissance, par J. Michelet, p. 314.

² Voyez la lettre adressée par LL. EE. de Berne au Conseil de Neuchâtel, le 24 septembre 1540, et celle des mêmes à leur baillif de Lausanne, du 30 octobre 1540. Ces lettres se trouvent dans l'Histoire de l'Instruction publique dans le Pays de Vaud, par M. Gindroz. Appendice, p. 275.

paraît être avec lui en mésintelligence. Il rapporte au Conseil que, bien que M^e Bastian soit un savant homme, il a cependant quelque opinion qui l'empêche d'être capable pour le ministère, et il demande que remontrances lui soient faites de mieux veiller sur les enfants. On ne lui reprochait encore que quelques divergences en matière de doctrine.

Mais voici bien une autre affaire. Le 31 mai 1544, Calvin rapporte en Conseil que la veille en la congrégation, après qu'il eut lui-même exposé un texte de saint Paul, M^e Bastian prit la parole pour le contredire, et prétendit « que les ministres faisaient tout le contraire de saint Paul ; que saint Paul était humble, et que les ministres sont fiers ; saint Paul était sobre, et eux n'ont cure que de leur ventre ; saint Paul était vigilant sur les fidèles, et eux veillent à jouer ; saint Paul fut emprisonné, et les ministres font emprisonner les autres, etc. » Je laisse à penser l'orage qu'excitèrent de pareilles excentricités. Le Conseil évoqua à lui la connaissance de l'affaire, fit comparaître l'inculpé et les députés de la Vénérable Compagnie le 12 juin, et, après l'audition de l'un et des autres, ordonna que bonnes remontrances fussent faites à chacun d'eux, que toute haine, rancune et malveillance fussent mises bas, qu'ils eussent à se pardonner réciproquement et à vivre désormais en bonne intelligence. Et quant à ce que M^e Bastian n'avait pas suffisamment justifié ses proposites, arrêté qu'il soit démis du ministère jusqu'à la bonne volonté de la Seigneurie.

Comme on le voit, l'arrêt n'entraînait que la suspension des fonctions ecclésiastiques, et ne disait rien de la charge que Chastillon exerçait comme maître de l'école. Néanmoins, il est clair qu'après un tel esclandre, il ne la pouvait pas longtemps conserver. Aussi, le 11 juillet 1544, demanda-t-il sa démission, qui lui fut immédiatement accordée. C'est alors qu'il se rendit à Bâle, ainsi que nous l'avons dit.

A sa place, Calvin proposa pour maître de l'école Charles

Damont, de Naves ¹, auparavant professeur à Orléans. Il fut agréé par le Conseil, sous le traitement de quatre cents florins par année, à condition d'entretenir deux bacheliers à ses dépens, sans rien exiger des élèves. Ce nouveau maître satisfait peu. A peine établi, on se plaignit qu'il tolérât divers désordres dans l'école, et qu'il était en dissension continuelle avec ses bacheliers. Alors Calvin obtint du Conseil l'autorisation de faire les démarches nécessaires pour obtenir le retour de Mathurin Cordier encore à Neuchâtel. Le Conseil s'y prêta avec empressement, et vota en sa faveur une augmentation de cinquante florins par an, avec indemnité pour ses frais de voyage.

Cependant, le retour de ce maître si généralement regretté, devait se faire attendre longtemps encore. Le motif qui retint Cordier à Neuchâtel lui fait trop d'honneur pour ne pas être rapporté. Cordier écrivit au Conseil (4 mai 1545) que, malgré son désir de revenir à Genève pour mettre ordre à l'école, il ne lui était pas possible de quitter Neuchâtel en ce moment, attendu que, par décision récente, les biens des églises ayant été cédés au prince de Neuchâtel, l'école de cette ville se trouvait entièrement dépouillée, et qu'en pareille circonstance, il ne pouvait sans honte abandonner l'État qui l'avait accueilli dans des temps meilleurs. Calvin et le Conseil de Genève respectèrent ce généreux scrupule.

Pendant que Calvin tournait ses vues d'un autre côté, et s'adressait à Strasbourg, à Lausanne et ailleurs, afin d'avoir un maître pour l'école, celle-ci était encore une fois dirigée par les simples bacheliers, savoir par Estienne Roph et Pierre Mossard. Celui-ci paraît avoir été un type de brutalité. A maintes reprises on se plaint de lui pour avoir maltraité des enfants, dont l'un est fort malade, l'autre mort. Une information juridique est ordonnée ; mais elle demeure sans résultat.

¹ Près de Tulle en Limousin.

Au commencement de 1546, sur la demande de Calvin, le Conseil nomma comme maître de l'école Erasme Cornier, auparavant régent à Montbéliard. A cette époque, l'école paraît avoir été florissante; car il est question de donner au bachelier du degré inférieur, autrement dit le petit maître, un aide pour apprendre à lire et à écrire aux petits enfants. Erasme Cornier gouverna l'école pendant quatre ans, sans qu'il soit fait de lui autre mention que de ses quatre cent cinquante florins de gages, et de ses différends avec les bacheliers, notamment avec Pierre Mossard, dont il sollicita en vain la destitution. Joignez-y les plaintes de Calvin sur la mauvaise conduite des élèves, et vous aurez le résumé des registres du Conseil en ce qui concerne le Collège sous la direction de Cornier. Au surplus, ce maître n'y fit pas fortune, malgré ce qui est dit de l'élévation de son traitement; car, lorsqu'il mourut, au mois d'avril 1550, le Conseil paya pour lui les médicaments employés dans sa maladie.

Enfin, Calvin découvrit un homme véritablement capable dans Louis Énoch, de la ville d'Issoudun en Berri, et le fit élire par le Conseil, le 12 mai 1550, pour maître de l'école ou recteur principal. Le Collège avait grand besoin d'une réforme. L'insubordination des bacheliers, l'indiscipline des élèves, dont plusieurs quittaient l'école à la première punition pour aller vers des maîtres étrangers; tous les défauts qui se glissent si vite dans un établissement dénué d'une surveillance active et journalière, appelaient la sérieuse attention du Conseil. Aussi prit-il la résolution de mander devant lui les maîtres, recteur et pédagogues, pour leur adresser des remontrances. Durant les fréquentes interruptions qu'avait subies la charge de recteur ou de principal, le Conseil avait contracté l'habitude de nommer directement les bacheliers. Il en était résulté que ceux-ci, considérant leur position comme indépendante du maître de l'école, n'avaient pas pour lui toute la déférence requise. Énoch était un homme d'énergie. Il réclama nettement auprès du Conseil

l'autorité qui lui manquait, et finit par faire rentrer dans le devoir ses subalternes, en obtenant la destitution de Jean Colinet et de Pierre Mossard, qu'il remplaça, après quelques tâtonnements, par Jean Barbier, de Baillecourt en Picardie, Pierre Duc, de Toysse en Dombe, et Jean Du Perril, fils d'un bourgeois de Genève. C'est le premier enfant du pays qu'on voit figurer dans l'instruction publique. Jusque-là, tous les maîtres avaient été des étrangers, pour la plupart Français.

Énoch fut reçu bourgeois le 21 janvier 1556. Élu ministre à la ville le 4 mai suivant¹, il quitta ainsi l'école, qu'il avait dirigée avec distinction pendant l'espace de dix ans. Il fut le second recteur de l'Académie, ayant succédé dans cette charge à Théodore de Bèze en 1563.

La fonction de maître d'école fut confiée après lui à Jean Barbier, qui, depuis trois ans, servait déjà comme bachelier. Il l'exerçait encore lors de la reconstitution du Collège en 1559. Il fut le premier principal du nouveau Collège, en même temps que régent de la troisième classe.

Parmi les services rendus par Énoch à l'instruction publique, on doit compter les ouvrages qu'il publia. Le premier fut une grammaire latine, intitulée *Ludovici Enoci Uxelodunensis partitiones grammaticæ*, dédiée au Sénat et au peuple de Genève, 1551, réimprimée en 1563. Le second est une grammaire élémentaire de la langue grecque, *De puerili Græcarum literarum doctrina liber*, imprimée par Robert Estienne en 1555, et dédiée à la jeunesse genevoise et à ses autres élèves. Ces deux grammaires, où il ne faut pas chercher l'analyse raisonnée du langage, mais seulement l'ancien système grammatical, exposé d'une manière claire et synoptique, ne sont certainement pas sans mérite, et peuvent très-bien soutenir la comparaison avec

¹ Reg. de la Comp. 24 avril 1556 : Élection fut faite au ministère de la parole, de M. Lois Énoch, principal du Collège.

celles de Despautère et de Clénard, si longtemps sans rivales dans les Collèges de France. Énoch a encore composé des Commentaires sur Cicéron, que Robert Estienne a imprimés avec le texte de cet auteur.

En 1554, Énoch profita de la bonne volonté d'un étranger savant en hébreu, pour faire donner des leçons, sans doute facultatives, de cette langue dans le Collège. A cet effet, il demanda au Conseil, en faveur de cet étranger, une chambre commode, et l'exemption du guet ou service militaire, dont les maîtres et pédagogues étaient ordinairement dispensés.

Le chant sacré fit aussi partie des études collégiales. On sait que la première traduction des Psaumes de David fut faite par Clément Marot, qui en mit en vers cinquante; que le reste fut traduit par Théodore de Bèze, et que la musique fut l'œuvre de Goudimel¹. Dès l'année 1543, on institua une leçon de chant au Collège. Le premier maître fut Guillaume Franc, de Rouen, auquel on alloua cent florins par an, avec un logement près du cloître de Saint-Pierre. Il devait chanter à l'église et enseigner la musique aux enfants. Guillaume Franc s'acquitta de cette fonction jusqu'en 1545, où elle fut confiée à Guillaume Fabri, puis, en 1547, à Louis Bourgeois, et, enfin (29 décembre 1556), à Pierre Dagues, qui fut confirmé lors de la création du nouveau Collège.

Un autre genre d'occupation accessoire, qui se rencontre de temps en temps au Collège de Rive, consiste dans les représentations dramatiques. Calvin n'y était donc pas aussi opposé que le fut plus tard la Vénérable Compagnie des Pasteurs. En effet, du vivant de Calvin et à l'époque de sa toute-puissance, non-seulement de telles représentations ne sont pas interdites, mais encore elles sont hautement encouragées par le Conseil. Le 17 mars 1546, on donna deux écus à un maître d'écriture, demeu-

¹ Voir Bonnet, Lettres de Calvin, tom. I, p. 340.

rant en la terre de Berne, pour avoir composé une histoire à l'honneur de Genève, laquelle histoire fut représentée dans le pré de Rive, qui était, comme on l'a vu plus haut, une dépendance du Collège. Le 7 juin 1547, les écoliers débitent un dialogue latin, tiré du livre de Joseph. Le Conseil y assiste et les gratifie des frais de leur souper. Le 1^{er} avril 1549, Érasme Cornier obtient la permission de faire jouer par ses élèves, au pré de Rive, une comédie de Térence en latin, *afin de les habiliter*. Le Conseil fournit deux écus aux dits enfants pour leur banquet. Enfin, le 29 août 1552, Louis Énoch annonce l'intention de faire réciter par ses écoliers une histoire. Le Conseil l'y autorise, et ordonne que l'on dresse un petit échafaud, *afin que la chose puisse être mieux entendue*. Puis, selon l'usage, il donne aux enfants qui ont joué l'histoire deux écus pour leurs dépens.

Durant toute la dernière période de l'existence du Collège de Rive, on s'aperçoit à chaque instant de la surveillance exercée par Calvin. Les registres du Conseil contiennent une série de représentations faites par lui pour remédier aux désordres, améliorer l'établissement, amener le progrès des études, et obtenir une inspection fréquente de la part du Conseil.

En 1546 eut lieu la première publication des Ordonnances ecclésiastiques (Note E). Elles contiennent quelques articles relatifs à l'école, et destinés à maintenir ce qui existait alors, tout en faisant espérer mieux. Une disposition spéciale de ces Ordonnances interdisait la tenue de toute autre école dans la ville pour les petits enfants, excepté cependant pour les jeunes filles. Le Collège seul devait fournir à l'instruction des jeunes garçons. Mais l'usage des petites écoles disséminées dans les divers quartiers avait tellement passé dans les habitudes, que le Conseil ne crut pas devoir les supprimer tout à fait. Seulement, à la requête de Calvin, il en réduisit le nombre à six, dont les maîtres durent être autorisés par l'État, et s'engager à amener une fois la semaine, assavoir le mercredi, tous leurs enfants à la grande école.

Il me reste à consigner quelques détails historiques sur le local du Collège. Depuis l'année 1542, l'ancienne maison de l'école de Rive avait été abandonnée pour cause de vétusté, et le Collège établi dans le couvent des Cordeliers, qui en était très-proche. Mais ce nouvel emplacement ne valait guère mieux que l'ancien. A différentes reprises, Calvin avertit le Conseil des dangers que couraient les enfants dans un édifice qui menaçait ruine. En 1544, le Conseil ordonna que les cellules et l'église du couvent fussent démolies, le reste restauré pour servir au Collège, et la place laissée vide abergée à des particuliers pour y bâtir des maisons. Les orgues et les formes ou stalles de la dite église furent transportées au temple de Saint-Pierre. Le reste du couvent dut être réparé et entretenu pour l'école ; mais le détail suivant peut faire juger de la parcimonie qui présidait à ces réparations. Comme il n'y avait dans le couvent aucun appareil de chauffage, le Conseil ordonna de faire un *fornet* à l'école, et d'y transporter celui qui était à l'ancienne, « afin que les enfants pussent étudier chaudement l'hiver. » Notez bien ce *fornet* : ce doit être le même que le *poyelle* de Sonier ; et cette particularité servirait seule à démontrer, contrairement à l'assertion de quelques historiens de Genève, que l'école de Rive ne fut pas placée dès l'origine dans le couvent des Cordeliers. A plusieurs époques, des réparations furent instamment réclamées. Énoch, en particulier, représenta que plusieurs de ses élèves étaient morts et d'autres malades, ce que les médecins attribuaient à l'insalubrité du bâtiment. Lui-même fut contraint de se loger dans une maison particulière.

En 1552 (9 août), la Seigneurie acquit de N. S^r Lambert la maison dite de Bolomier, sise rue Verdaine, au-dessus du couvent des Cordeliers. Il n'était point encore question d'employer cette maison pour y placer le Collège. Elle ne servit d'abord que de grenier. Seulement, en 1556, une partie en fut annexée à l'école, « afin de l'élargir. »

On peut dire que la nécessité de construire un nouvel édifice pour le Collège fut un des principaux motifs qui provoquèrent la réforme complète de cet établissement. Ce fut vers la fin de 1557 que ce projet prit de la consistance. Le Conseil s'en occupa dès lors avec activité, et, dès l'année 1559, Genève fut dotée d'un système d'éducation publique nouveau, qui fit oublier le Collège de Rive, malgré les incontestables services que celui-ci avait rendus pendant sa courte existence de vingt-trois ans.

APPENDICE.

Note A.

Orthographe du nom de Sonier.

Les registres écrivent ordinairement *Saunier* ou *Saulnier*. La vraie manière d'écrire ce nom résulte de la pièce suivante conservée aux archives de Genève.

« Je Antoine Sonier Recteur des Escolles de Geneve confesse
 « avoir reçu du Sire Jacques Pignard tresorier general de la dicte
 « ville de Geneve la somme de vint et cinq escus dor au soleil
 « pour mes gaiges du quartier commenceant le 13 de decembre
 « 1537 et finissant le 13 de mars 1538 et en signe de vérité me
 « suis soubscript le 18 de may 1538.

Antoine Sonier.

Note B.

Archives de Genève. Portefeuille des pièces historiques, N° 1213.

Les conditions esquelles Claude Chanisier du Daulphine offre au Conseil de MM. de Geneve.

1° S'il est admis pour estre Recteur du Colege de Geneve, qu'il ne soit point permis a aultre de tenir escholle en aultre lieu de la ville que au dict Colege.

Item qu'il soit en luy et par le conseil et bon advis des Ministres de la dicte cite de Geneve de admettre et recevoir les Regens et Bacheliers. Semblablement faire leçons et prendre livres et autheurs pour lire au dict Colege selon la capacite des escholiers.

Item que le dict Colege soit franc et libre a tous escholiers venans, pour les recevoir a sa discretion, se soumettant a la peine du droit en cas que l'on y fasse chose qui ne se doive faire.

Item que tout le Colege avec ses appartenances, comme prez et aultres, lui soient laissees ainsi que au precedent recteur M^e Anthoine Sonier a este faict.

Item que les gaiges lui soient donnees ainsi qu'au dict Sonier c'est asçavoir tous les ans cent escus dor au soleil payes en quatre termes, oultre le salaire des enfans escholiers ordinairement paye.

Item que pour recouvrer le salaire ordinaire des dicts enfans parmi la ville lui soit donnez un ou deux officiers pour cela faire.

Item que les dicts S^{rs} l'ayderont a fornir de meubles pour son argent.

Du 25 d'Aprvil 1539.

Claude Chanisier.

Note C.

Archives de Genève. Portefeuille des pièces historiques, N° 1263.

Du 9 juin 1541. Mathurin Cordier au Conseil pour s'excuser de ne pouvoir revenir.

« Tres honnores Seigneurs i'ay receu voz lettres desquelles ie vous remercie tres humblement a cause de l'honneur quil vous a pleu de me faire en m'escrivant si humainement. Au surplus Mess^{rs} quant a ce quil vous a pleu me mander, il me desplaist fort grandement de ce que ie ne puis satisfaire a vostre mandement, lequel sans point de faulte est bon et honneste et selon Dieu. Mais vous pouez scavoir et entendre que ie ne suis pas en ma puissance. Car attendu l'humanite que me feirent Mess^{rs} de ceste ville en me recepuant si facilement alors que lon nous donna congie en vostre cite, ie ne pourroys sans grand reproche me absenter de leur escole sans leur bon vouloir et consentement. Les freres et moy avons faict nostre debuoir de les prier et leur remonstrer la necessite du cas, mais ils nous ont coppe la broche si trescourt et si tressoubdain quil ny a plus fallu retourner apres leur premiere response. Laquelle chose vous pourrez mieulx entendre par les lettres mesmes qu'ilz vous en escrivent. Parquoy Tres honorez Seigneurs me recommandant tres humblement a vostre bonne grace ie vous supplie de m'avoir pour excuse, et me reputer tousiours vostre humble serviteur en tout ce que me sera possible de faire pour vous ayder a avancer la gloire du Seigneur Dieu, a laquelle chose ie voy que vous travaillez d'ung grand courrage et affection. Laquelle vous veuille tousiours maintenir et augmenter celuy mesme qui a commence une si bonne œuvre en vous et par vostre moyen.

De Neufchastel le IX^e iour de Juin

Le tout vostre humble serviteur
Maturin Cordier

Annexe.

Le Conseil de Neuchatel sur ce qu'il a besoin de Mathurin Cordier.

« Tres honnores Seigneurs De bien bon cueur a vous bonnes graces nous recommandons honnores Seigneurs nous avons receut vostre rescription atouchant nostre tres chier et bien aymez maistre descolle Corderius et par icelle entendus que le desires pour quelque temps a vostre Colege, et pour ce que le dict Corderius a profite merueilleusement par cy devant a instruire nostre iunesse, donques mersions nostre Seigneur de nous auoir pourveu dung tel personnage. Joingt quil est de besoin quil persevere de iour en iours a notre dicte escolle. Vous prions ne lauoir a deplaisir, car a nous nest possible pour le present nous en deporter pour les gros damages que nous en pourrions aduenir. Et sommes mary que en ce ne vous pouvons gratifier sans nostre grandt preiudise. Priant Dieu le createur, honnores Seigneurs, quil vous donne l'entier de vous bons desirs.

De Neufchastel le IX^e ioint 1544

Les vostres bon ami et voisin

Les quatre Menistral et Conseil de Neufchastel

Note D.

Bibliothèque publique de Genève. Lettres et Pièces diverses concernant les églises réformées. Portefeuille, N° 1.

Lettre de Mathurin Cordier aux Magnifiques Seygneurs Mess^{rs} les Syndiques et Conseil de Geneve.

« Le Seigneur Dieu, pere de toute bonté et misericorde, soit benist et glorifié des grandes et inestimables graces qu'il a faictes envers vous et principalement en ce que dernièrement il luy a pleu de confondre les perverses et dangereuses machi-

nations de Satan , en chassant de vostre cité toutes mutineries et divisions, et vous reduysant a une si belle concorde et alliance fraternele, que maintenant d'ung noble cueur et affection tres chrestienne vous estudiez tous ensemble a pourchasser la gloire de nostre Seigneur, en chassant et destruisant a vostre pouvoir tout ce qui peult empescher et destourber le cours de sa sainte parolle et l'avancement d'icelle : et au contraire cherchant tous les moyens qu'il vous est possible pour restaurer et relever toutes bonnes choses, ainsi que desia vous avez bien monstté par cy devant en plusieurs cas, et mesmement a la peine et diligence que vous avez employee a ravoir nostre frere Calvin, vostre bon Ministre, et fidele serviteur de nostre Seigneur Jesus, tellement que plusieurs qui paravant avoient este fort troublez et scandalisez a cause de la division de vostre église, sont maintenant grandement consolez et tres bien edifiez, voyans la grande benediction que le Seigneur Dieu vous a faicte, voire si tres evidente que mesme les ennemys de Dieu en sont si estonnez qu'ils ne savent plus ou ils en sont, et si vous persevererez a rendre a Dieu son honneur, ainsi que devez poursuyvre envers le dict Cavin, et comme vous avez este advertiz de faire touchant Courault, vous en verrez une edification merveilleuse, et serez de plus en plus consolez et reiouys.

« Or donc, mes bons Seigneurs et tres chers freres, apres avoir cogneu et bien entendu la singuliere affection que nostre bon Pere celeste vous a donnee, en vous touchant ainsi le cueur par son Saint Esprit, entre nous qui sommes vos freres en Jesus, pensons iour et nuyct (ainsi que sommes tenuz) tous les moyens qu'il nous est possible pour ayder vostre bon vouloir, selon la grace que Dieu nous fait, et mesmes en pensant a vostre College, lequel vous avez si grand desir de relever a l'honneur de Dieu, il m'est venu en memoire d'ung bon frere et honneste personnage nomme Claude Budin, lequel est de present a Bourdeaux en Gasconne demourant au College de la dite ville, et la

il travaille a instruyre la ieunesse, en telle sorte que depuis quatre ou cinq ans qu'il y est, il a faict courir un merueilleux bruyt touchant le dict College.

« Or est ainsi que des le temps qu'il plent au Seigneur de m'appeller par le moyen de nos bons freres Antoyne Sonier, Farel et Calvin, pour ayder a instruyre les enfans en vostre College, le dict personnage estoit fort affecte a s'en venir avec moy, s'il eust eu une telle occasion de venir au pays de l'Evangile, pour s'employer au service et à la gloire de nostre Seigneur, et de faict il luy faisoit grand mal de me veoir ainsi departir, non pas en tant que i'estois appelle a ung tel bien, mais a cause de nostre separation corporelle, car des nostre ieune aage luy et moy avons touiours esté si bons amys et si familiers ensemble, que nous avions selon nostre pourete et argent et livres et aultres choses en commun.

« Quant aux graces que le Seigneur Dieu a mises en ce bon frere, il seroit long a racompter, mais seulement ie vous ay voulu advertir que ie ne sache homme de lettres plus convenable pour ayder a relever vostre dict College. Vray est que vous trouverez assez de gens de grand savoir et d'une grosse apparence : mais croyez que pour le present il est bien difficile d'en trouver ung tel quant a la traditive, ne qui ayt sa grand' industrie et diligence pour donner bon ordre a toute vostre escole, et pour y planter et introduyre une telle discipline, qu'il en sera parle (aydant le Seigneur) non seulement es pays de l'Evangile, mais aussi es aultres contrees comme France et Italie.

« Et mesme longtemps y a que le dict frere a compose ung ordre et maniere d'enseigner les enfans, lequel il avoit grand desir que fust introduict en vostre cité. Car il esperoit par ce moyen la que vos enfans proufiteroient plus en ung an que le temps passé on ne faisoit en deux ou troys, et par ainsi que les autres escoles prendroient exemple sur la vostre, laquelle chose seroit grandement a l'honneur de Dieu, et d'une merueilleuse

edification a toutes gens de bon vouloir. Voila, Messieurs et tres bons freres, quant au bien et proufit que peult venir, si vous avez le personnage dessus dict.

« Touchant la manière de le retirer de la ou il est, ie ne doute point de luy qu'il ne vienne volontiers, s'il luy est possible : mais ie crains fort une chose, c'est qu'on luy face empeschement de par la ville, a cause qu'il est fort aymé et en grosse reputation par de la. Mais touteffois, si vous concluez ensemble de l'envoyer querir, vous estes assez discretz pour adviser les moyens de le faire venir, et puis en ayant faict votre devoir, i'espere que le Seigneur Dieu qui vous conduict et qui gouverne voz affaires, vous acconduyra aussi son serviteur en bonne prosperité : pourveu que ce soit son bon vouloir de s'en servir en vostre ville. Car le tout gist en sa disposition et providence, par quoy ie luy recomande l'affaire au nom de son filz nostre Seigneur Jesus Christ.

« Au surplus plaise vous savoir que i'en ai traicté et conféré avec nostre bon frere, celui qui vous porte en ses entrailles, lequel est bien de cest advis que vous n'espargnez rien pour avoir ung tel homme et si grandement necessaire a vòstre eglise. Car comme il dit, vous ne sauriez faire chose plus sainte ne de plus grande edification pour le temps a venir que de commencer par ce moyen, c'est a savoir de procurer que voz enfans soyent bien instructz en la crainte de nostre Seigneur et en toutes sciences par lesquelles on peult servir a la gloire d'iceluy, et pour edifier le prochain. Mes Seigneurs et freres bien aymez, congnoissant vostre bon vouloir et sagesse, ie ne vous en escriray plus amplement, tant seulement ie vous laisseray a penser ce petit mot : si vous travaillez tant a fortifier vostre ville (laquelle chose est fort bonne et louable) quel bien ferez vous si vous faictes que les pierres vives soient mises et assemblees en l'édifice de l'Eglise de Jesus? -

« Il vous plaira, Messieurs, excuser la hardiesse qui i'ay prinse

de vous escrire si privement, vous suppliant humblement que vous preniez le tout en bonne part, comme de celuy qui est vostre humble serviteur, frere et amy, et qui ne demanda rien plus que le bien de vostre eglise et cité a la louange de Dieu nostre bon Pere, a qui seul soit rendue toute seigneurie, toute puissance et toute gloire eternellement, Amen. Aussi nous le prions au nom de son filz Jesus qu'il luy plaise vous augnenter tousiours ses graces et benedictions, vous conduysant et adressant en toutes choses selon sa sainte volonté, affin que de mieulx en mieulx vous puissiez vous employer en toutes bonnes œuvres a luy plaisantes et agreables.

De Neufchastel le XII^e iour de mars 1541.

Vostre serviteur, frere et amy
Maturin Cordier

Note E.

La première édition des Ordonnances ecclésiastiques contenait, relativement à l'école, quelques articles qui furent omis dans les éditions subséquentes, dans lesquelles ce sujet était renvoyé à l'Ordre des Escholes de 1559.

« Le degré plus prochain au ministere et plus conjoint au gouvernement de l'Eglise est la Lecture de Theologie, dont il sera bon qu'il y en ait au vieil et nouveau Testament.

« Mais pource qu'on ne peult proufiter en telles leçons que premierement on ne soit instruit aux langues et sciences humaines, et aussi est besoing de susciter de la semence pour le temps advenir, affin de ne laisser l'esglise deserte a nous enfans, il faudra dresser College pour instruyre les enfans, affin de les preparer tant au ministere que gouvernement civil.

« Pour le premier fauldra assigner lieu propre tant pour

faire leçons que pour tenir enfans et aultres qui voudront prou-
fiter, avoir homme docte et expert pour disposer tant de la
Maison comme des Lectures, et qui puysses aussi lire, le prendre
et soldoyer a ycelle condition qu'il ayt soubz sa charge Lecteurs
tant aux langues comme en dialectique, s'il se peut faire. Item
des Bacheliers pour apprendre les petits enfans. Et de ce espe-
rons pourvoistre en brief a l'ayde du Seigneur.

« Que tous ceulx 'qui seront la soient subjectz a la discipline
ecclesiastique comme les Ministres.

« Qu'il n'y ait aultre escolle par la ville pour les petitz enfans,
mais que les filles ayent leur escolle a part, comme il a este
faict par cy devant.

« Que nul ne soit receu s'il n'est approuve par les Ministres
layant premierement presente a la Seigneurie et fait assavoir.
Et lors de rechef qu'il nous soyt presente avec leur tesmonage
de peur des inconveniens. Toutefois le presentement debvra
estre faict present deux des Seigneurs du petit Conseil.

2° *Silhouette.*

Beyn Satan mag er heilig seyn!

GLEIM.

— Taisez-vous donc!

— Non pas, je le dis : j'abomine

Cet insigne barbon à face pateline,
Qui va chaque dimanche au temple prier Dieu,
Et que tout autre jour voit en tout autre lieu,
Enfant sans honte aucune intérêts et courtage,
Calculer comme on peut détourner davantage
Sans se heurter de front au piloris bavard
Qui conte à tout venant les hauts faits d'un gueusard.

Peut-être croyez-vous qu'à l'heure de l'église,
 Si, mettant l'habit noir et la fine chemise,
 Il s'y rend l'air penaud, le visage contrit,
 Et fait des yeux plus blancs que ceux d'un poisson frit,
 C'est qu'il sent des remords, qu'il gémit sur lui-même,
 Maudit ses péchés lourds et sa faiblesse extrême...
 Bah ! ne vous leurrez point à l'endroit d'un fripon
 Dont le cœur est, ma foi ! plus crasseux qu'un lapon.
 Si son front à l'autel d'un rayon s'illumine,
 Il songe en ce moment à creuser quelque mine ;
 Son œuvre va bientôt l'attester — ça suffit :
 De tout, hormis du prône, il sait faire profit.

Je me trompe ; il en fait profit à sa manière,
 De l'Église à la Bourse il se creuse une ornière,
 Et sait, à deux sous près, ce qu'un renom chrétien
 Peut donner de crédit quand on manœuvre bien.

— Pauvre chère âme ! il faut, dit-on, c'est conscience,
 Lui donner à gérer, en toute confiance,
 Les deniers que l'aumône a glanés pas à pas
 Afin que l'indigent eût parfois son repas.
 Et puis qu'un pauvre diable innocemment s'avise
 De crier : Au voleur ! quand il le dévalise ;
 La ville est en rumeur et dans chaque quartier
 On entend maugréer vieille femme et rentier.
 Il n'est pour le criard pas de nom qui le nomme,
 Car Satan, c'est tout dire, épargnerait notre homme.

— Est-ce tout ?

— Pardonnez, je suis loin d'en finir.
 Coutumier comme il est de toujours retenir,
 De la Sainte Écriture il retient maint passage ;
 Mon père en fit autant, c'est le propre du sage,

Mais le blé qui nourrit l'âme des pénitents,
N'est plus qu'affreux poison sous de certaines dents.

Pour moi, je m'ébahis à voir comme il applique
Avec un saint aplomb la parole biblique,
Comme en un bénitier, préparant son repas,
Il s'engraisse, et parvient à duper saint Thomas.

Un maigre besoigneux, bourgeois de la grand'route,
La béquille à l'aisselle et la jambe en déroute,
Vient-il, pâle, transi, l'estomac aux abois,
Implorer sa pitié d'une dolente voix,
Mon cafard, le voyant sans force et sans ressource,
Ouvre aussitôt sa Bible à défaut de sa bourse;
Lui prêche les bienfaits de l'ordre, du travail,
Et les trésors d'un ciel qu'il semble avoir à bail.

Qu'un traitant, son rival, ait une heureuse chance,
Un emprunt de l'État, une offre d'importance :
« Chacun de nous est frère, un frère est un ami,
Nous faisons, n'est-ce pas ? cette affaire à demi. »
Mais qu'au rebours, l'ami, sa caisse étant peu ferme,
S'il est son débiteur demande un nouveau terme :
« L'accorder, Dieu le sait, lui ferait grand plaisir ;
Mais la morale, hélas ! s'oppose à son désir.
En telle occasion se montrer magnifique,
C'est faire un tort immense à la gent qui trafique,
C'est tremper dans l'abus d'un crédit dangereux
Qui, débâclant un jour, fait mille malheureux. »
Le pauvret faillit-il par trop de confiance :
« Les gens, on le voit bien, n'ont plus de conscience ;
Ils ne distinguent plus le mien d'avec le tien ;
Privez-les, s'il vous plaît, du titre de chrétien.
Il ne sait vraiment pas comment on peut survivre

A la honte d'avoir déposé son grand livre. »
 Or que l'infortuné qu'ainsi frappa le sort
 Cherche, à son désespoir un recours dans la mort...
 « Le monde ne va plus ; il faut à tel scandale
 Contre le genre humain secouer sa sandale »
 Et Dieu n'a plus d'abri, c'est à croire vraiment,
 Que dans le cœur béat du pieux garnement.

Fi ! je sens le dégoût qui me prend à la gorge.

Et ce n'est point ici fictions que je forge,
 Cet homme est là ; peut-être ignorez-vous son nom
 Mais dimanche, bien sûr, il était au sermon,
 Il était au sermon, feignant quelque prière,
 Les yeux ensevelis sous leur flasque paupière,
 Tandis qu'un crucifix sur l'autel étalé
 Dominait, au coup d'œil, son front gras et pelé.
 Si bien que, me trouvant acculé vers la porte,
 Moi qui voyais fort peu, je voyais de la sorte
 M'apparaître à la fois la palme et le chardon,
 L'Homme de Nazareth et l'homme de Sidon.

Jésus ! quand sur ta croix tu mourais en silence,
 Cloué, roide, le flanc transpersé d'une lance,
 Pâle, abreuvé de fiel, couronné d'un sang noir,
 Comme en ces vieux tableaux si douloureux à voir ;
 Jésus ! ô doux Jésus ! savais-tu que le vice
 Prendrait pour s'étayer ton divin sacrifice ?
 Que de vils trafiquants trafiqueraient un jour
 De tes saintes vertus, de ton sublime amour ?
 Que Golgotha, du lucre aplanirait la route ?

O toi ! qui savais tout, tu le savais sans doute,
 Et ton regard mourant voyait dans l'avenir
 Mammon te dérober ton œuvre, et la honnir.

Voilà pourquoi ton front si tristement s'incline,
 Pourquoi ce grand soupir qui brisa ta poitrine ;
 Ce n'est pas ta douleur, mais nos hontes à nous,
 Qui dans Gethsémané te jetaient à genoux.
 Oui, c'est le faux croyant qui, dans ta voix éteinte ,
 Mit du triste abandon la gémissante plainte ;
 C'est lui qui, se parant de ton nimbe terni,
 Te fit crier : ELI LAMMA SABBACHTHANI !

Henri BLANVALET.

3^e *La Prière dans les Ténèbres.*

Quand le sommeil a fui de ma couche nocturne,
 Quand le silence et l'ombre ont envahi les airs,
 L'aile du temps emporte en son vol taciturne
 Mon hommage et mes vœux au Roi de l'Univers.

Ma muette pensée a jailli vers la nue,
 Elle monte et s'élève aux pieds de l'Éternel
 Sans que ma bouche emploie une langue connue
 Qui trouble de la nuit le calme solennel.

Mon âme parle seule et j'ignore la route
 Qu'elle doit se frayer pour parvenir à Dieu ,
 Pourtant je suis certain que sa bonté m'écoute
 Quel que soit le moment, et quel que soit le lieu.

O miracle d'amour ! ineffable tendresse !
 A travers mes regrets un peu d'espoir me luit,
 Dieu même a soulevé leur fardeau qui m'opprime ;
 Il entend mon silence et me voit dans la nuit.

Il semble qu'à mes vœux sa Majesté réponde
 Qu'il accorde à mon âme indulgence et pardon :
 Qu'il couronne mon front d'une paix qui l'inonde
 Et daigne illuminer mon obscur abandon !

Oui : ma prière à *Dieu* dans l'ombre ensevelie
 Que seule ma pensée épancha dans son sein
 Au calme qui la suit, je la sens accueillie
 Et sur moi le sommeil redescend plus serein.

J. PETIT-SENN.

Commission d'Administration.

Dans sa séance du 9 mars, le Comité de gestion a reçu la démission de M. Chenevière, président de l'Institut. M. le professeur C. Vogt, président de la Section des Sciences naturelles et mathématiques, prend la présidence de l'Institut *ad interim* aux termes de la loi. Le sceau de la présidence est remis à M. Vogt.

M. le Secrétaire général présente, 1^o une note de M. Ami Bovet, graveur, s'élevant à 440 fr., pour dessin, gravure, impression et tirage de deux cents exemplaires du diplôme destiné aux membres de l'Institut; 2^o une note de 1,012 fr. de M. Vaney, pour impression d'une partie des Mémoires et du Bulletin de l'Institut. M. le Secrétaire général est autorisé à solder ces comptes et à prendre pour cela les fonds nécessaires sur l'allocation portée au budget pour l'année présente 1855.
